



NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY  
TRENT UNIVERSITY

*L. L. L.*

BIBLIOTHÈQUE  
Ecole Normale Marie-Rivier  
Saint-Hyacinthe, Qué.





... Henri  
= E/Brochures diverses

Digitized by the Internet Archive  
in 2019 with funding from  
Kahle/Austin Foundation



Henri Bourassa

# *L'intervention américaine*

*ses motifs, son objet,  
ses conséquences*

---

PRIX : 25 SOUS

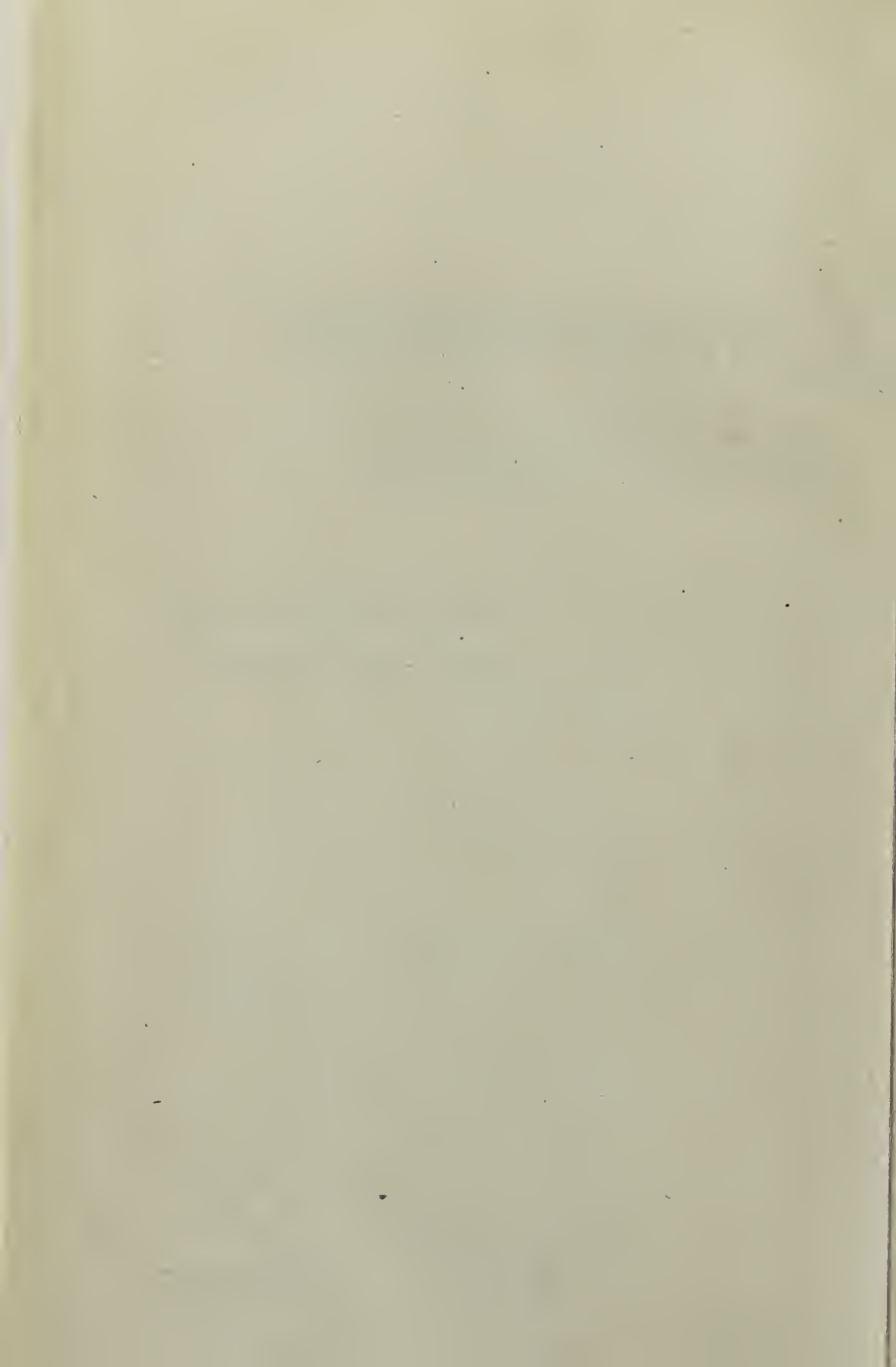
8859

---

ÉDITIONS DU DEVOIR

43, rue Saint-Vincent  
MONTREAL

259057



*Depuis un an, j'ai fait plusieurs séjours aux Etats-Unis. J'ai passé à New-York et à Washington la semaine qui a précédé la déclaration de guerre du Président et la semaine qui a suivi. Au cours de ces voyages, j'ai pu suivre de près la marche des événements, l'évolution des tendances et des idées. D'anciennes relations, d'autres plus récentes, de précieuses recommandations surtout, m'ont permis d'interroger un bon nombre d'Américains, situés dans les milieux les plus divers et entretenant les opinions les plus contradictoires. De tout cela, il est résulté, presque à mon insu, une sorte d'enquête sur les causes et les motifs de l'intervention américaine, sur ses développements et ses conséquences probables. Cette brochure renferme la synthèse de ces observations. Les cinq premiers chapitres, écrits d'un seul jet, entre le 1er et le 5 mai, ont paru en dix articles dans le Devoir, du 7 au 19 mai. A cette première partie, je me borne à ajouter quelques notes.*

*Le sixième chapitre, consacré aux "conséquences pour le Canada" de l'intervention américaine, est entièrement nouveau. Je l'ai écrit le 20 mai. J'en corrige la dernière épreuve aujourd'hui.*

*Je donne ces précisions afin de marquer le caractère hâtif du travail; et aussi afin de parer aux observations ou aux critiques qui pourraient s'attaquer à certains passages: les événements marchent si vite, de ce temps-ci, que telle constatation ou tel pronostic risquent de dater, à quelques jours d'intervalle.*

*A mes lecteurs habituels, je présente ce modeste travail en toute confiance. Il s'inspire de la pensée commune qui nous a guidés depuis la fondation du Devoir: le souci des intérêts canadiens; à nos yeux, ils priment ceux de tout autre pays.*

HENRI BOURASSA.

Montréal, 26 mai 1917.





## AVANT LA GUERRE.

---

### M. Wilson, champion de la paix.

M. Woodrow Wilson, ancien universitaire, a des aperçus philosophiques. Pour peu qu'il y joigne le sens de l'ironie et que les fumées de l'encens ne lui troublent pas le cerveau, il doit s'amuser prodigieusement du spectacle que le monde lui donne. Pendant deux ans et demi, il a été mis au ban de la "civilisation". Les fauteurs de guerre, les jingos, les agioteurs et les démagogues de tous les pays d'Europe, centraux ou ententistes, et ceux de sa propre patrie, l'accablaient de leurs dédains. La *grande* presse du monde entier ne cessait de se moquer du "professeur" Wilson, de ses dissertations, de sa pusillanimité, de son hésitation à plonger sa patrie dans l'abîme de la guerre.

Aujourd'hui tout ce monde-là se roule à ses pieds. Gouvernants, diplomates et publicistes sont en train de lui élever un gigantesque piédestal. Ils le proclament le plus grand homme d'Etat contemporain — en quoi ils n'ont peut-être pas tort. Les Allemands eux-mêmes en parlent avec infiniment plus de respect qu'autrefois.

Cette volte-face subite, cette apothéose boursoufflée, succédant tout-à-coup au mépris général, est le digne pendant des insultes prodiguées au Tsar déchu par ceux-là mêmes qui le proclamaient naguère le modèle des chefs d'Etat. Jamais le gourgandinisme effronté de la *grande* presse et la rampante bassesse de l'opinion "démocratique" ne se sont révélés avec un tel cynisme.

Le succès de M. Wilson à l'intérieur n'est pas moins éclatant. Pour l'honneur du peuple américain et de son chef, il est de meilleur aloi que les panégyriques intéressés de l'étranger. La caractéristique principale de ce triomphe national, c'est qu'en déclarant la guerre M. Wilson a conservé la confiance et l'appui de la majorité des partisans de la paix, qui l'avaient maintenu au pouvoir ; et, en même temps, il reçoit le concours apparemment loyal d'anciens adversaires, partisans acharnés de l'intervention.

Quelqu'un qui tient de près au président, qui connaît sa pensée intime autant qu'il est possible de la pénétrer, — M. Wilson est, paraît-il, l'homme le plus *fermé* qu'on puisse imaginer — affirme que, depuis plus d'un an, le président et son entourage immédiat étaient persuadés de l'impossibilité d'éviter la guerre. Ainsi, d'une part, sans jamais trahir ses appréhensions, M. Wilson n'a cessé, douze mois durant, de travailler pour la paix qu'il ne croyait plus possible ; et, de l'autre, il a gra-

duellement préparé à l'acceptation de l'inévitable — ou, du moins, de ce qu'il croyait inévitable — l'opinion favorable à la paix, c'est-à-dire l'opinion qui l'avait soutenu depuis deux ans et demi contre les assauts des partisans de l'intervention. C'est très fort. Aussi n'ai-je été nullement étonné d'entendre l'un des chefs les plus éminents du parti républicain, ferme partisan de l'intervention, affirmer, avec la plus généreuse franchise, que M. Wilson était *le seul homme d'Etat capable d'entraîner le peuple américain dans le conflit*. Et M. Wilson lui-même, ajoutait-il avec une égale assurance, n'aurait pu faire accepter l'intervention avant l'heure qu'il a choisie. Sa claire vision du moment psychologique a été aussi remarquable que l'habileté ferme et prudente de sa manoeuvre au milieu des courants d'opinions contraires — manoeuvre qui lui a permis de faire évoluer dans le sens de la guerre les éléments favorables à la paix, dont il avait gagné la confiance.

### M. Wilson était-il sincère ?

Tout cela porte la marque d'un grand politique. Faudrait-il en conclure que M. Wilson appartient à l'école de Machiavel ? Fait-il fi de la sincérité, de la franchise, de la logique, de la fidélité aux principes — toutes qualités qui restent, aux yeux d'un petit nombre de gens démodés, les caractéristiques de la vraie grandeur et les garanties d'une saine politique ? Sans trop risquer, on peut en douter et donner au président le bénéfice du doute.

M. Wilson était, je crois, sincère partisan de la paix et l'est resté. Son erreur initiale, si c'en est une, c'est d'avoir repoussé, dès le début de la guerre sous-marine, l'avis de M. Bryan, alors secrétaire d'Etat. M. Bryan aurait voulu que le gouvernement décidât — et proclamât officiellement sa détermination — de ne pas étendre la protection de l'Etat à ceux des citoyens américains qui risqueraient leurs personnes ou leurs marchandises à bord des navires battant le pavillon de l'une quelconque des nations belligérantes. M. Wilson s'y refusa. Il fit même le contraire. Il adopta comme base de sa politique le traditionnel *desideratum* des Etats-Unis et affirma le droit absolu des Américains de voyager et de commercer librement sur toutes les mers, à bord de tous les navires. Il aurait peut-être dû se rappeler que lorsque M. Choate, représentant des Etats-Unis à la deuxième conférence de La Haye, avait voulu faire introduire ce principe de droit dans le code des nations, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie s'étaient déclarées prêtes à y souscrire, mais que l'opposition de l'Angleterre, de la France et de la Russie avait fait échouer cette louable tentative <sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, à partir du jour où M. Wilson

<sup>1</sup> La proposition de M. Choate — expression officielle des vues du gouvernement américain — était formulée dans les termes suivants: "*The private property of all the citizens of the signatory powers, with the exception of contraband of war, shall be exempt on the sea from capture or seizure by either the armed vessels or the military forces of the said powers. Nevertheless, this provision does not at all imply the inviolability of vessels which should try to enter a port blockaded by the naval forces of the said powers, nor the inviolability of the cargoes of the said ship.*" Lorsque cette proposition fut mise au vote de la conférence, elle recueillit les suffrages des représentants de vingt-et-une nations: Etats-Unis, Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie, Danemark, Norvège, Suède,

posa ce principe, excellent en soi, comme condition *sine qua non* de la neutralité des Etats-Unis, les chances de paix devinrent fort problématiques. Dès ce moment, M. Wilson dut entrevoir la guerre comme une éventualité très probable, sinon inévitable. Il n'en a pas moins attendu, pour la déclarer, que l'Allemagne eut fait couler nombre de navires étrangers, portant des voyageurs ou des marchandises américaines, et même plusieurs navires battant le pavillon des Etats-Unis. Il a fait davantage : il a patienté jusqu'au jour où le gouvernement allemand proclama officiellement sa détermination de ne plus faire de distinction entre les navires des belligérants et ceux des pays neutres. Tout cela établit une forte présomption en faveur de la sincérité du président.

## Opinion des Américains sur la guerre et les belligérants.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que la seule influence personnelle de M. Wilson, ni l'habileté de sa manœuvre, ni même le coulage des navires américains, ont suffi à transformer les sentiments de la masse du peuple américain et à rallier autour du président, au moment où il lançait son pays dans la fournaise, la plupart des éléments qui l'avaient soutenu jusque-là "*because he kept us out of the war*". Dans tous les pays, les mobiles de l'opinion publique sont multiples. C'est plus particulièrement vrai d'une communauté aussi complexe que la république américaine. Efforçons-nous de dégager les principales causes de l'extraordinaire évolution qui a pu, en quelques mois, faire du champion de la paix le héraut de la guerre.

Tout d'abord, j'insiste sur un point. En esquisant cette analyse, ce ne sont pas mes idées personnelles que j'exprime : c'est tout simplement la synthèse loyale de nombreuses expressions d'opinion recueillies sur les lèvres d'Américains de toute catégorie, bien placés pour observer, ou fidèles échos des divers courants populaires. La majorité de ces Américains, hommes du nord et de l'est, sont des républicains, adversaires habituels de M. Wilson et, dès le début de la guerre, partisans de l'intervention des Etats-Unis. Cette particularité ajoute singulièrement au poids de leur opinion sur la valeur personnelle du président et

---

Grèce, Belgique, Hollande, Suisse, Bulgarie, Roumanie, Chine, Perse, Siam, Turquie, Brésil, Cuba, Equateur et Haïti. Les délégués des onze nations suivantes votèrent pour la négative : Grande-Bretagne, France, Russie, Japon, Espagne, Portugal, Monténégro, Mexique, Colombie, Panama et Salvador. Les représentants du Chili s'abstinrent. Ceux de onze autres nations étaient absents. Bien que la proposition eût été votée par une forte majorité — 21 contre 11, — la conférence ne crut pas devoir insister. De retour aux Etats-Unis, M. Choate expliqua pourquoi sa proposition, bien que votée, n'avait pu être incorporée dans le code des lois internationales : "*It was not possible, however, in the face of great commercial nations that opposed it, nations likely at any time to be engaged in war, to press it further.*" (Discours prononcé le 24 janvier 1908, devant l'Association du Barreau de l'Etat de New-York.) Les "grandes nations commerciales" que M. Choate tenait responsables de cet échec, étaient la Grande-Bretagne, la France, la Russie et le Japon. En réalité, l'opposition fut organisée et dirigée par les délégués britanniques. Cette attitude a été vigoureusement condamnée, et les arguments invoqués par les délégués anglais savamment réfutés, par Lord Loreburn, ancien Haut Chancelier, dans son excellent ouvrage : *Capture at sea*.



de sa politique, et aussi sur la force et les motifs de l'opinion pacifiste ou opposée à l'intervention.

Au moment où la machine de guerre se déclancha en Europe, me disait le plus éminent de mes interlocuteurs, — celui-là même dont j'ai cité, il y a un instant, l'opinion sur M. Wilson — la pensée première, le sentiment instinctif de la masse des Américains, au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, s'exprimait sous cette forme toute simpliste : "*Thank God! we are not in the scrap, any how!*"

## Sympathies allemandes.

Dans l'ordre des sympathies, fort partagées, pour les belligérants, on pourrait presque affirmer que l'Allemagne l'emportait sur toutes les autres nations en guerre. Elle avait à son actif, en premier lieu, le bon vouloir des millions d'Américains de naissance ou d'origine germaniques, puis l'admiration d'une foule de Yankees, adorateurs fervents de la force et du succès, — du succès "*in business*" et de la toute-puissance militaire. (A preuve, le culte napoléonien, si intense aux Etats-Unis, en dépit de toutes les phrases sur la démocratie et la liberté.) Il faut tenir compte aussi du grand nombre d'Américains qui sont allés compléter leurs études en Allemagne, et, davantage peut-être, de la pénétration du germanisme dans le régime scolaire de la plupart des Etats, depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Toute la philosophie américaine, si telle chose existe, est à base allemande. C'est tout le subjectivisme kantien, c'est tout le *surhumanisme* nietzschéen, c'est le culte de la force matérielle, dont Treitschke s'est constitué le panégyriste. Rien n'est plus amusant, là-dessus, que les multiples dénonciations américaines du philosophisme allemand. En réalité, les intellectuels américains sont les fils directs du philosophisme allemand — comme les Anglo-Canadiens, du reste <sup>1</sup>. Nous verrons, dans un instant, comment cette influence allemande est contrebalancée par l'étude des lois anglaises.

Aux prises avec la Russie et l'Angleterre, l'Allemagne bénéficiait encore, dans l'opinion américaine, des vieilles rancunes populaires contre l'Angleterre, constamment entretenues par les Irlandais, et de la haine instinctive du tsarisme "autocratique", — haine fortement accrue, depuis quelques années, par l'influence croissante des Juifs, dont un bon nombre, originaires de Russie, occupent dans la presse américaine une place considérable.

<sup>1</sup> On sait qu'avant d'établir son système d'instruction publique, le gouvernement du Haut-Canada fit faire une enquête en divers pays et s'arrêta au régime prussien comme le plus propre à former l'esprit et le caractère. La mentalité ontarienne, qui a si fortement déteint sur les populations de l'Ouest et du Canada anglais en général, sauf peut-être la Nouvelle-Ecosse, est toute prussienne. Il y paraît aux résultats.

En toute justice pour les Allemands — s'il est encore permis de parler de justice pour tout le monde, — il faut admettre que la philosophie de Kant, et bien davantage celle de Nietzsche, ont rencontré, en Allemagne, une opposition beaucoup plus formidable qu'en France et en Angleterre, et surtout qu'aux Etats-Unis et au Canada. Il n'est donc nullement paradoxal de dire que la philosophie nord-américaine — toujours dans la mesure où telle chose existe — est beaucoup plus "allemande" que la philosophie qui domine en Allemagne.



## Sympathies françaises.

A l'égard de la France, on peut dire à coup sûr qu'en dehors des groupes de race française de la Louisiane, de la Nouvelle-Angleterre et du Centre-Ouest, les sympathies et les antipathies se contrebalançaient. Si la balance penchait d'un côté, c'était plutôt au détriment de la France. La politique anticléricale et la rupture avec le Vatican avaient singulièrement refroidi la séculaire affection des Irlandais pour la vieille alliée de leurs ancêtres. Les catholiques américains faisaient beaucoup moins que nous la distinction entre le gouvernement de la république et la masse des Français. Tout naturellement, les catholiques germano-américains n'avaient pas manqué d'établir le contraste entre les faveurs croissantes dont la religion catholique jouissait en Allemagne et les mesquines persécutions qu'elle subissait en France. Chez les non-catholiques, la France anticléricale bénéficiait de l'admiration des loges maçonniques et des sectaires qui n'ont plus qu'une religion négative : l'envers et la haine du catholicisme ; la France littéraire, et non la meilleure, avait sa clientèle, croissante mais encore fort restreinte. Pour la plupart des Américains, la France restait un beau pays, où il fait bon voyager, manger et s'amuser. Aux Etats-Unis, plus qu'ailleurs, le mot un peu brutal de Drumont avait sa pleine application : la France y était surtout connue par ses histrions et ses cuisiniers ; mais dans l'ordre des forces agissantes, des forces matérielles surtout, on la tenait pour tombée au second rang. Tout ce que le culte de la force et du succès valait à l'Allemagne militait contre la France. N'oubliez pas que je parle de la situation qui existait au début de la guerre. Par la suite, nous verrons grandir subitement l'admiration pour la France <sup>1</sup>.

## Influences anglaises : finances et lois.

A l'encontre de ces divers courants d'opinion, défavorables, en somme, à la cause des Alliés, il convient de signaler tout de suite deux influences contraires, dont nous retrouverons la trace puissante lorsque nous étudierons les modes de l'intervention américaine dans la guerre et l'action probable des Etats-Unis dans le règlement des problèmes d'après-guerre.

La première de ces influences, c'est l'emprise de la finance anglaise aux Etats-Unis. Elle est énorme. Il n'est pas exagéré de dire que c'est le principal point d'appui de la cause des Alliés, aux Etats-Unis. Le premier des diplomates de l'Entente, ce n'est pas l'ambassadeur d'Angleterre, sir Cecil Spring Rice, ni l'ambassadeur de France, M. Jusserand ; c'est Pierpont Morgan et son groupede financiers. Ce groupe représente *d'abord* les intérêts de l'Angleterre, puis, en second — très second

<sup>1</sup> Au début de la guerre, le représentant, à New-York, de l'une des plus importantes maisons d'affaires de France me disait ces paroles significatives : "L'un des principaux obstacles à l'influence économique de la France aux Etats-Unis, c'est l'admiration que la force et le succès des Allemands inspirent aux Américains. Si la France est vaincue, il ne nous restera qu'à *fermer boutique* aux Etats-Unis."

— lieu, les intérêts de la France et des autres pays de l'Entente. Nous verrons plus loin comment cette camorra de milliardaires s'y est prise pour travailler l'opinion publique dans le sens des intérêts de l'Angleterre.

Pour l'instant je me borne à citer le mot d'un Américain de haute marque, très chauvin, très partisan de l'intervention et absolument convaincu de la toute-puissance de son pays. "La supériorité d'influence de la finance anglaise sur la finance américaine, m'avoua-t-il, est dans la proportion de la livre sterling au dollar." Et notez que cette évaluation, il la faisait en tenant compte des milliards de livres sterling engloutis par l'Angleterre dans la guerre, et des milliards de dollars encaissés par les Américains. Pouvons-nous nous étonner de la facilité avec laquelle l'impérialisme britannique a acheté, corps et biens, notre malheureux pays de *quêteux à cheval* ?

La seconde influence d'avant-guerre, instinctivement favorable à la cause de l'Angleterre et de ses alliés, c'est celle de la magistrature et du barreau. Plus respectable que la première, moins facile à retracer dans ses manifestations collectives et concrètes, elle n'en est pas moins formidable. Aux Etats-Unis, plus que partout ailleurs, le corps légal pénètre et domine toute la politique : la politique nationale et celle de chacun des Etats. L'autonomie des Etats en plusieurs matières réservées chez nous à l'autorité centrale — les lois pénales, par exemple — a multiplié les juridictions et les tribunaux, partant, les juges et les avocats. Comme ici, les avocats pullulent au Congrès et dans les législatures. De plus, ce qui n'existe pas ici, un bon nombre de magistratures d'Etat, dans l'Ouest surtout, sont électives. Magistrats et avocats sont donc habituellement d'actifs politiciens. Or, ne l'oublions pas, leur formation professionnelle est tout anglaise. La base du droit américain, droit civil ou droit administratif, est la *Common Law* d'Angleterre. Dans l'étude des sources du droit et de la jurisprudence, professeurs et étudiants à l'Université, magistrats et praticiens devant les tribunaux, se nourrissent des auteurs anglais. Même dans l'interprétation du droit international, leur mentalité est anglaise. Cette influence est plus que suffisante pour contrebalancer, à certains égards et particulièrement dans la vie publique, celle de la philosophie allemande. Celle-ci détruit ou fausse, dans leur esprit, la notion des vérités primordiales ; mais, comme tous les Anglo-Saxons, les Américains se passionnent peu pour les idées pures, bonnes ou mauvaises. Une fois sortis du collège et lancés dans la vie professionnelle et publique, les notions qui persistent et influent sur leurs pensées ordinaires et sur leur action politique, sont celles qui se rattachent le plus directement à leur profession, à leurs habitudes. Or, pour les hommes de loi et pour la majorité des politiciens, ces notions sont anglaises. Un professeur de droit, sorti de la vie publique où il a occupé plusieurs des fonctions les plus importantes, m'a indiqué ce fait comme l'un des facteurs les plus importants de l'évolution qui s'est opérée en faveur de l'Angleterre et de ses alliés dans la guerre actuelle.

L'une des meilleures publications américaines, la *New Republic*, attribue même aux universités une influence plus grande à cet égard que celle de la finance anglaise ou pro-anglaise. Ceci est exagéré, je pense ;

mais cette opinion n'en marque pas moins la tendance des classes professionnelles, des hommes de loi en particulier.

### La religion démocratique.

Reste, enfin, la plus générale sinon la plus agissante des opinions qui militent en faveur de la coalition antigermanique : c'est ce que l'on pourrait appeler la religion ou la lubie démocratique. Elle est intense; mais, au début de la guerre, elle ne s'affirmait pas plus en faveur des Alliés que des Centraux. Les Américains n'ont pas commis, comme nous, l'erreur de ne voir qu'un aspect de la lutte : le conflit entre l'Angleterre et la France, d'une part, et l'Allemagne, de l'autre <sup>1</sup>. Ils y voyaient également la Russie, la Russie des Tsars et des grands-ducs. Entre la France républicaine et l'Angleterre monarchique, ils faisaient même une distinction très nette. Lorsque nous aurons parcouru la série des causes de *fait* qui ont amené le déclenchement de la machine de guerre américaine, nous retrouverons la passion démocratique au premier rang. Mais en août 1914, il eût été difficile de persuader à la masse des Américains que la coalition antigermanique représentait l'armée de la démocratie et de la liberté.

Tout considéré, il n'est donc nullement exagéré de dire qu'au début, et dans l'ensemble, l'opinion américaine était plutôt favorable aux Allemands qu'à leurs ennemis. Les sentiments qui militaient en faveur de l'Allemagne étaient plus répandus, plus agissants, plus définis. L'opinion adverse était plutôt latente et hésitante; et ses principaux facteurs, la haute finance particulièrement, n'avaient pas encore commencé d'agir.

<sup>1</sup> Dans une série d'articles intitulés *Les Etats-Unis et la guerre*, et publiés dans le *Devoir* des 6, 7, 8 et 9 février 1917, j'avais méconnu la force et l'étendue de la haine démocratique, chez les Américains de vieille souche, contre la Russie impériale.

## II

### ÉVOLUTION DES SENTIMENTS.

---

Examinons maintenant, dans l'ordre chronologique, la série des faits qui ont d'abord tourné l'opinion contre l'Allemagne, puis activé les sympathies ententistes et, finalement, rallié le sentiment public à la déclaration de guerre du président.

#### Invasion de la Belgique.

L'invasion de la Belgique a porté le premier coup à l'opinion germanophile. Les hommes d'Etat et les hommes de guerre allemands ne se rendront jamais un compte exact de l'immense défaite morale qu'ils ont subie le jour où leurs armées ont mis le pied sur le territoire belge, où leurs canons ont commencé à démolir les forts de Liège et de Namur. Au crime de fait, ils ont ajouté l'erreur capitale de ne pas déguiser leur dessein sous une manoeuvre analogue, par exemple, à celle qui permit à Chamberlain d'affirmer qu'en envahissant le Transvaal et l'Etat d'Orange, l'armée anglaise répondait à une provocation. C'est peut-être qu'ils n'ont pas eu le temps d'imiter sur ce point l'exemple de leurs cousins d'outre-Manche<sup>1</sup>.

Le déchirement du "chiffon de papier" a produit un effet immense aux Etats-Unis. C'est une erreur commune à beaucoup d'étrangers de juger les Américains par leur diplomatie "en manches de chemise", — chose du passé, d'ailleurs — ou par leur langage et leurs habitudes *d'affaires*. Il y a chez eux, comme chez les Anglais, d'étonnantes réserves de *sentimentalité*. Ils ont aussi, et plus que les Anglais, d'inattendus sursauts de révolte contre l'injustice et la spoliation — pourvu que leur pays ne soit pas le spoliateur, et même parfois quand il l'est.

Les interventionnistes les plus ardents que j'ai rencontrés ne faisaient aucun mystère de leurs sympathies pro-allemandes d'avant la guerre. Deux causes les ont fait se retourner brusquement : la violation du terri-

<sup>1</sup> Plus tard, les Allemands ont cherché à justifier leur action en Belgique par la découverte qu'ils auraient faite à Bruxelles de certains papiers d'Etat qui prouveraient que le gouvernement belge avait, dès avant la guerre, compromis sa neutralité au profit de l'Angleterre et de la France. Quelques-unes de ces pièces semblent assez concluantes ; mais tant que les Allemands n'auront pas prouvé qu'ils en avaient eu connaissance *avant* la guerre, ils restent sous le poids de la confession de Bethmann-Hollweg, faite dès les premiers jours de la guerre : "La violation du territoire belge est un crime (ou une faute), que nous devons réparer après la guerre. Nous nous en rendons coupables, parce que nous y sommes forcés : la nécessité ne connaît pas de loi."



toire belge... et peut-être l'appréhension d'une alliance possible entre une Allemagne victorieuse et le Japon. Nous retrouverons ce dernier motif au chapitre des *conséquences* de l'intervention américaine.

A partir de ce moment, l'on peut dire que l'un des plateaux de la balance pencha du côté des Alliés, pour ne jamais se relever. Cependant, l'on peut affirmer avec une égale certitude que la masse du peuple américain restait encore opposée à l'intervention et que le Congrès eût refusé au président le droit et le pouvoir de déclarer la guerre. Le président n'aurait-il pu, néanmoins, protester contre l'acte inique, au nom des mêmes principes de droit qu'il a si heureusement invoqués plus tard? N'était-ce pas son *devoir* de le faire? Je l'ai cru longtemps. En principe, je le crois encore. Mais c'est chose fort téméraire que de décider du devoir d'un chef d'Etat, et surtout du chef d'une nation aussi complexe que la nation américaine. Pour l'instant, je me borne à transcrire fidèlement l'opinion très précise et, dans l'espèce, très précieuse du leader républicain dont j'ai déjà cité le témoignage en faveur de M. Wilson. "Non!" me dit-il sans hésiter; "M. Wilson ne pouvait pas et ne devait pas protester. Le chef d'une nation puissante ne doit protester contre un attentat au droit des gens qu'à la condition d'être prêt à donner une sanction à sa protestation, c'est-à-dire à la faire suivre d'une intervention armée. Le peuple américain lui-même aurait interprété ce protêt comme une virtuelle déclaration de guerre; or, à ce moment, ni le peuple ni le Congrès ne voulaient la guerre. La protestation serait donc restée *en l'air*. Elle n'eût valu au gouvernement américain que le mépris des nations étrangères, à M. Wilson la colère du peuple américain. Le président eût inutilement compromis sa dignité et son influence personnelle, diminué les chances, qu'il n'avait pas le droit de risquer, de s'interposer au moment opportun entre les belligérants. Enfin, il eût divisé la nation américaine et paralysé la marche de l'action bienfaisante qu'il a exercée depuis pour rallier tous les groupes d'opinion diverse." Cette thèse mérite au moins qu'on s'y arrête avant de ratifier le jugement très sévère que beaucoup des sycophantes actuels de M. Wilson portèrent alors sur son silence et son inaction.

## Héroïsme de la France.

Le deuxième facteur de l'évolution des *sentiments*, c'est la résistance héroïque de la France. La patiente tactique de Joffre, la brillante défense de Gallieni aux portes de Paris, la victoire de la Marne, ont transformé l'opinion de la masse des Américains sur la France et les Français modernes. La résistance titanesque de Verdun a complété la conversion et fait des Français, aux yeux des Américains, les véritables héros de la guerre. Le culte de la force et du succès, déjà signalé, s'est détourné des Allemands pour se porter, avec une puissance irrésistible, sur les Français. A certains égards, ce sentiment, *comme facteur de l'opinion favorable à la guerre*, a pris le dessus sur les sympathies pour la Belgique. A l'égard de l'intéressant petit royaume du nord, le sentiment qui subsiste, c'est celui de la pitié compatissante: il s'est traduit par d'abondantes aumônes et une merveilleuse organisation de secours *pacifiques*.



Pour la France, c'est une admiration respectueuse, sur laquelle s'est greffé un désir croissant d'imiter ses exploits tout en lui payant, sur le tard, la dette de la Révolution américaine, dont le succès, on le sait sans l'avouer, fut assuré par l'opportun secours de la France. De tous les mobiles de l'intervention, c'est assurément le plus noble, le plus élevé. C'est aussi l'un des plus populaires. C'est pourtant, nous le verrons bientôt, celui qui comptera le moins, peut-être, dans le choix du mode d'intervention et l'orientation de la politique américaine après la guerre.

## Guerre sous-marine.

### Pierpont-Morgan et Cie: achat de la presse.

En observant toujours l'ordre de succession des événements, nous arrivons maintenant à la troisième cause de l'évolution: la guerre sous-marine. A certains égards, c'est la plus importante, puisque c'est elle qui a fourni le *casus belli* et provoqué la déclaration de guerre à l'Allemagne. Il ne faut pas oublier, néanmoins, qu'au début les principes invoqués par le gouvernement américain, au sujet de la liberté du commerce maritime, faillirent amener une rupture, non pas avec l'Allemagne, mais avec l'Angleterre. Dès l'automne de 1914, le gouvernement britannique, le premier, déclara le blocus maritime, déchira un bon coin du "chiffon de papier" qui s'appelait la Déclaration de Londres, et provoqua la première note de protestation du gouvernement américain. L'Allemagne répondit au blocus anglais par sa déclaration de guerre sous-marine. Au début, le gouvernement américain sembla accepter la théorie que cette mesure de représailles était justifiée par l'attitude de l'Angleterre.

C'est alors que la haute finance de Londres, d'accord avec ses agents américains et par leur entremise, entra en scène et jeta les bases d'une formidable organisation de publicité et d'éducation populaire en faveur de l'Angleterre *d'abord*, puis des autres alliés. Nous allons en suivre la trace constante et profonde, jusqu'à la déclaration de guerre. Nous la retrouverons particulièrement marquée dans le choix du mode d'intervention.

En février dernier, un député fédéral, M. Callaway, a donné, en plein Congrès, des précisions fort intéressantes sur les agissements de cette puissante camorra de milliardaires. En mars 1915, dit-il, Pierpont Morgan et ses associés convoquèrent douze hommes supposés capables de contrôler près de deux cents journaux — 179, précise M. Callaway. Entre les délégués du *quatrième état* et les maîtres de l'or qui domine tous les états, un traité fut tôt conclu. Il portait que vingt-cinq "organes de l'opinion publique", choisis comme les plus influents parmi les 179, livreraient à la camorra—moyennant finances, bien entendu— leurs colonnes de rédaction, pour tout ce qui concerne la politique étrangère, la guerre, et la "préparation" des Etats-Unis à y prendre part. Afin de s'assurer davantage de la fidèle exécution du marché, des rédacteurs *ad hoc* furent installés dans les bureaux des journaux *empatriotés* et se mirent à pétrir consciencieusement la pâte cérébrale de leurs millions de

lecteurs. Les brutalités allemandes furent mises en plein relief, l'héroïsme de la France exalté ; et, par-dessus tout, les bienfaits de l'Angleterre, protectrice des libertés du monde et du commerce américain, démontrés en toute occasion. Qu'on se rappelle, ici, la propagande du "patriotisme" anglo-français, à tant le pouce carré, pour faciliter le vote des \$35,000,000 promis par le gouvernement Borden au trust anglo-allemand ; qu'on se remémore tous les arguments de notre presse "loyale" et "patriotique", avant et depuis la guerre ; et l'on reconnaîtra facilement, à la similitude des procédés, l'origine et l'objet de cette campagne mondiale de la haute finance anglaise.

### Torpillage du *Lusitania* — Démission de M. Bryan.

En mai 1915, le *Lusitania* était torpillé. L'émotion fut intense. D'aucuns affirment qu'à ce moment l'opinion publique eût accueilli avec faveur une déclaration de guerre. Ce n'est pas si sûr que cela. La démission immédiate de M. Bryan, dont la popularité et l'influence, quoi qu'on en dise, restent considérables, aurait certainement provoqué une forte opposition. Les arguments convaincants dont il se servit, quelques jours plus tard, pour justifier son attitude contribuèrent d'autant plus à calmer l'indignation populaire qu'il fut bientôt connu qu'après la démission du secrétaire d'Etat, la note de protestation de son successeur, M. Lansing, avait subi de notables adoucissements. L'incertitude générale sur la nature de la cargaison du *Lusitania*, l'affirmation des Allemands qu'elle se composait en partie de contrebande de guerre et, de plus, que le vaisseau était armé, la promesse conditionnelle du gouvernement allemand de ne plus couler de navires sans avis et de veiller au sauvetage des voyageurs et des équipages — tout cela apparut, aux yeux d'un grand nombre, comme de suffisantes atténuations du crime. De tous les Américains avec qui j'ai causé, celui qui m'a affirmé avec le plus d'assurance qu'*au moment* du désastre, l'opinion était mûre pour la guerre, reconnaissait avec la même franchise qu'à peu de jours de là, la réaction était suffisante pour empêcher l'action du président. Ceci n'indique pas un sentiment très profond. La réaction fut d'autant plus marquée que, d'une part, les Allemands observèrent, quelque temps, les garanties conditionnelles données au président et que, d'autre part, les Anglais multiplièrent les recherches et les saisies maritimes et se mirent à intercepter les malles américaines afin d'y chercher la trace des intrigues allemandes aux Etats-Unis. A un certain moment, l'opinion américaine, exclusivement américaine, eût accueilli aussi favorablement une rupture de relations avec l'Angleterre qu'une prise d'armes contre l'Allemagne. Ceci pour l'opinion *agressive*. Quant aux pacifistes, ils étaient généralement disposés, comme leur chef virtuel, M. Bryan, à considérer les opérations anglaises et allemandes comme également vexatoires, comme une double conséquence de l'état de guerre, et qu'il valait mieux les prendre en patience que d'accroître le cataclysme en s'y précipitant.

## Réélection de M. Wilson — Action de la finance anglo-américaine.

Tel était l'état général des esprits au moment de l'élection présidentielle de novembre. J'en ai analysé sommairement, pour les lecteurs du *Devoir*, le caractère et la portée: inutile d'y revenir<sup>1</sup>. On ne saurait trop répéter, cependant, que la réélection du président fut, de l'aveu de tous les hommes sincères et avertis, un éclatant et péremptoire témoignage du désir du peuple américain d'éviter les dangers et le fardeau de la guerre. "*Vote for Wilson because he kept us out of the war*", tel était le *slogan* populaire des partisans de M. Wilson. Il lui a valu des centaines de mille votes.

Un détail curieux de cette élection, c'est le désarroi momentané qu'elle a causé dans la propagande des journaux affiliés à la junte de Wall Street, autant que dans la presse anglophobe ou germanophile. La manoeuvre prudente de M. Wilson et la tactique plus grossière mais non moins déconcertante de M. Hughes, déroutèrent également partisans et adversaires de l'intervention.

L'élection faite, la presse anglophile reprit son aplomb et sa campagne. Conduite par une direction unique et un dessein arrêté, de plus favorisée par les circonstances, elle montra infiniment plus de force et d'habileté que la presse anti-interventionniste, tirillée en tous sens par les Irlandais anglophobes (eux-mêmes fractionnés en plusieurs groupes), les germanophiles et les pacifistes outranciers. Une solution devenait urgente. Pierpont Morgan et ses associés avaient souscrit, à titre d'*underwriters*, pour des centaines de millions valant de valeurs anglaises, françaises, etc. Mais ils n'avaient réussi à en placer qu'une fraction. Le reste leur restait sur les bras. Le bureau de contrôle des banques fédérales avaient même interdit à ces institutions l'achat d'une trop forte proportion de valeurs étrangères. Seule une déclaration de guerre, immédiatement suivie de la levée de l'embargo sur les valeurs étrangères de provenance ententiste, puis d'une émission considérable de papier d'Etat, qu'il serait possible de substituer ou d'ajouter, comme garantie, aux titres d'emprunt des gouvernements de l'Entente, pouvait sauver de la banqueroute plusieurs des *underwriters*, peut-être même la puissante maison Morgan. La répercussion sur le marché de Londres aurait été formidable. En résumé, pour le maintien de la puissance économique de l'Angleterre, *il fallait que les Etats-Unis déclarent la guerre*. Qu'on ne perde pas de vue cet aspect de la situation: il domine tous les autres. M. Lansing y pensait-il lorsqu'il déclarait, au lendemain de l'invite à la paix formulée par le président: "Jamais nous n'avons été aussi près de la guerre"? Cette déclaration du secrétaire d'Etat, du principal aviseur du président, parut extraordinaire, folle même, aux yeux d'une foule de gens habitués à tout juger sans rien connaître. La suite des événements a démontré qu'au contraire cette brève note d'alarme était éminemment opportune.

<sup>1</sup> L'élection de M. Wilson, — *Devoir* du 15 novembre 1916.



Avec une remarquable intelligence de ses propres intérêts, et aussi de l'opinion américaine, le groupe de financiers anglo-américains, intéressé à précipiter les Etats-Unis dans le conflit, s'attacha presque exclusivement à la campagne sous-marine, celle des opérations de guerre de l'Allemagne qui menace le plus directement l'Angleterre. Pour combattre la réaction dont j'ai parlé il y a un instant, elle s'employa constamment à rejeter dans l'ombre les inconvénients du blocus anglais et les tracasseries de l'Amirauté britannique, et à mettre en pleine lumière l'aspect odieux des torpillages allemands. Presque chaque jour, elle évoquait les spectres flottants des noyés du *Lusitania*. Elle trouva même le moyen de répandre l'impression que l'interception des correspondances américaines par les autorités anglaises, qui avait si fort indigné les Américains, au début, constituait en réalité une mesure de protection pour les Etats-Unis : elle avait permis au gouvernement américain de découvrir les complots allemands contre la république. Cette tactique avait l'immense avantage de placer la discussion sur un terrain qui en appelait à la fois à l'intérêt et à la *sentimentalité* des Américains.

La reprise accentuée des opérations sous-marines et le torpillage de quelques navires américains apportèrent un regain de succès à cette propagande.

### Derniers efforts pour la paix.

Avant de franchir le Rubicon, le président fit successivement deux démarches d'une extrême habileté, la seconde surtout. En décembre, il invita les belligérants à définir leurs exigences respectives. Puis, à quelques semaines de là, il exposa, devant le Congrès réuni, les conditions qu'il jugeait nécessaires pour assurer, non seulement la cessation des hostilités, mais encore et surtout une paix durable et l'accord futur des nations. Ce message au Congrès restera l'une des pièces maîtresses de la politique contemporaine.

Cette double démarche démontrait au peuple américain et au monde entier qu'avant d'entrer dans le sentier de la guerre, le chef de la grande république d'occident voulait épuiser tous les moyens de conciliation et tenter un effort suprême pour assurer la paix du monde autant que la sécurité de son propre pays. Le discours au Congrès, du 22 janvier, dénotait en outre un remarquable souci des conséquences possibles de l'entrée des Etats-Unis dans le conflit. En énumérant les conditions nécessaires de la paix et de l'ordre futur du monde, il laissait clairement entrevoir à tous, étrangers ou nationaux, alliés ou ennemis, que si les Etats-Unis étaient forcés d'entrer en lice, quel que fût le *casus belli*, ils combattraient pour des principes et des objets déterminés et s'efforceraient de faire triompher les uns et d'atteindre les autres, par les armes d'abord, puis dans la négociation des traités. Rarement, jamais peut-être, un chef d'Etat a montré un tel souci de ses responsabilités, une prévision si grande des conséquences de ses actes. C'est un acte de haute politique marqué au coin de la plus parfaite loyauté.

## La révolution russe.

La dernière cause déterminante de la guerre, le coup décisif qui a rompu la digue, c'est la révolution russe. Qu'on ne s'étonne pas. J'ai parlé de la "religion démocratique" aux Etats-Unis. Elle est intense, touchante et grotesque à la fois, noble et sincère par certains côtés, perverse et fort dangereuse par quelques-uns de ses pontifes et des desseins qui les animent.

Aux Etats-Unis, la "démocratie" est une réalité vivante, avec ses avantages et ses inconvénients, ses séductions et ses mensonges. La masse y croit encore avec ferveur. Elle professe et pratique, ou du moins, croit pratiquer la maxime du "gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple". La multiplicité des fonctions électives, le succès retentissant de certains hommes, partis de rien pour atteindre aux plus hauts sommets de la hiérarchie politique, entretiennent l'instinctive et irréductible illusion que tout Américain possède en puissance un titre à l'élection présidentielle, sénatoriale, etc., — comme les conscrits de Napoléon portaient dans leur giberne le bâton de maréchal. Plus que partout ailleurs, la ploutocratie a mesuré ses chances de succès et tout ce qu'elle peut récolter de profits dans les aléas du régime électoral et la corruptibilité des politiciens de tout acabit. Enfin, dans les sphères plus hautes et plus restreintes, un bon nombre d'hommes d'Etat, de diplomates et de fonctionnaires ont subi de près, au cours de leur carrière, le dédain aristocratique des gouvernants et des diplomates de l'Europe. Je signale ce dernier trait; il a son importance, pour l'Angleterre surtout: de tous les Européens, ce sont les Anglais qui ont le plus souvent blessé la vanité susceptible des "parvenus" américains et des diplomates "en manches de chemise". Ceux-ci s'en souviendront le jour où le régime monarchique subira l'épreuve décisive, en Angleterre.

A ces éléments anciens, ou surgis du vieux fond national, il faut ajouter l'énorme appoint des révolutionnaires de tous les pays, accourus aux Etats-Unis, depuis 1848 surtout. De ces révolutionnaires étrangers, la Russie a fourni, ces années dernières, la plus grosse part.

Cette conjonction de forces et d'influences, de préjugés, d'intérêts et de sentiments, suffit à expliquer la haine constante, croissante même, de l'autocratie, de la monarchie et des vieux régimes. Tant que le gouvernement des Tsars a subsisté, des millions d'Américains auraient hésité à départager les belligérants. J'écrivais, récemment, que si l'on apprenait, un jour, que le gouvernement américain a fait du renversement du Tsar la condition de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, il ne faudrait pas s'en étonner outre mesure<sup>1</sup>. Ceci ne veut pas dire que M. Wilson a ordonné la révolution et que ses représentants à Pétrograd y ont prêté la main. Mais ce dont je suis absolument persuadé, c'est que, tant que le Tsar a régné, le peuple américain n'a pu se résoudre à voir dans la coalition des Alliés les "champions de la démocratie". Si l'on accepte la théorie que la finance anglo-américaine avait *besoin* de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, on peut, sans trop forcer le mot, pré-

<sup>1</sup> *Après la guerre, la révolution, II, — Devoir* du 24 avril 1917.



sumer que les mêmes influences d'argent qui ont fait le siège de l'opinion américaine ont porté un intérêt *pratique* aux agissements des révolutionnaires de Pétrograd. Ce n'est pas sans réflexion que le plus fidèle porte-parole de la ploutocratie impérialiste au Canada, le *Star*, a pu écrire, au lendemain de la révolution, que les gouvernements anglais et français avaient probablement aidé à son succès. Ce n'est pas pour faire une simple phrase à effet que le "dictateur" de l'Empire, M. Lloyd George, a télégraphié aux révolutionnaires russes qu'ils avaient rendu à la cause des Alliés "le plus signalé des services".

## Haine des monarchies — Influence des loges.

Quoi qu'il en soit, la révolution russe a été comme le torrent qui a emporté les dernières hésitations américaines. Comme l'on sait, de tous les chefs d'Etat le président des Etats-Unis a été le premier à reconnaître officiellement le nouveau gouvernement révolutionnaire.

Le plus pondéré des Américains que j'ai rencontrés depuis un an, jurisconsulte de haute valeur, qui a occupé quelques-unes des plus hautes fonctions de l'Etat, à l'intérieur et à l'étranger, me disait à ce sujet: "La révolution en Russie a été le facteur décisif de notre entrée dans la guerre. Enfin, s'est dit le peuple américain, nous pouvons nous dire qu'en prenant les armes contre l'Allemagne nous combattons vraiment pour la démocratie!" Puis, d'emblée, sans attendre une seconde interrogation, il ajoutait: "Et soyez certain qu'avant que nous mettions bas les armes, William Hohenzollern et Charles Hapsbourg auront pris le même chemin que Nicolas Romanoff!" Notez que l'homme qui parlait ainsi, les yeux flamboyants, la face congestionnée, est, par tempérament, par habitude, par culture, ce que les Anglais et les Américains appellent un *judicial mind*. Dans la politique américaine, il est tenu pour un conservateur, voire un réactionnaire. Que penser des autres?

A cent lieues de là, un homme également éminent, quoique moins en vedette, d'une culture plus haute encore, d'une extraordinaire douceur de tempérament, d'une rare modération d'esprit, pacifiste convaincu, me répétait presque textuellement les mêmes paroles. "Mettez-vous bien ceci dans l'esprit", s'écria-t-il tout à coup, avec une passion extraordinaire: "jamais Woodrow Wilson n'apposera sa signature à un traité de paix qui portera les noms de William Hohenzollern et de Charles Hapsbourg!" Je voulus lui objecter le paragraphe du discours du 22 janvier, où M. Wilson indiquait comme l'une des conditions essentielles de la "société des nations", l'interdiction à chaque Etat de fomenter la révolte dans les autres pays; j'y ajoutai les déclarations de M. Asquith sur la liberté de chaque nation, grande ou petite, de vivre sa propre vie — déclarations virtuellement répétées par M. Wilson lui-même. "De quel droit", conclusai-je, "le président des Etats-Unis imposerait-il aux Allemands le gouvernement de ses prédilections? Tolérerait-il qu'un gouvernement étranger dictât au peuple américain la forme et les conditions de sa vie nationale?" — "Ce n'est pas logique, je l'avoue; mais", ajouta-t-il avec un fin sourire, "M. Wilson n'impose pas ses vues au peuple allemand; il se borne à lui dire à quelle condition le gouvernement américain, provoqué par l'Allemagne, fera la paix. Cette paix, nous ne

voulons pas la faire avec les rois parce que nous n'avons pas confiance dans leur parole, et parce que nous croyons que le maintien des monarchies est incompatible avec l'ordre nouveau dont M. Wilson, dans son discours du 22 janvier, a tracé les grandes lignes." Ce raisonnement et ce sourire m'ont démontré que les Américains modernes n'ont pas renoncé aux ressources de l'antique casuistique protestante. Je me suis rémémoré la *consultation* théologique de Luther expliquant à Philippe de Hesse comment il peut prendre deux femmes sans blesser la morale évangélique. J'en ai conclu, aussi, qu'en faisant, dans son message de guerre, une distinction si nette entre le Kaiser et le peuple allemand, le président n'avait pas, lui non plus, écrit une simple phrase à effet.

Depuis un an, j'ai rencontré un grand nombre d'Américains de toutes les classes, de tous les partis, de toutes les écoles. Sur *un seul point*, je les ai trouvés d'accord ; c'est celui-ci : "Si nous entrons en guerre," — les uns la voulaient, les autres non — "nous ne ferons la paix que lorsque tous les trônes de l'Europe seront tombés et l'universelle démocratie établie." Quelques-uns faisaient une exception pour le roi d'Angleterre, "*because he is a mere figure head*". C'est à peu près la réponse de la *Gazette* à l'extraordinaire manifeste de H. G. Wells. Je doute fort de l'efficacité de ce plaidoyer. Les institutions qui ne trouvent, dans la bouche de leurs propres défenseurs, d'autre justification que leur inutilité n'ont guère de chances de survie <sup>1</sup>.

Si cet état d'esprit n'était que celui de la masse américaine, elle n'aurait peut-être pas d'influence immédiate sur le sort des monarchies européennes. Mais, on l'a vu, c'est l'opinion commune du peuple et des dirigeants de toutes les écoles, de tous les partis. C'est, je crois, l'opinion très arrêtée du président. A certains égards, M. Wilson est un pur doctrinaire. Il possède, de plus, — il l'a prouvé — une singulière et persévérante énergie dans la poursuite de ses desseins. Enfin, ce qui est beaucoup moins connu, c'est un ambitieux, un très grand ambitieux. Il veut laisser un nom dans l'histoire. Il n'aurait pas été fâché de s'y faire inscrire comme "pacificateur" de l'Europe et du monde. Il caresse, avec une passion plus profonde peut-être, l'espoir de passer à la postérité comme le démolisseur des trônes et l'ordonnateur de la démocratie universelle. Ce rôle lui sourit d'autant plus qu'à l'exemple de beaucoup d'autres il est très féru de l'illusoire conviction que

<sup>1</sup> Depuis que ces lignes ont été écrites, la *New Republic* (de New-York, numéro du 19 mai) a publié un article de M. Wells, intitulé : "*The future of Monarchy*." Sous couleur de désir de sauver la monarchie anglaise, c'est la thèse la plus perfidement propre à créer aux Etats-Unis un courant irrésistible en faveur de l'établissement d'une république en Angleterre. Je me borne à en citer ces passages caractéristiques :

"After 1871, a constellation of quasi-divine Teutonic monarchs, of which the German Emperor, the German Queen Victoria, the German Czar, were the greatest stars, formed a caste apart, intermarried only among themselves, dominated the world..."

"No peace with the Hohenzollern is a cry that carries with it the final repudiation of emperors and kings..."

Plus loin, il affirme l'existence "*of an enormous amount of republican talk in Great Britain at the present time*"; et il attribue ce sentiment au soupçon grandissant que la monarchie anglaise conspire avec les autres monarchies contre les républiques alliées. On sait que c'est à l'aide de cette thèse que les gouvernements français et anglais ont fait ou laissé expliquer l'appui secret qu'ils ont donné à la révolution russe.

la démocratie universelle est le plus sûr garant de la paix mondiale. Quand, la paix faite et peut-être avant, il se mettra à l'oeuvre, il n'aura pas de peine à se faire suivre des chefs de l'Angleterre "démocratique", de la France "des Droits de l'homme", de la Russie révolutionnaire. Les rois peuvent s'apprêter à déménager.<sup>1</sup>

Dans une précédente étude, j'ai noté le rôle des loges maçonniques dans la révolution qui se poursuit. On ne saurait l'ignorer aux Etats-Unis, la patrie par excellence des sociétés secrètes. Avant la révolution russe, les loges étaient apparemment hésitantes. Depuis le triomphe des "frères" de Russie, il semble que l'accord se soit fait. De là, je crois, — entre autres causes — l'empressement que tant de républiques latines ont mis à rompre avec l'Allemagne, à l'instigation des Etats-Unis. C'est la première fois, dans l'histoire des deux Amériques, que tant de nations sud-américaines s'empressent de répondre à l'appel du chef de la grande république anglo-saxonne. D'ordinaire, elles se méfient d'avantage. Cette volte-face est d'autant plus étrange que, jusqu'à ce moment, les républiques latines avaient tenu à marquer leur neutralité absolue dans le conflit européen. L'on n'ignore pas que, dans plusieurs de ces pays, la franc-maçonnerie exerce une influence considérable.

<sup>1</sup> Le *Gaulois* du 28 avril, arrivé à Montréal ces jours derniers, nous apporte une grave et significative confirmation de ces pronostics. Il résume, d'après le *Morning Post* (de Londres), les décisions arrêtées entre le président Wilson et M. Balfour, ministre des Affaires étrangères à Londres et chef de la délégation anglaise à Washington.

"Dans leurs entretiens," dit le *Gaulois*, "M. Balfour n'a pas parlé de traité d'alliance; de même que le président Wilson n'a pas offert de signer un engagement quelconque:

"Mais — ajoute le correspondant [du *Morning Post*] — l'accord est complet entre les deux personnalités. M. Wilson a particulièrement insisté sur ce point qu'aucune paix ne sera conclue, ni avec les Hohenzollern, ni avec personne ayant des attaches avec eux, parce que le peuple américain tout entier est fermement convaincu que, pour le maintien et le développement de la civilisation, tout ce que représente le nom de Hohenzollern doit être exterminé."

A qui s'applique ces paroles: "ni avec personne ayant des attaches avec eux," si ce n'est à la famille royale d'Angleterre, plus intimement apparentée aux Hohenzollern que toute autre monarchie d'Europe? Si l'on en doute, qu'on lise l'article de H. G. Wells, cité dans la note précédente.

A noter que le *Gaulois* est, en France, l'organe du royalisme accommodant; que le *Morning Post* est, en Angleterre, le *mouthpiece* du torysme traditionnel dont M. Balfour est le chef incontesté; et, surtout, que la censure anglaise et la censure française ont laissé passer ces deux notes sans leur faire subir la moindre coupure. Les chefs politiques, à Londres, à Paris et à Washington, se seraient entendus pour jeter "Georges Hanovre" par-dessus bord, à la première occasion favorable, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement pour y préparer l'opinion.

<sup>2</sup> Après la guerre, la révolution, III, — Devoir du 25 avril 1917.



### III

## MOTIFS ET OBJETS DE L'INTERVENTION.

---

### Pensée personnelle de M. Wilson.

En commençant cette étude, j'avais songé à consacrer un chapitre spécial à l'analyse des *motifs* de l'intervention américaine, ou, plus exactement, des *objets* pour lesquels les Etats-Unis vont se battre. Mais je m'aperçois qu'en recherchant les causes qui ont amené un grand nombre d'Américains, partisans de la paix, à accepter la déclaration de guerre, j'ai virtuellement indiqué les objets de l'intervention autant que les motifs subjectifs qui ont entraîné le président et la nation. Il suffit maintenant d'en résumer l'énumération en tenant compte surtout de la pensée du président Wilson. C'est lui qui, vraisemblablement, décidera de la politique de guerre des Etats-Unis, comme il a dirigé leur politique de paix et de neutralité.

Théoriquement, les Etats-Unis n'ont déclaré la guerre à l'Allemagne qu'à cause du torpillage des navires américains par les sous-marins allemands. En rigoureuse logique, ils devraient donc se tenir disposés à faire la paix dès que l'Allemagne se déclarerait prête à leur donner raison sur ce point. Mais les Alliés n'ont pas à redouter cette éventualité. D'abord, il est peu probable que l'Allemagne cède aux justes exigences des Etats-Unis : elle s'y est refusée avant la déclaration de guerre du président, tout en sachant très bien que cette déclaration serait la conséquence inévitable de son refus. Mais il y a plus que cela. Ainsi que je l'ai indiqué précédemment, lorsque M. Wilson a prononcé son discours du 22 janvier, il *savait* la guerre inévitable. Sans la provocation des attaques sous-marines — motif *national*, égoïste si l'on veut, de l'intervention — le président n'aurait vraisemblablement pas déclaré la guerre. Mais la guerre une fois déclarée, pour le motif d'intérêt national, le président reprend son programme tout entier. C'était son programme de paix ; ce devient son programme de guerre. On peut donc dire que le discours du 22 janvier contient l'énumération complète des *objets* pour lesquels les Etats-Unis se battent — réserve faite des modifications apportées à ce programme par le message de guerre. Les articles de ce *pronunciamento*, on s'en souvient, peuvent se ramener à quelques propositions concrètes : pas de conquêtes, liberté de chaque nation de se gouverner à sa guise, libre asquiescement des peuples à la forme de leurs gouvernements respectifs, liberté des mers, limitation des armements, substitution d'un accord international au système des coalitions rivales. Je supprime à dessein celui de ces articles qui a suscité

ie plus de protestations dans les pays aujourd'hui alliés aux Etats-Unis et dans la presse qui porte aux nues l'homme d'Etat qu'elle vilipendait il y a trois mois à peine. Cet article, c'est la "paix sans victoire". Il est encore difficile de déterminer dans quelle mesure le chef de la nation en guerre restera fidèle à ce *dictum* de l'arbitre de la paix. En tout cas, nous le retrouverons lorsque nous examinerons les conséquences probables de l'intervention américaine.

## “Affranchissement” des peuples.

Sur l'affranchissement des “petites nationalités”, dont on fait si grand état dans les pays alliés et chez nous, le président a toujours été d'une extrême sobriété. Son discours du 22 janvier ne parlait que de la Pologne. La révolution russe va sans doute faciliter la libération de cet intéressant pays. Et encore ! Une récente dépêche de Pétrograd semble indiquer que la Russie révolutionnaire n'est pas toute prête à renoncer aux avantages substantiels de la victoire <sup>1</sup>. De la Belgique, M. Wilson a sans doute jugé que sa complète restauration est toute décidée d'avance. Ce n'est pas, d'ailleurs, la concession la plus difficile à faire accepter aux Allemands eux-mêmes. Mais l'Alsace-Lorraine ? Le silence systématique des Anglais et des Américains, sur ce point capital pour la France, est de mauvais augure <sup>2</sup>. Espérons que la France ne sera pas jouée par ses alliés, comme elle l'a été en d'autres occasions — à la suite de la guerre de Crimée, par exemple. Et l'Irlande ? C'est ici que le rôle de l'influence anglaise devient décisif. La démarche directe de deux cents *congressmen* auprès du gouvernement britannique paraît avoir été assez mal accueillie dans la presse de Londres. Et pourtant, j'ai tout lieu de croire que l'initiative de cette démarche est de source toute anglaise, et même de source officielle. Le danger, pour l'Irlande, c'est que le gouvernement américain n'intervienne en sa faveur que dans la juste mesure où le gouvernement britannique le trouvera utile à ses manœuvres parlementaires, et dans les termes mêmes que dictera la diplomatie anglaise. On a là un indice frappant de l'emprise des in-

<sup>1</sup> Cette dépêche, en date du 26 avril et publié dans la *Gazette* du 30, faisait principalement allusion à la question de Constantinople; mais elle mettait les Américains en garde, généralement, contre l'idée préconçue que la Russie républicaine est prête à renoncer à toute conquête.

<sup>2</sup> Depuis que ces lignes ont été écrites, Lord Robert Cecil a dit un mot de l'Alsace-Lorraine, dans le discours qu'il a prononcé le 16 mai afin d'*expliquer* le programme de “paix sans annexions et sans indemnités” du nouveau gouvernement russe. Parlant de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine et de l'Italie irrédentiste, il aurait dit: “*Could Great Britain commit herself to a policy of non-annexation in these cases?*” Cette formule interrogative n'est guère compromettante. Du reste, Lord Robert Cecil a joué, jusqu'ici, dans le Cabinet de Londres, le rôle d'attacheur de grelots. Il formule les propositions extrêmes, que le gouvernement se réserve d'adopter ou de rejeter, selon le courant de l'opinion publique. Ce rôle est traditionnel dans la politique anglaise. Lord Palmerston l'a joué en maintes circonstances, souvent avec succès; mais, en 1851, lorsqu'il adhéra au Coup d'Etat de Louis Napoléon, il y laissa sa tête. Cette déclaration de Lord Robert, loin d'être rassurante, devrait plutôt éveiller la vigilante attention de ceux qui croient à la légitimité de la reprise de l'Alsace-Lorraine par la France.

fluences anglaises à Washington. Ce résultat est d'autant plus probable que les Irlando-Américains, irrémédiablement divisés, sont devenus incapables d'exercer une action décisive sur leur gouvernement.

### Objets “nécessaires” ou “désirables.”

Quant aux autres articles du programme du président, jusqu'à quel point est-il prêt à exiger leur adoption par le congrès qui règlera les conditions d'après-guerre? En d'autres termes, quels sont les objectifs *vrais* de l'intervention américaine, ceux pour lesquels le président luttera jusqu'au bout? M. Wilson, je l'ai noté, est un opiniâtre, mais un opiniâtre intelligent. “C'est un véritable autocrate,” me disait l'un de ses fervents admirateurs; — en quoi il ressemble à beaucoup d'autres champions de la démocratie et du “libre consentement des gouvernés”. Il a aussi prouvé qu'il possède à un rare degré les qualités de persuasion et de patience qui lui permettent d'amener à ses vues les chefs d'opinion et les masses populaires, dans son pays ou ailleurs. Tout de même, son pouvoir est limité; et il est assez *pratique* pour savoir proportionner ses exigences à l'étendue de son pouvoir. D'ores et déjà, l'on peut être certain qu'il a départagé, dans son esprit, les conditions de paix qu'il se propose d'*exiger* et celles qu'il se bornera à *proposer*, résigné d'avance à y renoncer s'il ne peut amener les gouvernements des autres puissances à y consentir.

Quelqu'un qui connaît bien le président, sinon sa pensée, appelait cela les conditions *nécessaires* et les conditions *désirables*. M. Wilson, présumait-il, classe dans la première catégorie, — celle des conditions *nécessaires* — la liberté des mers, telle qu'interprétée dans ses notes à l'Angleterre et à l'Allemagne, l'accord international et la *démocratisation des gouvernements*. A la suite de mon interlocuteur, j'insiste sur le dernier point : il corrobore ce que j'ai dit précédemment de la passion démocratique de M. Wilson et de tous les Américains. Dans la seconde catégorie, — celle des objets simplement *désirables* — il rangerait à peu près tout le reste, *y compris la libération de la Belgique et des autres “petites nationalités”*, et toutes les revendications de territoire ou rectifications de frontières. Comme je m'étonnais de cette prédominance de théories abstraites, fort discutables, sur des faits concrets, sur des injustices patentes ou des spoliations odieuses, je reçus cette réponse: “Le président juge que le plus important est de tarir la source du mal, et d'empêcher de nouvelles guerres, de nouvelles spoliations, de nouvelles injustices. Ce résultat primordial ne peut s'obtenir que par le renversement des autocraties et le triomphe de la démocratie universelle. Ceci fait, il sera facile de remédier aux injustices présentes ou passées. Sans doute, s'il est possible d'obtenir immédiatement la réparation de ces injustices, le président s'y efforcera; mais il ne sacrifiera pas l'accessoire au principal.”

Quoi que l'on pense de cette thèse, elle suffit à démontrer que je n'avais pas tort de qualifier M. Wilson de doctrinaire. Elle n'est pas de nature à fortifier les espérances des peuples opprimés. Déjà l'Angleterre a démontré qu'elle n'est guère pressée de libérer l'Irlande. En France

même, on a mis une sourdine aux appels en faveur de la Pologne. Il ne faudra pas trop compter sur l'affranchissement de toutes les "petites nationalités", même si leurs champions sont vainqueurs. Ils aviseront tout d'abord à leurs propres intérêts. On ne saurait les en blâmer — pourvu qu'ils ne dépassent pas la mesure — ; mais on aurait tort d'entonner trop tôt le cantique de la délivrance des peuples. Il devient de plus en plus apparent que ce que les champions de la "liberté" entendent par "l'affranchissement des peuples", c'est beaucoup moins la rupture des liens injustement imposés par les nations puissantes aux nations faibles que le renversement des trônes et le chambardement des monarchies. Tout "démocrate hérétique" que je suis, paraît-il, ce programme et cette perspective ne m'enthousiasment nullement.



## IV

### MODE ET VALEUR DE L'INTERVENTION.

---

#### Les "bêtises" de l'Angleterre.

Etudions maintenant le *mode* d'intervention des Etats-Unis.

De quelle manière les Américains vont-ils combattre les Allemands ? Par quelles mesures le gouvernement et le Congrès vont-ils exécuter leur dessein de poursuivre la guerre jusqu'au triomphe des objets *nécessaires* qu'ils poursuivent ?

Tout d'abord, qu'on se convainque bien d'une chose : les Etats-Unis ne feront pas la guerre à moitié. Le mot d'ordre du président : "Nous emploierons *toutes les ressources* du pays pour nous assurer la victoire", va s'exécuter à la lettre. Maintenant qu'ils ont franchi le Rubicon, les Américains ne s'arrêteront pas à mi-chemin. De leurs ascendances anglaises, ils ont gardé la qualité dont les Anglo-Saxons se glorifient à juste titre et qu'ils désignent d'un mot brutal et significatif : *doggedness*. Au contact des nombreux éléments étrangers qui se sont ajoutés au vieux fond de race anglaise, ils ont acquis une clarté d'esprit et une célérité d'exécution qui font généralement défaut à leurs cousins d'outre-mer. Avec l'usuelle franchise qui lui vaut le pardon de fautes nombreuses, M. Lloyd George disait récemment aux Américains : Votre tardive entrée dans la mêlée comporté un avantage précieux pour vous et pour nous ; vous allez pouvoir profiter de nos bêtises (*blunders*), en les évitant ; et Dieu sait "*que nous les avons toutes commises !*" A cette boutade du "dictateur", un correctif s'impose : fussent-ils entrés en guerre le même jour que les Anglais, les Américains n'auraient pas commis *toutes* les bêtises ; et surtout, ils auraient manœuvré beaucoup plus rapidement que les Anglais. J'ose prédire que, moins préparés encore que l'Angleterre ne l'était au début, les Etats-Unis vont faire, en trois mois, plus que la Grande-Bretagne n'avait accompli au bout de la première année de la guerre.

Le lendemain du jour où le Congrès a ratifié la déclaration de guerre du président, il a été saisi d'une série de projets de loi qui témoignent à la fois d'un grand sens pratique et d'une étude approfondie de tous les aspects et de toutes les exigences de la situation intérieure et extérieure. (Preuve additionnelle, notons-le en passant, de la conviction déjà ancienne du président et de ses ministres que la guerre était inévitable.)

## Les “expériences” du Canada.

Un Canadien, un ministre, si je ne me trompe, a fait observer que le gouvernement américain a pu profiter de nos “expériences”. Ce brave homme eût mieux fait d’imiter la crâne modestie du premier ministre de la Grande-Bretagne. Comme célérité d’action, le gouvernement canadien a certainement damé le pion aux autorités britanniques. Mais en fait de “bêtises”, de grosses bêtises surtout, nos ministres n’ont rien à envier à leurs maîtres de Londres. Ils n’ont peut-être pas commis *toutes* les bêtises anglaises : mais ils en ont commis de pires. Et, surtout, ils n’ont rien fait, rien tenté, pour réparer ou atténuer leurs gaffes les plus désastreuses. On peut être sûr que le gouvernement américain ne suivra pas cet “exemple”.

En huit jours, le président et le Congrès ont pris des mesures énergiques et radicales pour prévenir des abus qui existent ici depuis deux ans et demi — abus qui vont même en s’aggravant — et pour résoudre des problèmes vitaux auxquels nos ministres et nos législateurs n’ont pas encore touché.

D’abord, les deux gouvernements sont partis de points initiaux radicalement opposés. L’emploi de “toutes les ressources” *nationales* pour assurer la victoire *nationale* — victoire militaire et victoire économique — : tel est le programme initial du président. “Mettre le Canada en banqueroute, pour aider la mère-patrie”, c’est-à-dire un pays qui n’est pas le nôtre, tel est le mot d’ordre de la trahison nationale, donné dès le début par l’un de nos ministres. Et le parlement tout entier, *rouges* et *bleus*, s’est appliqué avec un soin remarquable à le rendre aussi réel que possible.

Dans l’application concrète, je me borne à signaler le contraste sur deux ou trois points capitaux.

### Conscription “sélective” — Résistance économique.

Malgré la répugnance innée des Américains de toute catégorie pour le service militaire obligatoire, les membres du Congrès, à une forte majorité, n’ont pas hésité, sur les instances du gouvernement, à voter dès le début une loi de conscription *sélective*. Ils ont compris que c’était le seul moyen pratique et équitable d’organiser une armée effective, tout en réduisant au minimum les dangers de désorganisation économique. Tous les Américains que j’ai rencontrés, tous les journaux que j’ai lus, pacifistes ou interventionnistes, sont d’accord pour condamner l’enrôlement, si fausement appelé “volontaire”, qui se pratique ici : l’enrôlement par le *chantage*, l’intimidation, la séduction, les grotesques réclames de *cirque*, sans aucun égard aux exigences de l’agriculture et des industries aussi essentielles à la victoire que le grand nombre de soldats.

Deux jours après la déclaration de guerre, le président faisait *défendre* aux fonctionnaires de l’Etat, aux employés des chemins de fer et télégraphes, etc., de s’enrôler même volontairement. Ici, dans plusieurs ministères et dans nombre de fabriques ou de maisons de commerce, on *force* les employés à s’enrôler, sans tenir compte des exigences de l’ad-

ministration ou de l'industrie, non plus que de la compétence ou des charges particulières des "volontaires"; et on les remplace, ou l'on promet de les remplacer, par des soldats réformés, sans tenir compte de l'aptitude de ceux-ci à remplir les fonctions civiles qu'on leur confie.

Ici, c'est le triomphe du militarisme sous sa forme la plus dange-reuse et la plus bête. Là-bas, c'est l'assujettissement de l'organisation militaire aux intérêts suprêmes de la nation.

Dans l'ordre économique, les autorités de Washington et plusieurs des gouvernements d'Etat ont déjà pris, pour activer la production agricole, des mesures pratiques qu'aucun de nos corps publics n'a encore songé à appliquer. Et tandis qu'au début de la guerre, nos modestes suggestions restèrent isolées et nous valurent même les injures et l'op-probre de la meute des "patriotards", la presse américaine — jingoe, mo-dérée ou pacifiste — est remplie d'articles et de lettres remarquables, con-sacrés à l'étude de cet aspect vital de la situation. Loin de s'en indigner et de les faire dénoncer par des journaux vendus et des *gueulards* au *patriotisme* verbeux et facile, les pouvoirs publics en profitent pour for-tifier l'armature économique du pays.

Il serait facile de pousser la comparaison plus loin. Ces quelques exemples suffisent à démontrer toute la différence qui sépare la menta-lité et les agissements d'une nation majeure, consciente de sa dignité, de ses devoirs et de sa force; et la légèreté d'une nation-enfant, d'un peuple en lisière, soucieux de plaire à ses maîtres avant de pourvoir à sa propre sécurité, et incapable d'agir — bien qu'il en ait le droit incontestable et reconnu depuis cinquante ans — sans la direction et le mot d'ordre d'un pouvoir étranger. En d'autres termes, c'est toute la différence, dans leur application concrète à la solution des problèmes vitaux de la nation, entre le nationalisme et le colonialisme.

Ces observations préliminaires n'ont d'ailleurs pas pour objet prin-cipal d'établir une comparaison désavantageuse entre l'attitude et la conduite des gouvernants des deux pays. Elles étaient nécessaires pour bien établir la base du mode ou des divers modes d'intervention que les Etats-Unis vont probablement adopter.

## Guerre par les armes et par l'or — Partisans de la "grande armée."

Du jour où la guerre est apparue comme inévitable, la première question qui s'est posée dans tous les esprits, c'est celle-ci: Que faire ? Tout d'abord, et c'est par là que l'attitude des gouvernants et du peuple américains diffèrent le plus des nôtres, tout le monde est tombé d'ac-cord sur la nécessité de n'affaiblir en rien l'armature économique du pays. Mais, ceci réglé, et la guerre déclarée, deux courants contraires se sont immédiatement dessinés: l'un, favorable à l'organisation rapide d'une grande armée, à la mobilisation complète de toutes les forces utili-sables, *available*, de terre et de mer; l'autre s'est porté vers l'organisation des armes économiques d'attaque et de défense. En d'autres termes, les uns veulent combattre les Allemands sur les champs de bataille, les autres



veulent les réduire par la famine et par la puissance de l'or américain mis au service des Alliés.

Dans les sphères dirigeantes, on dit : *Both ways*. C'est vraisemblablement ce qui va se produire. Mais comme il y a tout de même une proportion à déterminer, la lutte entre les partisans de la guerre armée et les tenants de la lutte économique est loin d'être terminée. En toute probabilité, elle va durer jusqu'à la fin de la guerre, même dans les régions officielles. C'est ici que plusieurs des germanophiles et des adversaires de l'intervention comptent prendre leur revanche.

A première vue, l'on serait tenté de croire que les *sympathiseurs* de l'Allemagne vont s'efforcer de paralyser l'effort militaire. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Selon des renseignements que j'ai pu recueillir — beaucoup moins précis, parce qu'indirects, que mes informations de provenance interventionniste — leur calcul serait celui-ci. Quoi qu'il fasse, le gouvernement ne peut organiser une grande armée, l'équiper et la discipliner sans y mettre un temps considérable. Cet effort affaiblira nécessairement la production économique du pays et absorbera, au profit de l'armée américaine, inutilisable avant un an, une immense quantité d'armes et de munitions qui vont aujourd'hui aux armées de l'Entente. Pour transporter cette armée en Europe, il faudra un très grand nombre de navires ou de nombreuses traversées. Tout cela absorbera énormément d'argent. Or, ce dont les ennemis de l'Allemagne ont le plus besoin, ce sont des vivres, des armes, des munitions, des navires et de l'or. Donc, en poussant à l'organisation d'une armée puissante, nous affaiblissons pour l'instant la coalition antigermanique, avec des chances que la guerre se termine avant que l'armée américaine ne soit prête à combattre.

Ce calcul, on le voit, est assez ingénieux. Il explique, plus qu'on ne le croit, les clameurs d'un bon nombre de "patriotes" à outrance. Comme dans toutes les démocraties, on veut hurler avec les loups. De là cette forme de loyalisme hypocrite qui se traduit par des professions de foi absolument contraires aux sentiments intimes. Beaucoup de ceux qui crient à s'égosiller : à bas l'Allemagne ! font en secret des vœux pour son triomphe ; et ils y travaillent en fouettant l'orgueil national, en criant sur les toits : 'La grande république américaine se doit à elle-même de mettre sur pied une armée digne de sa puissance et de sa grandeur. Les Américains doivent aspirer à un rôle plus noble que celui de banquiers, d'épiciers et de charcutiers, pourvoyeurs d'or et de vivres pour les nations d'Europe.' Il en résulte ce spectacle étrange de la conjonction des partisans sincères mais exaltés de la guerre à outrance contre l'Allemagne et des ennemis les plus invétérés de la France et de l'Angleterre, pour réclamer tout d'abord l'organisation d'une grande armée <sup>1</sup>.

Dès la première heure, le président et le Congrès ont déjoué sur un point les calculs des obstructionnistes, en mettant deux milliards à la disposition des gouvernements alliés. Réussiront-ils à éviter les autres pièges de partisans de l'Allemagne ? L'avenir le dira.

<sup>1</sup> Dans un article publié le 8 février 1917 — *Les Etats-Unis et la guerre, III* — j'avais signalé cette éventualité probable.

## Exigences des Alliés — La part du Lion.

Mais ce qui est plus intéressant encore, à mon avis, c'est l'influence des Alliés ou de leurs représentants sur les décisions du gouvernement américain. Il ne faudrait pas croire que cette influence est une et indivisible. Ce qui a transpiré des *conversations* de la délégation anglo-française avec les autorités de Washington suffit à marquer les dissidences actuelles, à faire pressentir les tiraillements futurs. C'est même à tort que je viens d'écrire : "*la délégation anglo-française*". Il faut dire : la délégation anglaise et la délégation française. Elles sont distinctes dans leurs objets autant que par leur personnel. Le chef virtuel de la délégation anglaise, ce n'est pas M. Balfour, c'est lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Pendant que le "papa" Joffre promène sa moustache grise de New-York à Montréal, de Boston à Chicago, et se fait acclamer des foules, lord Cunliffe reste à Washington et fait des "affaires". Les Anglais sont arrivés les premiers : c'est emblématique ; ils partiront les derniers. Qu'après leur départ, M. Jusserand *travaille* plus ou moins habilement que sir Cecil Spring Rice, rien ne sera changé. Ce qui était, ce qui est, ce qui restera, c'est Pierpont Morgan et compagnie, ou plutôt la finance anglaise. Que le syndicat Morgan s'efface, comme on le fait pressentir, la finance anglaise sera encoile là, *in person or by proxy*.

Cette influence, elle s'est traduite dans la première mesure de guerre votée par le Congrès : l'émission de deux milliards en faveur des Alliés. Elle se fera sentir jusqu'au bout.

Dès que le projet de cette gigantesque et généreuse *appropriation* d'argent pour les Alliés fut connue, la pensée qui surgit spontanément dans la plupart des esprits et se traduisit dans un grand nombre de journaux, c'est celle-ci : '*Donnons un milliard à la France. C'est l'équivalent de l'indemnité payée à la Prusse en 1872*' ; et l'on ajoutait, par un joli sentiment de délicatesse : '*C'est le tardif remboursement de ce que la France a dépensé pour notre propre liberté, il y a plus d'un siècle.*' Que la France eût accepté le *cadeau*, c'est peu probable. Mais quel ne fut pas l'étonnement général, lorsqu'il fut connu que la première "tranche du melon", deux cents millions, allait au plus riche des pays alliés, l'Angleterre ! Le lendemain, on annonçait que la France et l'Italie auraient bientôt leur part. Puis, à deux ou trois jours de là, arrivait la nouvelle stupéfiante qu'une seconde portion *plus considérable que la première* serait d'abord servie à l'Angleterre.

..... le lion par ses ongles compta ;  
Et dit : Nous sommes quatre à partager la proie.  
Puis en autant de parts le cerf il dépeça ;  
Prit pour lui la première en qualité de sire :  
• Elle doit être à moi, dit-il ; et la raison,  
C'est que je m'appelle lion :  
A cela l'on n'a rien à dire.

La seconde, par droit, me doit échoir encor :  
Ce droit, vous le savez, c'est le droit du plus fort.

. . . . .



La dépêche qui annonçait le second *partage*, heureusement modifié depuis, ajoutait ce bref commentaire : “Le premier lot attribué à l’Angleterre se liquide *ici* à raison de huit millions par jour.” La maison Morgan et ses multiples satellites doivent se sentir singulièrement soulagés ; ils ont remporté la première “victoire” économique.

## Des vivres pour l’Angleterre, des soldats pour la France.

La même supériorité de l’influence anglaise se manifeste dans les préparatifs de guerre. Le maréchal Joffre et M. Viviani ont suggéré l’envoi immédiat d’un noyau d’armée et l’expédition régulière et constante de nouvelles troupes. A l’appui de leur opinion, ils ont invoqué l’effet moral que produirait, de part et d’autre, la présence du drapeau étoilé au-dessus des tranchées. Dans un ordre plus technique, ils ont démontré la supériorité de l’entraînement dans le voisinage immédiat des armées en activité de service ; ils ont signalé la quasi-impossibilité de transporter à temps une grande armée. Ils semblent même avoir deviné le calcul des amis secrets de l’Allemagne. Sous le couvert de dépêches nécessairement contrôlées, on devine qu’ils ont rencontré pas mal d’opposition et qu’ils n’ont remporté qu’un succès tout relatif. La dépêche “spéciale à la *Gazette*” (du 3 mai) qui annonçait leur “victoire” en définissait les conditions dans ces termes sobres mais significatifs :

*“In a large sense, the Government’s promise to send the American unit places the actual determination of the time IN THE HANDS OF THE BRITISH, since the United States is acting in complete co-operation with the British Government in the shipping problem. Great Britain has been directing the Allied shipping interests, and is best qualified through her organisation and the information at her disposal TO SAY WHEN AND HOW MUCH TONNAGE CAN BE SPARED from the shipping of food and supplies TO CARRY TROOPS AND THEIR BAGGAGE.”*

Voilà qui est clair. La France demande des troupes, l’Angleterre des vivres. La France aura les troupes, quand l’Angleterre aura reçu ses ravitaillements. *Primo nominor leo.*

Quel mode le gouvernement américain va-t-il adopter pour activer le transport des vivres et neutraliser ou atténuer les effets, désastreux pour l’Angleterre, des déprédations sous-marines des Allemands ? Au moment où ces lignes sont écrites, la décision n’est pas connue. Le mode le plus généralement préconisé, jusqu’ici, c’est la construction rapide d’un grand nombre de petits navires en bois. Ce moyen est ingénieux. Ici encore, on peut voir la trace de l’influence anglaise. En induisant les Etats-Unis à construire rapidement une flotte de petits navires en bois, elle s’assure un mode de ravitaillement prompt et efficace ; et, la guerre finie, cette flotte éphémère disparaissant bientôt, la marine marchande anglaise reste le grand convoyeur du monde. Aussi, tout en conseillant aux Américains de construire beaucoup de petits navires en bois, d’un usage temporaire, elle continue, pour son compte, à construire le plus possible de gros navires en fer, qui dureront longtemps. *Britannia, rule the waves!*

## Puissance et grandeur de l'Angleterre.

Qu'on me permette d'ouvrir ici une parenthèse. Les nigauds, et aussi les hypocrites, m'accusent sans cesse de pratiquer et de prêcher la haine et le mépris de l'Angleterre. Il n'y a peut-être pas, dans toute la Confédération, un publiciste qui ait, aussi souvent et aussi hautement que moi, rendu témoignage au génie impérial des Anglais, à la magistrale maîtrise de leur politique extérieure, à leur incomparable maîtrise des hommes et des événements. Mais, pardieu ! qu'on n'exige pas de moi que je m'aveugle sur leurs moyens d'action et que je prenne à la lettre toutes leurs formules de vertu. Ils ont de grandes et de nombreuses qualités ; mais ils ne peuvent, à l'encontre de tous les autres humains, de toutes les autres nations, posséder et pratiquer les vertus qui s'excluent forcément. Feu M. Tarte disait volontiers : "Les élections ne se gagnent pas avec des prières." Pareillement, on ne conquiert pas un quart des terres du globe, on ne gouverne pas un cinquième du genre humain, on ne domine pas les forces politiques et économiques du monde entier, par la seule pratique des vertus évangéliques. Les Anglais n'ont pas le droit d'exiger, à la fois, l'admiration pour leur incontestable supériorité comme race impériale, et la naïve croyance dans leur désintéressement. Si l'on pose en principe qu'aucune nation conquérante a fait un moindre usage de la force brutale dans le gouvernement des hommes, j'en rends volontiers le témoignage aux Anglais ; mais la plus élémentaire connaissance de l'histoire et des événements contemporains impose l'égale conviction qu'aucune autre nation ne s'est servie comme elle du "mammon d'iniquité" pour s'assurer la maîtrise des principaux facteurs d'opinion et d'action politique, dans la plupart des pays. Ce n'est pas seulement pour le salut de leur âme que les puritains d'Angleterre et d'Ecosse ont tant étudié la Bible.

Jamais plus que durant mes récents voyages aux Etats-Unis, ai-je été frappé de l'immense force de pénétration que l'Angleterre exerce dans le monde ; de l'extraordinaire faculté que possèdent ses hommes d'Etat, ses diplomates, ses hommes "d'affaires", pour tirer parti de tout, — même de leurs propres "bêtises", selon le mot crû de Lloyd George ; — enfin, de l'inlassable patience qu'ils mettent à contourner les obstacles, à user les oppositions hostiles et à mettre finalement à profit les circonstances qui paraissent le plus militer contre eux. Oui, en vérité, l'Angleterre est une grande, très grande nation ; ses fils légitimes et libres sont de grands, très grands patriotes. Qu'on n'exige donc pas qu'une basse servilité peigne l'Angleterre comme un paradis peuplé d'anges, de saints et de bienfaiteurs de l'humanité.

Revenons à la politique américaine relative à la guerre, et aux influences étrangères qui s'y exercent. De tout ce qui précède la conclusion qui s'impose est celle-ci : la sympathie pour la France est le principal facteur populaire qui rattache la cause des Etats-Unis à celle des Alliés ; l'influence anglaise est d'emblée la plus puissante, la plus constante et la plus directe qui s'exerce sur la politique de gouvernement. On peut donc en déduire que, *dans la mesure où les moyens d'action des*

*Etats-Unis s'adapteront aux besoins des Alliés, c'est la direction de l'Angleterre qui l'emportera — ce qui ne veut pas dire qu'à la longue les autres nations alliées n'en bénéficieront pas à des degrés divers . . . . à moins qu'elles ne s'en trouvent plus mal: tout dépend de la concordance de leurs intérêts et de ceux de la reine des mers et de l'or.*

## CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION.

---

Quelles seront les conséquences de l'intervention américaine ?

Ici nous entrons dans le domaine des conjectures. Comme mes constatations de fait, les prévisions que je vais esquisser sont à peu près exclusivement basées sur les opinions diverses que j'ai recueillies — quand elles ne sont pas l'exacte expression de la pensée de mes interlocuteurs.

Faisons d'abord le classement. La première conséquence à envisager, c'est l'effet possible de l'intervention américaine sur la durée de la guerre et son résultat. Mais, à mon avis, les répercussions les plus importantes sont celles qui se prolongeront après la guerre et laisseront des effets permanents. La participation des Etats-Unis à la guerre européenne va nécessairement affecter, à des degrés variés mais tous considérables, la situation intérieure de la république américaine, ses relations avec les nations étrangères et l'assiette générale du monde. Dans ces trois ordres de faits ou d'idées, il faut aussi distinguer entre les conséquences d'ordre moral, politique, social ou économique. Qu'on ne s'effraie point ; nous ne ferons qu'effleurer ces *têtes de chapitre* ; et je ne m'engage pas à le faire selon les strictes règles de la composition logique.

### La guerre sera-t-elle abrégée ?

L'intervention américaine va-t-elle hâter la fin de la guerre, ou la prolonger ? Ceci tient probablement à trois éventualités : la situation de la Russie ; la force réelle de l'Allemagne et ses mouvements politiques intérieurs ; la situation économique du monde.

Que la révolution désorganise les forces de résistance de la Russie, que les armes allemandes parviennent à Pétrograd, et la lutte sera prolongée, — si les Alliés de l'ouest peuvent et veulent attendre de sérieux renforts des Etats-Unis afin de pénétrer à leur tour en Allemagne et d'équilibrer les situations<sup>1</sup>. Si au contraire la Russie réussit à repousser la prochaine agression de l'ennemi, et que le gouvernement et le peuple allemands se persuadent de l'inutilité d'une lutte dont l'adjonction des forces américaines accroîtrait l'inégalité — quelque forme que prenne l'intervention des Etats-Unis — la paix sera hâtée... pourvu que "Wil-

<sup>1</sup> J'écarte à dessein l'éventualité d'une brusque fin de la guerre, résultant de la complète désorganisation de la Russie. Cette issue, malheureusement trop probable, profiterait entièrement à la coalition germanique, mais elle se produirait trop tôt pour que l'intervention américaine en modifiât la portée immédiate. Elle n'entre donc pas dans le cadre de cette étude.



liam Hohenzollern prenne le même chemin que Nicolas Romanoff." Si une révolution se produisait en Allemagne et en Autriche comme en Russie, M. Wilson exercerait une pression considérable sur ses alliés pour leur faire consentir aux nouvelles "démocraties" germaniques des conditions fort libérales. C'est dans ce sens et à la lumière de cette éventualité, je pense, qu'il faut interpréter la fameuse parole du discours du 22 janvier : "paix sans victoire". Ce serait aussi la preuve de sa sincérité, quand il séparerait si nettement la cause de l'Empereur et celle du peuple allemand. Enfin, ce serait une excellente manœuvre pour regagner la confiance des millions de Germano-Américains. Ce dernier point n'est pas le moins important pour le chef d'une nation démocratique.

Dans l'ordre économique, si, comme beaucoup d'Américains compétents l'appréhendent, la création d'une armée nouvelle diminue forcément la production agricole et hâte le jour de la famine mondiale et de la banqueroute universelle, la rage de destruction s'apaisera d'autant plus tôt.

Quant à l'importance de l'intervention américaine et du secours qu'elle apporte à la cause des Alliés, il serait puéril de la contester. Les Allemands avertis ne s'y trompent pas. Chaque jour, cette importance va grandir en étendue et en efficacité.

Somme toute, aux yeux de ceux qui appellent de tous leurs vœux la cessation de cette infernale hécatombe, de ceux aussi qui souhaitent qu'elle se termine par une victoire *modérée* pour les Alliés — et j'en suis, quoi qu'on dise — les conséquences *immédiates* de l'intervention américaine doivent apparaître sous un jour favorable.

Passons maintenant aux conséquences *médiates*, d'un caractère permanent.

### Saignée d'argent, arrêt des industries, retour à la terre.

Les principales conséquences *intérieures* de l'intervention semblent devoir être le dégonflement des richesses, le ralentissement de l'industrialisme, et l'introduction du militarisme comme facteur permanent de l'organisme social. Naturellement, ces résultats seront plus ou moins intenses selon la durée de la guerre.

Si la lutte ne se prolonge pas trop longtemps, la saignée d'argent sera plutôt salutaire, et pour les Etats-Unis, et pour le reste du monde. A maints égards, cette effroyable pléthore d'argent commençait à effrayer les économistes autant que les *moralistes*. Il n'était ni équitable ni utile qu'un seul pays s'*empiffât* si rapidement tandis que tant d'autres, par leur faute, il est vrai, s'appauvrirent à vue d'oeil. Mais si la lutte se prolonge, si les Etats-Unis, à leur tour, s'endettent et se ruinent pour *détruire*, pendant que la production diminuera chez eux comme ailleurs, la situation d'après guerre sera aussi effroyable chez eux qu'ailleurs. Elle accroîtra l'horreur et l'intensité de la misère générale du monde.

Le ralentissement de l'industrie est actuellement masqué, comme ici et plus qu'ici, par l'intense activité des industries de guerre. Mais la paix faite, des milliers d'usines se fermeront, des millions d'ouvriers



seront jetés sur le pavé. La renaissance des industries pacifiques, accélérée par la reconstruction de la moitié de l'Europe, sera-t-elle suffisante pour atténuer le contre-coup ? C'est douteux. On ne reconstruit pas aussi vite ni aussi aisément qu'on détruit. C'est une élémentaire leçon de choses que l'humanité dégrisée va apprendre à ses dépens. Puisse-t-elle y puiser la lumière et le courage de revenir aux enseignements du Christ, et comprendre que "s'aimer les uns les autres" est infiniment plus *pratique* que de s'entre-détruire. Dans l'ordre des faits matériels, il est vraisemblable que la leçon durera longtemps. Un fait capital, qui va influencer considérablement sur la rapidité et l'étendue des travaux de reconstruction et, partant, sur la reprise de la vie industrielle des nations, aux Etats-Unis comme ailleurs, c'est l'appauvrissement général. A l'heure actuelle, les nations en guerre soutiennent leur crédit par des monceaux de papier de valeur absolument fictive. Il n'y a pas assez d'or dans le monde entier pour payer un dividende convenable aux créanciers d'une seule des grandes nations. Après la guerre, la valeur conventionnelle des titres d'Etat et la valeur d'achat du papier-monnaie vont baisser dans une notable proportion. Le crédit privé en sera affecté proportionnellement. D'où raréfaction des capitaux affectés à l'industrie. Tous les économistes américains sont d'accord pour envisager l'avenir sous un jour fort sombre. Il y a, toutefois, "une frange lumineuse au nuage" : c'est le retour forcé à la terre, activé par la hausse du prix des denrées et par le besoin général de réparer les désastres de la guerre. Les pouvoirs publics, les hommes d'affaires à larges vues, s'en occupent déjà ; mais ils ne comptent guère sur les soldats réformés et les malheureux éclopés de la guerre pour repeupler les campagnes. Encore un point sur lequel nos gouvernants auraient plus "d'exemples" à recevoir qu'à donner.

## Militarisme et Révolution — Le Pape et le Président.

La conséquence la plus grave, la plus désastreuse à mon avis, pour la nation américaine elle-même, c'est l'introduction du militarisme permanent dans son organisme intérieur. Déjà, avant la guerre, un fort courant d'opinion portait dans cette direction. M. Roosevelt est le chef de cette école. Il ne cache pas son dessein. Il veut porter secours aux Alliés — à la France surtout, lui — ; mais il veut aussi profiter de la guerre pour jeter les bases d'une organisation militaire permanente afin de faire réfléchir et trembler tous les ennemis possibles des Etats-Unis.

D'autres, comme M. Taft, par exemple, sincères partisans de la paix, du désarmement des nations et de l'arbitrage international, sont d'avis qu'avant et *afin* d'en venir à une entente avec les autres nations, les Etats-Unis doivent se mettre sur un pied de suffisante égalité, dans l'ordre militaire. Ils suggèrent de créer, à l'appui d'un tribunal suprême de l'humanité, une force militaire et navale *internationale*, suffisante pour assurer l'exécution et le respect des arrêts de ce tribunal. Pour fournir leur *quantum*, les Etats-Unis doivent créer la matière première, c'est-à-dire une armée assez considérable pour assurer l'ordre intérieur et pour ravitailler l'armée internationale.

De ces divers courants d'opinion résulte une propagande grandissante en faveur de l'*entraînement* militaire général, et d'un régime de conscription mitigée.

Si l'on ajoute à ce fait qu'en Angleterre, au Canada et dans toutes les possessions britanniques, le militarisme a fait des progrès immenses, on peut en conclure aisément que le résultat probable de cette guerre, poursuivie pour détruire le "militarisme prussien", sera d'accroître le militarisme universel. En arrière de toutes les dénonciations de "l'autocratie militaire", il faut lire une autre pensée : l'organisation des "démocraties armées". La seule compensation serait la diminution du militarisme dans les pays continentaux de l'Europe. Mais ce résultat bienfaisant ne s'obtiendra que par une paix "qui profiterait à tous", selon la juste et profonde parole du Souverain Pontife, la "paix sans victoire" que préconisait naguère M. Wilson. Si les nations soi-disant chrétiennes avaient le bon-sens d'accepter le Pape comme arbitre de leurs querelles folles et dévastatrices, il ne faudrait pas trop désespérer de voir la justice et la raison reprendre leurs droits dans le monde. Mais si, comme tout l'indique, c'est le président des Etats-Unis qui est conduit, par les circonstances, à départager les nations d'Europe et à empêcher — selon une autre parole du Pape — "le suicide de la civilisation chrétienne", il y a tout lieu d'appréhender que la "paix sans victoire" pour l'une ou l'autre des coalitions rivales, s'achètera par une victoire éclatante pour la Révolution.

C'est là, je le crains, la plus probable des conséquences *extérieures* de l'intervention américaine. Tout indique qu'en brisant les entraves presque séculaires de la doctrine Monroe, pour entrer de plain-pied dans la "société des nations", les Etats-Unis vont doubler et prolonger le rôle *extérieur* de l'Angleterre, que Donoso Cortés a si clairement vu et si fortement décrit : le rôle de propagateurs de la Révolution.

## L'Angleterre et les États-Unis, pourvoyeurs de révolutions.

Un phénomène social qui n'a pas suffisamment occupé l'attention des historiens et des penseurs, c'est celui-ci, immense et notoire, pourtant : c'est la France qui a fait la Révolution ; mais c'est l'Angleterre qui l'a vulgarisée et répandue dans le monde.

La France a donné la *formule* de la Révolution, elle en a pratiqué les maximes ; elle en a, aussi, cruellement expié les erreurs et les conséquences. Qu'elle en répare les désastres et extirpe de son âme le mortel microbe des principes révolutionnaires, il lui sera beaucoup pardonné parce qu'elle a beaucoup expié.

L'Angleterre, comme ce roi de l'antiquité, a cru s'immuniser en ne buvant que goutte à goutte le poison révolutionnaire. Mais aux autres peuples, elle l'a versé à pleine coupe afin de les stupéfier et de rester, elle, maîtresse du monde. Elle a, tour à tour, favorisé la révolution en Italie, en Espagne et, plus tard, au Portugal, — nations latines et catholiques. Elle a combattu les conquêtes *extérieures* de la France révolutionnaire ;

mais elle a toujours soutenu les conquêtes *intérieures* de la Révolution en France. Plus que la Prusse de Bismarck, elle a favorisé, discrètement mais constamment, le sectarisme anticlérical et la désagrégation des forces morales et religieuses qui avaient fait la grandeur de la France et sa puissance d'expansion mondiale <sup>1</sup>. Elle a encouragé les sociétés secrètes du monde entier, depuis les Carbonari d'Italie jusqu'aux nihilistes de Russie.

Elle s'adjoint aujourd'hui la formidable coopération de sa fille aînée, la grande république américaine. A elles deux, la mère et la fille réussiront peut-être à instaurer l'universelle démocratie sur les débris des derniers trônes. Echapperont-elles toujours aux conséquences de leur action destructrice? Eviteront-elles longtemps le châtiment que la France et tant d'autres nations ont subi? C'est douteux. La Révolution, on l'a dit cent fois, dévore ses enfants; elle finira bien par mordre ses nourrices. Enivrés de leurs richesses, enorgueillis de leur incontestable génie de gouvernement, aveuglément confiants dans leur séculaire pratique d'une liberté matériellement ordonnée, Anglais et Américains se croient capables de *toujours* dominer chez eux les forces et les excès de la Révolution. C'est leur erreur. L'heure des désillusions n'est peut-être pas éloignée. L'ébranlement de la monarchie, séculaire clef de voûte de son régime politique et social, en marque l'approche pour l'Angleterre. La guerre sociale, conséquence du culte de l'or et du confort matériel, de la richesse excessive, du déséquilibre économique et de la haine grandissante des classes, guette les deux grandes nations anglo-saxonnes. Puisse le châtiment venir assez tôt pour ne pas entraîner la déchéance complète! Je suis de ceux qui croient qu'une Angleterre convertie, qu'une république américaine *assobrie*, peuvent encore et doivent rendre à l'humanité d'inappréciables services.

## Conséquences extérieures de l'intervention — Le Japon et l'Angleterre.

Des conséquences que l'intervention américaine entraînera pour telle ou telle nation en particulier, il ne me semble pas nécessaire de parler longuement. Le président, on l'a vu, ne met pas au rang des objets *nécessaires* de la guerre les rectifications de frontières, la libération de tel peuple ou de tel autre, la réfection d'une ou plusieurs nationalités. La masse du peuple américain s'en préoccupe encore moins.

Le plus probable, c'est qu'au congrès qui arrêtera les conditions de la paix, les représentants des Etats-Unis soutiendront généralement, et avec sincérité, les réclamations des diverses nationalités opprimées qui peuvent faire valoir des titres réels à leur indépendance. Naturellement, ils porteront un intérêt tout particulier à celles de ces nations dont les fils émigrés aux Etats-Unis pourront et voudront exercer une action directe sur le gouvernement américain: Irlande, Pologne, etc. Mais dans aucun

<sup>1</sup> Ce rôle de l'Angleterre est mis en parfaite lumière dans le remarquable ouvrage de M. Emile Flourens, ancien ministre français des Cultes, puis des Affaires étrangères: *Edouard VII et Clémenceau, — la France conquise.*



cas les Etats-Unis ne se lieront les mains par des alliances compromettantes pour "protéger" l'une ou l'autre de ces nationalités contre les entreprises de "protecteurs" rivaux. Il est à craindre qu'ils ne se prêtent que trop facilement au dessein de ceux qui veulent à tout prix démembrer l'empire d'Autriche et constituer par là, sous une forme plus menaçante encore — on l'entrevoit déjà en France — le bloc germanique.

Sur la question de Constantinople, véritable enjeu de la guerre, les Américains appuieraient volontiers le projet d'internationaliser Constantinople et les Détroits — la meilleure solution, probablement <sup>1</sup>.

Mais un point où la politique internationale ne reste pas à l'état platonique dans l'esprit des Américains, c'est à l'égard du Japon, aujourd'hui leur allié, de nom, dans la guerre. J'ai déjà noté l'opinion de ceux qui voulaient la guerre contre l'Allemagne et sa défaite décisive, parce qu'ils prévoyaient l'alliance prochaine de l'Allemagne victorieuse et du Japon contre les Etats-Unis. En prenant pour acquis l'affaiblissement considérable sinon l'écrasement de l'Allemagne, ce danger serait ajourné. Ce qui est certain, c'est que les Etats-Unis, sans contracter d'*entangling alliances*, orienteront leurs sympathies ou leurs antipathies, ou, si l'on préfère, doseront la mesure de leur confiance ou de leur méfiance, en raison de l'attitude des autres nations à l'égard du Japon. Ce qu'on peut prédire presque à coup sûr, c'est que la question du Japon sera la pierre de touche, sinon d'achoppement, de l'amitié anglo-américaine. L'Angleterre devra, à brève échéance après la guerre, choisir entre son alliance avec le Japon et son entente avec les Etats-Unis. Ce sera l'une des plus fortes parties que la diplomatie anglaise ait eu à jouer. Si l'Angleterre opte pour l'alliance américaine — comme c'est probable, — les deux grandes nations anglo-saxonnes seront bientôt appelées à résoudre la première équation de ce problème formidable : l'Asie aux Asiatiques. Car l'une des répercussions les plus certaines de la guerre, c'est que l'Angleterre va rester la seule puissance européenne capable d'exercer une action directe en Asie. L'Allemagne a perdu son pied à terre en Chine ; la Russie est pour longtemps paralysée ; la France, en dépit du Tonkin et de l'Indo-Chine, en aura de reste à panser ses blessures et à consolider son empire africain. Mais ce problème gigantesque sort du cadre de cette étude. Pour l'instant il suffit de marquer l'inégalité des risques qu'il comporte pour l'Angleterre et pour les Etats-Unis. De l'Angleterre les Etats-Unis ne pourront attendre que l'aide navale nécessaire pour repousser une attaque du Japon sur leur côte du Pacifique et sur les Philippines. Des Etats-Unis, l'Angleterre attendra le secours énorme dont elle aura besoin, sur terre et sur mer, pour garder son empire des Indes, protéger ses innombrables colonies australasiennes et tenir ouverte la porte chinoise. Lequel des deux associés *écopera* le premier ?

<sup>1</sup> D'excellentes études de cette question ont paru récemment dans les revues américaines, entre autres : dans le *Century* de février, un article de M. Herbert Gibbons : *Constantinople, a principle or a pawn* ; et dans la *North American Review* d'avril, un article de M. Edwin Schoonmaker : *Constantinople — and then ?*



## La société des nations sera-t-elle chrétienne ou païenne ?

Comme politique générale, à part l'instauration de l'universelle démocratie sur laquelle il n'y a pas à revenir, le président Wilson, ou son successeur quel qu'il soit, — le gouvernement américain, en un mot, — fera certainement un effort extraordinaire pour faire accepter, pour imposer même, la reconnaissance du principe de la liberté des mers. Ira-t-il jusqu'au point où ses notes à l'Angleterre, avant l'alliance, l'indiquaient ? C'est moins certain aujourd'hui qu'hier<sup>1</sup> ; mais il ira aussi loin qu'il croira possible et convenable d'aller. Il fera aussi un effort sérieux pour le désarmement au moins partiel des nations et l'organisation d'un véritable tribunal d'arbitrage. Naturellement, ce sera là une oeuvre de longue haleine, qui subira de multiples évolutions avant d'aboutir à une exécution générale et efficace. N'importe ; que M. Wilson en fasse poser le principe et lui assure un commencement d'exécution, ce sera déjà beaucoup pour la paix du monde.

En somme, n'était l'inquiétant encouragement à la Révolution, on pourrait conclure que, dans l'ensemble de ses motifs, de son mode d'application et de ses résultats probables, l'intervention des Etats-Unis dans la guerre est bienfaisante. Mais, comme disait Donoso Cortès, la Révolution, c'est tout ; c'est tout l'ordre social menacé, c'est le chancre qui dévore l'Europe et le monde, non pas depuis un siècle, mais depuis quatre cents ans, depuis que la Réforme a rompu la société *chrétienne* des nations. M. Wilson veut simplement refaire la "société (*anonyme*) des nations". Tant que les peuples et ceux qui les mènent ne se décideront point à se faire baptiser de nouveau dans les eaux de l'éternelle vérité et de l'inaltérable justice, les accords internationaux resteront de simples replâtrages.

<sup>1</sup> Dès le lendemain de la déclaration de guerre, l'un des journaux de Washington exprimait, avec une désinvolture frisant le cynisme, cette pensée : le gouvernement a plusieurs fois protesté contre le bloeus anglais et les procédés de l'Amirauté britannique ; maintenant que nous faisons cause commune avec l'Angleterre, il ne faut plus se plaindre mais, au contraire, aider l'Angleterre à rendre son bloeus encore plus efficace.

## VI

### CONSÉQUENCES POUR LE CANADA.

---

Cette étude ne serait pas complète, même dans le cadre restreint que je me suis tracé, elle n'atteindrait pas son objet *pratique*, si elle ne comprenait pas une brève analyse des conséquences probables pour le *Canada* de l'intervention américaine.

Ici comme aux Etats-Unis, et dans le monde entier, ces conséquences seront multiples, les unes immédiates, les autres lointaines. Les mesures de guerre prises par le président et le Congrès vont nécessairement affecter la situation et l'action militaires du Canada, comme celles de tous les autres pays en guerre. La participation active des Etats-Unis au conflit européen, puis au rajustement de la société des nations, va modifier profondément la base et la nature de nos relations avec nos voisins, pendant la guerre et surtout après. Selon toute probabilité, ce sera même le facteur déterminant de notre avenir national.

#### Le Canada, pays d'Amérique.

Le colonialisme politique anglais et le colonialisme moral français ont tellement oblitéré en nous le sens des réalités que la plupart des Canadiens ont oublié ce fait essentiel : *le Canada est un pays d'Amérique*. Il a pour unique voisin la nation la plus puissante de l'hémisphère occidental. Sa situation géographique, ses conditions économiques, la composition et la mentalité de son peuple, son système d'enseignement (sauf dans le Québec), son régime politique, ses mœurs publiques et privées — tout tend à faire du Canada le satellite des Etats-Unis. L'intervention américaine et ses inévitables répercussions vont décupler la force d'attraction, déjà presque irrésistible, que la nation la plus puissante exerce sur la plus faible.

Dans leur mandement collectif sur la guerre, les évêques de la province de Québec ont exprimé l'avis que le sort du Canada "se trouve lié au sort des armes" de l'Angleterre. Même si l'on accepte sans réserve cette respectable opinion sur la situation *immédiate* du Canada, on peut affirmer, avec une certitude plus grande encore, que le sort *ultime* du Canada dépend principalement des décisions d'après guerre du gouvernement et du peuple américains. Le lien qui unit le Canada à l'Empire britannique, pour fort et bienfaisant qu'il soit à maints égards, est tout artificiel. Un simple accident — la chute de la monarchie anglaise, une défaite des armes britanniques, un conflit intérieur, une vulgaire

querelle d'argent ou de vanité — peut le rompre ou l'affaiblir au premier jour; et ce jour est peut-être moins éloigné qu'on le pense. Les nombreux ligaments moraux, intellectuels et économiques qui nous attachent au flanc de la grande nation américaine sont presque tous d'un ordre permanent et indestructible. Que le Canada soit en querelle ou en amitié avec les Etats-Unis, les deux pays restent toujours voisins, *et seuls voisins*. Que la guerre éclate entre eux, l'absorption du Canada serait brusque et complète. Que le voisinage devienne amical, que l'amitié surtout se transforme, comme aujourd'hui, en alliance de guerre, le danger est peut-être plus grand encore, parce que moins visible et plus insidieux. Il s'accroît formidablement du fait déplorable que tous les chefs politiques et sociaux de la nation canadienne, absorbés par leurs sympathies anglaises ou françaises, ne songent nullement à s'inquiéter de la situation intrinsèque du Canada et des dangers *permanents* qui le menacent — dangers plus graves, et de beaucoup, que le triomphe de la "barbarie allemande".

En esquisant cette brève et hâtive analyse de l'influence de l'intervention américaine sur la situation actuelle du Canada et sur ses destinées futures, je n'ai nul espoir d'éclairer ceux qui ont des yeux pour ne point voir et des oreilles pour ne pas entendre. Mon unique objet est de fortifier le patriotisme vrai de ceux qui croient encore que leur premier devoir est d'être canadiens avant d'être français ou anglais, de sauver le Canada avant la France ou l'Angleterre, et d'aimer leur patrie avant de haïr les "Boches".

### Avantages et dangers économiques.

Si l'on n'envisageait que l'état de guerre et ses exigences *immédiates*, il serait puéril de contester les avantages nombreux et substantiels qui vont résulter au Canada de l'intervention américaine. La coopération intime des deux gouvernements, si elle n'est pas trop gâchée par l'incapacité, le favoritisme ou la corruption des politiciens, devra assurer aux deux pays une direction plus uniforme et beaucoup plus effective de toutes les activités qui se rattachent à l'action militaire ou économique: fabrication des armes et des munitions; production agricole ou industrielle; répartition plus intelligente de la main-d'oeuvre; utilisation méthodique des voies de transport, par terre et par eau, et réglementation plus uniforme des tarifs de transport, soit pour l'expédition des troupes, des munitions et des vivres en Europe, soit pour la distribution des matières alimentaires et du charbon en Amérique; réglementation des prix *minima* et *maxima*, — mesure impossible à exécuter sans une action commune et concertée, à cause de la situation particulière des deux pays; libre échange de certains produits alimentaires ou matières premières essentielles aux industries de guerre; nouvelles facilités d'emprunt pour le Canada sur le marché surabondant de New-York. Cette seule énumération des *têtes de chapitre* suffit à démontrer que, dans l'ordre économique, la coopération des deux pays peut décupler la force dynamique de leur action individuelle et la valeur de l'aide que chacun d'eux apporte à leurs alliés en Europe.



Voilà pour les conséquences immédiates. Mais demain? Demain, c'est autre chose. Si l'on prend pour acquis que plus l'effort pour la guerre, c'est-à-dire l'effort pour détruire, est efficace, plus la réaction et l'épuisement du lendemain seront intenses et prolongés, il faut bien admettre que les avantages immédiats de la coopération des deux pays se solderont, après la guerre, par un accroissement proportionnel de gêne et de misère. Et comme le Canada est de beaucoup le plus faible et le plus pauvre des deux associés, qu'en outre il s'est déjà saigné à blanc depuis près de trois ans, tandis que les Etats-Unis s'engraissaient à nos dépens et à ceux du monde entier, c'est évidemment le Canada qui souffrira davantage. En somme, c'est l'association du pot de fer et du pot de terre; et avant même que de se coller aux flancs de son redoutable compagnon, le pot de terre a pris soin de se fêler tout seul.

Si la guerre se prolonge, les Etats-Unis, — je l'ai noté précédemment — après avoir épuisé leurs immenses réserves, ne feront qu'accroître les misères inénarrables qui guettent le monde. De tous les pays, le Canada est celui qui souffrira davantage de la dépression économique de son puissant voisin.

Plus les Américains vont nous aider à détruire et à démolir en Europe, moins ils nous aideront à produire et à reconstruire en Amérique.

### Arrêt de l'immigration.

Le premier effet de la déclaration de guerre a été de mettre fin à la campagne d'embauchage organisée aux Etats-Unis par le gouvernement canadien et les autorités de l'Ontario afin de procurer des ouvriers de ferme aux agriculteurs du centre et de l'ouest du Canada. Des soixante-dix mille ouvriers qu'on voulait aller chercher aux Etats-Unis, sept mille seulement sont venus; et notre ministre du Commerce, sir George Foster, a été forcé d'écrire à Washington une humble lettre d'excuses, promettant que cette campagne ne serait pas reprise.

Nos politiciens et nos hommes "d'affaires" comptaient principalement sur l'émigration des Etats-Unis, après la guerre, pour infuser du sang nouveau dans les veines appauvries de notre peuple et pour réparer les désastres économiques de notre participation affolée à la guerre. Cette émigration, totalement arrêtée par l'entrée des Etats-Unis dans le conflit, reprendra avec d'autant moins d'intensité, la paix faite, que les Etats-Unis eux-mêmes auront fait plus de sacrifices, en hommes et en argent, pour la guerre. Plus la guerre durera, plus le Canada aura besoin de sang nouveau, et moins les Etats-Unis lui en fourniront. Est-il besoin d'ajouter que le seul fait de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, suivi de l'adoption simultanée du régime de conscription dans les deux pays, rejettera vers l'Amérique du Sud des milliers d'Européens, des millions peut-être, qui voudront fuir les impôts de guerre et éviter à leurs enfants la sanglante expérience qu'ils auront eux-mêmes subie. L'Amérique du Nord a cessé d'être le refuge de ceux qui haïssent la guerre et le militarisme. Il y a même des chances pour qu'après la guerre le militarisme regagne en Amérique ce qu'il perdra en Europe. Nous reviendrons à l'instant sur cet aspect de la situation.



## Diminution des capitaux et des vivres. Socialisme d'État.

Les millions que le gouvernement canadien va soutirer des Etats-Unis afin de sustenter son budget de guerre, diminuent d'autant l'unique réserve de capitaux où l'industrie canadienne aurait pu s'alimenter, après la guerre, pour reprendre les oeuvres de paix. Naturellement, la raréfaction de la main-d'oeuvre et le ralentissement de la production agricole aux Etats-Unis vont accélérer chez nous la hausse du prix des vivres et des articles de première nécessité. A ce mal grandissant, il n'y a que deux remèdes : l'application de mesures rigoureuses pour interdire l'accaparement des vivres par le spéculateur ou le distributeur, et le gaspillage par le consommateur ; la fixation de prix *maxima* et de prix *minima* pour les principaux articles de consommation. En Europe, l'expérience a démontré que ces deux — on pourrait dire ces quatre — mesures doivent marcher de pair. Empêcher l'accaparement sans arrêter le gaspillage, c'est agrandir un trou pendant qu'on ferme l'autre. Fixer un prix maximum à l'avantage du consommateur sans garantir au producteur un prix minimum, même pour un certain délai après la guerre, c'est ralentir la production et, par conséquent, hâter le jour de la famine. Le futur "dictateur des vivres", M. Hoover, dont on fait de grands éloges et qui a pris contact avec les réalités de la guerre en Europe, suggérera-t-il au Président cette thérapeutique radicale ? S'il le fait, le Président, tout autocrate qu'il est par tempérament et par les pouvoirs extraordinaires que la Constitution lui attribue en temps de guerre, aura-t-il la force de l'imposer au peuple américain, à l'encontre des formidables coalitions d'intérêts qui s'y opposent ? Pourra-t-il vaincre en un jour les habitudes d'indépendance et de laisser-aller de cette immense agglomération de peuples divers à qui l'on a peint la liberté individuelle outrancière, la "liberté américaine", comme le suprême idéal ? Chose certaine, le gouvernement canadien ne se résoudra à adopter des mesures aussi énergiques que si le gouvernement américain ouvre la voie et l'y entraîne.

Si cette éventualité se produit — et si la guerre se prolonge, il faudra bien s'y résoudre sous peine de crever de faim — ce sera la révolution économique et sociale la plus complète qu'on puisse imaginer. Ce sera l'instauration d'un socialisme d'Etat plus radical que les doctrinaires les plus ardents n'auraient cru réalisable en vingt ou trente ans de paix. Et qu'on ne se leurre pas de l'illusion que, la paix faite, les choses reprendront leur cours normal. Dans l'ordre économique comme dans tous les autres ordres, la guerre va laisser des traces profondes et permanentes.

Le plus curieux, c'est que ce socialisme d'Etat, dont les conquêtes sont infiniment plus rapides et durables que celles de l'une ou l'autre des armées en bataille, est un pur produit germanique, beaucoup plus allemand que "l'autocratie militaire" (inventée par Napoléon), et même que la philosophie "allemande" dont nos enfileurs de phrases creuses font si grand état, sans en connaître le premier mot. Au début de la

guerre, l'éminent publiciste anglais, M. Massingham — à qui revient le glorieux honneur d'avoir fait reculer l'autocratie "démocratique" — M. Massingham écrivait que si l'Angleterre adoptait la conscription, elle n'aurait qu'à s'avouer conquise par le militarisme prussien, beaucoup plus sûrement que par une défaite sur les champs de bataille. Le triomphe universel du socialisme d'Etat marque une victoire morale plus complète encore pour la philosophie allemande.

Ceci m'amène tout naturellement à signaler les conséquences les plus graves pour le Canada de l'intervention américaine, les répercussions sur notre état social et notre avenir national de l'entrée définitive des Etats-Unis dans la "société des nations".

## Militarisme et révolution — Conscription.

Pour nous comme pour le reste du monde, il est fort à craindre que le résultat ultime et permanent de l'intervention américaine ne soit le triomphe du militarisme et de la révolution. Et, à cause du voisinage immédiat, ces résultats se manifesteront ici avec plus d'intensité que partout ailleurs.

La conscription, au Canada et à Terre-Neuve, est la conséquence immédiate de la déclaration de guerre des Etats-Unis et du vote de la conscription au Congrès <sup>1</sup>.

En décembre dernier, un brave homme d'industriel, anglo-canadien, ami intime de sir Robert Borden, m'affirmait que jamais le gouvernement canadien ne proposerait une mesure de conscription. "J'étais partisan de la conscription", disait-il, "et c'est sir Robert lui-même qui m'a fait changer d'idée. Il m'a démontré, entre autres arguments, que l'application d'une loi de conscription serait impossible, à cause du voisinage des Etats-Unis et de la fuite facile des réfractaires" — déjà commencée dans l'Ontario et ailleurs.

Le jour où les Etats-Unis jetèrent le gant à l'Allemagne, j'étais à Washington. Un Américain me demanda : "Quel va être l'effet au Canada ?" — "Très-considérable", répliquai-je ; "bon ou mauvais, selon le point de vue. La première répercussion va être l'adoption de la conscription."

Qu'on le note bien : je ne suis pas l'adversaire irréductible de la conscription. A plusieurs reprises, j'ai exprimé l'avis qu'une mesure rationnelle de conscription vaut mieux, à tous égards, que le système absurde, odieux et détestable d'enrôlement, si faussement appelé "volontaire", poursuivi jusqu'ici par le gouvernement, au moyen des menaces, de l'intimidation, de la corruption et des réclames de charlatans en uni-

<sup>1</sup> Les lecteurs du *Devoir* savent qu'avant mon départ pour les Etats-Unis, je leur ai loyalement communiqué mes appréhensions. Dans deux articles publiés le 26 et le 27 mars, je répondais à la question qui m'arrivait de tous côtés : "*Aurons-nous la conscription ?*" Je conclus ainsi : "Si une action intelligente, modérée, mais énergique "et inlassable ne s'exerce pas dans ce sens," — (la résistance sur le terrain économique) — "*nous aurons certainement la conscription*, sous une forme quelconque, *avant trois mois*; et alors chacun pourra faire son mea culpa. Nous n'aurons que ce que nous aurons voulu et mérité."

forme ou en jaquette. La conscription *sélective* est, sans contredit, le seul mode rationnel pour assurer le maximum d'efficacité militaire et d'activité économique. Assurément tous ceux qui ont proclamé le devoir du Canada de participer à cette guerre dans toutes la mesure de ses forces — ceux surtout qui ont parlé de “mettre le Canada en banqueroute pour aider la mère-patrie” et sauver l'Empire — et plus encore les théologiens intégralistes et impérialistes qui ont soutenu la thèse de “l'obligation morale” du Canada d'obéir aux simples *désirs* des autorités impériales — tous ceux-là doivent se réjouir de la décision du gouvernement canadien et l'aider de toutes leurs forces à pousser aussi loin que possible l'exécution de la loi de conscription. Sinon, ils mériteront richement des épithètes de lâches et de farceurs.

### Permanence du militarisme.

Quoi que l'on pense du mérite de la conscription ou de son opportunité pour faire face aux exigences immédiates de la situation, il est une chose certaine: tout ce qui tend à augmenter le nombre des soldats et à régulariser le recrutement et l'organisation de l'armée canadienne fortifie l'emprise permanente du militarisme au Canada. D'aucuns se leurrent de l'espoir que, la paix faite, cette formidable armée — équivalente à sept millions d'hommes pour les Etats-Unis, à cinq millions pour l'Allemagne, à trois millions et demi pour le Royaume Uni, à trois millions pour la France — va se dissiper comme la rosée du matin sous les rayons du soleil, et que le Canada va reprendre sa vie normale et paisible d'avant la guerre. “Cette erreur est pire que la première.” Il faut, pour y tomber, une aussi colossale naïveté que celle qui empêchait de voir dans le Service national le prélude de la conscription; il faut, pour y faire croire, l'audace des faux docteurs qui ont soutenu qu'en refusant de suivre aveuglément l'Angleterre impérialiste dans son entreprise révolutionnaire, les nationalistes obéissaient à leurs penchants “démagogiques”; il faut, pour s'aveugler sur les réalités de demain, la niaise crédulité des badauds qui se sont laissé prendre aux phrases grandiloquentes sur la croisade de la “démocratie” contre “l'autocratie”, de la “liberté” contre le “militarisme prussien”.

Dans le chapitre précédent, j'ai indiqué que l'un des résultats probables de la guerre sera la diminution des armements dans les pays de l'Europe continentale et l'accroissement du militarisme aux Etats-Unis, en Angleterre et dans les autres pays britanniques. De tous ces pays, c'est le Canada qui a toute chance de rester le plus *militarisé*. Sa situation intérieure et extérieure, la folle politique de ses gouvernants, l'aveuglement de ses chefs d'opinion et — il faut toujours y revenir — le voisinage des Etats-Unis, sont autant de causes qui vont imposer à la nation canadienne la permanence du militarisme.

### Caste militaire.

Afin de stimuler l'enrôlement “volontaire”, politiciens, officiers-recruteurs et jingos de tout poil ont promis mer et monde aux croisés de la “démocratie” et de la “civilisation supérieure”: pensions, indem-



nités, terres libres, places de faveur dans toutes les administrations publiques et privées. Cette propagande pernicieuse a déjà réussi à faire de l'armée, aux yeux du peuple et bien davantage dans l'esprit des soldats, une caste privilégiée. De ce seul chef, le "militarisme canadien" surpasse déjà le "militarisme prussien". Que va-t-il advenir de ces promesses mirobolantes? Celles qui sont payables en deniers publics se solderont assurément, dût le contribuable en crever; mais c'est là le plus facile. Que fera-t-on des milliers de soldats, revenus de la guerre plus ou moins avariés? Les experts témoignent déjà de l'impraticabilité du retour à la terre, non-seulement des soldats recrutés dans des villes, mais même des fils d'agriculteurs. Deux ou trois années de la vie des camps et des tranchées les ont à jamais déracinés de la terre natale et détachés de la vie simple et paisible des champs; — d'autant plus qu'ils estiment que le gouvernement et le pays leur ont promis une situation privilégiée, une vie facile, agréable, en tout supérieure à celle qu'ils menaient avant de se dévouer au salut de l'Empire, de la "démocratie" et de la "civilisation supérieure". Restent les places de faveur. Y en aura-t-il assez pour tout le monde? Et puis, la guerre finie, les fabriques de munitions fermées, la main-d'oeuvre surabondant, le tarif des salaires subitement abaissé, les impôts sur l'industrie énormément accrus, est-il certain que tous les chefs d'industrie, que les gouvernements eux-mêmes, seront fort empressés ou simplement capables de remplir leurs alléchantes promesses? Seront-ils nombreux les gérants d'entreprises financières ou industrielles qui destitueront ou repousseront les employés et les ouvriers compétents, parce qu'ils n'ont pas endossé le khaki, pour les remplacer par des vétérans de la "guerre sainte", sans compétence particulière? Non; le sens commun et surtout l'intérêt, qui dominant tout en pays britannique — sauf aux heures de crises et d'affolement, — reprendront leurs droits. Force sera donc à l'Etat de garder sous les drapeaux une multitude de soldats impropres à tout autre métier et de maintenir une forte armée permanente. Indépendamment de toute autre considération, l'ordre social et l'équilibre économique l'exigeront.

Qu'on ne se fasse pas d'illusion: le militarisme est entré de plain-pied dans notre organisme social; il a pénétré jusqu'au coeur: il y restera longtemps.

### Le Canada, tampon anti-japonais.

Indépendamment des causes internes, l'attitude des Etats-Unis va contribuer à maintenir l'emprise du militarisme au Canada.

Les principaux partisans de l'intervention américaine, on l'a vu, combattent les "autocraties militaires" mais ne répugnent nullement aux "démocraties armées". Leur véritable objectif est moins la guerre actuelle que son lendemain. Ils ont résolu de profiter de l'excitation du moment pour armer la république contre tous ses ennemis futurs et particulièrement contre le Japon et ses alliés possibles. La question japonaise, ai-je dit, sera la pierre de touche de l'entente anglo-américaine. De toutes façons, il en résultera un accroissement de charges militaires pour le Canada.



Si, comme tout l'indique, le rapprochement entre l'Angleterre et les Etats-Unis se resserre, le gouvernement américain exigera, tout naturellement, que le Canada fortifie ses côtes et ses ports du Pacifique. Il ne tolérera pas, qu'on en soit certain, que le Canada soit aux Japonais ce que la Belgique a été aux Allemands, ce qu'elle aurait été aux Anglais si les Allemands n'avaient pas pris le devant. Si, au contraire, l'entente anglo-américaine se relâche et que le Canada refuse ou néglige de se prêter aux désirs des Américains, ceux-ci verront à se protéger quand même... à nos dépens.

En un mot, la militarisation des Etats-Unis entraîne comme conséquence rigoureuse, inéluctable, la militarisation du Canada, pour ou contre les Etats-Unis <sup>1</sup>.

## Le Canada, enjeu de l'entente anglo-américaine.

Ceci m'amène au point culminant, à la plus redoutable — pour le Canada — de toutes les conséquences de l'intervention américaine. Les Etats-Unis, ai-je écrit, vont apporter à la Révolution un énorme appoint. Dans les pays d'Europe, où les conflits d'idées et les haines de classes sont intenses, c'est la révolution politique et la révolution sociale qui vont surtout profiter de l'influence de la grande démocratie d'Amérique. Au Canada, pays d'idées rudimentaires et peu nombreuses, mais de *faits* énormes, la révolution va être à la fois plus simple et plus radicale.

Dans une étude antérieure, j'ai énuméré quelques-uns des facteurs principaux, d'ordre moral, intellectuel et économique, qui militent en faveur de l'absorption du Canada par les Etats-Unis <sup>2</sup>. Ces facteurs, ceux d'ordre économique surtout, se sont fortifiés énormément par la seule entrée du Canada dans le brasier de l'Europe. L'intervention des Etats-Unis les a décuplés.

Un journal de Pittsburg a lancé la nouvelle stupéfiante qu'en garantie d'un emprunt global de dix milliards, le gouvernement britannique aurait *hypothéqué* le Canada en faveur des Etats-Unis <sup>3</sup>. Qu'on ne s'étonne pas outre mesure. Ce ne serait pas la première fois que les hommes d'Etat britanniques auraient offerts à nos voisins *to strike a good bargain* en faisant main-basse sur le Canada, sur ses immenses richesses naturelles et son benévole troupeau de moutons coloniaux, de laine si drue et si facile à tondre <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> En juillet 1914, l'une des autorités navales les plus compétentes d'Angleterre, la plus haute peut-être, me disait en toutes lettres : "Il est inutile et puéril, pour le Canada, de songer à une organisation de défense navale ou militaire sans s'entendre au préalable avec le gouvernement de Washington et les chefs de l'armée et de la flotte américaines." Cette parole m'avait étonné. Elle me paraît claire, maintenant.

<sup>2</sup> *Hier, Aujourd'hui, Demain*, — Montréal, 1916. (Prix franco, \$0.85, aux bureaux du *Devoir*) — chapitre V : "*Les solutions de demain*."

<sup>3</sup> Pierre Labrosse a commenté ce *scoop* (pardon de l'américanisme) dans le *Nationaliste* du 20 mai.

<sup>4</sup> Le très *loyal* Jos. Pope, aujourd'hui *sir* Joseph Pope, sous-secrétaire d'Etat canadien, a lui-même raconté comment *sir* John Macdonald se résigna, en 1871, à signer le Traité de Washington, si contraire aux intérêts canadiens, parce que les plénipotentiaires britanniques menaçaient de livrer le Canada tout entier aux Américains.

Comme bien l'on pense, si le marché s'est bâclé, ce n'est pas par un acte notarié portant la signature du Très Honorable Arthur J. Balfour et celle de M. Woodrow Wilson ou de M. Robert Lansing, et dûment enregistré à Washington et à Londres. Ce n'est pas l'habitude des diplomates anglais et américains de *passer des papiers*. Ils préfèrent les *marchés de... bouche*, ou, si l'on préfère, les *gentlemen's agreements*. Au reste, M. Balfour sait à merveille que le gouvernement et le parlement de Westminster n'ont ni le droit ni le pouvoir de *céder* le Canada à qui que ce soit <sup>1</sup>. Mais ce qu'ils ont bien le pouvoir—et même le droit—de dire, c'est que l'Angleterre se désintéressera du sort du Canada, dans telle ou telle éventualité; — tout comme elle a sacrifié le Luxembourg et secouru la Belgique, également couverts par la garantie des puissances, parce qu'elle avait intérêt à respecter sa signature en Belgique et aucun intérêt à la respecter au Luxembourg <sup>2</sup>. Ce qui n'est pas impossible, ni même improbable, c'est que le gouvernement britannique a fait savoir au gouvernement américain que s'il peut et veut amener les Canadiens à *s'américaniser* définitivement, l'Angleterre n'y mettra aucun obstacle.

Plusieurs motifs, et non des moindres, doivent faire envisager avec faveur, à Londres, l'absorption prochaine du Canada par les Etats-Unis. Dans le fonctionnement du nouveau régime impérial et, davantage, dans le rajustement des relations internationales de l'Angleterre, le Canada sera vraisemblablement un *stumbling block* ou, à tout le moins, un obstacle plutôt encombrant pour le gouvernement britannique. Laissons de côté, pour l'instant, l'aspect *inter-impérial* de la question. Bornons-nous à envisager la situation extérieure, résultant de l'entente anglo-américaine. Si cette entente se resserre, ce sera principalement en vue d'une action commune contre "l'Asie aux Asiatiques", dominée par le Japon. En cédant le Canada aux Etats-Unis, l'Angleterre transmettrait aux Américains le souci et le fardeau exclusif de la défense des côtes américaines du Pacifique, tout en s'assurant une base précieuse de ravitaillement pour sa flotte. Si, au contraire, l'entente se relâche, l'Angleterre préférera abandonner d'avance et de bon gré un pays qu'elle ne pourrait défendre contre une agression américaine ultérieure — surtout si, en consentant à cet abandon en temps opportun, elle s'épargne à la fois une humiliation et le remboursement d'une dette onéreuse.

D'ailleurs, que le *marché* existe, sous une forme ou une autre, ou que l'histoire de Pittsburg ne soit qu'un simple canard, il y a quelque chose de plus fort que les intrigues des diplomates et les tractations des politiciens: c'est la force des facteurs économiques, c'est la puissance de l'or qui domine la diplomatie et la politique du monde contemporain, en pays anglo-saxon plus que partout ailleurs. Si, la guerre finie, les financiers et les industriels américains jugent profitable de se récupérer

<sup>1</sup> "Céder" doit être pris ici dans le sens exact qu'il comporte en droit international, lorsque le gouvernement d'une nation souveraine abandonne à une autre nation, par traité ou autrement, une partie de son territoire. Dans le paragraphe suivant, le mot "cédant" doit s'interpréter au sens large du mot.

<sup>2</sup> J'ai mis cette situation au clair dans mes brochures *La politique de l'Angleterre, avant et après la guerre* (épuisée) et *Foreign policy of Great Britain* (prix franco, 28 sous).

de leurs "sacrifices" en faisant main-basse sur le Canada, ils n'auront pas même besoin de précipiter un conflit armé, comme ils ont fait pour *libérer* Cuba et s'emparer de Porto-Rico et des Philippines: il leur suffira d'agir sur la "conscience" des politiciens et des industriels canadiens aux abois. Est-il besoin d'ajouter qu'ils se procureront, ici comme aux Etats-Unis et à bien meilleur compte, toutes les gazettes *patriotes* dont ils auront besoin afin de créer et d'entretenir les "courants d'opinion" nécessaires pour éclairer la "démocratie" canadienne. Qui sait, même, si les pourchasseurs de la langue française dans le Canada anglais, et les fabricants de fausse théologie dans la province de Québec, n'en auront pas alors assez fait pour transformer en partisans de l'annexion la plupart des Canadiens-français, qui furent, un siècle et demi durant, les adversaires irréductibles de toute union politique entre les deux pays?

### Absorption probable du Canada par les États-Unis.

A ces facteurs particuliers, qui existent depuis longtemps et que l'intervention américaine ne fait que fortifier, il convient d'en ajouter un autre qui se rattache, celui-là, à la situation générale du monde et à l'action générale des Etats-Unis. C'est par là que la révolution qui nous menace se rattache à la Révolution.

Le dessein arrêté du Président et des principaux chefs de la nation américaine, on l'a vu, est de renverser les trônes et d'instaurer partout l'universelle, triomphante et sacro-sainte "démocratie". Pour l'instant on se borne à menacer ouvertement les "autocrates" d'Allemagne et d'Autriche, les "despotes" qui osent croire qu'ils tiennent leur couronne de Dieu et professer qu'ils doivent à Dieu *d'abord* compte de leur charge et de leurs responsabilités. Des rois constitutionnels d'Angleterre et d'Italie, les Américains ne disent rien, pour l'instant. Du moins ont-ils la décence de ne pas leur décerner les éloges hypocrites qu'Anglais et Français prodiguaient au Tsar, avant sa chute. Mais lorsque "William Hohenzollern et Charles Hapsbourg auront pris le chemin de Nicolas Romanoff", si la "démocratie" anglaise s'avise, comme tout l'indique, de jeter par-dessus bord son "roi-soliveau" — selon la classique expression révolutionnaire, employée récemment par un sénateur canadien<sup>1</sup> — et de se livrer à la grue démocratique, croit-on que les champions de la démocratie américaine se retourneront contre leurs alliés, les démocrates d'Angleterre, les républicains de France et les révolutionnaires de Russie, pour garder la couronne à l'arrière-petit-fils de Georges III?

Il n'est donc nullement exagéré de dire que l'intervention américaine, en hâtant le jour de la déchéance de l'antique monarchie anglaise —

<sup>1</sup> M. Dandurand, à l'assemblée de recrutement du Général Lessard et du "colonel" Blondin, tenue au Monument National le 7 mai. Ni l'un ni l'autre de ces messieurs qui portent l'uniforme du roi, et dont l'un a prêté serment comme aviseur du roi en Canada, n'ont protesté contre cette botte portée au roi. Je ne passe pas pour ultra-loyaliste, et je ne suis pas fou des monarchies, des monarchies inutiles surtout; mais, franchement, de telles violences et de tels silences me paraissent indécents.



la plus ancienne de l'Europe, aujourd'hui, — hâte également la rupture du lien qui rattache le Canada à la Grande-Bretagne et le renversement du principal obstacle à l'absorption du Canada par les Etats-Unis.

Un seul dérivatif — l'indépendance complète du Canada — pourrait retarder ou détourner cette échéance fatale. *Un Canada indépendant serait plus à l'abri des cupidités américaines que le Canada, dépendance britannique.* Cette vérité, on ne saurait trop la répéter, car elle s'attache à l'un des préjugés les plus faux et les plus répandus<sup>1</sup>. Incontestable avant la guerre, elle l'est plus que jamais depuis l'entrée des Etats-Unis dans le conflit. Les Canadiens de toutes races auront-ils la sagesse et l'intelligence de le comprendre? Auront-ils la volonté patriotique de se préparer aux éventualités prochaines? En auront-ils même le temps? C'est de plus en plus douteux.

“L'avenir est à Dieu”. La providence divine nous ménage peut-être de miraculeuses échappées: nous ne les avons guère méritées! Mais dans l'ordre des prévisions humaines, le résultat le plus probable, pour ne pas dire certain, la conséquence dominante et ultime de l'intervention simultanée du Canada et des Etats-Unis dans la guerre européenne, c'est la fusion des deux peuples anglo-saxons de l'Amérique du Nord.

<sup>1</sup> Sur ce point, on trouvera quelques arguments dans l'ouvrage déjà mentionné dans une note précédente: *Hier, Aujourd'hui, Demain*, chap. V: “*Les solutions de demain.*”





## TABLE DES MATIÈRES

---

	PAGE
I AVANT LA GUERRE.....	5
II. ÉVOLUTION DES SENTIMENTS.....	12
III. MOTIFS ET OBJETS DE L'INTERVENTION.....	22
IV. MODE ET VALEUR DE L'INTERVENTION.....	26
V. CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION.....	34
VI. CONSÉQUENCES POUR LE CANADA.....	41



# *L'Emprunt de la Victoire*

---

## OR ET MENSONGE

Cette guerre-ci est non seulement la guerre de l'Or; c'est aussi la guerre du Mensonge. Cette association est toute naturelle. Le démon de l'or est, plus que tout autre, le Père du Mensonge. Le règne de l'or, le triomphe de l'or, les conquêtes de l'or sont avant tout les fruits du mensonge. La plupart des opérations de haute banque se font à l'aide du mensonge; les plus beaux coups de bourse se font à coups de fausses nouvelles. C'est pour cela que tous les agioteurs finissent par se ruiner: farine du diable retourne en son. Par malheur leur ruine entraîne celle d'une foule d'innocents, victimes de leurs rapines et de leurs impostures.

Cette guerre, sa préparation, sa poursuite, son objet, sont essentiellement l'oeuvre de la cupidité. Il est donc logique qu'elle se mène et se soutienne partout à l'aide du mensonge.

Vous êtes-vous parfois arrêtés à récapituler la série des mensonges dévoilés depuis trois ans et demi? Mensonges diplomatiques, mensonges politiques, mensonges de guerre, mensonges d'affaires; mensonges dans la victoire, mensonges dans la défaite; mensonges sur les sentiments des peuples, mensonges sur les actes des gouvernements; mensonges sur la situation des armées, des flottes, des pays tout entiers; mensonges des Allemands sur les Alliés, mensonges des Alliés sur les Allemands; mensonges sur la Bulgarie, sur la Russie, sur la Grèce, sur l'Italie; mensonges par suppression de la vérité, mensonges par dénaturation des faits, mensonges par invention des fables les plus audacieuses. Notez qu'il n'est ici question que des mensonges aujourd'hui reconnus de tous: combien d'assertions et d'oracles, encore acceptés comme vérités incontestables, passeront à leur tour dans la catégorie des plus audacieux mensonges?

Ce qui est effroyablement grotesque, c'est que tant d'impostures étalées au grand jour ont produit jusqu'ici le contraire de l'effet normal du mensonge dévoilé, qui est de mettre les dupes en garde contre les dupes. Cette saturation de mensonges a comme hébété les peuples. Ils ne rejettent une imposture évidente que pour accepter avec avidité un nouveau mensonge, plus grossier et plus effronté. Ils sont comme ces malheureuses victimes de l'alcool qui croient étancher leur soif morbide et guérir la brûlure qui les dévore en augmentant sans cesse la dose du poison qui les consume. Et les peuples prodiguent leur sang, leurs sueurs, les fruits de leur dur labeur aux bêtes de proie qui les grisent de mensonges afin de les pressurer tout à l'aise. Il n'est que juste d'ajouter, à l'acquit de la conscience publique, qu'il est presque impossible d'aper-



cevoir la vérité au milieu des nuages de mensonge amoncelés par la presse <sup>1</sup>.

Le Canada subit en ce moment le plein assaut de ces gaz asphyxiants. Le gouvernement "d'union nationale" n'est autre chose que l'association de la cupidité et du mensonge. Sa promesse de "gagner la guerre" est le plus audacieux défi à la vérité et au sens commun.

Sir Robert Borden a osé répéter, à Halifax <sup>2</sup>, que le seul objet de la coalition est de "gagner la guerre". Il soutient que la défaite du ministère et le rejet de la conscription équivaldraient à l'*abandon* des troupes canadiennes et à la victoire des "barbares". A l'entendre, on croirait que l'Allemagne fait la guerre au seul Canada et qu'il n'y a en présence, dans les plaines de Flandre, que l'armée allemande et l'armée canadienne.

M. Borden sait parfaitement que dix nations sont en guerre, que vingt millions d'hommes sont aux prises, que toutes les troupes additionnelles que le Canada pourrait fournir n'affecteraient en rien le sort des armées. Il sait qu'il n'y a pas même d'armée canadienne en Europe. Il y a tout simplement quatre divisions de l'armée anglaise dans lesquelles sont versés les régiments recrutés au Canada. Souvent même, les cadres de ces régiments sont rompus avant d'atteindre le front. M. Borden sait encore, à n'en pas douter — son principal organe montréalais, la *Gazette*, le rappelait l'autre jour — qu'il y a en Angleterre, à l'heure actuelle, *quatre millions* d'hommes disponibles, en âge de servir <sup>3</sup>. Il sait donc que si le gouvernement impérial, seul maître des troupes canadiennes comme de toutes les autres troupes impériales, veut combler les vides et soutenir l'effort de "nos" soldats, qui ne sont pas à nous, il n'a qu'à prendre sur les réserves anglaises comme il a pris des Canadiens, des Australiens, des Indiens pour remplacer des Anglais. M. Borden sait tout cela; et cependant il persiste à tromper systématiquement le peuple canadien et à prétendre, contre toute vérité, que si le Canada n'envoie pas de nouvelles recrues c'en est fait de l'armée canadienne, de l'Empire, de la "civilisation", de la liberté!

La vérité, c'est que ni l'Angleterre ni la France n'ont besoin de nos troupes; mais que les fabricants de bottes, d'armes, de munitions et d'uniformes ont besoin de faire tuer plus d'hommes pour faire plus d'argent; c'est que les accapareurs de vivres, Flavelle en tête, ont besoin que la guerre dure et que le sang coule pour empocher de gras dividendes; c'est que les bandits de la Haute Finance ont besoin de l'affollement gé-

---

<sup>1</sup> Tous les journaux sont à la merci des agences de presse stipendiées par la haute finance et manipulées par la censure des divers pays en guerre. La plupart des nouvelles d'Europe sont fausses ou tendancieuses. Quand la vérité se fait jour, il est généralement trop tard: l'impression première subsiste. En temps de guerre comme en temps d'élection, la maxime de Voltaire — *Mentez, mentez, il en reste toujours quelque chose* — reçoit sa pleine application. C'est l'arme favorite des politiciens et des financiers. Du reste, pour tout dire, les défenseurs de la vérité n'ont ni l'audace ni l'égalité de chances des champions du mensonge. Terrorisés par la censure, intimidés par les érailleries et les menaces des profiteurs de guerre, entravés par la veulerie de l'opinion bourgeoise et par le snobisme qui pénètre partout, ils n'osent pas dire toute la vérité de crainte de parler dans le désert ou de se voir réduits au silence.

<sup>2</sup> Le 14 novembre, et aussi à Toronto, le 22 novembre.

<sup>3</sup> "*The best authority declares nearly four million men of military age are still uncalled*" — Dépêche "spéciale" de Londres, publiée dans la *Gazette* du 8 novembre.

néral, de l'union pour "gagner la guerre" et de l'acoquinement de tous les politiciens tarés pour réussir le coup du *Nord-Canadien* et autres opérations de haute filouterie.

## COURSE À LA BANQUEROUTE

La même conspiration de mensonges, de *bluff*, d'*emplissage* à outrance, accompagne le lancement de l'Emprunt de la Victoire.

Si l'opération se faisait sensément, dans de justes bornes, il y aurait beaucoup à dire en faveur de l'établissement d'un véritable crédit national. Si le gouvernement avait limité son effort de guerre à la mesure des forces d'endurance de la nation, s'il ne s'appliquait pas à tarir les sources de production et de récupération, s'il avait fait les démarches nécessaires pour maintenir le crédit du Canada à l'étranger, s'il ne demandait au capital et à l'épargne du pays qu'une avance raisonnable, s'il laissait entrevoir une politique de conservation nationale et la prompte mise en valeur des ressources inexploitées qui, seules, peuvent garantir et rémunérer la dette croissante de l'Etat, fort bien : nous serions des premiers à encourager les Canadiens à souscrire aux emprunts d'Etat. Malheureusement, l'Etat lui-même a tout fait pour saper la base du crédit national et empêcher les gens soucieux de leurs responsabilités de recommander au peuple de répondre à l'appel du gouvernement.

Dès le début de la guerre, les ministres ont décidé de mettre le pays en banqueroute, pour le bénéfice de la Grande-Bretagne. Sur ce point, rendons témoignage à leur franchise et à leur constance. Pas un moment, ils n'ont cessé d'activer l'exécution de ce programme de trahison nationale, en quoi, du reste, ils ont bénéficié de la complicité et du concours actif de l'opposition<sup>1</sup>. Aussi ont-ils toute chance de réussir : le pays va tout droit à la banqueroute.

Beaucoup de gens jugent que la ruine du pays, *au profit de l'étranger*, est la plus haute expression du devoir national. Selon les maximes du patriotisme à rebours qui se prêche et se pratique ici depuis une vingtaine d'années, ils ont raison ; mais ce n'est sûrement pas le moyen d'asseoir le crédit national et d'inspirer confiance aux créanciers de l'Etat, nationaux ou étrangers.

Comme pour mieux atteindre son objet, le gouvernement s'est appliqué à gonfler à plaisir la dette de guerre et la dette de paix ; il a gaspillé des millions à organiser une armée plus coûteuse que celle de tout autre pays ; il a multiplié les sinécures et le parasitisme ; il a désorganisé les énergies productives du pays ; il a laissé porter le coût de la vie à un degré qui fait indigents des milliers de travailleurs dont le revenu est pourtant double et quadruple de ce qu'ils gagnaient avant la guerre ; il

---

<sup>1</sup> Sir Wilfrid Laurier s'en glorifie dans son manifeste électoral : "Dès le commencement, conscients de l'immensité du conflit, pénétrés de la nécessité de consacrer tous nos efforts à gagner la victoire, nous, de l'opposition, avons donné au gouvernement toute l'aide possible. Nous avons acquiescé à toutes ses mesures de guerre, sauf lorsque nous avons été convaincus que ces mesures seraient plus nuisibles qu'utiles." Avant le vote sur la conscription, le parti libéral ne s'est opposé qu'à l'imposition de la surtaxe douanière. Il a acquiescé à toutes les levées de troupes, à toutes les dépenses de guerre. Dans cet ordre d'idées, le programme de guerre "jusqu'au bout" de M. Laurier est aussi *banqueroutier* que celui du ministère de coalition.

a laissé et laisse encore les profiteurs de guerre accumuler des bénéfices monstrueux; il a bénévolement permis au gouvernement britannique de ruiner notre crédit en inondant le marché américain de valeurs canadiennes autrefois détenues à Londres, puis en refusant d'associer le Canada à l'Angleterre dans le partage des avances faites par le gouvernement de Washington aux nations alliées contre l'Allemagne. La finance anglaise a passé le Canada à la finance américaine, à la façon dont les prêteurs d'argent se débarrassent des clients faméliques et des *tapeurs* décaqués. Nous aurions, du reste, mauvaise grâce à nous en plaindre. Dès le début de la guerre, sir George Paish nous avait conseillé de veiller à la sécurité de notre crédit et de ne pas dépenser pour la guerre au-delà de nos moyens. Nous avons préféré la course à la banqueroute; nous subissons le sort des banqueroutiers.

Quoi qu'il en soit, c'est dans ces conditions déplorables, quelques mois après que le ministre des Finances n'a réussi qu'à grand'peine à obtenir cent millions de l'étranger, en payant un intérêt global de *huit pour cent*, que le gouvernement lance à son de trompe son premier grand emprunt national et demande au peuple de lui souscrire au pair, à cinq et demi pour cent, cent cinquante millions... pour commencer.

Si encore le gouvernement jetait à la nation un appel désespéré, comme Pitt à l'heure la plus sombre de la lutte contre Napoléon, il y aurait quelque grandeur dans cette attitude. Mais loin de là, le gouvernement a entrepris de faire croire que ces avances à l'Etat constituent un placement de tout repos, une valeur négociable en tout temps. Pour les prêteurs riches, tels les Messieurs de Saint-Sulpice, qui pourront garder leurs titres en portefeuille jusqu'au jour lointain où le crédit du pays sera restauré, fort bien. Mais faire ou laisser croire aux souscripteurs qu'en tout temps ils pourront revendre ces obligations au pair, c'est abuser de l'ignorance et de la crédulité générales. Il suffit, pour réfuter ce mensonge, de rappeler les baisses fréquentes et formidables, en temps de guerre et de révolution surtout, des consolidés anglais et des titres de rente française.

Pour offrir de sérieuses garanties de stabilité, il faudrait au moins que le gouvernement manifestât quelque velléité de rétablir la base du crédit national; il faudrait laisser entrevoir un ralentissement dans le gaspillage des millions, un ravivement des forces de récupération, un arrêt dans la fauchée des hommes. Bien au contraire: en même temps qu'il réclame l'argent des contribuables, le ministère annonce avec fracas qu'il va creuser davantage le gouffre où s'abîment toutes les ressources humaines et matérielles du pays; le nouveau ministre de la guerre, le "général" Mewburn, affirme que le gouvernement va enrôler de force cent mille hommes, deux cent mille, trois cent mille s'il le faut<sup>1</sup>; autrement dit, qu'on va dépeupler le pays tout en doublant les dépenses de guerre, lesquelles, à cette heure, ajoutent déjà près de *cinquante millions par mois* à la dette nationale.

Non content de mener le pays à la banqueroute par l'accroissement insensé du budget de la guerre, sir Robert Borden s'acoquine avec les pires forbans du pays; aux milliards de la guerre, il ajoute les centaines

---

<sup>1</sup> Discours à Hamilton, le 2 novembre.



de millions de la dette du *Nord-Canadien*, il exproprie des actions de nulle valeur distribuées gratuitement à une bande de pilleurs d'épaves, à de notoires pot-de-vineurs, improvisés sauveurs de la nation!

C'est pour combler ce gouffre, c'est pour payer toutes ces orgies, pour assouvir toutes ces cupidités, que le gouvernement fait appel à l'épargne nationale, au patriotisme (!) des petites bourses! Que ne commence-t-on par dégonfler quelques-unes de ces panses monstrueuses qui s'empiffrent depuis trois ans à même le budget de la guerre! Mais non; à la banqueroute de l'Etat, on ajoute le complet déséquilibre économique de la nation; on prépare au Canada le sort de l'Angleterre au sortir des guerres napoléoniennes: le paupérisme dans la masse, une monstrueuse pléthore d'argent dans quelques mains rapaces. De cette situation, l'Angleterre n'est jamais sortie; elle n'en sortira que par la révolution et le partage forcé des fortunes.

### SURENCHÈRE DU "BLUFF"

On conçoit qu'une opération faite dans de telles conditions exigeait la mise-en-scène tintamarresque qu'on a déployée. Il fallait la surenchère du *bluff* et du mensonge; il fallait la complicité de tous les exploiters; il fallait aussi le concours de tous les naïfs, de tous les badauds cossus, qui servent d'attrape-nigauds pour la foule.

Le seul titre de l'emprunt est un bluff. Emprunt de la *Victoire!* Parler de victoire, en face de l'écroulement complet de la Russie, du désastre de l'Italie, des sinistres trouées de la trahison en France! Même si la victoire des Alliés est encore possible, il est absurde de laisser entendre qu'elle peut sortir du dépotoir où Sifton, Ballantyne et consorts sont venus s'abattre, à la suite de Bob Rogers, de Sam Hughes et d'Alison. Ce mensonge va de pair avec l'affirmation que la conscription de cent mille Canadiens est nécessaire pour "gagner la guerre". Il n'est pas même exact de dire que les cent cinquante ou les trois cents millions empruntés au peuple canadien vont servir exclusivement à la guerre<sup>1</sup>.

La vérité, c'est que le gouvernement est en face d'un déficit immédiat de trois cents millions — sans parler de l'avenir, — qu'il ne trouve plus crédit à l'étranger, que les banques canadiennes n'ont pas voulu se fendre, que les profiteurs de guerre, fournisseurs de fonds électoraux, n'entendent pas se laisser dépouiller: il ne reste donc à l'Etat d'autre ressource que de tirer sur l'épargne populaire.

Que les politiciens "gagne-la-guerre" et les forbans qui opèrent avec eux et par eux fassent un tapage d'enfer pour *épater* les badauds et les empêcher de voir la situation, cela s'explique. Mais l'on comprend moins facilement qu'un homme à la tête solide, comme sir Lomer Gouin, se soit laissé embarquer dans cette galère. Il a dénoncé avec indignation le monstrueux coup de filet du *Nord-Canadien*; il évalue à *cent millions* la charge additionnelle que cet acte de brigandage va placer sur les épau-

---

<sup>1</sup> Dans un sens, ce peut être exact, puisque les dépenses de guerre suffiront à absorber en trois ou quatre mois le produit de l'emprunt. D'autre part, ce qui est encore plus vrai, c'est que si le gouvernement n'avait pas jeté les millions à pleines mains pour gorger la bande de vautours qui tournent sans cesse autour du trésor public, il n'aurait pas besoin de saigner à blanc les banques et les épargnistes.



les des contribuables de la seule province de Québec. Quelle garantie a-t-il que cet emprunt, en permettant au gouvernement de dégager d'autres fonds, ne servira pas d'abord à remplir l'escarcelle des bandits embusqués dans les brousses touffues du *Nord-Canadien* ?

Je ne comprends guère l'attitude de gens qui commencent par dénoncer le gouvernement comme une troupe de forbans et qui aussitôt recommandent à leurs compatriotes de confier leurs épargnes à ces mêmes forbans, afin de les aider à mener leurs brigandages à bonne fin ! M. Gouin évoquait naguère le souvenir de Cromwell. Ce n'est pas en recommandant au peuple de payer l'impôt, encore moins en lui conseillant de fournir au roi le nerf de la guerre, que Pym, Hampden et Cromwell ont abattu la tyrannie des Stuarts.

Je ne parle pas de lord Shaughnessy, l'ex-Cromwell de M. Gouin. Celui-là a évidemment fait sa paix avec les sauveurs de la démocratie et les copains de Mackenzie et Mann. A quelles conditions, nous le saurons peut-être un jour. Peut-être pas. En tout cas, nulle apparence qu'avant de jouer son rôle dans le cinéma de l'Emprunt de la Victoire, lord Shaughnessy ait pris ses précautions pour que le produit intégral de cette râfle de millions soit employé, non pas à remporter la victoire — il faut toujours tenir un peu compte du bon sens — mais au moins à solder des dépenses strictement nécessitées par la guerre au lieu de faire danser l'anse du panier.

Même si M. Gouin et lord Shaughnessy ont obtenu cette garantie, elle ne peut exister que par un tour de passe-passe et une fiction de comptabilité. Si le gouvernement n'avait pas engagé le crédit de l'Etat et laissé engager le crédit des banques dans de folles dépenses, il n'aurait pas besoin de pressurer l'épargne populaire pour la guerre. Quant à M. Gouin, il a clairement laissé entendre, à Québec, que le Canada en a fait assez pour la guerre : pourquoi alors demander au peuple d'encourager le gouvernement à en faire davantage et à ruiner le pays ?

Un exemple typique du système de mensonges et de *bluff* mis en oeuvre pour *emplir* les gogos, ou plutôt pour les *vider*, c'est bien cette affiche qui s'étale en face du Royal Trust... et de Notre-Dame. On y voit un gros Prussien, coiffé du casque à pointe, écrasé sous le poids des cent cinquante millions de l'emprunt de la "Victoire". Jugez donc : le Prussien, chargé des vingt ou vingt-cinq milliards de sa propre dette — *cent cinquante* fois le montant de l'emprunt de la "victoire" — trouve encore le moyen de tenir tête à toutes les armées coalisées contre lui ; en trois semaines, il a conquis plus de terrain au sud des Alpes que les Alliés n'ont réussi à en reprendre en six mois dans les Flandres ; et l'on veut nous faire croire que la petite opération financière de M. White va réduire le Kaiser à *quia* ! Si les *artistes* de l'Etat avaient voulu peindre la situation réelle, c'est *Baptiste Canayen* qu'ils auraient représenté aplati sous le tas d'écus. Ce n'est pas le Prussien, c'est le Canadien qui va crever.

L'exacte vérité — est-ce une consolation pour nous ? — c'est que chacun des peuples en guerre agonise sous le fardeau des dépenses et des dettes accumulées par son gouvernement. Ce n'est pas l'ennemi extérieur qui menace chaque pays, c'est l'ennemi intérieur : c'est le profiteur, c'est l'accapareur, c'est le politicien vénal, c'est la troupe innombrable

des faux patriotes, des parasites et des exploiters qui dévorent la substance des peuples et les mènent à la ruine et à la boucherie en attisant sans relâche le feu de leurs haines, de leurs rancunes et de leurs préjugés réciproques.

Alimenter le budget de la guerre, c'est favoriser cette oeuvre de destruction. Emprunts de la *victoire*, si l'on veut, ici comme ailleurs; mais la seule victoire qu'ils assurent, c'est la victoire des destructeurs de peuples, des agioteurs de banqueroutes nationales. Si, dans chaque pays, la masse populaire se décidait à tarir les sources du budget de la mort, la guerre cesserait aussitôt.

En dehors de l'immense duperie qu'est, en soi, l'Emprunt de la Victoire, signalons, pour mémoire, les menus actes de puffisme qui l'accompagnent. Telles ces grotesques réclames de marchands qui trouvent le moyen d'*annoncer* leurs épiceries et leurs drogueries, leurs rasoirs perfectionnés, leur tabac à chiquer et leur gomme à mâcher, tout en *boomant* le papier-à-mouches de la maison Borden-White et compagnie. Telles aussi ces opulentes et sonores souscriptions de gros boutiquiers qui se remboursent avec usure, comme de leurs "aumônes" au Fonds patriotique, à même les salaires de leurs pauvres diables d'employés. Tout cela est dans la logique du système. Chacun de ces pharisiens exploite à son profit le système de pressuration, de mensonge et de *chantage* qui fait le fond de la politique du Sanhédrin dont M. Borden est le Caïphe.

Ne disons qu'un mot de ce qui va coller, de ces millions, aux doigts des multiples intermédiaires enrégimentés par le gouvernement: banquiers, courtiers, agents honnêtes, entremetteurs véreux, réclamisistes de presse. En tout temps et tout pays, la curée des grosses liquidations nationales attire les chacals, les vampires et les pique-assiettes.

## CONSCRIPTION DE L'ÉPARGNE

Au milieu de cette poussée de mensonges, d'hypocrisie, de spéculation effrénée et de niaise badauderie, signalons un éclair de franchise: la menace du bonhomme Graham, *alias* lord Atholstan, par la grâce de ses écus et la vénalité des politiciens anglais ou canadiens. Le noble lord nous avertit charitablement que si nous ne souscrivons pas de bonne grâce à l'Emprunt de la Victoire, le gouvernement nous prendra notre argent de force, autrement dit, nous *volera*, afin d'assurer le triomphe de la liberté, le salut de la démocratie, le règne de la civilisation supérieure — et le succès des *bedides avvaires* de Mackenzie, Mann, Sifton et Cie <sup>1</sup>.

La *Presse* affecte de se scandaliser fort de cette menace <sup>2</sup>. Dans un de ces produits dont elle détient la recette, la bonne feuille à tous trouve le moyen de *boomer* l'emprunt, de protester contre les projets violents du sieur Graham, son ancien *protecteur*, et de flatter sir Lomer Gouin. C'est une façon de ménager son incommensurable clientèle de badauds et de

---

<sup>1</sup> "If the war goes on for a considerable time — and this appears most likely today — there is no doubt in the world that the dollars, which you are wondering whether you should put into the Victory Loan, *will be taken by the Government for war purposes*. . . . Today you have a chance to volunteer your dollars for the sacred cause. If you fail to volunteer them, the conscript officer will call for them in due time — and *there will be no exemptions*." — *Star* du 12 novembre

<sup>2</sup> *Presse* du 14 novembre.

flagorner à la fois le gouvernement qui peut faire la hausse du papier et l'opposition qui fournit le plus d'abonnés, de ce temps-ci. C'est tout à fait dans les mœurs de cette bonne feuille publique; mais cela ne dispose pas de l'argument très logique du *Star*.

L'emprunt forcé est, comme la conscription, la conséquence inéluctable de l'effort illimité pour la guerre. Les gens qui s'affirment partisans de la guerre "jusqu'au bout", qui clament à tous les vents que le Canada ne doit pas désarmer, ni même ralentir son effort, tant que l'Allemagne ne sera pas réduite en bouillie, et qui prétendent soustraire la nation aux conséquences de la guerre à outrance, sont des hypocrites ou des imbéciles. Soutenir l'effort "jusqu'au bout", c'est vouloir prendre les hommes de force quand il ne s'en trouvera plus pour se suicider volontairement; c'est vouloir prendre l'argent de force, quand il ne se trouvera plus de prêteurs bénévoles pour entretenir la sarabande des millions.

Qu'on observe de sang-froid la manière dont le gouvernement et ses multiples acolytes s'y prennent pour organiser la souscription *volontaire* de l'emprunt: c'est l'exacte répétition de ce qui s'est fait pour organiser et stimuler l'enrôlement *volontaire* des soldats; c'est la même exploitation du jingoïsme, de la vanité des parvenus, de la crédulité du peuple; ce sont les mêmes procédés de réclame, de *chantage* et d'intimidation. Dès le début de la campagne d'enrôlement *volontaire*, nous avons prédit qu'elle aboutirait fatalement à la conscription. Sans plus de mérite et de clairvoyance, nous disons aujourd'hui: si la guerre se prolonge et que le peuple canadien n'impose pas à ses gouvernants le frein et l'entrave, nous subirons l'emprunt forcé, sous une forme quelconque.

Loin d'en vouloir à lord Atholstan de son brutal avertissement, nous devons le remercier de sa franchise.

Il n'y a qu'un moyen efficace de préserver la nation de la fauchée des hommes et de la réquisition forcée des épargnes populaires, c'est de mettre fin à l'enrôlement volontaire comme à la conscription, c'est d'arrêter la danse des millions, c'est de cesser l'effort pour détruire, c'est de commencer à récupérer nos énergies productives. Dût même la guerre se prolonger, c'est encore par là que nous pourrions rendre aux Alliés les services les plus réels et les plus tangibles. Les souteneurs de "l'union nationale" et les courtiers d'emprunts de la victoire, ou de la déroute, y feraient moins d'argent; les faciles péroreurs de la guerre "jusqu'au bout" se verraient privés de quelques moyens oratoires; mais il y aurait moins de foyers en deuil et la nation serait plus certaine de survivre.

HENRI BOURASSA

# *La Conscription*

"Il ne doit pas y avoir de conscription."

Sir Wilfrid LAURIER (17 janvier 1916).

---

"J'ai clairement fait comprendre à la population canadienne que nous n'entendions pas établir de conscription. *Je le déclare de nouveau explicitement.*"

Sir Robert BORDEN (17 janvier 1916).

---

PRIX: 10 SOUS

---

ÉDITIONS DU DEVOIR

43, rue Saint-Vincent

MONTREAL

---

1917





# TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVERTISSEMENT.....	3
I — L'ATTITUDE DES NATIONALISTES	
LE "SILENCE" DU DEVOIR.....	5
QUI A VU CLAIR? QUI A DIT VRAI?.....	5
LOYALE COOPÉRATION.....	6
ORGANISONS LA RÉSISTANCE — PÉTITIONNONS.....	7
OPPOSITION "RAISONNABLE" ET "RAISONNÉE".....	8
II — L'EFFORT MILITAIRE DU CANADA	
"NOUS EN AVONS FAIT ASSEZ".....	10
PLUS QUE L'ANGLETERRE ET LA FRANCE.....	11
PLUS QUE LES ÉTATS-UNIS.....	11
III — L'EFFORT ÉCONOMIQUE	
BANQUEROUTE, TRAHISON.....	13
LA GUERRE DE L'OR; SES SUITES.....	13
LIMITES A LA "CAPACITÉ DE PAYER".....	14
CRISE DU TRAVAIL — MENACES DE FAMINE.....	15
ENVOYONS LES "SLACKERS" AUX CHAMPS.....	16
CONSCRIPTION DU CAPITAL ET DE L'INDUSTRIE.....	17
CONSCRIPTION ET IMMIGRATION.....	18
IV — LA GUERRE ET LE PROBLÈME DES RACES AU CANADA	
INÉVITABLES DISSIDENCES.....	19
AVANTAGES DE L'ASSOCIATION DES DEUX RACES.....	20
LES CANADIENS-FRANCAIS N'ONT QU'UNE PATRIE.....	20
ÉVOLUTION RÉCENTE DU CANADA ANGLAIS.....	21
NÉCESSITÉ D'UNE FRANCHE EXPLICATION.....	22
LES CANADIENS-FRANCAIS ET LA CONSCRIPTION.....	23
LES "BRITISH SLACKERS".....	24
LE CANADA LIVRÉ A L'ÉTRANGER.....	24
MENNONITES, DOUKOBORS, QUAKERS.....	25
LE CANADA ANGLAIS ET LA CONSCRIPTION.....	26
LA CONSULTATION POPULAIRE, SEULE ISSUE.....	27

## ▼ — POURQUOI IMPOSER LA CONSCRIPTION ?

PAGE

PAROLE "EXPLICITE" DE SIR ROBERT BORDEN.....	28
L'ÉLECTION DE DORCHESTER — PROMESSES DES MINISTRES.....	29
VOLTE-FACE DU PREMIER MINISTRE; SES MOTIFS.....	30
LA GUERRE SOUS-MARINE.....	31
LA RÉVOLUTION EN RUSSIE.....	32
L'INTERVENTION AMÉRICAINE.....	32
IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ DE GARDER NOS HOMMES.....	33
LA CONFÉRENCE DE GUERRE A LONDRES.....	34

## VI — COALITION ET PROLONGATION DU PARLEMENT

MILITARISME ET AUTOCRATIE.....	35
PRINCIPE DU RÉGIME DÉMOCRATIQUE.....	36
FAUX EXEMPLE DE L'ANGLETERRE.....	37
JUSTE EXEMPLE DE L'AUSTRALIE ET DE L'AFRIQUE-SUD.....	38
LA DISSOLUTION DU PARLEMENT S'IMPOSE.....	38
NÉCESSITÉ D'UN PLÉBISCITE.....	39
INVITE A L'ÉMEUTE.....	40
CONCLUSION .....	41

## APPENDICES

I — NOS PRÉVISIONS.....	42
II — L'AVIS DES CHEFS.....	43
III — VŒU DE PROTESTATION.....	45
IV — PÉTITIONS.....	46

## AVERTISSEMENT

---

*Cette brochure est la reproduction intégrale d'une série d'articles parus dans le Devoir, du 28 mai au 6 juin inclusivement.*

*J'avais songé à abrégé ce travail et à le mettre à date. Certaines observations et certains passages, nécessaires à l'heure où ils ont été publiés, n'offrent plus qu'un intérêt relatif, — tel, par exemple, le premier chapitre. D'autre part, les nouveaux développements de la situation politique, et particulièrement l'échec du projet de coalition, auraient appelé de nouveaux commentaires et une modification du dernier chapitre.*

*Réflexion faite, il m'a paru préférable de laisser intact le premier jet de ma pensée. C'est, il me semble, la meilleure preuve à donner de ma sincérité. Quant aux changements de la scène politique, ils sont si fréquents que ce ne serait guère la peine de se mettre à date, aujourd'hui. Tout peut être changé demain, dans huit jours, dans un mois. Le Devoir exprimera, de jour en jour, notre opinion sur les événements qui se succéderont.*

*Le premier ministre a lancé la bombe de la conscription le 18 mai; mon premier article a paru le 28 mai; le dernier a été écrit le 3 juin et publié le 6; ce n'est que le lendemain, le 7, que les lettres échangées entre sir Robert Borden et sir Wilfrid Laurier furent livrées au public. Avant de porter un jugement sur ce modeste et hâtif travail, le lecteur voudra bien tenir compte de ces précisions — surtout en lisant le dernier chapitre, qui touche à la situation politique, notablement modifiée par l'échec momentané du projet de coalition.*

*A l'heure où je donne le bon à tirer, le texte du projet de loi n'est pas encore déposé à la Chambre, l'attitude définitive des chefs et des partis est encore du domaine des conjectures.*

*Ce travail était donc terminé avant l'inoubliable soirée du 7 juin, au Monument National. A cette réunion, quatre des hommes les plus brillants et les plus solides de la jeune génération sont venus apporter à la protestation raisonnée contre la conscription l'autorité de leurs talents et de leurs compétences diverses, et, plus encore, la sincérité d'une commune et profonde conviction qui a su s'affirmer nette et ferme, au-dessus des divergences ordinaires de parti et d'opinion. Ces hommes, ce sont MM.*



*Edouard Montpetit, professeur d'économie politique à l'Université Laval et à l'Ecole des hautes études commerciales, Antonio Perrault, professeur de droit commercial à la même université, Paul-Emile Lamarche, ancien député à la Chambre des communes, et Athanase David, député à l'Assemblée législative. J'exprime ici l'espoir que leurs plaidoyers contre la conscription et les emprises de l'impérialisme seront publiés et répandus à profusion.*

*Montréal, 9 juin 1917.*

HENRI BOURASSA.

# I

## L'ATTITUDE DES NATIONALISTES

---

### Le "silence" du DEVOIR

D'aucuns s'étonnent, paraît-il, du "silence" que le *Devoir* et son directeur ont gardé jusqu'ici sur le projet de loi de conscription annoncé par le premier ministre.

La réponse est facile : elle a dû se présenter tout naturellement à l'esprit de nos lecteurs habituels.

Ce n'est pas notre habitude de nous jeter tête baissée, à l'aventure, dans toute agitation populaire. Conscients de nos responsabilités, plus soucieux d'éclairer l'opinion publique que de ramasser les gros sous de la popularité facile, nous ne croyons pas avoir le droit de parler et d'agir sans réflexion, sans calculer la portée de nos actes et de nos paroles. Quand le peuple endormi ne voyait pas le danger, nous n'avons cessé de jeter le cri d'alarme. Aujourd'hui que le péril prend corps, le peuple, s'arrachant à sa longue léthargie, s'émeut, s'affole et veut rompre en un jour la chaîne qu'il s'est laissé forger en dix-huit ans par les maîtres qu'ils s'étaient donnés. Nous estimons que notre devoir, à nous, est de rester calmes et de faire appel à la raison, au patriotisme conscient et serein, c'est-à-dire à la seule force véritable, efficace et durable.

Parler froide raison, ces jours derniers, eût été peine perdue. Maintenant que le peuple, que la jeunesse surtout, a donné cours à sa première indignation, le bon sens traditionnel de la race, espérons-le, va prendre le dessus. C'est le temps d'entamer, devant le tribunal de l'opinion publique éveillée (enfin!!) et assagie, l'instruction de la cause des légitimes libertés populaires et des suprêmes intérêts de la nation. Cela vaut infiniment mieux, à tous égards, que de fomenter l'émeute et constituer des clubs de jacobins pour demander la tête des promoteurs de la conscription.

### Qui a vu clair ? Qui a dit vrai ?

Notre "silence" s'est inspiré d'un second motif que je crois devoir communiquer au public, parce qu'il se rattache au fond même du débat. Il ne nous a pas semblé qu'en présence d'un fait, soudain et extraordinaire aux yeux des gens qui dormaient depuis dix-huit ans, mais d'un fait dont nous n'avons cessé de prédire la fatale échéance, ce fût à nous de parler les premiers. Nous avons laissé la parole à ceux qui avaient

juré leurs grands dieux que jamais la conscription ne s'établirait au Canada.

Depuis près de trois ans que dure la guerre, depuis plus de sept ans que le *Devoir* a commencé de *parler*, depuis dix-huit ans que j'ai entamé la lutte contre l'impérialisme britannique — lutte insensée, si l'on veut, sans illusion assurément, mais aussi sans capitulation, — nous n'avons cessé de dire: l'impôt du sang est la conséquence logique, inéluctable, des principes et des actes posés par les deux partis qui ont, tour à tour, gouverné le pays. Le germe de la conscription était contenu dans l'expédition "volontaire" d'Afrique; le régime des Conférences impériales l'a fait éclore; la loi navale de 1910 l'a fait grandir; le projet de contribution d'urgence, en 1913, l'a fortifié; la participation du Canada à la guerre actuelle, décrétée au nom de la solidarité impériale des pays britanniques, l'a fait éclater dans toute sa mortelle frondaison.

À chacune de ces étapes, nous avons lancé le cri de détresse et d'avertissement<sup>1</sup>: chaque fois il ne nous revenait que l'écho de l'indifférence de la foule, entrecoupé des injures de ceux qui, de bonne foi peut-être, la trompaient. "Fauteurs de discord!" — "Fous furieux!" — "Démagogues!" — nous criait-on de toutes parts. Qui donc disait vrai?

À notre "silence" de huit jours, nous opposons nos paroles de dix-huit longues années. Pour nos lecteurs ou nos auditeurs, et pour nous, l'annonce de la conscription n'était certes pas un fait soudain et imprévu. Lorsque la déclaration du premier ministre est venue brutalement déchirer le voile des illusions, quelle unique occasion pour nous d'entonner à la fois le chant du triomphe et du combat! "Démagogues", si nous l'étions, nous aurions pu, dès le lendemain, entamer contre les deux partis une lutte à mort dont les résultats étaient faciles à prévoir. Nous ne l'avons pas fait, pour plusieurs motifs que nous livrons en toute sécurité, non seulement à ceux qui nous honorent depuis longtemps de leur confiance et de leur réconfortante amitié, mais aussi à tous les hommes de coeur et de bon sens, à quelque école ou parti qu'ils appartiennent.

## Loyale coopération

Dans la lutte ardue et constante que nous avons soutenue contre le militarisme et l'impérialisme, nous avons pu commettre maintes erreurs et blesser, sans le savoir, de justes susceptibilités; mais cette lutte, nous l'avons poursuivie en toute sincérité, sans haines personnelles, sans préoccupations intéressées, sans autre souci que d'éviter à notre pays les maux qui fondent aujourd'hui sur lui. Nous aurions préféré cent fois passer à jamais pour des lunatiques que de voir se réaliser la plus douloureuse et la plus constante de nos appréhensions. Entonner l'hymne du triomphe, parce que l'événement ne nous donne que trop raison, nous aurait paru d'une suprême ignominie. Nous n'y avons pas même songé. Il nous a semblé plus digne de laisser le peuple ouvrir de lui-même les yeux à l'évidence. Nous n'avons pas voulu, non plus, en nous

<sup>1</sup> On trouvera, en appendice (page 42), quelques-unes de nos prédictions, choisies entre des centaines.

prodiguant à nous-mêmes de vaines louanges, irriter davantage de vieilles plaies et rendre impossible l'accord entre les hommes de bonne volonté de tous les groupes, de toutes les écoles, — accord si nécessaire pour parer au danger du moment. L'heure n'est pas aux récriminations, aux acrimonieux règlements de comptes. L'heure est à l'union des cœurs généreux, des esprits droits, des volontés fermes, des raisons lucides.

Si j'ai entr'ouvert une page du passé, ce n'est donc pas avec le désir d'humilier ceux qui ont vu moins clair que nous : sur d'autres points, ils pourraient sans doute nous rendre la pareille. Ce n'est pas non plus afin d'accorder une légitime satisfaction à ceux qui nous ont si fidèlement suivis à travers toutes les péripéties d'une action publique déjà longue et fort traversée. C'est avec l'unique espoir que ce rappel d'une clairvoyance dont le principal mérite a été une constante franchise, apportera quelque efficacité aux modestes avis que nous pouvons exprimer pour écarter le péril qui menace tout le monde.

À tous, amis et adversaires d'hier et, peut-être, de demain, je veux dire cette simple parole : sans rien renier de nos convictions respectives et légitimes, sans nous lier par aucun engagement à venir, donnons-nous une main loyale pour sauver la patrie : elle est plus en péril qu'on ne le croit ; et ce n'est pas sur les champs de bataille de l'Europe que son sort est en jeu.

Partout où peuvent atteindre la voix et l'action des hommes de cœur, de ceux qui mettent la patrie au-dessus du parti, écartons les démagogues, les *vrais* démagogues, les fauteurs de trouble, les allumeurs de passions aveugles. À leurs clameurs stériles opposons l'action concertée, féconde, agissante et disciplinée.

## Organisons la résistance — Pétitionnons

La *Ligue patriotique des intérêts canadiens* a pris l'initiative d'un pétitionnement monstre contre la conscription. Une organisation solide va permettre de recueillir en quelques jours toutes les signatures de ceux qui s'opposent à l'adoption de cette mesure. J'ose prier tous ceux qui ont quelque confiance en nous de rester paisiblement chez eux et d'attendre que les formules de pétition leur soient présentées. Cette méthode est infiniment plus efficace que les manifestations dans la rue<sup>1</sup>.

Certes, je ne conteste pas à un libre peuple britannique le droit de manifester ses opinions sur la place publique et dans le forum. Les premières assemblées ont eu l'avantage d'éveiller l'opinion ; et, somme toute, elles ont été admirables d'ordre et de calme. Dans les localités paisibles et peu peuplées, ces manifestations peuvent n'offrir aucun inconvénient. Mais, dans une grande ville cosmopolite comme Montréal, ces réunions risquent, à l'heure actuelle, de faire plus de mal que de bien. Beaucoup moins expressives de l'opinion publique qu'un pétitionnement général, elles offrent toutes les occasions propices aux excès de langage, aux provocations et aux rixes.

<sup>1</sup> Le texte des pétitions est reproduit à la suite de cette brochure, comme appendice IV (page 46) ; on y trouvera également le nom et l'adresse du secrétaire de la Ligue patriotique.



Il y a parmi nous et autour de nous des agents provocateurs qui ne cherchent que l'occasion de placer les Canadiens-français, aux yeux du reste du pays et de l'Empire, dans la plus mauvaise des postures : celle de "rebelles", *déloyaux* envers la couronne et réfractaires aux lois du pays. Une presse servile et stipendiée s'applique sans relâche à nous peindre sous les plus fausses couleurs. Que, sur dix mille manifestants paisibles, il s'en trouve cinquante, ou seulement dix, qui se livrent à des excès de langage ou à des actes de violence, l'attitude de cette infime minorité sera représentée partout comme celle de toute la population.

Dans cette oeuvre déloyale et antinationale, ces agents provocateurs et ces calomniateurs trouvent, parmi les nôtres, deux catégories de complices, qui semblent pourtant aux antipodes : les démagogues qui ameuvent la foule et les journaux serviles qui l'exaspèrent.

Les uns et les autres sont heureusement peu nombreux. La plupart des discours prononcés jusqu'ici sont restés dans les bornes d'une libre et légitime protestation. Plusieurs ont même produit un effet salutaire. Mais enfin, il suffirait d'une parole incendiaire pour causer un mal sérieux, peut-être irréparable.

Réduisons à l'impuissance les démagogues actuels ou possibles, en désertant les tréteaux où ils seraient tentés d'exhiber leurs personnes et leurs discours échevelés. Quant aux journaux reptiles, cessons de les acheter, de les lire et de les faire lire : c'est beaucoup plus efficace que de casser leurs devantures.

Canadiens-français, n'oubliez pas qu'à l'heure actuelle, comme à tous les points tournants de notre histoire, vous êtes les défenseurs de l'ordre et de la constitution, les gardiens de la tradition nationale et des légitimes libertés populaires. Plus tôt qu'on ne le pense, il sera démontré qu'en vous opposant aux desseins des partisans outranciers de cette guerre, vous êtes les plus fidèles sujets du Roi dont la perte se prépare en ce moment dans son propre royaume. N'allez pas amoindrir votre rôle si noble, si nécessaire, par de puérils et dangereux coups de tête.

Hier, à la voix de nos chefs religieux, nous avons demandé à Dieu la lumière pour ceux qui nous gouvernent, la force calme pour nous-mêmes et nos enfants.

Aujourd'hui et demain, dans la plénitude de nos prérogatives d'hommes libres mais chrétiennement disciplinés, prenons les mesures nécessaires pour affirmer nos droits et protéger les forces vives de la nation. A la tentative du gouvernement, injustifiable à cette heure, opposons, non pas l'agitation verbeuse et stérile, mais l'action forte et ordonnée.

## Opposition "raisonnable" et "raisonnée"

Dans mon humble sphère d'action, je me propose d'apporter contre la conscription, en quelques articles, une série d'arguments raisonnés et raisonnables, d'ordre économique, social et national. Je ne veux apporter à ma démonstration que des arguments que peuvent accepter tous les hommes de bonne volonté, libéraux ou conservateurs, nationalistes ou impérialistes, partisans ou adversaires de l'intervention du Canada dans la guerre européenne. Tout ce que je demande à mes lecteurs c'est que,

sans “chercher la petite bête”, ils étudient mes arguments à leur valeur intrinsèque, et qu'ils en fassent de bonne foi l'application à l'objet qu'ils poursuivent. Les uns veulent avant tout le salut et la force de l'Empire, d'autres, le triomphe des Alliés; à nos yeux, le salut et la grandeur de la patrie canadienne restent le principal objectif; — mais je prends pour acquis que nous sommes tous d'accord sur un point initial: *la nécessité de sauver l'unité nationale du Canada et de préserver son armature économique*. Pour nous, c'est la fin principale, sinon unique; pour les impérialistes, ou les partisans de l'intervention, c'est le moyen le plus sûr d'atteindre leur objet.

Quant aux énerguumènes et aux affolés qui persistent à vouloir “*ruiner le Canada pour sauver la mère-patrie*”, il serait oiseux de chercher une base d'entente avec eux. Dans l'état d'esprit où j'ai résolu de me placer, ce qui me paraît le plus pratique, c'est de les mettre à l'écart, pour l'instant. Tout au plus céderai-je à la tentation de répéter le mot d'un très gros personnage anglais, à qui j'avais soumis cette formule de “dévotion” impériale. “Vous savez”, me dit-il, en excellent français, avec un sourire indulgent, “dans tous les pays et dans tous les gouvernements, il y a des hommes toujours *jeunes*, ... et aussi des sots.” — “D'accord, monsieur l' ....”

## II

### L'EFFORT MILITAIRE DU CANADA

---

#### “Nous en avons fait assez”

Si le recrutement des troupes était la seule ou la principale considération du moment, le gouvernement serait, ou plutôt, *aurait été* justifiable de faire voter la conscription. Du jour où l'on a dépassé le chiffre normal des enrôlements volontaires, *réellement* volontaires, on aurait dû rendre le service obligatoire. A plusieurs reprises, j'ai exprimé l'avis que la conscription eût mieux valu que le pernicieux système d'enrôlement, si *faussement* appelé “volontaire”, pratiqué par l'Etat et par les agents recruteurs de tout acabit<sup>1</sup>. Je n'ai pas changé d'opinion. Je dirai davantage. Si le gouvernement et le parlement étaient sincères lorsqu'ils proclamaient à l'envi leur détermination de consacrer toutes les ressources du pays, en hommes et en argent, au salut de l'Empire, de la France, de la “civilisation supérieure” et de la “démocratie”, ils auraient dû, comme le Congrès américain, adopter dès le début une loi de conscription *sélective*. C'était la seule méthode rationnelle d'assurer l'effort maximum du pays, dans l'ordre militaire et dans l'ordre économique, de recruter une nombreuse armée sans désorganiser l'agriculture et les industries essentielles. Faute d'une réelle intelligence de la situation, ou du courage pour y faire face, le gouvernement a organisé son armée par les méthodes que l'on sait; et il a désorganisé, ou laissé désorganiser tout le reste. Chaque jour, chaque semaine, chaque mois, le mal a été en s'aggravant.

“Mais alors”, objecteront peut-être les partisans de la conscription, “la mesure proposée par le ministère, pour tardive qu'elle soit, n'en constitue pas moins, de votre propre aveu, une amélioration, un remède au mal.” Non; il est trop tard: le remède serait, aujourd'hui, pire que le mal.

Dans l'ordre purement militaire, le temps de la conscription est passé. Ce qui presse, ce n'est pas d'envoyer plus de soldats, *c'est de n'en plus envoyer*.

A l'assemblée de Lachine — qui restera, je pense, le modèle des manifestations anticonscriptionnistes — un Anglo-Canadien intelligent et

<sup>1</sup> On retrouvera la trace de cette opinion dans un article paru dans le *Devoir* du 26 juillet 1915: *La Conscription*; et plus particulièrement dans le quatrième chapitre de *Hier, Aujourd'hui, Demain*, publié en 1916 (En vente aux bureaux du *Devoir*, prix \$0.75, franco \$0.85).



courtois, M. Guy Morey, partisan de la conscription, a prononcé ces paroles très sensées: "Si vous êtes logiques, vous êtes contre tout enrôlement futur."

C'est l'exacte vérité. Tous les Canadiens qui veulent combattre la conscription avec une logique efficacité doivent avoir le courage de dire et de répéter partout: "*Pas de conscription! pas d'enrôlement! Le Canada en a fait assez.*"

## Plus que l'Angleterre et la France

Comparons l'effort militaire du Canada à celui des nations dont le rapprochent davantage sa situation, ses intérêts, ses sympathies et les principaux éléments de sa population: l'Angleterre, la France et les Etats-Unis.

Nous avons actuellement, en Europe ou dans les camps d'entraînement au Canada, 420,000 hommes de troupe et des services auxiliaires. Si l'on estime la population du Canada, au début de la guerre, à 7,000,000 — et, défaction faite des nombreux étrangers qui ont quitté le pays en 1914, c'est le gros chiffre — nous avons donc enrôlé, pour la guerre européenne, 6% de la population.

C'est l'équivalent d'une armée de 2,400,000 pour la France et de 2,700,000 pour le Royaume-Uni. Or, en dépit de ses cadres *sur papier*, l'Angleterre n'a pas encore envoyé en France, en deux ans et dix mois de guerre, ce nombre d'hommes. On admettra, je suppose, que l'Angleterre a un intérêt pour le moins égal à celui du Canada à empêcher l'armée allemande d'arriver à Calais.

Une autre question s'impose à l'équité de nos principaux alliés: *Combien de soldats la France, et même l'Angleterre, enverraient-elles en Amérique, si le Canada était attaqué par les Etats-Unis?*

Si l'on mesure l'effort militaire en tenant compte à la fois de la population, du chiffre des effectifs et du *coût des armées*, la comparaison est encore plus frappante. Prenons pour acquis que le Canada dépense, pour son armée, trois fois plus que l'Angleterre par tête de soldat, et quatre fois plus que la France. (Si l'on tient compte de la différence de la solde, des pensions, des transports, etc., ces chiffres sont très modérés.) Il faut donc multiplier par quatre le chiffre comparatif attribué à la France et par trois celui de l'Angleterre. Conclusion: l'armée *actuelle* du Canada lui coûte ce que coûterait à l'Angleterre une armée de 8,100,000 hommes, à la France une armée de 9,600,000 hommes. *C'est plus que nos deux "mères-patries" ne mettront sur pied, durant toute la guerre, dût-elle durer cinq ans!* Or la France et l'Angleterre sont, après les Etats-Unis aujourd'hui, *les deux nations les plus riches du globe*, et le Canada l'une des plus pauvres.

## Plus que les États-Unis

La comparaison avec les Etats-Unis est, à certains égards, plus probante encore. La situation des deux pays est identique; le danger, for lointain, d'une agression allemande est le même pour les deux pays. La



nation américaine est *quatorze* fois plus populeuse que nous et *soixante-quatorze* fois plus riche. Pour égaler l'effort *actuel* du Canada, les Etats-Unis devraient mettre sur pied et expédier en Europe une armée de *six millions* d'hommes et s'engager dans une dépense certaine d'au moins *cent milliards*. Or les plus extravagants des jingos américains, ceux qui laissent bien loin en arrière le bouillant colonel Roosevelt, ont parlé d'une armée possible de trois millions, après deux années de préparation. Ce serait l'exacte moitié de ce que le Canada a fait jusqu'ici. Les Américains qui représentent le plus exactement l'opinion officielle, celle qui prévaudra, en toute probabilité, estiment à un million le nombre de soldats américains qui prendront part à la guerre, en Europe. En ce cas, l'effort militaire du Canada serait *six fois* plus élevé que celui des Etats-Unis, et il aurait duré trois ans de plus.

Calculée en piastres et en sous, la disparité est encore plus grande. Les Etats-Unis paient \$1.00 par jour à leurs soldats; le Canada, \$1.10. En prenant pour base l'armée actuelle de 420,000 hommes, pour le Canada, et une armée possible de 2,000,000, pour les Etats-Unis (moyenne entre le chiffre généralement accepté et le calcul le plus extrême), chaque contribuable canadien (homme, femme et enfant) paie \$24 par année pour son armée, tandis que l'Américain ne paiera que \$7. Si la guerre finit l'an prochain, le Canadien aura payé ou devra payer \$96, l'Américain, \$7; si la guerre se prolonge jusqu'en 1919, les Canadiens *écoperont* à raison de \$120 par tête tandis que l'Américain en sera quitte pour \$14. Notez que ce calcul ne porte que sur la solde des simples soldats. En faisant le compte de tout — traitement des officiers, indemnités, pensions, transports, armes, etc., — on arriverait à une différence beaucoup plus considérable.

On peut affirmer, sans la moindre hésitation, que l'effort militaire des Etats-Unis, à quelque degré d'intensité qu'il s'élève, va coûter *dix fois moins cher* à chaque Américain que l'effort du Canada à chaque Canadien, *en supposant que le Canada n'enrôle pas un homme de plus* qu'il n'en a actuellement sous les armes.

Comment, en vérité, peut-il se trouver un seul Canadien pour ne pas dire hautement: Nous avons fait notre part, et plus que notre part!

### III

## L'EFFORT ÉCONOMIQUE

---

### Banqueroute, trahison

Dans l'ordre économique comme dans l'ordre militaire, il est temps, plus que temps, de crier : "Halte-là !" Nous en avons fait assez pour la guerre. Nous en avons trop fait.

Ce qui s'impose, ce n'est pas l'accroissement du budget de guerre, ce n'est pas de dépenser davantage pour détruire : c'est d'arrêter la course à la banqueroute et d'utiliser toutes les ressources du pays afin d'activer sans délai la production agricole et de rendre possible la reconstruction de demain.

"Ruiner le Canada pour sauver la mère-patrie", n'est pas seulement "le mot d'ordre de la trahison nationale"<sup>1</sup> ; c'est aussi la trahison de la cause de nos alliés. Si le gouvernement et le parlement persistent dans l'exécution de ce monstrueux dessein, ils porteront un coup funeste à l'Angleterre et à l'Empire britannique tout entier.

Presque dès le début de la guerre, le "dictateur" de l'Empire, M. Lloyd George, alors Chancelier de l'Echiquier, a donné au peuple anglais ce salutaire avertissement : la victoire appartiendra à la dernière pièce d'or, à la dernière gerbe de blé.

Il y a près d'un an, si je ne me trompe, l'économiste le plus compétent peut-être de l'Empire britannique, sir George Paish — celui-là même que le gouvernement impérial a choisi pour établir la base des relations financières entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis — sir George Paish a mis les *Dominions* en garde contre le danger d'un excès de zèle. Dans l'intérêt même de l'Angleterre et de l'Empire, il leur a conseillé de ne pas dépasser la mesure de leurs forces, de ne pas accumuler une dette hors de proportion avec leur *capacité de payer*, de ne pas alourdir leur budget annuel d'écrasantes charges d'intérêts qui paralyseraient leurs activités.

### La guerre de l'or ; ses suites

Tiraillés en tous sens par nos sympathies et nos antipathies respectives pour les divers pays d'Europe, nous avons trop oublié le caractère

<sup>1</sup> C'est l'expression dont je me suis servi en comparant l'attitude et les méthodes du gouvernement canadien à celles du gouvernement américain. Cette étude comparative est reproduite, avec de nouveaux développements, dans la brochure intitulée : *L'intervention américaine, ses motifs, son objet, ses conséquences* (Prix 25 sous, franco 28 sous. En vente aux bureaux du *Devoir*).

essentiel, le motif de fond, de cette guerre effroyable. Lorsque l'éloignement permettra de porter un jugement d'ensemble sur les causes profondes de cette crise de folie mondiale, tous les esprits clairvoyants et impartiaux tomberont d'accord pour reléguer au second plan les causes locales ou accidentelles du conflit : — l'assassinat de Sarajevo, la rivalité des Germains et des Slaves, la compétition anglo-allemande, les vieilles rancunes entre la France et l'Allemagne — et l'on verra apparaître, hideux et sanglant, le véritable coupable, l'auteur de tout le mal, l'infâme dieu de l'Or, *l'auri sacra fames* du monde païen. Les haines de races, la soif des conquêtes, et même les légitimes revendications des peuples, ne sont que les instruments dont les hommes de proie de la haute finance internationale se sont servis pour précipiter les nations les unes contre les autres. Fomentée par la soif de l'or, cette guerre se soutient principalement par la puissance de l'or; et lorsque les armes de combat tomberont des mains des peuples épuisés, la lutte se prolongera dans l'ordre économique.

Fidèle à la ligne de conduite que je me suis tracée, je ne veux pas, à l'heure actuelle, tenter de départager les nations plus ou moins coupables du crime de cupidité. Ce n'est pas davantage le moment de déterminer la conduite que le Canada devra tenir, si le projet de guerre économique, déjà lancé, prend corps, après le conflit des armes. Mais c'est le moment de rechercher ce que le Canada doit faire *immédiatement*, s'il veut éviter d'être écrasé, anéanti, à l'heure où le reste du monde émergera du monceau de ruines accumulées après la guerre.

### Limites à la "capacité de payer"

Le Canada se doit à lui-même, il doit à l'Empire dont il fait partie, il doit à ses alliés dans la guerre, de ne pas périr d'inanition, après la guerre, de ne pas se laisser saigner à blanc et fouler aux pieds, même par ses propres associés, britanniques ou étrangers.

Or, tout effort militaire additionnel, tout accroissement de son budget de guerre, mène le Canada à la ruine et au suicide. Nous avons atteint, si nous ne l'avons dépassée, l'*extrême limite* de notre *capacité de payer* pour détruire.

Au témoignage du ministre des Finances<sup>1</sup>, le Canada avait dépensé, pour la guerre, au 31 mars dernier, au moins \$600,000,000; la dépense prévue pour l'année courante est de \$500,000,000; en tout, \$1,100,000,000. Et cela ne comprend ni les pensions de retraite, ni les indemnités aux invalides, ni les charges d'intérêt sur la dette de guerre. Si l'on estime que la fortune globale des Etats-Unis est soixante-quatorze fois plus élevée que celle du Canada — c'est la proportion établie par les économistes les plus avertis — cela équivaut à une dépense de guerre de plus de *quatre-vingts milliards* pour la nation américaine.

Le plus effréné des jingos américains, le plus exalté des fanatiques de la démocratie, n'a songé et ne songera à suggérer que la nation amé-

<sup>1</sup> Dans son discours du budget, prononcé le 24 avril 1917, et admirablement analysé par M. Georges Pelletier dans le *Devoir* du lendemain.



ricaine engloutisse la moitié, le quart, de cette somme, dans le gouffre sans fond de la guerre.

Si nos gouvernants, nos hommes publics, nos "capitaines de la finance et de l'industrie", voulaient se donner la peine de faire un inventaire complet de la situation et réfléchir cinq minutes à l'effroyable lendemain qui se prépare, ils seraient les premiers à crier: "Plus un homme! plus un dollar!" Il faut, bien entendu, soutenir l'effort accompli et pourvoir aux obligations encourues. Cette seule et inévitable obligation va encore absorber des centaines de millions, autant peut-être que tout ce qui a été dépensé jusqu'ici. Mais tout effort additionnel devrait avoir pour unique objet d'enrayer et non d'activer le mouvement qui mène le Canada à la ruine.

La banqueroute nationale ne serait pas seulement fatale au Canada lui-même: elle ébranlerait le crédit de l'Angleterre et de l'Empire britannique; elle ajouterait, par ses multiples répercussions, aux embarras des pays dont nous avons épousé la cause.

Ce seul aspect de la situation devrait suffire à mettre d'accord impérialistes et nationalistes, partisans et adversaires de l'intervention, pour combattre la conscription et tout accroissement de l'armée et du budget de guerre. Mais ce n'est pas le seul, ni même le principal motif de l'opposition *raisonnée* et *raisonnable* à la conscription.

La désorganisation du travail et la diminution de la production agricole constituent un danger plus grave encore que l'appauvrissement du pays, — un danger plus immédiat surtout.

## Crise du travail — Menaces de famine

Les méthodes poursuivies jusqu'ici pour activer l'enrôlement "volontaire" ont enlevé à l'agriculture et à plusieurs industries essentielles — entre autres l'extraction et la distribution du charbon, et l'exploitation forestière — la *qualité* et la *quantité* de main-d'oeuvre dont ces activités vitales ont absolument besoin. La conséquence, nous la ressentons tous les jours par la hausse du prix des vivres, du charbon et de maints articles de première nécessité. Nous la ressentirons bien davantage, l'hiver prochain.

A ce mal grandissant, une mesure de conscription *sélective*, adoptée dès le début de la guerre et appliquée avec intelligence, aurait pu apporter quelque remède. A l'heure actuelle, *toute mesure de conscription*, tout accroissement de l'armée, par enrôlement "volontaire" ou forcé, ne feraient qu'ajouter au mal.

Le Canada a fourni pour la guerre tout ce qu'il peut donner de *man-power*, sans danger grave pour sa propre existence et celle des pays alliés.

Dans cet ordre de faits, l'Angleterre souffrira, plus encore que le Canada, de l'imprévoyance de nos gouvernants, s'ils persistent dans la voie périlleuse où ils veulent lancer le pays.

*La menace de la famine est plus redoutable, plus urgente, plus immédiate pour l'Angleterre que pour l'Allemagne.* Cette vérité, les Anglais courageux et clairvoyants ne la déguisent pas.



Ce dont l'Angleterre a le plus besoin, ce n'est pas de soldats, mais de pain, de viande, de pommes de terre. C'est tellement vrai que le gouvernement britannique a soustrait à l'armée des milliers de bras qu'elle a mis à la charrue. Le danger est tellement pressant qu'à Washington, M. Balfour et les délégués anglais, au risque de froisser les représentants de la France, ont demandé et obtenu que les Etats-Unis envoient des vivres à l'Angleterre avant d'expédier des soldats en France<sup>1</sup>.

En France même, on rappelle des tranchées, périodiquement, des milliers d'agriculteurs-soldats qu'on fait travailler aux semailles, à la moisson, aux vendanges.

### Envoyons les "slackers" aux champs

Voilà encore un point où la réalité des faits s'impose à l'attention des hommes d'Etat et devrait leur faire comprendre que l'identité des méthodes n'est applicable que là où il y a identité de situation.

Le gouvernement canadien ne peut pas, en quelques heures, rappeler de l'armée une certaine proportion de soldats, les faire travailler aux champs, puis les renvoyer aux tranchées. Tandis que les soldats français ou allemands, anglais ou autrichiens, italiens ou russes, peuvent alternativement *détruire* et *produire*, soutenir l'effort militaire de la nation en participant à son effort économique, les soldats canadiens, séparés de leur pays par mille lieues d'océan, ne sont occupés qu'à *détruire* et à *consommer, sans jamais produire*. Ils épuisent à la fois l'effort militaire et l'effort économique de la nation canadienne, tout en n'apportant aux Alliés qu'un appui forcément restreint et fatalement décroissant.

Si nos gouvernants avaient la réelle intelligence de la situation, ils cesseraient immédiatement l'enrôlement et l'expédition de nouvelles troupes en Europe et s'appliqueraient à stimuler la production agricole au Canada par tous les moyens à leur disposition.

Si nous voulons fournir à l'Angleterre de quoi manger — et c'est ce qui presse le plus — il faut moins de bras à l'armée et dans les fabriques de munitions, et plus de bras aux champs, dans la forêt, aux mines et dans les chantiers maritimes: aux champs, pour semer et récolter le blé et les pommes de terre; dans la forêt, pour préparer la matière première de nombreux vaisseaux; aux mines de charbon, pour alimenter les ateliers de construction navale; aux chantiers maritimes, afin de fournir

<sup>1</sup> Au moment où ces lignes, écrites le 31 mai, sont reproduites, une dépêche (de Londres) de l'*Associated Press Cable*, en date du 6 juin, m'apporte une nouvelle justification: "En réponse à une interpellation, M. Bathurst, secrétaire parlementaire du "Département des vivres, déclare qu'il est contraire à l'intérêt public de communiquer "un seul renseignement sur le ravitaillement (*food supplies*); mais qu'il est de la plus "haute importance pour la cause des Alliés que les exportations alimentaires de l'Amérique "soient aussi considérables que possible (on the highest possible scale) jusqu'à la fin de "la guerre."

La dépêche ajoute que cette déclaration a ému la presse et l'opinion publique. Le *Daily Chronicle* (organe personnel de M. Lloyd George) lance un appel pressant aux autorités de Washington. Le *Daily News* est encore plus précis: il réclame la prompt nomination de M. Hoover et l'adoption de mesures énergiques aux Etats-Unis.

les instruments de transport sans lesquels le peuple anglais crèvera de faim, quelque abondante que soit la moisson, au Canada, aux Etats-Unis ou ailleurs.

Tout cela exige des milliers de bras. Où les prendre ?

Un journaliste ou un "orateur" conscriptionniste disait récemment : 'Allez, le soir, rue Sainte-Catherine; vous y verrez des milliers de jeunes flâneurs qui seraient bien mieux à l'armée que sur la chaussée.' D'abord, il faudrait savoir combien de ces jeunes gens sont réellement des "flâneurs"; il faudrait connaître la nature de leur emploi, aux heures de travail. S'il s'en trouve qui sont réellement *inutiles*, qu'on les envoie, non pas à l'armée, mais aux champs. Ce sera infiniment mieux pour tout le monde : mieux pour eux, mieux pour la patrie canadienne, mieux pour l'Angleterre et l'Empire, mieux pour la France et ses alliés.

### Conscription du capital et de l'industrie

Une autre mesure de conscription qui s'imposerait bien avant la conscription de la chair à canon, ce serait la conscription du capital et de l'industrie. Qu'on ne s'effraie pas : je ne suis nullement tenté de tomber dans le socialisme haineux, dans le communisme destructeur. C'est au contraire en m'inspirant des principes fondamentaux de l'ordre social chrétien, que je dis : s'il est juste de répartir entre toutes les classes de la société l'impôt du sang et le lourd fardeau des charges militaires, il est infiniment plus juste de répartir les charges du budget de guerre en proportion de la *capacité de payer*.

Il est injuste, immoral, contraire à l'ordre social et à l'équilibre économique, que des millions de pères de familles, qui ont peine à boucler leur modeste budget domestique, se voient frapper d'impôts de guerre, pendant que quelques milliers de vampires encaissent du vingt, du cinquante et jusqu'à du *neuf cent pour cent*, grâce à la guerre et aux opérations de guerre!

Je ne veux pas, aujourd'hui, traiter à fond cet aspect de la situation : il exigerait toute une étude. Je me borne à dire aux têtes dirigeantes de notre société : Prenez garde! Vous ne songez en ce moment qu'à la guerre extérieure, aux armées promises à l'Angleterre. Je ne veux pas, en ce moment, discuter vos motifs ni mettre en doute votre sincérité. Mais je me permets de vous rappeler une vérité primordiale, et même de vous donner un conseil. La vérité, c'est qu'avant d'être chargés du soin de sauver l'Empire, la France, la "civilisation supérieure" et la "démocratie", vous avez l'obligation rigoureuse de sauver le Canada, son unité nationale, sa paix intérieure. Dans l'exécution de ce que vous croyez être votre devoir envers l'Empire et l'humanité, vous vous préparez à accroître les souffrances du peuple canadien, à faire pleurer les mères, à réduire à la misère des milliers de foyers en les privant de leurs soutiens naturels. Prenez garde que le peuple ne se soulève bientôt contre vous et contre les vautours qui se gorgent de millions arrachés aux chairs vives de la nation. Le danger qui s'annonce pour demain, menaçant, formidable, ce n'est pas le triomphe de la "barbarie allemande", c'est la haine des classes et la guerre sociale. Ici même, la tempête s'amoncele,

plus que vous ne le pensez; la conscription peut être l'étincelle qui fera éclater la foudre. Que le nuage ne crève que plus tard, c'est possible; mais les ravages n'en seront que plus grands. Ce péril, croyez-m'en, est beaucoup plus réel que la "guerre de races" dont on parle tant.

## Conscription et immigration

Un autre point s'impose à l'attention générale et à la prudence des gouvernants: l'effet d'une loi de conscription sur l'immigration étrangère.

Les lecteurs du *Devoir* connaissent nos idées à cet égard; nous n'avons jamais été favorables à une forte immigration étrangère; nous ne le serons jamais. Mais, dans l'ordre purement économique, nos politiciens se sont pour ainsi dire acculés à la nécessité d'attirer au Canada, dès après la guerre, des millions d'émigrés — non seulement pour combler les vides de la population, mais, avant tout, pour sauver le pays de la banqueroute.

Si l'on objecte que c'est là un problème d'après-guerre, tandis que la nécessité de la conscription est immédiate, je réponds sans hésiter que les deux questions sont absolument connexes et doivent être examinées ensemble, dès maintenant.

"Les raisons qui existent pour empêcher la conscription au Canada sont évidentes", disait sir Wilfrid Laurier, le 17 janvier 1916. "À défaut d'autres raisons, la principale, c'est que nous ne pourrions implanter la conscription au Canada sans porter un coup terrible à notre politique d'immigration."

C'était rigoureusement vrai, l'an dernier; c'est doublement vrai, cette année. Si, à la suite des Etats-Unis, le Canada adopte une loi de conscription, l'on peut être assuré que le flot de l'émigration européenne se détournera de l'Amérique du Nord pour se porter tout entier vers l'Amérique du Sud.

Ce n'est pas demain, c'est *maintenant* que le parlement doit décider s'il veut ou non repeupler le Canada après la guerre.



## IV

# LA GUERRE ET LE PROBLÈME DES RACES AU CANADA

---

### Inévitables dissidences

Depuis le début de la guerre, les nombreuses et inévitables divergences de vues qui séparent les deux principaux groupes ethniques du Canada, — Canadiens-français et Anglo-Canadiens — se sont multipliées et accentuées. Il existe réellement, entre les deux races, je ne dirai pas un abîme, mais ce que les Anglais appellent *a deep line of cleavage*. Sans tomber dans l'exagération hystérique de ceux qui voient partout le spectre de la "guerre civile", il serait puéril et dangereux de s'aveugler sur les périls qui peuvent surgir de cette situation.

D'où vient le mal ? Quel remède lui appliquer ?

Les esprits superficiels, les gens qui se paient de mots — et aussi les vrais coupables, soucieux d'échapper à leurs responsabilités en les rejetant sur autrui — ont trouvé cette explication simple et commode : "Ce sont les "démagogues" qui ont créé le malentendu et qui fomentent la haine des races."

Il faudrait commencer par s'entendre sur les mots "démagogues" et "démagogie". Ce que politiciens et journalistes des deux races et des deux partis entendent généralement par "démagogues", ce sont, d'abord, leurs adversaires respectifs ; ensuite et surtout, les hommes d'action publique qui mettent l'intérêt national et la conservation des races, avec leur caractère distinctif, au-dessus des intérêts particuliers de telle province ou de tel parti. A mon humble avis, le vrai "démagogue" est celui qui, pour soigner sa popularité personnelle et les affaires de son parti, flatte les passions de la foule, de toutes les foules, dans toutes les provinces. La vraie "démagogie" n'est pas toujours celle qui emploie les mots les plus violents.

Sans pousser plus loin cette dissertation, inutile pour l'instant, il suffit de jeter un coup d'oeil sur un siècle et demi d'histoire pour juger de la puérilité de cette explication. Depuis la conquête anglaise, il y a toujours eu, entre les deux races, divergence d'opinions, de sentiments, d'aspirations. Selon les circonstances, extérieures ou intérieures, la 'ligne de démarcation' a été plus ou moins accentuée, les disputes plus ou moins aigres, la bonne entente plus ou moins facile. Mais les *causes de fond* n'ont jamais disparu. Quel esprit sérieux et réfléchi admettra que, seuls, quelques démagogues ont pu créer et entretenir ces causes premières et permanentes ?



## Avantages de l'association des deux races

J'appartiens à l'école, moins nombreuse qu'on ne le pense, qui voit plus d'avantages que d'inconvénients dans la co-existence des deux races au Canada. Avec un nombre plus restreint encore, j'estime que le Canada tout entier bénéficiera de cette situation et recevra des deux races le maximum de leur apport au patrimoine politique, intellectuel et moral de la nation, dans l'exacte mesure où chacune d'elles restera le plus complètement elle-même, avec ses facultés propres, son tempérament, ses attributs, son héritage intellectuel. La nation canadienne n'atteindra ses suprêmes destinées, elle *n'existera* même, qu'à la condition d'être bi-ethnique et bilingue, et de rester fidèle au concept des Pères de la Confédération : la libre et volontaire association de deux peuples, jouissant de droits égaux en toutes matières <sup>1</sup>.

En tout cas, quelles que soient les idées et les préférences, il est un *fait* qui s'impose à tous : la présence simultanée, sur la terre canadienne, d'un groupe compact de près de deux millions de citoyens canadiens, de pure race française, et d'une masse hétérogène d'environ cinq millions d'anglophones, dont un quart au moins ne sont pas d'origine britannique, et une bonne moitié, pas de race anglaise. Qui prétendra qu'il est possible ou raisonnable d'attendre des Canadiens-français et des Anglo-Canadiens une même pensée, un même effort, en tout ce qui ne touche pas aux seuls intérêts de la patrie canadienne?

Sur maints problèmes d'ordre intérieur ou national, l'accord des sentiments, la parfaite identité des vues, sont impossibles. Cette unanimité n'existe pas même chez les peuples d'une seule race, d'une seule langue, d'une seule religion. A plus forte raison, Canadiens-français et Anglo-Canadiens ne sauraient penser et réagir de la même manière lorsqu'ils sont appelés à résoudre des problèmes extérieurs, ceux surtout qui affectent leurs relations avec la Grande-Bretagne et les autres nations britanniques.

## Les Canadiens-français n'ont qu'une patrie

Les Canadiens-français, on ne saurait trop le répéter, sont exclusivement *canadiens*. Ils n'ont pas d'autre patrie que le Canada. Ils ne reconnaissent, envers aucun autre pays, les devoirs qui, en tout temps et en tout lieu, n'incombent qu'aux citoyens de chaque pays ; et au premier rang de ces devoirs exclusivement *nationaux*, se place le service militaire, l'impôt du sang. Séparés de la France depuis cent cinquante ans, par la Cession d'abord, et, davantage peut-être, par la Révolution française, ils ont conservé à leur patrie d'origine une sincère affection :

<sup>1</sup> C'était la pensée de sir John Macdonald, telle qu'exprimée dans son admirable plaidoyer contre l'abolition de la langue française, comme langue officielle de la Confédération : "Nous avons maintenant une constitution qui fait à tous les sujets 'britanniques une situation d'absolue égalité, qui leur garantit les mêmes droits en 'matière de langue, de religion, de propriété ou de droits personnels.'" (Traduit des *Debates, House of Commons*, 1890, col. 745.)

ils sont fiers de sa grandeur et de son héroïsme ; ils se réjouissent de ses succès ; ils s'attristent de ses épreuves ; ils déplorent ses errements. Mais ils ne se croient pas plus *obligés* de se battre pour la France que les Français d'Europe ne se croiraient tenus de se battre pour le Canada français, si la "guerre civile" éclatait ici, ou pour le Canada tout entier, si les Etats-Unis ou le Japon l'attaquaient. Leurs sentiments à cet égard sont absolument identiques à ceux des Belges wallons ou des Suisses romands. Lorsqu'on envoie des propagandistes français nous prêcher nos "devoirs" envers la France, nous éprouvons le même chatouillement d'impatience que l'on ressentirait à Bruxelles ou à Genève, si des Français s'avisait d'aller y commettre le même *impair*. Il est temps que cette élémentaire vérité soit dite, si l'on veut éviter de pénibles malentendus entre la vieille France et la nouvelle.

A l'égard de l'Angleterre, les Canadiens-français se croient tenus à tous les devoirs qui résultent de la constitution (votée par le parlement britannique), des accords demi-séculaires conclus entre le gouvernement impérial et le gouvernement canadien, et de la situation respective des deux pays, dans l'ordre international — mais à *rien de plus*. Un siècle et demi durant, leurs chefs religieux et civils, les leaders de tous les partis, libéraux, conservateurs et nationaux, anglais et français, protestants et catholiques, leur ont enseigné qu'ils n'avaient d'autre devoir militaire à accomplir que de défendre le territoire canadien lorsqu'il serait immédiatement attaqué. Les mêmes chefs leur ont répété à satiété que l'Angleterre, seule maîtresse de la politique étrangère de l'Empire, est seule tenue de porter le poids des guerres impériales. Cette doctrine, c'était celle de MacNab, de Taché, de Macdonald, de Cartier, de Howe, de McGee, de Mackenzie, de Dorion, de Campbell, de Blake, de Laurier, de Mercier, de Chapleau, de Tupper. Nous avons peine à croire, tout à coup, que tout ce monde-là était "déloyal", "lâche", "traître" au Roi et à l'Empire.

## Évolution récente du Canada anglais

Longtemps, cette doctrine fut également acceptée dans tout le Canada anglais comme la seule vraie, la seule compatible avec la dignité et l'intérêt national de la Confédération canadienne. Tant qu'il en fut ainsi, *il n'y eut jamais de dispute entre les deux races sur la nature et l'étendue de leurs obligations communes ou respectives envers la Grande-Bretagne et l'Empire*.

Mais le flot constant et croissant d'immigration britannique a transformé la composition physique, intellectuelle et morale de la population anglo-canadienne ; et la propagande impérialiste, poursuivie depuis vingt ans, a profondément oblitéré, sinon détruit, le patriotisme *exclusivement canadien* de nos compatriotes de langue anglaise.

Tandis que les Canadiens-français sont restés, en masse, *exclusivement canadiens*, les Anglo-Canadiens se sont scindés en de multiples groupes. Les uns ne voient plus dans le Canada qu'une partie d'un grand tout, l'Empire britannique, leur plus grande patrie, comme le Yorkshire fait partie de l'Angleterre, ou l'Ontario du Canada. Les autres, moins logiques,

et moins dénationalisés, s'efforcent d'équilibrer tant bien que mal leurs devoirs envers le Canada et leurs obligations envers la "mère-patrie". D'aucuns sont plus britanniques que canadiens, d'autres plus canadiens que britanniques : de *Canadiens* "tout court", "*unhyphenated*", il n'y en a presque plus. En un mot, la notion simple de l'*unique* patrie est à peu près disparue, en apparence, du Canada anglais. Je dis "en apparence", parce que je crois encore à la survivance d'un vieux fond de nationalisme qui surgira après la guerre, avec ses inévitables réactions.

En tout cas, telle était la situation au moment de la guerre.

## Nécessité d'une franche explication

*La nation canadienne est entrée en guerre, divisée sur elle-même et sur ses sentiments véritables* à l'égard de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Et cette division n'a fait que s'accroître, avec l'accumulation des fardeaux de la guerre... et aussi avec la multiplicité des efforts tentés par la presse et par les politiciens des deux partis pour déguiser l'exacte vérité sur les sentiments mutuels des deux races.

Qu'on ne soupçonne pas, ici, le dessein de m'écarter du programme de conciliation que je me suis tracé. Loin de là; mais la *vraie* et fructueuse conciliation ne peut s'opérer dans le mensonge et l'équivoque. Nous touchons ici au point le plus douloureux de la plaie — mais aussi au plus infectieux. S'il doit résulter quelque bien d'une action concertée et loyale, il faut assainir la blessure. La recouvrir d'un emplâtre, c'est favoriser la gangrène et préparer la mort.

Je veux croire, je *crois*, que beaucoup des paroles prononcées depuis deux ans et demi, même de celles que nous avons dénoncées avec le plus de rigueur, ont été inspirées par le sincère désir de prévenir la discorde des races. Mais en présence de la faillite, n'est-il pas raisonnable d'admettre qu'on a fait fausse route?

La plupart des chefs de la société canadienne-française ont tenté d'entraîner leurs compatriotes dans le mouvement favorable à l'intervention, de les solidariser, en corps et en esprit, avec la cause de l'Angleterre et de ses alliés. Ils n'ont pas réussi; ils ne pouvaient pas réussir : on ne change pas en un instant la mentalité d'un peuple, son tempérament et ses idées; on ne détruit pas en une heure ses principes, ses habitudes, ses préjugés, si l'on veut — surtout lorsqu'on vient lui prêcher une doctrine radicalement opposée à celle qu'on lui a présentée comme seule vraie pendant un siècle et demi.

A cette erreur initiale est venue s'en ajouter une deuxième, née de la première. Après avoir constaté la faillite des appels au "loyalisme" britannique, au "devoir" envers la France, "notre seconde (ou première) mère-patrie", on a cru réparer le mal en déguisant la vérité aux Anglo-Canadiens. On s'est torturé la langue et l'esprit afin de prouver que les Canadiens-français sont aussi favorables que les Anglo-Canadiens à la participation à la guerre européenne, et qu'ils se sont enrôlés avec le même enthousiasme et dans les mêmes proportions. Cette erreur était pire que la première. Elle devait, tôt ou tard, entraîner d'acrimonieuses explications, d'amères désillusions et surtout de fort périlleuses réactions. C'est là où nous en sommes.



Le plus grand danger qui menace l'unité nationale, ce n'est pas la haine ou la méfiance réciproques des deux races, c'est le système de mutuelle déception poursuivi depuis vingt ans — avec bonne foi, souvent — par leurs chefs politiques et sociaux.

Ces observations n'ont pas pour objet de dénoncer ou de condamner qui que ce soit. De ceci, je supplie mes lecteurs *bleus* ou *rouges* d'être absolument persuadés. En suivant le système contraire — celui de la franchise absolue et des rigoureuses déductions — nous, nationalistes, avons peut-être mérité quelques-uns des reproches qu'on nous a souvent adressés. A ceux de nos adversaires que nous avons pu juger avec trop de rigueur, je demande un sincère pardon ; et cet acte ne coûte aucun effort, ni à ma conscience de chrétien, ni à mon honneur d'homme public et privé. Mais, en retour, je leur demande de reconnaître avec moi l'absolue nécessité d'user, envers nos compatriotes de langue anglaise, de la plus entière franchise. Si l'on veut éviter le conflit des races et rétablir l'unité nationale, il faut à tout prix abattre la muraille de duperie qui sépare les Canadiens-français des Anglo-Canadiens et derrière laquelle monte, des deux côtés, le flot de la méfiance et de la haine.

## Les Canadiens-français et la conscription

D'aucuns seront peut-être tentés de trouver que je me suis singulièrement éloigné du sujet de mon étude : la conscription. J'estime, au contraire, que ces explications étaient rigoureusement nécessaires pour faire comprendre aux Anglo-Canadiens l'exacte nature de l'invincible et universelle hostilité que la seule idée de conscription inspire aux Canadiens-français.

Depuis longtemps, l'immense majorité des Canadiens-français jugent que le Canada a dépassé la limite d'une participation raisonnable à la guerre européenne. Mais tant que l'enrôlement des troupes est resté nominalement "volontaire", ils ont laissé dire et faire. A mon avis, c'était une erreur. Du moment qu'ils jugeaient que la mesure était comble et que l'avenir du pays était mis en péril, ils auraient dû multiplier leurs protestations publiques. Leur excuse, c'est l'extraordinaire respect qu'ils ont de la liberté d'autrui. Et puis, on leur a tant dit qu'ils ne doivent jamais parler haut, ni parler les premiers ! On leur a tant assuré que jamais la conscription ne serait votée ni même proposée !

Le jour où la déclaration du premier ministre est venue déchirer le voile des illusions et violer la parole de tous les *représentants de la province de Québec* dans le ministère, — et celle de sir Robert Borden lui-même — le premier mouvement a été celui de la stupeur ; le second, la colère ; le troisième, l'inébranlable détermination de faire obstacle à la mesure tyrannique par tous les moyens de légitime résistance.

Il est inutile de déguiser la vérité : *deux millions de Canadiens-français sont opposés en bloc à la conscription*. Les exceptions isolées qu'on pourra signaler ne changeront rien au fait général ; les trompeuses déclarations qu'on pourra arracher, de ci, de là, sur les sentiments "loyalistes" des Canadiens-français "bien pensants" ne feront que roidir et exaspérer l'opposition de la masse.



Il en tient à la sagesse et à la prudence des gouvernants de ne pas pousser les choses au point de provoquer des réactions plus violentes. Quoi qu'il arrive, les actes extrêmes resteront isolés : il n'y a pas au monde, peut-être, de population plus respectueuse, par instinct et par éducation, de l'ordre public et des lois. Mais si les chefs de la nation ne savent pas lire les signes des temps, il se produira des incidents qui porteront à l'unité nationale de profondes et douloureuses blessures ; et la cause des Alliés, que l'on prétend servir, en subira infiniment plus de mal que cent mille soldats de plus ne lui feraient de bien.

### Les "British slackers"

Tout, dans l'application d'une loi décrétant le service obligatoire, — quelque impartiale discrétion qu'on y mette — tendrait à irriter les Canadiens-français et, généralement, les Canadiens qui sont restés *Canadiens* avant tout.

Par la force des circonstances, la conscription ferait, proportionnellement, une fauchée plus profonde dans les rangs des Canadiens-français que dans tout autre groupe de la population : la proportion des jeunes gens, appelables les premiers, est beaucoup plus grande chez eux que chez les Canadiens anglophones ; et la fuite d'un grand nombre de jeunes Anglo-Canadiens, depuis un an, est venue accroître cette disparité. Les autorités d'Ottawa et de Washington ont, paraît-il, pris des mesures conjointes pour mettre fin à cet exode. Mais comment atteindre les milliers de *slackers* britanniques et anglo-canadiens qui ont franchi la frontière avant la promulgation de ces mesures ?

Que fera-t-on des milliers de jeunes Anglais venus ou restés au Canada afin d'échapper à la loi de conscription du Royaume-Uni ? On en voit partout ; on entend partout les accents du *cockney* londonien, ou les gutturales résonnances de la langue du Yorkshire.

Lorsque les jeunes Canadiens-français se verront mettre le sac au dos et forcés d'aller "sauver l'Empire et la démocratie britannique", tandis que des centaines, des milliers, de *British* resteront paisiblement ici, à gagner le salaire des nôtres et à manger leur pain, croit-on que la *loyauté* britannique de nos pioupious et celle de leurs pères, de leurs mères, de leurs femmes, de leurs enfants, de leurs frères, de leurs soeurs, en sera notablement accrue ?

### Le Canada livré à l'étranger

Et les centaines de mille étrangers, non naturalisés ? Ceux-là, certainement, ne seront pas enrôlés — ni de gré, ni de force. Un grand nombre viennent des pays ennemis ; d'autres sont originaires des contrées qu'on veut nous forcer d'aller défendre. Ces nouveau-venus, ces "barbares", vont recueillir l'héritage des Canadiens morts pour la défense de la "civilisation supérieure". Pense-t-on que cette perspective est de nature à faire accepter bénévolement la conscription par les fils des premiers habitants du sol, français ou anglais ?

Qu'on réfléchisse bien à ceci : *la conséquence ultime et rigoureuse de la conscription et de toute nouvelle expédition de troupes canadiennes en Europe, c'est d'amoindrir le nombre et l'influence des Canadiens, des vrais Canadiens, d'origine britannique ou française, et d'accroître la puissance des éléments étrangers, des germains et des slaves principalement.*

Cette seule considération devrait suffire à faire rejeter toute loi de conscription et à mettre fin aux enrôlements, *dans l'intérêt de l'Empire britannique surtout.* Plus encore que le problème de l'immigration, la nécessité de garder le Canada *canadien et britannique* justifie l'observation si judicieuse dont sir Wilfrid Laurier faisait précéder ses déclarations anticonscriptionnistes, le 17 janvier 1916 : *"La situation au Canada n'est pas la même qu'en Angleterre"*, ni qu'en Australie, ni qu'en Nouvelle-Zélande, ni qu'en aucune autre terre britannique.

Le ministère, l'opposition, le parlement tout entier auront-ils assez de bon sens et de patriotisme pour le comprendre ? Seront-ils assez *"loyaux à l'Angleterre et à l'Empire"* pour ne pas commettre l'erreur capitale de livrer le Canada à l'étranger ?

Je ne veux pas tomber dans le genre de vitupérations que les apôtres du loyalisme officiel m'ont si souvent prodiguées. Je veux croire à l'entière bonne foi et au patriotisme d'*intention* du premier ministre et de ses collègues. Mais ils se seraient entendus avec le gouvernement allemand afin de prendre les mesures les plus efficaces pour rompre l'unité nationale du Canada pendant la guerre, et plus encore après la guerre, qu'ils n'auraient trouvé rien de mieux que la mesure de conscription projetée.

## Mennonites, Doukobors, Quakers

Le gouvernement se propose, paraît-il, d'exempter du service militaire obligatoire les Mennonites, les Doukobors, les Quakers, parce que leurs principes religieux leur interdisent de porter les armes. C'est juste. Les Canadiens-français, respectueux de toutes les légitimes libertés, approuveront ces exemptions. Mais si l'on tient compte des scrupules religieux de ces nouveau-venus, de quel droit ferait-on fi des traditions séculaires du groupe le plus ancien, le plus foncièrement *national*, de la population canadienne. Qu'on ne s'y trompe pas : la conviction du Canadien-français, qu'il n'est tenu de prendre les armes que pour défendre le sol de son unique patrie, est aussi vraie, aussi profondément ancrée dans son cœur, que l'horreur du militarisme dans l'âme du Quaker ou du Mennonite. Et vingt fois, cent fois, les chefs de la nation, hommes de toutes races et de tous les partis, lui ont solennellement promis que *jamais* il ne serait tenu de se battre en dehors de son territoire. Ces promesses, les gouvernants d'aujourd'hui, le chef même qui propose la loi tyrannique, les ont renouvelées à maintes reprises, depuis que la guerre actuelle est commencée. Imposer la conscription aux Canadiens-français c'est non seulement faire violence à leur religion nationale : c'est aussi leur inspirer la haine et le mépris des gouvernants, c'est détruire dans leur âme le respect de l'autorité et de l'ordre social.

Que l'on pèse bien ces paroles : la conscription marquerait, pour les Canadiens-français, le commencement d'une évolution qui ne tarderait pas à transformer en un peuple révolutionnaire la population la plus paisible, la mieux ordonnée peut-être des deux Amériques. Une fois déclenché, cet esprit révolutionnaire ne s'arrêterait pas en route ; il ne s'attaquerait pas seulement au régime militaire : il se manifesterait à l'usine, aux champs, partout, dans toutes les fonctions de la vie industrielle, sociale et politique.

Les administrateurs de grandes entreprises, les chefs d'industrie, se plaisent à reconnaître que les ouvriers canadiens-français sont les plus paisibles, les plus respectueux des lois et de l'ordre public, les moins aptes à se laisser prendre aux déclamations et aux appels démagogiques des agitateurs. Du jour où l'on aura fait de ces ouvriers des révoltés, ils deviendront les plus incontrôlables des insurgés contre l'ordre social et économique.

## Le Canada anglais et la conscription

Si le Canada anglais tout entier voulait la conscription, il résulterait assurément de cette situation le plus dangereux des antagonismes. Par bonheur, il n'en est pas ainsi. Les preuves se multiplient que le mouvement anticonscriptionniste s'affirme et grandit *dans toutes les provinces anglaises*. Seul, un plébiscite révélerait la force et l'étendue de ce sentiment.

Chaque race a ses qualités et ses défauts particuliers. Nos compatriotes anglo-canadiens ont d'excellentes qualités ; au premier rang, se place leur magnifique esprit de corps. Si nous avons toujours pratiqué, comme eux, la doctrine de la solidarité nationale, les problèmes de race seraient beaucoup moins nombreux et difficiles. Mais l'envers de cette qualité, c'est l'extraordinaire emprise, sur leur esprit, du respect humain dominé par l'opinion courante.

Si je pouvais dévoiler le secret de certaines conversations intimes, on serait abasourdi de connaître l'opinion réelle d'une foule d'Anglo-Canadiens sur la guerre et la part que le Canada doit y prendre. C'est telle sommité politique de l'Ouest qui disait, il y a déjà plus d'un an : "*Canada has done more than her share in this war.*" C'est tel industriel, impérialiste, naguère partisan de la conscription, qui m'avouait, il y a déjà cinq mois : "Si j'avais votre courage [pardon de la répétition du mot], je demanderais qu'on mette fin au recrutement." C'est tel professionnel très-huppé de Toronto me disant à mi-voix, après s'être assuré que portes et fenêtres étaient bien closes : "*I have stopped advocating enlistment and conscription. We ought to put our own house in working order.*" Ce sont tels jeunes Torontonien criant très fort contre la lâcheté des "*slackers*" du Québec, mais se confiant à mi-voix, dans le fumoir d'un pullman-car — sans savoir qu'un bon nationaliste les entendait : "*After all, that d...d fellow Bourassa is saving us from conscription.*"

Mais ce qui compte bien davantage, c'est le sentiment de la foule. Chez nous, le vote *secret* est pour ainsi dire une fiction. Tout le monde clame son opinion — quitte à la lâcher, entre deux discours. Dans les



provinces anglaises, le *silent vote* est énorme. C'est lui qui fait et défait les gouvernements. Il y a tout lieu de croire que le *silent vote* ouvrier et agraire est opposé à la conscription. Lui donnera-t-on l'occasion de s'exprimer?

### La consultation populaire, seule issue

Sur le mode de consultation populaire qui s'impose, je reviendrai plus loin.

Pour l'instant je me borne à affirmer que le seul moyen d'éviter que la conscription ne creuse davantage le fossé qui sépare les deux races, — tout en le laissant malheureusement assez étroit pour qu'elles se portent des coups dangereux — c'est de donner à toute la nation canadienne l'occasion d'exprimer son opinion. Je crois pouvoir dire que si la conscription est acceptée sans réserve par une majorité absolue du corps électoral, les Canadiens-français s'y soumettront. D'autre part, un grand nombre d'Anglo-Canadiens, qui seraient enchantés de se voir débarrassés du cauchemar de la conscription, même par le vote d'un *solid Quebec*, se laisseraient emporter par la voix du sang et chercheraient à exercer des représailles, au cas où la résistance des Canadiens-français à une loi de conscription votée par une simple majorité parlementaire prendrait des proportions extrêmes.

La consultation populaire, c'est l'unique soupape de sûreté qui permette d'éviter une dangereuse explosion.



## V

### POURQUOI IMPOSER LA CONSCRIPTION ?

#### Parole "explicite" de sir Robert Borden

Nous avons, jusqu'ici, examiné les raisons et les faits principaux qui militent contre l'adoption du service militaire obligatoire et contre tout effort additionnel pour la guerre. Il serait facile d'y ajouter : les arguments surabondent; mais je ne veux utiliser, pour l'instant, que les principaux, les plus urgents, ceux qui s'imposent à l'attention *immédiate* du ministère, du parlement et du pays tout entier.

Cette étude ne serait pas complète, toutefois; elle ne serait pas équitable pour le ministère, si je ne m'efforçais de rechercher les motifs qui ont pu induire le premier ministre et ses collègues à prendre une si grave décision, à l'encontre de leurs déclarations antérieures et de leurs promesses réitérées. Or, je veux être juste pour tout le monde, même pour les ministres et les politiciens.

Laissons de côté les nombreuses garanties données à la province de Québec, en maintes circonstances, par ses représentants officiels dans le cabinet d'Ottawa: MM. Casgrain, Blondin, Patenaude et Sévigny. Tenons-nous-en à l'unique mais péremptoire déclaration faite par le premier ministre à l'ouverture de la session de 1916: "*I made it clear to the people of Canada that we did not propose any conscription. I REPEAT THAT ANNOUNCEMENT TO-DAY WITH EMPHASIS.*" — "*J'ai clairement fait comprendre à la population canadienne que nous n'entendons pas établir de conscription. JE LE DECLARE DE NOUVEAU EXPLICITEMENT.*"

Cette déclaration "explicite", le premier ministre la faisait au nom du gouvernement, en réponse à l'appel pressant du leader de l'opposition. "Il importe" — avait dit M. Laurier — "que nous ayons au plus tôt une déclaration autorisée de la part de mon très honorable ami, le premier ministre, à ce sujet." Avant de lancer cette invite au ministère, le chef du parti libéral, on s'en souvient, s'était prononcé fortement contre toute idée de conscription <sup>1</sup>. L'adresse fut votée à l'unanimité, sans qu'aucune dissidence appréciable ne se fût manifestée contre l'opinion du leader de la gauche et la déclaration "explicite" du premier ministre.

<sup>1</sup> On trouvera, à l'appendice II (page 43), de copieux extraits des discours prononcés, le 17 janvier 1916, durant le débat sur l'Adresse, par sir Robert Borden et sir Wilfrid Laurier.

Ainsi, à la session de 1916, le parlement tout entier s'est affirmé *contre la conscription*. Le premier ministre s'est engagé "explicitement" à ne pas "établir la conscription". Cet engagement, le chef de l'Etat l'a pris *après avoir annoncé que les effectifs de l'armée seraient portés à cinq cent mille hommes*. Ce n'est donc pas cette décision — également ratifiée à l'unanimité des voix des deux partis — qui justifie aujourd'hui le ministère de violer sa promesse "explicite".

Depuis, le premier ministre et ses collègues ont plus d'une fois réitéré cet engagement.

## L'élection de Dorchester — Promesses des ministres

En décembre, l'un des membres les plus importants de la Commission du Service national me faisait l'honneur de solliciter mon concours, afin d'induire les Canadiens-français à répondre au fameux questionnaire. Lorsqu'il eut exposé à loisir l'objet de la Commission, je lui posai cette question: "Quelle garantie nous donnez-vous que l'enquête du Service national n'est pas, comme en Angleterre, le prélude de la conscription?" — "La meilleure, répliqua-t-il: personnellement, j'étais favorable à la conscription. *C'est sir Robert Borden lui-même qui m'a démontré qu'elle est impraticable au Canada.*" De la bonne foi de mon interlocuteur, de l'entière véracité de son témoignage, je ne doutai nullement. J'ai d'autant moins raison d'en douter aujourd'hui que *je connais* l'existence de *preuves écrites* qui témoignent que telle était alors l'opinion du premier ministre.

En janvier dernier, M. Sévigny s'est fait réélire *comme ministre* en promettant qu'il n'y aurait pas de conscription. Un autre membre du cabinet, M. Blondin, a ratifié cet engagement. Sir Robert Borden n'a infligé aucun démenti à ses collègues; il n'a pas apporté la moindre réserve à leurs déclarations "explicites". L'organe payé du ministère, *l'Événement*, a souligné ces garanties. "Les électeurs de Dorchester" — clamait-il, le 26 janvier 1917 — sont maintenant bien avertis: *ils savent qu'ils n'auront jamais la conscription avec le gouvernement conservateur.*" Cet "avertissement", donné "aux électeurs de Dorchester", valait pour tout le pays.

Le parlement s'est réuni le 18 janvier. Le discours du Trône ne contenait pas la moindre allusion à un projet de conscription. Le débat sur l'adresse s'est clos, puis le premier ministre est parti pour Londres, le 12 février, sans donner au pays le moindre indice qu'il avait changé d'avis au sujet du mode de recrutement des troupes. Ce n'est qu'après son retour, le 18 mai, qu'il a brusquement lancé la bombe.

Que s'est-il donc passé, du 12 février au 18 mai, qui autorise le premier ministre et ses collègues à faire une si subite et si complète volte-face?

Accordons aux ministres *toute* la mesure d'équité qu'ils peuvent attendre. S'il s'était produit, dans la situation européenne, des changements graves et soudains qui exigeraient du Canada un effort extraordinaire, impossible à prévoir il y a quatre mois, le ministère serait certai-

nement justifiable de renverser sa décision; et il aurait le droit de compter sur l'appui de tous ceux qui ont approuvé sans réserve l'entière participation du Canada à la guerre européenne. D'autre part, les partisans les plus outrés de la conscription doivent admettre que si tels changements ne se sont pas produits, le gouvernement n'a pas le droit d'imposer, à l'encontre de promesses "explicites", solennelles, et multipliées comme à plaisir, une mesure qui répugne à la masse de la population et menace d'ébranler l'ordre social et l'équilibre économique du pays. Personne, assurément, ne désire la conscription pour le seul plaisir de faire tuer ou mutiler le plus grand nombre possible d'hommes jeunes et robustes. Personne non plus ne doit tenir, sans raison grave, à ce que les chefs de la nation s'affichent comme parjures et menteurs publics.

### Volte-face du premier ministre; ses motifs

Dans son discours du 18 mai, sir Robert Borden n'a formulé aucun argument sérieux pour justifier sa yirevolte. Il a parlé avec une émotion apparemment sincère des pertes subies par l'armée canadienne; il a dit qu'à moins de renforcements nouveaux, le nombre des soldats canadiens diminuerait dans les tranchées. Tout cela est d'une évidence à faire envie à Monsieur de la Palice. Plus la guerre dure, plus il y a de pertes; et si les vides ne sont pas remplis, il est clair que l'armée diminue. Mais le premier ministre savait tout cela, le 17 janvier 1916, lorsqu'il s'engageait "explicitement" à ne pas "établir la conscription". Il a ajouté que l'enrôlement "volontaire" ne donne plus de résultats tangibles. Cela aussi, tout le monde le savait. La preuve en était faite depuis longtemps, lorsque MM. Sévigny et Blondin juraient leurs grands dieux, à Dorchester, que jamais la conscription ne serait votée. L'enrôlement "volontaire" était tari lorsque l'*Événement* affirmait, au nom des ministres, et sous leur inspiration, "qu'avec le gouvernement conservateur" nous n'aurions "*jamais* la conscription".

Si, le 18 mai, sir Robert Borden avait constaté la faillite totale et définitive de l'enrôlement "volontaire", ce ne peut être qu'à la suite d'observations déjà lointaines. Or, le 6 mai, — douze jours à peine avant la déclaration du premier ministre — l'un de ses collègues, le "colonel" Blondin, inaugurait, avec le général Lessard, une nouvelle campagne de recrutement "volontaire". Cette campagne, organisée sous le patronage officiel du ministère de la Milice, devait couvrir toute la province et durer plusieurs semaines. Dès avant la troisième assemblée, le premier ministre coupait les ailes et les vivres à son collègue recruteur. Cet appel à la guerre sainte n'était-il qu'une immense partie de bluff? Si, le 6 mai, le premier ministre ne croyait plus à l'enrôlement "volontaire", pourquoi a-t-il autorisé cette gigantesque fumisterie? S'il y croyait encore, pourquoi a-t-il brusquement interrompu le travail, à peine ébauché, de son collègue?

D'ailleurs, lorsque sir Robert Borden s'est engagé, le 17 janvier 1916, à ne pas "établir la conscription", il n'a pas subordonné sa promesse au succès de l'enrôlement "volontaire". C'est après avoir annoncé que le chiffre des effectifs serait porté à 500,000 hommes, que le premier mi-



ministre a déclaré qu'il n'y aurait pas de conscription. Son engagement était non seulement "*explicite*", il était absolu et sans conditions.

C'est aussi un engagement "*explicite*", absolu et sans condition, que M Sévigny a pris, au nom du "gouvernement conservateur", au moment de sa réélection comme ministre.

L'argument de la faillite de l'enrôlement volontaire ne vaut donc rien à l'encontre de l'engagement "*explicite*" du 17 janvier 1916.

Sir Robert Borden se doit à lui-même, il doit à l'honneur de ses collègues, il doit aux justes exigences du pays, d'autres explications de sa volte-face.

Afin de faciliter la tâche au premier ministre, recherchons maintenant les circonstances et les motifs qui ont pu lui inspirer une décision dont il ne peut manquer de mesurer toute la gravité, — indépendamment du déshonneur qui le guette s'il ne parvient pas à se justifier.

Jetons un coup d'œil sur la situation européenne et voyons s'il s'est produit, disons depuis janvier, quelque événement extraordinaire et imprévu qui autorise le gouvernement à violer ses engagements et à imposer la conscription.

A bien examiner, on ne peut raisonnablement signaler que trois *faits* nouveaux susceptibles de modifier la situation des armées rivales et d'affecter le résultat ultime de la guerre: la reprise de la guerre sous-marine; la révolution russe; l'entrée des Etats-Unis dans le conflit. Aucun de ces événements ne justifie l'adoption de la conscription au Canada. Tous trois, au contraire, militent non seulement contre la conscription mais aussi contre l'expédition de nouvelles troupes en Europe.

## La guerre sous-marine

La campagne sous-marine n'est même pas un fait nouveau pour les belligérants de la première heure. Tout ce qu'il y a de nouveau dans la décision prise, en janvier, par l'Allemagne, c'est l'attaque dirigée contre les navires des pays neutres qui pénètrent dans les zones de blocus. Cette extension des opérations sous-marines affecte, il est vrai, la situation économique des belligérants, celle de l'Angleterre surtout. Mais en quoi l'enrôlement, volontaire ou forcé, de cent mille Canadiens de plus apporterait-il un remède à cette situation? C'est si peu sur les armées de terre que l'Angleterre compte pour parer à ce nouveau danger, qu'elle a supplié le gouvernement américain de *retarder* l'envoi de ses troupes en France, afin d'accélérer la construction des navires de commerce, la production des vivres et leur expédition en Angleterre.

Qu'on relise avec attention tous les discours prononcés par M. Balfour, aux Etats-Unis et au Canada: on n'y trouvera pas la moindre allusion au besoin de troupes. Par contre, il y est souvent question des dangers de l'affamation. Prétendra-t-on que l'Angleterre, qui n'a pas besoin des troupes américaines, a besoin de plus de troupes canadiennes?

Si le gouvernement canadien veut réellement aider l'Angleterre à se préserver de la famine, il doit s'appliquer sans retard, non pas à enrôler de nouvelles recrues pour l'armée, mais au contraire à faire *cesser tout enrôlement*, puis à concentrer et utiliser toutes les énergies de la nation afin de stimuler la production agricole et la construction des navires.



## La révolution en Russie

La révolution russe n'est assurément pas la raison ou le prétexte que le premier ministre invoquera pour justifier son projet de conscription. Les gouvernements de Washington, de Londres et de Paris ont acclamé la déchéance du Tsar comme une défaite pour l'Allemagne. La presse de France et d'Angleterre s'est appliquée, quinze jours durant, à dévoiler les intrigues et les machinations allemandes qui se poursuivaient à la cour de "Nicolas Romanoff". Elle a peint la révolution comme un immense et glorieux soulèvement du peuple russe contre les "traîtres" qui négociaient avec l'Allemagne. Le "dictateur" de l'Empire britannique, M. Lloyd George, a même télégraphié aux révolutionnaires de Russie qu'ils avaient rendu "*à la cause des Alliés le plus signalé des services*". Sir Robert Borden était à Londres lorsque cette dépêche fut rédigée, envoyée et publiée. Chaque jour, il conférait avec M. Lloyd-George. Viendra-t-il prétendre que "*le plus signalé des services*" rendus par la Russie à la cause des Alliés doit maintenant se payer par l'holocauste de cent mille jeunes Canadiens, ajoutés aux quatre cent mille déjà sacrifiés?

## L'intervention américaine

La déclaration de guerre des Etats-Unis, loin de justifier l'expédition de nouvelles troupes canadiennes, devrait, au contraire, induire le gouvernement à mettre fin à tout enrôlement. Les Etats-Unis ont, dans cette guerre, un intérêt au moins égal à celui du Canada. Leur population est *quatorze* fois plus nombreuse que la nôtre. Leurs richesses sont *soixante-quatorze* fois plus élevées que celles du Canada. Voici près de trois ans que la petite nation canadienne se saigne à blanc. N'a-t-elle pas le droit de respirer un peu et de reprendre quelques forces, pendant que la riche et populeuse république américaine, qui n'a pas encore sacrifié un seul troupier, apportera son concours si longtemps différé?

Avant que les Etats-Unis n'eussent décidé de se jeter dans la mêlée, à l'époque même où ils semblaient le plus décidés à rester neutres, sir Robert Borden ne jugeait pas la conscription nécessaire et renouvelait sa promesse de ne pas la faire appliquer. Aujourd'hui que la plus puissante des nations neutres apporte aux Alliés un secours inattendu et d'une énorme importance, — tous les hommes d'Etat et de guerre en témoignent, — comment le premier ministre peut-il espérer nous faire croire que la cause des Alliés exige la vie de cent mille Canadiens de plus?

Dans l'ordre économique, la même évidence s'impose. Quelques semaines avant l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, le gouvernement canadien trouvait si urgent de remplir les cadres vidés de l'armée agricole qu'il lançait un appel désespéré aux ouvriers américains. Cet appel était publié dans plus de sept cents journaux des Etats-Unis. Le gouvernement estimait à *soixante-dix mille* le nombre d'ouvriers agricoles qu'il fallait à tout prix faire venir des Etats-Unis. Au moment de la déclaration de guerre du Président, *sept mille* Américains, environ,

avaient répondu à l'appel du Canada. Naturellement, les autorités de Washington ont mis une brusque fin à ce drainage des forces vives de la nation américaine. Notre ministre du Commerce, sir George Foster, s'est vu forcé d'écrire une lettre dans laquelle il s'est engagé, au nom du gouvernement canadien, à faire cesser cette campagne d'embauchage. Voici donc l'armée agricole du Canada privée de plus de *soixante mille* recrues que le gouvernement jugeait, il y a trois mois, *absolument nécessaires* pour nous permettre de faire produire au sol canadien la nourriture dont l'Angleterre a un si pressant besoin. Et ce déficit désastreux, fatal peut-être, le même gouvernement veut maintenant le doubler, le tripler, en jetant cent mille Canadiens de plus en pâture au minotaure de la guerre !

Notez bien le contraste. D'un côté, le gouvernement d'une nation de *cent millions* d'habitants, qui n'a pas encore sacrifié un seul homme à la cause désormais commune, juge dangereux et refuse de *prêter* à une nation voisine et alliée *soixante-dix mille* de ses enfants. De l'autre, le gouvernement d'une nation de *sept millions* d'habitants, qui a déjà fourni *quatre cent vingt mille* de ses enfants à la boucherie européenne, trouve nécessaire et *patriotique* d'en *forcer* cent mille de plus à se sacrifier au triomphe de la "liberté" et de la "démocratie" ! ! Quel vent de folie et de suicide passe donc sur nos têtes ?

## Impérieuse nécessité de garder nos hommes

De tous les faits nouveaux qui ont modifié la situation depuis que sir Robert Borden a pris l'engagement "explicite" de ne pas établir la conscription, celui qui justifie le moins sa volte-face c'est bien l'entrée des Etats-Unis dans la guerre. A lui seul, au contraire, ce fait devrait suffire à faire comprendre à nos gouvernants qu'il faut mettre fin à tout enrôlement additionnel, à toute expédition de nouvelles troupes canadiennes en Europe. Le devoir qui s'impose plus impérieusement que jamais, *depuis que les Etats-Unis sont entrés en guerre*, c'est de rallier toutes les forces vives de la nation et d'utiliser tout le *man-power* du pays afin d'activer la production agricole — qui seule empêchera la crise des vivres, en Europe et en Amérique — et la construction des navires qui apporteront à l'Angleterre son pain quotidien.

Et pourtant, c'est probablement la déclaration de guerre des Etats-Unis qui a déterminé la volte-face de sir Robert Borden — pas pour l'avantage de la France ou de l'Angleterre, mais pour la commodité des Etats-Unis eux-mêmes.

Le comité britannique de recrutement, installé à New-York depuis peu, estime à 500,000 le nombre d'Anglais et de Canadiens, d'âge militaire, actuellement aux Etats-Unis. Une proportion considérable de ces sujets britanniques ont quitté le Royaume-Uni et le Canada depuis deux ans, afin de se soustraire au service militaire. Les autorités américaines ont jugé, avec raison, que si la seule crainte de la conscription, alors démentie par les autorités canadiennes, avait pu jeter de l'autre côté de la frontière des centaines de mille sujets britanniques, des millions d'Américains la franchiraient en sens inverse afin d'éviter

la conscription certaine aux Etats-Unis. Pour empêcher cet exode, le gouvernement américain aurait été forcé d'établir un cordon de sentinelles depuis l'embouchure de la rivière Sainte-Croix jusqu'aux rives du détroit de San Juan. Il a trouvé plus pratique et moins coûteux de faire faire sa besogne par le gouvernement canadien. La conscription établie simultanément dans les deux pays, la tâche de surveiller les *slackers* serait énormément simplifiée.

Ce n'est donc pas pour sauver la "démocratie" et la "civilisation supérieure" que le Canada est menacé du plus odieux et du plus sanglant des impôts; ce n'est pas davantage pour aider la France et l'Angleterre; ce n'est pas même pour soutenir l'effort de sa propre armée: c'est tout bonnement *pour faire la police du gouvernement américain*.

Tout considéré, c'est là qu'il faut chercher la seule explication plausible de l'incroyable changement d'attitude du ministère — beaucoup plus, à mon avis, que dans les décisions du Conseil de Guerre de l'Empire.

## La Conférence de guerre à Londres

Que, dans les délibérations secrètes de cette junte impériale, il ait été question de la conscription pour le Canada et l'Australie, c'est fort possible; c'est même certain. Que les ministres britanniques aient représenté aux délégués des "nations-soeurs" l'avantage de mettre tous les pays d'empire sur le même pied d'organisation militaire, c'est probable. Que les maîtres de l'Empire aient exercé une pression afin de faire remplacer par des soldats coloniaux les Anglais qu'ils gardent aux champs, aux chantiers maritimes, aux mines de charbon, aux usines de munitions, c'est plausible; et nous ne saurions leur en faire reproche. Tant pis pour nous si nous avons bêtement permis à nos politiciens de clamer, depuis bientôt trois ans, que le Canada est prêt à sacrifier "son dernier homme et son dernier dollar" pour les nations d'Europe. Néanmoins, je persiste à croire que, sans la déclaration de guerre du Président Wilson et le vote de la conscription par le Congrès, sir Robert Borden n'aurait pas violé ses engagements. A l'encontre des motifs que les ministres britanniques ont pu invoquer confidentiellement en faveur de la conscription, en général, le premier ministre du Canada n'a pu manquer d'opposer son engagement "explicite" et, aussi, les déclarations positives et publiques des hommes d'Etat anglais, lesquelles militent toutes contre l'établissement de la conscription au Canada, à l'heure actuelle.

En tout cas, quel que soit le motif apparent ou réel de la décision du ministère, le parlement ne serait pas justifiable de voter la loi projetée, ou *toute mesure tendant à rendre obligatoire le service pour la guerre européenne*, sans le consentement du peuple. C'est le dernier point qu'il nous reste à examiner.



## VI

### COALITION ET PROLONGATION DU PARLEMENT

#### Militarisme et autocratie

L'intention manifeste du premier ministre est d'imposer la conscription à l'aide d'une coalition ministérielle et d'une nouvelle prolongation du parlement. Ce dessein révèle une incroyable inconscience de la situation.

Le gouvernement, l'opposition, le parlement tout entier ont précipité le pays dans la tourmente européenne, alors qu'aucun engagement international, aucune obligation constitutionnelle ou morale, n'imposaient au Canada d'autre devoir que de veiller à la défense de son territoire <sup>1</sup>.

Cette participation à la guerre européenne, le gouvernement l'a décrétée afin d'aider l'Angleterre et ses alliés à "détruire le militarisme" et à "sauver la démocratie". Le parlement tout entier a ratifié, en l'acclamant, ce "noble" objet; et afin d'en mieux souligner le caractère, sir Robert Borden et ses collègues, sir Wilfrid Laurier et ses partisans, ont répété à l'envi que, libre et volontaire pour la nation, la participation resterait également volontaire et libre pour les individus. C'est en promettant, *verbalement et par écrit*, de ne pas s'écarter du principe du volontariat que le premier ministre a obtenu de précieux concours dans toutes les sphères de l'ordre social.

En proposant aujourd'hui la conscription, sir Robert Borden viole ses promesses les plus solennelles; à l'instar de Bethmann-Hollweg, il déchire les "chiffons de papier" qui portent sa signature et celle du parlement tout entier. Rendre le service d'outre-mer obligatoire, c'est soumettre le Canada au régime du "militarisme prussien". Si le premier ministre s'obstine à refuser au peuple le droit d'en décider, il viole les

<sup>1</sup> Qu'on ne soupçonne pas ici le dessein d'opposer la thèse nationaliste à la politique conservatrice ou libérale. Sur ce point, sir Robert Borden et sir Wilfrid Laurier ont fait, à plusieurs reprises, des déclarations aussi explicites que les nôtres; et les hommes d'Etat anglais ont corroboré l'opinion commune. Dans une étude sur *Le Problème de l'Empire*, j'ai cité l'opinion de M. Bonar Law, alors ministre des Colonies. Tout récemment, M. Balfour, ministre des Affaires étrangères, a été non moins catégorique. Dans son discours prononcé au Sénat canadien, le 28 mai, je relève ce passage: "*The government of the Mother Country cannot raise a corporal's guard in Canada, Australia, New Zealand, or wherever you will; she cannot raise a shilling of taxation; SHE HAS NO POWER.*"

Chose étrange, le chef de l'école "intégraliste," qui a si souvent piétiné sur les nationalistes parce qu'ils ont dit la même chose que M. Balfour, n'a pas soufflé mot des déclarations du ministre anglais, délégué officiel du parlement impérial.



principes essentiels de cette "démocratie" qu'il veut "sauver"... en Europe, au prix du sang de cinq cent mille Canadiens!

Mes lecteurs savent que je ne suis pas fou de la démocratie. Tout ce qui se passe dans le monde à l'heure actuelle, chez nous comme ailleurs, démontre la faillite de la démocratie, le mensonge du parlementarisme, la cynique duperie du régime des partis. Les gouvernements "populaires" se sont montrés aussi impuissants à prévenir la guerre qu'à organiser la victoire; et pour réparer leurs erreurs et leurs fautes, il ne trouvent rien de mieux que de recourir aux procédés extrêmes de l'autocratie et du militarisme.

Il ne m'a jamais paru clair que le Canada eût le devoir de se saigner à blanc pour "sauver la démocratie" européenne, encore moins pour l'imposer aux Allemands, aux Autrichiens ou aux Bulgares.

Quoi qu'il en soit, le régime démocratique est, au Canada, le régime établi par la loi, la constitution et une pratique déjà séculaire. S'il était clairement démontré que "Wilhelm Hohenzollern" veut renverser cet ordre de choses et qu'il a quelques chances matérielles d'implanter au Canada le "militarisme prussien", je serais le premier à lancer l'appel aux armes... et à y répondre avant de forcer les autres à se faire casser la tête.

Mais que penser de gens qui, depuis près de trois ans, appellent les Canadiens à la croisade volontaire de la démocratie contre l'autocratie militaire et qui s'apprêtent maintenant à leur imposer la forme la plus odieuse de militarisme en violant les principes essentiels de la démocratie? Sous prétexte de combattre le despotisme des monarchies "de droit divin", les Canadiens vont-ils laisser une poignée de politiciens sans réelle responsabilité leur imposer une oligarchie militaire et fonder une autocratie *bleue, rouge* ou bariolée, une dynastie éphémère, sans prestige, sans force et sans gloire, sans base constitutionnelle, historique ou morale? Pour entraver les desseins, nullement démontrés, de Guillaume l'Autocrate, allons-nous permettre à Robert le Têtu — fût-il assuré du concours de Wilfrid le Conciliateur — de jouer avec nos vies, et aussi avec la constitution et l'ordre établi?

## Principe du régime démocratique

Le principe fondamental du régime démocratique, ici comme en Angleterre, c'est le *consentement populaire*: "*the government in which the ultimate control lies with the people*". Cette définition, c'est celle qu'en donnait le plus traditionnel, le dernier peut-être, des *conservateurs* britanniques, M. Balfour, dans son récent discours au Sénat canadien, consigné dans nos archives parlementaires. C'est même l'idéal dont le triomphe exige, selon M. Balfour, les suprêmes sacrifices de tous les peuples britanniques <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> A noter, encore, que l'*Action Catholique* n'a pas soufflé mot de cette "hérésie démocratique" du représentant officiel de la Grande Bretagne, de cette "théorie dangereuse et révolutionnaire" du chef du conservatisme britannique. "Dangereuse" et "révolutionnaire" lorsque les nationalistes l'exposent comme un *fait*, cette doctrine politique devient-elle innocente et louable lorsqu'un homme d'Etat britannique, impérialiste et tory, la présente comme le principe idéal de l'ordre social et politique? Avec la théologie intégraliste, il y a évidemment de très larges accommodements.

Comment, sans violer ce principe dans son essence comme dans son application immédiate, le gouvernement et le parlement pourraient-ils songer à imposer la conscription au pays sans soumettre leur décision à la volonté populaire, à l'*ultimate control* du peuple?

Sous l'empire de la constitution britannique, les pouvoirs du parlement et du ministère sont à peu près analogues à ceux du conseil d'administration et du comité exécutif d'une société d'actionnaires. L'étendue et la durée du mandat des représentants du peuple sont limitées par la constitution et l'usage, comme la durée et l'étendue des pouvoirs des administrateurs sont définis par la charte et les règlements de la compagnie. En face d'une situation extraordinaire et soudaine, le parlement peut adopter des mesures exceptionnelles, tout comme les administrateurs d'une compagnie peuvent adopter de nouveaux règlements; mais ces mesures exceptionnelles sont subordonnées à la décision ultime du peuple, comme les règlements nouveaux doivent être soumis à l'assemblée des actionnaires; et ni les députés ni les administrateurs n'ont le droit de se soustraire à ce jugement, en prolongeant arbitrairement leur mandat; encore moins, le ministère, ou le comité exécutif, ont-ils le droit de se ménager l'impunité en achetant, par des manoeuvres corruptrices, la complicité de l'opposition, ou des autres administrateurs.

Cette brève analyse comparative démontre à quel point les projets de conscription, de coalition et de prolongation du parlement se rattachent les uns aux autres par un lien indissoluble.

Du point de vue où il s'est placé, sir Robert Borden a raison: s'il veut réussir à imposer la conscription, il doit tenter une coalition quelconque, et prolonger le parlement tant que la guerre durera. S'il a décidé de violer sur un point l'ordre établi, il est forcé de le violer sur les trois.

Disons-le tout de suite: ni sir Wilfrid Laurier, ni aucun de ses partisans, n'ont le droit de se prêter à cette triple manoeuvre. Tous les Canadiens soucieux de l'ordre public ont l'impérieux devoir d'y faire obstacle, par tous les moyens légitimes.

### Faux exemple de l'Angleterre

L'on objectera peut-être qu'en Angleterre, le parlement a successivement sanctionné la prolongation arbitraire de ses pouvoirs, la formation d'un ministère de coalition, et la conscription. La réponse est simple et facile. D'abord, un abus de pouvoir à Londres ne justifie pas un abus de pouvoir à Ottawa. Le Canada n'a pas conquis son autonomie, après soixante-quinze ans de lutte, pour le seul avantage d'imiter servilement tout ce qui se fait en Angleterre. Ensuite, c'est ici, ou jamais, le cas de répéter les paroles que sir Wilfrid Laurier prononçait le 17 janvier 1916, lorsqu'il condamnait tout projet de conscription: "*La situation n'est pas la même au Canada qu'en Angleterre.*"

En Angleterre, le droit de voter la conscription n'est que la conséquence du droit de déclarer la guerre. Au Canada, ni le gouvernement ni le parlement n'avaient le droit de déclarer la guerre; ils ont encore bien moins celui de décréter arbitrairement un dispositif nouveau qui va

à l'encontre d'une tradition déjà séculaire et des accords conclus entre la Grande-Bretagne et le Canada.

C'était déjà un abus de pouvoir que de décider, sans le consentement de la nation, en août 1914, la participation du Canada aux opérations de guerre en Europe. Rendre obligatoire le service d'outre-mer serait un autre abus de pouvoir. Après les multiples déclarations des ministres, après la promesse "explicite" de sir Robert Borden — que jamais la conscription ne sera "établie", — décréter la conscription, sans le consentement du peuple, serait d'un cynisme révoltant; ce serait dépasser les pires actes de tyrannie que les champions de la démocratie reprochent aux "autocrates" de Berlin, de Vienne ou de Constantinople.

### Juste exemple de l'Australie et de l'Afrique-Sud

Au lieu de regarder toujours du côté de Londres, pourquoi nos gouvernants ne jettent-ils pas, de temps à autre, un coup d'oeil du côté des autres pays autonomes de l'Empire, dont les conditions se rapprochent davantage des nôtres? Dans aucun de ces pays, sauf la Nouvelle-Zélande, on n'a encore réussi ou songé à imposer la conscription. Partout, on y a fait des élections, sans que l'Empire et ses alliés en aient souffert. Nulle part, on n'y a constitué de ministère de coalition afin d'étouffer la voix du peuple.

En Australie, un référendum a révélé la force de l'opposition du peuple à la conscription. M. Hughes, forcé de constituer un ministère d coalition *nationaliste*, a dû subir une seconde élection générale et s'engager à ne pas imposer la conscription avant d'avoir obtenu le consentement du peuple par un nouveau plébiscite.

L'exemple de l'Afrique-Sud, pays analogue au Canada par sa composition bi-ethnique, est encore plus instructif. On n'a pas craint d'y faire une élection générale, presque en pleine insurrection. Le général Botha, dont le loyalisme nous a été si souvent donné comme modèle, a constamment combattu tout projet de conscription. Il a même refusé son concours à l'enrôlement *volontaire* pour la guerre européenne. Aux recrues peu nombreuses de l'armée impériale, il n'accorde qu'une solde très inférieure à celle des soldats de la milice sud-africaine.

### La dissolution du parlement s'impose

Le même raisonnement s'applique à la prolongation du parlement.

En Angleterre, la durée des parlements a varié. C'est affaire de pure coutume; et le parlement lui-même en a toujours décidé.

Au Canada, la durée du mandat parlementaire est rigoureusement déterminée par un article de la Constitution. Pour faire prolonger leurs pouvoirs d'une année, nos sénateurs et nos députés ont, l'an dernier, voté à l'unanimité une Adresse qui a reçu la sanction du parlement impérial. C'était déjà poser un acte révolutionnaire et un précédent fort dangereux. Avec quelques autres *excentriques*, nous avons jeté le cri d'alarme. Naturellement, ces protestations isolées ont été promptement étouffées par la clameur concertée des deux partis.



Cette année, on prête au ministère l'intention de faire voter la prolongation à la simple majorité des voix. On assure même que sir Robert Borden a rapporté de Londres la promesse que le parlement impérial ratifiera une décision ainsi imposée par un gouvernement "autocratique" à une majorité dénuée de toute pudeur. Ce serait revenir aux jours du *Family Compact*, et faire gouverner le pays par la coalition d'une clique de politiciens canadiens unis à une clique de politiciens anglais.

Même à l'unanimité et sans conscription, le parlement n'a pas le droit de répéter l'erreur de l'an dernier. Imposer la prolongation par la force brutale d'une faction serait un crime. Y ajouter celui de l'imposition arbitraire de la conscription, c'est ouvrir la porte aux réactions les plus dangereuses.

La seule annonce du projet de conscription a soulevé l'indignation populaire, non seulement ici, mais dans toutes les parties du pays. Quelques hommes vers qui se tourne aujourd'hui la confiance désabusée du peuple ont réussi à calmer les passions, à réduire les démagogues à une temporaire impuissance. Que les gouvernants ne s'y trompent pas : si, prenant à tort l'accalmie du moment pour de la résignation, ils persistent dans leurs desseins, le second mouvement sera pire que le premier. Ce sera au tour des hommes d'ordre d'être réduits à l'impuissance.

*Une dissolution immédiate du parlement est la seule soupape de sûreté qui permette au sentiment populaire de se manifester sans danger pour l'ordre public.*

### Nécessité d'un plébiscite

Cela même ne suffira pas. A l'élection générale, il faut ajouter un référendum sur la question même de la conscription.

Je ne m'attarderai pas, aujourd'hui, à discuter le mérite intrinsèque de ce mode de consultation populaire. Il serait facile de démontrer qu'il n'est nullement contraire, comme on l'a parfois prétendu, aux principes et à la pratique des institutions britanniques. A loisir, je soutiendrais même volontiers la thèse que, contenu dans de justes bornes, le plébiscite est plus conforme aux vrais principes de l'ordre social que le régime électoral et parlementaire. Mais l'heure n'est pas aux dissertations platoniques. Je ne veux pas, non plus, revenir sur le passé et rechercher qui, de nous, ou de nos adversaires *bleus* ou *rouges*, avait raison de réclamer ou de refuser le plébiscite en d'autres circonstances où se sont posés les principes, dont les conséquences se marquent aujourd'hui.

Pour l'instant, je me borne à formuler cette simple et élémentaire vérité : si l'on admet que le parlement ne doit pas imposer la conscription sans le consentement du peuple, on doit également admettre que seul un plébiscite permettrait au peuple de manifester sa pensée clairement et sans équivoques.

Dans une élection générale, l'opinion publique ne peut pas s'exprimer sur une seule question : elle s'éparpille sur une foule de matières qui ont fait l'objet de la discussion parlementaire et publique durant plusieurs années ; elle est forcée de se prononcer sur divers problèmes que le futur parlement sera appelé à résoudre ; enfin elle est tirillée en tous



sens par les attaches de parti, par les sympathies individuelles pour tel chef ou tel candidat, par mille questions d'intérêt local.

Même s'il était possible d'éliminer tous ces obstacles, il serait encore impossible, dans les circonstances actuelles, de connaître le sentiment populaire sur la conscription, si l'on n'avait recours qu'à l'usuelle consultation parlementaire.

Réduisons la situation à une forme concrète, en supposant les hypothèses les plus probables. Le ministère propose la conscription, l'opposition la combat, certains députés libéraux votent pour la conscription, certains conservateurs votent contre; ou, plus simplement, le premier ministre dépose le projet de loi et le leader de l'opposition s'y oppose; puis, dans l'un ou l'autre cas, — après le vote, dans le premier, avant, dans le second — la Chambre est dissoute. Dans plusieurs comtés, les deux candidats seront favorables à la conscription, dans d'autres, ils seront également anticonscriptionnistes. Comment départager, par le résultat, l'opinion des partisans et des adversaires de la conscription?

Même si les deux partis parlementaires votaient en bloc, — l'un pour la conscription, l'autre contre — la consultation populaire n'en serait pas moins trompeuse. L'on ne saurait exiger qu'un conservateur anticonscriptionniste vote pour un candidat libéral dont il désapprouve la politique généralement; ni qu'un libéral conscriptionniste vote pour le ministère conservateur. Et puis, quelle issue offrirait-on par là aux nombreux électeurs qui sont opposés, non seulement à la conscription, mais à tout effort additionnel pour la guerre? Ou encore, à ceux qui, généralement favorables à la politique de guerre du ministère conservateur, sont opposés à la seule conscription?

### Invite à l'émeute

On a parlé d'une autre combinaison: coalition, élection générale, puis, conscription si le ministère de coalition est soutenu. Ce serait le plus odieux des subterfuges. Pour exprimer leur opinion, les anticonscriptionnistes n'auraient d'autre ressource que de mettre partout des candidats opposés aux deux partis. Le défaut d'organisation préalable les empêchant de le faire dans la plupart des comtés, le gouvernement "national" interpréterait comme favorable à la conscription un verdict arraché par la plus ignoble des supercheries. Si l'on a vraiment songé, dans les cercles officiels, à cette tactique abominable, que l'on pèse bien ces paroles: *c'est l'invite formelle et définitive à l'insurrection*. Qu'on y pense sérieusement, avant de réduire à l'exaspération des milliers d'honnêtes gens qui ne demandent qu'à exprimer librement et paisiblement leur opinion. La mesure des duperies est comble. Ne la faites pas déborder.

Pour ma part et pour tous ceux qui ont confiance en moi, je tiens à dégager notre responsabilité. Nous avons réussi à calmer l'effervescence des derniers jours. Quoi qu'il arrive, nous ferons tout pour maintenir l'ordre public. Mais si les politiciens autocrates, frappés de démence, ne tiennent aucun compte des conseils désintéressés qui leur arrivent de toutes parts, nous serons aussi impuissants qu'eux à contenir la colère

populaire; et ce n'est pas dans les rangs des vrais nationalistes qu'on trouvera les émeutiers.

## Conclusion

Résumons en quelques formules concrètes la situation politique et ses exigences.

Toute coalition des partis, à l'heure actuelle, serait inutile, dangereuse et immorale.

La dissolution des Chambres s'impose. Le parlement n'est pas seulement moribond, il est *mort*, moralement: *jam fætet*.

Le parlement actuel ou futur ne doit pas voter la conscription; il ne peut, en justice et avec prudence, l'imposer au pays sans le consentement du peuple; et l'opinion du peuple ne peut s'exprimer librement que par un plébiscite.

# APPENDICES

---

## I

### NOS PRÉVISIONS

---

Il y a dix-huit ans :

*Le 22 octobre 1899, M. Henri Bourassa, parlant à Papineauville de l'envoi des troupes au Sud-Africain, disait (voir le compte-rendu de la Patrie du 23) :*

Si aujourd'hui l'on demande 500 soldats au Canada pour aller combattre contre une nation de 300,000 âmes, que sera-ce quand l'Angleterre aura à lutter contre un peuple puissant ?

La voyez-vous aux prises avec la Russie ? Alors l'on fera lever des milliers de Canadiens qu'on arrachera à nos paisibles campagnes et aux douceurs de la vie domestique pour les envoyer dans les steppes glaciales de la Sibérie.

Que serait-ce encore si la mère-patrie allait porter la guerre en Allemagne ?

A ce compte, nos fils devront s'attendre à partir au premier signal pour les quatre coins du globe sans profit pour eux-mêmes ni pour la patrie qui a tant besoin de leurs bras et de leur intelligence pour prospérer et grandir

Il y a trois ans :

*Le 18 août 1914, quatorze jours après la déclaration de guerre, deux jours avant la réunion de la première session de guerre, M. Omer Héroux écrivait en tête du Devoir :*

Nous prions ceux qui veulent réfléchir de méditer sur les conséquences financières — et autres — de cette révolution.

On n'envoie aujourd'hui que des volontaires, mais si les volontaires manquent, est-ce que l'on se dérobera à ce que l'on aura affirmé être un devoir, sous prétexte que les offres de service ne sont pas assez nombreuses ?

Il y a deux ans :

*Le 18 juillet 1915, M. Henri Bourassa, répondant à la Gazette, qui prétendait qu'il n'y aurait pas de service obligatoire, écrivait dans le Devoir :*

La Gazette est-elle si certaine que nous n'allons pas à la conscription ? Le parlement, affirme-t-elle, ne décrètera pas le service obligatoire, il ne doit pas le faire.

Le parlement a fait et décrété bien des choses que la Gazette ne trouvait pas opportunes, qu'elle jugeait même absurdes et condamnables, tant que ses chefs politiques n'eurent pas décidé de les mettre à exécution — par exemple, la contribution de trente-cinq millions à la flotte impériale.

Le gouvernement a porté successivement le chiffre des troupes destinées à la guerre européenne de cinquante mille hommes à cent mille, puis à cent cinquante mille; et il a déclaré qu'il maintiendrait ces effectifs. On a même fait dire à M. Borden que le Canada fournirait à l'Angleterre cinq cent mille soldats. Même si le gouvernement s'en tient au chiffre de cent cinquante mille, et que les troupes anglaises et canadiennes continuent d'être massacrées comme elles l'ont été à Langemarck, il faudra, pour peu que la guerre se prolonge, enrôler au moins 250,000 hommes.

Si le recrutement volontaire ne suffit pas à remplir ces cadres, le gouvernement va-t-il faire savoir aux autorités impériales qu'il ne peut faire honneur à sa signature? Il est plus probable qu'il exécutera le programme annoncé par le colonel Wilson: il aura recours à l'enrôlement forcé.

Il n'est sans doute pas à propos d'effrayer le peuple inutilement; mais il est plus répréhensible encore de le leurrer d'illusions et de lui cacher les conséquences possibles et même probables de l'attitude et des engagements pris par ses gouvernants.

Il y a deux mois:

*Le 27 mars 1917, indiquant, dans le Devoir, les moyens les plus efficaces de s'opposer aux manœuvres des partisans de la conscription, M. Henri Bourassa écrivait:*

Si une action intelligente, modérée, mais énergique et inlassable, ne s'exerce pas dans ce sens, nous aurons certainement la conscription, sous une forme quelconque, avant trois mois.

---

## II

### L'AVIS DES CHEFS

---

*Nous reproduisons ci-dessous les déclarations faites au sujet de la conscription, le 17 janvier 1916, par sir Wilfrid LAURIER et sir Robert BORDEN, à la Chambre des Communes. C'est à cette session que sir Robert Borden déclara qu'il avait promis 500,000 hommes à l'Angleterre, que le parlement ratifia unanimement cette promesse par le vote de l'Adresse, et que la Chambre, unanimement aussi, — sauf M. Paul-Emile Lamarche (Nicolet), dissident, — accorda une prolongation de terme au ministère Borden.*

**" Il ne doit pas y avoir de conscription au Canada "**

SIR WILFRID LAURIER

"Le discours du trône nous annonce que l'on nous présentera des mesures pour permettre au Gouvernement de continuer la guerre. Mon très honorable ami le premier ministre a fait, le 1er de l'An, la déclaration qu'il était prêt à offrir 500,000 hommes. Je ne discuterai pas aujourd'hui le point de savoir si la déclaration prématurée de mon très honorable ami était exactement conforme aux règles du gouvernement parlementaire. Je mets de côté toutes ces questions dans un jour comme celui-ci. Je crois que nous aurons des explications sur l'offre de 500,000 hommes, qui me semble un projet un peu vaste, mais encore une fois, je m'abstiens de porter un jugement à ce sujet. Je serai prêt et les honorables amis qui m'entourent seront



également préparés à discuter, avec toute l'attention qu'elles méritent, les propositions que le Gouvernement jugera essentielles pour mener à bien la lutte dans laquelle nous sommes engagés. Mais permettez-moi de vous dire — et je crois qu'à ce sujet nous devons avoir une expression d'opinion — que nous devons repousser immédiatement l'impression que l'on a cherché à créer, que cette offre serait un premier pas vers la conscription. *Il ne doit pas y avoir de conscription au Canada.* On a tenté pendant de nombreuses années, monsieur l'Orateur, d'effrayer le peuple avec le spectre de la conscription. Il y a eu, comme vous le savez, dans cette Chambre, quelques hommes qui, pendant les élections de 1911, ont déclaré que le vote de la loi navale était un prélude à la conscription. Il y a des hommes dans la province de Québec qui ont affirmé qu'au moment où la conscription serait adoptée en Angleterre, la conscription serait adoptée ou proposée au Canada. La loi navale a été dans les statuts pendant six ans. Elle y est encore, elle n'a pas été abrogée, comme plusieurs membres de cette Chambre s'étaient engagés à l'exiger. Elle existe toujours et il n'y a pas encore de conscription. *En Angleterre on en est arrivé à la conscription, mais au Canada la conscription n'existera pas.* En ce qui a trait à la conscription en Angleterre, ce serait vraiment de mauvais goût, je dirai plus, ce serait une impertinence de faire à ce sujet quelques remarques pour témoigner de notre approbation ou de notre désapprobation. Pour moi, je puis dire que j'avais l'espoir de voir l'Angleterre poursuivre cette guerre prodigieuse en continuant l'application de son ancien système d'enrôlement volontaire.

“Le gouvernement anglais en a pensé autrement: il a pensé que l'importance, la prodigieuse importance de la guerre à laquelle nous devons faire face, l'obligeait à recourir à la conscription, et la mesure qu'il a adoptée semble rencontrer l'approbation de la grande majorité du peuple de la Grande-Bretagne. Tout de même, monsieur l'Orateur, *la situation au Canada n'est pas la même qu'en Angleterre. Les raisons qui existent pour empêcher la conscription au Canada sont évidentes. À défaut d'autres raisons, la principale, celle qui prime toutes les autres, c'est que nous ne pourrions implanter la conscription au Canada sans porter un coup terrible à notre politique d'immigration.* Si nous voulons traverser avec succès la période qui suivra la guerre et faire face à l'énorme dette qui s'accumule à l'heure actuelle, si nous voulons acquitter les dépenses énormes dont nous nous chargeons, le meilleur moyen d'atteindre ces résultats, c'est d'adopter une politique d'immigration sage et hardie, de façon à nous permettre d'assurer le développement de nos ressources. Mais si jamais l'on venait à savoir, à l'étranger, que la conscription existe au Canada, cette notion porterait, je le répète, un coup mortel aux espérances que nous entretenons à ce sujet. Mais, la seule pensée de la conscription n'a-t-elle pas exercé une action préjudiciable relativement à nos établissements de colonisation dans le Nord-Ouest ?

.....  
*Ici, l'orateur cite un article d'un journal américain, le New York American; et il poursuit:*

“A tout événement, il laisse assez voir combien il importe que nous ayons au plus tôt une déclaration autorisée de la part de mon très honorable ami, le premier ministre, à ce sujet.

(Débats des Communes, 17 janvier 1916, vol. I, pages 19 et 20 de l'édition française.)

“ Nous n'entendons pas établir de conscription ”

SIR ROBERT BORDEN  
(PREMIER MINISTRE)

.....  
“ Mon très honorable ami a parlé de l'augmentation considérable du nombre de nos effectifs, qui a été proposée le premier janvier. Le 7 novembre 1914, notre effectif autorisé a été augmenté de 30,000 hommes. Le 8 juillet 1915, un décret ministériel l'a porté à 150,000. Le 22 octobre, Sa Majesté le roi a adressé un appel à ses sujets. Il ne s'adressait pas directement aux possessions d'outre-mer; Sa Majesté s'adressait plus particulièrement à la population des Iles-Britanniques. Nous avons estimé qu'il convenait d'accepter cet appel comme s'adressant à la population du Canada, et le 30 octobre 1914, l'effectif autorisé fut porté à 250,000 hommes. Finalement, le premier jour de janvier de cette année, il a été annoncé que l'effectif autorisé du Canada serait de 500,000 hommes.  
.....

“ Mon très honorable ami a parlé de la conscription—de l'idée qu'on entretient au pays ou ailleurs que la conscription pourra exister au Canada. *Parlant pendant les deux ou trois premiers mois de la guerre, j'ai clairement fait comprendre à la population canadienne que nous n'entendions pas établir de conscription. Je le déclare de nouveau explicitement.*  
.....

(Débats des Communes, 17 janvier 1916, vol. I, page 26 de l'édition française.)

---

III

VŒU DE PROTESTATION

---

*Voici le texte du vœu acclamé à l'assemblée tenue au Monument National, le 7 juin 1917 :*

Nous, citoyens canadiens, fidèles sujets du Roi, prêts à défendre le territoire canadien contre toute attaque étrangère, sommes également résolus à défendre l'autonomie du Canada et la liberté de ses citoyens contre toute agression intérieure.

Nous condamnons tout projet de conscription pour la guerre d'outre-mer, parce qu'il viole les principes de notre constitution et les traditions séculaires du pays; et nous déclarons que le gouvernement et le parlement du Canada n'ont pas le droit de décréter la conscription sans le consentement explicite de la majorité du corps électoral, exprimé dans un plébiscite.

Nous croyons que tout effort additionnel de la nation doit avoir pour unique objet de réorganiser les forces économiques du pays et d'apporter aux Alliés dont le Canada a épousé la cause, et particulièrement à l'Angleterre, les secours de ravitaillement qu'ils réclament avec tant d'insistance.

*Les conseils municipaux et autres corps publics trouveront dans ce vœu d'utiles inspirations pour rediger leurs protestations.*

## IV

# PÉTITIONS

---

Voici le texte des pétitions préparées par la Ligue patriotique des intérêts canadiens:

### Aux députés à la Chambre des Communes du Canada,

Confiants dans la déclaration faite le 17 janvier 1916 par le Très Honorable Sir Robert Borden, premier ministre: — *"J'ai clairement fait entendre à la population canadienne que nous n'entendions pas établir la conscription. Je le déclare de nouveau explicitement,"* — forts des paroles prononcées le même jour par le Très Honorable Sir Wilfrid Laurier, chef de l'opposition: — *"Au Canada, la conscription n'existera pas,"* — les soussignés vous demandent de ne pas adopter de loi ou de résolution décrétant a conscription pour le service d'outre-mer, ou tendant à rendre ce service obligatoire.

### Aux députés à la Chambre des Communes du Canada,

Nous, mères canadiennes, prêtes à sacrifier librement nos fils pour la défense du territoire canadien, mais confiantes dans les garanties données, le 17 janvier 1916, par le Très Honorable Sir Robert Borden, premier ministre, et par le Très Honorable Sir Wilfrid Laurier, chef de l'opposition, vous supplions de n'adopter aucune mesure pour rendre obligatoire le service militaire d'outre-mer.

*On peut se procurer des feuilles de pétitionnement, avec entête DANS LES DEUX LANGUES, en s'adressant à*

M. Wilfrid DESCHÊNES,

*Chef du secrétariat.*

92-est, rue Notre-Dame, chambre 12,

Montréal

*On peut également s'adresser à M. Deschênes pour les commandes en gros de la brochure de M. Bourassa sur La Conscription: \$1.00 la douzaine, franco; pour cinquante exemplaire et plus, prix spécial de 5 sous L'EXEMPLAIRE, avec frais d'expédition à la charge de l'acheteur.*

*Chaque commande de cinquante exemplaires donnera droit à cinq exemplaires gratuits du discours de M. Bourassa sur Le DEVOIR, son origine, son passé, son avenir et à un exemplaire de la brochure contenant toute la série des discours prononcés lors du Cinquième anniversaire du DEVOIR.*







Abbé G. BOURASSA

# *Les Soldats du Pape*

*le souvenir, la leçon*

---

Sermon prononcé à Notre-Dame, au 25e anniversaire  
du départ des premiers zouaves canadiens  
et réimprimé pour le cinquantenaire

AVEC NOTE-PRÉFACE

— DE —

*Henri BOURASSA*



IMPRIMÉ AU DEVOIR

43, rue Saint-Vincent  
MONTRÉAL

PRIX: 10 sous

---

1918



A l'occasion du cinquantième anniversaire du départ pour Rome des premiers zouaves canadiens, on m'a demandé de réimprimer le sermon prononcé à Notre-Dame, le 19 février 1893, par mon frère, l'abbé Gustave Bourassa, lors du vingt-cinquième anniversaire de ce glorieux acte de foi et de courage<sup>1</sup>. C'est avec un double bonheur que j'acquiesce à ce désir.

Le discours, m'a-t-on dit, mérite de revivre. De ceci on a facilement persuadé une admiration et une amitié fraternelles que la mort et quinze années de séparation n'ont pas affaiblies.

Il y a plus. En ces temps d'universel délire, où le monde a plus que jamais besoin du Christ, de son Église et de son vicaire pour retrouver la voie, la vie et la vérité, on ne saurait trop multiplier les paroles qui rappellent aux peuples le souvenir de leurs actes de foi et les leçons qui s'en dégagent.

Les nombreux amis de l'abbé Gustave Bourassa partageront avec moi, j'en suis certain, le bonheur tout particulier que j'éprouve à faire revivre, à la gloire du Christ et du Pape, une parole chère, trop tôt éteinte.

Et lui, du sein de l'éternelle Lumière où Dieu, j'en ai confiance, l'a appelé depuis longtemps, il bénira ceux qui ont eu la pieuse pensée de lui faire rendre un témoignage d'outre-tombe au geste héroïque des hommes de cœur qui furent les soldats du Pape et — cette fois, véritablement — les défenseurs du Droit opprimé.

HENRI BOURASSA

19 février 1918

<sup>1</sup> Le texte de ce sermon est contenu dans le recueil des *Conférences et Discours* de l'abbé G. Bourassa, publié en 1899, à Montréal, C. O. Beauchemin et fils, éditeurs.





# *Noces d'argent des Zouaves Pontificaux*

---

SERMON PRONONCÉ EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL, LE  
19 FÉVRIER 1893, A L'OCCASION DU 25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU  
DÉPART DES PREMIERS ZOUAVES PONTIFICAUX

---

*Gloriâ magnâ glorificaverunt gentem  
suam.*

Ils ont fait rejaillir sur leur peuple  
une grande gloire.

I MACH., XIV, 29.

*Monseigneur <sup>1</sup>, Mes frères,*

Un jour, le peuple d'Israel, voulant donner à son vaillant concitoyen, Simon Machabée, et à son héroïque famille un témoignage éclatant de sa gratitude pour les signalés services qu'ils avaient rendus à la cause nationale, s'assembla dans la grande cour du temple de Sion. Et là, tous ensemble, prêtres et princes du peuple, anciens, chefs de famille et de tribu, simples citoyens, confondus en un de ces unanimes et profonds sentiments qui, à certaines heures de la vie des peuples, livrent au grand jour la véridique et libre expression de la conscience et de la volonté nationales, la nation tout entière formula solennellement sa reconnaissance envers cette famille illustre. Cette déclaration mémorable occupe vingt-trois versets du texte sacré. Elle fut gravée, d'après le vœu de l'assemblée, sur des tables d'airain et exposée aux regards sous un des portiques du Temple.

Or, l'un de ces versets renferme les paroles que je viens de vous citer: *Gloriâ magnâ glorificaverunt gentem suam*, « Ils ont fait rejaillir sur leur peuple une grande gloire »; et je crois qu'il résume et caractérise bien, en sa forte et sobre

<sup>1</sup> Mgr Fabre, archevêque de Montréal.

éloquence, le résultat le plus brillant et le plus cher au cœur de tout peuple, de l'œuvre patriotique des Machabées.

Ce soir, mes frères, en contemplant vos rangs pressés autour de nos vaillants zouaves pontificaux, je me rappelle ces paroles historiques et sacrées, qu'un de leurs aumôniers a inscrites avec son cœur sur le premier feuillet de l'attachant récit de leurs campagnes, et je crois voir surgir autour de moi l'antique et solennelle assemblée du peuple de Dieu.

Car je ne crois pas mal interpréter vos sentiments intimes, en affirmant que vous êtes venus ici ce soir, non pas attirés par une banale curiosité, mais entraînés tous par le puissant désir de donner un public témoignage de votre sympathie et de votre reconnaissance aux valeureux compatriotes qui, il y a aujourd'hui vingt-cinq ans, quittaient notre ville, au bruit de ses acclamations, et s'en allaient apprendre à Rome et à l'Europe l'existence et la vitalité d'une autre France, américaine et catholique.

Nous sommes ici ce soir pour célébrer cette date épique, ce fait glorieux, l'un des plus considérables, sans conteste, et des plus caractéristiques de notre génie et de notre vie nationale.

En m'inclinant devant une invitation deux fois irrésistible, puisqu'elle venait à la fois des lèvres d'un pasteur vénéré et du cœur d'un père affectueux et bienveillant, je n'ai pas un instant songé à vous apporter un discours savamment agencé, aux graves et harmonieuses proportions classiques, encore moins le développement régulier de quelque forte thèse, aux aperçus nouveaux et aux grandes conclusions sociales.

Non, plus modeste est ma prétention, et plus sûre par là, peut-être, de rencontrer vos suffrages. J'apparais simplement dans cette chaire, avec le désir d'évoquer à vos yeux un souvenir glorieux et bienfaisant pour notre patriotisme, avec le dessein, aussi, de demander à ce souvenir une leçon pour le présent, qui suscite en vos cœurs, au profit de la patrie, quelque résolution opportune et généreuse.

C'est là tout le dessein de mon discours, et je demande à la céleste Reine de cette église et de cette ville de bénir ma parole et de la faire germer en vos âmes. *Ave Maria.*

I

LE SOUVENIR

Le souvenir, mes frères, beaucoup d'entre vous, plus et mieux que moi, en gardent au cœur la profonde et vivace empreinte, car ils avaient alors âge d'homme, et je n'étais, moi, qu'un enfant<sup>1</sup>. Mais je me souviens parfaitement que, malgré mon jeune âge, ce grand événement et les démonstrations imposantes qui l'entourèrent, firent sur mon âme d'enfant une bien vive impression; et je sais que cette impression était commune, alors, à tous les enfants de nos familles chrétiennes, qui, tous les jours, au foyer domestique comme à l'école, entendaient les grands parler entre eux, ou s'entretenaient eux-mêmes ensemble de la nouvelle croisade.

Ah ! c'est que le départ de « nos croisés », comme on a si justement nommé ces guerriers d'une cause deux fois sainte, n'a pas été le fait isolé d'une poignée de jeunes gens, la flambée d'enthousiasme de quelques centaines de têtes chaudes et de cœurs ardents.

Non, ce départ, c'est la nation tout entière qui l'a voulu, qui l'a favorisé, qui l'a enfanté. Le départ de nos zouaves a été en quelque sorte notre départ à tous. Ils sont partis, parce que nous ne pouvions tous partir. Ils sont partis en notre nom, à notre place. Ils sont partis avec nos oboles, avec notre sang, avec notre cœur, avec notre conscience, avec notre âme de peuple catholique. Et en partant, ils ont emporté avec eux, enveloppés dans les plis de leur drapeau, les vœux, les espérances, les appréhensions, la foi, l'amour et l'abnégation de tout un peuple !

Ce peuple, c'était le nôtre, Canadiens-français ! Et ce peuple, puis-je dire sans blesser aucune justice ni froisser aucun honneur, c'était surtout le nôtre, Canadiens-français de Ville-Marie ! Car c'est Ville-Marie, c'est Montréal qui, après Castelfidardo et avant Mentana, a envoyé à Rome deux des

<sup>1</sup> L'abbé Bourassa est né le 15 juin 1860. Il avait donc près de huit ans lors du départ des zouaves pontificaux. (*Note de l'éditeur, 1918.*)



trois premiers zouaves canadiens<sup>1</sup>. Le troisième, né aussi dans notre ville, d'un sang irlandais, est parti de Québec.

Il est mort depuis, en Espagne, au champ d'honneur, serviteur d'une cause qu'il croyait juste et sainte, et la balle qui l'a tué a rencontré sur sa poitrine l'image du Sacré-Cœur. Honneur à Hugh Murray, dont Québec, l'autre soir, célébrait la mémoire, unie à celle de ses autres zouaves ! Honneur à la race qui, en produisant ce héros, a prouvé quels vaillants émules elle aurait pu lui susciter chez nous !

C'est Ville-Marie qui a créé, à la voix de son évêque, ce comité d'organisation dont l'intelligent travail a assuré le succès de cette généreuse expédition.

C'est l'évêque de Montréal, Mgr Bourget, de grande et sainte mémoire, qui, le premier de nos évêques, par l'appui et la consécration d'une voix pastorale empressée à toutes les grandes initiatives, a donné une direction, un corps, une réalisation heureuse aux intimes désirs et aux vœux éclatants qui bouillonnaient alors au sein de notre vaillante jeunesse.

Je vais vous citer quelques dates et quelques textes qui établissent péremptoirement ce fait et déterminent nettement des responsabilités honorables.

Le dimanche, 17 novembre 1867, Mgr Bourget faisait recommander aux prières des fidèles assemblés dans sa cathédrale un de leurs jeunes concitoyens<sup>2</sup>, blessé grièvement à Mentana; et à cette recommandation il ajoutait la suggestion suivante qui, tombant de sa plume autorisée, ne pouvait manquer de germer dans le sol ému de l'opinion catholique.

« Il y a, disait-il, nous le savons, dans cette ville et dans toute l'étendue du pays, des jeunes gens qui brûlent du désir d'aller, aussi eux, s'immoler pour la défense de notre père commun, de l'immortel Pie IX. Nous devons prier pour qu'il plaise à la divine Providence de leur ménager les ressources nécessaires pour les frais d'une expédition si glorieuse. Car il est à croire que, malgré le bonheur des temps, il y a dans notre jeune Canada, aussi bien que dans les vieux pays, assez de richesse pour équiper un bataillon canadien, qui prouve-

<sup>1</sup> MM. A. B. Testard de Montigny et Alfred La Rocque, chevaliers de Pie IX.

<sup>2</sup> M. Alfred La Rocque.

«rait, en combattant pour le drapeau de la foi, que le courage «que nous ont légué nos pères n'est pas éteint dans le cœur «de leurs enfants.»

Trois semaines plus tard, le 8 décembre, il publiait, par une lettre pastorale, l'encyclique de Sa Sainteté Pie IX, prescrivant un jubilé de prières, pour obtenir du ciel la protection des restes de sa souveraineté temporelle, menacés par les récentes manœuvres de la perfidie piémontaise. Et dans ce solennel document, après avoir glorifié nos deux jeunes blessés de Mentana, celui de Québec et celui de Montréal, le saint évêque ajoutait :

«Beaucoup d'autres brûlent d'ardeur de partager la gloire «de leurs jeunes compatriotes et viennent de l'avant pour «essayer à former un bataillon de zouaves... L'on parle de ce «projet dans les villes et dans les campagnes; et il sourit «à beaucoup de jeunes gens qui sont impatients de pouvoir «l'exécuter. Des souscriptions ont été faites spontanément «par des enfants de l'un et de l'autre sexe, dans les collèges et «des couvents, et ces enfants ont l'air de recevoir les premiers le «souffle d'en haut, pour donner l'élan à leurs parents et à leurs «concitoyens, car *c'est de la bouche des enfants que sort la «louange parfaite.*»

Il examine ensuite quelques opinions émises sur la possibilité, la facilité et la forme d'un recrutement de ce genre. Puis il formule nettement et chaudement son sentiment et son vœu personnels :

«Nous demeurons étrangers, dit-il, à ce mouvement laïque, «mais, nous l'avouerons, nous le bénissons de tout notre cœur «et nous lui souhaitons un plein succès. Car nous le considérons comme une gloire pour notre religieux pays et comme «une bénédiction pour ses habitants. Nous pensons qu'en effet «un bataillon de zouaves canadiens prouverait au monde entier «que l'extrême Occident se joint à toutes les autres parties du «monde pour épouser la cause sacrée à laquelle se dévouent «aujourd'hui tant de cœurs généreux, et montrer que le nom «de Pie IX est grand et béni dans les froides contrées du «Nord. Ce bataillon, en combattant pour le grand principe sur «lequel seul peuvent reposer solidement les sociétés humaines, «donnerait un admirable exemple de dévouement pour la cause

«catholique, et chacun lui consacrerait avec une nouvelle  
«ardeur sa plume, sa parole et surtout son cœur. Mais tout le  
«monde comprend que pour cela il faudrait que les hommes qui  
«se dévoueraient ainsi pour l'Église et son auguste Chef,  
«fussent des hommes de foi, de principes et de pratique: car  
«autrement ils ne pourraient que faire tort à cette cause sacrée  
«et faire honte au pays qui les aurait députés. Mais, encore  
«une fois, nous laissons à ceux qui ont conçu ce projet la noble  
«tâche de l'exécuter.»

Ces paroles étaient claires et décisives, pour quiconque  
voulait les entendre. Elles furent, grâce à Dieu, entendues  
et comprises par des ouailles dignes d'un tel pasteur.  
En effet, moins de quinze jours après, le 19 décembre, une  
assemblée de citoyens jetait les bases d'un comité d'orga-  
nisation, et Mgr Bourget se hâtait d'en favoriser le travail,  
en faisant part à son clergé de sa création et en l'invitant à  
prendre la haute direction du mouvement dans le diocèse.

Le président du comité était M. Olivier Berthelet, dont le  
nom a été si longtemps et si largement mêlé aux fondations  
et aux œuvres civiles et religieuses de notre ville, qu'il  
mérite, ce me semble, un solennel hommage, dans la plus  
vieille chaire de cette cité, en un pareil jour de reconnais-  
sance publique.

De ses collègues du comité exécutif, plusieurs, comme lui,  
sont morts. Je ne vous dirai pas le nom et le mérite des sur-  
vivants. Ils m'entendent peut-être: leur modestie en souffri-  
rait. Je ne veux pas gâter le bonheur qu'ils éprouvent, au  
soir des noces d'argent du bataillon de nos zouaves, à s'asseoir  
aux côtés de ces vieux amis dont ils furent alors en quelque  
sorte les pères nourriciers.

Il est inutile de résumer les travaux de ces messieurs. Ils  
furent poussés avec une rare activité, avec l'intelligence sûre  
et rapide des conditions et des exigences d'une entreprise de  
ce genre. Aussi le plus prompt succès vint-il répondre à  
leurs premières démarches. A la voix du saint évêque de  
Montréal répondit le concert des voix épiscopales de la pro-  
vince de Québec, et à cet auguste et commun appel de ses  
pères spirituels, le Canada français se leva comme un seul  
homme !

Ce fut dans notre peuple — et je parle surtout du peuple-peuple, de cette masse des croyants simples et robustes, qui ignorent, aux heures de l'appel de Dieu, les hésitations d'une étroite prudence et les défaillances d'une chair amollie par les aises d'une vie sensuelle et facile — ce fut dans les rangs de ce peuple une fièvre de générosité et d'enthousiasme, pareille aux emportements oubliés qui précipitaient jadis l'Europe du moyen âge vers les plages sanctifiées par la présence visible du Sauveur et profanées par les abominations et les horreurs du Croissant. Et je ne crains pas d'affirmer, sans tomber dans une exagération de rhéteur, que, sans la mouvante immensité de l'Atlantique, que saint Pierre ne pouvait leur donner de franchir, comme lui les flots de Tibériade, le pied sec et ferme, nombre de nos jeunes gens seraient partis en pèlerins, le bissac au dos, la coquille à l'épaule, le bourdon à la main, mendiant en route leur gîte et leur pain, pour aller demander à Pierre, couché dans son tombeau, la suprême faveur de garder et de défendre son successeur, assis dans sa chaire éternelle !

La preuve, c'est que cinq cent deux seulement partirent, et que plus de sept cents durent rester en arrière, la tristesse au cœur, résignés au mérite de leur désir et de leur demande.

Ce soir, mes frères, nous célébrons, jour pour jour, le vingt-cinquième anniversaire du départ de Montréal du premier détachement de nos zouaves pontificaux.

La veille au soir, 18 février, cette vénérable église, témoin deux fois séculaire, au moins par son vocable, de toutes les grandes manifestations de la foi et de la piété de nos pères, contempla les sublimes adieux de la patrie canadienne-française à cette cohorte de ses plus nobles enfants. Ce fut une grandiose démonstration, la plus émouvante peut-être qu'ait jamais abritée sa voûte sacrée. Le temple, étincelant de lumières, était pavoisé des couleurs nationales et pontificales, des bannières et des oriflammes de toutes nos pieuses confréries, de toutes nos sociétés ouvrières, dont les présidents sont accourus ici ce soir, drapeaux vivants de la même idée et de la même tradition. Deux cents prêtres ornaient le sanctuaire. Deux prélats vénérables occupaient les sièges d'honneur : l'un, le pieux évêque à qui revenait une si haute et si large part de



ce généreux mouvement, l'autre, son ami d'esprit et de cœur, coadjuteur nouveau de l'évêque des Trois-Rivières<sup>1</sup>, dont la parole apostolique venait saluer, au nom de l'Église de la Nouvelle-France, ces fils magnanimes et vaillants qui s'en allaient donner le témoignage de leur sang aux droits imprescriptibles du suprême pasteur de l'Église universelle.

Aujourd'hui même, à Rome, Mgr des Trois-Rivières, avec deux autres prélats de notre province française, a pu, en ce cinquantième anniversaire de l'onction épiscopale du successeur de Pie IX, attester votre inébranlable attachement à son Siègne, et votre constante et vaillante disposition à lui donner encore le sang de vos fils et de vos frères, si jamais il lui fallait une nouvelle levée de zouaves !

Son discours, alors, proclama éloquemment les sentiments qui animaient tous les cœurs et les hautes pensées qui dominaient ce grand événement.

Mais la cérémonie qui seule valut un éloquent discours, ce fut la bénédiction et la remise du drapeau.

Il avait été fixé au sommet d'un brillant trophée, au point central de la nef, en face de cette chaire, à l'honneur déjà avant d'être à la peine, parce que sa chrétienne devise : *Aime Dieu et va ton chemin*, promettait déjà toute vaillance et toute fidélité !

Or, le moment venu, le vénérable curé de Notre-Dame, donateur du drapeau, M. Rousselot, d'aimable et pieuse mémoire, alla, en compagnie de l'aumônier du détachement<sup>2</sup> — je le salue ici au nom de l'Église et de la Patrie, car des deux il a bien mérité ! — et de tous les membres du comité, prendre en son lieu d'honneur le noble étendard et le porter solennellement au sanctuaire, où l'attendait le pontife. Pendant toute la bénédiction, il le tint dans ses mains, ayant à sa droite le président du comité, et à sa gauche celui de notre société nationale de Saint-Jean-Baptiste. Groupe harmonieux et touchant, mes frères, qui symbolisait hautement cette nécessaire et féconde alliance de l'Église et de la Patrie, notre force et notre salut dans le passé, que notre peuple n'a

<sup>1</sup> Mgr Laflèche, alors évêque d'Anthédon *in partibus*, puis évêque titulaire des Trois-Rivières.

<sup>2</sup> M. le chanoine Moreau.

pas le droit de méconnaître ni de désertier, pas plus aujourd'hui qu'hier, pas plus demain qu'aujourd'hui, et j'ajouterai moins aujourd'hui que jamais, à l'heure critique et décisive où s'agite, non seulement dans les discours et les écrits politiques, mais encore, ce qui est plus grave, dans les faits et les situations inévitables qu'ils produisent, le complexe et suprême problème de notre unité nationale !<sup>1</sup>

Un instant après, le glorieux étendard était consacré au Dieu des armées, « vainqueur éternel des ennemis visibles et invisibles », et l'évêque de Ville-Marie, avant de le remettre au commandant provisoire de la petite troupe, adressa aux vaillants jeunes hommes la question suivante : « Voulez-vous, braves enfants de la Religion et de la Patrie, prendre l'engagement d'honneur de ne rien faire, pendant la noble expédition que vous commencez, qui puisse imprimer quelque tache à cette aimable patrie dont vous êtes l'ornement et la gloire aux yeux des nations étrangères ? » A cet appel, les cent trente-cinq chevaliers, levant, d'un prompt et soudain mouvement, la main droite vers l'insigne devenu sacré, s'écrièrent tout d'une voix : « Nous le jurons ! »

Un long et profond tressaillement traversa l'immense assemblée, car le souffle du grand venait de passer sur elle !

Et vous-mêmes, mes frères, témoins survivants de cette glorieuse fête, ou témoins nouveaux de son brillant souvenir, en voyant, ce soir, dans la même nef, aux pieds du même Christ, Dieu des foyers et Dieu des armées, les mêmes hommes qui, depuis lors, ont reçu le baptême du feu et blanchi quelque peu dans ces combats et ces travaux de la vie, plus durs à l'esprit et au cœur de l'homme mûr que les hardies aventures de l'ardente jeunesse, n'êtes-vous pas fiers de ces soldats du Pape, vos frères par le sang et par l'eau du baptême ?

N'êtes-vous pas fiers de ce drapeau, qu'ils ont rapporté sans tache et rayonnant de gloire d'au delà des mers et des monts ? Et lorsque, dans nos démonstrations et nos proces-

<sup>1</sup> Ce passage, de saisissante actualité aujourd'hui, faisait allusion à la crise suscitée par la brutale suppression des écoles catholiques et de la langue française au Manitoba. C'est une preuve frappante de l'incessante répétition des attaques que les Canadiens-français doivent repousser pour conserver leur patrimoine national et religieux. (*Note de l'éditeur, 1918.*)

sions nationales, vous voyez la noble bannière baigner sa soie blanche et sa devise d'or dans la splendeur d'un beau soleil, n'avez-vous pas alors comme une vision soudaine, plus rayonnante que tous les feux du ciel et de la fête ?

Oui, la vision de la patrie canadienne-française, soulevée tout entière, en ce jour glorieux, par une poussée de foi vive et d'ardeur chevaleresque, donnant ses fils au vicaire du Christ, pour prouver à la vieille France et à la vieille Europe que partout, sous les cieux anciens, pour les œuvres de Dieu, les Francs savent se retrouver encore et toujours les Francs de Clovis et de Saint-Louis : *Gesta Dei per Francos* !

Cette vision, mes frères, puissiez-vous l'entrevoir souvent au plus profond de vos âmes, dans ce sanctuaire intime où l'esprit réfléchit, où la volonté commande, où la conscience prie ! Je vous dirai pourquoi tout à l'heure.

Le lendemain de cette grandiose soirée d'adieu, les cent trente-cinq volontaires prenaient la route de New-York.

Je ne rappelle que pour mémoire l'émouvant spectacle de ce départ.

Mon souvenir d'enfant me renvoie, à cette distance, le tableau d'un ciel bas et gris, floconneux par instants; d'une foule immense, bloquant les avenues du palais épiscopal; de cloches sonnant à toute volée aux tours de nos églises; et, dans ce grave et mélancolique décor, une nuée de bérêts blancs, défilant allègrement au mouvement cadencé d'une martiale allure, entre deux haies serrées de peuple, les acclamant au passage.

Ils riaient et plaisantaient, dit-on — le cœur au dedans gonflé, j'en suis sûr, — ces derniers-nés de la vieille Gaule, qui allaient ajouter plus d'un mot alerte, plus d'un trait piquant à l'impayable vocabulaire du troupier français; mais leurs mères, leurs sœurs et leurs fiancées pleuraient, les couvrant, au dernier moment, de caresses et de porte-bonheur pieux.

Le train s'ébranla et disparut; et la dernière vibration d'adieu qui vint trembler à l'oreille et au cœur des parents et des amis, cloués sur le quai de la gare, la main chaude encore de la dernière étreinte, ce fut le chant de l'*Ave, maris stella*, poussé en chœur par ces jeunes et robustes poitrines vers l'Étoile de la mer, la patronne de Ville-Marie.

Deux ans plus tard, le 6 novembre 1870, la vieille église de Notre-Dame de Bonsecours, l'église par excellence de la vieille cité, l'église des pèlerins de tous les temps, retentissait du même chant à Marie, jaillissant des mêmes poitrines, mais avec l'accent, cette fois, plus grave et plus mâle de soldats endurcis par l'étape et le coup de feu.

Deux années avaient passé sur le glorieux départ. Rome n'était plus au Pape, et la France, coupable d'un injustifiable abandon, livrait à la Prusse sa rude et désastreuse bataille.

Nos zouaves revenaient vaincus et désarmés, mais goûtant, au fond de leur tranquille conscience de chrétiens confirmés dans la foi, la forte et bonne saveur de cette parole du premier et du plus grand des zouaves: « Il n'est point de gloire plus belle que celle d'être vaincu pour le Christ. »

Pas un n'avait péri au champ d'honneur. Le ciel s'était contenté du sacrifice de leur cœur, de leur temps et de leurs forces. Il avait sans doute voulu garder à la patrie canadienne une plus grande abondance du meilleur de son sang, pour lui ménager un nombre plus grand de germinations généreuses !

Neuf seulement, sur les cinq cent cinq qu'ils étaient partis, en tout, sont morts là-bas, du climat, d'accidents ou d'affections diverses. Ils reposent ensemble, un seul excepté, avec tous ceux de leurs compagnons d'armes dont on a pu réunir les corps, dans le cimetière du diacre martyr Laurent, non loin du tombeau de Pie IX, leur père et leur roi, en dehors des murs de la Ville, profanés et violés par une main sacrilège.

Mais la haine du vainqueur, oublieuse de leur grandeur, a poursuivi de sa toute-puissante insolence leur gloire au delà du tombeau; et, pour étouffer à l'oreille de l'Italie unifiée le cri vengeur du sang de Castelfidardo et de la Porta Pia, allié à l'énergique réprobation de l'univers catholique, elle a scellé au-dessous des noms et du sobre éloge funèbre de ces morts vénérables, un marbre menteur, qui prétend flétrir des méprisantes épithètes d'*étrangers* et de *mercenaires* ces intrépides et spontanés défenseurs de l'œuvre des Pépin, des Charlemagne et des Robert Guiscard !



Parmi ceux qui nous sont revenus, plusieurs, pour emprunter une poétique et touchante image à leur sympathique et vaillant doyen, « plusieurs, déracinés, ont glissé sur la pente de la colline qui conduit au tombeau. » Mais ceux qui restent, poussent ce soir avec lui, et avec nous tous, mes frères, n'est-ce pas ? ce cri de suprême espoir chrétien : « Ah ! qu'il est consolant pour des hommes de cœur de songer que nous nous reverrons tous ! Oui : tous ceux qui sont là-bas, couchés sur les champs de bataille ou morts dans les hôpitaux, tous ceux qui, depuis, ont payé leur tribut à la nature, nous tous qui les suivons, nous nous retrouverons ensemble. J'en offre ma garantie morale, endossée par nos aumôniers : car on n'est pas soldat du pape pour rien ; et si le Christ est le même qu'il était sur la terre, nous aurons une grande chance de répondre à l'appel. Et puis nous nous aiderons tous pour cet assaut suprême : nous ramasserons les traînards. » <sup>1</sup>

## II

### LA LEÇON

Mes frères, je veux rattacher à ces fortes et vibrantes paroles, la leçon que nous devons retenir de cette belle et réconfortante démonstration.

Dites par un soldat du pape, dans une fête plus intime mais très parente de celle-ci, elle s'adresse non seulement à tous les soldats du pape, mais encore à tous les soldats du Christ.

Or tous, mes frères, vous êtes les soldats du Christ.

Vous l'êtes par le sacrement qui fait le parfait chrétien. Vous l'êtes par votre sang français qui a salué la croix à Tolbiac, qui l'a vénérée à Reims, qui l'a promenée et plantée sur toutes les plages du globe. Vous l'êtes par votre naissance à cette nationalité canadienne, préparée et fondée sous des auspices si étrangement providentiels qu'ils nous pré-sagent et nous garantissent une vocation de peuple.

<sup>1</sup> Paroles de M. B. A. Testard de Montigny, ancien zouave pontifical, président de l'Union Allet, au banquet qui lui fut offert à l'occasion du 30e anniversaire de son engagement aux zouaves, le 15 janvier 1891.

Or, je vous le demande et je me le demande en ce moment, sommes-nous vraiment, à ce triple titre, de fait comme de droit, les soldats chrétiens que nous devons être ? Et notre divin chef, pontife invisible de notre sainte Église et roi immortel de nos âmes, s'il venait publiquement faire chez nous, en cette année de sa grâce dix-huit cent quatre-vingt-treizième, la revue générale de ses troupes, trouverait-il ses hommes dans l'état où il les veut ?

Je pose la question à vos loyales consciences, et c'est d'elles seules que j'attends le devoir d'une loyale réponse.

Certes, je n'ai pas accepté le rôle honorable et périlleux de la soirée pour venir mêler à sa joie et à sa fierté la dissonance du reproche ou du blâme, et je crois l'avoir prouvé.

Je sais pareillement qu'il n'est ni de ma jeunesse ni de mon inexpérience de venir en pareil lieu, à pareil jour, adresser à une foule qui représente plus ou moins complètement la nation, des observations et des réserves qui enveloppent tout un état social et atteignent la masse sans épargner les sommets.

Je sais qu'une parole de prêtre, en ces jours de malentendu et de confusion déplorables, pour avoir chance de faire dans les âmes cette sorte de bien, tout en leur infligeant de nécessaires et salutaires blessures, doit tomber de bien haut et couler de lèvres bien pures pour n'être pas discutée; et je ne voudrais, pour tout au monde, courir l'aventure d'un échec qui serait en même temps, j'en ai la conviction profonde, celui de la vérité, et partant du salut.

Mais permettez-moi, mes frères, à moi qui suis votre frère, par le sang de mes pères et par celui de mon Dieu, qui suis même ici, en ce moment, quelque peu votre père, puisque toute parole tombant, au nom du Christ, de quelque bouche qui la dise, dans quelque cœur qui l'écoute, commence, poursuit ou consomme, dans l'âme sensible et docile à sa touche, son sublime enfantement à la vie spirituelle du Christ; permettez-moi, vous qui m'avez soutenu jusqu'ici d'une si bienveillante et si sympathique attention, de vous poser à nouveau la question.

Le Christ, notre divin Chef, notre souverain Roi, est-il content de nous comme chrétiens, comme Français et comme Canadiens ?

Et je crois pouvoir répondre au nom de vos loyales consciences, dont l'unisson formera la conscience nationale : non !

Et si je réponds ainsi, c'est au nom de tous ceux qui autour de moi ont des yeux pour voir, des oreilles pour entendre, un esprit droit et sain pour peser et mesurer toute chose en sa réalité, un cœur honnête et haut placé, pour s'indigner ou pleurer ! Et je vois à cette heure, entre les braves gens qui, Dieu merci, sont légion parmi nous, plus d'une tête blanche et fière qui, au souvenir de jours plus purs et plus glorieux, se penche avec espoir sur sa tombe entr'ouverte, parce qu'elle y voit un refuge assuré contre les ignominies de demain, présagées par les lâchetés et les turpitudes d'aujourd'hui !

Mais non, mes frères, pardon, je m'égare !

Demain, au contraire, j'en ai la foi et vous l'avez avec moi — car la foi console et fortifie, — demain, ce sera le réveil, le retour, la réparation, et nous en saluons déjà de consolants symptômes.

Demain, ce sera le progrès : non pas ce faux progrès, prôné par des niveleurs stupides et bruyants, pour qui, trop souvent, réformer est synonyme de souiller, de dégrader et de démolir, mais le vrai progrès, réalisé de jour en jour par l'accomplissement fidèle, et autant que possible parfait, des lois essentielles à toute vie sociale.

Demain, ce sera l'ascension consciente et continue vers nos destinées providentielles.

Demain sera le jour meilleur, parce qu'aujourd'hui est le jour moins bon, plein d'ombres sinistres et d'indécisions inquiétantes.

Demain sera le jour de Dieu ; comme aujourd'hui est le jour de l'homme, le jour de notre misérable nature, faible de cette faiblesse, fausse de cette perversité native que d'orgueilleux sophistes s'efforcent en vain de méconnaître et de nier, pour se soustraire à la nécessité de réclamer à grands cris l'application d'un remède divin.

Demain, nous l'espérons tous, Laval et Olier, Marie de l'Incarnation et Marguerite Bourgeoys, Brébœuf et Marguerite

d'Youville, et d'autres encore, s'il plaît à Dieu, monteront sur nos autels et recevront les hommages et les vœux de la patrie qu'ils ont fondée.

Demain, mes frères, oh ! demain, si nous le voulons tous, vous eomme moi, moi eomme vous, et par vous vos enfants et vos petits-enfants, demain, ce sera, sur cette généreuse terre d'Amérique, la réalisation permanente et quasi officielle du vieux dicton historique: *Gesta Dei per Francos*, « Les œuvres de Dieu sont dans la main des Francs. »

Mais, pour arriver là, mes frères — et c'est là qu'il faut viser, — il nous faut le vouloir: le vouloir de tout notre esprit, de tout notre cœur et de toutes nos forces.

Il nous faut revenir à tout prix et sans retard à ces pures et fortes traditions de justice, de simplicité et de droiture de nos pères. Il nous faut reprendre cette éducation de la famille chrétienne, sensée, austère et forte, qui prépare des citoyens sages, intègres et dévoués, par des enfants respectueux, dociles, laborieux, chastes et polis. Il nous faut renoncer en masse à ces deux fléaux du luxe et de l'intempérance, maladies aiguës qui menacent de se faire héréditaires, si nous n'y appliquons un spécifique énergique. Il nous faut abjurer ce culte formaliste et routinier, fait d'habitudes inconscientes et d'influences ambiantes, c'est-à-dire d'inertie, lors même qu'il n'est point de calcul intéressé ou de simple parade.

Et il nous faut, en revanche, embrasser cette religion du Christ, l'adoration de son Père en esprit et en vérité, faite de convictions profondes et fermes, de pratiques simples et sensées, de vertus solides et vivantes, qui établissent, maintiennent et accroissent l'âme dans la vie parfaite. Il nous faut, en un mot, devenir tous de vrais soldats, des zouaves de Jésus-Christ, marchant allègrement au pas militaire, les yeux fixés sur le drapeau, le cœur fixé au ciel !

Et pour nous y aider, mes frères, en ce cinquantième anniversaire de la consécration épiscopale de notre pontife-roi, Léon XIII, en ce soir de l'antique neuvaine qui a vu nos pères se presser avec amour sous ces voûtes vénérables, tout imprégnées de pieux et réconfortants souvenirs, je vous invite tous, avec vos familles, à vous inscrire sans retard sur les rôles de cette universelle association de la Sainte-Famille, que



le père auguste de la grande famille catholique vient d'instituer pour vous, et dont notre ville a possédé dès son berceau un type achevé et précoce. Car la famille, ne l'oublions jamais, c'est la cellule organique du grand corps social.

La famille chrétienne seule peut donc faire la nation chrétienne.

Qu'il en soit ainsi parmi nous, mes frères, et nous verrons la grande œuvre s'accomplir.

Nous verrons, aux jours de paix et de prospérité, la famille chrétienne donner à la patrie des prêtres éclairés et zélés, des religieuses dévouées et désintéressées, des citoyens intègres et courageux, des fils dociles, sobres et respectueux, des filles gracieuses et pudiques, des pères attachés à leur foyer et à la formation immédiate de leurs fils, des épouses sérieuses, fidèles et pieuses, des mères, encore et toujours, d'essence supérieure, femmes pures et fortes, comme il en est encore beaucoup, qui gardent à vos foyers l'honneur de Dieu et les droits de la conscience.

Dans les jours d'épreuve et de deuil national, — puisse Dieu les écarter longtemps de nos têtes ! — la famille chrétienne donnera à la patrie des soutiens éprouvés et des consolateurs efficaces.

Dans les jours d'affaissement et de défaillance générale, — puisse Dieu, avec nous, ne point les permettre, ni les prolonger pour nos péchés ! — elle suscitera les doux et forts instruments des guérisons et des restaurations urgentes.

La famille chrétienne, mes frères — et ce sera dès ici-bas sa parfaite gloire et sa suprême récompense, — la famille chrétienne donnera des saints à l'Église et des grands hommes à la Patrie. Or, sachez-le bien, ce sont les saints et les grands hommes qui font les grands peuples !

Puisse le Christ, Dieu de Clovis et de Saint-Louis, Dieu de Champlain et de Maisonneuve, de Laval et de Lartigue, Dieu toujours agissant et toujours caché, qui se dérobe sous l'apparence du pain pour nourrir de sa substance la moelle de nos âmes, puisse le Christ entendre tout à l'heure, de son trône d'humilité rayonnante, la prière qui va monter à lui ! Puisse-t-il vous accorder ici-bas la force des parfaits chrétiens, là-haut le bonheur et la gloire des élus triomphants !





HENRI BOURASSA

Directeur du *Devoir*

*LE PAPE*  
*arbitre de la paix*



IMPRIMÉ AU DEVOIR

43, rue Saint-Vincent

MONTREAL

1918





## Avertissement

---

*Après la publication dans le Devoir de l'article qui forme le dernier chapitre de cette brochure, l'éminent auteur du Droit public de l'Église me faisait l'honneur de m'écrire la lettre suivante :*

Séminaire de Québec, 14 janvier 1918

Cher monsieur,

Je viens de lire votre article *Triomphe et justification du Pape* avec un sentiment de joie religieuse et de profonde admiration. Ce sentiment, je suis heureux de vous le dire, est partagé par tous ceux de mes confrères avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir de ce sujet.

Nous croyons que si cet article vraiment remarquable, et vos autres articles sur l'intervention du Pape dans la guerre actuelle, étaient publiés en brochure, cette publication serait hautement appréciée de vos lecteurs.

Le Pape joue dans l'immense conflit dont nous sommes les témoins un rôle admirable. Mieux faire connaître ce rôle, en faire ressortir avec plus d'éclat toute l'utilité et toute la grandeur, est une œuvre digne des plus grands éloges, et qui ne peut que réjouir le cœur du Saint-Père et raviver chez les catholiques l'amour de l'Église.

Veillez agréer, cher monsieur, avec mes félicitations, l'hommage de mes sentiments respectueux et dévoués.

LOUIS AD. PÂQUET

*A cette lettre, j'ai répondu en ces termes:*

Montréal, 16 janvier, 1918

Monseigneur,

Comment vous exprimer toute ma reconnaissance pour la lettre si bienveillante que vous avez bien voulu m'écrire ?

Au milieu des angoisses, des traverses et des contradictions suscitées, au Canada comme ailleurs, par l'effroyable guerre qui met en péril la civilisation chrétienne et la sécurité du monde, nous avons eu, au *Devoir*, un souci constant : répondre aux désirs du Souverain Pontife et travailler, dans la mesure de nos humbles efforts, à faire pénétrer dans les milieux où s'exerce notre influence la pensée pacificatrice du Pape, sans la rétrécir ou la fausser au gré des passions, des rancunes, ou même des légitimes sentiments de l'une ou l'autre des nations en conflit. Nous n'avons certes pas la prétention d'affirmer que nous n'avons jamais erré dans l'interprétation que nous avons donnée de la pensée et des paroles de Sa Sainteté. Mais, chose certaine, nous avons eu la volonté constante et inébranlable d'obéir au Pape et de suivre ses directions et ses conseils.

Plusieurs amis désintéressés de notre œuvre m'ont suggéré de réunir les divers articles que j'ai publiés dans le *Devoir* sur cet aspect si important de la situation mondiale. Votre démarche, Monseigneur, ajoute à ces amicales suggestions le poids de votre haute autorité et me décide à m'y rendre. Je vais m'occuper incessamment de réunir ces articles en y joignant ceux où je me suis efforcé de rechercher dans quelle mesure les gouvernements et l'opinion publique des principales nations en conflit répondaient le mieux ou le plus mal à la pensée du Pape.

Si cette publication peut contribuer à fortifier davantage, dans notre pays, l'autorité morale du Pape, si nécessaire à la vie sociale et politique des nations, mes collaborateurs et moi y trouveront une ample compensation aux critiques acerbes dont nous avons été l'objet parce que nous préférons obéir à la pensée du Pape plutôt qu'aux suggestions de ceux qui ne voient d'autre issue à l'épouvantable cataclysme que la guerre à outrance et sans merci.

Veillez agréer, Monseigneur, avec l'expression réitérée de ma reconnaissance, l'hommage de mon profond respect.

HENRI BOURASSA

*Ces deux lettres suffiraient à préfacer cette modeste brochure. Me permettra-t-on quelques observations supplémentaires ?*

*Il m'a paru utile de reproduire deux articles antérieurs au premier appel du Pape aux nations belligérantes. Les réflexions sur "le Congrès Eucharistique et la guerre" portent l'empreinte d'impressions rapportées d'Europe, au début de la guerre. J'avais assisté aux inoubliables manifestations de Lourdes, puis, en Suisse et en Alsace, aux signes prochains de la tempête. J'étais en France<sup>1</sup> lorsque le cataclysme se déchaîna. Cet article est le premier que j'écrivis pour le Devoir, à mon retour.*

*Le second est celui dont je saluai l'avènement de Sa Sainteté Benoît XV au trône pontifical. On y trouvera l'expression des espérances suscitées par l'élection de l'illustre cardinal-archevêque de Bologne.*

*Ces deux articles marquent nettement l'inspiration fondamentale de notre attitude sur la guerre et expliquent déjà notre adhésion aux conseils et à la direction du Saint Siège. Toujours nous avons vu dans la guerre, et dans l'obstination à la poursuivre, un "crime coopératif"<sup>2</sup> de la plupart des nations belligérantes — ce qui ne veut pas dire que la part de responsabilité soit égale pour chacune. Dès le début, nous avons souhaité que le pape soit appelé à départager les combattants et à définir les conditions d'une paix "juste et durable."*

*Six mois avant le premier appel direct du Souverain Pontife aux belligérants, j'avais exprimé l'ardent espoir de voir le Chef de l'Église universelle s'interposer entre les combattants et préparer les voies au rétablissement du droit commun des nations. Appelé à parler de "la renaissance des petites nationalités," j'avais posé en principe que tous les peuples ont droit à leur vie propre.*

*"Le libre développement des petites nationalités, disais-je, "est, pour le monde entier, une garantie infiniment plus sûre "de paix, de liberté et de véritable progrès que la domination de*

<sup>1</sup> Et non en Allemagne, comme le veut la légende accréditée par la presse anglo-canadienne.

<sup>2</sup> L'expression est de M. Brailsford dans sa magistrale étude, *The Empire of the East*, publiée dans la *Contemporary Review*, en septembre 1914, et reproduite en appendice dans ma brochure *The Foreign Policy of Great Britain* (Montréal 1915).



*“n’importe quelle race ou nation, quels que soient les facultés, le génie ou la science de gouvernement de cette race ou de cette nation.”*

Après avoir esquissé à grands traits les principales caractéristiques de la “nationalité”, et démontré par quelques exemples qu’il ne faut pas la confondre avec la “race” ou la “communauté de langue”, je mettais mes auditeurs en garde contre les applications fausses ou exagérées du “principe des nationalités.”

*“Toute nationalité, disais-je, qui répond, dans une large mesure, à la définition que je viens d’en donner a le droit de vivre et de se développer normalement sans empiéter sur le droit des autres. Car, dans l’ordre des nations comme dans celui des individus, toute liberté cesse d’être légitime le jour où elle empiète sur d’autres libertés également légitimes.”*

Des excès du nationalisme outrancier, je dénonçais l’impérialisme comme le plus redoutable. Dans les prétentions rivales et également monstrueuses des impérialistes anglo-saxons, pan-germanistes ou panslaves, je signalais la cause principale du malheur qui s’est abattu sur l’Europe et le monde. Je soutenais que la paix future, le progrès et l’équilibre des nations seraient également menacés par le triomphe de l’un ou de l’autre de ces impérialismes; et j’ajoutais: *“Tous ceux qui ont réellement à coeur la paix du monde et qui veulent que le soleil de Dieu brille sur tous les peuples, doivent souhaiter ardemment que les petites nationalités renaissent pour faire un ciment à la solidité du monde.”*

Nommant celles de ces nationalités qui nous intéressent davantage, j’exprimais le désir de voir la guerre se terminer par la définitive libération des peuples balkaniques — et non par leur envoûtement dans le panslavisme moscovite — ; par la résurrection de la Pologne, centre du mouvement catholique slave; par la rupture des chaînes de l’Alsace-Lorraine, en souhaitant qu’elle restât plus alsacienne et lorraine qu’uniformément française. Naturellement, j’appelais de tous mes vœux l’affranchissement de l’Irlande et de la Belgique.

*“Est-il nécessaire de dire — et ici tous les désaccords tombent — que le monde a besoin de voir la Belgique renaître de ses cendres? — Et elle renaîtra — Est-ce à cause de l’expansion commerciale du petit peuple belge? à cause de sa puissance*

“politique, de l'excellence de ses institutions? Non. On peut compter ceux d'entre nous qui savent quelque chose des institutions belges. Pourquoi donc, instinctivement, souhaitons-nous tous, pourquoi voulons-nous que la Belgique vive? C'est parce qu'elle représente un droit et un principe infiniment supérieurs, aux yeux de Dieu, à la domination des terres par l'Allemagne, à la domination des mers par l'Angleterre.”

“Oui, puissent la Pologne et la Belgique revivre! Puissent la Suisse, les pays scandinaves, la Hollande préserver leur état actuel! Puisse l'Irlande développer son génie particulier à côté de l'Angleterre! Alors l'humanité aura remonté d'un cran.

“Ah! Si l'on pouvait espérer davantage de la conscience, de la dignité et de la véritable intelligence des hommes, il faudrait souhaiter un couronnement à ce rétablissement de l'équilibre mondial. Ce serait de faire renaître la souveraineté intellectuelle et morale du Pape afin de maintenir l'équilibre entre toutes les nations.

“Voici trois cents ans que les nations qui se prétendent les plus intelligentes de la terre, que les gouvernants les mieux constitués en autorité, que maints professeurs de science sociale et politique, enseignent que la prépondérance de la Papauté dans le monde a été un malheur pour la Papauté et le monde. Le philosophisme français s'est attelé à cette besogne de destruction morale. Le mercantilisme et le parlementarisme anglais y ont travaillé efficacement, plus peut-être que toute autre nation pendant un siècle.

“Le militarisme teuton vient à son tour essayer de régler les affaires du monde. Ceux qui ont vu la banqueroute du philosophisme français, la trahison du mercantilisme anglais, la brutalité du militarisme teuton, tournent maintenant leurs yeux vers la Russie et demandent à l'absolutisme ou au nihilisme russe de sauver les libertés du monde. Personne n'a encore songé à se retourner vers cette force morale, vers cette pensée, cette inspiration, qui n'a jamais fléchi depuis dix-neuf siècles et qui est à l'abri, au-dessus et en dehors de toute passion de race.

“Messieurs, ce n'est pas à titre de catholique seulement que je dis ces choses, S'il pouvait pénétrer dans le cerveau des

“gouvernants une simple pensée d’intelligence, après avoir épuisé  
 “toute la gamme des moyens d’action, par l’influence persuasive  
 “ou par la force brutale, et constaté que ni le sabre, ni les parle-  
 “ments, ni l’absolutisme ne peuvent rétablir la paix du monde,  
 “ils comprendraient que la meilleure ressource c’est encore de  
 “demander à l’Église de jouer de nouveau dans le monde — non  
 “pas le rôle politique que tel ou tel pape a pu jouer dans telle ou  
 “telle occasion, tantôt pour le bien, tantôt pour le mal de l’humani-  
 “té ou de l’Église — mais le rôle unique que seule la Papauté  
 “pouvait jouer et a joué pendant quinze siècles pour le bien et la  
 “grandeur morale de l’humanité<sup>1</sup>.”

*Est-ce une prétention exagérée de dire qu’à travers les négli-  
 gences et les incorrections de forme d’une poussée oratoire tout  
 improvisée, ce langage nous mettrait d’accord, six mois d’avance,  
 avec les principes et les méthodes que le Souverain Pontife devait  
 suggérer pour rétablir la paix ?*

\* \* \*

*Du jour où le Pape a parlé — on le constatera dans ces  
 pages — nous n’avons cessé de voir dans ses augustes conseils  
 l’unique moyen de mettre fin par une paix “juste et durable”  
 à “l’horrible carnage qui déshonore l’Europe.”*

*Ces conseils, si paternels, si éclairés, s’adressent à tous les  
 chefs d’État, à tous les peuples; mais, pour les catholiques, ils  
 deviennent une véritable direction. A nos yeux, du moins, cette  
 direction commande l’obéissance volontaire, à la fois confiante et*

<sup>1</sup> Conférence à l’Université Laval, le 27 janvier 1915. Le texte de ce discours aurait trouvé sa place naturelle dans ce recueil, à la suite des deux premiers articles reproduits et avant celui consacré au premier *appel du Pape* (article du 3 août 1915). Mais cette conférence, entièrement improvisée sur des notes fort succinctes, n’a pas été sténographiée. Le compte-rendu publié dans le *Devoir* du lendemain (28 janvier 1915) — le seul qui me reste, et dont j’ai extrait les citations ci-dessus, — renferme plusieurs lacunes et inexactitudes. Cependant, le passage sur la nécessité d’appeler le Pape à arbitrer les disputes du monde est, je puis l’affirmer, à peu près textuel.

Avant cette conférence, j’avais prononcé deux autres discours, l’un, le 22 octobre 1914, sur la Belgique, au profit des œuvres de secours belges, françaises et canadiennes, et l’autre, le 12 novembre, sur l’Alsace-Lorraine, au bénéfice de la Croix rouge française. Ceci dit en passant pour démontrer que le *Devoir* et son directeur, et les nationalistes en général, ne sont pas aussi indifférents qu’on l’a prétendu aux souffrances, aux besoins et aux aspirations des autres peuples, des Français et des Belges en particulier.



raisonnée, qu'appellent la pensée et la parole de Celui qui est, pour les catholiques, le Pontife suprême, le successeur de saint Pierre, le représentant de Dieu sur la terre, et qui devrait être, pour tous les hommes, pour tous les peuples, le guide le plus sûr et le plus désintéressé, le gardien le plus autorisé du droit public, la clef de voûte de la société des nations.

Dans l'application concrète des directions pontificales à notre pays et à ses conditions particulières, nous avons cru que notre devoir nous commandait, d'abord, de nous pénétrer de la pensée du Souverain Pontife, puis, de la présenter telle qu'elle se manifeste, sans la rétrécir et l'accaparer au bénéfice des seules nations au côté desquelles le Canada s'est rangé. Persuadés d'avance que la paix "juste et durable" ne peut sortir de la victoire totale de l'une des coalitions, nous croyons, avec le Saint-Père, qu'il faut peser "avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples," ceux de nos ennemis comme ceux de nos alliés. Convaincus, comme le Souverain Pontife, qu'il est faux de "prétendre que le conflit ne peut se terminer que par la violence des armes," nous n'avons cessé de contredire ceux qui poussent à la guerre à outrance, à l'anéantissement de l'ennemi, impossible d'ailleurs. Certains également que, pour être "juste et durable," la paix ne doit pas "profiter à une seule des parties mais à toutes", et que chacune des nations en guerre doit consentir "les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers," nous nous sommes appliqués à faire ressortir ce qu'il y a d'exagéré et d'irréalisable dans les prétentions de nos alliés. Obligés de réagir contre un courant quasi-universel de chauvinisme intense, nous avons, à maintes reprises, signalé la contradiction qui existe entre les principes que les chefs des nations alliées prétendent soutenir et imposer à l'ennemi, et l'application fausse ou à rebours qu'ils en font chez eux et chez nous. Comme les évêques allemands, comme le R. P. Keating<sup>1</sup>, nous avons cru que notre devoir était de rechercher nos torts et nos injustices plutôt que ceux des autres.

Cette attitude, diamétralement opposée à la pratique usuelle du chauvinisme, nous a naturellement attiré de multiples accusations de pro-germanisme, de "déloyalisme" à l'égard de l'Angle-

<sup>1</sup> Article du 7 août 1915, reproduit dans cette brochure: *La guerre à la guerre* — I — *Le culte de la force*.



terre, de froideur égoïste envers la France. Notre principal tort est peut-être de nous être étonnés, et parfois irrités, de ces accusations injustes — de celles surtout venues de milieux catholiques où l'on avait entrepris, inconsciemment, je veux le croire, d'exploiter la foi religieuse des Canadiens-français et leurs sympathies pour la France au profit de l'impérialisme anglo-saxon et protestant. Notre grand crime, en somme, c'est d'avoir déchiré cette trame savante.

De ces pénibles débats intérieurs, on trouvera peu de traces dans ces pages, toutes écrites à la hâte, pourtant, et presque toujours dans la chaleur des discussions politiques, religieuses ou nationales. Par souci d'exactitude et de probité, je n'ai pas cru devoir éliminer ce qu'il en transpire dans ces articles; mais je supplie mes lecteurs de croire que le maintien de ces bribes de polémique ne cache aucune arrière-pensée de faire accepter nos opinions particulières sur des matières essentiellement controversables à la faveur de notre adhésion franche et sans réserve aux sereines directions du Souverain Pontife.

En ce qui concerne notre interprétation de la pensée et des paroles de Sa Sainteté, je ne veux pas me borner à réitérer l'assurance que je donnais à Mgr Pâquet, de ne pas prétendre à l'infaillibilité de cette interprétation: d'avance, avec la même obéissance joyeuse, facile et raisonnée qui nous a fait accepter en son entier la direction du Saint Siège, je désavoue tout ce qui pourrait, dans mes déductions et mes jugements, apporter la plus légère altération à la pensée de l'auguste Pontife dont le monde attend la lumière et le salut.

HENRI BOURASSA

20 janvier 1918

Chaque article reproduit porte la date de sa publication. Le lecteur voudra bien faire les nécessaires mises au point, par exemple, quant aux opinions exprimées avant la révolution russe ou l'intervention des États-Unis dans la guerre.

On trouvera, en appendice, les principales pièces émanant du Saint-Siège — notes et allocutions pontificales, lettres et interview du cardinal secrétaire d'État — citées et analysées dans mes articles. Il y a parfois une légère variante entre le texte des pièces reproduites en appendice et les citations

*faites au cours des articles. La cause est facile à expliquer. Dans la plupart des cas, j'ai dû commenter et citer les paroles du Saint-Siège avant d'avoir reçu la version française officielle ou une traduction plus exacte, généralement empruntée à la Croix, de Paris. A moins d'une différence propre à altérer le sens, j'ai cru devoir maintenir ces citations telles qu'elles apparaissent dans le texte original de mes articles. Le lecteur fera facilement la mise au point.*



## Le Congrès Eucharistique et la guerre

---

### Châtiment, expiation

---

27 août 1914

Il y a tout juste un mois, aujourd'hui, le Congrès Eucharistique se clôturait à Lourdes. Ces grandes assises de la chrétienté se terminaient comme elles avaient commencé : dans la paix, l'amour et la confiance réciproque. Au nom du Pape, vicaire du Christ, le cardinal-légat, prince di Belmonte, admirable de bonté, de distinction humaine, d'ascétisme chrétien, avait rendu un magnifique hommage au vieil empereur François-Joseph, dont la tragique figure disparaît lentement dans la fumée de l'effroyable incendie que ses ministres ont allumé.<sup>1</sup>

“La charité de Jésus-Christ descendit sur le monde”, disait le légat du pape, “et les anges entonnèrent leur cantique : “Gloire à Dieu dans les cieux et paix sur la terre aux hommes “de bonne volonté — *et in terra pax hominibus bonæ voluntatis*. L'amour et la paix, tel fut le programme de Jésus se “faisant homme pour racheter le genre humain.”

Hélas ! le vénérable prélat oubliait cette autre parole du Christ : *Pax, pax, et non erat pax*.

Le même jour, l'évêque auxiliaire de Cologne, dans une allocution toute vibrante de foi, de charité, de confraternité même, et dite dans un français irréprochable, transmettait à la France les vœux et les hommages de l'Allemagne catholique. A tour de rôle, Français, Allemands, Autrichiens, Polonais, Italiens, Belges, Anglais, Irlandais, Canadiens,

<sup>1</sup> Je ne prétendais pas placer ici la responsabilité morale de la guerre sur le seul gouvernement autrichien. Toute la suite de ces articles démontre que nous n'avons jamais donné dans le travers des publicistes présomptueux qui ont entrepris, dès les premiers jours du conflit, de rendre des sentences et de porter des condamnations, absolument impossibles à formuler, d'ici cinquante années peut-être, pour tout esprit impartial qui voudrait rechercher les causes profondes du conflit. Tout ce que cette observation vise, c'est le fait de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, qui a déclenché toutes les armées de l'Europe.



montaient aux mêmes tribunes, priaient aux mêmes autels, communiaient du même Dieu dans la même foi.

\* \* \*

Un mois a passé, — un éclair dans la vie des nations — le Pape est mort de douleur, François-Joseph se meurt de chagrin, de remords peut-être; et tous ces “hommes de bonne volonté”, qui s’embrassaient hier dans l’amour du Christ, de la Vierge, de l’Église et du Pape, se retrouvent aujourd’hui sur les champs de carnage, Belges contre Prussiens, Français contre Bavares, Polonais contre Autrichiens, forcés de s’entre-tuer et bien près de se haïr!

Vingt-six mille prêtres servent dans les rangs de l’armée française seulement. Combien priaient à Lourdes, aux côtés de ceux qu’ils sont appelés à combattre aujourd’hui? Sous peine d’être fusillés comme traîtres à leur patrie terrestre, ces hommes de paix, de miséricorde et de pardon, apôtres de Celui qui a dit: *Tu ne tueras point!* — *Quiconque se sert de l’épée périra par l’épée*<sup>1</sup> — sont forcés de tuer ceux qu’ils bénissaient hier. Parmi les fronts que troueront les balles de leurs fusils, il en est sur lesquels ils prononçaient naguère les paroles de l’absolution; dans ces poitrines où s’enfonce le fer de leurs baïonnettes a séjourné le Pain eucharistique que leur main sacerdotale a consacré. La sombre imagination du poète évocateur des supplices de l’enfer n’a rien trouvé de plus atroce que cette situation du prêtre-soldat tuant aujourd’hui le chrétien qu’il communiait hier! Cette seule pensée suffirait à égarer la conscience et à faire douter de la miséricorde de Dieu, si le flambeau de la foi ne projetait sa lumière sur les profondeurs insondables de Sa justice.

“La guerre, c’est l’enfer”, a dit l’un des hommes de guerre les plus braves du dernier siècle. Ne songeant qu’aux horreurs

<sup>1</sup> On m’a fait observer que ces paroles divines condamnent le meurtre et non la guerre. Je n’ai nullement songé à en tirer un argument favorable à la doctrine du pacifisme absolu ou de la non-résistance. J’ai voulu simplement marquer le douloureux contraste entre les prescriptions évangéliques et les horribles nécessités que la guerre impose aux disciples du Christ. On trouvera plus loin — à la fin de l’article du 25 septembre 1916: *Une nouvelle parole du Saint-Siège* — ce que je dis du devoir des catholiques, “comme citoyens et comme soldats”.

et aux misères que suscitent les tueries humaines, Sherman n'a peut-être pas mesuré toute la portée de sa définition. Elle résume, dans son énergique concision, les dévastations, les ruines, les hécatombes sanglantes, les crimes sans nombre et sans nom, le déchaînement de toutes les passions sauvages, l'impunité accordée aux actes les plus atroces, la glorification de tout ce que les lois divines et humaines marquent du fer de l'infamie. Elle donne, en même temps, la seule explication que la raison humaine puisse accepter : le châtement. Mais elle n'est vraie qu'en partie. La guerre n'est pas l'enfer, parce qu'elle ne tarit point l'espérance. C'est le pire des châtements sur la terre ; c'est aussi la plus salutaire des expiations. Des œuvres de mort que la guerre sème sur son passage surgissent les vertus héroïques, les dévouements incomparables. Derrière la nuée chargée des foudres de la justice apparaît déjà le nimbe lumineux du pardon et de la miséricorde.

\* \* \*

L'être le plus matériel, le moins préoccupé des pensées de l'au-delà, n'a pu traverser l'Europe, à cette heure tragique où les peuples les plus civilisés s'apprêtaient à se ruer les uns sur les autres avec la fureur sauvage des hordes barbares ou des bêtes fauves, sans être frappé de l'élan des âmes vers les sommets de la pensée et de la foi.

En trois jours, j'ai vu des spectacles tels qu'on ne les croit possibles que dans les romans héroïques ; j'ai entendu des paroles que l'auteur d'un drame encadrerait d'une grandiose mise en scène — et tout cela fait et dit le plus simplement du monde par des gens d'allure presque vulgaire

Dans la cathédrale de Strasbourg, j'ai passé deux des heures les plus longues et les plus courtes de ma vie. Là j'ai vu des femmes, des vieillards, des enfants qui venaient prier pour les absents et pour la patrie ; — comme partout ailleurs, sans doute, mais avec quelle angoisse qui n'existait que là ! car pour eux, la "patrie", c'est la France ; et le fils, l'époux, le frère, le fiancé, parti sur le chemin de la mort, combat sous les drapeaux du conquérant, de l'ennemi détesté ! Peut-on concevoir un drame d'âme plus déchirant ?

D'autres ont assisté aux prières de la neuvaine, au sanctuaire de Montmartre; ils ont entendu sortir de milliers de poitrines le cri "Pitié, mon Dieu!" et les vastes voûtes du Sacré-Cœur s'emplir des accents héroïques du cantique national, entrecoupé des sanglots contenus de tout un peuple.

Des drames intimes, on en voyait partout. Chaque voyageur canadien qui a passé seulement deux jours à Paris peut en relater de nombreux et de touchants. A-t-on raconté celui-ci? A la gare Saint-Lazare, une femme encore jeune, en grand deuil, toute frêle, pâle à mourir, venait de s'arracher des bras de son fils unique, appelé au premier rang. Jusqu'au moment du départ, elle avait caché sa douleur. Lorsque le train s'ébranla, les larmes lui jaillirent des yeux. "Attends un peu, maman", s'écrie la petite sœur, une fillette de douze à quinze ans; "il nous regarde encore." La mère refoule ses sanglots, elle trouve même la force de sourire à l'enfant qui va à la mort, elle agite son mouchoir; puis, quand le wagon a disparu, elle s'effondre évanouie.

Un brave garçon, d'esprit assez léger, que j'avais connu blaguant un peu toutes choses, me disait en me racontant un incident du même genre: "De tels spectacles rendent meilleur."

\* \* \*

Tous les étrangers ont signalé le calme extraordinaire, l'ordre remarquable qui ont régné en France dès les premiers jours, si mouvementés, de la mobilisation. Il est impossible de se figurer, sans l'avoir vu, ce que signifie la mobilisation d'une nation armée. C'est non seulement le déchirement de tous les foyers; c'est encore l'arrêt de toute la vie économique et administrative, de tous les transports, de tous les services publics. C'est la fermeture des usines, des grands magasins, de tout ce qui alimente et occupe la fourmilière humaine. Entre l'instant où les mobilisés quittent le travail et celui où ils entrent à la caserne ou rejoignent le régiment, il s'écoule naturellement plusieurs heures et, pour un grand nombre, plusieurs jours de loisir. On conçoit facilement tout ce que ces moments de liberté absolue offrent d'occasions de désordre. Et cependant Paris et la France tout entière n'ont jamais été

si calmes, si paisibles, qu'en ces heures dangereuses. Le contraste était même frappant avec ce que j'ai vu de l'Allemagne dans les mêmes conditions, puisque j'ai traversé l'Alsace et la Prusse rhénane le premier jour de la mobilisation allemande, et la France, depuis la frontière belge jusqu'à Paris, le premier jour de la mobilisation française.

Sans doute, l'efficacité et la merveilleuse précision des mesures administratives, civiles et militaires, ont contribué puissamment à maintenir l'ordre général. Mais il y avait autre chose. Sur toutes les figures on lisait une expression extraordinaire de calme, de dignité, de résolution. Jusqu'à la physionomie et à l'allure du voyou parisien qui étaient transformées.

Ceux qui ont vécu ces heures-là en France peuvent dire qu'ils ont vu l'âme de la nation française.

Quelle que soit l'issue des combats, il sortira de cette épreuve terrible mais salubre une France régénérée et, espérons-le, une Europe assagie et plus chrétienne.

Puisse le Saint Pontife dont le monde pleure la mort porter au pied du trône de Dieu ce vœu de la chrétienté et obtenir de la miséricorde divine la réalisation de ce qui fut l'inspiration et la pensée constante de son règne si pieux : la restauration de la royauté du Christ sur les peuples et les nations.



## *Le Pape ne meurt pas*

---

4 septembre 1914

Gloire à Dieu et longue vie à son vicaire, Sa Sainteté Benoît XV!

Fidèle à une tradition presque invariable, le Sacré Collège n'a élu aucun des cardinaux réputés "papables". Il a choisi le chef de l'Église parmi les derniers cardinaux créés par Pie X. On peut même présumer que le Conclave a donné au saint pontife le successeur qu'il aurait souhaité.

Peu connu à l'étranger et dans le monde de la politique et des intrigues, le cardinal della Chiesa jouissait à Rome et dans toute l'Italie d'une haute réputation de piété, de science et de talent. Les notices biographiques publiées hier relatent que trois jours avant sa nomination au siège archiepiscopal de Bologne, en décembre 1907, il avait été désigné à la nonciature de Madrid, mais que cette nomination fut immédiatement rescindée. Ce qui est moins connu, ce sont les motifs et les circonstances de ce brusque changement, si peu conforme aux traditions romaines. Voici l'explication que m'en donnait à Rome, en 1910, un ecclésiastique bien renseigné.

Le siège de Bologne était alors vacant, par la mort du cardinal Svampa; la nonciature de Madrid également, par le rappel de Mgr Rinaldini, créé cardinal. L'un et l'autre postes étaient, dans leur sphère respective, d'une haute importance, et les circonstances exigeaient, dans les deux cas, des titulaires de premier ordre.

Bologne, célèbre par son antique université, est resté l'un des centres les plus actifs de l'action catholique. Un groupe de prêtres et de laïques ardents y avaient créé un mouvement social et intellectuel, dont les tendances inquiétaient sérieusement l'archevêque et le pape lui-même. En dépit de son prestige et de son autorité, le cardinal Svampa n'avait pas réussi, lorsque la mort l'emporta, à enrayer ou plutôt à rectifier le mouvement.

A Madrid, la situation était fort tendue. Sous la poussée des radicaux, le ministère libéral suscitait des difficultés à

l'Église et aux congrégations religieuses. La position de Mgr Rinaldini était devenue impossible.

Dans les deux cas, une action prompte et énergique s'imposait.

Tout naturellement, Son Éminence le Cardinal Secrétaire d'État, chargé des relations de l'Église avec les puissances étrangères, se préoccupait surtout de la nonciature de Madrid. Il décida d'y nommer son substitut, Mgr della Chiesa, alors simple prélat du pape. L'éminentissime cardinal avait eu toute occasion d'apprécier les qualités de son candidat, puisque Mgr della Chiesa exerçait déjà ses fonctions sous son prédécesseur, l'illustre cardinal Rampolla, et que depuis quatre ans il avait été son collaborateur quotidien. Sûr de l'approbation du pape, le cardinal Merry del Val alla soumettre son choix à la sanction de Sa Sainteté. Naturellement, il fit valoir les hautes qualités de son candidat.

"Je suis heureux que vous en pensiez tant de bien", dit le Pape en souriant, "car je veux le nommer à Bologne."

Le cardinal stupéfait représenta au Saint Père toute l'importance d'envoyer à Madrid un homme de premier ordre; il s'efforça de démontrer à Sa Sainteté que Mgr della Chiesa était, en l'occurrence, le seul qui répondît à toutes les exigences de la situation.

"Non, non", répliqua le saint pontife, toujours souriant, "il est facile de trouver des diplomates. Il est plus difficile de trouver des évêques selon le cœur de Dieu."

Le secrétaire d'État appela à sa rescousse le cardinal Vivès y Tuto, son compatriote, aussi désireux que lui de maintenir les bonnes relations du Saint-Siège et de la cour de Madrid. Ce n'était pas deux minces influences, puisqu'on disait alors couramment à Rome que trois hommes gouvernaient l'Église: LL. EE. Merry del Val, Vivès et de Lai.

Rien n'y fit. Afin de couper court à toutes les sollicitations, le pape fit appeler Mgr della Chiesa, lui annonça sa nomination au siège de Bologne et, six jours plus tard, le censa-rait de sa main dans la chapelle Sixtine.

Cette décision du Saint-Père était d'autant plus remarquable que le nouvel archevêque, appelé si soudainement à succéder à un prince de l'Église sur l'un des sièges archiépis-

copaux les plus importants de l'Italie, et dans des circonstances particulièrement difficiles, n'avait aucune expérience du gouvernement des fidèles. Il n'était pas même évêque titulaire. Sa carrière, toute consacrée à des fonctions diplomatiques relativement modestes, semblait justifier les intentions du cardinal secrétaire d'État plutôt que celles du Souverain Pontife.

Les succès de son règne court mais fructueux à Bologne ont prouvé que la sainte clairvoyance de Pie X ne s'était pas égarée.

N'est-il pas permis de croire qu'en tout ceci la volonté de Dieu s'est clairement manifestée ? Le gouvernement spirituel d'une grande cité catholique, travaillée par les tendances diverses de l'esprit moderne et de la démocratie, n'a-t-il pas mieux préparé le chef futur de l'Église universelle à l'exercice de son auguste mission que le seul contact avec les diplomates et les gouvernants ?

\* \* \*

Une pensée non moins consolante c'est la certitude que l'élection du nouveau pape s'est faite à l'abri de toute pression de la part des puissances humaines. On sait qu'après la mort de Léon XIII, l'empereur d'Autriche, à l'instigation de l'Allemagne, fit prononcer l'exclusive contre le cardinal Rampolla, soupçonné de sympathies pour la France. Pie X, douloureusement ému à la pensée qu'il devait la tiare en partie à cette intervention extérieure, en abolit pour toujours l'exercice. Du reste, les calculs des hommes furent déjoués ; car si jamais pape resta étranger aux intrigues de la politique, ce fut bien le saint pontife qui vient de mourir.

Ceux qui se préoccupent surtout de l'influence de la papauté sur les affaires de ce monde se demanderont sans doute s'il ne faut pas voir dans l'élection du cardinal della Chiesa, ancien secrétaire et protégé de Rampolla, un juste retour des choses. Ils se demanderont si le nouveau pape ne va pas incliner du côté de la France. Tous les catholiques sincères, de cœur et d'esprit, se borneront à demander à Dieu qu'il conduise le "Serviteur de ses serviteurs" dans la voie de la justice et de la vérité. Ce n'est pas un pape pro-français ou anglophile qu'il

faut à l'Église, mais un Père pour tous les fidèles, à quelque race ou nation qu'ils appartiennent.

Oui, que Dieu prête longue vie à Notre Saint Père le Pape Benoît XV! Qu'il lui donne les lumières, le courage et la force nécessaires pour répandre le baume de la foi, de l'espérance et de la charité sur le monde chrétien déchiré par l'abominable violence des hommes!

Quel spectacle réconfortant pour les catholiques, pour le monde tout entier, au milieu des horreurs de l'heure actuelle, que cette éternelle survivance de l'Église!

Il n'y a guère plus d'un siècle, l'Église, à peine délivrée des coups perfides du jansénisme et du réganisme, prolongements insidieux du protestantisme, semblait étouffée dans les ténèbres, le sang et la boue de la Révolution. A la mort de Pie VI, les sectaires s'étaient vantés que la papauté était morte. L'âcre fumée de l'Europe en feu avait pénétré jusque dans l'enceinte du Conclave. Après plusieurs mois de luttes, de tiraillements pénibles, de tristes intrigues, la douce et lumineuse figure de Pie VII s'élevait au-dessus des ténèbres. Napoléon, restaurateur de l'ordre social, sollicita et obtint du pape la consécration de son œuvre et de son règne. Mais, dans l'égarement de son orgueil, il voulut réduire le Souverain Pontife au rang de chef de la gendarmerie spirituelle de son empire. Le colosse de chair tomba sous les coups de la justice de Dieu, et le pape continua de régner sur l'Église universelle.

Quelques années plus tard, un nouveau vent de révolution soufflait sur l'Europe. Acclamé par les novateurs, Pie IX, le glorieux martyr, recevait bientôt leurs premiers coups. Chassé de la ville éternelle par la révolution, il y rentrait avec l'aide de la France. Privé de cet appui, il se vit dépouillé de son pouvoir temporel et prisonnier dans ses propres domaines; mais le Pilate qui l'avait laissé crucifier périssait avant lui, dans la défaite et la honte. Dégagée du fardeau de ses "protecteurs", l'Église, spoliée mais toujours vivante, sortit grandie de l'épreuve et continua de prodiguer dans le monde entier, à ses persécuteurs comme à ses enfants fidèles, les trésors de son apostolat et de sa charité.

Aujourd'hui comme au temps de Pie VII, l'Europe est bouleversée, les assises des nations sont ébranlées. Au



milieu de la tempête, Pie X meurt, l'âme rempée de douleur devant ce spectacle de mort, de carnage, de spoliations, de crimes de toutes sortes. Les fidèles tremblent. Tout confiants qu'ils sont dans les promesses du Christ, ils se demandent avec anxiété si l'Italie ne va pas entrer dans le conflit avant la réunion du conclave. Non. Dieu veille.

Seule des grandes puissances de l'Europe, l'Italie, liée comme les autres à la guerre, s'abstient. En cela elle manque à ses engagements solennels, fruit de longues années d'intrigues et du travail savant des diplomates. Les hommes d'État et les hommes de guerre s'étonnent. Les uns se réjouissent, les autres s'irritent. Chacun cherche les motifs de cette attitude inattendue. Ceux mêmes qui en sont immédiatement responsables donnent des explications conformes peut-être aux règles de la diplomatie et aux données de la politique. Aucun ne songe à la seule vraie: c'est que Dieu, qui se rit des calculs des hommes, a voulu que Son Église ne reste pas privée de son chef, de son guide et de son soutien. Le conclave se réunit. Les cardinaux des pays en guerre oublient un instant le conflit qui déchire leurs patries terrestres. L'élection se fait dans la sécurité la plus complète et avec une rapidité presque inouïe dans les annales de l'Église.

Pie X est mort au pied de l'autel du sacrifice, victime expiatoire des crimes de l'humanité. Benoît XV y monte à son tour, pour offrir à Dieu les prières de miséricorde et de pardon, prêt à panser les plaies du monde, à ramener dans les sentiers de la justice les nations égarées. Il s'assoit dans la chaire de Pierre pour en faire descendre les paroles éternelles de lumière et de vérité.

Pie X est mort. Benoît XV vit et règne. Le Pape ne meurt pas.

Les empires s'écroulent, les nations s'entre-tuent, la carte de l'Europe va être bouleversée; à la domination allemande succèdera peut-être le joug slave, prélude de l'invasion jaune. L'Église reste immuable, toujours jeune, toujours vivante. Forte des promesses de son divin fondateur, elle continue d'éclairer le monde, de sauver les âmes, de préparer le règne de Dieu.

*Christus vivit, Christus regnat, Christus imperat!*

## *L'appel du Pape*<sup>1</sup>

3 août 1915

L'anniversaire du déchaînement de la furie sanglante qui fait de l'Europe la honte de l'humanité a inspiré aux chefs de peuples des paroles retentissantes. Entre toutes, il en est une qui s'élève au milieu des clameurs de mort comme une prière de foi et un appel à la justice et à la charité. C'est la voix du Pape, la seule humaine et divine à la fois, la seule équitable et désintéressée — la seule, hélas ! que les hommes n'entendent point, ivres d'orgueil, de vengeance et de sang. Mais c'est aussi la seule que Dieu entend; et, en dépit de la fureur et de la dureté des hommes, c'est encore Dieu qui mène le monde.

“Vous qui devant Dieu et les hommes portez la lourde “responsabilité de la paix et de la guerre, écoutez notre prière.

“Il est faux de dire que cet immense conflit ne peut se “terminer que par la violence des armes. Abandonnez cette “rage insensée de destruction.

*“Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et “les justes aspirations des peuples ?*

“Béni soit celui qui le premier élèvera le rameau d'olivier “et tendra la main à son ennemi en lui proposant d'équitables “conditions de paix.

*“L'équilibre et le progrès du monde, la sécurité et la paix “des nations reposent sur la bienveillance mutuelle, sur le respect “de chacun pour le droit et la dignité d'autrui plus que sur la “multitude des armées et le rempart formidable des forteresses.*

“Puissent les peuples décider enfin de ne plus remettre à la “force du sabre la solution de leurs différends, mais de la confier “aux cours de justice et d'équité, qui pourront étudier ces “questions avec le calme et la réflexion nécessaires.”

<sup>1</sup> Lettre du 28 juillet 1915 “aux peuples belligérants et à leurs chefs”. Voir appendice I.

\* \* \*

Soyez béni, Saint Père, pour avoir donné à l'humanité cette parole lumineuse et consolante! C'est la seule vraie, c'est la seule juste, qui ait été prononcée depuis le jour fatal où les peuples soi-disant chrétiens se sont rués les uns sur les autres, dans une rage folle de destruction, de vengeance et de haine.

Ce rappel si noble, si simple, des notions élémentaires de justice sociale, cette brève énumération des seuls moyens propres à rétablir la paix et à l'asseoir sur des bases solides et durables, c'est la réfutation de toutes les doctrines insensées et monstrueuses qui alimentent depuis un an l'aveugle furie des peuples.

Aux protagonistes de la force brutale, à ceux qui enseignent que la guerre est nécessaire, qu'elle est inévitable, le Pape répond: il est faux que la guerre soit nécessaire ou inévitable. Et il recommande la création de tribunaux d'arbitrage, auxquels seront soumis les différends entre nations.

Aux multitudes innombrables de gens à courte vue qui vont répétant les uns après les autres: A quoi ont abouti les conférences de la paix? — comme si l'humanité pouvait se guérir en un jour de ses passions brutales — le Pape pourrait répondre: Hommes de peu de foi, pourquoi doutez-vous? L'Église a mis cinq siècles à dompter la brutalité des barbares, à leur faire abandonner les pratiques cruelles et païennes du combat singulier, de l'épreuve du feu, du prétendu *jugement de Dieu*. Que les peuples se reprennent à écouter la voix des l'Église et elle saura bien apporter un frein aux pratiques barbares des nations, comme elle a su dominer les penchants brutaux des hommes.

\* \* \*

Aux Allemands qui proclament leur *droit* de germaniser l'Europe et le monde, aux Anglais qui affirment impérieusement leur *droit* de garder l'empire des mers et d'opposer l'anglo-saxonisme au pangermanisme, aux Russes qui veulent imposer leur *droit* de coaliser tous les peuples slaves et de domi-

ner l'Europe depuis la mer Blanche jusqu'au Bosphore, aux Italiens qui prétendent à la possession de toutes les terres limitrophes où leurs nationaux ont transporté leurs pénates, — le pacifique souverain des âmes, le Serviteur des serviteurs de Dieu, le vicaire de Celui dont le royaume n'est pas de ce monde, enseigne avec une calme assurance, qui domine tous les peuples de toute la hauteur du droit sur la force: *“L'équilibre et le progrès du monde, la sécurité et la paix des nations reposent sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d'autrui.”*

Aux junkers teutons qui parlent de reculer les frontières du *vaterland* jusqu'au cœur de la Russie et d'incorporer à l'Empire la Belgique et un bon tiers de la France, aux chauvins français qui décident déjà du sort de tous les pays d'Allemagne et proposent d'annexer à la France ou à la Belgique les vieilles populations germanes du Rhin et de la Westphalie, aux jingos anglais ou canadiens qui clament que la paix ne se fera que le jour où l'Allemagne aura été pulvérisée, le Pape, gardien du droit et de la justice, répond avec la sereine autorité de son magistère suprême: *“Écartez cette soif mutuelle de destruction; rappelez-vous que les peuples ne meurent pas: humiliés et opprimés, ils préparent les représailles du lendemain en transmettant de génération en génération la haine et la soif de la vengeance.”*

N'est-ce pas en raccourci l'histoire de toutes les guerres, l'explication de ces assauts périodiques des nations les unes contre les autres ?

Aux flatteurs du caprice arbitraire des tyrans — autocrates, démagogues parlementaires ou castes de soldats — qui tranchent dans les chairs vives des peuples au gré de leurs ambitions effrénées ou des passions aveugles des populaces serviles qui les suivent, grisées d'orgueil et de fanatisme, le Pape donne cet avertissement solennel: *“Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples ?”*

Écoutez, conquérants de l'Alsace et du Transvaal, tyrans de la Belgique, de la Pologne et de l'Irlande, persécuteurs du Schleswig, de l'Ukraine et de l'Ontario français! C'est la conscience de l'humanité qui parle; c'est la justice de



Dieu qui s'affirme, sévère pour les forts, pitoyable aux faibles et aux opprimés.

\* \* \*

Ils ne l'entendront pas. Cette parole est trop juste et trop vraie. Leur cœur est encore trop endurci. Leur morgue n'a pas été assez humiliée. Ils n'ont pas suffisamment expié la longue série de leurs crimes, de leurs spoliations, de leurs conquêtes, de leur domination.

Les peuples eux-mêmes, à qui cette parole bienfaisante apporte pourtant le seul réconfort qu'ils puissent espérer, les peuples pliés sous le joug de la force ou égarés par la voix des faux prophètes, les peuples ne l'entendront pas aujourd'hui. Ou, s'ils l'entendent, ils n'auront pas le courage d'y obéir. Ils suivront, un temps encore, la direction de ceux qui fouettent l'orgueil de la race.

Les Allemands continueront d'obéir aux commandements du Kaiser qui appelle, en blasphémant, les bénédictions de Dieu sur les armes des spoliateurs de la Belgique. Les Anglais prêteront l'oreille à l'enseignement d'un Carson: "Le mot *paix* n'entre pas dans notre vocabulaire à l'heure présente. Il est banni de nos conversations comme quelque chose d'immoral ou d'impossible dans les conditions actuelles."

Il convenait que la réponse de l'Angleterre protestante au Chef de l'Église universelle fût formulée par celui qui ameutait naguère les bandes fanatiques de l'Ulster contre la "domination de Rome." C'est la réplique du pape jaune au pape blanc. C'est l'antithèse de la justice, de l'ordre et de la charité.

\* \* \*

Et pourtant, à la fin, c'est le Pape qui aura raison contre Guillaume et contre Carson — sinon la civilisation européenne s'effondrera dans un cloaque de boue et de sang.

La parole du Pape est non seulement la seule vraie, la seule juste, la seule conforme aux principes fondamentaux de toutes les sociétés, dans tous les temps: c'est aussi la seule qui offre une solution *pratique* du conflit qui ensanglante l'Europe, la seule qui laisse entrevoir aux peuples mutilés

l'espoir de la guérison et la garantie que ces maux effroyables leur seront épargnés à l'avenir.

Cette parole, le Pape seul pouvait la prononcer. Ce remède, le Pape seul pourra l'appliquer.

Lui seul possède l'autorité morale qui plane au-dessus des passions, des intérêts et de l'ambition des peuples qui se disputent la domination du monde. Lui seul peut apporter, en toutes circonstances, entre tous les peuples, une médiation impartiale, sûre d'être écoutée, pourvu que les peuples sachent enfin comprendre leurs véritables intérêts.

Il y a quelques mois, j'osais exprimer l'opinion que la paix et le salut du monde ne dépendent ni du triomphe de la France, ni de l'anéantissement de l'Allemagne, encore moins de la suprématie de l'Angleterre ou de la poussée redoutable de la Russie, mais du refoulement dans leur orbite naturelle des nations trop puissantes et de la *revivance* des petites nationalités, sacrifiées jusqu'ici à la cupidité des empires. A cette reconstitution du droit de tous les peuples, je voyais un couronnement nécessaire, une seule garantie possible de durée et d'équilibre: la restauration de l'autorité morale de la papauté dans le monde<sup>1</sup>. Cette restauration est possible, même sans le retour ou la venue de tous les peuples à la foi catholique. L'Allemagne protestante l'a prouvé, un jour, lorsqu'elle fit appel à l'arbitrage du Saint-Siège et qu'elle se soumit à la décision du Pape de Rome en faveur de l'Espagne catholique.

Les affaires du monde ne seraient-elles pas en meilleure situation, si les nations européennes, si l'Allemagne elle-même, au lieu d'obéir à la voix de leurs prédicants d'orgueil et de force brutale, étaient entrées résolument dans cette voie salutaire?

Elles y viendront; ou elles seront châtiées plus lourdement encore.

Les peuples ne méconnaissent point impunément les grâces de salut que la Providence de Dieu met à leur portée.

<sup>1</sup> Conférence à l'Université Laval, le 27 janvier 1915, analysée dans *l'avertissement*.

## La réponse au Pape

6 août 1915

Les chefs d'État et les maîtres de l'opinion publique dans la plupart des pays en guerre ont répondu à la noble prière du Souverain Pontife par un silence dédaigneux ou par une sorte de défi.

Notre pauvre petit Canada, — si grotesque et si touchant à la fois par son ardeur à épuiser sa vitalité dans une guerre où il n'a qu'un intérêt fort lointain, — le Canada ne pouvait manquer de joindre sa voix grêle à ce chant de guerre sauvage. Et comme la violence des mots est presque toujours en raison contraire de la force d'action, le jingoïsme canadien devait à son impuissance de crier plus haut que Guillaume de Prusse et Carson d'Orange. Il s'est manifesté sous sa forme la plus naïve dans les déclarations d'un ministre d'État et d'un ministre de religion.

M. White, ministre des finances, — d'ordinaire mieux inspiré — a repris l'antienne banale, que les Européens assagis ont pourtant cessé d'entonner: "Le but des Alliés est d'écraser le militarisme prussien. Ceci veut dire que l'Allemagne doit être anéantie (*worn out*)."

M. White aurait de la peine à faire ratifier par M. Asquith et sir Edward Grey ce décret d'exécution capitale.

Si l'Allemagne est anéantie, par qui et par quoi M. White propose-t-il de la remplacer? C'est M. Gordon, ministre presbytérien de Winnipeg, qui nous donne la réponse, dans un discours où, selon le reporter de la *Gazette*, "la dévotion et le patriotisme se confondent". — "La race anglo-saxonne un jour mènera le monde", clame ce pasteur belliqueux, "et la nation britannique mènera la race anglo-saxonne, et la liberté et la démocratie universelle règneront suprêmes!"<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Le discours de M. White avait été prononcé à une assemblée de recrutement tenue à l'Université McGill, le 4 août 1915. Je n'ai pas sous la main le texte du discours du révérend M. Gordon; les citations ci-dessus avaient été empruntées au compte-rendu paru dans la *Gazette* du 5 août

Et les Français, les Italiens, les Espagnols ? et les Russes, les Polonais, les Ukranien<sup>s</sup> ? et les Celtes, les Scandinaves, les Wallons, les Flamands ? et les Hongrois, les Roumains, les Grecs ? et les quelque cent millions d'Américains, du nord et du sud, qui ne sont pas anglo-saxons et qui ont quelques motifs de se méfier des promesses de la liberté britannique et de ne pas croire à l'intangibilité du dogme de la démocratie universelle ? et les innombrables multitudes d'Asiatiques et d'Africains ? (Ne tenons pas compte des soixante ou quatre-vingt millions d'Allemands : M. White et M. Gordon les suppriment.)

Est-ce bien sûr que tous ces peuples, que toutes ces nations, que toutes ces races n'ont d'autre destinée, ne doivent aspirer à une autre fin que celle d'être subjuguées par la race anglo-saxonne, de jouir des seuls bienfaits de la "liberté" et de la "démocratie", comprises et pratiquées à l'anglaise ?

\* \* \*

Ce rêve de monstrueux orgueil britannique fût-il réalisable, le révérend Gordon aurait peut-être quelque peine à établir qu'il n'en résulterait que des bienfaits et un progrès réel pour l'humanité.

Certes, la race anglo-saxonne possède de solides qualités. La nation anglaise a apporté au patrimoine de l'humanité de remarquables et précieux avantages. Mais ces qualités sont mêlées de défauts saillants. Ces avantages sont contrebalancés par de funestes inconvénients.

Plus que toute autre race et toute autre nation, les Anglais, les *vrais* Anglais, ont compris, pratiqué et répandu dans le monde le respect de la liberté *individuelle* et *politique*. Mais plus aussi que toute autre race et toute autre nation ils ont méconnu le droit des autres peuples à leur liberté *nationale* ?

J'ai peut-être l'esprit mal fait — je ne l'ai certainement pas façonné à l'anglo-saxonne — mais je ne puis réussir à me mettre dans la tête que la "liberté" britannique telle que pratiquée en Irlande pendant trois siècles, aux Indes sous le régime de Warren Hastings et des nababs anglais, en Chine avec



l'opium introduit de force à coups de canons anglais, en Afrique-Sud avec Shepstone, Rhodes et Milner, à la Jamaïque avec les potences d'Eyre, en Acadie avec les proscriptions infâmes de Lawrence, au Canada anglais, depuis Craig et Colborne jusqu'à Greenway, Haultain, Whitney et Hearst — non, je ne puis me convaincre que cette "liberté" offre des chances de bonheur surhumain et l'idéal suprême à tous les peuples, à tous les hommes qui trouvent légitime de penser, de parler et de sentir autrement qu'en anglais.

L'Angleterre a violenté plus de droits *nationaux* que tous les autres pays d'Europe réunis. Par la force ou par la ruse, elle a accaparé un quart des terres du globe; par la conquête, et surtout par la corruption et l'achat des consciences, elle a subjugué plus de peuples qu'il ne s'en est jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, trouvés réunis sous un même sceptre.

\* \* \*

"C'est pour le bonheur et le bien-être de ces peuples", répliquent les impérialistes anglais.

C'était l'argument des protagonistes de l'esclavage. La plupart des noirs arrachés des côtes d'Afrique pour servir de bêtes de somme aux planteurs de la Virginie et de la Caroline trouvaient assurément, même sous le fouet des intendants anglo-saxons, plus de bien-être matériel, plus de bonheur animal, qu'ils n'auraient pu en attendre des potentats cannibales de la Côte d'Or ou des rives du Niger. Mais la conscience de l'humanité a jugé qu'aucun homme n'a le droit de priver son semblable de sa liberté, fût-ce pour assurer son bien-être. Et c'est l'éternel honneur des Anglais d'avoir soulevé l'opinion du monde chrétien contre la pratique de l'esclavage *individuel*.

La conquête et la domination des peuples, de quelque motif qu'elles se réclament, ne sont pas plus légitimes que la traite des noirs.

Cet argument du bonheur et du progrès des peuples, les Allemands et les Russes l'invoquent comme les Anglais. Napoléon l'avait sans cesse à la bouche, lorsqu'il promenait ses légions de Madrid à Moscou, de Naples à Copenhague.

C'est pour "le plus grand bien des peuples" qu'ils ont subjugués et de ceux qu'ils veulent conquérir, c'est pour "le progrès de l'humanité", que les pangermanistes et les panslavistes veulent plier sous leur joug toutes les nations de l'Europe et de l'Asie, et leur imposer, avec leurs lois, leurs conceptions politiques, sociales et philosophiques.

"Mais, répliquent les jingos, les Teutons veulent dominer les peuples; nous, nous voulons les affranchir. Le pangermanisme, c'est la tyrannie et l'autocratie; l'anglo-saxonisme, c'est la liberté et la démocratie. Le militarisme allemand terrorise et abrutit; notre idéal politique et nos méthodes de gouvernement font le bonheur des peuples."

\* \* \*

D'abord, il n'est pas si certain que l'idéal anglo-saxon diffère tant que cela de l'idéal germanique. Il tend même, par la rivalité aiguë des deux peuples, à s'en rapprocher singulièrement.

Mais en concédant que cette différence subsiste encore et qu'elle soit radicale, il resterait à prouver que l'anglo-saxonisme est notablement supérieur au pangermanisme et au panslavisme pour assurer le progrès *moral* et *intellectuel* des peuples.

Dans l'ordre des libertés *politiques* et *individuelles*, le régime britannique et les procédés du peuple anglais sont, sans comparaison possible, assurément plus agréables et plus doux que le caporalisme prussien et le prosélytisme moscovite. Mais est-il clairement démontré que le triomphe du régime britannique et de l'idéal anglo-saxon serait, pour l'humanité, un véritable progrès, qu'il ferait monter les peuples dans l'échelle des supériorités *morales* et *intellectuelles*, qu'il assurerait le développement d'un état social plus élevé et plus noble ?

A quoi tend le régime de la "liberté" et de la "démocratie" britanniques, tout imbu d'un protestantisme déliquescant qui confine déjà à l'athéisme, si ce n'est à l'affaiblissement de tout principe d'autorité, à la laxité du lien familial, à la négation du devoir social, à l'égoïsme individuel, à la haine des classes, au culte effréné du bien-être physique, à la soif

des richesses, — au paganisme, en un mot ? oui, et un paganisme sans dieux et sans poésie, le paganisme animal d'une humanité sans âme.

Que les vœux du pasteur Gordon se réalisent ; que la race anglo-saxonne mène le monde ; que la nation anglaise mène la race ; ou, ce qui aurait plus de chances de réussite, que la nation américaine, fille de l'Angleterre, mène la race anglo-saxonne et le monde : et le monde n'est-il pas voué à cet abaissement moral, à ce triomphe abrutissant du culte de l'or et de la matière, dans lequel Brunetière signalait le crime de l'Angleterre ?

\* \* \*

Non, non, l'humanité a besoin d'autre chose, elle veut un autre idéal. Les peuples ont le droit, les peuples ont le devoir de résister à la conquête du mercantilisme anglo-saxon autant qu'à la fauchée du sabre allemand, autant qu'à la domination de la bureaucratie mi-prétorienne mi-cléricale de la Russie.

Et c'est de la résistance des peuples et des nationalités légitimes à cette abominable emprise des nations mégalomanes qu'il faut attendre la véritable paix, la paix qui durera.

"L'équilibre et le progrès du monde", enseigne Benoît XV, *"la sécurité et la paix des nations reposent sur la bonne foi mutuelle, sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d'autrui."*

Cette parole lumineuse le Souverain Pontife ne l'adresse pas seulement aux violateurs de la Belgique, aux tyrans de l'Alsace-Lorraine. Il la fait entendre également aux dominateurs de la Pologne et de la Lithuanie, aux conquérants du Transvaal, aux despotes de l'Irlande, aux persécuteurs des catholiques du Manitoba et des Canadiens-français de l'Ontario. Cette leçon il la donne à tous les chefs d'État qui violentent la conscience et la liberté des peuples, à toutes les nations qui ne pratiquent pas envers les autres nations la loi éternelle de justice et de charité : *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voulez pas qu'il vous soit fait.*

La notion de cette justice mondiale s'est affaiblie, dans les nations chrétiennes, en raison directe de leur éloignement de l'Église. Les nations les plus conquérantes, les plus spolia-

trices, sont celles qui se sont le plus complètement affranchies du frein modérateur de la papauté. L'Angleterre vient en premier lieu, puis l'Allemagne aux deux-tiers protestante, puis la Russie schismatique. L'Espagne, la France, l'Italie, en dépit de lourdes fautes d'un autre ordre, les deux premières après des crises passagères de conquête et de domination, sont restées ou rentrées dans leur orbite naturelle. Elles ne sont pas ou elles ont tôt cessé d'être une menace pour la paix du monde et la liberté des autres peuples. Elles ont renoncé à imposer par la force des armes ou la puissance de l'or leur domination, leurs lois, leur langue et leur idéal.

Par bonheur, quelques symptômes de réaction se dessinent en Angleterre et en Allemagne.



## *La guerre à la guerre*

### I

#### Le culte de la force

---

7 août 1915

L'appel du Pape ne sera entendu, la paix véritable que souhaite le Souverain Pontife n'aura chance de régner, que le jour où toutes les nations soi-disant chrétiennes se souviendront de leur baptême. Pour que la justice et la liberté règnent dans le monde, il faut que les peuples reviennent au respect *vécu* des enseignements du Christ et que leur foi se manifeste dans leur vie *nationale* et l'exercice de leur volonté collective, plus encore que dans la pratique par les individus des formes extérieures de la religion.

Cette rénovation du sens chrétien des peuples, il est inutile de l'attendre des gouvernants, des chefs de caste, des politiciens démagogues ou des potentats engoncés dans leur orgueil. Et, par malheur, ces faux pasteurs de peuples entraînent à leur suite trop de pontifes et de prêtres qui oublient qu'ils sont les ministres du Dieu de paix, de justice et de charité. Elle surgira, si Dieu le permet, des couches profondes des peuples, des peuples écrasés par les impôts de guerre et dont le sang coule à flots pour assouvir la passion dominatrice des chefs d'État, les ambitions démentes des théoriciens de la supériorité des races et l'abominable cupidité de la haute banque et des constructeurs d'engins de mort.

Ce retour des peuples aux notions élémentaires de la justice, de l'ordre et de la liberté, — pas seulement la liberté "britannique", mais la liberté de tous les peuples — il doit se faire par chaque peuple sur lui-même, en lui-même et par lui-même.

Les Anglais ne guériront pas les Allemands, les Russes ne seront pas régénérés par les Français. Chaque peuple doit commencer par ôter la poutre qui est dans son œil avant de vouloir enlever la paille de l'œil du voisin.

Par bonheur, quelques symptômes de cette contrition naissante commencent à se manifester.

\* \* \*

On a signalé, en France, il y a déjà quelques mois, — on est assez fort, en France, le patriotisme y est assez réel et sincère pour qu'on n'ait pas peur de constater qu'il peut y avoir du bon chez l'ennemi, — la lettre collective des évêques d'Allemagne, appelant le peuple de l'empire à faire l'examen de la conscience nationale.

C'est dans une publication française, la *Semaine Catholique* de Saint-Flour, que je trouve ce fragment remarquable de la pensée collective et publique des évêques catholiques, dans un pays aux deux-tiers protestant, où dominant l'arbitraire de l'autorité civile et l'arrogance de la soldatesque :

“La guerre, écrivent-ils, est une épreuve pour toutes les nations qui en sont affligées, et par conséquent elle est un appel à la pénitence et à l'expiation. Malheur aux nations que cette vengeresse qu'est la guerre n'amène pas à faire pénitence ! Elles sont mûres pour la destruction : la victoire elle-même serait pour elles une défaite. La guerre ouvre le livre des comptes des nations, par devant le monde entier, et les solde par le sang. *Nous n'avons pas besoin de nous occuper des comptes des autres nations, mais seulement de nos comptes à nous ; nous n'avons pas besoin d'examiner la conscience de nos ennemis, mais seulement notre propre conscience.*

“Chez nous aussi la guerre a découvert de graves péchés. Que de fois, nous, évêques, dans la détresse de notre cœur, n'avons-nous pas regretté la décadence de la vie religieuse et morale de l'Allemagne. Aujourd'hui la guerre a rétabli la religion dans ses droits ; elle a de nouveau inculqué dans l'esprit des hommes les commandements de Dieu : c'est par le feu et l'épée qu'elle les a imposés parmi nous.

“La guerre a cité la “Kultur” antichrétienne et antireligieuse devant son tribunal ; elle lui a montré son indignité, son vide, ses crimes. Cette “Kultur”, c'est une culture antichrétienne, malsaine dans toute son essence, avec un vernis

“extérieur, mais toute pourriture en dedans, avec son âpre  
“poursuite de la richesse et du plaisir, avec son surhomme  
“autant arrogant que ridicule, avec sa honteuse imitation  
“de la littérature et de l’art infecté d’exotisme et des plus  
“deshonorantes extravagances dans les mœurs des femmes.”

Je me demande ce qui se produirait en notre pays de  
“liberté britannique”, si les évêques catholiques osaient dénon-  
cer en ces termes le jingoïsme canadien et les vices particuliers  
de notre “civilisation” ?

\* \* \*

C’est encore d’Angleterre, je pense, qu’il y a meilleure  
chance d’attendre l’exemple et la pratique de cette noble et  
courageuse réaction contre les doctrines pestilentielles de  
l’impérialisme, de la domination des “races supérieures”, de  
la subjugation des “races inférieures”. Ces doctrines anti-  
chrétiennes, antihumaines, c’est l’Angleterre qui les a prêchées  
tout d’abord. Elle les a pratiquées avec le plus grand succès à  
son bénéfice. Elle doit à l’humanité, elle se doit à elle-même,  
de réparer une partie des maux effroyables qu’elle a déchaînés,  
de désarmer les soupçons et les rivalités qu’elle a fait naître.

Dès le début de la guerre, quelques-uns de ses meilleurs  
esprits se sont attachés à cette œuvre de réparation, avec ce  
rare courage moral et cette ténacité qui, employés au bien,  
constituent deux des plus belles qualités du peuple anglais.

J’ai déjà signalé aux lecteurs du *Devoir* les publications  
de l’*Union of Democratic Control*<sup>1</sup>. J’y reviendrai. Aujourd’hui, je veux appeler leur réflexion sur une courageuse et  
lumineuse étude, parue depuis quelques mois déjà, dans la  
revue des Jésuites d’Angleterre, *The Month*<sup>2</sup>. L’auteur est  
le R. P. Keating, directeur de la revue. Sous le titre *English  
Bernhardi-ism*, il fait, lui aussi, cet examen de la conscience  
nationale.

“On nous répète constamment, dit-il, que nous ne com-  
“battons pas quelques millions d’Allemands et d’Autrichiens

<sup>1</sup> *Devoir* du 12 juin 1915: *La saine opinion anglaise*. On trouvera  
un résumé et la suite de cette étude dans les articles du 10 et du 11 août  
1915, reproduits ici.

<sup>2</sup> Numéro de février 1915.

“mais un idéal faux et pernicieux. Si, vainqueurs de nos ennemis, nous nous laissons dominer par leurs principes, notre victoire ne nous sera d’aucun profit... Cette bataille particulière, c’est chez nous qu’il faut la livrer: les pires ennemis de tout homme sont ceux de son propre foyer.

“Nous devons tout d’abord extirper de nous-mêmes cette notion fausse que la guerre peut être parfois désirable à cause de son influence salutaire sur les combattants.”

Le savant religieux établit une distinction nette entre le *devoir* de subir la mort plutôt que de faillir aux dictées de la conscience, et l’amour de la guerre pour la guerre; entre les manifestations d’héroïsme et d’abnégation que suscite la guerre, et la fausse doctrine que la guerre est désirable, légitime ou même utile pour le déploiement de ces vertus. La peste, les naufrages et les tremblements de terre donnent également à l’héroïsme et au dévouement l’occasion de se manifester: est-ce à dire que la peste et les cataclysmes sont en eux-mêmes bons, utiles ou désirables?

Il dénonce avec énergie les doctrines de force brutale prêchées par les disciples de Nietzsche, de Treitschke et de Bernhardt; “mais hélas! ajoute-t-il, la presse et la littérature anglaises en général sont remplies de Treitschkés et de Bernhardtis qui, au fond de leur pensée et en dépit de toutes leurs dénonciations de l’idéal prussien, sont persuadés que la guerre n’est pas, après tout, une si mauvaise chose et que le monde serait plus mal s’il n’y avait pas de guerre.”

Ne croirait-on pas lire une analyse du rôle de la presse et de la littérature canadiennes — en autant qu’on peut parler de “littérature” canadienne?

Il prend résolument à partie ces protagonistes de la guerre. Il n’épargne pas plus les catholiques que les protestants, les Français que les Anglais. Il passe en revue les hommes d’État, les publicistes, les orateurs qui, depuis vingt ans, empoisonnent la conscience et l’esprit du peuple anglais.

C’est lord Sydenham qui fait dans la *Revue d’Édimbourg* la thèse que l’abolition de la guerre ne profiterait pas à l’humanité.

C’est M. Harold Wyatt, pontife et missionnaire de la *Navy League*, qui vaticine dans le *Nineteenth Century* sur



“l'épreuve de Dieu par la guerre”, et proclame que “la moralité supérieure engendre la plus haute puissance militaire”.

C'est le professeur Cramb, qui ne fait autre chose que transfuser à ses auditeurs “l'esprit de Bernhardi moulé à l'anglaise”.

“Nous ne pouvons”, ajoute le P. Keating, “mettre au compte des seuls Allemands cette philosophie criminelle. Nos alliés les Français l'ont faite leur et récoltent aujourd'hui les fruits amers de son application. Nos propres *eugénistes* ne sont pas allemands, ni Herbert Spencer, ni l'engeance de nos rationalistes qui tournent le christianisme en dérision.”

\* \* \*

Avec la logique du philosophe, l'ardeur du vrai patriote et la foi éclairée du théologien, il démolit l'évangile de la force brutale et démontre à quel point la guerre est antichrétienne et antisociale.

Avec la même hardiesse, la même hauteur d'aperçus, il s'attaque de front au junkerisme allemand et au jingoïsme britannique, à la croyance au droit de la “race supérieure” de mener le monde. A ces monstrueuses prétentions, il oppose le *vrai* principe des nationalités :

“Le premier et le plus absolu des droits d'un état souverain, grand ou petit, c'est l'indépendance d'une domination étrangère.”

“Toute prétention *a priori* au commandement de la race humaine — si l'on comprend par là non seulement la supériorité morale, objet d'une noble ambition, mais la domination matérielle directe — est totalement injuste et injustifiable. C'est la doctrine infernale de *la force qui fait le droit*. Et cette doctrine, elle n'est pas exclusivement prussienne.”

De nombreux Anglais, et des plus hauts placés, ne se font pas faute de la soutenir.

Il cite lord Rosebery :

“C'est une partie de notre responsabilité et de notre héritage de veiller à ce que le monde, en autant qu'il peut

“être façonné par nous, reçoive le caractère anglo-saxon et nul autre.”

Et lord Grey :

“Il est essentiel à quiconque réclame la première place [dans le monde] de mettre toute son énergie à prouver son droit. Telle est la justification morale des conflits internationaux et de la guerre.”

Et M. Spencer Wilkinson, professeur d'histoire à Oxford :

“L'alternative qui se pose à l'Angleterre, c'est le choix entre la première place et la dernière, entre la gouverne de l'humanité et l'ombre de l'indépendance.”

Et un pieux anglican, M. Athelstan Riley, qui, après avoir démontré que l'Angleterre a conquis son empire par le sabre, en conclut que “la seule justification [des Anglais], c'est qu'ils croient qu'ils tiennent de Dieu la mission de gouverner les races étrangères pour leur bien.”

En quoi, demande le Père Keating, toutes ces doctrines différent-elles de celles de Bernhardi ?

On a écrit un volume intéressant, “*What is wrong with Germany?*” Un livre aussi considérable et plus utile pourrait être composé pour répondre à cette question : “*What is wrong with England?*”

\* \* \*

Les Anglais s'indignent avec raison des brutalités commises par les Allemands en Belgique. “Mais avant d'exprimer notre indignation bien naturelle en face d'une telle sauvagerie, jetons un coup d'œil sur la série de quelques-uns de nos journaux de l'époque de la fin de la guerre d'Afrique.” On y trouvera, par exemple, cette théorie *humanitaire* du Dr T. M. Maguire, étalée dans les colonnes du *Times* :

“La vraie stratégie consiste d'abord à porter les coups les plus terribles à l'armée, puis à causer tant de souffrances aux habitants qu'ils doivent soupirer après la paix et forcer leur gouvernement à la demander. Il ne faut laisser au peuple que ses yeux pour pleurer sur la guerre. A ceux dont les demeures auront été incendiées, il faudra des efforts de chaque jour, de chaque heure, pour se procurer la maigre subsistance

“qui soutiendra leur vie. Lorsque le soldat apprendra que sa famille — sa femme et ses petits enfants — est certaine de souffrir, il se sentira mal à l’aise, il pensera à ses devoirs de famille; il est facile de prévoir ce que l’instinct naturel lui prescrira.”

Telle est la tactique *courageuse* et *chevaleresque* qu’en l’an de grâce 1900, un collaborateur du principal organe de l’opinion anglaise conseillait d’adopter pour réduire l’armée d’un petit peuple dont la population totale — hommes, femmes et enfants — ne s’élevait pas au chiffre de la population d’un faubourg de Londres!

Les Anglais s’indignent avec raison de la violation de la neutralité de la Belgique et du mépris de l’Allemand pour les “chiffons de papier”. Ont-ils toujours montré les mêmes scrupules, la même délicatesse, en ce qui les concerne? Un officier anglais, le major Stewart Murray, n’a-t-il pas tenté, tout récemment, de justifier la saisie, en pleine paix, de la flotte danoise par l’Angleterre, en 1807?

“En avons-nous honte?” demande le major. “Non, assurément: nous nous en glorifions. Si toute autre nation peut surprendre l’Angleterre de pareille façon, loin d’en rougir elle en sera également fière. Quels *hypocrites écoeurants* (“*sickening hypocrisy*”) nous devons paraître aux yeux des autres nations, quand nous, *de tous les peuples*, jaccassons sur la sainteté des lois internationales (*prate of the sanctity of international law*).”

“Il est à désirer”, ajoute le Père Keating, “qu’un historien compétent passe en revue l’histoire du monde, disons depuis la Réforme, et établisse combien de fois, par qui et dans quelles circonstances les traités internationaux ont été violés. Ce dossier, qui pourrait s’intituler “*Chiffons de papier*”, aiderait puissamment à éclaircir les idées de ce temps-ci.

“Si l’on considère toutefois que la paix future dépend de la reconnaissance de la sainteté des traités..... on peut juger combien il est nécessaire à l’Angleterre de réhabiliter sa réputation aux yeux du monde, si elle doit exercer une réelle influence morale sur le règlement final [de la guerre].”

Et il conclut ainsi :

“En démontrant que Bernhardi n'est que le miroir où  
“l'Anglais du type militariste peut se contempler, mon but  
“n'est pas d'affaiblir en rien notre opposition à sa doctrine  
“pervers; c'est simplement d'indiquer dans quelle attitude  
“et quelle disposition nous devons nous placer pour la détruire.  
“Pour armure et pour casque, nous devons nous couvrir du  
“sac et des cendres de la pénitence, si nous voulons éviter les  
“traits acérés du *Tu quoque*. Avant d'assumer convenable-  
“ment le rôle de champions de l'humanité nous devons rejeter  
“beaucoup de ce que nous avons toléré et abandonné, beau-  
“coup de nos pratiques. Il y a un bien supérieur à l'intérêt de  
“l'Empire britannique : c'est le bonheur du monde. Puisse  
“le Royaume-Uni se joindre de tout cœur à ceux qui reconnais-  
“sent cette vérité!”

Une telle confession, un effort aussi courageux pour éclairer la conscience de ses compatriotes et les ramener dans la voie de la justice, honore un pays et sa civilisation. Tant qu'il restera en Angleterre des hommes de cette trempe, il n'y a pas à désespérer de la grandeur britannique. Puissent-ils s'en révéler au Canada, prêtres et laïques, qui entreprennent résolument de combattre les doctrines pernicieuses que dénonce le R. P. Keating et qui n'ont déjà fait que trop de ravages chez nous.

## II

### Nationalisme et Impérialisme

---

10 août 1915

Il y a quelques semaines,<sup>1</sup> je signalais la propagande courageuse entreprise en Angleterre par l'*Union of Democratic Control* pour combattre le jingoïsme impérialiste et préparer un courant d'opinion saine, susceptible d'exercer une action modératrice sur le règlement du conflit. La *Contemporary Review* a publié, en juillet, un article où M. Morel, secrétaire honoraire de l'association, raconte ses débuts et résume son programme.

<sup>1</sup> Devoir du 12 juin 1915 : “*La saine opinion anglaise.*”



Dès les premiers jours de la guerre, quelques *vrais* Anglais, patriotes ardents mais sains d'esprit, se réunissaient pour discuter la situation très grave où leur pays se trouvait soudainement entraîné.

“Depuis quelques années, ils partageaient la conviction commune que les hommes d'État de l'Europe s'en allaient à la dérive vers une catastrophe qui bouleverserait le monde... Les peuples, dominés par la peur et la panique, ni renseignés ni consultés, étaient entraînés — après quelques semaines de négociations confuses et secrètes entre leurs gouvernants — dans le gouffre des passions et du massacre... Que restait-il à faire à ce groupe de quelques hommes? Devaient-ils se borner à *la tâche facile et populaire de dénoncer l'ennemi* et de prêter toute l'assistance en leur pouvoir aux œuvres de charité et de secours fondées pour venir en aide aux victimes de la guerre? Ou devaient-ils s'efforcer d'élaborer un programme *constructeur*... d'action politique future, national dans sa conception, international dans son objet ultime... autour duquel il serait possible de rallier l'opinion... pour jeter le fondement d'un édifice plus solide?”

Après mûre délibération, cinq d'entre eux décidèrent qu'il fallait agir, et agir sans délai. Loin de trouver que ce n'était pas le temps de parler de ces choses-là — mot d'ordre de la lâcheté, dont l'on nous a tant corné les oreilles au Canada — ils se mirent à en parler tout de suite, tout haut, partout et tout le temps.

L'Union compte aujourd'hui cinquante comités. Quarante-cinq conférenciers ont prêché l'évangile de la paix, à Londres seulement, à près de quatre cents auditoires très variés: écoles d'adultes, syndicats, sociétés mutuelles, etc. Le programme de l'Union a reçu l'adhésion virtuelle du parti ouvrier indépendant et d'un grand nombre de syndicats et de bourses du travail et du commerce.

Naturellement, cette propagande a rencontré l'hostilité de la grande presse anglaise, ou du moins de tous les journaux dominés par les partis, de ceux surtout qui ne sont que les instruments du capital organisé et de la haute banque.

Mais il est encore possible, en Angleterre, de créer des courants d'opinion contraires ou étrangers à la tyrannie des partis et à l'omnipotence de l'or.

\* \* \*

Par l'ensemble de son programme et de ses revendications, l'Union démocratique tend vers un but qui se rapproche singulièrement de celui que le Souverain Pontife indiquait l'autre jour aux chefs des nations en guerre.

“Nous croyons, dit M. Morel, que l'épreuve par la guerre, “pour le règlement des disputes entre États civilisés est aussi “absurde, aussi criminel... que l'épreuve par le poison et par “le feu... pour régler les différends individuels. L'épreuve “par la guerre est une criminelle absurdité, parce qu'elle “n'offre aucune solution à un seul des problèmes, à une ou “plusieurs inconnues, qui suscitent périodiquement des conflits internationaux.”

L'Union a donc entrepris, elle aussi, comme le Pape, de faire la guerre à la guerre. Elle s'attaque aux préjugés, aux passions, aux notions fausses ou erronées qui permettent aux hommes de lucre et de sang d'assouvir leur infernale cupidité aux dépens des nations et de l'humanité tout entière.

“L'opinion publique, en Angleterre d'abord, et partout “où l'exemple et l'enseignement de l'Angleterre peuvent porter, “doit se concentrer sur les facteurs principaux de tout ordre “— technique, constitutionnel ou traditionnel — qui amènent “les gouvernements à imposer aux peuples l'épreuve par la “guerre, et les peuples à soutenir les gouvernements dans leur “action.”

Et le temps propice pour faire entendre cet appel au sens commun des peuples, “c'est *maintenant* que les horreurs de la guerre absorbent tous les partis”. Ces hommes sensés jugent, comme le Souverain Pontife, que la meilleure manière de faire cesser la guerre, ce n'est pas de prêcher la guerre à outrance mais au contraire de hâter la paix et surtout de lui préparer une base ample, solide et durable.

Si les hommes de la génération actuelle veulent éviter à leurs enfants de semblables épreuves, et même des catastro-

phes pires encore, ils n'ont pas le droit de donner *carte blanche* aux gouvernants, aux diplomates et aux hommes de guerre de tous les pays, "dont les ambitions rivales, les incompatibilités "d'humeur, les faiblesses de jugement, l'ignorance des besoins "et des aspirations des peuples, et les manœuvres secrètes ont "mené le monde au cataclysme actuel."

\* \* \*

Dans la brève étude que j'ai déjà faite du programme de l'Union<sup>1</sup>, j'en ai reproduit les quatre articles fondamentaux. Ils présentent les moyens principaux que l'Union suggère pour amener un règlement équitable de la guerre actuelle et réduire au minimum les chances de guerre à venir. Je me borne aujourd'hui à les résumer.

1. *Respect des droits légitimes et des justes aspirations de tous les peuples, vainqueurs ou vaincus.*
2. *Contrôle efficace du parlement sur tous les traités et ententes entre l'Angleterre et les nations étrangères.*
3. *Plus d'alliances et de contre-alliances, ni de faux 'équilibre des puissances'. Création d'un conseil international.*
4. *Réduction énergique des armements, proposée par la Grande-Bretagne comme l'une des conditions essentielles du traité de paix. Nationalisation de l'industrie des armements.*

Dans son exposé, forcément bref, M. Morel développe quelques-uns des arguments que les membres de l'Union apportent à l'appui de ce programme, des trois premiers points surtout. Le dernier, dit-il avec raison, demanderait tout un article à lui seul.

Sur les droits des nationalités, il invoque le témoignage de M. Churchill. Sur la nécessité de remplacer le système fatal et ruineux des alliances par un accord international, il cite M. Asquith. "Seulement," fait-il observer avec beaucoup d'à-propos, "énoncer des principes est une chose; les mettre "en pratique une autre et fort différente... Si l'influence de "la Grande-Bretagne doit s'exercer en faveur des principes

<sup>1</sup> Article du 12 juin, mentionné dans la note précédente.

“si chaleureusement prônés par M. Churchill, le peuple britannique doit envisager la situation d’avance, et bien la “comprendre.”

Il dénonce les tendances avouées de plusieurs des belligérants de régler le sort des territoires en dispute, non d’après les vœux de leurs habitants, mais d’après les hasards de la conquête. Il ne s’agit pas seulement de libérer la Belgique. Les Alsaciens et les Polonais doivent décider eux-mêmes de leurs propres destinées. Il faut veiller à assurer aux Galiciens un sort au moins aussi avantageux “que celui dont ils jouissaient sous la domination fort calomniée de l’Autriche-Hongrie.” Les Ukranien ont droit à la même considération. Il ne faut pas oublier non plus les Bulgares, les Finlandais et les Perses.

\* \* \*

Ce rappel du droit de *tous* les peuples, de *toutes* les nationalités, est fort opportun. Nous avons publié, il y a quelques mois, une lettre de M. l’abbé Redkewycz, grand-vicaire de Sa Grandeur Mgr Budka. Ce vénérable prêtre faisait une sombre peinture des traitements barbares infligés par les Russes aux Ruthènes de Galicie.<sup>1</sup> De nouveaux renseignements, publiés en France, indiquent que les armées *libératrices* du Tsar n’ont rien à envier aux hordes teutoniques qui ont saccagé la Belgique et le nord de la France.

D’intéressantes publications, imprimées à Rome et à Paris, font voir que la cause des Ukranien, au lieu d’être confondue avec celle des Polonais, doit être traitée à part. Ce peuple semble avoir le droit de redouter la domination polonaise tout autant que les Polonais ont raison de vouloir échapper au joug prussien ou moscovite.

Le plaidoyer des radicaux anglais ne s’inspire-t-il pas de la même pensée qui a dicté à Benoît XV cette parole où se

<sup>1</sup> *Devoir* du 7 novembre 1914. A relire aussi une lettre de M. l’abbé Sabourin, prêtre canadien du rite ruthène, publiée dans le *Devoir* du 18 septembre 1914.

La *Semaine Religieuse* de Montréal a publié, en août 1915, une lettre de son correspondant de Rome, qui corrobore ces dénonciations des cruautés et de la tyrannie exercées par les Russes en Galicie.



résume toute la cause des peuples: *“Pesez avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples.”*

“Mais, ajoute M. Morel, pour accomplir cette œuvre de justice, il faut créer un organisme qui permette de connaître en toute vérité les vœux des peuples, de recueillir leurs suffrages avec probité et de lier les gouvernements au respect de leurs droits... Pour y arriver, il faut non seulement l'accord des nations en guerre, mais aussi le concours des neutres, manifestement intéressés à faire opérer un règlement stable.”

De là, la nécessité, dans le monde entier, d'une campagne intelligente, vigoureuse et persistante pour créer l'opinion saine qui fera agir les gouvernements.

### III

## Organisation de la paix

---

11 août 1915

A l'appui des deux articles du programme de l'Union démocratique qui touchent à l'action des gouvernements et aux traditions de la diplomatie européenne, M. Morel n'a pas de peine à démontrer que le vieux jeu des alliances a abouti où il devait fatalement arriver: à la ruée effroyable des nations les unes contre les autres. Il a permis aux hommes de sang et de carnage de spéculer à outrance sur la frayeur des peuples, en leur persuadant que la meilleure, la seule manière de garder la paix, c'était de s'armer jusqu'aux dents! Ils ont poussé cette abominable exploitation de la crédulité populaire jusqu'au point où la guerre est devenue inévitable. Et cependant, pas un instant, les peuples n'ont cessé de vouloir la paix, d'avoir besoin de la paix.

Ce qui a livré les multitudes avides de paix en pâture aux hommes de proie, c'est que les hommes de proie étaient organisés et que les hommes de paix ne l'étaient pas. Si les peuples veulent mettre un frein à la lubricité sanguinaire des hommes de proie — guerriers de carrière ou, pis encore, capitalistes qui s'enrichissent du sang et de la moelle de l'humanité — *“ils doivent s'organiser pour la paix.”*

Ils doivent mettre fin au régime des alliances et lui “substituer une véritable association européenne, basée sur la reconnaissance de tous les droits, établie et mise en force par la volonté commune” des nations. Cette pensée n’est pas celle d’un rêveur *sentimental*, c’est celle de M. Asquith lui-même.

N’est-ce pas également la pensée du Souverain Pontife ?

“L’équilibre et le progrès du monde, déclare Benoît XV, “la sécurité et la paix des nations reposent sur la bonne foi mutuelle, “sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d’autrui. . . “Puissent les peuples décider enfin de ne plus remettre à la force “du sabre la solution de leurs différends, mais de la confier aux “cours de justice et d’équité.”

Pour atteindre cet objet si désirable, si nécessaire, l’Union suggère, pour la Grande-Bretagne, quelques réformes préliminaires et essentielles: abolition de la diplomatie secrète; sanction préalable du parlement à tout traité et à toute entente internationale; revision périodique des traités par le parlement; exposé annuel et complet, par le ministre des Affaires étrangères, de la politique extérieure de la Grande-Bretagne; constitution d’un comité permanent des Chambres, analogue au Comité du Sénat américain, auquel devra être soumis, pour étude et rapport au parlement, tout projet de traité ou d’entente susceptible d’entraîner la Grande-Bretagne dans une guerre.

En quelques lignes, M. Morel démontre à quelles extrémités dangereuses, à quelles déplorables et sanglantes palinodies, le régime des alliances et le fétichisme de *l’équilibre des puissances* ont conduit l’Angleterre:

“En 1854, à épouser la cause de la Turquie dans une querelle que la Russie n’avait pas cherchée; en 1878, à trouver “que l’honneur national était compatible avec la restauration “du despotisme ottoman sur des peuples chrétiens; de 1870 “à 1890, à voir dans l’hégémonie allemande en Europe une “cause de haute *satisfaction nationale*; en 1900, à songer à la “guerre avec la France pour la dispute d’une jungle de l’ouest “africain, d’un marécage du haut Nil ou d’une rivière du “Siam; en 1910, à découvrir dans l’Allemagne l’ennemi du “moment.

“Et si, au lendemain d’une victoire complète des Alliés, “il était jugé désirable d’infliger à l’Allemagne la dîme des “tortures et des pénalités que réclament le *Morning Post*, les “distingués correspondants du *Times* et une section notoire “de la presse anglaise, qui commande une énorme circulation, “il est absolument certain que la combinaison franco-russe “deviendrait, dès le lendemain de la guerre, le facteur de per- “turbation du fameux ‘équilibre’ et l’ennemi de demain.”

Et tout serait à recommencer.

C’est précisément ce danger qui impose aux hommes qui voient clair, ici comme en Angleterre, l’impérieux devoir et la tâche ardue de réagir vigoureusement contre le jingoïsme imbécile et ignoble qui sème le germe des guerres futures dans la terre abreuvée du sang de ses victimes.

Quels criminels, s’ils n’étaient fous ou aveugles, que la multitude des démagogues — ministres, journalistes, prédicants ou politiciens — qui vont hurlant, l’écume à la bouche: “Pas de paix, avant que l’Allemagne ne soit anéantie! Pas de paix, tant que la liberté et la démocratie *britanniques* ne régneront dans le monde!”

\* \* \*

La tâche la plus ardue peut-être que les propagandistes de l’Union démocratique aient entreprise, c’est celle de mettre fin à la domination diabolique des capitalistes intéressés directement à préparer et à provoquer la guerre. Le déluge de sang qui couvre l’Europe va donner à ces mangeurs de chair humaine une formidable curée. Tous ces dreadnoughts, tous ces sous-marins, tous ces canons, tous ces obus, font tomber des millions, des milliards, dans le gouffre sans fond où puisent à pleines mains les organisateurs du trust de la guerre. Les hommes qui profitent de cette fauchée humaine se recrutent dans les plus hautes sphères politiques et sociales de l’Europe et de l’Amérique. Ils dominent les gouvernements, ils dirigent les parlements; une forte partie des journaux, les plus populaires, les plus achalandés, sont à leur solde. “Et nulle part, dit M. Morel, ne sont-ils plus puissants qu’en Angleterre” — et au Canada, aurait-il pu ajouter.

Ces vampires ont tout intérêt à maintenir l'état de choses qui a fait leur fortune et amené l'horrible déchaînement de bestialité furieuse qui ensanglante l'Europe. Cette guerre finie, ils ne perdront pas une minute avant d'en préparer une autre, pire encore. Tant qu'ils auront à leur solde la plume des journalistes *patriotes* — patriotes, de ce patriotisme qui est le "refuge de la crapule" — et la voix des politiciens avides de pots-de-vin et de décorations, il n'y a guère à espérer que les peuples entendent la voix de la raison et du vrai patriotisme et imposent à leurs gouvernants une politique sincèrement pacifique.

L'Union ne voit qu'un moyen de soustraire les gouvernements et les peuples à cette abominable domination: c'est la nationalisation des chantiers maritimes et des fabriques d'armes et de munitions. Cette mesure radicale supprimerait l'intérêt des individus coalisés pour exploiter la chair humaine; elle mettrait fin aux infâmes combinaisons internationales qui permettent aux capitalistes anglais de retirer de gros dividendes de la fabrication des armes et des engins de guerre allemands qui servent à massacrer les soldats anglais et canadiens.

La Grande-Bretagne — c'est le vœu de l'Union — devrait imposer cette mesure, concurremment avec la réduction des armements dont elle serait la sanction, comme l'une des conditions essentielles du traité de paix.

Quel pays plus que le Canada aurait un intérêt vital à pousser l'Angleterre dans cette voie? Nos gouvernants y ont-ils songé, entre deux discours d'enrôlement? Ce serait infiniment plus patriotique, plus chrétien et plus *pratique* que de crier avec M. White: "La seule besogne du Canada, c'est de faire la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne soit anéantie"; ou avec M. Meighen: "Nous mettrons le pays en banqueroute pour sauver l'Empire."

\* \* \*

M. Morel touche à ce sujet une note qui ne se trouve pas jusqu'ici dans les publications de l'Union démocratique. Il ne suffit pas, dit-il, pour le gouvernement britannique de tenir



le peuple du Royaume-Uni au courant de la politique étrangère. Il faut aussi consulter les démocraties des colonies.

“Sous le régime actuel, le Cabinet britannique, une fraction du cabinet, peut contracter [secrètement] avec les “puissances étrangères des engagements d’honneur qui entraînent l’usage éventuel, non seulement des forces des Iles “britanniques, mais de celles de tout l’Empire. Voici la “seconde occurrence, dans une période relativement courte, “où les Canadiens, les Australiens, les Néo-Zélandais et “les Sud-Africains versent leur sang pour soutenir une politique dont la préparation échappe totalement au contrôle des “colonies autonomes. *Cette situation est manifestement insupportable.*” — M. Borden disait, en 1910, qu’elle est “intolérable”. Il en a tout de même singulièrement accru et subi les lourdes conséquences; ou plutôt, il les a accrues et c’est le peuple qui les subit. — “Il faut trouver une solution qui s’applique “également — du moins, en principe — aux Indes: *la conservation de l’Empire en dépend.*”

M. Morel confesse, du reste, qu’il ne voit guère comment concilier les exigences de la démocratie *nationale* et celles de la démocratie *impériale*.

M. Borden, on le sait, ne perd aucune occasion de répéter que ce problème devra être résolu après la guerre. Les hommes d’État britanniques et les gouvernants des colonies trouveront-ils une formule “adéquate”? L’avenir le dira. Chose certaine, si l’opinion des “démocraties coloniales” doit apporter son appoint à l’œuvre “constructive” que rêvent les Anglais méritants dont j’ai signalé les louables efforts, il est urgent d’entreprendre une propagande similaire au Canada.

\* \* \*

Souhaitons qu’il s’élève enfin parmi nous des chrétiens, prêtres ou laïques, qui aient le courage et l’intelligence de prêcher et de pratiquer les enseignements du Pape; des Canadiens, imbus du sens des *vraies* libertés britanniques, qui entreprennent ici la courageuse et intelligente propagande que poursuivent en Angleterre les hommes dont M. Morel traduit la pensée et les agissements.

D'impérialisme frénétique et de jingoïsme brutal et aveugle, le Canada est peut-être plus malade que l'Angleterre; et cependant rien n'indique qu'une réaction salutaire et raisonnée se dessine.

Dans tout le Canada, anglais ou français, il n'y a guère que le petit groupe nationaliste — celui qui n'a ni trahi ni flanché — qui ait fait quelque effort pour éclairer le peuple canadien sur les dangers de l'abîme où les deux partis le conduisent, depuis quinze ans, l'un après l'autre et, maintenant, d'un commun accord. Seul aussi, il a tenté de faire voir aux Canadiens, dans la situation européenne, un autre aspect que celui que leur montrent les imbéciles et les fous furieux qui croient avoir tout réglé, lorsqu'ils ont crié à se faire éclater les veines: "Mort aux Allemands!"

Fortifiés par la parole auguste du Pape, encouragés par les efforts de ces Anglais intelligents et courageux, nous persévérons dans cette tâche ardue mais nécessaire.

D'aucuns nous annoncent le bâillon et les menottes. Nous n'en croyons rien.

Il serait étrange, en vérité, que dans ce pays de "liberté britannique", il fût interdit de répondre à l'appel du Pape, de dire et d'écrire ce qui s'écrit et se dit chaque jour en Angleterre.

Si l'on m'accuse de haute trahison, j'appellerai comme témoins à décharge, M. Henderson, ministre de Sa Majesté et membre du Comité directeur de l'Union démocratique, et le Très Honorable Sir Edward Carson, ex-chef de rebelles et présentement procureur-général du Roi. Si cela ne suffit, je réclamerai l'impunité, sinon la récompense, accordée aux 350,000 mineurs gallois qui ont violé les lois de salut public du Royaume-Uni.

## Le Pape et la guerre

---

### Éveil des consciences

---

31 décembre 1915

Le soleil de 1915 s'est levé dans un nuage de feu. Il se couche dans une mer de sang. Les peuples les plus civilisés de la terre s'obstinent à s'entre-déchirer avec une rage folle. Cinq millions d'hommes, dit-on, sont morts ou mutilés pour la vie. D'effroyables misères s'accumulent. Et le massacre continue. Et les chefs de nation ne cessent de stimuler la fureur des combattants, de multiplier les engins de mort, d'épuiser la substance des peuples dans la poursuite de cette œuvre infernale de destruction.

Au milieu de cette orgie de sang, une seule tête reste sereine, une seule voix continue de s'élever dans le monde, de proclamer que cette guerre est infâme et inutile, et d'enseigner aux rois et aux peuples qu'ils doivent mettre fin à cette horrible tuerie.

Cette voix, c'est celle du Pape.

Le *Devoir* publie, aujourd'hui, la traduction autorisée de la dernière allocution du Saint-Père<sup>1</sup>. Avec une douleur pleine de majesté, tel le Christ au prétoire, le vénérable pontife signale l'inanité de l'effort qu'il a tenté, au moment de l'anniversaire de la guerre, pour rappeler les nations soi-disant chrétiennes au sentiment de leurs obligations réciproques.

Mû "par le devoir de sa charge apostolique", il insiste "de nouveau sur l'*unique moyen* qui puisse amener promptement la fin de cette épouvantable conflagration."

Cet "unique moyen", ce n'est pas le triomphe de l'hégémonie allemande; ce n'est pas davantage l'écrasement de l'Allemagne impériale au profit de l'impérialisme anglo-saxon; ce n'est pas même la victoire sans contrepoids de la France.

<sup>1</sup> Voir appendice II.

“Pour préparer la paix telle qu’elle est ardemment  
“désirée par l’humanité tout entière, il faut que les aspirations  
“de chacun soient enfin exposées clairement avec une volonté  
“sincère et une conscience sereine, et dûment examinées, *en*  
“*éliminant toutes les prétentions injustes et les impossibilités,*  
“et en tenant compte, au besoin, au moyen de compensations  
“et d’accords équitables, de ce qui est juste et possible”.<sup>1</sup>

Ces paroles de paix, de justice et de haute politique, ne cadrent guère avec les appels forcenés de nos guerriers de... bouche, qui voudraient transformer les églises en salles de recrutement. Elles sont aussi opposées que possible aux scandaleuses théories de nos théologiens-impérialistes et de nos curés politiques — fort rares, heureusement — qui ont entrepris de mettre la religion au service du jingoïsme anglo-saxon. Le Pape n’est évidemment pas convaincu que le salut, même temporel, de l’Église est plus lié au triomphe de l’Angleterre protestante et de la Russie schismatique qu’à la victoire de l’Allemagne hérétique et rationaliste. Entre ses ouailles catholiques de France et de Belgique, et ses fidèles enfants d’Autriche et de Pologne, son cœur de père se partage également.

Le chef de l’Église universelle se place à un point de vue plus large et plus élevé. Du sommet de son autorité toute spirituelle,<sup>2</sup> d’où il domine et contemple le monde, il enseigne à tous les peuples, à tous les chefs d’État, les principes éternels de justice et de charité hors desquels il ne peut exister de paix durable entre les hommes, ni de vraie religion. Il ne souhaite pas plus l’écrasement des nations infidèles que le triomphe injuste et sanglant des peuples catholiques. Si la victoire devait appartenir à celle des nations européennes qui n’a pas prévarié, à qui reviendrait la palme ? Il faut toute l’audace

<sup>1</sup> Les mots “*au besoin*” s’appliquent manifestement aux “compensations” et aux “accords équitables” et non à ce “qui est juste et possible.”

<sup>2</sup> Il ne faudrait pas interpréter l’expression “autorité *toute* spirituelle” comme prétendant définir la *nature* de l’autorité du Pape, en la circonscrivant à l’ordre purement spirituel. Tout ce que j’ai voulu dire, c’est que dans l’exercice actuel de son autorité, en fonction de la guerre et de la paix, le Souverain Pontife n’a recours qu’aux moyens de persuasion morale. Dans sa note du 1er août 1917, adressée “aux chefs des peuples belligérants”, Sa Sainteté déclare elle-même que Ses multiples démarches lui sont dictées aussi bien par “la loi universelle de charité” que par “la suprême charge *spirituelle* à Nous confiée par le Christ”. (Voir appendice V)



de l'ignorance ou du fanatisme pour rendre ce redoutable jugement dans le sens des fauteurs de haines nationales.

\* \* \*

Ce nouvel appel du Pape sera-t-il entendu plus favorablement que le précédent ? Si la réponse ne dépendait que de la volonté des politiciens et des journalistes *patriotes*, on pourrait répondre sans hésiter : Non ! Ces vampires n'ont aucun intérêt à mettre fin au carnage : la plupart en profitent sans rien risquer de leur peau ou de leurs biens. Et surtout, ils ont un intérêt considérable à imposer une paix boiteuse et éphémère qui leur permettrait de recommencer leur œuvre infernale, dès la guerre finie. C'est ce qui arriverait indubitablement, si l'une des coalitions imposait à l'autre, par la force brutale, des conditions onéreuses, ferments de haines inextinguibles et de conflits futurs. C'est la conséquence fatale que Benoît XV marquait si nettement dans sa lettre précédente<sup>1</sup>. C'est la fin que poursuivent les *junkers* allemands, qui refusent de rendre à leurs libres destinées la Belgique, les départements français conquis et l'Alsace-Lorraine. Les jingos anglais et canadiens, qui parlent de démembrer l'empire allemand, d'anéantir le militarisme prussien, tout en conservant à l'Angleterre l'empire des mers et ses multiples conquêtes, aboutiraient au même résultat.

Par bonheur pour l'humanité, l'on peut espérer que la Providence, qui sait dégager le bien du mal, la justice de l'iniquité, va se charger de réduire à néant les vains calculs des hommes. Il semble de plus en plus clair qu'aucune des deux coalitions ne sera en mesure de dicter ses conditions à l'autre, et que le vainqueur, quel qu'il soit, va sortir de la lutte tellement épuisé qu'il sera incapable de profiter à son gré de son propre triomphe.

En dépit des mensonges, du bluff effronté, des appels sanguinaires et des fausses promesses de victoire des partisans de la guerre à outrance, dans tous les pays en conflit, le bon sens populaire commence à discerner la vérité. Sous les durs coups de l'adversité — effroyable fauchée d'hommes,

<sup>1</sup> Du 28 juillet 1915, appendice I.

destruction de séculaires œuvres de paix et de prospérité, sombre perspective de banqueroute nationale,—la conscience des peuples commence à pressentir que la victoire la plus éclatante ne compenserait nullement les horreurs sans nom et les misères sans fin qu'elle aura coûtées. Plus la victoire sera *matériellement* nulle ou stérile pour toutes les nations en guerre, plus il y a de chances que la paix sera durable et que les peuples se convaincront enfin que la guerre n'est pas seulement un abominable crime mais une incommensurable folie.<sup>1</sup>

Ce sentiment commence à percer le voile de mensonges qui recouvre les opinions libres et interrompt les échanges d'idées entre les hommes de bonne volonté de tous les pays. De tout ce qui nous est parvenu jusqu'ici, l'expression d'opi-

<sup>1</sup> Qu'on ne voie pas ici le principe d'une thèse philosophique condamnant toute guerre, ou la guerre en soi, comme un crime. Ce que j'ai voulu dire, c'est premièrement, que la guerre *actuelle* et sa prolongation systématique constituent un "abominable crime" et une "incommensurable folie." C'est bien ce que le Pape en pense: il l'appelle "folie de destruction," "massacre sans exemple", "tuerie humaine à peine digne des siècles les plus barbares", "spectacle atroce", "suicide de l'Europe civilisée", "horrible guerre fratricide", "folie universelle", "massacre inutile", etc., etc. Dès le premier anniversaire de la guerre, il affirmait qu'il est faux de "dire que l'immense conflit ne peut se terminer sans la violence des armes;" donc, l'inutile prolongation de la guerre augmente la gravité du crime et de la folie.

J'ai voulu dire ensuite que toute guerre faite dans des conditions analogues — guerre de peuples et non plus, comme autrefois, guerre d'armées, — serait un "abominable crime" et une "incommensurable folie." Or, à moins d'une rénovation complète de l'ordre social et politique, il est à peu près certain que toute guerre se ferait dans des conditions identiques, ou pires encore. Ce semble bien être l'avis du Souverain Pontife. Dès sa première lettre "aux peuples belligérants et à leurs chefs," il les adjure de ne plus "confier dorénavant la solution de leurs différends au tranchant de l'épée" mais d'avoir recours à l'arbitrage. Cette idée revient dans chacune de ses manifestations. Dans sa note du 1er août 1917 "aux chefs des nations belligérantes," il affirme que, "tout d'abord, le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit;" il juge nécessaire de substituer "aux armées une institution d'arbitrage," munie de sanctions assez efficaces pour mettre à la raison les gouvernements et les peuples qui refuseraient d'accepter les décisions de ce tribunal. Dans sa lettre à Mgr l'archevêque de Sens, S. E. le cardinal Gasparri a précisé et accentué les mesures suggérées par le Souverain Pontife pour multiplier les obstacles à toute guerre. Il dénonce la conscription; il suggère la suppression du service militaire obligatoire, le "*boycottage* universel" contre toute nation qui voudrait le rétablir, et la consultation du peuple "par voie de *referendum*" avant de déclarer la guerre. Dans ces mesures, il voit les moyens les plus propres à assurer "la paix entre nations, autant du moins qu'il est possible en ce monde." Tout ceci indique clairement que le Saint-Siège voit dans la guerre un mal contre lequel l'humanité a le droit et le devoir de se prémunir.

nion populaire la plus conforme à la pensée du pape, c'est celle des socialistes anglais. Lisez cet "appel de Noël" du *Labour Leader*:

#### A CHRISTMAS APPEAL TO THE PEOPLES AT WAR

*We do not appeal to Governments and Monarchs. We appeal to the common people.*

*To the common people in every town and village of this land. And not of this land only, but of every nation which has drawn the sword.*

*For sixteen months we have lived to kill. With each of us that has been the aim of our national existence. Do we understand, CAN we understand what we have been doing?*

*This Christmastide let us pause and look upon our handiwork. Let us look not afar, but about us, close at hand.*

*Everywhere is heard the moan of the bereaved. Wives sorrowing for their husbands. Mothers and fathers for their sons. Young women sorrowing for the men who were pledged to them and for the children never to be born.*

*"The enemy is responsible." Yes, but we are responsible for similar grief in homes whose dead were equally dear.*

*The suffering we see is reflected in every town of every nation at war. Hundreds of thousands of brave men lie dead. Millions of strong men lie mutilated. Millions of loving hearts are broken.*

*However much we have been led to hate each other, in this common sorrow are we not made one?*

*In the name of suffering Europe, for the sake of the future of the race, in memory of the Babe of Bethlehem, the Prince of Peace, we appeal to the peoples to*

END THIS WAR AND WAR FOR EVERMORE.

\* \* \*

Dans une sphère plus élevée de l'ordre social, les mêmes tendances se manifestent dans un milieu où l'autorité dogmatique du Pape n'est pas plus reconnue. Les membres du Congrès de la Haye, nationaux des pays neutres, protestants ou areligieux pour la plupart — sauf les Espagnols, — viennent de se constituer en comité de propagande pour la paix. Ils ont rédigé un "programme-minimum" des conditions que la saine opinion publique devrait imposer aux belligérants, quels que soient les résultats matériels de la guerre:

1. Il n'y aura ni annexion ni transfert de territoire contraire aux intérêts et aux vœux de la population; le consentement de celle-ci sera obtenu, si possible, par plébiscite ou autrement.
2. Les États garantiront aux nationalités comprises dans leur territoire l'égalité civile, la liberté religieuse et LE LIBRE USAGE DE LEUR LANGUE.
3. Les États conviendront d'introduire dans leurs colonies, protectorats et sphères d'influence la liberté commerciale, ou tout au moins l'égalité de traitement pour toutes les nations.

4. L'œuvre des Conférences de la Paix tendant à l'organisation pacifique de la Société des nations sera développée. La Conférence de la Paix sera dotée d'une organisation permanente et aura des sessions périodiques.
5. Les États conviendront de soumettre tous leurs différends à une procédure pacifique. Dans ce but, à côté de la Cour d'Arbitrage de la Haye, seront créés (a) une Cour permanente de Justice internationale, (b) un Conseil d'Enquête et de Conciliation.
6. Les États seront tenus de prendre de concert des mesures diplomatiques, économiques ou militaires dans le cas où un État agirait militairement au lieu de soumettre le différend à une décision judiciaire ou de recourir à la médiation du Conseil d'Enquête et de Conciliation.
7. Les États conviendront de réduire leurs armements.
8. Pour faciliter la réduction des armements navals le droit de capture sera aboli et la liberté des mers assurée.
9. La politique étrangère sera soumise à un contrôle efficace des Parlements. Les traités secrets seront nuls de plein droit.

Ce programme est, pour ainsi dire, le décalque de la lettre que le Saint-Père adressait en août dernier aux chefs des États belligérants. Les derniers articles sont extraits presque textuellement du programme de l'*Union of Democratic Control*, d'Angleterre, dont j'ai déjà entretenu les lecteurs du *Devoir*, au grand scandale des journaux jingos du Canada.

Nos compatriotes ne liront pas sans intérêt l'article qui stipule en faveur de tous les peuples conquis ou annexés "le libre exercice de leur langue." Dans le mémoire qui fait suite au programme — rédigé en français, naturellement, puisqu'il est adressé à tous les peuples civilisés, y compris les Turcs et les Japonais — les membres du comité insistent particulièrement sur l'importance de cette garantie de liberté nationale. Espérons que si l'Angleterre et ses alliés sont vainqueurs, cette stipulation vaudra pour les Canadiens-français de l'Ontario et du Canada anglais, "libres" sujets de Sa Majesté Britannique, autant que pour les Alsaciens-Lorrains; les Flamands, les Wallons, les Polonais, les Ukrainiens et les Danois.

\* \* \*

A certains égards, il y a peut-être une amère ironie à penser que les vœux du Pape, du vicaire du Christ, du Chef de l'Église catholique, apostolique et universelle, trouvent un écho si sympathique dans ces milieux protestants ou rationa-



listes, tandis que des milliers de publicistes catholiques, même parmi les plus farouches gardiens de l'orthodoxie intégriste, ont préféré dénaturer ou amoindrir la pensée du pape et se faire les apôtres de la haine entre les peuples, ou les agents complaisants de l'impérialisme anglo-saxon ou allemand.

Mais il faut savoir envisager la situation d'un point de vue plus élevé. L'Esprit de Dieu souffle où il veut. Cette guerre marque l'effondrement du système politique élevé par la fausse sagesse des hommes, par la diplomatie orgueilleuse, par la soif des conquêtes et le culte païen de l'or et de la force brutale. Qui sait si, des ruines amoncelées par la folie humaine, la miséricorde de Dieu ne tirera pas les éléments de reconstruction d'une société plus chrétienne, où aucun peuple ne dominera les autres et dont le couronnement sera le rétablissement de l'autorité morale du Pape sur les sociétés ?

Cette solution me paraît plus désirable, à tous égards, que le triomphe du militarisme scientifique des Allemands, de l'impérialisme mercantile des Anglais, de la démocratie débilitante de la Révolution française, ou du mysticisme sauvage et perfide du panslavisme.

## *Allemagne et Angleterre*

### I

#### Qui veut la paix?

11 avril 1916

Nos lecteurs ont eu l'avantage de lire, en huit jours, trois pièces, d'un intérêt puissant pour tous ceux qui suivent les événements d'Europe avec une attention sincère et désintéressée: le texte de la lettre du Pape au cardinal Pompili; le résumé du discours de M. de Bethmann-Hollweg, chancelier d'Allemagne; et la réponse de lord Robert Cecil, ministre britannique, à l'homme d'État allemand<sup>1</sup>. Ce matin nous arrive le discours de M. Asquith. Occupons-nous aujourd'hui du chancelier.

Le discours de M. de Bethmann-Hollweg renferme, sans conteste possible, les déclarations les plus nettes, les plus amples, formulées jusqu'ici au nom de l'une des nations en guerre; c'est aussi la plus précise énumération des conditions possibles de paix, faite par un chef d'État européen depuis que la guerre dure. Faut-il y voir une réponse à l'invite réitérée du Pape?

Dès le mois de juillet, Sa Sainteté écrivait: "Béni soit celui qui, le premier, élèvera le rameau d'olivier et tendra la main à son ennemi en lui proposant d'équitables conditions de paix?" Le 6 décembre, Benoît XV suggérait aux belligérants "un échange d'idées, direct ou indirect", où "seraient exposées clairement... les aspirations de chacun." Dans sa lettre du 4 mars, il supplie de nouveau les combattants d'exposer leurs "désirs", "une bonne fois, avec clarté."

Le chancelier d'Allemagne a-t-il compris que la voix du pape finirait par éveiller un écho dans la conscience des

<sup>1</sup> Le texte de la lettre du Saint-Père, en date du 4 mars 1916, et publié dans le *Devoir* du 1er avril, est reproduit dans cette brochure comme appendice III. On trouvera le résumé du discours du chancelier d'Allemagne dans le *Devoir* du 5 avril 1916 et la réponse de Lord Robert Cecil dans le *Devoir* du 8 avril.

peuples? A-t-il voulu, en “élevant, le premier, le rameau d’olivier”, assurer à son pays l’avantage de se placer du côté de la plus haute autorité morale du monde? Il est assez difficile de démêler les motifs des politiques et des diplomates. En tout cas, le discours du chancelier, en soi, mérite qu’on s’y arrête. M. Asquith, lord Cecil et, généralement, la presse anglaise affectent de n’y trouver qu’une preuve nouvelle des arrogantes prétentions de l’Allemagne. C’est un jugement trop sommaire. Voyons un peu.

\* \* \*

Naturellement, le chef de l’Empire allemand se place tout d’abord au point de vue allemand. Il établit la situation intérieure et extérieure de l’Allemagne. Il s’applique à démontrer que, dans l’ensemble des opérations, les armées des empires du centre sont victorieuses sur tous les fronts. Elles occupent le Belgique et une partie du territoire français, la Pologne russe, le Monténégro et l’Albanie. La Serbie est vaincue; l’attaque italienne, arrêtée; la pénétration russe en Asie Mineure, considérablement ralentie. Ce qui est plus rassurant encore, à ses yeux, c’est qu’en dépit du resserrement du blocus maritime, l’Allemagne se suffit à elle-même. La défaite par la famine n’est donc nullement à craindre pour l’Allemagne.

Cet exposé optimiste — aux trois-quarts justifié — a évidemment pour objet, d’abord, de fortifier la confiance du peuple allemand, et ensuite de donner plus de prix aux conditions de paix que le chancelier présente à l’Europe. Il est particulièrement remarquable par toute absence de défi, de manifestations ultra-belliqueuses.

La note d’intransigeance n’apparaît qu’à un endroit: celui où le chancelier, s’appuyant sur la forte situation intérieure et extérieure qu’il vient de décrire, dit aux ennemis de l’Allemagne: Cessez de parler de détruire la puissance militaire de la Prusse et de démembrer l’Allemagne. “A cette condition, nous ne pouvons opposer qu’une réponse: celle du sabre.” Mais, affirme-t-il, l’Allemagne est toujours prête, comme en septembre dernier, à discuter des propositions rai-

sonnables de paix. Ces propositions, M. de Bethmann-Hollweg en suggère quelques-unes.

Trait significatif, c'est à la question économique qu'il semble avoir touché plus particulièrement. Il reproche à l'Angleterre de vouloir continuer la guerre commerciale, après que la paix sera rétablie, et de chercher à coaliser l'Europe contre l'Allemagne industrielle. Nul doute qu'à cet égard les démarches entamées par l'Angleterre pour organiser — tout à son avantage — une coalition d'intérêts mercantiles, révèlent le fond de la politique anglaise, le véritable mobile qui a poussé l'Angleterre dans la mêlée. Ce projet d'affamation économique, prolongée au delà de la guerre, constitue l'obstacle le plus sérieux aux pourparlers de paix. Lord Bryce l'a déjà dénoncé. Puisse cet avertissement salutaire de l'un des Anglais les plus clairvoyants de notre époque trouver des appuis nombreux, en Angleterre ! Sinon, préparons-nous à subir, longtemps encore, le poids et l'horreur de la guerre.

\* \* \*

Mais les déclarations les plus intéressantes du chancelier — sinon les plus importantes — sont celles qui touchent à la réfection de la carte de l'Europe et au sort des petits peuples, victimes de la cupidité des grands empires.

Celles des nations d'Europe qui nous intéressent le plus, naturellement, ce sont la France et la Belgique.

De la France le chancelier ne paraît pas avoir soufflé mot ; et les principaux organes de l'opinion allemande semblent s'accorder pour reconnaître qu'il a tacitement écarté toute idée d'annexer une partie du territoire français. Ce serait déjà un point énorme de gagné. Il devrait suffire à mettre fin, en France, à toute suggestion de réclamer d'autres terres allemandes que les provinces perdues en 1870. Et encore, s'il est vrai que nous nous battons pour la liberté des peuples, faudrait-il consulter les habitants de l'Alsace-Lorraine sur le sort qui leur sera fait après la guerre.

Pour la Belgique, le chancelier est moins réticent. L'Allemagne, déclare-t-il, ne veut pas d'une Belgique vassale de l'Angleterre et de la France. C'est juste. La France et



l'Angleterre répondront sans doute qu'elles ne veulent pas d'une Belgique vassale de l'Allemagne, ni dans l'ordre militaire, ni dans l'ordre économique. Ce sera non moins équitable. Là, comme ailleurs, la seule vraie solution sera, après plus encore qu'avant la guerre, une Belgique maîtresse d'elle-même, également libre du côté de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne. Consultez "les droits et les justes aspirations des peuples", a dit Benoît XV.

M. de Bethmann-Hollweg semble s'être rappelé cette parole de justice et de haute politique. Il a parlé des aspirations nationales des Flamands. L'Allemagne, dit-il, ne peut que favoriser leur désir de conserver leur langue, de développer leur caractère national. Cet appel direct au flamingantisme est adroit. Lord Robert Cecil affecte d'en rire; il a tort. Les Flamands forment la majorité du peuple belge. Avant la guerre, leurs sympathies allaient à l'Allemagne. Ils ont beaucoup moins souffert que les Wallons de l'invasion allemande. Français et Anglais commettraient une erreur profonde, fatale, s'ils allaient donner aux nationalistes flamands raison de croire que l'Allemagne seule favorise leurs "justes aspirations", et surtout que la France et l'Angleterre s'y opposent.

On aurait tort d'objecter la conduite passée des Allemands en Alsace, en Posnanie ou dans les duchés danois. Là, en pourchassant l'idiome national, les Allemands espéraient couper le lien qui unit les peuples conquis à leur patrie d'origine, dont ils restent voisins. En favorisant le flamingantisme, ils rapprocheraient d'eux les Flamands et les sépareraient davantage de la France. Ils ont donc tout intérêt à poursuivre en Belgique flamande une politique absolument contraire à celle qu'ils ont appliquée en Alsace, à Posen ou au Schleswig. Mais s'ils veulent être habiles jusqu'au bout, ils laisseront les Flamands poursuivre seuls la conquête de leurs privilèges. Ils gâteraient singulièrement leur affaire, même auprès des Flamands, s'ils donnaient aux Wallons raison de dire que le flamingantisme s'appuie sur le sabre allemand.

C'est l'erreur fondamentale des Allemands de tout attendre de la force — comme celle des Anglais de croire que l'or achète tout.

\* \* \*

L'attitude du chancelier d'Allemagne à l'égard de la Pologne est non moins remarquable. Il ne s'agit pas seulement, dit-il, de restaurer la Pologne historique; il faut aussi tenir compte des droits des Lithuaniens et des Livoniens. En effet, la restauration du royaume ou de la république de Pologne ne réglerait pas le cas de ces intéressantes nationalités. Les Lithuaniens, en particulier, ont eu presque autant à souffrir de la domination polonaise que du joug moscovite. Si le congrès des puissances entreprend de faire revivre les nationalités détruites et d'affranchir les peuples opprimés, il devra veiller à ce que la libération des uns ne devienne pas l'asservissement des autres.

La France et l'Angleterre ont fait appel à la sympathie des neutres en se donnant comme les protectrices de tous les peuples opprimés, de toutes les nationalités menacées par la domination germanique. Si la préoccupation de l'alliance russe, chez l'une, et le désir effréné de ruiner la concurrence allemande, chez l'autre, les poussent à laisser l'Allemagne prendre leur rôle de libératrices des peuples, elles ne tarderont pas à voir les sympathies extérieures se refroidir singulièrement.

Sans doute elles objecteront — lord Robert Cecil l'a déjà fait — que les promesses de l'Allemagne ne disent rien qui vaille. A quoi les Allemands n'auront pas de peine à répondre qu'ils ont tout de même conquis, spolié et violenté moins de peuples que la Russie, que l'Angleterre surtout, et même que la France de Louis XIV et de Napoléon.

\* \* \*

Mais ce n'est pas par des comparaisons historiques et des considérations morales que les petits peuples de l'Europe se guideront pour savoir de quel côté pencher. En ce moment même, les nations neutres observent attentivement ce qui se passe. Elles s'efforcent de démêler la concordance ou la divergence de leurs intérêts avec ceux des deux grandes coalitions. Elles feront leur choix selon l'orientation que chacune

des grandes puissances donnera, d'ici la fin de la guerre, à sa politique extérieure, et aussi selon ses chances de faire triompher cette politique.

Qu'on ne taxe pas ces calculs d'égoïsme et de cynisme. C'est le vrai devoir national.

La *Libre Parole*, de Paris, écrivait récemment, à propos des attaques d'un journal socialiste contre les Russes et les traitements qu'ils font subir aux Polonais: "Nous n'admettrons jamais qu'il puisse y avoir pour des Français un intérêt supérieur à celui de la France. . . C'est pourquoi nous disons que se servir en ce moment de la Pologne pour atteindre la Russie, notre alliée, c'est faire une œuvre mauvaise au point de vue français".<sup>1</sup>

"Au point de vue français", fort bien. Et nous voudrions voir et entendre plus de Canadiens raisonner ainsi "au point de vue canadien." Mais "au point de vue" polonais, lithuanien, roumain, bulgare ou grec, et même hollandais ou belge, cette courte phrase, qui représente bien le sentiment de la très grande majorité des Français, prouve que les petits peuples n'ont pas tort de ne pas trop mordre à l'amorce des belles phrases sur la "protection des petites nationalités". Si la plus généreuse des nations, la France, est prête à abandonner la Pologne à la merci de son alliée, la Russie, afin de défendre ses propres intérêts, les Polonais, les Lithuaniens et toutes les petites nationalités de l'Europe manqueraient au plus élémentaire de leurs devoirs nationaux, ils se trahiraient eux-mêmes, s'ils ne balançaient pas rigoureusement leur appui moral à la mesure des avantages qu'ils pourront trouver d'un côté ou de l'autre.

Lord Robert Cecil a parlé avec une jolie ironie des perspectives de liberté que la "protection" de l'Allemagne et de l'Autriche offre aux Polonais. Sans doute, ce n'est guère attrayant; mais la "protection" germanique vaut encore mieux que la "liberté" moscovite. Ce que les Polonais veulent avant tout, c'est la Pologne aux Polonais; mais s'ils étaient forcés d'opter entre le protectorat de l'un des trois empires, c'est encore à l'Autriche, je pense, qu'iraient la majorité des

<sup>1</sup> *Libre Parole* du 21 mars 1916: "La question polonaise".

suffrages. Même, les Galiciens et les Lithuaniens voteraient sans hésiter pour rester sous la tutelle autrichienne plutôt que d'être englobés dans une nationalité polonaise sans contre-poids, sans l'explicite garantie d'une liberté très ample en tout ce qui touche à l'organisation de leur vie religieuse et à l'enseignement de leur langue

\* \* \*

En somme, les déclarations de M. de Bethmann Hollweg offrent, sinon une base équitable de paix, au moins une "ouverture" par où les négociations pourraient s'engager. Au point de vue des "petites nationalités" pour lesquelles, paraît-il, nous nous battons, c'est assurément la parole la plus suggestive d'espérances qui ait encore été prononcée, par un chef d'État responsable, depuis que la guerre est déchaînée.

Les ennemis de l'Allemagne auraient tort de l'écarter totalement et de n'y pas répondre par une contre-proposition de même nature, ou plutôt, de même tendance.

## II

12 avril 1916

Le ministre anglais du *War Trade* — c'est le titre officiel de lord Robert Cecil — l'a pris de haut avec le chancelier d'Allemagne. "Rien, dit-il, dans aucun des *discours publics* qu'il peut prononcer ne peut jamais faire la base de négociations de paix".

Il ne faut pas prendre trop à la lettre cette hautaine réponse, toute à l'anglaise. Dans leurs rebuffades, comme dans leurs paroles d'amitié, les diplomates anglais se gardent toujours une porte de sortie... et une porte de rentrée. Les Cecil sont de bonne race anglaise et diplomatique. Les ministres britanniques ne veulent rien entendre des "discours publics" du chancelier d'Allemagne; c'est possible. Feraient-ils le même accueil méprisant à des ouvertures confidentielles? On apprendrait, dans un mois ou dans dix ans, qu'à l'heure même où lord Robert Cecil repoussait avec un tel dédain les avances "publiques" de M. de Bethmann-Hollweg, sir Edward Grey traitait confidentiellement de la paix avec quelque inter-



médiaire de l'Allemagne, qu'il ne faudrait pas s'en étonner outre mesure. Ce serait tout à fait dans les traditions de la diplomatie anglaise, ou de tout autre pays. Et si c'était vrai, ce serait tant mieux.

Le silence de sir Edward Grey est remarquable. En août dernier, c'est lui qui avait donné la réplique au chef du gouvernement allemand. Cette année, il a laissé ce soin à un membre secondaire du cabinet. Se réserve-t-il pour les entrevues et les négociations discrètes ? C'est possible ; mais pour l'heure, les ministres anglais, comme le chancelier allemand, s'adressent au public. Tous ces gens-là posent pour la galerie. Chacun s'efforce d'entretenir la confiance et l'ardeur de ses nationaux et aussi celles de ses alliés. Nous avons retracé cette note dans le discours de M. de Bethmann-Hollweg. Elle sonne, beaucoup plus éclatante et plus hautaine, dans la réponse de lord Robert Cecil.

Le ministre anglais traite tout le discours du chancelier allemand avec une apparence de suprême mépris. Il s'applique à démontrer qu'entre l'Angleterre et l'Allemagne il existe une différence radicale dans le concept du droit des peuples et des nationalités.

Si lord Cecil veut parler du régime de gouvernement intérieur, des droits du citoyen, des libertés civiles et politiques — pourvu qu'il fasse exception pour le Canada anglais, ultraprussien — fort bien. Mais s'il parle du droit des peuples à la vie *nationale*, à l'indépendance, il serait fort en peine de prouver en quoi le concept germanique moderne diffère de l'esprit de conquête, de spoliation et d'accaparement qui a fait, depuis trois siècles, le fond de la politique anglaise. Les seuls peuples dont l'Angleterre ait respecté les "droits" sont ceux qu'elle n'a pas pu dominer ; les seules nationalités qu'elle ait "protégées" sont celles qui lui servent de couvertures. La protection de la Belgique et l'abandon du Luxembourg, dans la guerre actuelle, en sont un exemple frappant.

Naturellement, lord Cecil est revenu sur la "sainteté" des traités. Nul doute que les Allemands auront fort à faire avant que l'humanité oublie leur odieuse violation de la Belgique. Mais ce n'est guère à leurs cousins d'outre-Manche qu'il appartient de leur jeter la pierre.

“Quels hypocrites écœurants nous devons paraître aux “yeux des autres nations”, écrivait, au début de la guerre, un officier anglais, le major Stewart Murray, “quand nous [les “Anglais], de tous les peuples, jacassons sur la sainteté des lois “internationales!”<sup>1</sup>

C'est le tort des Anglais — et c'est un tort qui gâte plusieurs de leurs admirables qualités — de penser qu'à force de maximes pieuses et de professions de vertu, ils réussissent à faire oublier leurs actes et leur histoire.

Dans les pays sauvages ou aux colonies, ce jeu peut passer. Mais dans les pays civilisés, où l'histoire s'enseigne et *se fait*, il est usé. C'est cette persistance dans la pose pharisaïque qui vaut à l'Angleterre, pourtant plus loyale qu'elle ne le paraît, la méfiance de tous les peuples, même de ceux qui lui sont accidentellement alliés.

\* \* \*

Si lord Robert Cecil avait seul parlé au nom du cabinet britannique, on pourrait croire que ses collègues l'ont chargé d'amuser le parterre, pendant que la pièce réelle s'amorce dans la coulisse. — Pourquoi, grand Dieu! faut-il parler de comédie et de coulisses quand la plus horrible des tragédies se joue dans le sang des peuples? — Mais ce qui devient plus grave, c'est que le premier ministre lui-même, M. Asquith, a tenu à peu près le même langage, trois jours plus tard<sup>2</sup>.

M. Asquith a parlé, avant-hier, en présence d'un certain nombre de ses collègues et d'une importante délégation de sénateurs et de députés français. Cette circonstance explique peut-être le ton belliqueux des deux ministres britanniques, celui de M. Asquith surtout. Les Anglais comprennent qu'ils ont besoin de convaincre les Français de la sincérité de leur alliance et de la fermeté de leur appui. Tant de faits porteraient à prouver le contraire: rareté des munitions, grèves répétées des ouvriers, résistance à la conscription, échec lamentable de l'enrôlement volontaire organisé par lord

<sup>1</sup> Cité par le R. P. Keating dans son étude sur *English Bernhardi-ism*, analysée dans mon article du 7 août 1915, reproduit dans cette brochure.

<sup>2</sup> Discours à Lancaster House, 10 avril 1916. Un compte-rendu assez complet de ce discours a paru dans le *Devoir* du lendemain.

Derby, incompétence des officiers, intrigues des factions et des spéculateurs en jingoïsme, etc., etc.

Mais quel que soit le motif qui a inspiré M. Asquith, ses déclarations n'en constituent pas moins, pour l'instant, un obstacle aux négociations de paix. Les Alliés, affirme-t-il, ne démordront pas des conditions qu'il a lui-même posées en novembre dernier. Elles étaient assez vagues, ces conditions, — beaucoup moins précises que celles définies par sir Edward Grey, deux mois plus tôt. Les nouvelles déclarations du premier ministre britannique ne sont guère plus nettes. Voyons d'abord ce qu'il entend aujourd'hui par la destruction du militarisme prussien.

“Comme résultat de la guerre, dit-il, nous voulons établir “en principe que les problèmes internationaux doivent faire “l'objet de libres négociations entre peuples libres, traitant “sur un pied d'égalité; et que le règlement n'en sera plus entravé ou dominé par un gouvernement soumis à une caste militaire. Voilà ce que j'entends par la destruction de la domination militaire de la Prusse — rien de plus, mais rien de moins.”

Ce n'est pas mal; c'est assurément beaucoup plus sensé que les tirades de nos jingos: eux ne veulent désarmer que le jour où les armées alliées auront pris Berlin et envoyé Guillaume de Prusse finir ses jours à Sainte-Hélène, comme Napoléon. Mais ce n'est pas encore assez.

Le militarisme allemand n'est que l'expression la plus intense, la plus efficace, d'un système qui est commun à toutes les nations européennes, sans excepter l'Angleterre. Ce qui est mauvais en soi, ce qui est dangereux pour tout le monde, c'est le militarisme... tout court, qu'il soit anglais ou allemand, russe, français ou italien, qu'il s'applique à la domination des mers ou à la domination des terres. Les Anglais, y compris M. Asquith, se sont fort bien accommodés du militarisme allemand tant qu'il est resté sur terre et qu'il n'a menacé que les nations continentales. Toute l'Angleterre a béni la naissance du caporalisme prussien, au temps de Frédéric II, allié de Georges II. Pendant un siècle et demi, les Anglais de tous les partis, de toutes les écoles, ont acclamé avec enthousiasme toutes les conquêtes de la Prusse, toutes ses exactions, toutes ses spoliations; ils ont laissé égorger ou

dépouiller toutes ses victimes: Pologne, Danemark, Autriche, France. Dans la plupart de ces attentats à la liberté des peuples, l'Angleterre a été la complice de fait de la Prusse, dans tous, sa complice morale. Ce n'est qu'à partir du jour où l'Allemagne a entrepris de mettre son militarisme à flot et de rompre le filet d'acier dont l'Angleterre, par sa flotte, prétend encercler le monde entier, que les Anglais ont découvert dans le militarisme allemand un danger pour la paix et la liberté.

Le navalisme anglais — selon la juste et pittoresque expression de M. Ewart — n'est pas plus légitime ni moins exécrationnable que le caporalisme prussien.

En dépit des merveilleuses ressources de sa dialectique d'avocat retors, habile à prendre la tangente, M. Asquith aurait peine à démontrer que c'est par sa seule puissance morale que l'Angleterre est intervenue jusqu'ici dans le "règlement des problèmes internationaux." Sa "domination" maritime y a bien été pour quelque chose.

Qui a permis à l'Angleterre de réduire le Portugal en vasselage? de régenter l'Espagne et de garder Gibraltar, terre espagnole? d'enlever les Iles Ioniennes et Chypre à la Grèce? de voler Malte? de fomenter la révolution dans le Royaume de Naples et les États du Pape? de faire, trente ans durant, la politique étrangère de l'Italie et de la jeter dans les bras détestés de l'Autriche? de s'emparer de Suez et d'en faire sa chose? de chasser la France du Haut Nil, puis de l'Égypte tout entière? d'intervenir au traité de Berlin pour empêcher la Russie de profiter de sa victoire, pour galvaniser la Turquie moribonde, retarder de trente ans la renaissance des États balkaniques et faire de l'Allemagne le pivot de l'Europe continentale? Qui a permis à l'Angleterre, en un mot, de faire la pluie et le beau temps en Europe et d'amonceler la tourmente effroyable qui s'est déchaînée en 1914? Qui? quoi? si ce n'est la "domination navale" que l'Angleterre exerce depuis la destruction des flottes française et espagnole à Trafalgar?

Si le premier ministre d'Angleterre veut être cru lorsqu'il parle de "peuples libres traitant d'égal à égal", il doit commencer par annoncer au monde que la domination maritime de l'Angleterre prendra fin le même jour que le militarisme allemand, russe ou français.



En fait, de tous les militarismes, de tous les instruments de domination brutale, le plus redoutable, le plus exécrable pour le monde entier, c'est la suprématie maritime de l'Angleterre; car elle s'exerce sur tous les continents et entrave les libres rapports de tous les peuples.

\* \* \*

Le plaidoyer de M. Asquith en faveur de "l'état d'indépendance et du libre développement des nations plus faibles" n'a guère plus de chances de convaincre, si l'Angleterre ne donne des signes non équivoques de repentance. De tous les hommes d'État anglais, M. Asquith est l'un des plus mal venus, à donner des leçons de moralité internationale et de paternel souci du sort des "nations faibles". Il est l'un des rares libéraux anglais qui ont appuyé Chamberlain et approuvé l'odieuse spoliation du Transvaal et de l'Orange. Qu'a-t-il fait lui-même en Perse? Il n'a guère prouvé que, lorsque la cupidité anglaise l'exige, il se tourmente fort de "l'indépendance" et du "libre développement" des "nations plus faibles".

Il fait une peinture saisissante de la tyrannie exercée par les Prussiens en Posnanie. Il parle des grèves d'écoliers, des mères persécutées. Ignore-t-il que tout cela se passe actuellement en terre anglaise, à deux pas d'ici? qu'au nom des intérêts britanniques, de la grandeur britannique, de la liberté britannique, une majorité anglaise, brutale et têtue, un gouvernement anglais, des juges anglais, persécutent des mères, des jeunes filles, des petits enfants, volent l'argent des contribuables, leur enlèvent le droit d'élire leurs mandataires, condamnent à l'amende d'honnêtes pères de famille? Et pourquoi? Parce que ces pères et ces mères s'obstinent à vouloir faire enseigner à leurs enfants, dans les écoles payées de leurs deniers, l'une des deux langues officielles du Canada, la langue de l'alliée de l'Angleterre, de la nation dont les membres déchiquetés servent aujourd'hui de rempart aux Iles britanniques et à leurs "comptoirs rapaces", comme disait Joseph Howe.

Ce n'est pas à nous qu'on fera croire qu'il existe une irréductible différence entre le concept anglais et le concept

allemand. Non, non: entre les Anglais et les Allemands du Nord, Prussiens et Saxons, c'est une querelle de frères, et de frères qui se battent pour le même héritage, avec la même âpreté.

Si la flotte anglaise avait coulé une vingtaine de vaisseaux de guerre allemands, M. Asquith et lord Robert Cecil s'intéresseraient beaucoup moins au sort des "petites nationalités". Il y a même longtemps que sir Edward Grey aurait repris avec Bethmann-Hollweg et Jagow les conversations amicales interrompues le 3 août 1914. Si le gouvernement britannique pouvait s'assurer par une garantie quelconque que l'Allemagne ne poursuivra pas son programme de construction navale, il serait le premier à parler de paix.

Du reste, sir Edward Grey a reconnu lui-même, en août 1915, un an après la déclaration des hostilités, que "la liberté des mers peut raisonnablement faire, après la guerre, l'objet d'une discussion, d'une définition et d'un accord entre les nations." Il ne devrait donc pas y avoir là un obstacle insurmontable à la conclusion de la paix.

Le gouvernement et le peuple anglais feraient bien de ne pas emboîter le pas de trop près à M. Asquith et à lord Robert Cecil.

L'Angleterre, il est vrai, risque infiniment moins, au jeu de la guerre à outrance, que la France et la Belgique. Elle a l'avantage de laisser la France et la Russie se saigner aux quatre membres et d'exploiter à son profit la jobarderie des *bloated colonials*, qui lui fournissent de la chair à canon, quand ses propres enfants refusent de s'enrôler. Mais elle n'a tout de même pas le droit, à seule fin de continuer à "dominer les mers" et à faire le commerce des cinq continents, de retarder le jour où cessera cette abominable boucherie humaine.

Espérons, contre les apparences, que les ministres anglais n'ont pas dit leur dernier mot; sinon ils porteront une terrible responsabilité.

\* \* \*

J'allais oublier le passage du discours du chancelier d'Allemagne où il a parlé du Canada. M. de Bethmann-Hollweg s'est contenté de traiter de "stupide" la supposition

que l'Allemagne victorieuse pourrait tenter de conquérir le Canada ou tout autre pays d'Amérique. Le secrétaire d'État, M. de Jagow, dans une interview subséquente, a ajouté l'épithète de "ridicule". Ce serait, en effet, aussi ridicule que stupide, pour l'Allemagne, que de se mettre une telle besogne sur le dos, quand il lui reste tant à faire en Europe, en Asie et en Afrique. Lord Robert Cecil et M. Asquith n'ont pas relevé cette déclaration des Allemands. C'est même la seule parole du chancelier que les ministres anglais n'ont pas contredite. Tout intéressés qu'ils sont à entretenir la "dévotion impériale" au Canada, ils ne veulent tout de même pas risquer leur réputation d'hommes d'État et passer pour des idiots. Il n'y a que chez nous qu'on peut affirmer, sans que personne rie, que le but suprême de l'Allemagne, c'est de s'emparer du Canada!!! Qui donc prendra une bonne fois la juste mesure du *gogoïsme* colonial ?

## *Le Pape seul veut la paix*

13 avril 1916

Au moment où je corrigeais les épreuves de mon article d'hier, je recevais d'un Anglo-Canadien distingué, fort éloigné de l'impérialisme, une lettre où se trouve cette phrase caractéristique: "*I can see no possible or reasonable compromise between the opponents in this war. It is a case of DOG EAT DOG.*" — ("Je ne puis apercevoir aucun compromis possible ou raisonnable entre les combattants: c'est une lutte de chiens qui doivent s'entre-dévorer.")

Si une telle pensée hante le cerveau bien équilibré d'un Anglo-Saxon cultivé, d'habituelle largeur d'esprit, on peut juger de l'état d'esprit des jingos anglais et des junkers allemands. Tant que cet état d'esprit dominera l'opinion courante des pays en guerre, il n'y a guère d'espoir de paix.

Le crime des hommes d'État et des publicistes, c'est précisément d'avoir créé et stimulé ce sentiment brutal, cette désespérance fataliste qui ne croit plus à la possibilité d'empêcher ou de refréner le mal.

De ce crime, les Allemands sont probablement les plus responsables. Plus que tous, les junkers ont développé le culte de la force brutale, déifié la guerre et mis au service des œuvres de haine toutes les ressources de leur science et de leur merveilleux esprit d'organisation.

Mais à l'heure actuelle, tous les hommes de quelque influence, anglais ou français, italiens ou russes, qui s'obstinent à entretenir chez leurs nationaux la haine de l'Allemagne afin de mieux la vaincre, à créer dans leur pays l'exacte réplique du junkerisme teuton, ceux-là sont les complices du crime de l'Allemagne. Autant que les Allemands, ils contribuent à prolonger l'agonie des peuples; autant que la caste militaire de Prusse, ils font obstacle à une paix prochaine et durable.

Si, au lieu d'écouter ces apôtres de haine, les peuples se tournaient enfin du côté de la seule autorité morale qui n'a aucun intérêt à fomenter la haine des peuples, ils constateraient



que, seuls, les conseils et les enseignements du Pape définissent les conditions d'une paix véritable, d'une paix juste, chrétienne et durable.

Quel réconfort pour la conscience de l'humanité que d'entendre s'élever au-dessus du tumulte des batailles et dominer les cris de rage et de douleur cette voix sereine, si faible en apparence, si forte des principes éternels de justice qu'elle invoque et rappelle aux rois comme aux peuples!

Chaque fois qu'elle s'est élevée, cette voix auguste, nous avons appelé l'attention de nos lecteurs sur les vérités si justes qu'elle fait entendre. Nous avons dû, hélas! signaler également le silence dédaigneux que font autour d'elles les hommes d'État qui prétendent régler à leur guise le sort des peuples. Et pourtant, du seul point de vue humain, la politique dont le Pape a tracé les grandes lignes est la seule vraie, la seule *pratique*.

\* \* \*

En juillet, Benoît XV disait aux chefs de nation:

“Il est faux de dire que cet immense conflit ne peut se terminer que par la violence des armes..... L'équilibre et le progrès du monde, la sécurité et la paix des nations reposent sur la bonne foi mutuelle, sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d'autrui plus que sur la multitude des armées et le rempart formidable des forteresses.”<sup>1</sup>

Il précisait sa pensée; d'un mot, il démontrait la folie insensée de ceux qui, pour faire régner la paix, parlent de détruire telle ou telle nation, d'abattre la puissance militaire d'un peuple, tout en laissant subsister celle des autres: “Rappelez-vous que les peuples ne meurent pas; humiliés et opprimés, ils préparent les représailles du lendemain en transmettant de génération en génération la haine et la soif de la vengeance.”

C'est l'histoire de la Pologne démembrée, guettant l'heure de la révolte; c'est l'histoire des Balkans, sacrifiés aux calculs mesquins des grandes puissances et devenus le cratère toujours fumant de l'Europe; c'est l'histoire de la France mutilée par la Prusse, entretenant le culte de la revanche. Ce sera l'his-

<sup>1</sup> Lettre du 28 juillet 1915 — Appendice I.

toire de demain si l'une des coalitions réussit à écraser l'autre et à lui imposer une paix humiliante.

Cette vérité élémentaire, le Pape la voit clairement, parce qu'il est désintéressé, parce qu'il n'a aucune conquête à faire ou à garder, parce qu'il n'a pas besoin de "sphères d'influence", de colonies et de protectorats pour placer son or et faire le trafic de ses marchandises.

Si chaque nation voulait se contenter de sa part légitime de territoire, de richesses et d'influence, elle verrait aussi clair que le Pape; et le monde respirerait.

"Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples?" disait encore Benoît XV dans sa lettre de juillet.

Le 6 décembre, il élevait de nouveau la voix.<sup>1</sup> Il insistait "sur l'*unique moyen* qui puisse amener promptement la fin "de cette épouvantable conflagration." Pour y arriver, déclarait Sa Sainteté, il faut tout d'abord que "dans un échange "d'idées, direct ou indirect, *les aspirations de chacun soient "enfin exposées clairement avec une volonté sincère et une cons- "cience sereine et dûment examinées, en éliminant les préten- "tions injustes et les impossibilités"* — comme, par exemple, pour les Allemands, de régenter tous les peuples qui les entourent, d'utiliser à leur profit les nationalités qu'ils prétendent reconstituer; comme, pour les Français, de s'emparer de terres séculièrement germaniques, sous prétexte de fortifier leurs frontières et d'affaiblir l'Allemagne.

"Naturellement," ajoutait le Pape, "il est absolument nécessaire que, d'un côté comme de l'autre des belligérants, on "cède sur quelque point et qu'on renonce à quelques-uns des "avantages espérés; et chacun devrait consentir de bon gré "des concessions, *même au prix de certains sacrifices*, pour ne "pas assumer devant Dieu et devant les hommes l'énorme "responsabilité de la continuation de ce massacre sans exemple."

\* \* \*

Dans sa lettre du 4 mars dernier<sup>2</sup>, adressée au Cardinal Pompili, cardinal-vicaire, Sa Sainteté revient avec une remarquable persistance sur les conseils déjà donnés.

<sup>1</sup> Allocution consistoriale — Appendice II.

<sup>2</sup> Publiée dans le *Devoir* du 1er avril 1916 et reproduite ici comme appendice III.

“Nous nous sommes efforcé, à plusieurs reprises, par nos exhortations et nos conseils, de persuader les nations ennemies de déposer les armes et de régler leur dissentiment d’une manière requise par la dignité humaine, moyennant une entente amicale.”

Le Pape, on le voit, se fait une autre idée de la “dignité humaine” que les junkers, les jingos et les chauvins. Il croit que les peuples chrétiens ont autre chose à faire que s’entre-dévorer “comme des ehïens”.

“Nous nous sommes jeté pour ainsi dire au milieu des peuples belligérants comme un père au milieu de ses fils en lutte. Nous les avons conjurés, au nom de ce Dieu dont la justice et la charité sont infinies, de renoncer à leur dessein de destruction mutuelle et d’exposer une bonne fois avec clarté, d’une manière directe ou indirecte, les désirs de chacune des parties, et de tenir compte, dans la mesure du juste et du possible, des aspirations des peuples, acceptant au besoin, en faveur de l’équité et du bien commun des nations, les *obligatoires et nécessaires sacrifices d’amour-propre et d’intérêts particuliers.*”

“Telle était et telle reste l’*unique voie* pour résoudre le monstrueux conflit suivant les règles de la justice et arriver à une paix *qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes*, et qui soit, par suite, *juste et durable.*”

Quelle force! quelle vérité! quelle justice!. Quelle profonde connaissance de la vraie politique humaine, fondée sur la loi divine!

Que l’on dise ce que l’on voudra, ce programme de paix est autrement fécond et pratique, autrement noble et juste, que l’arrogante confiance des Allemands en eux-mêmes, que le mépris hautain des Anglais pour toute proposition conciliante.

\* \* \*

Le Pape touche au nœud de la situation quand il affirme que la paix ne peut se faire et surtout ne peut être “juste et durable” que si elle profite à *toutes* les nations et non à une seule.

Cet accord si difficile, et pourtant nécessaire, cette subordination des “intérêts particuliers” au bien de l’humanité,

cette victoire morale à remporter sur la cupidité, l'amour-propre et la haine sauvage des peuples, une seule influence peut les imposer, un seul homme peut en définir les termes : c'est le Pape lui-même.

Les nations chrétiennes expient en ce moment le crime d'avoir éliminé la morale divine de leurs conseils et de leur politique, d'avoir abattu la suprématie morale de la Papauté, *définitrice* et gardienne des lois de Dieu. Elles ne mériteront d'être absoutes et de recouvrer la paix et la vraie grandeur que si elles savent entendre de nouveau la voix du Pape.

Si elles s'y refusent, le châtiment suprême qui les attend, c'est celui que Benoît XV leur faisait entrevoir dans son allocution du 6 décembre : "la déchéance du degré de civilisation et de prospérité où la religion chrétienne avait élevé l'Europe."

Pour n'avoir pas su profiter des éléments de reconstitution sociale que le christianisme lui avait apportés, l'Empire romain a péri sous les coups des Barbares.

Pour avoir méconnu la voix du Pape et favorisé, par leurs querelles d'orgueil et leurs disputes d'intérêts, l'invasion turque, les puissances chrétiennes ont laissé pénétrer dans le flanc de l'Europe le chancre d'où sont sortis la plupart des maux qui durent encore.

Si elles restent sourdes une fois de plus aux avertissements du Pape, les nations de l'Europe verront avant longtemps les masses innombrables de l'Asie, réveillées de leur torpeur par l'orgie sanglante des peuples qui les ont dominées jusqu'ici, secouer le joug militaire et économique de l'Europe et venir peut-être, une fois encore, exercer les rétributions divines sur les ruines fumantes de la civilisation européenne.



## *L'effort pour la paix*

12 août 1916

La *grosse* presse nous laisse soigneusement ignorer les tentatives qui se poursuivent en Europe, en Angleterre surtout, pour hâter le jour de la pacification. Seul, je crois, parmi les journaux canadiens, le *Devoir* a signalé la campagne de l'*Union of Democratic Control*. C'est dans un journal de New-York, pourtant acquis à la cause des Alliés, l'*Evening Post*, qu'il faut aller puiser des renseignements sur le travail poursuivi, en Angleterre, par la *Société des Amis*<sup>1</sup>. Dès le mois de juin 1915, une conférence s'est réunie à Devonshire House. Elle a constitué un comité permanent et l'a chargé de préparer un programme de pacification. Ce comité a attendu un an avant de formuler son opinion. Son rapport se recommande de l'approbation d'hommes éminents: lord Courtney, sir Edward Fry, sir Edwin Pears, M. J.-A. Hobson, le Dr Estlin Carpenter, le principal Selbie. Voilà des noms qui s'imposent à l'attention publique. Le plus effronté des jingos n'osera porter contre ces personnages les sottises et usuelles accusations de déloyalisme et de trahison.

Comme le Pape, comme l'*Union of Democratic Control*, comme le Comité permanent de la Haye, la Société des Amis pose en principe que le "problème fondamental" à résoudre, c'est "d'obtenir pour *chacun* des peuples en conflit une satisfaction à ses justes exigences, tout en ne laissant à *aucun* un "grief permanent qui l'induisse à consacrer toutes ses énergies "à la préparation d'une guerre future."

C'est, on le voit, la répétition à peu près textuelle des graves paroles que Benoît XV adressait à toutes les nations, dès le premier anniversaire de la guerre: "Rappelez-vous "que les peuples ne meurent pas; humiliés et opprimés, ils "préparent les représailles du lendemain en transmettant de "génération en génération la haine et la soif de la vengeance."

<sup>1</sup> *Evening Post* (de New-York) du 3 août 1916.

C'est l'exacte contre-partie du thème familier à nos jingos: "Pas de paix possible sans l'écrasement de l'Allemagne!"

Le règlement, ajoute le programme anglais, doit donc s'appliquer à définir les conditions futures du monde, plutôt qu'à infliger des châtiments pour le passé. C'est encore une pensée du Pape. Toutes les nations en guerre, écrivait Benoît XV, le 4 mars dernier, doivent consentir les "obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers... afin d'arriver à une paix qui *ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes* et qui soit, par "suite, juste et durable." <sup>1</sup>

Le comité anglais ne se borne pas à poser des principes généraux. Il en précise suffisamment l'application pour ouvrir la porte à de fructueuses négociations, si les gouvernants ont la bonne foi et la volonté sincère de s'y prêter. Voici, en résumé, ce qu'il suggère.

L'occupation militaire ne justifie pas l'annexion. La Belgique, la Serbie et le Monténégro doivent recouvrer leur indépendance; l'Allemagne, ses colonies ou leur équivalent.

Dans le règlement du sort de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine, du Trentin, des pays slaves, de la Macédoine bulgare, etc., une "satisfaction raisonnable" doit être accordée au principe des nationalités. ("Consultez les justes aspirations des peuples", a dit Benoît XV. Si l'on y avait pensé davantage, en 1913, la seconde guerre des Balkans et le cataclysme actuel auraient pu être évités.) L'Arménie devrait être placée sous le protectorat de la Russie. L'Allemagne ne devrait pas être exclue de la pénétration économique des nations d'Europe en Asie mineure.

La politique de la "porte ouverte" doit s'étendre, autant que possible, à toutes les possessions extra-européennes des nations en guerre.

Les nations doivent s'accorder de mutuelles garanties contre la guerre sur terre ou sur mer et constituer un organisme de paix qui assure aussi efficacement que possible le règlement des disputes internationales. Naturellement, la réduction des armements s'impose.

<sup>1</sup> Lettre au cardinal Pompili, appendice III.

Ce programme concorde dans ses grandes lignes avec celui de l'*Union of Democratic Control*. Les noms des hommes qui l'appuient indiquent qu'une pensée persistante de pacification s'affirme, en Angleterre, dans les sphères les plus élevées tout comme dans les milieux socialistes. Et cette pensée répond singulièrement à la haute inspiration du Pape.

\* \* \*

Ce n'est pas, du reste, en Angleterre seulement que les aspirations vers la paix se manifestent. Elles éclatent de plus en plus en Allemagne. Les manifestations populaires en faveur de Liebknecht, condamné à trente mois de détention pour son discours "séditieux" du 1er mai, ont été nombreuses, bruyantes et apparemment spontanées. La légèreté relative de la peine, si l'on tient compte de la violence du discours et des rigueurs du régime militaire prussien, est en soi un indice significatif de l'état des esprits. La polémique engagée dans la presse allemande autour de la personne et de l'attitude de M. de Bethman-Hollweg n'est pas moins intéressante. Les organes du junkerisme reprochent amèrement au chancelier ses tendances pacifistes, les entraves qu'il a mises à la guerre sous-marine, sa répugnance à tout projet d'annexer des territoires occupés par l'armée allemande. On voit que notre analyse de la politique du chancelier n'était pas très éloignée de la vérité<sup>1</sup>. Les journaux favorables à la paix défendent le chef de l'Empire contre ces attaques. Ils sont ainsi entraînés à se prononcer sur le fond même de la question. Les opinions contraires aux annexions se multiplient. C'est l'un des symptômes les plus encourageants.

Le *Petrus-Blatter*, organe de l'archevêque de Trèves, l'antique ville impériale, soutient le Chancelier et adresse aux partisans de la guerre sans merci cette juste remontrance: "Il est certain que le Pape ne veut pas la défaite totale de l'un ou de l'autre des combattants, et qu'il est opposé à une guerre de conquête. La presse a sa part de responsabilités dans le déchaînement de cette guerre effroyable; c'est maintenant

<sup>1</sup> Article du 11 avril 1916, reproduit ci-dessus.

“son devoir de calmer les passions qu'elle a déchaînées. Par-dessus tout, la presse catholique devrait s'efforcer de se mettre d'accord avec les vœux des chefs de l'Église et éviter de réclamer plus de sang et des armes plus meurtrières.”

Voilà des conseils que pourraient utilement méditer ceux des catholiques du Canada, clercs ou laïques, qui se sont constitués sergents recruteurs et ont entrepris d'enrôler Dieu lui-même dans les cadres de l'armée britannique.

La note médiane semble donnée par la *Gazette de Cologne*. Elle blâme les attaques dirigées contre le chancelier; mais elle ne croit pas à l'opportunité de parler de paix maintenant. “Si nous étions vaincus, dit-elle, nous ne pourrions espérer aucune merci; nous devons donc lutter pour l'existence nationale jusqu'à la dernière extrémité”<sup>1</sup>.

\* \* \*

Il y a chance, malheureusement, pour que cette opinion prévaille encore longtemps, en Allemagne comme en Angleterre, en France et en Russie. Tant que les partisans de la guerre à outrance pourront invoquer, de chaque côté, la nécessité d'anéantir l'ennemi; tant que les expressions d'opinion favorables à la paix seront interprétées par l'adversaire comme un aveu de faiblesse et utilisés pour fouetter l'orgueil national, les hommes de proie et de carnage auront besoin facile; les peuples continueront de s'entre-tuer jusqu'à l'épuisement final. Et pourtant, de chaque côté, l'immense majorité veut la paix, l'a toujours voulue. Les peuples ont accepté la guerre, ils s'y acharnent, parce que les exploiters de sang humain leur ont persuadé que leur existence nationale tient à l'anéantissement de l'ennemi. Cette conviction est aussi profonde, aussi entière, chez les Allemands que chez les Français ou les Russes. Un Belge, admirablement situé pour connaître la pensée des envahisseurs de son héroïque patrie, disait en ma présence, l'an dernier, qu'il n'avait pas rencontré un seul Allemand qui ne fût persuadé de la justice de la cause de son pays. Tous étaient convaincus que la Russie avait provoqué

<sup>1</sup> Ces citations sont empruntées à la *Gazette* du 9 août, 1916, laquelle les tenait du *Daily Chronicle* de Londres.



le conflit afin d'en finir avec la rivalité germanique dans les Balkans. L'un des publicistes anglais les mieux renseignés sur la question germano-slave, M. Brailsford, a fait les mêmes constatations.<sup>1</sup>

D'autre part, la même conviction à l'égard des desseins de l'Allemagne existe en France, en Russie probablement, et, à un moindre degré, en Angleterre. On a réussi à la faire pénétrer jusque chez nous.

Tant que cette conviction existera, de part et d'autre, les partisans de la guerre à outrance auront beau jeu; les fabricants d'armes et de munitions continueront à faire du 100% et à entretenir la température des gazettes *patriotes*. Et le Pape, et les hommes qui pensent et parlent comme lui, prêcheront dans le désert.

Nous faisons parade, en Canada, d'un extraordinaire loyalisme et d'une religion très supérieure à celle des peuples "corrompus" de l'Europe et de l'Amérique. Ne serait-il pas temps d'en prouver la sincérité? Le vrai loyalisme ne consisterait-il pas à prêter main-forte aux interprètes de la meilleure pensée anglaise et à démontrer qu'en toute terre britannique une opinion croissante veut sincèrement une paix honorable et durable? La vraie religion ne nous commande-t-elle pas de tout faire pour hâter la paix? Ne nous invite-t-elle pas à obéir au pape plutôt qu'aux pontifes du jingoïsme? Prier pour la paix et travailler pour faire durer la guerre, c'est pure hypocrisie ou puérile inconséquence.

Comment se fait-il que pas une voix autorisée ne s'est encore élevé en Canada pour répondre aux appels touchants du Souverain Pontife, pour préconiser sa politique, à la fois si chrétienne et si humaine, si juste et si sage? Serait-ce qu'à "l'ombre du drapeau qui protège nos libertés", il est plus dangereux qu'en Allemagne de parler comme le Pape et d'agir avec le Pape?

<sup>1</sup> *The Empire of the East*, étude publiée dans la *Contemporary Review*, en septembre 1914, et reproduite comme appendice III de ma brochure *The Foreign Policy of Great Britain* (Montréal 1915).

## Une nouvelle parole du Saint-Siège

25 septembre 1916

Le *Devoir* a reproduit, samedi, le texte de l'interview de Son Éminence le cardinal Gasparri, secrétaire d'État, au *Journal*, de Paris.<sup>1</sup> Nous avons appris à nous méfier des expressions d'opinion attribuées aux autorités du Vatican. Tout récemment encore, une dépêche de Rome affirmait que Sa Sainteté avait ordonné des prières pour le triomphe des Alliés. LL. EE. les cardinaux Gibbons, Farley et O'Connell, réunis à New-York pour la *Semaine catholique*, opposèrent aussitôt un démenti formel à ce raconter tendancieux. Est-ce cette dernière fausseté qui a décidé le cardinal secrétaire d'État à rompre le silence si rigoureusement observé au Vatican depuis plusieurs mois ? C'est possible. En tout cas, cette interview paraît porter le caractère de l'authenticité. Le *Journal* déclare qu'il se borne à reproduire le "*texte exact et formellement approuvé*" des paroles de Son Éminence. Il est difficile de croire qu'une feuille importante eût couvert une supercherie, ou même un récit arrangé, d'une attestation aussi précise. Mais ce qui donne à cette pièce son principal cachet de véracité, c'est qu'en tout ce qui touche à l'attitude du Saint-Siège à l'égard des belligérants, elle est en parfait accord avec les déclarations antérieures et officielles du Souverain Pontife.

L'interview porte sur deux questions distinctes : les relations du Saint-Siège et du gouvernement de la République française ; l'attitude du Pape sur la guerre.

L'une des premières questions posées par le journaliste touchait au rétablissement possible des relations entre la France et le Saint-Siège.

"Vous touchez au point délicat", a répliqué Son Éminence. "Vous me demandez si je crois possible une reprise ? Mais certainement ! De notre côté, nous en serions enchantés.

<sup>1</sup> Voir appendice IV

“Tout dépendra du gouvernement français. Le voudra-t-il ?  
“*Je n'en sais rien.*”

Son Éminence a exprimé l'espoir que la situation religieuse en France sera considérablement modifiée, après la guerre. “La France, ayant admiré dans cette guerre la belle conduite “de son clergé régulier et séculier, ne voudra plus, je pense, “de persécution religieuse. Par exemple, est-ce qu'après la “guerre on chassera de nouveau du territoire français les “religieux qui sont rentrés en France pour répondre à l'appel “de la patrie en danger ? *Je ne le crois pas.*”

Tous les vrais amis de la France font le même vœu. Mais les “vrais amis” de la France, ce ne sont pas les gens qui méprisaient la France, il n'y a pas longtemps encore, et qui l'acclament aujourd'hui parce qu'elle sert de prétexte utile aux agents de l'impérialisme anglo-saxon au Canada; ce ne sont pas davantage ceux qui n'ont jamais admiré que la France anticléricale — tel le général sir Sam Hughes, déclarant en plein parlement qu'on ne devrait pas laisser venir au Canada les religieux chassés de France parce qu'ils ne sont propres à rien, pas même “*for breeding purposes*”. Les vrais amis de la France désirent ardemment, ont toujours désiré, une France forte et saine, c'est-à-dire une France chrétienne. Qu'il y ait en France une foule d'excellents chrétiens, c'est ce que personne, après une observation attentive, ne saurait contester. Que ce qu'il y a de bon en France soit du meilleur, c'est également incontestable. Dix justes auraient pu sauver Sodome. Or la France, ni même Paris, n'est Sodome; et il s'y trouve beaucoup plus que dix justes.

Mais en dehors des motifs d'ordre surnaturel, la France ne reprendra sa place dans le monde, et surtout ne la gardera, que si elle redevient une *nation catholique*, — si sa vie nationale et son action politique, extérieure et intérieure, reprennent et prolongent le cours de sa tradition catholique.

Tout ce que la France peut trouver d'appuis occasionnels et intéressés chez les peuples non catholiques qui se servent d'elle pour se couvrir, ne lui vaudront jamais, pour l'exercice continu de sa puissance et le maintien de son prestige moral, ce qu'elle a perdu par l'abandon de son rôle de première nation catholique.

La reprise de ce rôle traditionnel devra se manifester sous trois formes principales : l'abandon du malthusianisme et la reconstitution de la famille chrétienne ; la cessation des mesures vexatoires appliquées à ces admirables congrégations d'hommes et de femmes qui ont plus fait que toute autre catégorie de Français pour accroître le patrimoine moral et intellectuel de la France et étendre son action dans le monde ; enfin, la reprise avec le Saint-Siège de relations dignes d'une nation catholique.

Le premier point n'a pas été abordé par le cardinal Gasparri ; sur le second, il a exprimé, on l'a vu, un ferme espoir ; sur le troisième, il a été beaucoup plus réticent. Aucune parole officielle du gouvernement de la République n'est encore venue, en effet, fortifier les espérances, les désirs même, que les catholiques n'ont cessé de formuler à ce sujet, depuis le début de la guerre.

\* \* \*

Nous sommes de ceux qui croient que les catholiques seront infiniment plus forts, en France, qu'ils ne l'étaient avant la guerre. S'ils parviennent à s'unir, ils seront en bien meilleure posture pour résister aux nouveaux assauts, qui s'annoncent déjà, de l'anticléricisme et de la franc-maçonnerie. Mais on peut être assuré que ce n'est ni d'Angleterre ni de la Russie que leur viendront les secours et l'encouragement.

En Angleterre, la politique anticléricale de la République a trouvé un appui constant dans tous les partis. Un ancien ministre des Affaires étrangères de France, M. Émile Flourens, a même soutenu, dans un livre quasi-prophétique, que cette politique était l'un des facteurs essentiels de l'entente cordiale — comme elle avait servi de base au rapprochement de Gambetta et de Bismarck, dans les coulisses de l'opportunisme.

“L'Angleterre”, écrivait M. Flourens en 1906, “nourrit “contre le catholicisme, qu'elle appelle le papisme, une haine “inextinguible ; elle prétend lui enlever son caractère de religion universelle et la suprématie spirituelle qu'il revendique “sur la chrétienté. C'est un point trop souvent négligé “et qui est, pourtant, d'une importance capitale, si l'on veut



“comprendre la marche de la politique anglaise à travers les “vicissitudes de l’histoire moderne.”

Après avoir rappelé que, jusqu’aux jours du ministère Combes, la France avait protégé les missions catholiques, “avant-garde de l’expansion française”, il ajoutait :

“L’Angleterre, de son côté, avait accaparé, à son profit “exclusif, le prosélytisme ardent des missionnaires protestants “sur toute la surface du globe. Elle en avait fait les pionniers “hardis, entreprenants et dévoués du développement de son “Empire, les instruments habiles de sa pénétration commerciale “jusque dans les régions les plus reculées.”

Ces “fidèles fourriers, . . . armés de leurs bibles et de leurs balles de coton”, se heurtaient partout aux missions catholiques, soutenues par la France.

“Il est de toute nécessité, pour le triomphe des destinées “britanniques, que les missions catholiques disparaissent. “Pour atteindre ce résultat, il n’y a que deux voies à suivre : “ou il faut que la France cesse d’exister, ou il faut que la “France cesse d’être catholique. *Depuis que nos voisins “ont décidé de faire de nous leurs alliés contre l’Allemagne, “c’est à cette dernière solution qu’ils se sont arrêtés.”*

Il indiquait ensuite les moyens d’action utilisés par l’Angleterre pour atteindre à ses fins. Au premier rang, il plaçait les influences maçonniques. Après avoir imposé à la France l’expulsion des ordres religieux et l’abandon du protectorat des missions étrangères, l’Angleterre, aidée de l’Italie, a entraîné la France à rompre officiellement avec le Saint-Siège.

“Ce n’étaient donc pas les intérêts de la France, conclut-il, “qui poussaient notre gouvernement quand, sans vouloir rien “voir, ni rien entendre, il poursuivait, à tout prix, une rupture “brutale, complète et absolue avec le Vatican ; c’étaient les “intérêts de l’Angleterre et de l’Italie qu’il servait.”<sup>1</sup>

Notez que l’homme qui a posé cette thèse a eu accès à toute la correspondance secrète du ministère des Affaires étrangères ; il a pénétré dans les arcanes de la diplomatie européenne.

<sup>1</sup> *La France conquise — Édouard VII et Clémenceau —* Paris, Garnier frères, 1906.

\* \* \*

Les gens à courte vue objecteront peut-être la liberté dont les catholiques jouissent en terre anglaise, l'asile que l'Angleterre a offert aux congrégations expulsées de France. La réponse est facile. Ce que l'Angleterre a voulu détruire, c'est l'union de l'Église et de la France, c'est l'appui que la France donnait à l'expansion du catholicisme, et la force morale et politique qu'elle en retirait. Mais, "à la fois idéaliste et pratique", comme dit encore fort justement M. Flourens, l'Angleterre, après avoir réussi à rompre la féconde alliance de l'Église et de la France, a trouvé bon d'utiliser à son profit les débris des ruines qu'elle a amoncelées. En accordant la liberté civile et le confort matériel aux membres des congrégations françaises qui ont cherché refuge dans ses domaines, elle a fait d'eux et d'un grand nombre de catholiques peu clairvoyants ses panégyristes et ses auxiliaires. Avec les moellons arrachés aux murailles des deux puissances qu'elle a poursuivies de ses haines séculaires, l'Église et la France, elle a fortifié ses remparts.

Dans notre propre pays, n'avons-nous pas été les témoins et les victimes du succès de cette politique ? Des évêques irlandais, et même des religieux français, ne se sont-ils pas constitués agents d'anglicisation, par reconnaissance pour les "bienfaits" de l'Angleterre ? Toute une école officiellement catholique ne s'applique-t-elle pas avec ardeur à servir les intérêts anglais ? Et pourtant, l'Angleterre et son Empire, la civilisation anglo-saxonne, sa pensée maîtresse, son action mondiale, constituent, dans l'ensemble, la plus formidable coalition de forces anticatholiques qui existe. Et ces forces sont d'autant plus redoutables que, loin de s'attaquer à la liberté et aux satisfactions matérielles des personnes, elles les flattent afin de mieux aveugler les consciences et énerver les énergies. Si les catholiques du Canada, si sûrs de leur orthodoxie, ont si bien fait le jeu de l'Angleterre protestante, est-il étonnant que les anticléricaux français s'y soient prêtés, et que les catholiques de France n'y aient vu que du feu ?

Non, assurément, si la France officielle rentre dans la tradition catholique, ce ne sera pas l'alliance anglaise qui l'y

poussera, ni l'alliance russe. La façon dont les armées du Tsar ont pratiqué, en Galicie, "l'affranchissement des peuples" et le respect de la "liberté des consciences" nous éclairent suffisamment sur ce que les catholiques peuvent attendre de l'influence moscovite.

\* \* \*

Cet aspect de la situation européenne suffit à expliquer l'attitude d'anxieuse neutralité que le Saint-Siège n'a cessé d'observer depuis le début de la guerre, en dépit de toutes les tentatives insidieuses pour l'entraîner d'un côté ou de l'autre. Nul esprit raisonnable, à plus forte raison nul catholique, à moins d'être aveuglé par une passion facile à expliquer chez les catholiques des pays plongés dans la fournaise mais injustifiable ici, ne saurait prédire de quel côté les intérêts catholiques seront le mieux défendus.

Sur ce point, Son Éminence le cardinal Gasparri n'a fait que répéter les déclarations antérieures du Souverain Pontife.

"Je sais que là-dessus", a-t-il dit au rédacteur du *Journal*, "nos ennemis font circuler en France bien des sottises. Et pourtant, la pensée du Pape est très simple et très claire. Tout d'abord, il désire, il appelle de tous ses vœux le rétablissement de la paix, paix juste et durable, par conséquent sans oppression des peuples et en tenant compte de leurs aspirations, si elles sont reconnues justes et raisonnables."

"Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples?" disait, en juillet 1915, Sa Sainteté Benoît XV.

"Pas de paix tant que les Huns ne seront pas anéantis!" vociférèrent les gens qui veulent, comme M. Blondin, la guerre à outrance... et à distance.

"Il est faux de dire que cet immense conflit ne peut se terminer que par la violence des armes", enseignait le Pape, il y a plus d'un an.

"Que toutes les nations en guerre acceptent les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers," écrivait le Saint-Père, en mars dernier; c'est "l'unique voie pour résoudre le monstrueux conflit suivant les règles de la justice et arriver à une paix qui ne soit pas profitable

“à une seule des parties mais à toutes et qui soit, par suite, *“juste et durable.”*”<sup>1</sup>

Oui, la pensée du Pape, est “simple” et “claire”. Mais combien de catholiques l’ont comprise? Combien surtout ont travaillé à la répandre et à la faire accepter?

“En attendant cette paix”, ajoute le cardinal secrétaire d’État, “le Saint-Siège garde, quoi qu’on dise, *une impartialité absolue entre les belligérants — pourrait-il en être autrement? —* “avec une bienveillance particulière envers les nations catholiques, précisément parce que catholiques, qui ont le plus souffert: la France, la Pologne et cette Belgique, d’autant plus près du cœur du Saint Père qu’elle fut plus éprouvée.”

Son Éminence explique ensuite que cette “impartialité absolue” n’est pas “inactive” et que le Saint-Siège ne cesse de s’employer à diminuer les horreurs de la guerre, à soulager ses victimes.

L’interviewiste lui ayant fait part de l’étonnement causé par le silence du Saint-Siège en présence de “certains procédés employés dans cette guerre”, le cardinal a répliqué que “le Saint-Siège a condamné les violations de droit” et rappelé tous “les belligérants à l’observance des lois de la guerre. “Devait-il, pouvait-il aller jusqu’à des condamnations nominales sur des cas particuliers? Je ne vous étonnerai pas en disant que les accusations s’entre-croisent, *venant de tous côtés.*”

Nul doute qu’on connaît à Rome les actes de barbarie des Russes en Galicie autant que les atrocités allemandes en Belgique. Sur les actes individuels ou collectifs des belligérants, comme sur l’ensemble de la situation européenne, on est assurément mieux renseigné au Vatican que partout ailleurs; et pourtant, la “plus haute autorité morale qui soit au monde”, — comme l’appelle avec raison le rédacteur du *Journal* — juge qu’elle doit continuer à garder une “impartialité absolue” entre les belligérants. C’est un indice assez certain que, dans la conduite de la guerre comme dans le partage des responsabilités suprêmes, il n’est guère facile de décider de quel côté l’emporte le poids des iniquités.

<sup>1</sup> Lettre à Son Éminence le cardinal Pompili (Appendice III.)



\* \* \*

Est-il permis d'espérer qu'après cette nouvelle expression d'opinion des autorités romaines, on cessera d'exploiter la parole et l'autorité du Saint-Siège au profit de l'une ou de l'autre des coalitions ?

Cette exploitation est odieuse de la part des gouvernements et des nations qui ont tout fait, depuis cinquante ans, depuis un siècle, depuis quatre siècles, pour rabaisser la dignité du Saint-Siège et détruire l'influence morale de la Papauté sur les peuples. Elle est plus inique encore dans la bouche ou sous la plume de gens qui s'arrogent la mission d'enseigner au peuple le catholicisme intégral... au profit des intérêts politiques dont ils sont les instruments.

Les catholiques de chacun des pays en guerre ont sans doute le devoir, comme citoyens et comme soldats, de servir leur patrie dans la mesure où l'exigent le salut national et les lois du pays; mais, comme catholiques et comme hommes, ils ont un devoir plus impérieux encore: travailler énergiquement, d'accord avec le Pape, à faire accepter à leurs patries respectives "les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers... afin d'arriver à une paix qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes et "qui soit, par suite, juste et durable."

Tel devrait être, dans le monde entier, l'objectif immédiat de tous les catholiques, de tous les hommes sensés.

Le pangermanisme, le panslavisme, l'impérialisme anglais, n'y trouveraient peut-être pas leur compte. Mais le droit, la justice, la charité, le bien de l'humanité, y gagneraient infiniment plus qu'au triomphe de la kultur allemande ou de la finance anglaise.

## *La démarche de l'Allemagne*

14 décembre 1916

La note de l'Allemagne est l'événement politique le plus considérable qui se soit produit depuis le début de la guerre. Pour la première fois, l'une des coalitions lance une invite directe et officielle à l'intervention des neutres en faveur de la paix. C'est l'entr'ouverture par où le bon sens et la raison de l'humanité finiront par passer afin de lier les mains des forcenés qui s'acharnent à pousser les peuples à la mort.

Que cette démarche s'inspire de motifs intéressés, c'est clair. L'Allemagne a tout intérêt à faire établir les conditions de la paix au moment où ses armées et celles de ses alliés dominent encore la situation militaire. Et cette situation, quoi qu'on en dise se trouve notablement fortifiée dans son armature économique par la possession des fertiles plaines et des sources de pétrole de la Roumanie. Les nations du Centre ont un égal intérêt, plus indirect mais non moins puissant, à se poser devant l'opinion mondiale comme les protagonistes de la paix et à rejeter sur leurs ennemis la responsabilité d'une guerre à outrance.

Les pays de l'Entente se doivent à eux-mêmes, il doivent à l'humanité tout entière dont ils s'affirment les défenseurs, de ne pas permettre à l'Allemagne de gagner contre eux cette audacieuse partie. Le meilleur, le seul moyen de préparer une paix vraiment honorable et solide, c'est de prendre l'Allemagne au mot et de la mettre en demeure de formuler ses propositions. Si ces propositions sont inacceptables, les pays de l'Entente seront en mesure de le démontrer et d'énoncer leurs propres conditions. Les puissances neutres et l'opinion du reste du monde pourront alors départager les prétentions rivales et offrir à tous les belligérants un terrain d'accord équitable, d'où il deviendra fort difficile de s'écarter. Les apôtres de la haine et de la violence ont beau faire, les droits de la conscience, de la justice et de la raison, et, à leur défaut, le simple instinct de conservation des peuples, finissent tou-

jours par l'emporter sur les passions sauvages. La justice et la miséricorde de Dieu sont plus puissantes que la perversité des hommes et empêchent que le monde ne devienne un enfer.

\* \* \*

Naturellement, les partisans de la guerre à outrance vont tout mettre en jeu pour faire avorter les chances de paix. En Allemagne, heureusement, le parti des junkers semble perdre chaque jour du terrain. Leurs efforts pour renverser le chancelier ont été vains. Ils n'ont pas réussi davantage à remettre en place l'amiral von Tirpitz. Les manifestations socialistes en faveur de la paix ont évidemment été autorisées par le gouvernement afin de préparer les voies à la note du chancelier.

Par contre, en Angleterre, la faction jingoe se montre plus arrogante que jamais. C'est le jeu de bascule que nous avons signalé à plusieurs reprises. Les journaux de la clique Harmsworth, qui ont tant fait pour provoquer la guerre, hurlent qu'il ne saurait y avoir de paix avant que l'Allemagne ne soit pulvérisée. Le *Daily Chronicle*, qui passe non sans raison pour refléter la pensée personnelle de M. Lloyd George, déclare que l'Allemagne doit, pour obtenir la paix, livrer toutes ses armes, sur terre et sur mer.

Cependant, le *Daily News*, organe des meilleurs éléments libéraux, soutient que "les Alliés doivent formuler les termes de la paix qu'ils seraient prêts à conclure. Ils rejetteraient ainsi sur l'Allemagne la responsabilité du refus ou de l'acceptation." Cette attitude raisonnable sera-t-elle celle du nouveau ministère ? Ce n'est guère à espérer. Couvé sous l'aile de la faction jingoe, le cabinet Lloyd George est nettement tory et impérialiste. L'homme d'État brillant et passionné qui le dirige, d'ancien radical qu'il était, achève de compléter son cycle et de mériter la succession des deux Pitt et de Disraëli. Le correspondant anglais de la *Tribune* (de New-York) affirme que "de sa décision dépend l'avenir de l'Europe." Il y a là une légère exagération ; mais il est certain que le "dictateur" va exercer une influence importante, sinon décisive, sur la politique des Alliés. Et il est fort à craindre que cette influen-

ce ne soit pas favorable à la paix. Tout porte M. Lloyd George vers la guerre à outrance: sa fougue naturelle, l'ardeur du néophyte qui a brûlé ses anciens dieux pour adorer une idole nouvelle, l'ambiance où il se meut depuis qu'il est devenu l'instrument le plus agissant de la faction jingoe, enfin, et surtout, la situation exceptionnelle où se trouve l'Angleterre.

De tous les pays en guerre, la Grande-Bretagne est celui qui, jusqu'ici, a le moins risqué et le plus profité. Un Américain éminent, intimement lié à l'Angleterre et à la France par ses origines, ses sympathies et ses relations professionnelles, — il est virtuellement aux États-Unis l'avocat des gouvernements français et anglais, — M. Coudert déclarait, l'autre jour, à New-York, qu'*après la guerre* l'Angleterre posséderait l'armée la mieux organisée de l'Europe. On ne saurait mieux marquer la disproportion des sacrifices. Et ce qui accentue le contraste, c'est que l'Angleterre a réussi à faire porter une notable partie de son moindre fardeau par le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique-Sud et l'Inde. C'est autant de moins qu'elle a mis et mettra au feu.

D'autre part, ses financiers et ses négociants s'apprêtent à profiter le plus largement possible des conditions d'après-guerre. Ils veulent rester les courtiers, sinon les pourvoyeurs de l'Europe émergeant de ses ruines. Ils veulent aussi demeurer les maîtres de l'Océan. Pour cela, il faut anéantir la rivalité industrielle de l'Allemagne et, si possible, sa flotte de guerre. Qu'une grande victoire navale assure à l'Angleterre l'objet véritable pour lequel elle se bat; et l'on entendra beaucoup moins parler en Angleterre de la nécessité d'anéantir l'Allemagne afin de sauver les libertés du monde.

Du point de vue de ceux qui pensent que l'Angleterre a le droit de soumettre l'univers entier à sa domination économique, le refus de se prêter à toute proposition de paix est naturel et justifiable. Mais cette attitude ne peut guère se concilier avec l'opinion de ceux qui prétendent que l'Angleterre lutte principalement pour le salut de la Belgique et des petites nationalités opprimées, pour une paix durable et pour le triomphe de la liberté et de la démocratie.



Le devoir de ceux qui s'intéressent sincèrement au sort de la Belgique — et ils sont nombreux, même en Angleterre, — c'est de travailler arduement à obtenir par une paix prompte la libération de cet infortuné pays. En supposant que l'armée franco-anglaise puisse un jour percer définitivement les lignes allemandes de l'Ouest et reconquérir par la force des armes le territoire de la Belgique, ce succès ne s'obtiendra qu'au prix d'efforts inouïs dont chaque pouce de terre belge portera la trace sanglante et fumante. Les ruines de Verdun et la Galicie dévastée sont là pour démontrer ce que veut dire le passage des armées, amies ou ennemies, sur un territoire pris et repris de tranchée en tranchée.

Ce qui est vrai de la Belgique l'est également de la Pologne, de la Serbie, de la Roumanie, de la Grèce. Il paraît évident que le territoire de ces malheureux pays, si souvent sacrifiés à la cupidité, à l'ambition et aux infâmes calculs de leurs grands voisins, manipulateurs sans scrupules de "l'équilibre européen", va subir de plus en plus le poids et les désastres des opérations de guerre.

Sans doute, la France, l'Angleterre, la Russie et l'Italie ne sont pas tenues d'accepter des conditions de paix contraires à leurs légitimes intérêts aux seules fins de sauver la Belgique et les autres petits pays labourés par la guerre. Mais du moins ont-elles l'obligation de ne pas rejeter toute chance raisonnable de faire cesser le martyre de leurs "protégés". L'Angleterre surtout, qui s'est proclamée si hautement, dans cette guerre, la protectrice des opprimés, la libératrice des petites nationalités, — sauf, bien entendu, l'Irlande, — l'Angleterre est plus particulièrement tenue de ne pas infliger un trop sanglant démenti à ses professions d'humanité.

Espérons que la note du *Daily News* va s'affirmer davantage et fortifier l'action de ceux des Anglais qui, vraiment patriotes et vraiment humains, n'ont cessé de protester contre les exigences du jingoïsme. C'est l'éternel honneur de l'Angleterre, et ce qui lui vaut le pardon de bien des crimes, d'avoir toujours donné l'exemple d'une minorité courageuse, luttant à tout risque et sans relâche contre l'arrogance de ses chefs ou les brutales passions de la foule. Souhaitons que

cette minorité l'emporte bientôt et réussisse à faire prévaloir les conseils de paix en Angleterre.

\* \* \*

Mais l'obstacle le plus sérieux, c'est la Russie<sup>1</sup>.

La *Gazette*, en analysant la situation créée par les propositions de l'Allemagne, disait, hier, avec beaucoup de justesse: *"Only a beaten down Russia could be expected to accept the proposals regarding the constitution out of her territory of two kingdoms, Poland and Lithuania, which would take from her some of her wealthier provinces along and back from the Baltic Sea. And it was only the other day that M. Trepoff, the new prime minister at Petrograd, announced that Russia's purpose was to get possession of Constantinople, and that the other Entente Allies were pledged to aid her in gaining her ambition."*

On voit que la *Gazette* n'ajoute guère de foi au désir de la Russie de reconstituer une Pologne vraiment indépendante. Que devient alors le prétexte de "l'affranchissement des peuples" et du salut des "petites nationalités"? S'il y a un peuple qui désire et mérite sa liberté, c'est bien la Pologne, et aussi la Lithuanie, sans compter l'Irlande. Affranchir les victimes de la tyrannie allemande et garder dans l'esclavage les peuples soumis à leur propre domination serait, pour les nations "libératrices", le comble de l'hypocrisie.

Mais le point culminant de la situation, c'est Constantinople. Plus la guerre se prolonge, plus la vérité se fait jour sur les causes profondes et réelles du conflit. Quand le recul du temps permettra de l'envisager dans toute son ampleur, cette guerre sera connue dans l'histoire comme la guerre de la succession de la Turquie. C'est avant tout la lutte suprême des Slaves et des Teutons pour recueillir les dépouilles du cadavre ottoman.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Le lecteur est prié de se rappeler que cet article est antérieur de trois mois à la révolution russe.

<sup>2</sup> Il ne faut pas voir ici l'intention d'éliminer toutes les autres causes, prochaines ou lointaines, de la guerre. L'insistance que j'ai mise parfois à faire ressortir l'importance capitale de la question d'Orient, comme l'une des causes principales du conflit, tient à l'incroyable ignorance, au Canada, de cet aspect de la question. J'ai voulu tenter de réagir

Dans cette lutte, à laquelle on peut donner comme point initial le Traité de Berlin, les pays balkaniques sont les instruments et les victimes, les uns des ambitions de la Russie, les autres de la cupidité des Allemands. La Russie, en faisant de la Serbie le foyer et le pivot de ses intrigues, a précipité le conflit. L'Allemagne a entraîné la Bulgarie en lui faisant entrevoir la revanche du Traité de Bucarest. Puis la Russie a acheté le concours de la Roumanie à un prix encore inconnu qui compensera difficilement, pour "l'ilot latin", les désastres de l'invasion germanique.

Dans ce conflit où s'entre-choquent les rivalités et les ambitions de deux grandes races, et aussi les cupidités du mercantilisme moderne, la France et l'Angleterre ne sont entraînées qu'incidemment: la France, par son alliance avec la Russie, conséquence de causes absolument étrangères à la guerre actuelle; l'Angleterre, par le désir effréné de ses "hommes d'affaires" de profiter du conflit pour anéantir la concurrence économique de l'Allemagne. Elles n'en sont pas moins amenées à mettre en péril leur propre sécurité, la France surtout, pour satisfaire aux exigences de leur alliée. La Russie a même réussi à leur faire exécuter le plus odieux de sa besogne, en Grèce.

Thiers, qui a eu des éclairs d'étonnante clairvoyance, avait voulu, il y a plus de soixante-quinze ans, faire régler la succession de Mahomet, en rétablissant la Grèce dans ses droits historiques, à Constantinople. Cette solution, la France n'en a pas compris la haute sagesse; l'Angleterre, alors protectrice du sultan; a préféré l'ajourner. Mais la Russie, qui en avait saisi toute l'importance, n'a cessé d'y penser, pour l'empêcher. C'est afin de l'écarter définitivement qu'elle a forcé ses alliés à repousser le concours de la Grèce dans la guerre actuelle, puis à paralyser ce malheureux pays en le livrant à la révolution et à l'anarchie.

Si la guerre se prolonge, si toute chance de paix est écartée, si des millions d'Anglais, de Français, de Canadiens continuent

---

contre la détermination évidente des impérialistes anglais et de leurs sous-ordres coloniaux de la dérober totalement à l'attention des Canadiens, médiocrement intéressés à verser leur sang pour assurer la prépondérance de telle ou telle nation européenne dans le règlement de la succession de l'empire ottoman.

à périr dans les tranchées ou survivent mutilés, ce sera *principalement* parce que la Russie n'a pas encore atteint son objectif suprême: la prise de Constantinople.

Du point de vue moscovite, il peut paraître légitime de prolonger l'agonie des peuples afin de permettre à la "sainte" Russie de dominer la moitié de l'Europe et de l'Asie. Mais que la France doive verser jusqu'à la dernière goutte de son sang généreux pour assurer le triomphe de son alliée; que le Canada soit tenu moralement de tout risquer pour assouvir les appétits cosaques; et surtout, que la réalisation de ce rêve de monstrueuse grandeur soit la suprême garantie de l'affranchissement des peuples, du triomphe de la religion et de la liberté, de la destruction de l'autocratie et du militarisme, cela paraît moins c'air.

Une prompte paix "éliminant les prétentions injustes et les impossibilités", une paix "qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes et qui soit, par suite, juste et durable", offrirait à l'humanité des avantages incomparablement supérieurs.

C'est la solution que le Pape préconisait il y a neuf mois. C'est encore la seule juste, la seule vraie. Puisse la récente démarche des Empires du Centre, quels qu'en soient les motifs, permettre au Souverain Pontife de renouveler ses salutaires conseils. Les politiques, les diplomates, les agioteurs, et l'immense armée de leurs valets de plume ou de tribune, pourront, quelque temps encore, étouffer sa voix auguste. Les peuples sanglants, mutilés, épuisés, finiront par l'entendre.



## *Espoirs de paix*

27 décembre 1916

En dépit des obstacles formidables qu'elle rencontre, l'opportune intervention du président de la république américaine fait son chemin<sup>1</sup>. Pour en juger, il faut savoir chercher et trouver la vérité sous l'énorme fatras de nouvelles fausses ou tendancieuses, d'articles déclamatoires et de discours enflammés que les agences de presse nous transmettent à profusion. Une fois pour toutes, nous mettons nos lecteurs en garde, même contre nos propres dépêches d'Europe. Comme tous les journaux du Canada, nous sommes à la merci d'agences télégraphiques qui subissent la double domination de la censure officielle et de la presse jingoe de Londres. Cependant, pour qui sait lire entre les lignes, il paraît clair que M. Wilson a porté au démon de la guerre un coup droit dont les partisans de la lutte à mort et les protagonistes de la paix sentent également l'importance. Trois faits principaux en témoignent: la valeur intrinsèque de la note du président; l'accueil favorable qu'elle reçoit dans les milieux enclins à la paix, neutres ou belligérants, — enfin et surtout, l'opposition violente que lui suscitent les démagogues, les jingos et les profiteurs du massacre.

A tout esprit impartial, libre des doctrines de haine qui empoisonnent la moitié du monde civilisé, la note du président apparaît comme un document d'une haute sagesse, comme l'expression du bon sens et de la vérité. Or, la vérité finit toujours par triompher de l'erreur et de la passion. "On ne peut tromper tout le monde tout le temps", a dit l'un des plus illustres prédécesseurs de M. Wilson. Que le président des États-Unis persiste à détromper les peuples affolés: ils

<sup>1</sup> Note du président des États-Unis, en date du 21 décembre, demandant aux gouvernements belligérants de définir leurs buts de guerre et les conditions auxquelles ils consentiraient à conclure la paix. Le texte ou la traduction de cette note a parue dans la plupart des journaux du 22 décembre.

ne tarderont pas à se tourner de son côté. Il a du reste l'immense avantage d'emboîter le pas au Souverain Pontife.

Dégagé des considérations particulières qui s'imposent à l'attention du chef de la nation américaine, et aussi des motifs de politique utilitaire applicables à toutes les nations, cet appel à la raison des gouvernants et des peuples n'est que la répétition des démarches antérieures du Pape. Comme Benoît XV, M. Wilson évite de prononcer une parole qui compromette sa neutralité; il invite les chefs responsables des deux coalitions à formuler leurs propositions; il rappelle que l'intérêt général de l'humanité prime les prétentions particulières des nations en conflit; il suggère l'adoption de mesures propres à éloigner les occasions futures de guerre. La voix du chef de la plus grande des nations neutres, s'élevant au diapason de la plus haute autorité morale du monde, finira bien par dominer les cris de haine des monstres ou des fous qui s'obstinent à vouloir prolonger le carnage.

L'adhésion des pays neutres paraît assurée. Déjà l'opinion publique, et même l'opinion officielle, s'affirme favorable en Suisse, en Hollande et dans les trois royaumes scandinaves. Or ce sont là, ne l'oublions pas, les pays les mieux situés pour connaître la véritable condition des peuples en guerre et l'opportunité d'intervenir dans le conflit.

Il est plus difficile de savoir ce qui se passe chez les belligérants et de juger des sentiments créés ou éveillés par la démarche du président des États-Unis. Là la censure et le jingoïsme ont toute latitude pour nous tromper. On s'est appliqué jusqu'ici à nous transmettre les expressions d'opinion hostiles ou peu favorables. Il nous arrive cependant de significatives échappées de lumière. En Angleterre comme en Allemagne, — où la censure est moins sévère qu'en France et en Russie — la presse modérée semble suggérer assez généralement une réponse favorable à l'invite de M. Wilson. Elle conseille aux deux gouvernements de préparer le terrain d'une discussion utile en formulant leurs prétentions respectives.

Par contre, les partisans de la guerre à outrance se sont jetés sur le président comme une meute de chiens enragés. En Allemagne, les junkers le dénoncent comme complice des pays de l'entente. En Angleterre, les organes de la clique Harms-

worth le traitent de pro-Allemand. C'est bon signe. C'est la tactique usuelle des profiteurs de guerre et des faux patriotes, en tout temps et en tout pays, de dénoncer comme "traîtres" les hommes assez courageux pour combattre les passions démagogiques et mettre le salut de la nation et l'intérêt général de l'humanité au-dessus des abominables coalitions d'intérêts qui attisent et exploitent la haine des peuples.

Le président Wilson a mérité d'être traité comme le Pape, dénoncé, lui aussi, comme agent de l'Allemagne. Mais l'iniquité se ment à elle-même et se prend dans ses propres filets. Après avoir reproché au gouvernement américain de préférer les avantages matériels au salut de la liberté et de la démocratie, les vampires d'outre-mer lui font maintenant un crime de vouloir mettre fin au conflit, source de profits inouïs pour son propre pays. La contradiction ne peut manquer de frapper les esprits avertis.

La vérité, c'est que, tout en se préoccupant d'abord de la grave situation où son pays peut se trouver placé si la guerre se prolonge — son secrétaire d'État l'a signalé dans une déclaration subséquente — le président Wilson, comme le Souverain Pontife, a pris la seule attitude qui réponde aux besoins généraux du monde, la seule aussi qui offre aux nations en guerre une chance de sortir honorablement du conflit avant leur total épuisement. Et c'est cela que les peuples et les armées des deux coalitions ne tarderont pas à comprendre, s'ils ne le savent déjà.

\* \* \*

Plus significative encore que l'accueil des pays neutres et des groupes favorables à la paix, en pays belligérants, est l'attitude de réserve adoptée par les gouvernements des trois principaux pays de l'Entente: France, Russie, Angleterre. Ces gouvernements viennent de se reconstituer en vue de la guerre à outrance; et pourtant, aucun d'eux n'a encore fermé la porte aux conseils pacifiques de M. Wilson, aucun n'a même rejeté *complètement* les ouvertures de l'Allemagne et de l'Autriche.

En Angleterre surtout, cette hésitation est significative. Le nouveau cabinet est un cabinet de guerre. On n'a peut-être

pas suffisamment remarqué ce passage d'une dépêche du correspondant particulier de la *Gazette* à Londres : "*When the full story of the recent crisis comes to be told, it will be found that one of the chief underlying reasons for the campaign which undermined the coalition was the idea that there existed in the Cabinet a strong tendency in favour of peace by negotiation, not, of course, a peace which abandoned the hope of achieving the objects for which England went to war, but a peace that would satisfy every thinking mind in this country.*"<sup>1</sup>

Ainsi, de l'avis d'un publiciste généralement bien renseigné — avis exprimé et transmis sous l'œil vigilant de la censure anglaise — le cabinet Lloyd George s'est constitué principalement pour empêcher une paix. "qui aurait satisfait tout esprit réfléchi", en Angleterre. Voilà un formidable aveu, qui en dit long sur les intentions *humanitaires* des tories et de leur chef néophyte. Néanmoins, la pression de l'opinion favorable à la paix est telle que le premier ministre lui-même n'a pas osé arborer toutes ses couleurs, ni fermer la porte à l'intervention du président des États-Unis, ni même rejeter totalement les ouvertures de l'Allemagne.

Il est devenu très difficile de recueillir les preuves du mouvement pacifiste en Angleterre. La censure, qui n'a pas osé suspendre la publication du *Labour Leader*, organe du parti ouvrier indépendant, en interdit la circulation aux colonies. Elle a frappé d'un embargo analogue maintes publications anglaises, favorables à la paix et hostiles à la conscription. Le motif de ces mesures extraordinaires est patent : on ne veut pas, en laissant savoir aux *sauvages* des colonies que nombre d'Anglais en ont assez de la guerre, entraver le recrutement colonial déjà fort ralenti.

On n'a pas osé, cependant, empêcher la transmission au Canada de l'opinion caractéristique du *Guardian*. Ce journal est peut-être, aujourd'hui, l'interprète le plus libre et le plus sincère de la meilleure catégorie d'Anglais, la plus saine, la plus pondérée, la plus éloignée des excès contraires du socialisme et de l'impérialisme, dont le monstrueux accouplement est en train de se consommer dans la personne de Lloyd George.

<sup>1</sup> *Gazette* du 21 décembre 1916.



Or, au lendemain du discours d'inauguration du nouveau premier ministre, le *Guardian* faisait observer que "M. Lloyd George n'a pas fermé la porte à la paix avec la violence "qu'espéraient quelques-uns parmi les moins équilibrés de ses "partisans." Et il ajoutait: "En Angleterre, comme dans "tous les pays en guerre, une opinion considérable, *malheur-* "sement peu exprimée, désire un effort sérieux de la part des "hommes d'État européens afin d'arrêter le carnage... Cette "opinion croissante a le devoir de s'imposer à chaque gouverne- "ment de l'Europe; et, pour s'imposer, elle doit prouver sa "détermination de ne négliger aucune occasion propice pour "connaître les intentions de l'adversaire... Si les armées "elles-mêmes pouvaient parler, cette opinion se révélerait plus "forte et plus nette encore que dans les foyers où les soldats de "toutes ces armées désirent ardemment rentrer. C'est de "cet état d'esprit que la paix sortira éventuellement." <sup>1</sup>

Cette brève analyse de la situation est probablement exacte. Mais, d'un mot, le *Guardian* en marque la sanglante équivoque. L'opinion favorable à la paix "s'exprime peu" et sourdement; ses interprètes sont isolés, impuissants, traqués et dénoncés comme "traîtres" — pro-allemands, ici comme en Angleterre, anglophiles en Allemagne. Les protagonistes de la guerre à outrance sont légion. Les uns, grassement payés par les vampires qui ont provoqué la guerre et qui en profitent, les autres, démagogues ou poltrons, toujours prêts à hurler avec les loups, ils dominent les parlements, les tribunes publiques, la plupart des journaux et jusqu'aux chaires de maints temples censément consacrés au culte du Dieu de paix et de charité. Dans chaque pays, ils terrorisent la population en lui prédisant les pires malheurs à brève échéance, si la paix se conclut avant que l'ennemi ne soit écrasé; ils flattent l'orgueil et la cupidité nationale en faisant miroiter les immenses avantages d'une victoire complète.

\* \* \*

Le passage le plus vrai du manifeste de M. Wilson, celui qui jette le jour le plus lumineux sur l'horrible inutilité de ce

<sup>1</sup> Traduit du texte publié par la *Gazette* du 21 décembre 1916.

massacre, c'est le paragraphe où le président fait observer aux gouvernants des pays en guerre que, d'après leurs déclarations officielles, ils poursuivent tous le même objet. C'est rigoureusement vrai, en bien et en mal, et c'est également vrai pour les peuples et pour ceux qui les dominent. Chaque peuple est convaincu qu'il se bat pour le droit de vivre; et les êtres diaboliques qui s'enrichissent des œuvres de mort lui persuadent qu'il ne peut vivre qu'en écrasant le peuple qu'il combat.

Il n'est pas étonnant que cette seule observation ait, plus que tout, excité la rage des profiteurs du massacre. Lorsque les peuples mutilés en auront pénétré toute la profonde vérité, le pouvoir des buveurs de sang aura cessé, et la paix se fera.

Il restera alors à reconnaître cette autre vérité, si fortement exprimée par le Souverain Pontife, que la paix ne peut se conclure, à moins que chacun des belligérants n'accepte "les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers", et que, pour être "juste et durable", cette paix "ne doit pas profiter à une seule des parties, mais à toutes."

Tant que la conscience et la raison des gouvernants et des peuples ne seront pas pénétrées de cette double vérité, et n'en auront pas imposé la reconnaissance aux démagogues qui s'obstinent à leur verser le poison de la haine, de l'orgueil et de la cupidité, le massacre continuera.

A tous ceux qui croient à l'intervention de Dieu dans les affaires humaines incombe plus que jamais le devoir de prier pour que la paix se rétablisse — non pas la paix que préconisent les fauteurs de haine et les esprits à courte vue, qui veulent enrôler jusqu'à Dieu dans les rangs de l'une ou de l'autre des coalitions;<sup>1</sup> mais la paix "juste et durable" que demande le pape; la paix qui ne profite à aucun de ceux qui ont préparé la guerre, de près ou de loin; la paix qui rende la vie à tous les

<sup>1</sup> Ces paroles ne visent nullement les prières sincères et ferventes des chrétiens de chacun des pays en guerre, qui croient sincèrement combattre pour la justice et le bon droit. J'ai voulu simplement stigmatiser ceux qui exploitent la religion au profit des passions et des cupidités de leur pays et qui n'ont rien fait pour répondre au désir du Saint-Siège en préparant les voies à une "paix qui ne profite pas à une seule des parties mais à toutes et qui soit, par suite, juste et durable."

peuples, victimes des haines et des cupidités de ceux qui les ont menés à la boucherie.

\* \* \*

Cet article était écrit et livré à la composition avant la publication de la réponse de l'Allemagne à la note du président. Cette réponse ne précise qu'un point : la convocation d'une conférence des belligérants, en pays neutre. Cela paraît peu, mais c'est tout de même un pas décisif en avant. C'est de cette façon que toute paix se prépare. Plus que jamais les gouvernements de l'Entente ont le devoir de prendre l'Allemagne au mot et de la mettre en demeure de démontrer sa sincérité en formulant ses propositions dans une conférence préliminaire.

---

*Il ne m'a pas paru nécessaire de reproduire ici aucun des articles dans lesquels j'ai noté, à l'occasion, les symptômes de l'évolution rapide accomplie par le président des États-Unis, entre la date de sa note aux belligérants, analysée dans l'article ci-dessus, et le moment où il a jugé nécessaire de précipiter son pays dans le conflit. On trouvera ces articles dans la collection du Devoir : 6 février 1917, Les États-Unis et la guerre ; 7 mars, La crise américaine — Paix ou guerre ?*

*Dans une série d'articles publiés du 7 au 19 mai 1917, j'ai fait l'analyse succincte des causes et des motifs qui ont entraîné les États-Unis dans la guerre. Ces articles ont été réunis et publiés en brochure sous le titre : L'intervention américaine — ses motifs, son objet, ses conséquences.*

## *Après la Guerre, la Révolution*<sup>1</sup>

### I

23 avril 1917

A maintes reprises nous avons signalé le caractère nettement révolutionnaire de l'intervention du Canada dans le conflit européen. Le gouvernement et le parlement auraient pu, sans violer aucun principe, aucune tradition, et en réservant toutes les éventualités futures, décréter la participation du Canada, comme nation, pour la défense de ses intérêts menacés par la coalition germanique. Nos gouvernants ne l'ont pas voulu. Dès le début, au risque de rompre l'unité nationale, ils ont tenu à marquer notre intervention au coin de l'impérialisme britannique. C'est pour la défense de l'Empire que nous nous battons; c'est en reconnaissance du principe de la solidarité impériale, repoussé comme faux et dangereux pendant plus d'un siècle et posé, timidement, pour la première fois, lors de l'abominable guerre sud-africaine. A cette besogne révolutionnaire se sont appliqués les politiciens des deux partis et toute la presse servile ou vénale. A ceci il n'y a rien de nouveau ni d'extraordinaire. Il y a beau temps que les chefs de parti sont les instruments de l'impérialisme britannique et de la haute finance anglaise. Leurs différences d'attitude, depuis près de vingt ans, étaient toutes de surface. Sir Wilfrid Laurier, plus adroit ou moins audacieux que sir Robert Borden, a mieux caché son jeu. Il a mené ses manœuvres impérialistes sous un masque plus ou moins badigeonné de nationalisme, selon les circonstances. Ses apparentes réactions contre l'impérialisme et le militarisme ont

<sup>1</sup> Le premier de ces articles porte la marque évidente de nos querelles intestines et des conflits locaux d'opinion. En dépit de cet inconvénient, je n'ai pas cru devoir l'éliminer de ce recueil, parce qu'il indique clairement le lien qui, à nos yeux, rattache la révolution constitutionnelle opérée au Canada, à la faveur de la guerre, à la révolution générale qui se poursuit dans le monde. Je réitère ici la prière adressée au lecteur, dans l'*avertissement*, de ne pas me prêter le dessein de mettre nos opinions sur cet aspect particulier de la situation à l'abri de notre adhésion à l'attitude du Souverain Pontife sur les affaires générales du monde.



simplement marqué les étapes de la déroute et caché aux yeux de ses fidèles le fatal aboutissement où il les menait. Le parti tory a le mérite relatif d'être allé droit au but. Le clan "autonomiste" du Québec a mis à sa trahison et à ses volte-face une cynique franchise qui vaut mieux, somme toute, que les multiples contorsions des "rouges", de 1896 à 1914. La guerre a mis fin à toutes les équivoques et consommé l'alliance complète des deux partis. La "trêve" conclue en 1914 n'a pu, il est vrai, résister à la soif du pouvoir. Bleus et rouges se sont repris à s'entre-déchirer pour le *patronage*, les places, les contrats plantureux et le *boodlage*. Mais sur le fond même de la question, sur la révolution impérialiste opérée et sanctionnée par la guerre, ils sont restés d'accord.

\* \* \*

Mais ce que la guerre a produit d'entièrement nouveau et de plus déconcertant, c'est l'appui moral et la complicité que la révolution impérialiste a trouvés dans toutes les classes dirigeantes de la société. Évêques et financiers, publicistes et professionnels, ont donné dans le mouvement avec un ensemble, une ardeur, un zèle qui révèlent la force effective du travail de propagande, antérieur à la guerre, dont lord Grey a été le facteur le plus puissant.

Qu'on le note bien: ce qui marque le caractère révolutionnaire de l'intervention, ce n'est pas le fait même de cette intervention. Dès le début, nous avons indiqué dans quelles conditions le Canada pouvait faire cause commune avec les Alliés sans compromettre l'avenir. Nous avons suggéré un mode d'action qui eût été, en fait, beaucoup plus utile à la France, à la Belgique et même à l'Angleterre que la politique adoptée — et ceci suffit à faire justice des accusations "*d'ingratitude*" envers nos deux "mères-patries." Mais ce que les impérialistes voulaient, et ce qu'ils ont obtenu, c'était de lier le Canada au sort de l'Angleterre, au nom du principe de la solidarité impériale et — nous le verrons dans un instant — à la cause de la démocratie universelle.

C'est cela qui constitue le caractère révolutionnaire de l'intervention; et c'est pour l'avoir dénoncé sans relâche que

nous nous sommes attiré la haine des fauteurs de la révolution et le courroux de leurs complices. Les uns nous en veulent d'avoir dévoilé leurs desseins, les autres d'avoir démontré leur aveuglement.

La haine des impérialistes et des politiciens est toute naturelle. Le courroux de leurs dupes est moins explicable — sauf par cette tendance de l'humaine nature d'en vouloir davantage à ceux qui dévoilent la duperie qu'à ceux qui l'organisent.

En l'occurrence, dupeurs et dupés s'unissent pour dénoncer ceux qui ont eu le courage de révéler la grandeur du péril et son caractère révolutionnaire. S'imaginent-ils que, nous en moins, le peuple n'aurait jamais mesuré la profondeur de l'abîme où ils l'ont mené? C'est l'éternelle illusion des fauteurs de révolution, de leurs dupes et de leurs complices, de croire qu'ils peuvent à leur gré aveugler le bon sens populaire et déguiser toujours la vérité sous la duperie des formules creuses et des arguments à côté

Ceux qui se sont trompés de bonne foi, loin de nous en vouloir, devraient nous remercier d'avoir déchiré le voile des illusions. Une résistance qui voit clair et qui raisonne est infiniment moins dangereuse que la brusque révolte d'un instinct traditionnel contre une erreur systématiquement entretenue.

C'est pour accomplir la même tâche, ingrate, ardue, mais nécessaire — d'autant plus nécessaire qu'elle trouve si peu d'ouvriers — que nous croyons devoir souligner le caractère de plus en plus révolutionnaire que prend, dans son ensemble, la guerre européenne, du côté des Alliés.

## II

24 avril 1917

On sait à quel point hommes d'État, politiciens et journalistes ont abusé des mots "démocratie," "liberté," "affranchissement des peuples." Tant qu'il s'est agi de phrases creuses, personne ne s'en est inquiété, pas assez peut-être. Les événements commencent à démontrer que sous la vibration sonore des mots se cachait un dessein suivi, une politique d'ensemble, dont la révolution russe n'est que le premier jalon.

Et cette politique, c'est beaucoup moins de libérer les nations opprimées par un joug étranger — Belgique, Serbie, Irlande, Pologne ou Finlande — que de renverser dans tous les pays, alliés ou ennemis, la forme monarchique de gouvernement.

Afin de mieux déguiser la pensée inspiratrice et la portée réelle du mouvement, la presse officielle, officieuse ou reptile des pays alliés a fait chorus pour répandre la légende que la révolution russe avait été précipitée par les intrigues allemandes de la cour du Tsar. Depuis trois ans, on nous avait peint l'Empereur comme le modèle des souverains, ami de la paix, protecteur de la Pologne renaissante, loyal allié de l'Angleterre et de la France. Avec la répugnante bassesse qui caractérise les révolutionnaires et les démagogues de tous les temps et de tous les pays, les mêmes gens se sont rués sur le cadavre vivant du malheureux empereur; ils ont applaudi à sa déchéance et à ses humiliations; ils l'ont représenté comme un *minus habens*, entortillé dans les jupons de sa femme; ils l'ont dénoncé comme espion et complice des ennemis de sa patrie.

A mesure que la vérité perce à travers la couche épaisse de la censure *démocratique* et des mensonges révolutionnaires, la réalité apparaît.

Le programme du gouvernement provisoire était à lui seul toute une révélation. Sur huit articles, pas un ne concernait la guerre. Tous comportaient des transformations politiques et sociales d'une immense portée. Et le gouvernement s'engageait à les exécuter sans attendre la fin de la guerre.

Dès le lendemain de la révolution, un publiciste russo-juif réfugié à New-York depuis quelques années a eu la franchise de le dire: ce n'est pas la haine de l'Allemand qui a fait la révolution, ce sont les souffrances matérielles et les revendications politiques et sociales: "*bread and liberty*." A quoi tendent ces revendications, on commence à l'entrevoir. Que ce branle-bas, qui menace de dépasser, à certains égards, les excès de la Révolution française, puisse s'opérer sans affaiblir considérablement les forces de résistance de la Russie contre la nouvelle agression germanique qui se prépare, personne ne le croit. Et cependant, les gouvernants de France et d'Angleterre ont acclamé la révolution plus qu'une défaite de l'ennemi commun. Ils l'ont fait avec un empressement qui

a permis à l'organe du jingoïsme canadien, le *Star*, d'écrire, dès le lendemain de la déchéance du Tsar, que les *gouvernements français et anglais* avaient probablement aidé les révolutionnaires à jeter à bas l'allié du Roi d'Angleterre et du Président de la République française<sup>1</sup>. On établirait, dans dix, vingt ou cinquante ans, que le déclanchement de la révolution russe a été l'une des conditions préalables de l'entrée des États-Unis dans la guerre qu'il n'en faudrait pas être autrement étonné.

\* \* \*

Mais, objectera-t-on, comment concevoir que des chefs d'État aient pu prendre une telle responsabilité, manquer à ce point à la loyauté de leur alliance avec le Tsar, compromettre aussi gravement la sécurité commune? La réponse, on l'entrevoit dans les paroles que prononçait, au lendemain de la révolution russe, le plus conservateur des républicains français, le premier ministre de France:—

“Ce qui fait notre force,” disait M. Ribot, “c’est que nos “alliances ne sont pas fondées uniquement sur des intérêts, “mais qu’elles sont vivifiées par un *idéal commun*, par cet “espoir de liberté et de fraternité que la Révolution française “a eu l’immortel honneur de proposer au monde et qui, “*en devenant partout en Europe une réalité*, sera une des meilleures garanties de la paix entre les peuples qu’appelait “récemment de ses vœux le président de la grande république “américaine, et *une des conditions de l’organisation de la société “des nations*.”

“Nous saluons le travail d’émancipation qui s’accomplit “chez le noble peuple [russe] auquel nous unit une alliance déjà “vieille de plus d’un quart de siècle, et nous souhaitons de “tout notre cœur que le développement des institutions représentatives fondées sur la souveraineté populaire puisse s’y

<sup>1</sup> «As the British and French Governments had established relations with «the new Russian Government — in the form of the Executive Committee of «the Douma — before any news of the revolution had been allowed to reach «the outside world at all, we may surely infer that they were not kept in ignorance «of the progress of events, and may easily have had some share in bringing «them about. Revolutions against incompetence had already occurred in «both Britain and France themselves. The existing British Government «is the child of revolution...» — *Star* du 16 mars 1917: The Russian Revolution.



“achever sans violence et sans troubles profonds, *pour servir d'exemple aux autres nations*<sup>1</sup>.”

Naturellement, M. Lloyd George, révolutionnaire par tempérament, a relancé M. Ribot. En télégraphiant aux insurgés triomphants les félicitations officielles de l'Angleterre, il ajoutait: “C'est le plus grand service que la Russie ait rendu à la cause des Alliés!” — “J'aime la révolution partout,” s'écriait-il un jour, en ma présence, dans une réunion intime. Et je vous assure que le cri partait du cœur.

\* \* \*

“Ce sera maintenant le tour des Hohenzollerns et des Hapsbourgs,” a crié d'un commun accord la presse d'Europe et d'Amérique, au lendemain du jour où le prince “ami de la paix,” “protecteur de la Pologne,” “loyal allié de la France et de l'Angleterre,” perdait sa couronne et sa liberté.

Entraînés par la haine folle de l'Allemand, qui hypnotise à peu près tout le monde, de ce temps-ci, certains journaux catholiques et conservateurs des pays alliés ont fait écho à ce cri de la presse révolutionnaire. Ils n'ont pas pris garde que cette menace ne s'attaque pas seulement aux hommes qui portent actuellement la couronne de Charlemagne et celle de Saint-Étienne, mais à tous les rois, à l'institution monarchique elle-même.

“Ce sera aussi le sort de Constantin de Grèce,” ont ajouté quelques journaux. Et voici que l'un des organes de l'opinion la plus modérée de l'Europe, l'*Écho de Paris*, reprend ce thème.

Les dépêches d'hier nous apprennent que les socialistes de Suède s'agitent et demandent du pain — et la république!

Mais ce qui jette le jour le plus éclairant sur l'inspiration et la portée de cette propagande anti-monarchiste et révolu-

<sup>1</sup> *Déclaration ministérielle*, lue à la Chambre des députés le 21 mars 1917. La citation ci-dessus est empruntée au compte rendu officiel, reproduit dans le *Gaulois* et dans la plupart des journaux parisiens du 22 mars.

<sup>2</sup> «*I believe that the revolution whereby the Russian people have based their destinies on a sure foundation of freedom is the greatest service which they yet made to the cause for which the Allied peoples have been fighting since August 1914*». Dépêche du premier ministre britannique au chef du gouvernement provisoire russe, 21 ou 22 mars 1917, reproduite textuellement dans la *Gazette* (de Montréal) du 23 mars.

tionnaire, c'est bien l'appel de l'écrivain anglais, H. G. Wells, en faveur du renversement de la monarchie anglaise<sup>1</sup>. M. Wells ne saurait être taxé de pro-germanisme, ni de tiédeur pour la cause des Alliés. Il a été, dès le début, l'un des plus féroces dénonciateurs de la "barbarie des Huns," l'un des protagonistes les plus ardents de l'alliance franco-anglo-russe et de la guerre à outrance. Le seul fait que le *Times*, tout en combattant sa thèse, lui ouvre ses colonnes; — et que la censure anglaise en laisse *télégraphier* à l'étranger un copieux résumé alors qu'elle interdit la circulation et la reproduction des écrits beaucoup moins révolutionnaires, mais favorables à une paix honorable, de la *Nation* et du *Labour Leader*; — ce seul fait en dit long sur la pensée inspiratrice et sur la puissance du mouvement. Il ne faudrait pas croire non plus à sa soudaineté. Quelque temps avant de mourir, Edouard VII aurait dit à son fils: "Vous serez roi d'Angleterre, mais vous serez le dernier." Ce renseignement, je le tiens de quelqu'un très bien placé pour savoir la vérité.

Partout, qu'on le note bien, les protagonistes de la révolution sont les dénonciateurs les plus ardents de toute tentative de paix. Leur calcul est évident. Ils comptent sur les souffrances et l'exaspération des masses populaires, énervées et aigries par la guerre à outrance, pour faire triompher leurs projets.

### III

25 avril 1917

Je ne me pose pas en défenseur des monarchies. Je ne crois pas plus au "droit divin" des rois qu'au "droit divin" des peuples. En fait de "droit divin", je ne crois qu'au droit de Dieu. Toute forme de gouvernement qui répond aux traditions, au tempérament, aux conditions générales d'un peuple, et dont l'autorité s'appuie sur les principes essentiels des sociétés, est bonne. Toute autorité légitime, quelle que soit la forme de gouvernement, "vient de Dieu."

Mais je ne crois pas aux révolutions — pas plus aux révolutions "démocratiques" qu'aux révolutions impérialistes.

<sup>1</sup> Lettre publiée dans le *Times*, le 21 avril 1917. Le *Devoir* en a publié une traduction le même jour. M. Wells a développé et accentué sa pensée dans la *New Republic* (de New-York), numéro du 19 mai 1917.

Et surtout je ne crois pas à la Révolution. Je ne reconnais pas aux Français, aux Anglais, aux Américains, ni à nous-mêmes, le droit d'imposer à tous les peuples un gouvernement "démocratique," pas plus qu'aux Allemands celui de nous inculquer leur *Kultur* ou leur gouvernement militaire.

Cette propagande révolutionnaire, poussée en pleine guerre, avec la complicité tacite ou avouée des gouvernements, ne me dit rien qui vaille.

Les esprits courts — ils sont légion au Canada et tiennent le haut du pavé — se sont obstinément refusé jusqu'ici à voir le lien intime qui rattache l'impérialisme britannique à la révolution universelle. Certains ont même entrepris de prouver que le droit naturel et le devoir d'obéissance au Roi nous commandaient de prendre part à la guerre "de la démocratie contre l'autocratie." Persister dans ces illusions, à la lueur des événements qui se déroulent, des situations qui se dessinent, deviendrait de l'idiotie ou pure complicité avec la révolution.

Loin d'être contraires ou étrangères l'une à l'autre, la révolution impérialiste accomplie à l'intérieur de l'Empire et la révolution universelle activée principalement par l'Angleterre dans le monde entier, se coordonnent et s'aident mutuellement. L'impérialisme britannique, je l'ai démontré ailleurs, n'a rien de commun avec le régime monarchique et traditionnel que les Pères de la Confédération avaient résolu de reproduire au Canada. C'est au contraire sur les bases et au moyen de la démocratie ploutocratique que les impérialistes ont entrepris de coaliser les forces militaires des pays britanniques autonomes. On ne s'y trompe pas, à l'étranger. En janvier dernier, le *Petit Parisien* publiait à ce sujet un article signé Th. Millet. En voici le passage le plus saillant :

"Quelle que soit sa forme éventuelle, la *République impériale britannique* sera donc vraisemblablement la réalité "de demain. Quelles seront les conséquences de ce fait nouveau ? Tout d'abord, un accroissement prodigieux de la "puissance militaire anglaise. Le premier soin du futur gouvernement impérial sera, à coup sûr, d'organiser, en vue de la "défense de l'Empire, les forces vives, *désormais mises en "commun*. Or, les *Dominions* comptent déjà une population

“de 15 millions, *réservoir de troupes indigènes*, auquel on pourra “faire appel dans l’avenir — appel d’autant plus large que “l’Inde sera, elle aussi, représentée au sein du gouvernement “impérial — l’Inde avec ses 300 millions d’habitants!

“Il faut s’attendre également à voir l’Empire adopter, “au point de vue économique, le principe de la préférence “douanière... Tant que l’Empire était un grand corps *sans* “*tête*, ceux qui rêvaient de le doter d’un régime économique “commun mettaient la charrue devant les bœufs. Mais tout “changera le jour où l’Empire sera pourvu d’un gouvernement “suprême: l’unité politique se couronnera, naturellement, “d’une certaine unité économique, et les 400 millions d’hom- “mes qui vivent sous l’*Union Jack* associeront *leurs richesses* “*comme leurs forces militaires*.”

On ne saurait résumer plus exactement tout le programme impérialiste. Ce n’est pas un choix hasardé ou indifférent de mots qui a inspiré au publiciste français cette définition de “corps sans tête” appliquée à l’Empire d’avant-guerre et ce titre de *République impériale* dont il gratifiait, trois mois avant M. Wells, la future association britannique. Deux obstacles entravaient la réalisation du rêve impérialiste: l’autonomie des colonies et la monarchie traditionnelle. Grâce à la complicité, à la faiblesse ou à l’aveuglement des chefs politiques et sociaux des colonies, le premier obstacle est renversé. Canadiens et Australiens, Neo-Zélandais et Sud-Africains (ceux-ci, beaucoup moins), se sont empressés d’abattre les assises séculaires de leurs libertés et de lier leur sort aux armes de l’Angleterre. On va maintenant s’attaquer au second obstacle.

Dans son intéressante étude de ce gigantesque problème, M. Lionel Curtis a démontré l’absurdité de la situation faite au Roi par l’introduction et la pratique du principe de la solidarité impériale.<sup>1</sup> Il ne va pas jusqu’à suggérer la suppression de la monarchie. D’autres le feront. M. Wells, qu’on en soit certain, n’est qu’un précurseur. C’est l’attacheur du grelot. Qu’il ait réussi à l’accrocher à la sonnette retentis-

<sup>1</sup> *The Problem of the Commonwealth*, analysé et commenté dans mes deux brochures: *Le problème de l’Empire* et *Independence or Imperial Partnership?*



sante du *Times* est un signe des temps. Lord Northcliffe et toute la clique impérialiste n'hésiteront nullement à faire découronner le roi et à jeter la monarchie à bas, si cela est nécessaire pour assurer le triomphe de la plouto-démocratie armée dont ils se sont constitués les hérauts.

\* \* \*

Il est donc rigoureusement exact de dire qu'en prenant part à la guerre au nom du faux principe de la solidarité impériale, en liant le sort du Canada aux armes de l'Angleterre, nous avons aidé à saper les fondements de la monarchie britannique.

Si, pour se dérober à ces ennuyeuses conséquences de la légèreté avec laquelle le Canada s'est prêté au jeu de la révolution, l'on objecte que notre pays, notre gouvernement n'est pas complice de ce mouvement révolutionnaire, la réponse est facile. D'abord, il y a telle chose que la complicité *par le fait*, plus complète, souvent, et plus effective que la complicité d'intention. Et puis, est-on bien sûr que la complicité d'intention n'existe pas? Que l'on compare les formules employées, depuis le commencement de la guerre, par nos gouvernants et nos chefs de parti, et celles des chefs du mouvement en Europe. Si cela ne suffit pas, qu'on relise les déclarations du premier ministre du Canada, transcrites textuellement par l'un des artisans les plus actifs, en sous ordre, de l'alliance anglo-française, M. Henry Davray — le propre traducteur des œuvres littéraires de H. G. Wells.

Voici ce que M. Borden déclarait, en 1915, à M. Davray :  
"Nous tenons de la mère patrie des institutions de liberté  
"et d'indépendance, et nous les défendrons avec elle jusqu'au  
"dernier homme, jusqu'au bout de nos ressources, plutôt que  
"de subir le vasselage et l'oppression germaniques. Nos  
"pères ont combattu et ont versé leur sang pour ces libertés  
"qui sont notre bien, pour cet *idéal d'indépendance individuelle*  
"*et nationale* qu'ont répandu par le monde l'Angleterre *démocratique* et la France des *Droits de l'homme*(!). Tout cela a  
"été rejeté brutalement dans la balance aujourd'hui, et c'est  
"*pour cela* que nous devons et que nous ne pouvons succomber

“dans cette guerre.”<sup>1</sup> N'est-ce pas absolument le thème repris, à deux ans de distance, par M. Ribot ?

Ainsi, c'est bien entendu : au propre témoignage du premier ministre du Canada, “l'idéal” pour lequel nous nous battons, c'est l'idéal commun de “l'Angleterre démocratique” et de “la France des Droits de l'Homme.” Cet “idéal” est maintenant celui de la Russie révolutionnaire, communiste et nihiliste ; c'est également celui de la république américaine. C'est pour en assurer le triomphe universel et permanent, dans le monde entier, que Lloyd George et Ribot, Wilson et Milioukoff, Roosevelt et Wells, convient les “grandes démocraties” des deux continents à combattre sans relâche et à repousser toute paix, toute entente avec “Guillaume de Hohenzollern” et “Charles de Hapsbourg.” Que “Georges de Hanovre” y laisse aussi sa couronne, c'est la conséquence qu'on entrevoit déjà en Angleterre. Et l'on peut être assuré que les républicains d'Amérique, les sectaires de France et les révolutionnaires de Russie, nos alliés dans la lutte de la “démocratie” contre “l'autocratie,” acclameront la chute de “Georges de Hanovre” comme ils ont salué la déchéance de “Nicolas Romanoff.”

\* \* \*

Un vieil observateur des révolutions me communiquait récemment un extrait du “Compte-rendu des travaux du Grand Orient de France,” du 16 janvier au 21 février 1897. “La grande mission de la France,” décrétait alors le Concile de l'Église maçonnique, “est de présider à l'œuvre de l'organisation de la démocratie — en un mot, à l'organisation de la République Universelle.”

D'habitude, j'accueille avec une certaine méfiance les citations maçonniques ou anti-maçonniques. Il me paraît qu'en exagérant l'importance de la franc-maçonnerie la plupart des anti-maçons font la part trop belle aux autres agents du mal. Mais l'on ne saurait nier que les événements sont en train de justifier singulièrement les espérances de la haute maçonnerie française. Et son moindre motif de réjouissance

<sup>1</sup> *Chez les Anglais pendant la grande guerre* — Paris, Plon-Nourrit, 1916.

ne sera pas d'avoir entraîné à sa suite une foule de catholiques, aveuglés par les passions ou les terreurs du moment.

Si la franc-maçonnerie internationale, toute puissante qu'elle est, était le seul agent de la révolution "démocratique," le bon sens populaire et les traditions nationales suffiraient peut-être à lui faire échec. Je ne suis pas de ceux qui croient à l'invincibilité des sociétés secrètes. Leur puissance d'action provient en partie de la légende créée autour d'elles, et surtout de leur aptitude à s'associer à d'autres forces et à tous les courants qui passent. En l'occurrence, le plus puissant auxiliaire, sinon la force dirigeante de la révolution, c'est la ploutocratie internationale, qui a mesuré tout ce qu'elle peut tirer des prétendues démocraties et des politiciens de bas acabit qui en sont le produit. Comme dans toutes les révolutions, les masses populaires, affolées par la griserie des mots, se prêtent au jeu de ceux qui les exploitent. Et, ce qui est plus triste encore, et plus grotesque, c'est qu'une foule d'hommes aptes, par leurs fonctions dans l'Église et dans l'État, à éclairer le peuple, à le mettre en garde contre le péril, se font, par aveuglement, par vanité, ou par légèreté d'esprit, les instruments et les complices de la révolution.

Décidément, dans toute cette situation, il me paraît de plus en plus évident que Benoît XV a vu plus clair que beaucoup d'autres; et je persiste à croire qu'en refusant de nous enthousiasmer outre mesure pour la guerre, nous nous sommes montrés patriotes aussi clairvoyants que les emballés du jingoïsme et de l'intégrisme, et plus fidèles sujets du roi d'Angleterre que les Anglais qui suggèrent aujourd'hui de le découronner, afin de compléter le triomphe de la démocratie.

## *L'appel du Pape*<sup>1</sup>

18 août 1917

Le nouvel appel du Souverain Pontife aux nations en guerre ne dût-il produire aucun résultat immédiat qu'il serait encore d'une immense valeur morale. C'est un jet de lumière dans les ténèbres de mensonge où l'humanité se débat; c'est une preuve éclatante que toute dignité, que toute raison humaine, n'ont pas abdiqué; c'est un espoir de survie pour les peuples mutilés, pour la civilisation chrétienne en péril.

Cette parole de lumière et de vie, le Pape seul pouvait la prononcer et pourra continuer à la répéter jusqu'à ce que les peuples arrachés à leur délire l'entendent et la suivent. Seul au monde le Pape possède une autorité assez étendue, assez haute et assez complète pour arbitrer les conflits du monde. Sa souveraineté morale se fortifie de son impuissance matérielle, de son entier désintéressement des conflits humains. Au milieu des ruines sanglantes et fumantes accumulées par la force brutale mise au service des passions de race, des ambitions particulières des nations, des effroyables cupidités de la ploutocratie internationale, il reste le dernier champion et le sublime interprète du Droit, de la Vérité, de la Justice, de la Charité.

Les solutions concrètes qu'il suggère pour mettre fin au massacre, pour empêcher l'Europe de "consommer son suicide" et pour assurer une paix "juste et durable", ne sont pas nouvelles ni extraordinaires: c'est même cela qui en marque le caractère éminemment *pratique*. D'autres que Benoît XV les ont suggérées, avant et pendant la guerre. Mais il leur apporte le poids de son autorité suprême et de son entier détachement des causes humaines. Il leur insuffle les principes éternels de vérité et de justice et leur inculque par là un élément de per-

<sup>1</sup> Le texte de la note pontificale et de la lettre de son Éminence le cardinal Gasparri la transmettant au roi d'Angleterre est reproduit en entier, dans cette brochure, comme appendice V. Je réitère ici l'observation faite précédemment sur les différences de mots qu'on pourra relever entre ce texte et les citations faites au cours de mon article.



manence et de vitalité qu'aucune autre autorité humaine, aucune école de philosophie, aucune puissance matérielle ne sauraient donner.

Comme toutes les paroles du Saint-Siège, la note du Souverain Pontife est rédigée avec autant de courage que de prudence et de simplicité. Seule une lecture attentive, intelligente, faite de bonne foi, en pleine connaissance des faits, peut révéler l'ampleur et la puissance de cette pièce magistrale. La grandiloquence verbeuse et tortueuse en est totalement absente. Par contre, les pensées les plus fortes, les conseils les plus lumineux, les réserves les plus importantes sont exprimés en fort peu de mots; et ces mots sont choisis avec un soin extrême, avec le souci évident de ménager les susceptibilités les plus revêches autant que les douleurs les plus légitimes.

Loin d'être touchés de ces ménagements, les ennemis du Pape et de l'humanité, violemment intéressés à prolonger le massacre, en profitent pour dénaturer la pensée et la parole du Souverain Pontife, pour escamoter aux yeux de leurs dupes et de leurs victimes la véritable portée des conseils de salut tombés de si haut. Dès avant que le texte de la note fût publié, le mot d'ordre était donné à la presse vampire de peindre le Pape comme un docile et hypocrite instrument du Kaiser <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cette déloyale duplicité s'est révélée pire encore qu'elle n'apparaissait au moment où cet article a paru. Il est maintenant connu que cette note n'était pas destinée à la publication et qu'un résumé tendancieux en a été communiqué, par le gouvernement britannique évidemment, à la presse jingoe de Londres, qui a pu ainsi faire, dans le monde entier, le siège de l'opinion publique et l'empoisonner à sa guise, avant que le texte intégral de la note du Saint-Siège fût connu. Pourquoi faut-il que cette sale besogne ait trouvé un exécutant jusque dans la presse nominale-ment canadienne française et catholique? La *Patrie* du 15 août a qualifié dans ces termes odieux la noble démarche du Saint-Père:

«De toutes les avances faites par l'Allemagne depuis un an en vue «d'induire les Alliés à entrer en pourparlers, celle contenue dans la proposition «que le Pape vient d'adresser aux belligérants est la plus importante parce «que présentée par un intermédiaire aussi universellement respecté. La «plus grande faiblesse de ce document, c'est que, *évidemment inspiré par «l'Allemagne*, qui a dû, en cette circonstance, faire manifester ses désirs «par sa catholique complice, l'Autriche, il ne porte point d'indication visible «de son origine. Les Alliés savent bien que le rétablissement du "status «quo ante bellum", à quoi se résume le terrain d'entente suggéré par le «Saint-Siège, traduit les suprêmes espérances des empires du centre à «l'heure actuelle. Ils ambitionnaient de conquérir le monde, mais ont vu «s'écrouler leur rêve; et volontiers ils accepteraient d'être aujourd'hui «placés dans la même posture qu'avant leur sauvage ruée sur l'Europe. «Le "status quo ante bellum" marque donc à l'heure présente le maximum «de leurs demandes, maximum qu'ils savent bien ne pouvoir imposer par

Non seulement les catholiques, mais tous les hommes droits qui ont vraiment à cœur de voir la paix se rétablir et durer, ont l'impérieux devoir de mettre en lumière la vraie pensée du Pape, de rétablir le sens véritable de ses paroles, la nature et la portée réelle de ses avis.

\* \* \*

Sa Sainteté commence par établir nettement sa position. Appelé au suprême pontificat dès les premiers jours de la guerre, Benoît XV s'est imposé trois devoirs: "impartialité parfaite envers tous les belligérants"; efforts constants pour adoucir les horreurs de la guerre; attention vigilante à saisir toute occasion d'amener "les peuples et leurs chefs" à conclure une "paix juste et durable". Avec une grandeur et une simplicité qui rappellent l'attitude du Christ au prétoire, il prend gouvernants et peuples à témoins de la fidélité qu'il a apportée

---

«les armes. Si la proposition venait directement de l'Allemagne et de ses alliés, il serait possible de faire monter l'enchère; peut-on engager le «Souverain Pontife à modifier une proposition qu'il fait ostensiblement de «sa propre initiative?

«Cependant, ne doutons pas que le Pape a parfaitement conscience «qu'une paix basée simplement sur la restitution des territoires envahis, et «qui n'admet point la réparation des torts délibérément causés par l'agresseur à ses victimes, est inacceptable aux Alliés et n'offrirait aucune sécurité «pour l'avenir.

«Une paix durable ne saurait être établie que suivant la justice. Il «est vrai que tous les belligérants ont effroyablement souffert, mais encore «une distinction doit-elle s'imposer entre les souffrances que s'est délibérément attirées l'Allemagne, cédant à la cupidité et à l'ambition, et les «souffrances infligées à la Belgique et à la France. Et quels ressentiments «laisseraient subsister une paix qui n'admettrait aucune réparation pour «le torpillage du "Lusitania" et les autres innombrables meurtres commis «en mer, pour les bombardements des villes ouvertes et le massacre des non «combattants, pour l'inutile destruction des monuments, le martyre de la «Belgique et les tortures infligées aux populations civiles des régions «envahies?

«Le Souverain Pontife assurément ne s'attend point que sa proposition «soit agréée. Mais il ne l'aura pas faite vainement si, dans les motifs que «formuleront les Alliés pour ne la point recevoir, les empires centraux «entrevoient plus nettement l'expiation qui effacera leurs crimes.»

L'odieuse et inepte attaque de la *Patrie* contre le Pape paraît encore plus méprisable quand on la compare à l'attitude d'un journal américain protestant, et pro-allié, comme l'*Evening Post*, de New-York. Dans son numéro du 14 août, le *Post* dit que si le Pape a entendu la voix de l'Allemagne et de l'Autriche, il faut l'en louer. La base de négociations suggérées par le Souverain Pontife représente, dit-il, de telles concessions de la part des Centraux, que les Alliés doivent s'en réjouir et saisir cette occasion de traiter.

à l'accomplissement de ce triple devoir. Que de démarches, cependant, sont restées ignorées!

Au premier anniversaire de la guerre, Sa Sainteté a lancé un appel pressant "aux nations"; il leur a "tracé la voie à suivre pour arriver à une paix stable et honorable pour tous". Rois et peuples sont restés sourds. L'Europe va-t-elle s'obstiner "à courir à l'abîme et à consommer son suicide"?

Le Saint-Père, le "père commun des fidèles", mû par le sentiment de son devoir, pressé "*par les sollicitations* de ses enfants qui implorent *son intervention et sa parole* pacificatrice", se décide à tenter une nouvelle démarche auprès de ceux "qui tiennent dans leurs mains les destinées des nations". En jetant de nouveau le cri d'alarme et l'appel à la paix, le Pape ne poursuit "aucun but politique", il ne cède "aux suggestions" de personne, il ne songe aux "intérêts particuliers d'aucun des belligérants": il n'obéit qu'aux dictées "de la raison et de l'humanité".

Afin d'enlever tout prétexte à ceux qui lui avaient reproché, il y a deux ans, de se tenir dans les généralités, Sa Sainteté invite les gouvernements des peuples en guerre à s'entendre "sur les points suivants qui *semblent constituer la base* d'une paix juste et durable, *leur laissant la tâche de les préciser et de les compléter*".

Comme tout, dans cette simple phrase, est admirablement prévu, ordonné, formulé! Ce n'est pas une obligation rigoureuse et absolue que le Pape prescrit, c'est une *direction* qu'il *offre*. Il n'arrête pas les *termes* de la paix; il en marque simplement la *base*, en tenant compte à la fois des exigences absolues de la justice et des nécessités concrètes de la situation présente et future. Il touche à suffisamment de points pour fournir une *base* complète de négociations; mais, respectueux des *droits* et aussi des *opinions* de chacun, il laisse aux gouvernements le soin de *préciser* et de *compléter* les propositions qu'il soumet.

C'est précisément l'accomplissement de cette tâche utile et nécessaire que les détracteurs du Pape veulent empêcher, non seulement dans les conseils des nations, mais jusque dans l'esprit et la conscience des peuples. C'est pourquoi ils s'appliquent à représenter les propositions du Pape soit comme trop

absolues et trop favorables à l'Allemagne, soit comme trop vagues et insuffisantes.

La vérité, c'est que le Pape touche à tous les "points" essentiels, à toutes les causes immédiates du conflit, à tous les objets en dispute, à tous les préventifs réalisables de demain. Une simple énumération, dans l'ordre même où Sa Sainteté les présente, suffit à le démontrer: réduction des armements; arbitrage international, muni de sanctions; liberté et usage commun des mers; pas d'indemnités de guerre, *en principe*; évacuation des territoires occupés: Belgique, France, colonies allemandes; restauration *complète* de la Belgique; règlement par traité du sort de l'Alsace, de la Pologne, des Balkans, de l'Arménie, du Trentin, en tenant compte à la fois "des aspirations des peuples" et du "bien-être général de la grande société humaine."

Jugé à la lumière de la règle d'interprétation posée par le Pape lui-même, ce programme couvre *toute* la situation, passée, présente et future. Un examen attentif en révèle même l'étonnante praticabilité. Dans l'ordre des faits comme dans celui des principes directeurs, cet unique document est plus complet, plus décisif, plus satisfaisant que toutes les déclarations faites jusqu'ici par tous les chefs d'État des deux coalitions. Il tient compte de tous les droits absolus, il offre la solution la plus équitable aux transactions nécessaires, il réduit au minimum les causes de conflit futur.

Fidèle à la pensée qu'il avait exprimée dès 1915, Benoît XV recherche la justice et la durabilité de la paix dans l'élimination des prétentions exorbitantes de l'une ou de l'autre coalition. C'est la "paix sans victoire" de M. Wilson, mais suggérée avec infiniment plus de tact et de discrétion. Et c'est la seule paix qui puisse être "juste et durable". Une paix allemande ou autrichienne, une paix anglaise ou française, ne serait ni juste ni durable. Les règlements et les conditions qu'elle imposerait seraient forcément injustes et partiaux; elle laisserait dans l'âme des vaincus un ferment de haine et de vengeance qui ne ferait que grandir jusqu'au jour d'un nouveau cataclysme, pire que celui-ci. Plus les résultats de la guerre seront nuls, de part et d'autre, plus il y a de chances que les peuples, frappés de l'effroyable inutilité de ces hécatombes monstrueuses, se



prémunissent contre un nouvel accès de folie furieuse. Pour que la guerre devienne haïssable aux hommes, il faut qu'elle soit stérile.

\* \* \*

Y a-t-il quelque espoir que l'intervention du Pape produise un résultat immédiat ? A première vue, non. La plupart des gouvernements, liés aux intérêts énormes, aux insatiables cupidités qui ont déclenché la guerre et qui en profitent, vont s'efforcer de maintenir les peuples dans l'état d'hypnotisation qui a permis jusqu'ici aux exploiters de sang humain de les mener à la boucherie. Ils vont tout mettre en œuvre pour démontrer à leurs victimes, dans chaque pays, que les propositions du Souverain Pontife n'offrent pas assez d'avantages à chacun. Mais ce procédé de duperie ne peut durer indéfiniment. Partout les peuples commencent à entrevoir la vérité : ils pressentent qu'aucun succès militaire, aussi problématique d'un côté que de l'autre, ne peut leur assurer des avantages qui compensent les sacrifices additionnels qu'on leur demande. Ils sentent qu'ils s'épuisent en vain, ils s'aperçoivent que leurs chefs les trompent ; et surtout, derrière les protagonistes de la guerre à outrance, ils aperçoivent les hideux vampires qui se gorgent du sang des nations.

Le Pape s'adresse aux chefs des "peuples en guerre". Les politiciens et les profiteurs de guerre étoufferont-ils sa voix ? La clameur assourdissante de la presse vénale l'empêchera-t-elle d'arriver jusqu'aux masses sanglantes qui se débattent contre la mort ? Peut-être ; mais alors malheur aux chefs d'État, aux politiciens, aux bêtes de proie ! S'ils se refusent à écouter "la voix de la raison et de l'humanité", ce qui reste de forces vivantes dans les nations se retournera contre eux avec la fureur de la haine et du désespoir. S'ils repoussent la "paix juste et durable" que leur offre le Pape, la guerre prendra fin par la plus sanglante et la plus vengeresse des révolutions.

---

*Depuis la date de cet article, Son Eminence le Cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat, a protesté, à plusieurs reprises, contre les interprétations fausses ou perfides données à la pensée et à la*

démarche du Souverain Pontife. Son Eminence le cardinal Bourne, archevêque de Westminster, a communiqué l'une de ces protestations au *Morning Post*, de Londres, qui avait, comme la Patrie (de Montréal), grossièrement accusé le Pape de faire les affaires de l'Allemagne et de l'Autriche. Inutile d'ajouter que ni le *Post* ni la Patrie ne se sont rétractés.

On trouvera en appendice (VI) le texte de la lettre écrite le 7 octobre 1917 par le cardinal secrétaire d'Etat à sa Grandeur Mgr l'Archevêque de Sens. Cette pièce importante confirme et précise la pensée du Souverain Pontife.

## Le Pape et le Président

### I

#### Que veut M. Wilson ?

30 août 1917

La réponse du Président des États-Unis à l'appel du Souverain Pontife est la plus extraordinaire pièce qui ait encore été versée au dossier politique de la grande guerre<sup>1</sup>. A tous égards, les deux documents offrent un contraste parfait.

Au lieu d'être signée par le Président, la note du gouvernement américain, adressée directement au Pape, ne porte que la signature du Secrétaire d'État, M. Lansing. M. Wilson en aurait-il agi ainsi à l'égard du roi d'Angleterre ou du président de la République française ? Mais c'est par le fond plus encore que par la forme que cette pièce singulière appelle l'attention et l'étonnement. La vérité et le mensonge, la franchise et la duplicité, la logique et le sophisme, y prennent leurs ébats avec une incroyable désinvolture. On dirait que le Président, persuadé que les gouvernements d'Europe se livrent à une immense partie de *poker* dont la vie des peuples est l'enjeu, a voulu les relancer d'un seul coup et leur démontrer qu'à ce jeu le chef de la grande démocratie américaine est leur maître à tous. Peut-être aussi a-t-il pensé que seule la surenchère du *bluff* pouvait arriver à déchirer le voile de mensonges, d'équivoques et d'hypocrisie dont les gouvernants aveuglent les peuples afin de les mener plus facilement à la tuerie. En tout cas, on peut tirer de sa lettre à peu près tout ce que l'on veut. Dans la première partie, il repousse avec éclat les

<sup>1</sup> La note du gouvernement américain, portant la signature de M. Lansing, secrétaire d'État, est datée du 27 août 1917. Elle a été rendue publique le 29. On en trouvera une traduction assez fidèle dans le *Devoir* de cette date.

Lord Robert Cecil a déclaré, à la Chambre, le 6 décembre 1917, que "les gouvernements britannique, français et italien n'ont pas jugé nécessaire d'ajouter à la réponse du Président Wilson" au Pape. Cette réponse est donc celle des alliés au Souverain Pontife.

propositions du Pape; dans la seconde, il semble vouloir en préparer l'acceptation par une feinte hardie. On peut interpréter sa note soit comme le mot d'ordre de la guerre à outrance, ou comme une véritable sommation aux Alliés de renoncer à toutes leurs prétentions et de se préparer à conclure la paix au plus tôt — à moins que ce soit tout simplement une invite à la révolution en Allemagne, et ailleurs.

\* \* \*

Dès le début, M. Wilson en prend à son aise. "Sa Sainteté", dit-il après les compliments d'usage, "propose en substance de retourner au *statu quo ante bellum*." Vraiment ! Le Pape suggère pourtant le désarmement des nations, la constitution d'un tribunal permanent d'arbitrage, muni de sanctions effectives, l'usage libre et commun de toutes les mers du monde; dans l'ordre des causes concrètes du conflit, il conseille la restauration *complète* de la Belgique (ce qui implique indemnité de *réparation*), la reconstitution de la Pologne historique, le règlement par traité du sort de l'Alsace-Lorraine, du Trentin, de l'Arménie et de tous les pays balkaniques, en tenant compte à la fois des "aspirations des peuples" et du "bien-être général de la grande société humaine". En d'autres termes, le Souverain Pontife suggère la reconstruction de l'Europe selon les prescriptions du droit historique et le juste principe des nationalités; avec une noble hardiesse, il propose à l'humanité la rénovation complète des bases et des sanctions du droit international; et M. Wilson ose affirmer tout tranquillement que Sa Sainteté propose de remettre toutes choses dans l'exacte situation qui a précédé la guerre !

Cette audacieuse défiguration de la pensée et des paroles du Souverain Pontife est d'autant plus stupéfiante que le programme de pacification de Sa Sainteté se rapproche singulièrement de celui tracé par M. Wilson lui-même, dans son mémorable discours du 22 janvier<sup>1</sup>. Les principes généraux d'ordre

<sup>1</sup> Les *Études*, de Paris, ont publié, en juillet et en septembre, une remarquable étude signée Y de la B., qui met parfaitement en lumière les points d'accord entre la note pontificale et le message du président. Cette étude a été reproduite en brochure, à Paris.—Pierre Téqui, éditeur.



international posés par le Pape — désarmement, arbitrage, liberté des mers — ne sont-ils pas absolument identiques à ceux invoqués par le président comme les seuls propres à rétablir la paix et à la maintenir ? Les revendications particulières que Sa Sainteté recommande à la justice du monde ne sont-elles pas plus nombreuses encore et plus générales que celles de M. Wilson, qui n'avait parlé nominément que de la Pologne ?

Serait-ce du conseil salulaire de renoncer à toute conquête, à toute indemnité de guerre, que M. Wilson conclut que le Pape veut retourner au *statu quo* ? Mais, sur ce point, la pensée et la parole du Pape — qui n'excluent nullement les indemnités nécessaires à la restauration *complète* de la Belgique, par exemple — sont moins restrictives que la fameuse “paix sans victoire” de M. Wilson.

\* \* \*

Les cyniques seraient peut-être tentés de dire que la “paix sans victoire”, c'était bon tant que les États-Unis n'avaient aucun intérêt immédiat dans le conflit. A ceux-là M. Wilson oppose un démenti péremptoire. Dans cette même lettre où il commence par contredire le Pape pour finir en tombant d'accord avec lui, il reprend son programme de “paix sans victoire”, il le développe, il l'accentue :

“Les hommes d'État responsables, dit-il, doivent constater partout, aujourd'hui, s'ils ne l'ont pas vu auparavant, “qu'aucune paix durable ne peut reposer sur des restrictions “politiques ou économiques, dont l'objet serait de profiter “à quelques nations et de nuire à d'autres, ou de les embarrasser, ni sur des représailles ou des actes de vengeance “quelconques, ni sur l'infliction de torts volontaires (*deliberate “injury*).” Le peuple américain a souffert des torts considérables aux mains de l'Allemagne, mais il ne veut exercer aucunes représailles. “Il croit que la paix doit reposer sur “les droits des peuples”, de tous les peuples, “y compris, “évidemment (*of course*), le peuple allemand, pourvu qu'il accepte l'égalité et n'ambitionne pas la domination.”

C'est, on le voit, la rebuffade la plus complète aux projets les plus chers aux chauvins de France, aux impérialistes

d'Angleterre et d'ici. Et comme s'il craignait de n'être pas compris, M. Wilson y insiste, en précisant :

“Les pénalités (*punitive damages*), le démembrement des “empires, l'établissement de ligues économiques égoïstes et “*exclusives*” — ceci, c'est le coup droit à l'Angleterre — tout cela, “nous le jugeons inopportun (*inexpedient*) et, à la longue, “pis que futile; cela ne peut constituer la base convenable “d'aucune paix, encore moins d'une paix durable, laquelle “doit reposer sur la justice, sur l'équité et sur les droits communs “de l'humanité.”

Alors, diantre ! à quoi bon commencer par donner un rogue et quasi insolent démenti au Souverain Pontife pour arriver à parler exactement comme lui ? M. Wilson aurait-il cédé à un mouvement de puérile vanité ? A-t-il craint que Benoît XV ne lui dérobât la gloire de pacifier l'Europe et le monde ? Peut-être; mais il y a autre chose.

## II

### La lubie démocratique — Invite à la révolution

31 août 1917

En étudiant les causes diverses qui ont entraîné les États-Unis dans la guerre européenne, j'ai signalé la haine bizarre, à la fois enfantine et redoutable, que des millions d'Américains portent aux monarchies<sup>1</sup>. J'ai relaté quelques témoignages

<sup>1</sup> *L'intervention américaine, ses motifs, son objet, ses conséquences.* En recherchant les motifs qui avaient entraîné à la guerre M. Wilson, réélu à la présidence, en novembre 1916, comme champion de la paix, j'ai noté et souligné ce penchant inquiétant vers la révolution. « Si les « nations soi-disant chrétiennes avaient le bon sens d'accepter le Pape « comme arbitre de leurs querelles folles et dévastatrices, il ne faudrait « pas trop désespérer de voir la justice et la raison reprendre leurs droits « dans le monde. Mais si, comme tout l'indique, c'est le président des « États-Unis qui est conduit, par les circonstances, à départager les nations « d'Europe et à empêcher — selon une autre parole du Pape — le “suicide « de la civilisation chrétienne”, il y a tout lieu d'appréhender que la “paix « sans victoire” pour l'une ou l'autre des coalitions rivales, s'achètera « par une victoire éclatante pour la Révolution” (page 37.) Plus loin, après avoir résumé les conséquences de l'intervention américaine, je conclusais : « En somme, n'était l'inquiétant encouragement à la Révolu- « tion, on pourrait conclure que, dans l'ensemble de ses motifs, de son « mode d'application et de ses résultats probables, l'intervention des « États-Unis dans la guerre est bienfaisante. Mais, comme disait Donoso « Cortès, la Révolution, c'est tout; c'est tout l'ordre social menacé, c'est le

très sûrs qui autorisent à voir en M. Wilson un doctrinaire passionné et opiniâtre de la démocratie — ce qui ne l'empêche nullement d'être, en pratique, comme la plupart des pontifes de la démocratie, un autocrate pour le moins aussi authentique que Guillaume de Prusse, ou Robert d'Ottawa. S'il y a réelle divergence de vues entre le Pape et le Président, si toute la prétendue réplique de M. Wilson n'est pas un bluff pur et simple, on peut être assuré que le désaccord porte sur cet unique point : la lubie démocratique.

Le Souverain Pontife, qu'on le note bien, ne se prononce nullement là-dessus. Fidèle à la doctrine du Christ et à la pratique constante de l'Église, il ne glorifie ni ne condamne aucune forme de gouvernement. Il juge sans doute que les pays de l'Entente n'ont pas plus le droit d'imposer aux Centraux leur régime politique — fort différent, du reste, pour chacun de ces pays — que les Allemands n'auraient le droit d'appliquer leur système de gouvernement à l'un quelconque des vingt-deux pays qui leur ont déclaré la guerre. C'est précisément cette impartialité qui dérange les calculs de M. Wilson et ceux des principaux chefs d'État de l'Entente<sup>1</sup>. Depuis que la guerre est commencée, depuis surtout que les peuples épuisés commencent à se demander à quoi aboutira cette épouvantable tuerie, les partisans de la guerre à outrance s'efforcent de créer la légende que l'Allemagne veut imposer à l'univers sa domination politique, militaire et économique. A cette première fausseté, ils en ajoutent une autre, plus complète encore : le seul moyen d'assurer la paix, disent-ils, c'est de démocratiser l'Allemagne, l'Autriche et toutes les nations du globe.

Ce motif — le salut du monde par la démocratie — il semble que la crédulité humaine est encore incapable d'en

---

«chancre qui dévore l'Europe et le monde, non pas depuis un siècle, mais depuis quatre cents ans, depuis que la Réforme a rompu la société *chrétienne* des nations. M. Wilson veut simplement refaire la «société *(anonyme)* des nations». Tant que les peuples et ceux qui les mènent ne se décideront point à se faire baptiser de nouveau dans les eaux de «l'éternelle vérité et de l'inaltérable justice, les accords internationaux resteront de simples replâtrages (page 40).»

<sup>1</sup> Et pourtant M. Wilson lui-même, dans son discours du 22 janvier, a posé en principe qu'aucun gouvernement n'a le droit de s'immiscer dans le régime intérieur d'un autre État. Mais la logique est le moindre défaut des champions de la démocratie.

percer la creuse duperie. Aussi, dans sa réplique au Pape, M. Wilson le reprend-il en *crescendo*, avec plus de sincérité, peut-être, que beaucoup d'autres. "L'objet de cette guerre, dit-il, est de *délivrer* les peuples *libres* du monde" — je n'insiste pas sur la flagrante contradiction des mots — "de la menace "et même de l'actuelle domination d'une vaste organisation militaire, dirigée par un gouvernement irresponsable, lequel, "ayant projeté secrètement de dominer le monde, s'est appliqué à mettre son projet à exécution sans aucun égard aux "traités" ni à l'honneur international.

\* \* \*

En résumé, le président, reprenant son thème de la déclaration de guerre, affirme qu'il est prêt à traiter avec le peuple allemand, mais non avec le gouvernement actuel de l'Empire. "Tout projet de paix doit s'appuyer sur la foi des peuples et "non sur la seule parole d'un gouvernement ambitieux et intrigant, qui traiterait avec un groupe de peuples libres."

M. Wilson aurait quelque peine à démontrer que sa parole à lui, président élu pour quatre ans, ou celle du chef éphémère d'un gouvernement démocratique, a plus de chance d'être respectée par son premier, son troisième ou son dixième successeur, que la signature du moins scrupuleux des monarques. L'histoire d'un siècle suffit à démontrer que la stabilité dans les décisions et le respect de la foi jurée ne sont guère les vertus propres à la démocratie. La raison, comme l'expérience, enseigne même que le régime démocratique, quelque avantageux qu'il puisse être par ailleurs, exclut forcément la stabilité et la constance.

Mais M. Wilson y tient. "Nous ne pouvons, dit-il, "accepter la parole des gouvernants actuels de l'Allemagne "comme une garantie de paix durable, à moins que cette parole "ne s'appuie explicitement sur la volonté et l'intention du "peuple allemand, dont la preuve concluante justifierait son "acceptation par les autres peuples."

Il serait intéressant de connaître la nature des "preuves concluantes" que M. Wilson accepterait de "la volonté et de



l'intention du peuple allemand"<sup>1</sup>. Et puis, quelles "preuves", concluantes ou non, M. Wilson est-il prêt à donner de la "volonté" et de "l'intention" du "libre peuple" américain ou des autres "libres peuples" ligués pour le salut de la démocratie ? Jusqu'ici, ni M. Wilson, ni M. Ribot, ni M. Lloyd George, ni M. Kerensky, le "sauveur" de la "nouvelle Russie", ne se sont guère préoccupés de s'assurer des désirs, des sentiments et des aspirations des "libres peuples" qu'ils gouvernent tout aussi autocratiquement que Guillaume de Hohenzollern ou Charles Hapsbourg gouvernent leurs "peuples esclaves". Présidents de républiques et chefs de démocraties ont lancé les "libres peuples" dans le brasier de la guerre avec la même désinvolture que les rois et les empereurs. Avant de mettre les nations en guerre ils n'ont tenu aucun compte de la "volonté" et de "l'intention" des peuples; ils ne les consultent pas pour prolonger la guerre; ils ne les consulteront pas davantage pour y mettre fin et régler les conditions de la paix.

La tirade prudhommesque de M. Wilson n'est qu'une nouvelle et creuse manifestation de l'*emplissage* systématique — qu'on me pardonne l'expression — que les politiciens et les profiteurs de guerre servent depuis trois ans aux malheureuses victimes de la lubie démocratique. Sur les lèvres de M. Wilson, cette duperie prend une teinte de suprême ironie — lui qui a repoussé le conseil de M. Bryan, de consulter la nation américaine avant de déclarer la guerre; lui qui a rejeté l'avis de la minorité du Congrès d'obtenir l'assentiment du peuple avant de lui imposer la conscription; lui enfin qui prend l'initiative de rejeter les propositions de paix du Pape sans même prendre la peine de demander l'avis du Congrès et du peuple de la "libre" république américaine.

\* \* \*

Pour nous et pour les autres peuples britanniques, la moquerie est plus criante encore. En trois années de guerre,

<sup>1</sup> Dans son message du 8 janvier 1918, analysé dans mes articles du 10 et du 11, reproduits dans cette brochure, le président prend une attitude plus raisonnable. Il laisse entendre qu'il accepterait la décision de la majorité du Reichstag comme preuve suffisante de l'acquiescement du peuple allemand aux conditions de la paix.

la démocratie et la liberté ont subi plus de défaites, en terre anglaise, qu'elles n'avaient gagné de victoires en soixante ans. Le régime de l'autocratie militaire dont nous sommes menacés, que dis-je ? dont nous sommes accablés, est plus odieux, plus arbitraire, plus menaçant pour la paix et la sécurité publique, pour la liberté individuelle et sociale, que le caporalisme prussien. On a fait grand état de l'incident de Saverne. C'est de l'eau de rose comparé au régime de terrorisation par la soldatesque, que nos gouvernants, notre parlement et nos tribunaux sont en train d'instaurer et de légaliser avec la complicité de la presse et de l'opinion publique.

S'il y a, dans le monde entier, un pays soumis à "l'actuelle domination d'une vaste organisation militaire, dirigée par un gouvernement irresponsable", c'est bien le Canada. Son parlement n'existe qu'en vertu d'une violation formelle de sa constitution, perpétrée à la faveur de l'accoquinement de deux bandes de politiciens; une quarantaine de circonscriptions électorales sont systématiquement privées des représentants auxquelles elles ont droit; le gouvernement se sent tellement décrié, impotent, dépourvu de la confiance publique, qu'il remue ciel et terre pour se replâtrer à l'aide de nouveaux éléments empruntés à ses adversaires; il fait décréter par une majorité vénale la nomination arbitraire de nouveaux ministres qu'il soustrait à l'élection populaire — violant ainsi l'un des principes essentiels du gouvernement responsable. Et c'est ce parlement sans mandat, ce gouvernement sans autorité morale, maintenu à coups de force arbitraire, qui impose la conscription, contrairement aux engagements les plus précis des ministres et à la volonté manifeste de l'immense majorité de la population !

Si M. Wilson était logique, il devrait déclarer la guerre au Canada et affirmer hautement qu'il ne conclura jamais la paix avec le gouvernement "irresponsable", sans foi ni loi, que préside l'ultra-boche Robert Laird Ier.

Quand on observe attentivement ce qui se passe ici et ailleurs, le plaidoyer démocratique de M. Wilson apparaît comme absolument grotesque et insultant pour la raison humaine. On se refuse à croire qu'un homme de cette valeur puisse s'*auto-gober* à ce point ou croire l'humanité emplissable

à ce degré. J'aime mieux penser que ce tribut, peut-être inévitable, offert au dieu de la démocratie n'a d'autre objet que de déguiser la virtuelle adhésion du Président à toutes les propositions essentielles du Pape.

Autrement, il faudrait conclure que M. Wilson est plus soucieux de provoquer une révolution en Allemagne que de fermer les plaies béantes de l'humanité. Ce serait le pendant de l'acclamation enthousiaste de Lloyd George à la révolution russe. C'est un jeu dangereux: la révolution est un mal qui se gagne. Les "libres peuples" finiront par se fatiguer de se faire massacrer pour la satisfaction des doctrinaires de la démocratie et le gavage de ses profiteurs.

Si les gouvernants restent sourds à la parole du Pape, les peuples révoltés se feront justice. Et chacun se fera justice chez soi, pas chez le voisin.

## *Le manifeste Lansdowne*<sup>1</sup>

---

### Est-ce la paix ?

---

1er décembre 1917

La démarche retentissante du marquis de Lansdowne marque l'effort public le plus loyal, le plus courageux, le plus honorable qui ait encore été tenté, du côté des Alliés, pour mettre fin à la tuerie mondiale. C'est l'exacte réponse que les gouvernements des pays de l'Entente auraient dû faire à l'invite à la paix formulée par Sa Sainteté Benoît XV.

En réalité, la lettre de l'homme d'État anglais n'est que la paraphrase ou la traduction, dans le langage politique et humain, des diverses manifestations de la pensée du Souverain Pontife. Sans phrases, sans déclamation, sans violence, elle fait appel au vrai patriotisme de chacun des peuples en guerre; elle s'adresse à la raison et au bon sens de l'humanité tout entière. Par le fond et par la forme, c'est vraiment une pièce de tout premier ordre.

Dans la réponse du Président des États-Unis au Souverain Pontife, nous avons signalé l'étrange contradiction par laquelle M. Wilson, après avoir virtuellement accepté en principe toutes les bases de paix suggérées par le Souverain Pontife, arrivait à les rejeter<sup>2</sup>. Pour justifier sa volte-face, M. Wilson, qui est pourtant un réel homme d'État, a eu recours à l'expédient facile des politiciens de bas étage: il a prêté au Pape une attitude, un objet et un langage diamétralement opposés à la réalité.

La lettre de lord Lansdowne offre en cela un parfait contraste avec celle du Président. Elle est marquée au coin de la droiture et de la simplicité. Elle aborde de front et

<sup>1</sup> Lettre publiée dans le *Daily Telegraph* du 28 (?) novembre 1917. Elle a été télégraphiée au Canada et reproduite dans la plupart des journaux du 30.

<sup>2</sup> Articles du 30 et du 31 août 1917 — *Le Pape et le Président* — reproduits ci-dessus.



démolit avec une calme sérénité tous les sophismes accumulés depuis trois ans par les protagonistes de la guerre “jusqu’au bout”. Pour la première fois, un homme d’État responsable a le courage et la sincérité de prendre corps à corps l’argument suprême des adversaires de la paix : il faut poursuivre la lutte jusqu’à la victoire complète, afin de détruire les germes des guerres futures, “*to make the world safe for democracy*”, a dit M. Wilson.

Benoît XV a, le premier, démontré la fausseté de ce raisonnement. Fort de la connaissance de l’histoire et des passions de l’humanité, le Pape a rappelé à tous cette élémentaire vérité : “Les peuples ne meurent pas : humiliés et opprimés, “ils préparent les représailles du lendemain en transmettant “de génération en génération la haine et la soif de la vengeance<sup>1</sup>.” Plus tard, Sa Sainteté n’hésitait pas à conseiller à toutes les nations “*les obligatoires et nécessaires sacrifices d’amour-propre et d’intérêts particuliers.*” — “Telle était — ajoutait Benoît XV — et telle “reste l’unique voie pour “résoudre le monstrueux conflit suivant les règles de la justice et arriver à une paix *qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes*, et qui soit, par suite, *juste et durable*<sup>2</sup>.”

Si les peuples et les chefs d’État avaient, dès ce moment, écouté la voix du Pape, au lieu d’obéir à l’appel brutal et sanguinaire des hommes de proie, la paix serait conclue depuis un an et demi, des millions de vies auraient été épargnées, d’innarrables misères évitées aux générations à venir. Et, qu’on ne s’y trompe pas, il faudra y venir quand même ; la paix dont le pape a défini les conditions nécessaires, ce n’est pas uniquement la seule paix *juste et durable*, c’est aussi la seule paix *possible*.

C’est cette évidente vérité que lord Lansdowne a le courage de répéter, dans un langage différent de celui du Pape, plus propre peut-être à éveiller l’attention des peuples anémiés par la souffrance matérielle.

Il rappelle une parole de M. Asquith : “Nous faisons la guerre afin d’obtenir *réparation et sécurité*” ; et il ajoute : “Les

<sup>1</sup> Lettre du 28 juillet 1915 (Appendice I).

<sup>2</sup> Lettre à S. É. le cardinal Pompili, du 4 mars 1916 (Appendice III).

deux sont essentielles; mais des deux, la sécurité est peut-être la plus indispensable.” (C’était aussi, autrefois, la pensée de M. Wilson.) Aucune réparation possible et réalisable — ici, je résume — ne peut atténuer le mal commis; mais il est possible d’accroître la sécurité du monde contre un nouveau cataclysme. Par quels moyens? L’ancien ministre mentionne brièvement, et fait siennes, les mesures suggérées ou acceptées par le Pape et par tous les gouvernements, y compris les Centraux: désarmement partiel, arbitrage, renonciation aux représailles économiques, sauf contre toute nation qui refuserait d’accepter les conditions de la nouvelle société des nations. Il combat résolument le projet de *boycotter* l’Allemagne après la guerre. Avec une belle franchise, il admet que “plusieurs des *desiderata* formulés précédemment sont devenus irréalisables.” Dans l’ordre des “réparations” concrètes, il fait mention de la seule Belgique et invite — dans des termes qui équivalent presque à une sommation — le nouveau congrès des Alliés à définir leurs projets de reconstitution territoriale de l’Europe.

\* \* \*

Mais le passage le plus remarquable de ce manifeste, admirable à tous égards, c’est celui où l’éminent homme d’État jette résolument le gant aux protagonistes de la guerre à outrance. Ces paroles se recommandent à l’attention de tous nos “gagne-la-guerre”, aux libéraux comme aux conservateurs, à M. Laurier comme à M. Borden:

“Nous ne perdrons pas cette guerre, dit-il, mais la pro-  
“longer, c’est consommer la ruine du monde civilisé”, — le  
suicide de l’Europe chrétienne, avait dit le Pape — “c’est  
“alourdir le poids déjà trop lourd des souffrances de l’humani-  
“té. La sécurité sera d’une valeur incalculable pour le  
“monde, s’il a la vitalité nécessaire pour en profiter; mais *que*  
“*vaudront les bienfaits de la paix à des nations tellement épuisées*  
“*qu’elles pourront à peine étendre le bras pour les saisir?* A  
“mon avis, si la guerre doit se terminer en temps utile pour  
“éviter une catastrophe mondiale, elle prendra fin parce que,  
“des deux côtés, *les peuples en conflit comprennent qu’elle a*  
“*déjà duré trop longtemps.*”

Que de fois, au risque de passer pour “déloyaux” et “vendus à l’Allemagne”, avons-nous opposé cet argument de haute raison et de véritable humanité à la clameur imbécile ou brutale de ceux qui crient partout et sur tous les tons: “*Il faut gagner la guerre !*” On nous pardonnera le légitime sentiment de satisfaction que nous éprouvons en voyant l’un des politiques les plus avertis de l’Empire britannique et du monde nous apporter cette éclatante justification.

Lord Lansdowne affirme, avec non moins de bon sens, que l’un des principaux obstacles à la paix, c’est la conviction dans l’esprit du peuple allemand que les Alliés veulent sa complète déchéance, sinon son anéantissement, et qu’ils s’acharnent à lui imposer une forme de gouvernement contraire à ses vœux et à ses traditions.

“Le parti favorable à la paix, en Allemagne, recevrait un “immense encouragement s’il comprenait clairement: 1°, “que nous ne désirons pas l’anéantissement de l’Allemagne “*comme grande puissance*; 2°, que nous ne voulons imposer “à son peuple aucune autre forme de gouvernement que celle “de son propre choix; 3°, que, sauf le cas de légitime mesure “de guerre, nous ne désirons pas contester à l’Allemagne sa “place parmi les grandes communautés commerciales du monde; 4°, que nous sommes prêts, la guerre finie, à étudier “avec les autres puissances un ensemble de problèmes internationaux... liés à la liberté des mers; 5°, que nous sommes “prêts à conclure un pacte international qui offrira d’amples “facilités pour le règlement pacifique des disputes internationales.”

Telle est, dans ses termes à la fois hardis, raisonnables, concis et suffisamment indéterminés, la formule concrète de cette remarquable invite à la paix.

Chacun de ces paragraphes mériterait une étude particulière. Nous aurons l’occasion d’y revenir, si, comme tout le fait espérer, la *conversation* des chefs d’État et des peuples s’engage résolument, à la suite de cette franche invitation.

Cet espoir, lord Lansdowne l’exprime, en terminant, dans le même langage sobre, digne et net: “S’il est une fois établi “qu’il n’existe pas d’obstacle insurmontable à une entente sur

“ces points, l’horizon politique peut offrir un rayon d’espérance  
“à ceux qui prient, sans oser encore y croire, pour que la nou-  
“velle année nous apporte une paix durable et honorable.”

Cet appel va éveiller un retentissant écho dans l’âme des millions d’être humains qui désirent ardemment, dans chacun des pays en guerre, la fin de l’orgie du sang. Il va aussi, c’est certain, provoquer les suprêmes efforts de tous les profiteurs de guerre, de tous les suceurs de sang. Les junkers allemands vont sans doute lui faire le même accueil que les jingos anglais ont fait, l’an dernier, aux offres de paix du chancelier d’Allemagne: “Si l’Angleterre offre la paix, crieront-ils, c’est qu’elle se sait vaincue. Continuons la lutte et nous lui imposerons nos propres conditions.” Les exploiters de chair humaine gagneront-ils la partie cette année, en Allemagne, comme ils l’ont gagnée l’an dernier, en pays alliés? On a le droit d’espérer que non. Le grondement sourd du volcan révolutionnaire, dont l’anarchie russe n’est que la première éruption, commence à inquiéter les chefs d’État. Cette inquiétude perce la sérénité voulue du langage de lord Lansdowne. Il ne faudrait pas manquer de nombreuses occasions de rendre aux peuples la paix, avec quelque espoir de survie, pour déchaîner dans toute l’Europe une tempête de révolutions effroyables. Faute d’avoir fait à temps la “paix sans victoire”, les gouvernements se verraient imposer partout la paix la plus ignominieuse et la plus dévastatrice: les armes des peuples se retourneraient, comme en Russie, contre les gouvernants et contre eux-mêmes; à la guerre internationale succéderait partout l’universelle guerre civile.

\* \* \*

Je ne m’attarderai pas à rechercher jusqu’à quel point lord Lansdowne parle au nom du gouvernement britannique. Les démentis officieux de la presse de Londres, et plus particulièrement ceux des journaux dévoués à Lloyd George, prouvent le contraire de ce qu’ils affirment. On ne fera croire à personne que la censure anglaise, qui a supprimé depuis des mois la publicité de toutes les manifestations favorables à la paix, aurait laissé répandre dans le monde entier le texte intégral



de cette éclatante et précise invite à la paix, si elle ne répondait pas à une pensée concertée.

Qu'on rapproche de la lettre de lord Lansdowne le programme de paix de M. Asquith<sup>1</sup> et l'on restera convaincu qu'il se fait en Angleterre un formidable mouvement pour la paix.

Tant mieux ! Pour notre part, — nous, qu'on a tant accusés de semer la haine contre l'Angleterre — si le gouvernement britannique prend l'initiative d'une paix honorable et qu'il en poursuive sincèrement la conclusion rapide, nous serons les premiers à proclamer qu'il aura bien mérité de l'humanité.

<sup>1</sup> Publiée dans le *Star* du 10 novembre 1917. A noter aussi que cette longue pièce a été transmise intégralement, par fil spécial, avec l'autorisation de la censure.

## Le discours de Lloyd George<sup>1</sup>

### I

8 janvier 1918

Est-ce la paix ou la poursuite de la guerre à outrance que fait pressentir le discours retentissant de Lloyd George? L'apparente et unanime approbation de la presse jingoe, en Angleterre et aux États-Unis, autorise, à première vue, l'interprétation la plus défavorable. Mais à qui connaît la vénale servilité de la *grande* presse, cet inquiétant appui ouvre des perspectives plus rassurantes. Si la haute finance impérialiste, dont Lloyd George est devenu l'homme-lige, est arrivée à la conclusion que la paix s'impose, que la guerre ne peut plus se poursuivre sans provoquer, à brève échéance, la révolte des peuples et l'effondrement du précaire échaffaudage de crédit qui a permis, jusqu'ici, de soutenir l'effort de guerre, on peut à coup sûr interpréter le discours du "dictateur" et l'accueil favorable de la presse impérialiste comme une évolution décisive vers la paix. Les *war-mongers* sacrifieraient volontiers d'autres millions de vies humaines à la poursuite de leur *noble* objet: la domination économique du monde; mais ils ne risqueront certainement ni leur or ni la peau de leur ventre. S'ils se croient sérieusement menacés dans leurs personnes et leurs intérêts, — et tout indique que la menace grandit rapidement — les protagonistes de la guerre à outrance n'hésiteront pas un instant à se constituer les champions d'une promptte paix. C'est pour eux, ils le savent, la seule manière d'atténuer sinon d'éviter les justes et terribles représailles qui les atteindront le jour où les peuples désabusés verront en eux les auteurs principalement responsables de cette abominable tuerie.

Cette hypothèse peut seule expliquer le discours de Lloyd George et l'accueil enthousiaste qu'il rencontre dans les milieux où l'on conspuait, il n'y a pas six semaines, la démar-

<sup>1</sup> Au *Central Hall*, le 5 janvier, en présence des délégués des syndicats ouvriers. Le texte intégral ou de copieux extraits en ont été publiés, dans la plupart des journaux de Montréal, le 7 janvier.

che de lord Lansdowne. Les déclarations du premier ministre ne marquent pas seulement une évolution extraordinaire vers la paix, d'autant plus significative qu'elle provient de l'homme d'État qui avait, jusqu'ici, soutenu avec le plus d'opiniâtre éclat la thèse des partisans de la guerre jusqu'au bout; elle ne se borne pas à infliger un éclatant démenti aux énergumènes qui annonçaient, il n'y a pas huit jours, que le gouvernement britannique rejetterait avec mépris les dernières avances des Centraux: à certains égards, elle va, dans le sens de la pacification, au delà des déclarations du Président des États-Unis<sup>1</sup>, dans lesquelles on affectait de voir la réponse définitive des Alliés aux démarches du Pape et à la lettre de lord Lansdowne. Pour qui sait lire entre les lignes, il y a même, entre le discours de Lloyd George, le manifeste Lansdowne et l'appel du Pape, un remarquable accord de fond.

\* \* \*

On se rappelle la conclusion *pratique* de la lettre de lord Lansdowne: "Le parti favorable à la paix, en Allemagne, "disait-il, recevrait un immense encouragement s'il comprenait clairement: 1o, que nous ne désirons pas l'anéantissement de l'Allemagne *comme grande puissance*; 2o, que nous "ne voulons imposer à son peuple *aucune autre forme de gouvernement que celle de son propre choix*; 3o, que, sauf le cas de "légitime mesure de guerre, nous ne désirons pas contester à "l'Allemagne sa place parmi les grandes communautés commerciales du monde; 4o, que nous sommes prêts, la guerre "finie, à étudier avec les autres puissances un ensemble de "problèmes internationaux... liés à la liberté des mers; 5o, "que nous sommes prêts à conclure un pacte international "qui offrira d'amples facilités pour le règlement pacifique des "disputes internationales."

Que l'on relise avec soin le discours du "dictateur", en le dépouillant des considérations de détail, des phrases à effet et des inévitables concessions aux préjugés et aux passions du moment, et l'on constatera qu'il accepte, explicitement ou

<sup>1</sup> Dans sa réponse au Pape, en date du 27 août 1917, analysée dans mes articles du 30 et du 31 août: *Le Pape et le Président*.

implicitement, chacune de ces conclusions. L'accord le plus significatif entre les deux hommes d'État est assurément celui qui a trait à la constitution intérieure de l'Empire d'Allemagne. On sait avec quelle rageuse et opiniâtre passion les sectaires de la "démocratie", Wilson et Lloyd George en tête, ont répété à maintes reprises que la paix ne serait jamais possible entre les champions de la *sainte* démocratie et les autocrates de "droit divin". On se rappelle le baiser d'amour que Lloyd George lui-même lançait à la Révolution russe. C'était, disait-il, "le plus grand service que la Russie avait encore rendu à la cause des Alliés." A la récente conférence de Paris, il exprimait encore cette pensée sous une forme atténuée. Six mois durant, la *grande* presse américaine et anglaise n'a cessé d'espérer, de prédire même, que la prochaine conquête de la Révolution se ferait en Allemagne et en Autriche, et que la paix, impossible à conclure avec Guillaume de Hohenzollern et Charles de Hapsbourg, se conclurait sans difficulté avec les nouvelles "démocraties" germaniques. Or, voici que le plus bruyant champion de la démocratie lâche proprement les démocrates de la Russie "régénérée" et déclare sans ambages aux impérialistes allemands et autrichiens : Vous avez tort de garder vos régimes désuets, mais, après tout, c'est votre affaire, et il y a tout de même moyen de s'entendre.

Déjà M. Wilson a tendu le rameau d'olivier à la monarchie austro-hongroise. A cette première avance, M. Lloyd George apporte un correctif ; mais les réserves qu'il formule ne touchent nullement à la forme de gouvernement, ni aux assises de la monarchie, ni même au principe de l'autorité souveraine des Empereurs d'Autriche sur les multiples pays qui composent leurs domaines. Il ne remet pas même sur le tapis la récente annexion, pourtant fort discutable, de la Bosnie et de l'Herzégovine — exécutée, il est vrai, avec la connivence de la plupart des gouvernements aujourd'hui coalisés contre les "violateurs du droit international". Il se borne à suggérer, comme source et garantie de la paix future, l'extension du régime d'autonomie déjà fort largement appliqué à chacun des pays de l'empire fédéré des Hapsbourg.



\* \* \*

L'évolution à l'égard de la Russie et de la Turquie n'est pas moins radicale. Avec ce mélange de loyauté, de cynisme et d'astuce qui fait le fond de la politique anglaise, de la sienne en particulier, le chef de la "démocratie" britannique met les Russes en garde contre les conséquences de leur acquiescement aux propositions des Allemands et des Autrichiens, mais, comme à ceux-ci, il leur dit virtuellement: "C'est votre affaire; je m'en f. . . !" D'une seule parole, il déchire l'interminable théorie de déclamations accumulées depuis trois ans sur la nécessité de faire disparaître les derniers vestiges de la puissance turque. "Nous ne combattons pas, dit-il, pour détruire l'Autriche-Hongrie, *ni pour priver la Turquie de sa capitale* ou des riches terres de l'Asie Mineure et de la Thrace où les Turcs dominant par le nombre." Il se borne à réclamer l'ouverture des Détroits sous la garantie d'une surveillance internationale et la "reconnaissance des *conditions nationales particulières — separate national conditions —*" de l'Arabie, de l'Arménie, de la Mésopotamie, de la Syrie et de la Palestine. Ce n'est donc pas l'indépendance absolue de ces pays qu'il réclame; et dans toutes ces tractations sur la question d'Orient, il accepte implicitement le concours de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Turquie.

En somme, pour tout ce qui touche à la réfection de la carte de l'Europe et de l'Asie occidentale, l'attitude du "dictateur" de l'Empire britannique n'est qu'une invite aux Empires du Centre de se compenser à l'Est des concessions à faire aux Alliés de l'Ouest. C'est ici que la situation se complique. L'évacuation de la Belgique et des régions occupées en France et en Italie ne rencontrera probablement aucune objection sérieuse en Allemagne et en Autriche. Mais il en est autrement de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France et de l'annexion de Trieste ou du Trentin à l'Italie.

## II

9 janvier 1918

Pour la première fois, le chef du gouvernement britannique se lie à fond sur la question alsacienne et, en termes

moins absolus, accorde un plein appui aux revendications des irrédentistes italiens. Si c'était là le dernier mot des gouvernements alliés, les espoirs d'une paix prochaine seraient **fortement** compromis.

Les réclamations de la France sur l'Alsace-Lorraine et les prétentions de l'Italie sur Trieste et le Trentin doivent s'envisager au double point de vue du droit et de la situation de fait.

En fait, ni la France ni l'Italie n'ont guère réussi, jusqu'ici, dans leurs projets de reprise, pour l'une, de conquête, pour l'autre. L'armée française n'occupe qu'une minuscule parcelle de la terre d'Alsace, rien de la Lorraine annexée. La poussée des Italiens vers le Trentin, leur principale, sinon leur unique opération militaire depuis trois ans, a lamentablement échoué. Par contre, l'ennemi occupe encore de larges portions des territoires français et italiens. Si les conditions de paix ne devaient dépendre que de la victoire finale, unique arbitre aux yeux des partisans de la guerre à outrance, la France et l'Italie auraient encore fort à faire pour libérer leurs territoires respectifs, et bien davantage pour s'emparer des provinces et des régions qu'elles convoitent. N'est-ce pas le cas d'appliquer l'observation générale de lord Lansdowne sur la tragique futilité d'une lutte à outrance ? Que vaudront l'Alsace à la France, le Trentin à l'Italie, si, pour les conquérir, elles s'épuisent et se mettent dans l'impossibilité, non seulement de jouir avantagement de leurs conquêtes, mais aussi de reprendre avant très longtemps le cours normal de leurs activités nationales ? Si la conclusion immédiate de la paix garantissait l'évacuation complète de la Belgique, de la France et de l'Italie, les gouvernements français et italien seraient-ils justifiés d'imposer à leurs nationaux et d'attendre de leurs alliés les sacrifices additionnels qu'exigerait la conquête de l'Alsace-Lorraine et du Trentin ?

Si la France et l'Italie étaient seules en cause, nous n'aurions pas l'impertinence de passer condamnation sur leurs motifs et leur conduite — en supposant que la masse du peuple français et du peuple italien *veillent* vraiment ces conquêtes et que les populations qui habitent ces territoires désirent formellement être annexées à la France et à l'Italie — ce qui reste à prouver. Mais les déclarations de M. Lloyd George,

faites au nom du gouvernement britannique, du Royaume-Uni et de l'Empire tout entier, rendent le Canada solidaire des engagements pris par l'Angleterre. Dès le début de la guerre, notre gouvernement et notre parlement ont jugé à propos d'abdiquer entre les mains d'une demi-douzaine de politiciens de Londres toutes les prérogatives de la nation canadienne autonome et d'abandonner aux "dictateurs" de l'Empire l'exclusive liberté de nous lier à toutes les péripéties, à toutes les évolutions de la politique anglaise. Nous avons donc le droit et le devoir de rechercher la justification morale des engagements nouveaux que M. Lloyd George vient de prendre envers la France et l'Italie, et aussi de mesurer l'étendue des sacrifices additionnels que nous imposerait la prolongation de la lutte, aux seules fins de rendre l'Alsace à la France, de donner le Trentin à l'Italie.

\* \* \*

Le désir de la France de rentrer en possession des provinces perdues en 1871 est assurément fort légitime; mais, à l'égard de l'Alsace au moins, les Allemands répondent, en invoquant le droit historique, que l'annexion sanctionnée par le traité de Francfort n'était qu'une revanche tardive des annexions antérieures opérées par la France aux dépens de l'ancien empire germanique.

Quant aux "droits" de l'Italie sur le Trentin, ils valent tout juste les "droits" du Canada sur les parties du territoire américain peuplées de Canadiens français émigrés. Quel accueil M. Lloyd George, M. Wilson ou M. Clemenceau feraient-ils à une démarche de M. Gouin leur demandant de faire annexer les États de la Nouvelle-Angleterre à la province de Québec, sous le prétexte que les Canadiens français éprouvent le "légitime désir de s'unir avec des populations de leur race et de leur langue"? Le même raisonnement s'applique aux réclamations de la Roumanie et de la Serbie à l'égard des territoires peuplés de leurs nationaux mais dont elles ne peuvent réclamer la possession historique. Nous, qu'on a pourtant accusés d'hérésie démocratique et de "nationalisme dangereux", n'avons jamais poussé jusque là la revendication du

principe des nationalités. Il est vrai que, tout en subordonnant les exigences du nationalisme aux principes supérieurs du droit social, nous revendiquions en même temps—avec le Pape—l'égale reconnaissance des "légitimes aspirations" de tous les peuples, des peuples spoliés par l'Angleterre autant que des peuples tyrannisés par l'Allemagne. Ce fut là notre seule et véritable "hérésie". Elle persiste. Nous continuons à penser que la paix "juste et durable" ne s'établira que si les nations qui championnent le "droit outragé" s'appliquent à elles-mêmes les principes dont elles exigent la reconnaissance par leurs ennemis.

L'Inde et l'Irlande ont assurément autant de droit à leur autonomie, et même à leur indépendance, que la Belgique, la Roumanie et la Serbie. Les Canadiens français ont plus de droits à leur "vie propre" dans tout l'étendue de la Confédération canadienne que les Français à la reprise de l'Alsace-Lorraine ou que l'Italie à la conquête du Trentin.

Mais, de même que nous n'estimons pas que l'Inde, l'Irlande ou le Québec aient le droit de prolonger d'un jour l'agonie du monde pour faire triompher leurs revendications, nous ne pensons pas que les gouvernements alliés ont le droit de prolonger la guerre, de multiplier les hécatombes et de rendre inévitable la "catastrophe" prédite par le Pape, par lord Lansdowne et par tant d'autres, aux seules fins de réannexer l'Alsace-Lorraine à la France et de permettre à l'Italie de s'emparer des régions italianisantes de l'Autriche.

Au reste, il ne faudrait pas prendre trop à la lettre les déclarations retentissantes de M. Lloyd George à ce sujet. Dans le désordre un peu prolix, et manifestement voulu, de son discours, il a glissé cette phrase symptomatique qui termine et gouverne toutes ses déclarations relatives à la réfection de l'Europe: "On a beaucoup parlé des arrangements que "nous avons faits avec nos alliés... Tout ce que je puis dire, "c'est que de nouvelles circonstances, tel l'effondrement de la "Russie, ayant modifié les conditions sous l'empire desquelles "ces arrangements ont été conclus, nous sommes et nous "avons toujours été prêts à les discuter de nouveau avec nos "alliés." Ceci, c'est d'abord le *lâchage* formel de la Russie. Faudrait-il en conclure qu'en parlant, l'autre jour encore, à



Paris, de l'immense "service" rendu par la Russie à la cause des Alliés, M. Lloyd George se réjouissait déjà de voir l'Angleterre dégagée de ses engagements du côté de Constantinople ? C'est fort possible. Mais la partie la plus significative de ce passage, c'est l'avertissement indirect à la France, à l'Italie et aux États-Unis. Si l'on y ajoute les affirmations répétées, surabondantes, du droit des peuples de décider de leur sort, on peut en conclure que la solution offerte sera probablement la consultation des habitants de l'Alsace-Lorraine et du Trentin sur leur sort futur. Ce serait, à maints égards, la plus satisfaisante, pourvu que la consultation se fasse dans des conditions rassurantes d'impartialité et de liberté d'action.

\* \* \*

Cette reconnaissance du droit des peuples de décider de leur sort, M. Lloyd George la pousse jusqu'à l'extrême limite. Il va jusqu'à réclamer le droit pour les tribus nègres, naguère sujettes de l'Allemagne, de régler leur situation future. De quelle manière la volonté de ces peuplades pourrait-elle se manifester ? M. Lloyd George ne le dit pas. Mais ce qu'il est intéressant de noter, pour l'instant, c'est le silence complet sur la prétention des Australiens, des Néo-Zélandais et des Sud-Africains de garder leurs "conquêtes" ; c'est surtout la reconnaissance éclatante d'un principe de liberté et d'indépendance que les peuples innombrables conquis ou assujettis par l'Angleterre dans toutes les parties du monde ne manqueront pas d'affirmer, tôt ou tard, à leur profit.

Somme toute, en dépit des lacunes et des incohérences qu'il renferme, et même des obstacles qu'il accentue, ce manifeste du premier ministre britannique marque l'invite la plus formelle faite jusqu'ici, du côté des Alliés, à une paix qui "ne profite pas à une seule des parties, mais à toutes" — la seule paix "juste et durable" appelée par le Pape.

Au lendemain de la louable démarche de lord Lansdowne, j'écrivais que "si le gouvernement britannique prend l'initiative d'une paix honorable et qu'il en poursuive sincèrement la "conclusion rapide, nous serons les premiers à proclamer qu'il "aura bien mérité de l'humanité." C'est, aujourd'hui comme hier, notre sentiment altérable et notre vœu le plus ardent.

## *Le message du président*<sup>1</sup>

### I

10 janvier 1918

Le message de M. Wilson au Congrès marque, plus encore que le discours de M. Lloyd George, une nouvelle étape vers la paix. Les deux chefs d'État se sont évidemment entendus avant de parler. Leur accord est particulièrement marqué sur les points où l'évolution de leur attitude à l'égard de l'Allemagne est plus soudaine et plus complète. Ils s'appuient l'un sur l'autre pour faire face aux objections qui pourraient surgir des milieux où ils ont contribué davantage, dans le passé, à aviver les passions démagogiques et les haines de race. Puissent-ils réparer tout le mal qu'ils ont fait ! Sur les points où leurs avis divergent, le président de la république américaine dépasse le premier ministre britannique dans la voie de la conciliation. Évidemment, l'Anglais s'est chargé de porter le premier coup, et l'Américain le relance. Tant mieux !

M. Wilson s'est enfin décidé à mettre une sourdine à sa lubie de faire le bonheur des peuples en leur imposant, bon gré mal gré, les "bienfaits" de la démocratie. Lui qui proclamait naguère son inaltérable détermination de ne mettre bas les armes que le jour où "l'autocratie" aurait disparu du monde en général et de l'Allemagne en particulier, il proteste maintenant qu'il ne songe pas "à suggérer [à l'Allemagne] la moindre altération ou modification de ses institutions." Il n'y met pas même la note sardonique de Lloyd George sur "l'anachronisme" du régime impérial. Il se borne à dire que la paix n'est possible que si les conditions, du côté de l'Allemagne, en sont acceptées et ratifiées par une majorité du Reichstag. Il fait plus. Il accepte carrément l'attitude des partis allemands favorables à la paix comme une suffisante expression de la volonté populaire. Il se réfère, en l'approuvant, à la démarche partiellement victorieuse tentée, en juillet dernier,

<sup>1</sup> Du 8 janvier 1918, publié le lendemain, dans le *Devoir* et dans la plupart des journaux.

par M. Erzberger, leader du Centre. Il loue l'inspiration générale des propositions de paix formulées par le comte Czernin. Tout ce qu'il rejette, ce sont les applications de fait suggérées par les hommes de guerre, comme préliminaires des pourparlers de Brest-Litovsk.

La portée de cette évolution dans l'attitude du Président est immense. Pour s'en rendre compte, il suffit de se remémorer ses déclarations antérieures, les tirades de la presse jingoe, anglaise et américaine, sur "l'hypocrisie" de la proposition Erzberger et des déclarations du comte Czernin. Il ne faut pas perdre de vue, non plus, que le gouvernement actuel, en Allemagne, est né de la crise provoquée par M. Erzberger et que le nouveau chancelier, Hertling, ancien chef du Centre, catholique comme Erzberger, appartient à la même école et professe les mêmes opinions.

Il est donc rigoureusement exact de dire que le Président des États-Unis tend la main au gouvernement allemand et lui offre de conclure la paix, pourvu que cette paix se fasse dans le sens des principes préconisés et des concessions suggérées par les hommes qui gouvernent actuellement toute la politique des Centraux. Nous sommes loin, on le voit, des jours où M. Wilson faisait appel aux éléments révolutionnaires d'Allemagne et ne leur laissait entrevoir la paix que comme prix du renversement de la monarchie.<sup>1</sup>

Comme le premier ministre britannique, le Président s'abstient, pour la première fois, de toute tirade déclamatoire sur la "barbarie" des Germains. C'est symptomatique.

\* \* \*

A l'égard de l'Autriche, M. Wilson observe la même modération, conforme du reste à son attitude antérieure. Comme M. Lloyd George, il se borne à demander que les peuples divers qui composent la Double Monarchie jouissent "de la plus ample opportunité de développer leur autonomie — *the freest opportunity of autonomous development.*" Exactement, entre parenthèses, ce que réclament les Irlandais, les Boers, les

<sup>1</sup> Voir les articles ci-dessus sur *le Pape et le Président*; et aussi, ma brochure sur *l'Intervention américaine, ses motifs, son objet, ses conséquences.*

Indous... et nous-mêmes. Il se sert de termes absolument identiques pour les nationalités jusqu'ici soumises à la domination de Constantinople; mais, comme M. Lloyd George, il déclare hautement que la souveraineté ottomane sur les pays turcs doit être maintenue.

En tout ce qui touche à l'indépendance de la Pologne, à l'évacuation de tous les territoires envahis de part de d'autre, à l'entière restauration de la Belgique, il parle dans le même sens que Lloyd George, que Czernin, que les Bolsheviki. Pour la Pologne et la Serbie, il réclame en outre, "un accès libre et sûr à la mer", ce qui n'implique nullement — le commentaire officieux de Washington le signale — une extension de frontières ou une annexion de territoire, mais un simple droit de passage, comme celui dont les Allemands jouissent par l'Escaut ou les bouches du Rhin, ou les Américains par le Saint-Laurent.

Sur la question de l'Alsace et du Trentin, il s'exprime avec plus de circonspection que M. Lloyd George: "Le tort causé à la France, en 1871... doit être réparé — *should be righted.*" Ceci laisse la porte ouverte à toute forme de compensation et n'implique pas rigoureusement la ré-annexion. La distinction est d'autant plus significative que cette suggestion est formulée dans le paragraphe même qui stipule que les régions actuellement occupées par les armées allemandes en France "doivent être évacuées — *should be freed.*"

Sur les prétentions de l'Italie irrédentiste, il s'exprime avec la même vague prudence: "Un rajustement des frontières "de l'Italie devrait être effectué *selon les lignes nettement "reconnaissables des nationalités — along clearly recognizable "lines of nationality.*"

Dans l'un comme dans l'autre cas, le mode de règlement suggéré par le Président exclut l'idée d'annexion par droit de conquête et entraîne forcément des tractations diplomatiques, précédées ou sanctionnées par le libre acquiescement des populations dont le sort est en jeu. C'est, en somme, le remède suggéré par le Souverain Pontife.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Ceci ne veut pas dire que la pensée du Pape et celle du Président soient absolument identiques, quant au mode et à l'étendue du règlement de ces deux questions. Ce que j'ai voulu dire, c'est que le Président, comme le Pape, considère que ces deux problèmes doivent faire l'objet d'un accord amiable entre les puissances intéressées — au lieu d'être résolus



Je me suis suffisamment expliqué, hier, sur ees deux problèmes très épineux, auxquels tient peut-être toute la question de paix ou de guerre, à l'heure actuelle. Il n'y a pas lieu d'y revenir. Toutefois, le principe — si principe il y a — posé par M. Wilson à l'égard des prétentions italiennes ouvre des perspectives d'avenir qui intéressent particulièrement le Canada. Examinons un instant cet aspect de la question.

\* \* \*

La base des réclamations italiennes sur Trieste et le Trentin repose, en somme, sur l'unique fait de la migration d'un certain nombre d'Italiens qui ont fait souche dans ees antiques possessions de l'Autriche. Aueun homme d'État, aucun juriste, aueun historien consciencieux, n'oserait prétendre que l'éphémère domination de la république vénitienne sur **sur** le littoral oriental de l'Adriatique, eneoire moins que l'arbitraire annexion du Trentin au royaume d'un jour constitué par Napoléon pour son beau-fils, Eugène de Beauharnais, constituent des titres sérieux que l'Italie contemporaine puisse invoquer.

La reconnaissance du "droit" de l'Italie à ees pays implique done le "droit" de toute nation aux régions limitrophes où ses habitants peuvent émigrer. Ce sera, en toute probabilité — on peut dire en toute eertitude, — l'exaete situation de nos provinces agrieoles de l'Ouest. D'iei quelques années, elles seront en majorité peuplées d'Américains et de fils d'Américains. Si l'Angleterre et le Canada aequiescent à la solution suggérée par M. Wilson pour satisfaire les prétentions de l'Italie irrédentiste, qu'aurons-nous à dire le jour où il prendra fantaisie au gouvernement de Washington de réclamer la

---

par la conquête — et qu'il faut tenir compte du sentiment des populations dont le territoire est en dispute autant que des exigences de la paix générale. Du reste, voici le passage de la note pontificale qui s'y réfère: «Pour ce «qui regarde les questions territoriales, comme par exemple celles qui sont «débatues entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France, «il y a lieu d'espérer *qu'en considération des avantages immenses d'une «paix durable avec désarmement, les parties en conflit voudront les examiner «avec des dispositions conciliantes, tenant compte, dans une mesure juste et «possible, ainsi que nous l'avons dit autrefois, des aspirations des peuples, «et, à l'occasion, en faisant coordonner les intérêts particuliers avec le bien «général de la grande société humaine.»*

“rectification” de nos frontières “selon les lignes nettement reconnaissables des nationalités” canadienne et américaine? N’oublions pas qu’en appuyant les prétentions de l’Italie, M. Wilson reprend la tradition d’une politique qui a permis aux États-Unis de “rectifier” les frontières du Mexique de manière à s’emparer des territoires actuels du Texas, du Nouveau-Mexique, du Nevada, de la Californie, de l’Arizona. Mais à quoi bon suggérer à nos “sauveurs d’empire” d’apprendre l’histoire et de prévoir l’avenir? Leur *éducation pratique* les met à l’abri de ces préoccupations. D’ailleurs, le “salut de l’Empire”, le triomphe de l’unionisme et les profits de la guerre valent bien les risques de mort ou de mutilation qu’ils apportent à la nationalité canadienne!

## II

11 janvier 1918

Nous avons signalé, hier, les points d’accord entre le Président des États-Unis et le “dictateur” de l’Empire britannique. Examinons maintenant les divergences; c’est par là surtout que le manifeste du Président marque une avance vers la paix.

La première et la plus remarquable de ces divergences, c’est l’attitude à l’égard de la Russie. Loin de *lâcher* la nouvelle “démocratie”, comme le chef du gouvernement britannique le fait si prestement, le Président des États-Unis s’en constitue le protecteur sympathique. Non seulement réclame-t-il l’évacuation complète de tous les territoires russes occupés par les Allemands; il va infiniment plus loin: il approuve avec enthousiasme les aspirations du peuple russe vers la paix générale et n’apporte aucune restriction aux conditions que le gouvernement bolshevik a posées. Si l’on rapproche cette attitude de la distinction si nette établie par M. Wilson entre les propositions de paix d’Erzberger et de Czernin et les exigences des militaristes et des junkers allemands, une seule conclusion s’impose: le Président des États-Unis est prêt à accepter comme base de la paix mondiale l’accord qui pourra s’établir entre le gouvernement actuel de Petrograd et les gouvernements de Berlin et de Vienne, pourvu que ceux-ci

résistent aux suggestions des extrémistes de leurs pays respectifs.

L'analyse et la synthèse du message présidentiel accentue cette conviction. Qu'on examine attentivement l'ordre des articles soigneusement numérotés dans lesquels M. Wilson a consigné son programme de paix; qu'on tienne compte surtout des préliminaires qui en déterminent le sens et la portée, et des propositions générales qui en subordonnent l'application, et l'on se rendra compte de l'avance considérable de l'attitude du Président sur celle du chef de la nation britannique.

\* \* \*

Les lecteurs du *Devoir* se rappellent peut-être quelques observations faites, au moment de l'entrée des États-Unis dans la guerre, sur les mobiles et les objectifs principaux de M. Wilson<sup>1</sup>. "D'ores et déjà", écrivais-je le 12 mai, "l'on peut "être certain qu'il a départagé, dans son esprit, les conditions "de paix qu'il se propose d'*exiger* et celles qu'il se bornera à "*proposer*", ou à suggérer, aurais-je dû écrire. Au premier rang des conditions *nécessaires*, "M. Wilson classe", ajoutais-je d'après des renseignements sûrs, "la liberté des mers, "l'accord international et la démocratisation des gouvernements". Son dernier discours démontre la justesse de ce pronostic. Contrairement à M. Lloyd George, il encadre ses réclamations ou ses suggestions de faits dans des principes d'application générale, qu'il énonce et commente avec une grande vigueur, presque avec éloquence.

Dans le premier article de son programme, il réclame des "contrats publics de paix" — *open covenants of peace* — et la suppression de toute diplomatie secrète. En ceci, il rejoint les socialistes anglais et frappe à sa base même tout le système qui a précédé et préparé le cataclysme actuel. Il fait davantage: il stigmatise implicitement les accords secrets conclus pendant la guerre entre l'Angleterre, la Russie, la France et l'Italie, et dont la révélation a tant fait pour déchirer le voile d'hypocrisie derrière lequel les champions "désintéressés" de

<sup>1</sup> Dans l'un des articles reproduits dans ma brochure: *l'Intervention américaine, etc.*

la "civilisation supérieure" abritaient leurs convoitises. La leçon ne sera pas perdue. Elle a évidemment inspiré le demi-désaveu dont M. Lloyd George a frappé ce honteux produit de la diplomatie secrète.

Le deuxième article réclame "la liberté absolue de la navigation en haute mer, . . . en temps de paix ou de guerre". C'est l'éclatante réaffirmation de la politique séculaire des États-Unis, si obstinément combattue par l'Angleterre<sup>1</sup>.

Le troisième article préconise la paix économique et, "autant que possible, la suppression de toutes les barrières économiques". C'est le désaveu de tous les projets de repré-sailles, après la guerre, projets auxquels notre gouvernement a eu la malencontreuse idée de s'associer, à Paris, par l'entremise de sir George Foster.

Le quatrième article stipule que des "garanties efficaces devront être données et acceptées pour réduire les armements au minimum exigé par la sécurité intérieure" des pays.

Le cinquième article exige "le règlement libre, sans parti-pris et absolument impartial, *de toutes les réclamations coloniales*", sans distinction des colonies allemandes, anglaises ou françaises; et ce règlement devra s'opérer en tenant un *égal compte — equal weight —* de l'intérêt des populations et du droit équitable des gouvernements. C'est à la fois beaucoup plus large et plus sûr que le plébiscite des tribus nègres suggéré par M. Lloyd George pour les seules colonies allemandes.

\* \* \*

Ces cinq stipulations d'application générale précèdent, je le répète, et gouvernent toutes les autres suggestions particulières. Et afin de ne laisser aucun doute sur l'esprit qui les a dictées, M. Wilson ajoute ce commentaire significatif: "En formulant ces essentielles rectifications des torts commis et ces assertions de droit, nous nous sentons en intime communion [d'opinion ou de sentiment] avec *tous les gouvernements* et tous les peuples unis ensemble contre les Impérialistes<sup>2</sup>." Et comme pour ne laisser subsister aucun doute

<sup>1</sup> Aussi cette suggestion du président a-t-elle été fort mal accueillie par la presse anglaise.

<sup>2</sup> Non seulement contre les impérialistes allemands, mais contre les impérialistes de tous les pays.



sur la tendance pacifiante de ses propositions, M. Wilson lance hardiment l'invite à l'Allemagne. Il la convie à se joindre à ce programme de réfection mondiale sans rien sacrifier de sa grandeur, de ses aspirations, de son régime même, pourvu qu'elle renonce à toute idée de domination et se contente d'une "place égale parmi les nations du monde". Vient ensuite le passage significatif, cité hier, où le président se défend même "de suggérer [à l'Allemagne] la moindre altération ou modification de ses institutions."

On est loin, on le voit, des arrogantes sommations au peuple allemand de se "démocratiser", plus loin encore des clameurs enragées des "mangeurs de feu" qui avaient juré de ne mettre bas les armes que le jour où, l'Allemagne anéantie, ses ennemis s'en partageraient les dépouilles: flottes, colonies, industries, etc.

Qu'on ne voie pas, dans ses observations, le puéril désir de narguer les louables efforts d'un homme d'État éminent qui cherche à réparer les désastres qu'il était peut-être impuissant à empêcher. Loin de là. Avec tous ceux qui souhaitent ardemment la pacification du monde, nous nous réjouissons de cette salutaire évolution. Mais nous avons bien le droit de la souligner, pour la justification morale de ceux qui n'ont cessé de tenir tête à la fureur des *war-mongers* et de préconiser la paix vers laquelle le monde s'achemine, malgré leur opposition.

## *Triomphe et justification du Pape*

---

### **Le monde saura-t-il en profiter ?**

---

12 janvier 1918

En étudiant la réponse du Président des États-Unis à la dernière note du Souverain Pontife, j'avais signalé l'étrange contradiction par laquelle M. Wilson, d'accord avec Benoît XV sur les principes généraux qui devraient présider à l'accord des nations et même sur la plupart des remèdes particuliers à appliquer aux maux actuels, repoussait avec une si incroyable désinvolture les sages avis du Pape. La principale cause de cette contradiction, je la localisais dans la "lubie démocratique" de M. Wilson<sup>1</sup>. Le dernier discours du président justifie singulièrement cette appréciation.

Maintenant qu'il lâche sa lubie et qu'il renonce à "démocratiser" de force l'Allemagne et l'Autriche, M. Wilson tombe d'accord avec Benoît XV sur presque tous les points de droit et de fait.

Dans la lettre de lord Lansdowne, nous avons également retracé l'accord de fond avec la pensée et les conseils salutaires du Souverain Pontife. Après avoir rappelé le touchant appel que Sa Sainteté avait fait entendre dès mars 1916 — et ce n'était pas le premier — j'ajoutais: "Si les peuples, et les "chefs d'État avaient, dès ce moment, écouté la voix du Pape, "au lieu d'obéir à l'appel brutal et sanguinaire des hommes "de proie, la paix serait conclue depuis un an et demi... Et "qu'on ne s'y trompe pas, il faudra y venir quand même: la "paix dont le Pape a défini les conditions nécessaires, ce n'est "pas uniquement la seule paix *juste et durable*, c'est aussi la "seule paix *possible* <sup>2</sup>."

<sup>1</sup> *Le Pape et le président* — articles du 30 et du 31 août 1917.

<sup>2</sup> *Le manifeste Lansdowne* — article du 1er décembre 1917.

De cette vérité les preuves éclatantes se multiplient et se précipitent. A mesure que les gouvernements cherchent à se rapprocher, à travers et au-dessus des multiples obstacles que la cupidité, la haine et le mensonge ont amoncelés, ils sont forcés d'emprunter davantage au programme de paix du Souverain Pontife. Ils en arrivent même à recourir au mode de négociation qu'il leur a suggéré.

\* \* \*

Dès le mois de juillet 1915, le Pape protestait contre le brutal cri de violence qui s'élevait dans tous les pays en guerre: "Il est faux, écrivait-il, que cet immense conflit ne peut se terminer que par la violence des armes... L'équilibre et le progrès du monde, la sécurité et la paix des nations reposent sur la bonne foi mutuelle, sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d'autrui, plus que sur la multitude des armées et le rempart formidable des forteresses."

A ceux qui prétendaient assurer une paix durable par l'écrasement de l'ennemi, il faisait entendre cette parole, aussi vraie selon la politique humaine qu'inspirée de l'équité chrétienne: "Rappelez-vous que les peuples ne meurent pas: humiliés et opprimés, ils préparent les représailles du lendemain en transmettant de génération en génération la haine et la soif de la vengeance." — "Que ne pesez-vous", disait-il aux chefs d'État, "avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples?"

En décembre 1915, il revenait à la charge et indiquait l'unique moyen qui puisse amener promptement la fin de cette "épouvantable conflagration." Il suggérait que "dans un échange d'idées, direct ou indirect, les aspirations de chacun soient enfin exposées clairement avec une volonté sincère et une conscience sereine et dûment examinées, en éliminant les prétentions injustes et les impossibilités... Il est absolument nécessaire que, d'un côté comme de l'autre des belligérants, on cède sur quelques points et qu'on renonce à quelques avantages espérés; et chacun devrait consentir de bon gré des concessions, même au prix de certains sacrifices, pour ne pas assumer devant Dieu et devant les hommes

“l’énorme responsabilité de la continuation de ce massacre  
“sans exemple.”

En mars 1916, il réitérait ses conseils à la fois angoissés et sereins; il adjurait de nouveau les gouvernants “d’exposer  
“une bonne fois avec clarté, d’une manière directe ou indirecte,  
“les désirs de chacune des parties et de tenir compte, *dans la*  
“*mesure du juste et du possible*, des aspirations des peuples,  
“acceptant au besoin, en faveur de l’équité et du bien commun  
“des nations, *les obligatoires et nécessaires sacrifices d’amour-*  
“*propre et d’intérêts particuliers.*”

“Telle était et telle reste”, ajoutait-il avec cette autorité  
suave que donne l’exercice du suprême magistère des âmes,  
“l’unique voie pour résoudre le monstrueux conflit suivant les  
“règles de la justice et arriver à une paix *qui ne soit pas profi-*  
“*table à une seule des parties mais à toutes*, et qui soit, par suite,  
“juste et durable.”

Que tout cela était vrai, fort, juste et infiniment plus  
*pratique* que tous les conseils de la haine, les efforts de la force  
brutale et les roueries de l’astuce diplomatique!

Voici deux ans et demi que la première de ces paroles a été  
prononcée, plus de deux ans que le second appel a été lancé,  
vingt-deux mois que la définition de la seule paix “juste et  
durable” a été donnée par la plus haute autorité morale, et la  
plus désintéressée, du monde. Les gouvernants sont restés  
sourds, les peuples ont continué de s’entre-tuer, les catholiques  
eux-mêmes n’ont pas eu le courage de faire écho à la parole du  
pape. En sont-ils plus avancés? Des millions d’hommes ont  
péri; d’autres millions sont mutilés pour la vie; des pays entiers  
ont été dévastés; des trésors d’art ont été anéantis; la famine  
et la banqueroute menacent le monde. Et il faut tout de même  
y venir. Les chefs d’État sont enfin amenés à “exposer avec  
clarté les aspirations de chacun”, à peser, non pas hélas! avec  
une “conscience sereine” mais, espérons-le, avec une cons-  
cience repentante, les “droits et les justes aspirations des  
peuples”; chaque nation commence à comprendre qu’elle doit  
faire “les obligatoires et nécessaires sacrifices d’amour-propre  
et d’intérêts particuliers”.



\* \* \*

Forcés tous de venir à Canossa, peuples et chefs d'État auront-ils la grandeur d'âme, le courage et le bon sens nécessaires pour appeler dans leurs conseils de pacification le seul homme qui ne les a pas trompés, le seul qui leur a, sans défaillance, indiqué la voie de la justice et du salut ?

Pour obtenir le concours de l'Italie, les gouvernants de la France, de l'Angleterre et de la Russie s'étaient, paraît-il, engagés par un honteux marché à exclure du congrès de la paix la seule autorité capable de pacifier le monde. Ils s'efforcent aujourd'hui de désavouer ce pacte d'infamie, qui leur a d'ailleurs fort peu profité. Ce n'est pas suffisant. La seule "réparation" de leur crime et de leur folie — et c'est eux et le monde, et non le Pape, qui en profiteraient — ce serait d'appeler le Souverain Pontife à présider le congrès qui déterminera les conditions de la paix "juste et durable" et les bases de la future société des nations.

Qu'on ne s'y trompe pas: si les uns repoussent l'intervention du Pape en prétextant qu'il veut favoriser l'Allemagne et l'Autriche, et les autres parce qu'ils craignent qu'il ne ménage trop la France, la Belgique ou la Pologne, ni les uns ni les autres n'atteindront tout de même leurs desseins.

Que la paix se fasse demain, ou que les nations, obstinées à leur perte, poursuivent leur œuvre de suicide et de dévastation, ce n'est ni la paix allemande, ni la paix française, ni la paix anglaise, ni la paix américaine, ni la paix impérialiste, ni la paix démocratique, qui mettra fin au massacre: ce sera la paix chrétienne, ou la révolution sociale.

La paix véritablement chrétienne, on ne peut pas l'espérer dans son entier. Le schisme grec, l'anarchie protestante et la Révolution française — les trois grands crimes que la chrétienté expie en ce moment — ont rompu le lien moral des sociétés chrétiennes, brisé l'accord complet entre les principes d'autorité et les principes de liberté, détruit la base du droit commun des peuples. On ne peut donc espérer que le Pape, que la Papauté, reprenne dès maintenant dans le monde son rôle salubre et bienfaisant d'arbitre des nations. Mais si un trop grand nombre de peuples se refusent à accepter l'autorité

dogmatique et disciplinaire du Saint Siège, du moins a-t-on le droit d'espérer que tous, chefs d'État et nations, éclairés par l'effroyable banqueroute de leurs systèmes et de leurs théories, par l'impuissance désastreuse de leur diplomatie et de leurs armées, auront le suprême bon sens de réclamer l'assistance morale et l'impartial arbitrage de l'autorité la plus haute et la plus humble à la fois qui soit au monde.

Le monde a plus que jamais besoin du Pape — non seulement pour l'aider à faire cesser le massacre actuel et rétablir l'accord entre les nations; mais aussi, et surtout, pour empêcher le conflit plus effroyable encore qui se prépare, dans chaque nation, entre les bourreaux et les victimes, entre les profiteurs et les martyrs de la guerre, entre les repus et les affamés.

Si les peuples chrétiens ne s'empressent de demander à la seule société morale qui ne se soit pas laissé réduire au rôle de secte débilite et effritée, ou d'institution politique et étroitement nationale, la sève reconstituante qui leur rendra la vie, ils tomberont à brève échéance sous le joug de l'internationalisme sans religion, sans morale, sans principe directeur. Et l'état du monde, comme celui du possédé de l'Évangile, sera pire qu'auparavant.



## *Appendices*

### I

#### Lettre de Sa Sainteté Benoît XV

“aux peuples belligérants et à leurs chefs”<sup>1</sup>

---

Lorsque Nous fûmes appelé, quoique sans mérite, à succéder sur le trône apostolique au pape Pie X, dont la vie juste et bienfaisante a été abrégée par la douleur causée par la lutte fratricide qui venait d'éclater en Europe, Nous éprouvâmes aussi, en jetant un regard éploré vers les champs de bataille ensanglantés, le déchirement d'un père qui voit sa maison ravagée et rendue déserte par un orage furieux. Nous songeâmes avec une douleur inexprimable à Nos jeunes fils fauchés par la mort ! Nous ressentîmes, dans un cœur agrandi par la charité chrétienne, toute l'effroyable douleur des mères et des épouses rendues veuves avant le temps, tous les pleurs des enfants, privés trop tôt de leur guide paternel.

Participant dans Notre âme à la crainte angoissée d'innombrables familles et comprenant bien les devoirs impérieux qui Nous sont imposés par la mission de paix et d'amour qui Nous a été confiée dans ces jours si tristes, Nous conçûmes aussitôt la ferme intention de consacrer toute Notre activité et tout Notre pouvoir à réconcilier les peuples en guerre. Nous en fîmes même la promesse solennelle au divin Seigneur qui a voulu au prix de son sang rendre tous les hommes frères. Les mots de paix et d'amour furent les premiers que Nous adressâmes aux nations et à leurs chefs comme pasteur suprême des âmes.

Notre conseil affectueux et insistant de père et d'ami ne fut pas écouté. Cela augmente Notre douleur, mais n'ébranle pas Notre résolution. Nous continuâmes à Nous adresser avec confiance au Tout-Puissant, qui tient dans ses mains les esprits et les cœurs, aussi bien des sujets que des rois, implorant de lui la cessation de l'immense fléau. A Notre humble, mais chaleureuse prière, Nous voulûmes associer tous les fidèles, et, pour la rendre plus efficace, Nous eûmes soin qu'elle fût accompagnée des œuvres de pénitence chrétienne.

Aujourd'hui, à ce triste anniversaire du jour où a éclaté ce terrible conflit, s'échappe plus ardent de Notre cœur le vœu que la guerre se termine

<sup>1</sup> A l'occasion du premier anniversaire de la guerre. Cette lettre a été rédigée en italien. *Le Devoir* en avait publié, le 2 août 1915, une traduction faite d'après la version anglaise télégraphiée au Canada. Le texte reproduit ici est celui que la *Croix* (de Paris) a publié le même jour (2 août 1915).



bientôt. Nous élevons davantage la voix pour pousser le cri paternel de paix. Puisse ce cri, dominant l'effroyable bruit des armes, atteindre les peuples belligérants et leurs chefs, les disposant les uns et les autres à des intentions plus douces et plus sereines.

Au nom du Dieu saint, au nom du Père et Seigneur du ciel, au nom du sang béni de Jésus, prix du rachat de l'humanité, Nous conjurons les nations belligérantes, devant la Providence divine, de mettre fin désormais à l'horrible carnage qui, depuis une année, déshonore l'Europe. C'est un sang de frères qu'on répand sur la terre et sur les mers. Les régions les plus belles de l'Europe, ce jardin du monde, sont semés de cadavres et de ruines. Là où il y a peu de temps l'action des usines et le travail fécond des champs s'épanouissaient, le canon tonne maintenant d'une manière effroyable, et, dans sa rage de démolition, n'épargne ni les villages ni les villes, et sème partout les ravages et la mort.

Vous qui portez devant Dieu et devant les hommes la terrible responsabilité de la paix et de la guerre, écoutez Notre prière, écoutez la voix paternelle du Vieaire du Juge éternel et suprême à qui vous devrez rendre compte de vos entreprises publiques comme de vos actions privées. Les richesses abondantes que le Dieu créateur a données à vos terres vous permettent de continuer la lutte, mais à quel prix, répondent les milliers de jeunes vies qui s'éteignent chaque jour sur les champs de bataille; mais à quel prix, répondent les ruines de tant de villes et de villages, tant de monuments dus à la piété et au génie des aïeux, les larmes amères versées dans le secret des foyers domestiques et au pied des autels! Ne répètent-elles pas aussi que le prix de la prolongation de la lutte est grand, trop grand!

Et l'on ne peut pas dire que l'immense conflit ne peut se terminer sans la violence des armes. Qu'on abandonne cette folie de destruction et qu'on réfléchisse que les nations ne périssent pas. Humiliées et opprimées, elles portent en frémissant le joug qui leur est imposé et préparent leur revanche, transmettant de génération en génération un triste héritage de haine et de vengeance.

Pourquoi ne pas peser dès maintenant, avec une sereine conscience, les droits et les justes aspirations des peuples? Pourquoi ne pas entamer de bonne volonté un échange direct ou indirect de vues ayant pour but de tenir compte dans la mesure du possible de ces droits et aspirations, et aboutir ainsi à mettre fin à cette lutte terrible, comme cela est arrivé autrefois dans des circonstances pareilles?

Qu'il soit béni celui qui, le premier, élèvera une branche d'olivier et tendra la main à l'ennemi en lui offrant des conditions raisonnables de paix! L'équilibre du monde, le progrès, la sécurité, la tranquillité des nations reposent sur la bienveillance mutuelle et sur le respect des droits et de la dignité d'autrui bien plus que sur le nombre des armées et sur les formidables enceintes des forteresses.

C'est un cri de paix qui s'échappe le plus haut de Notre âme dans ce triste jour, et Nous invitons les amis sûrs de la paix dans le monde à Nous

tendre la main pour hâter la fin de la guerre qui, depuis un an, a transformé l'Europe en un vaste champ de bataille.

Que Jésus miséricordieux, par l'intermédiaire de la Mère des douleurs, fasse enfin surgir après l'effroyable tempête l'aube radieuse et tranquille de la paix, image de son visage divin. Que les hymnes de reconnaissance au Très-Haut, auteur de tout bien, retentissent bientôt.

Souhaitons la réconciliation des États. Que les peuples redevenus frères reviennent aux pacifiques travaux des études, des arts et de l'industrie. Qu'une fois l'empire du droit rétabli, ils décident de confier dorénavant la solution de leurs différends, non plus au tranchant de l'épée, mais aux raisons de justice et d'équité étudiées avec le calme et la pondération nécessaires. Ce sera là leur conquête la plus belle et la plus glorieuse.

Dans la confiance que l'arbre de la paix revienne bientôt réjouir le monde de ses fruits si désirables, Nous donnons Notre bénédiction apostolique à tous ceux qui forment le troupeau mystique qui Nous est confié, de même qu'à ceux qui n'appartiennent pas encore à l'Église romaine. Nous prions le Seigneur de les unir à Nous par les liens d'une parfaite charité.

Donné à Rome, au Vatican, le 28 juillet 1915.

BENOÎT XV, Pape.

## II

### **Allocution de Sa Sainteté Benoît XV au Consistoire secret du 6 décembre 1915<sup>1</sup>**

---

A n'en pas douter, mes Vénérables Frères, les difficultés qui Nous ont empêché jusqu'ici de convoquer le Sacré Collège vous sont bien connues, et s'il Nous est donné aujourd'hui enfin de vous revoir nombreux dans cette noble enceinte, ce n'est pas que ces difficultés soient allées en diminuant, mais c'est parce que Nous avons craint qu'un plus long retard ne fût au détriment de la bonne marche des affaires de la Curie romaine.

Nombreux sont en effet les vides qui se sont produits successivement durant l'année dernière ou au cours de celle-ci, dans les rangs du Sacré Collège, et si en tous temps le Pontife romain eût douloureusement ressenti la perte de conseils éclairés et fidèles, la peine en a été d'autant plus vive pour Nous qui devons assumer le gouvernement de l'Église dans une période des plus critiques de l'histoire.

Assurément, malgré les immenses ruines qui se sont déjà accumulées durant le cours de seize longs mois, malgré que croisse dans les cœurs le désir de la paix et que vers la paix soupirent avec larmes un si grand

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Devoir* du 31 décembre 1915.

nombre de familles, malgré que Nous ayons recours à tous les moyens capables en quelque manière de hâter la paix et de calmer les discordes. Nous n'en voyons pas moins cette guerre fatale sévir avec fureur sur mer et sur terre; et, d'autre part, la malheureuse Arménie est menacée d'une ruine dernière, d'une ruine complète.

La lettre même qu'à l'anniversaire du début de la guerre Nous adressions aux peuples belligérants et à leurs chefs, bien qu'elle ait rencontré un accueil plein de respectueuse déférence, n'a pas cependant produit les effets bienfaisants qu'on en pouvait attendre. Vicaire ici-bas de Celui qui est le Roi pacifique, le Roi prince de la paix, Nous ne pouvons ne pas Nous émouvoir toujours davantage des malheurs d'un si grand nombre de Nos fils, non plus que cesser d'élever continuellement Nos bras suppliants vers le Dieu des miséricordes, le conjurant de tout notre effort de daigner mettre enfin par sa puissance un terme à ce sanglant conflit.

Et tandis que, autant qu'il est en Notre pouvoir, Nous Nous employons à en alléger les douloureuses conséquences par des mesures opportunes, qui sont bien connues de vous, Nous Nous sentons porté, par le devoir de notre charge apostolique, à insister de nouveau sur l'unique moyen qui puisse amener promptement la fin de cette épouvantable conflagration.

Pour préparer la paix telle qu'elle est ardemment désirée par l'humanité tout entière, la voie qui peut vraiment conduire à cet heureux résultat est celle qui a déjà été expérimentée et qui a été jugée bonne en de semblables circonstances, celle que Nous rappelions dans notre lettre de juillet dernier, à savoir que, dans un échange d'idées direct ou indirect, les aspirations de chacun soient enfin exposées clairement avec une volonté sincère et une conscience sereine, et dûment examinées, en éliminant les prétentions injustes et les impossibilités, et en tenant compte, au besoin, au moyen de compensations et d'accords équitables, de ce qui est juste et possible.

Naturellement, dans les controverses des parties en cause, comme dans toutes les controverses humaines, il est absolument nécessaire que, d'un côté comme de l'autre des belligérants, on cède sur quelque point et qu'on renonce à quelques-uns des avantages espérés, et chacun devrait consentir de bon gré des concessions, même au prix de certains sacrifices, pour ne pas assumer devant Dieu et devant les hommes l'énorme responsabilité de la continuation de ce massacre sans exemple, tel que, s'il se prolongeait encore, il pourrait bien marquer pour l'Europe le signal de sa déchéance du degré de civilisation et de prospérité où l'avait élevée la religion chrétienne.

Tels sont les sentiments qui Nous animent à l'égard de cette guerre considérée dans les relations mutuelles des peuples qui s'y trouvent malheureusement engagés.

Si, d'un autre côté, Nous considérons les inconvénients qui dérivent du conflit européen en ce qui concerne la cause catholique et le Saint-Siège, chacun voit combien ils sont graves, combien ils lèsent la dignité du Pontife romain; déjà, à plusieurs reprises, suivant les traces de Nos prédécesseurs, Nous avons déploré la condition du Souverain Pontife, qui est telle qu'elle ne lui laisse pas cette pleine liberté qui lui est absolument nécessaire

pour le gouvernement de l'Église; mais qui ne constate cette situation si évidente, plus manifeste encore dans les circonstances actuelles?

Sans doute, les bonnes intentions d'éliminer les inconvénients de cet état de choses n'ont pas fait défaut à ceux qui gouvernent l'Italie; mais cela même démontre clairement que la situation du Pontife romain dépend des pouvoirs civils et qu'elle pourrait, avec un changement de personnes et de circonstances, subir elle-même des changements et des aggravations.

Aucun homme sensé ne pourra affirmer qu'une condition aussi incertaine, aussi dépendante du bon vouloir d'autrui, soit proprement celle qui convient au Siège Apostolique.

Du reste, par la force même des choses, on n'a pas pu éviter que certains inconvénients d'une gravité évidente se vérifiasent.

Sans parler des autres, Nous Nous bornons à faire observer que certains ambassadeurs ou ministres accrédités auprès de Nous ont été obligés de partir pour garantir leur dignité personnelle et les prérogatives de leur charge, ce qui implique pour le Saint-Siège une diminution de son droit propre, issue du défaut de garanties nécessaires, et, du même coup, la privation du moyen ordinaire dont on a continué à se servir comme étant de tous le plus commode pour traiter les affaires avec les gouvernements étrangers; à ce sujet, Nous ne saurions relever sans une profonde douleur le soupçon qui a pu naître d'un côté des belligérants que, par la nécessité des choses, traitant des affaires qui regardent les peuples actuellement en guerre, Nous Nous laisserions dorénavant régler et guider par les seules suggestions de ceux qui peuvent Nous faire entendre leur voix.

Que dire, d'autre part, de la difficulté croissante des communications entre Nous et le monde catholique, qui Nous a mis dans un si grand embarras pour arriver à porter sur les événements un jugement complet et exact qui Nous eût été cependant si utile?

Il Nous semble que ce que Nous avons dit jusqu'ici doit suffire, Vénérables Frères, pour vous montrer combien Notre peine augmente de jour en jour en voyant s'étendre démesurément cette tuerie humaine à peine digne des siècles les plus barbares et combien la situation du Saint-Siège devient, en même temps, plus difficile. Et Nous ne doutons pas que, de même que vous partagez avec Nous les inquiétudes et les soucis de Notre charge apostolique, vous faites aussi écho à Notre douleur. Bien plus, Nous sommes sûr que tout le peuple chrétien prend part à Notre douleur.

Mais pourquoi perdre courage alors que le Pasteur suprême, Jésus-Christ, Nous a promis que son assistance ne ferait jamais défaut à son Église, pas même dans les moments les plus difficiles et les plus orageux? Faisons donc monter avec confiance jusqu'au bien-aimé Rédempteur des hommes nos prières, en les accompagnant d'œuvres de charité et de pénitence, afin que Dieu riche en miséricorde daigne terminer au plus tôt les souffrances au milieu desquelles se débat actuellement la malheureuse humanité.



III

**Lettre de Sa Sainteté Benoît XV**  
**à Son Éminence le Cardinal Pompili, cardinal-vicaire**<sup>1</sup>

---

Monsieur le Cardinal,

Comme pasteur universel des âmes, Nous ne pouvions, sans manquer aux devoirs inhérents à la sublime mission de paix et d'amour que Dieu Nous a confiée, rester indifférent à l'effroyable conflit qui déchire l'Europe, ni y assister silencieux.

C'est pourquoi, dès le début de Notre pontificat, dans l'angoisse que Nous mettait au cœur un spectacle si atroce, Nous Nous sommes efforcé à plusieurs reprises, par Nos exhortations et Nos conseils de persuader les nations ennemies de déposer les armes et de régler leur dissentiment d'une manière requise par la dignité humaine, moyennant une entente amicale.

Nous Nous sommes jeté pour ainsi dire au milieu des peuples belligérants comme un père au milieu de ses fils en lutte. Nous les avons conjurés, au nom de ce Dieu dont la justice et la charité sont infinies, de renoncer à leur dessein de destruction mutuelle, d'exposer une bonne fois avec clarté, d'une manière directe ou indirecte, les désirs de chacune des parties, et de tenir compte dans la mesure du juste et du possible des aspirations des peuples, acceptant au besoin en faveur de l'équité et du bien commun des nations les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers.

Telle était et telle reste l'unique voie pour résoudre le monstrueux conflit suivant les règles de la justice et arriver à une paix qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes, et qui soit, par la suite, juste et durable.

Notre voix paternelle malheureusement n'a pas été écoutée jusqu'ici et la guerre se poursuit, furieusement, avec toutes ses horreurs.

Néanmoins, monsieur le cardinal, Nous ne pouvons pas et ne devons pas Nous taire. Il n'est pas permis au père dont les fils se livrent à des combats acharnés de cesser de les avertir pour la seule raison qu'ils résistent à ses prières, à ses larmes, et vous savez, d'autre part, que si Notre cri de paix répété n'a pas obtenu l'effet désiré, il a eu toutefois un écho profond et est descendu comme un baume dans le cœur des peuples belligérants, bien plus, chez les peuples du monde entier, et y a suscité le vif et ardent désir de voir se résoudre le plus tôt possible le sanglant conflit actuel.

Il ne Nous est pas possible, par conséquent, de Nous abstenir d'élever encore une fois la voix contre cette guerre qui Nous apparaît comme un

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Devoir* du 1er avril 1916 et rectifié d'après la version donné par la *Croix* (de Paris) le 7 mars 1916.

suicide de l'Europe civilisée. Nous ne devons négliger de suggérer et d'indiquer, quand les circonstances le permettent, aucun moyen qui puisse contribuer à atteindre ce but tant désiré.

Une occasion propice Nous est offerte présentement par quelques pieuses dames, qui Nous ont manifesté l'intention de former entre elles, à l'approche de la sainte Quarantaine, une union spirituelle de prière et de mortifications, afin d'obtenir plus facilement de l'infinie miséricorde de Dieu la cessation de l'épouvantable fléau.

Nous avons souvent recommandé la prière assidue et la pénitence chrétienne comme l'unique réconfort pour Notre cœur et pour tout cœur humain dans le déchirement que lui cause cette horrible guerre fratricide et comme moyen très efficace pour implorer du Seigneur la paix à laquelle Nous aspirons. Le projet que Nous venons de dire ne pouvait manquer de Nous agréer très vivement; aussi l'avons-Nous béni avec toute l'effusion de Nos sentiments paternels. Nous voulons maintenant le louer publiquement dans le désir que tous les fidèles l'adoptent à leur tour.

Nous avons donc la confiance que non seulement à Rome, mais dans toute l'Italie et dans les autres pays belligérants, les familles catholiques, spécialement durant les jours prochains consacrés par l'Église à la pénitence, se recueilleront loin des spectacles et des divertissements mondains, en une prière plus fervente et plus assidue et dans la pratique de la mortification chrétienne. Celle-ci rendra plus agréables au Seigneur les supplications de ses fils et se présente d'ailleurs, dans les circonstances actuelles, comme souverainement opportune et s'harmonisant avec l'affliction de tout cœur bien né.

Mères, épouses, filles et sœurs de combattants le sentent plus vivement que quiconque dans la tendresse et la bonté de leur âme, et mesurent l'immensité du malheur que représente l'affreuse guerre actuelle: nous les exhortons toutes, d'une façon spéciale, à user de leur exemple et de leur douce puissance au foyer domestique pour amener tous les membres de leurs familles à faire monter vers Dieu, en ce temps propice, en ces jours de salut, une continuelle et plus fervente prière et présenter à son trône divin l'offrande de sacrifices volontaires qui en apaisent la juste colère.

Bien plus, les familles catholiques de toutes les nations belligérantes répondront pleinement à Notre désir si elles s'appliquent de façon particulière à de telles œuvres de piété, le jour qui est consacré à la commémoration sublime du sacrifice de l'Homme-Dieu, en ces heures qu'a rendues éternellement mémorables sa divine charité; elles lui demanderont, par l'intercession de sa Mère de douleurs, mais Mère au courage indomptable et Reine des Martyrs, elles lui demanderont à Lui, qui a voulu racheter par la douleur et rendre frères tous les fils d'Adam, la grâce de supporter avec magnanimité et résignation chrétienne, l'angoisse et les pertes très douloureuses causées par la guerre, et le supplieront de mettre fin à l'épreuve déjà si longue et si terrible. Et parce que les aumônes aussi servent à racheter les péchés et à apaiser la justice de Dieu, Nous souhaiterions que chaque famille, dans une mesure proportionnée à ses ressources, offrît une obole

de charité pour la distribuer aux pauvres et aux malheureux si chers à Jésus-Rédempteur, pour secourir surtout les fils infortunés de ceux qui sont morts en cette horrible guerre.

Dans l'espérance, enfin, qu'à ces œuvres de chrétienne piété voudront s'associer, poussées par un sentiment tendre, un sentiment d'humaine compassion et plus fortement encore par la charité surnaturelle qui doit unir les fils du même Père Céleste, les familles des pays neutres aussi, Nous vous accordons de cœur, monsieur le cardinal, et à toutes les femmes et familles catholiques dont Nous venons de parler, Notre bénédiction apostolique.

BENOÎT XV, Pape.

Du Vatican, 4 mars 1916

#### IV

### Interview de Son Éminence le Cardinal Gasparri, secrétaire d'État<sup>1</sup>

Le cardinal, dès qu'il m'aperçoit, m'accueille par un sourire et débute ainsi :

— Vous savez que le Saint-Père, après certaines interviews de fâcheuse mémoire, a pris la résolution de ne plus recevoir de journalistes pendant la guerre. Moi aussi, j'avais pris le même engagement, mais la loyauté du *Journal* me rassure, et je suis certain qu'il enregistrera fidèlement mes paroles.

— Je crois que Votre Éminence a longtemps habité la France. Par conséquent, elle a pu la connaître et former son jugement sur elle.

— J'avais 30 ans quand les évêques fondateurs de l'Institut catholique de Paris m'offrirent la chaire de droit canonique et de droit public de l'Église. J'ai quitté Paris à l'âge de 48 ans, quand Léon XIII m'envoya comme délégué apostolique, au Pérou, en Bolivie et à l'Équateur. C'est vous dire, Monsieur, que j'ai donné à la France le meilleur de ma vie. Pendant ces longues années qui, hélas ! passèrent si vite, j'ai appris, en effet, à connaître et à aimer la France. En particulier, j'ai appris à connaître et à estimer le clergé français, depuis le saint cardinal Richard, qui m'honorait de sa paternelle bienveillance, jusqu'à ces curés de campagne qui savent joindre tant de bon sens pratique aux plus solides vertus sacerdotales. Dans cette horrible guerre, vous n'avez pas eu, je suppose, à vous plaindre de votre clergé.

La conduite du clergé a dû faire tomber bien des préjugés. Le vieux cri de guerre religieuse : *le cléricalisme, voilà l'ennemi !* me semble être aujourd'hui d'une absurdité qui saute aux yeux. Et, certainement, Gambetta

<sup>1</sup> A l'un des rédacteurs du *Journal*, de Paris. Le texte de cette conversation a été reproduit dans le *Devoir* du 23 septembre 1916. Le *Journal* faisait précéder les déclarations de l'éminentissime cardinal de cette attestation : « Le *Journal* les reproduit dans leur texte exact et formellement approuvé, se bornant à remplir son rôle d'informateur qui est de mettre, « sans discussion ni commentaire, la pensée du Pape en présence de la « conscience française. »

ne le prononceraient plus. Encore une fois, le patriotisme des prêtres français a reçu, comme on dit, le baptême du feu et personne, désormais, n'a plus de droit d'en douter. Cela pourrait bien avoir des conséquences pour l'avenir de votre beau pays.

— Puis-je demander à Votre Éminence si, parmi ces conséquences, elle entrevoit comme possible une reprise des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège ?

— Vous touchez au point délicat. Je vous dirai en toute simplicité que, pour moi qui aimais la France, le jour de la rupture fut un des plus pénibles de ma vie. Vous me demandez si je crois possible une reprise ? Mais certainement ! De notre côté, nous en serions enchantés. Tout dépendra du gouvernement français. Le voudra-t-il ? Je n'en sais rien. La paix rétablie, tous les peuples belligérants auront un impétueux besoin de repos, de tranquillité, qui fera taire, au moins pour un certain nombre d'années, bien des querelles intestines. En particulier la France, ayant admiré dans cette guerre la belle conduite de son clergé régulier et séculier, ne voudra plus, je pense, de persécution religieuse. Par exemple, est-ce qu'après la guerre on chassera de nouveau du territoire français les religieux qui sont rentrés en France pour répondre à l'appel de la patrie en danger ? Je ne le crois pas. Aucun gouvernement français ne fera cela, et la France, telle que je la connais, la France si chevaleresque, ne le permettrait pas. Or, chez vous, l'apaisement religieux ne sera jamais complet sans la reprise des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Bien plus, après la guerre, les points de contact entre le pouvoir civil en France et l'autorité ecclésiastique, non seulement ne disparaîtront pas, mais iront plutôt en se multipliant, et un gouvernement vraiment soucieux des intérêts de la République française ne voudra pas les sacrifier à un antieléricalisme passé de mode. Voilà, je crois, quelques motifs qui permettent aux catholiques d'espérer.

— Je vous remercie, Éminence, de tout ce que vous venez de me dire. Pouvez-vous ajouter quelques mots sur la pensée du Saint-Père relativement à la guerre ? Vous savez que...

— Je sais que, là-dessus, nos ennemis font circuler en France bien des sottises. Et, pourtant, la pensée du Pape est très simple et très claire. Tout d'abord, il désire, il appelle de tous ses vœux le rétablissement de la paix, paix juste et durable, par conséquent sans oppression des peuples et en tenant compte de leurs aspirations, si elles sont reconnues justes et réalisables. Autrement, nous n'aurions pas la paix, ou, tout au moins, elle ne serait pas durable. En attendant cette paix, le Saint-Siège garde, quoi qu'on en dise, une impartialité absolue entre les belligérants — pourrait-il en être autrement ? — avec une bienveillance particulière envers les nations catholiques, précisément parce que catholiques, qui ont le plus souffert : la France, la Pologne et cette Belgique, d'autant plus près du cœur du Saint-Père qu'elle fut plus éprouvée. Impartialité absolue, mais pas inactive, car le Saint-Siège, sans regarder à la fatigue ni à la dépense, sans distinction même de race ou de religion, a tout fait pour atténuer en quelque mesure les souffrances de cette horrible lutte : et, grâce à Dieu, le résultat



est satisfaisant. Je vous prie de croire, Monsieur, que la secrétairerie d'État, surtout en ce moment, sous l'impulsion vigoureuse de Sa Sainteté, n'est pas une sinécure. Rien que pour tenir l'immense correspondance que nécessitent la recherche des prisonniers et des disparus, et les renseignements à donner aux familles, nous avons dû mobiliser moines et bonnes Sœurs. Certainement, vous connaissez les principales de nos initiatives d'ordre général couronnées de succès comme celles qui aboutirent à l'échange des grands blessés, à l'hospitalisation en Suisse des malades et des petits blessés, et maintenant à l'hospitalisation des pères de famille détenus civils, etc.; je ne parle pas d'autres projets, soit d'ordre général, soit d'ordre particulier, qui attendent encore une solution, mais que nous espérons bien faire réussir. Voilà, en peu de mots, la pensée et l'œuvre du Pape dans les moments tragiques que nous traversons. Les faits sont notoires et le Saint-Père s'est expliqué dans les documents les plus solennels. Je ne erois pas me tromper en disant que tous les hommes raisonnables approuvent notre conduite. Les passions belliqueuses apaisées, nous attendrons, tranquilles, le verdict de l'Histoire.

— Que Votre Éminence veuille bien me permettre un mot. Certainement le Saint-Siège, pouvoir international de sa nature, ne pouvait pas se jeter dans la mêlée. Personne ne le prétend. Mais de la plus haute autorité morale qui soit au monde, on attendait une parole condamnant certains procédés employés dans cette guerre.

— C'est le reproche qu'on nous fait, répété tout dernièrement par des grands journaux avec une légèreté inconcevable. Le Saint-Siège a condamné les violations du droit; il a, par l'allocution consistoriale du 22 janvier 1915, et en d'autres circonstances solennelles, rappelé les belligérants à l'observance des lois de la guerre. Devait-il, pouvait-il aller jusqu'à des condamnations nominales sur des cas particuliers? Je ne vous étonnerai pas en disant que les accusations s'entre-eroisent, venant de tous côtés. Le Saint-Siège impartial, s'il voulait s'ériger en juge des coups, devrait suivre pour tous la même règle. Or, un juge tant soit peu sérieux, avant de prononcer sa sentence, doit faire une enquête, doit entendre au moins l'accusé, d'après le principe élémentaire du droit: *Audiatur et altera pars*. A plus forte raison cela s'imposerait dans des débats comme ceux-ci, à cause de la très haute autorité du juge, de la gravité de l'affaire, de la surexcitation des passions, de la complexité des circonstances. Or, est-ce pratiquement possible? Même si nous, les enquêteurs, pouvions arriver jusqu'à la partie accusée, celle-ci, probablement, nous éconduirait plus ou moins poliment, ou bien nierait le fait, ou bien donnerait des explications que nous ne pourrions pas contrôler. Ceci en thèse générale. Il me serait très facile de confirmer ce raisonnement par des exemples et de l'appliquer à des cas particuliers. Ce que nous faisons ne vaut-il pas mieux? Nous tenir en dehors et au-dessus de la bataille, ce qui nous permet de faire du bien à tous et même d'amener tout doucement, et sans faire de bruit, les belligérants à renoncer en tout ou en partie à tel ou tel procédé. Nous ne réussissons pas toujours, mais nous réussissons quelquefois et, ce peu que

nous gagnons, c'est autant de mal de moins sur terre. Je lis dans vos yeux. En ce moment vous pensez aux déportations du Nord français. Oui, nous nous sommes occupés de celles-là aussi, mais je vous prie de ne pas insister là-dessus, car je ne pourrais pas vous répondre. Il m'est seulement permis de vous dire que nous nous en occupons encore.

En m'indiquant d'un geste la fin de l'enquête, le cardinal ajoute :

— Ce que vous pouvez encore dire aux catholiques français, c'est que, dans ses prières, le Saint-Père ne les oublie pas, qu'il leur garde sa dilection et qu'il se souvient toujours que la France, dans sa longue et glorieuse histoire, a mérité le beau titre de fille aînée de l'Église. Je suis sûr, malgré certaines apparences, qu'elle s'en souvient elle aussi.

EDOUARD HELSEY.

## V

### Note du Pape

#### “ aux chefs des peuples belligérants ”<sup>1</sup>

---

LETTRE DU CARDINAL SECRÉTAIRE D'ÉTAT À S. M. LE ROI  
D'ANGLETERRE

Majesté,

Le Saint-Père, désireux de faire tout ce qui dépend de lui afin qu'il soit mis un terme au conflit qui, depuis plus de trois ans, ravage le monde civilisé, en est venu à la décision de soumettre aux chefs des peuples belligérants des propositions concrètes de paix exposées dans un document que j'ai l'honneur de joindre à cette lettre.

Dieu veuille que la parole de Sa Sainteté produise cette fois l'effet désiré pour le bien de l'humanité tout entière!

Le Saint-Siège n'ayant pas de relations diplomatiques avec le gouvernement français, ni avec le gouvernement italien et le gouvernement des États-Unis, prie très respectueusement Votre Majesté de vouloir bien faire parvenir un exemplaire de l'appel de Sa Sainteté à M. le président de la République française ainsi qu'à Sa Majesté le roi d'Italie et à M. le président des États-Unis. Je me permets aussi d'ajouter douze autres exemplaires que je prie Votre Majesté de daigner faire parvenir aux chefs des nations amies des alliés, en exceptant la Russie, la Belgique et le Brésil, auxquels ce document a été envoyé directement.

En exprimant à Votre Majesté mes remerciements les plus vifs pour son extrême obligeance, je suis heureux de saisir l'opportunité de lui offrir l'hommage des sentiments de très profond respect avec lesquels j'ai l'honneur de me dire, de Votre Majesté, le très humble et très dévoué serviteur.

Cardinal GASPARRI

<sup>1</sup> Texte emprunté au *Gaulois* du 17 août 1917 et reproduit dans le *Devoir* du 1er septembre 1917. Quelques légères modifications ont été faites ici, d'après le texte publié par la *Croix* (de Paris).

NOTE DU PAPE

Aux chefs des peuples belligérants,

Dès le début de Notre pontificat, au milieu des horreurs de la terrible guerre déchaînée sur l'Europe, Nous Nous sommes proposé trois choses entre toutes: garder une parfaite impartialité à l'égard de tous les belligérants, eomme il convient à celui qui est le père commun et qui aime tous ses enfants d'une égale affection; Nous efforcer continuellement de faire à tous le plus de bien possible, et cela sans acception de personnes, sans distinction de nationalité ou de religion, ainsi que le dictent aussi bien la loi universelle de charité que la suprême charge spirituelle à Nous confiée par le Christ; enfin, comme le requiert également Notre mission pacificatrice, ne rien omettre, autant qu'il était en Notre pouvoir, de ce qui pourrait contribuer à hâter la fin de cette calamité en essayant d'amener les peuples et les chefs à des résolutions plus modérées, aux délibérations sereines de la paix, paix juste et durable.

Ce fut Notre œuvre pendant les trois douloureuses années qui viennent de s'écouler. On a pu facilement reconnaître que, si Nous sommes toujours resté fidèle à une résolution absolue d'impartialité et à Notre action de bienfaisance, Nous n'avons pas cessé non plus d'exhorter les peuples et les gouvernants belligérants à redevenir frères, bien que la publicité n'ait pas été donnée à tout ce que Nous avons fait pour atteindre ce très noble but.

Vers la fin de la première année de guerre, Nous adressions aux nations en lutte les plus vives exhortations; de plus, Nous indiquions la voie à suivre pour arriver à une paix stable et honorable pour tous.

Malheureusement, Notre appel ne fut pas entendu; et la guerre fut poursuivie, aeharnée, pendant deux années eneoire, avec toutes ses horreurs; elle devint même cruelle et s'étendit sur la terre, sur la mer et jusque dans les airs; et l'on vit s'abattre sur des cités sans défense, sur des villages tranquilles, sur des populations innoeentes, la désolation et la mort. Et maintenant, personne ne peut imaginer combien se multiplieraient, s'aggravaient les souffrances de tous si d'autres mois, ou, pis encore, d'autres années venaient s'ajouter au sanglant triennat. Le monde eivilisé devrait-il donc n'être plus qu'un ehamp de mort? Et l'Europe, si glorieuse et si florissante, va-t-elle donc, comme entraînée par une folie universelle, eourir à l'abîme et prêter la main à son propre suicide?

Dans eette situation si angoissante, en présenee d'une menace aussi grave, Nous, qui n'avons aucune visée politique particulière, qui n'écoutons les suggestions ou les intérêts d'aucune des parties belligérantes, mais uniquement poussé par le sentiment du devoir suprême de père eommun des fidèles, par les sollicitations de nos enfants qui implorent Notre intervention et Notre parole pacificatrice, par la voix même de l'humanité et de la raison, Nous jetons un nouveau cri de paix et renouvelons Notre pressant appel à ceux qui tiennent entre leurs mains les destinées des nations.

Mais pour ne plus Nous renfermer dans les termes généraux, eomme les eirconstances Nous l'avaient conseillé par le passé, Nous voulons maintenant

descendre à des propositions plus concrètes et pratiques et inviter les gouvernements et les peuples belligérants à se mettre d'accord sur les points suivants qui semblent devoir être les bases d'une paix juste et durable, en leur laissant le soin de les préciser et de les compléter.

Tout d'abord, le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit, d'où résulte un juste accord de tous pour la diminution simultanée et réciproque des armements selon des règles et des garanties à établir dans la mesure nécessaire et suffisante pour le maintien de l'ordre public en chaque État, et pour la substitution aux armées d'une institution d'arbitrage avec une haute fonction pacificatrice, selon des règles à concerter et des sanctions à déterminer contre l'État qui se refuserait soit à soumettre les questions internationales à un arbitrage, soit à en accepter les décisions.

Une fois la suprématie du droit ainsi établie, on enlève tout obstacle aux voies de communication des peuples en assurant, par des règles à fixer également, la vraie liberté et la communauté des mers, ce qui d'une part éliminerait les multiples causes d'un conflit et d'autre part ouvrirait à toutes les nations de nouvelles sources de prospérité et de progrès.

Quant aux dommages à réparer et aux frais de la guerre, Nous ne voyons d'autre moyen de résoudre la question qu'en posant comme principe général une remise des dettes entière et réciproque, justifiée du reste par les bienfaits immenses à retirer du désarmement, d'autant plus qu'on ne comprendrait pas la continuation d'un pareil carnage uniquement pour des raisons d'ordre économique. Si pour certains cas, il existe, à l'encontre, des raisons particulières, qu'on les pèse avec justice et équité.

Mais ces accords pacifiques, avec les immenses avantages qui en découlent, ne sont pas possibles sans la restitution réciproque des territoires actuellement occupés; par conséquent, du côté de l'Allemagne, l'évacuation totale de la Belgique avec garantie de sa pleine indépendance politique, militaire et économique vis-à-vis de n'importe quelle puissance; l'évacuation également des territoires français; du côté des autres parties belligérantes, semblables restitutions des colonies allemandes.

Pour ce qui regarde les questions territoriales, comme par exemple celles qui sont débattues entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France, il y a lieu d'espérer qu'en considération des avantages immenses d'une paix durable avec désarmement, les parties en conflit voudront les examiner avec des dispositions conciliantes, tenant compte dans une mesure juste et possible, ainsi que nous l'avons dit autrefois, des aspirations des peuples, et à l'occasion, en faisant coordonner les intérêts particuliers avec le bien général de la grande société humaine.

Le même esprit d'équité et de justice devra diriger l'examen des autres questions territoriales et politiques, notamment de celles relatives à l'Arménie, aux États balkaniques, aux territoires faisant partie de l'ancien royaume de Pologne, auquel en particulier ses nobles traditions historiques, les souffrances endurées spécialement pendant la guerre actuelle doivent justement concilier les sympathies des nations.



Telles sont les principales bases sur lesquelles Nous croyons que doit s'appuyer la future réorganisation des peuples. Elles sont de nature à rendre impossible le retour de semblables conflits et à préparer la solution de la question économique si importante pour l'avenir et le bien-être matériel de tous les États belligérants.

Aussi, en vous les présentant à vous, qui dirigez à cette heure tragique les destinées des nations belligérantes, Nous sommes animé d'une douce espérance, celle de les voir acceptées et de voir ainsi terminer le plus tôt possible la lutte terrible qui apparaît de plus en plus comme un massacre inutile. Tout le monde reconnaît d'autre part que, d'un côté comme de l'autre, l'honneur des armes est sauf.

Prêtez donc l'oreille à notre prière; accueillez l'invitation paternelle que nous vous adressons au nom du divin Rédempteur, prince de la Paix, réfléchissez à votre très grave responsabilité devant Dieu et les hommes. De vos résolutions dépendent le repos et la joie d'innombrables familles, la vie de milliers de jeunes gens, la félicité, en un mot, des peuples auxquels vous avez le devoir absolu d'en procurer le bienfait.

Que le Seigneur vous inspire des décisions conformes à sa très sainte volonté; fasse le ciel qu'en méritant les applaudissements de vos contemporains, vous vous assuriez aussi auprès des générations futures le beau nom de pacificateur. Pour Nous, étroitement uni dans la prière et la pénitence à toutes les âmes fidèles qui soupirent après la paix, nous implorons pour vous du divin Esprit lumière et conseil.

BENOÎT XV.

Du Vatican, 1er août 1917.

## VI

### Lettre de Son Eminence le Cardinal Gasparri, Secrétaire d'État,

à Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Sens<sup>1</sup>

---

Secrétairerie d'État de Sa Sainteté.

Du Vatican, 7 octobre 1917.

Monseigneur,

Je vous remercie de tout cœur de l'aimable lettre que vous avez eu la bonté de m'adresser. Le Saint-Père, à qui je me suis empressé de la communiquer, a fort goûté la juste appréciation faite par vous de l'Appel pontifical du 1er août dernier, en faveur de la paix.

<sup>1</sup> Texte publié dans la *Croix* (de Paris) et reproduit dans le *Devoir* du 1er décembre 1917.

Vous connaissez sûrement, Monseigneur, ma lettre à Mgr l'évêque de Valence. Cette lettre exprime l'étonnement que m'a causé l'attitude généralement hostile de la presse française à l'égard de l'Appel pontifical. J'y ai démontré (ce qui du reste ressort avec évidence de la simple lecture du document pontifical) qu'aucun des points indiqués par le Saint-Père, comme bases d'une paix juste et durable, ne saurait blesser le patriotisme français.

Bien plus, quelques-uns de ces points sont nettement favorables à la France: de sorte que s'il y a dans la Lettre pontificale une nation favorisée, ce n'est ni l'Allemagne ni l'Autriche, mais bien la France et la Belgique. Ma surprise et mon étonnement furent donc très grands.

On a présenté l'acte pontifical comme inspiré par les empires centraux et spécialement par l'Autriche. Cette assertion est complètement fausse. Les déclarations du Saint-Siège et celles du chancelier allemand, la réponse des empires centraux, l'opposition de la presse pangermaniste et conservatrice d'Allemagne mettent ce point hors de doute; je puis ajouter que, par un retard tout à fait involontaire dans la transmission, l'empereur d'Autriche et son gouvernement ont été les derniers à connaître la Lettre pontificale.

D'ailleurs la genèse de l'acte pontifical est très simple, et il n'est besoin de recourir à aucune inspiration étrangère. Par les déclarations des hommes d'État ou des Parlements des puissances belligérantes, le Saint-Siège avait constaté, avec la plus vive satisfaction, que, sur certains points fondamentaux, on était substantiellement d'accord; il a donc réuni ces différents points, invitant les puissances elles-mêmes à les préciser, à les compléter, à les examiner dans un esprit de conciliation, en tenant compte, dans la mesure du juste et du possible, des aspirations des peuples: et voilà tout l'acte pontifical du 1er août.

Ainsi, par exemple, presque tous les belligérants: Russie, France, Angleterre, Allemagne, Autriche, avaient déclaré que la paix devait être conclue sans indemnités. La Russie, l'Allemagne, l'Autriche ne faisaient pas de distinctions entre les dépenses de guerre et les dommages causés par la guerre, indiquant par là même que la réparation de ces dommages ne serait pas exigée. Seul, M. Ribot déclara que, dans les futures tractations de paix, la France se réservait le droit de réclamer la réparation des dommages causés sur son territoire, sans nécessité aucune, par la faute des autorités militaires. C'est pourquoi, dans le troisième point de l'Appel pontifical, le Saint-Siège propose, comme règle générale, la condonation réciproque des dépenses et dommages de guerre, ajoutant que *si dans quelques cas des raisons particulières s'y opposent, ces raisons devront être pesées avec justice et équité*. Conçue en termes généraux, cette proposition n'exclut pas les réserves formulées par M. Ribot; et la France demeure libre de juger si, même dans l'hypothèse de la victoire, il lui convient de prolonger la guerre, fût-ce d'une seule année, pour réclamer de l'Allemagne la réparation des dommages dont elle serait coupable.

On a dit encore que le Saint-Père, en qualité de juge suprême de la morale et de la justice, devait avant tout déclarer de quel côté sont les torts, de quel côté le droit. Étrange critique, en vérité! Dans l'intérêt de l'humanité, le Saint-Père dans sa lettre assume l'office de *médiateur* faisant du mieux possible pour amener les nations belligérantes, dont chacune prétend avoir raison, à déposer les armes, à entrer en conversation, à se réconcilier. Or, je le demande, appartient-il au rôle de *médiateur* de déterminer quelle est celle des parties en présence qui a tort, quelle est celle qui a raison? A vouloir trancher cette question, est-il probable qu'il atteindrait le but qu'il se propose: celui de faire entrer les parties dans la voie de la réconciliation et de la paix?

Enfin, et j'omets d'autres points de moindre importance, on a objecté que les propositions du Saint-Père ne sont pas toutes réalisables. On a dit en particulier que le désarmement réciproque et simultané doit être mis au rang des aspirations destinées à demeurer sans effet. Or, le désarmement est voulu par tous sans exception, comme l'unique moyen pour éloigner le péril de la guerre, pour remédier aux difficultés financières des États, pour empêcher les convulsions sociales qui sans cela sont trop malheureusement à prévoir. Mais dès qu'il s'agit de déterminer le moyen de réaliser et de maintenir ce désarmement, l'accord cesse. Je n'hésite pas à reconnaître franchement que de tous les systèmes envisagés jusqu'à présent, aucun n'est vraiment pratique. Et pourtant ce système pratique existe.

Le Saint-Siège, dans son Appel du 1er août, n'a pas cru, par déférence pour les chefs des peuples belligérants, devoir l'indiquer, préférant leur laisser à eux-mêmes le soin de le déterminer, mais pour lui, le seul système pratique et, de plus, de facile application avec un peu de bonne volonté de part et d'autre serait le suivant: supprimer, d'un commun accord entre nations civilisées, le service militaire obligatoire; constituer un tribunal d'arbitrage, comme il a été dit déjà dans l'Appel pontifical, pour résoudre les questions internationales; enfin, pour prévenir les infractions, établir comme sanction le *boycottage* universel contre la nation qui voudrait rétablir le service militaire obligatoire, ou bien qui se refuserait, soit à soumettre une question internationale au tribunal d'arbitrage, soit à accepter sa décision.

De cette sanction, lord Ceeil lui-même, dans un de ses discours, a pleinement reconnu l'efficacité pratique.

Et de fait, pour omettre d'autres considérations, l'exemple récent de l'Angleterre et de l'Amérique dépose en faveur de l'adoption de ce système. L'Angleterre et l'Amérique avaient, en effet, le service volontaire, et, pour prendre une part efficace à la guerre actuelle, elles ont été contraintes de recourir à la conscription. Ce qui prouve que le service volontaire donne bien le contingent nécessaire pour maintenir l'ordre public (et l'ordre public n'est-il pas maintenu en Angleterre comme en Amérique, aussi bien, sinon mieux, que chez les autres nations?) mais il ne fournit pas les armées énormes requises par la guerre moderne. En supprimant donc, d'un commun accord entre nations civilisées, le service obligatoire

pour le remplacer par le service volontaire, on obtiendrait comme automatiquement et sans perturbation de l'ordre public le désarmement avec toutes les heureuses conséquences indiquées plus haut.

La conscription a été, depuis plus d'un siècle, la vraie cause d'une multitude de maux qui ont affligé la société: arriver à une suppression simultanée et réciproque sera le vrai remède. En effet, une fois supprimée, la conscription ne pourrait être rétablie que par une loi; et pour cette loi, même avec la constitution actuelle des empires centraux, il faudrait l'approbation du Parlement (approbation très improbable pour beaucoup de raisons et surtout à cause de la douloureuse expérience de la guerre actuelle); ainsi on arriverait à avoir, pour le maintien des accords intervenus, ce que l'on souhaite tant: la garantie des peuples. Si d'autre part, on réservait au peuple par voie de *referendum*, ou du moins au Parlement, le droit de paix et de guerre, la paix entre nations se verrait assurée, autant du moins qu'il est possible en ce monde.

Je m'aperçois, Monseigneur, que cette lettre est devenue trop longue; veuillez l'attribuer à mon amour pour la France, au plaisir que j'ai de m'entretenir avec vous et me croire, Monseigneur, votre serviteur et ami.

P. cardinal GASPARRI

## VII

### Discours de Sa Sainteté Benoît XV<sup>1</sup>

à l'occasion de la fête de Noël, 1917

---

Nous vous sommes reconnaissant, Monsieur le cardinal, à vous et à tous vos éminentissimes collègues, dont vous venez d'être l'interprète non moins éloquent qu'autorisé, du réconfort que Nous ont apporté vos paroles par lesquelles vous Nous exprimiez les vœux du Sacré Collège pour les toutes prochaines solennités de Noël. Habitué désormais et, par une disposition divine, destiné à ne goûter que tempérées par l'affliction les joies elles-mêmes des plus douces solennités, Nous Nous préparions à répéter les gémissements du Père et les anxiétés du Pasteur, en commémorant pour la quatrième fois, en ces jours de guerre, l'anniversaire de la naissance de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Oh ! combien d'âmes nous voyons dans l'épreuve aujourd'hui ! combien dans l'obscurité et dans la crainte pour demain ! Préposé à la garde du troupeau que, seul, un faux pasteur pourrait se résigner à voir en proie aux tueries, Nous sentions comme Paul une douleur aiguë depuis que Nos

<sup>1</sup> En réponse aux vœux du Sacré Collège, présentés par S. É. le cardinal Vannutelli, cardinal doyen, à l'occasion de la fête de Noël 1917. Ce texte est celui que la *Croix* (de Paris) a publié le 27 décembre 1917 et le *Devoir*, le 22 janvier 1918.



efforts pour la réconciliation des peuples étaient restés vains. Ce qui Nous causait une particulière affliction n'était point de n'avoir pas obtenu la réalisation de Nos désirs, mais de voir que la tranquillité des nations en était retardée, d'avoir vu tomber à vide l'invitation que Nous avons adressée aux chefs des peuples belligérants.

Du haut des tribunes les plus autorisées avaient été annoncées quelques bases principales d'accord propres à développer une entente commune. Nous les avons simplement recueillies pour inviter les chefs des États belligérants à en faire l'objet d'une étude particulière, dans le seul but d'arriver plus vite à satisfaire le vœu qui gît secret et comprimé dans le cœur de tous.

Lorsque cependant Nous avons constaté, ou qu'on ne daignait point Nous écouter, ou qu'on ne Nous épargnait ni le soupçon ni la calomnie, Nous avons bien dû reconnaître en Nous le *signum cui contradicetur*. Nous trouvions un réconfort dans la pensée que Notre invitation à la paix, n'ayant pas en effet visé à des résultats immédiats, aurait peut-être pu se comparer au grain de froment au sujet duquel le divin Maître nous enseigne qu'il n'en sort point d'épi avant qu'il ait été lui-même décomposé par la chaleur du sol. Nous trouvions surtout Notre réconfort dans la conscience du droit et du devoir que Nous avons de continuer au milieu du monde la mission pacifique et pacificatrice de Jésus-Christ. Aucun obstacle et aucun péril ne Nous semblaient capables de briser Notre volonté d'obéir au devoir et d'exercer le droit de celui qui représente le Prince de la paix, mais Nous ne nions point qu'à voir les énergies des nations naguère florissantes poussées au paroxysme de la mutuelle destruction, et dans l'effroi que Nous causait le suicide toujours plus proche de l'Europe civilisée, Nous allions Nous demandant tristement quand donc et comment prendra fin cette cruelle tragédie ? Votre parole, Monsieur le cardinal, est venue bien à propos, et Nous applaudissons à l'opportunité du conseil qui vous a fait considérer le présent conflit des nations à la lumière de la foi, et qui vous a fait puiser dans la foi aussi la persuasion que les présentes calamités ne prendront point fin avant que les hommes retournent à Dieu.

Mais Nous voulons transformer en une vraie promesse de jours meilleurs le réconfort qu'il Nous plaît de tirer des paroles du Sacré Collège par la bouche de son éminentissime doyen qui Nous a présenté les vœux de Noël. C'est pourquoi Nous ne Nous bornons pas à reconnaître l'importance du retour à Dieu, qui vient d'être affirmée. Mais, par le vœu le plus ardent de Notre cœur, Nous appelons l'heure de ce retour salutaire de la société contemporaine à l'école de l'Évangile. Quand les aveugles d'aujourd'hui auront vu et que les sourds auront entendu, quand toute déviation sera redressée et toute aspérité aplanie, quand, en un mot, l'homme et la société seront retournés à Dieu, alors, et seulement alors, toute chair verra le salut de Dieu. *Videbit omnis caro salutare Dei*. Et au pauvre et à l'affligé sera annoncée cette bonne nouvelle, la paix.

Oh ! la grande leçon que l'Église nous répète par les paroles de la liturgie propre à ces jours sacrés ! Qu'il retourne donc au giron du Seigneur

quiconque désire que sa main vengeresse s'arrête. Que la malheureuse humanité revienne à la sagesse; qu'elle retourne, oui, qu'elle retourne au Seigneur. Comme le dérèglement des sens précipita un jour des cités éclébres dans une mer de feu, ainsi, de nos jours, l'impiété de la vie publique, l'athéisme érigé en système de prétendue civilisation ont précipité le monde en une mer de sang. Mais, sur les ténèbres qui enveloppent la terre, resplendit enoore, haute et tranquille, la lumière de la foi. Qu'elle se lève donc vers le rayon bienfaisant, l'obstinée paupière de l'œil mortel. Pour Nous, Nous souvenant de Notre devoir saéré, Nous erions aux fils de Notre âge, avec les accents des voyants antiques: "Retournez ! Retournez au Seigneur !" Et pour retourner au Seigneur, il suffirait d'aller à Bethléém avec la simplicité des pasteurs. Il suffirait d'écouter quelle est la voix qui descend, messagère du ciel, sur la divine crèche. Oh ! paix du Christ, chère à tout âge qui te possède, combien plus chère tu devrais être au nôtre qui, depuis si longtemps, t'a perdue. Mais la paix annoncée par les anges à Bethléém ne veut pas de haines, ni de vengeances, ni de cupidités, ni de tueries. C'est une voix de douceur et de pardon. C'est une promesse faite; bien plus, c'est une récompense annoncée aux hommes de bonne volonté. Oh ! qu'ils ne l'oublient point ceux qui, dans l'anniversaire des fêtes de Noël, reconnaissent l'invitation de retourner au Seigneur en passant par Bethléém.

Mais peut-être le langage de Bethléém ne suffit-il point. Admirons le conseil divin qui, précisément en ces jours-ci, fait retentir le langage plus fort encore à l'oreille de qui doit retourner à Dieu, et allons de là à la cité de David sur les traces sacrées du Christ et sur celles de quiconque méprise tout pour suivre le Messie. Allons à Jérusalem. Sur les routes de Judée, eeci est de l'histoire contemporaine, ont avancé de concert le conseil humain et le dessein de Dieu et, tandis que le premier a soumis ces régions, celui-ci a satisfait le vœu séculaire de nos pères en rendant à la foi chrétienne les enceintes sacrées et le sol vénérable où fut versé le sang par lequel nous fûmes rachetés.

Jérusalem, ville céleste et bienheureuse vision de paix, fais monter vers Dieu, de qui tu as vu le sublime sacrifice, l'hymne de l'allégresse, de la reconnaissance, de l'amour, et parle, toi aussi, en ces solennités de Noël. Les angéliques concerts de paix retentirent à Bethléém aux oreilles des hommes marqués par la bonne volonté, mais c'est en toi que fut coupé le symbolique rameau d'olivier et qu'il fut étendu aux pieds du Prince de la paix, tandis que le peuple et les enfants faisaient résonner le cri de: "Hosanna, au Fils de David !"

Tout le monde voit que les événements récemment accomplis dans la cité de Jérusalem ont eux aussi leur langage particulier qui ajoute à la force de l'invitation que Nous adressons aux peuples de retourner à Dieu, parce que à Jérusalem fut béni Celui qui se présentait non au nom des hommes d'armes, mais au nom du Seigneur.

On trouvera donc bien justifié le réconfort que Nous avons trouvé dans les paroles qui ont accompagné les vœux du Sacré Collège.

Et, à Notre tour, Nous offrons cordialement l'expression de Nos vœux les plus joyeux à cet auguste Sénat, comme à la plus chère des assemblées et comme à l'organisme le plus élevé de la puissance pontificale dans le gouvernement de l'Église. Et ces souhaits qui tirent leur prix de la Bénédiction pontificale, Nous les présentons aussi aux évêques, prélats, prêtres et laïques qui ne font pas seulement Notre couronne, mais qui, comme Nous l'espérons participent en ce moment au vœu que le monde retourne bientôt à Dieu, afin que Dieu, ayant vu sa justice satisfaite, rende à la terre le don ineffable de la paix.

## Table des Matières

	PAGE
<i>Avertissement</i> .....	III
LE CONGRÈS EUCHARISTIQUE ET LA GUERRE (27 août 1914).....	1
LE PAPE NE MEURT PAS (4 septembre 1914).....	6
L'APPEL DU PAPE (3 août 1915).....	11
LA RÉPONSE AU PAPE (6 août 1915).....	16
LA GUERRE À LA GUERRE— Le culte de la force (7 août 1915) .....	22
— — — Nationalisme et Impérialisme (10 août 1915)	29
— — — Organisation de la paix (11 août 1915) ...	34
LE PAPE ET LA GUERRE — Éveil des consciences (31 décembre 1915) ..	40
ALLEMAGNE ET ANGLETERRE — Qui veut la paix ? — I — (11 avril 1916)	47
— — — — II — (12 avril 1916)	53
LE PAPE SEUL VEUT LA PAIX (13 avril 1916).....	61
L'EFFORT POUR LA PAIX (12 août 1916).....	66
UNE NOUVELLE PAROLE DU SAINT-SIÈGE (25 septembre 1916).....	71
LA DÉMARCHÉ DE L'ALLEMAGNE (14 décembre 1916).....	79
ESPOIRS DE PAIX (27 décembre 1916).....	86
APRÈS LA GUERRE, LA RÉVOLUTION— I — (23 avril 1917) .....	93
— — — II — (24 avril 1917).....	95
— — — III — (25 avril 1917).....	99
L'APPEL DU PAPE (18 août 1917).....	105
LE PAPE ET LE PRÉSIDENT — Que veut M. Wilson ? (30 août 1917)....	112
— — — La lubie démocratique (31 août 1917) ..	115
LE MANIFESTE LANSDOWNE (1er décembre 1917).....	121
LE DISCOURS DE LLOYD GEORGE — I — (8 janvier 1918).....	127
— — — II — (9 janvier 1918).....	130
LE MESSAGE DU PRÉSIDENT — I — (10 janvier 1918).....	135
— — — II — (11 janvier 1918).....	139
TRIOMPHE ET JUSTIFICATION DU PAPE (12 janvier 1918).....	143

## APPENDICES

I LETTRE DE S. S. BENOÎT XV (28 juillet 1915).....	149
II ALLOCUTION CONSISTORIALE (6 décembre 1915).....	151
III LETTRE DE S. S. BENOÎT XV au cardinal Pompili (4 mars 1916) ..	154
IV INTERVIEW DU CARDINAL GASPARRI (septembre 1916).....	156
V NOTE DU PAPE aux chefs des peuples belligérants (1er août 1917) ..	159
VI LETTRE DU CARD. GASPARRI à l'archev. de Sens (7 octobre 1917) ..	162
VII DISCOURS DE S. S. BENOÎT XV au Sacré Collège (25 décembre 1917)	165





# DISCOURS ET PUBLICATIONS DIVERSES DE M. HENRI BOURASSA

## EN FRANÇAIS :

Grande-Bretagne et Canada ( <i>épuisé</i> ), 1901.....	\$0.25
Le patriotisme canadien-français ( <i>épuisé</i> ), 1902.....	.10
Les Canadiens-français et l'Empire britannique ( <i>épuisé</i> ), 1903...	.25
Devant le tribunal de l'histoire ( <i>trad. de Goldwin-Smith</i> ) ( <i>épuisé</i> ) 1903	.10
* Les Écoles du Nord-Ouest ( <i>épuisé</i> ), 1905.....	.10
La Publicité ( <i>prospectus</i> ), 1909.....	...
Le projet de Loi navale ( <i>épuisé</i> ), 1910.....	.10
Religion, Langue et Nationalité ( <i>Discours au Congrès Eucharistique de Montréal</i> ) ( <i>épuisé</i> ), 1910.....	.10
* La Convention douanière ( <i>épuisé</i> ), 1911.....	.10
La Conférence impériale et le rôle de M. Laurier, 1911.....	.25
Pour la justice, 1912.....	.10
La langue française ( <i>Discours au Congrès de Québec</i> ) ( <i>épuisé</i> ), 1912..	.10
Le spectre de l'Annexion ( <i>épuisé</i> ), 1912.....	.10
Le Canada et l'arbitrage international ( <i>épuisé</i> ), 1913.....	.10
Le Canada à Lourdes ( <i>épuisé</i> ), 1914.....	.10
La politique de l'Angleterre, avant et après la guerre ( <i>épuisé</i> ), 1914	.25
Le <i>Devoir</i> , son origine, son passé, son avenir, 1915.....	.10
La langue française au Canada, 1915.....	.15
* Que devons-nous à l'Angleterre ? ( <i>épuisé</i> ), 1915.....	2.00
Le <i>Devoir</i> et la guerre — Le conflit des races, 1916.....	.15
* Hier, Aujourd'hui, Demain ( <i>épuisé</i> ), 1916.....	.75
* Le Problème de l'Empire ( <i>épuisé</i> ), 1916.....	.10
L'intervention américaine, 1917.....	.25
La conscription, 1917.....	.10
L'emprunt de la "victoire" ( <i>épuisé</i> ), 1917.....	.05
Le Pape, arbitre de la paix, 1918.....	.60

## EN ANGLAIS :

Great Britain and Canada ( <i>épuisé</i> ), 1901.....	.25
The French Canadian in the British Empire ( <i>Reproduit du Monthly Review, sept. et oct. 1902</i> ), ( <i>épuisé</i> ).....	.10
* The Reciprocity Agreement ( <i>épuisé</i> ), 1911.....	.25

DISCOURS ET PUBLICATIONS DIVERSES DE  
M. HENRI BOURASSA

(Suite)

Why the Navy Act should be repealed, ( <i>épuisé</i> ), 1912.....	.25
The Spectre of Annexation ( <i>épuisé</i> ), 1912.....	.25
Imperial Relations ( <i>Empire Club, Toronto</i> ), ( <i>épuisé</i> ), 1913.....	.10
Canada and International Arbitration ( <i>épuisé</i> ), 1913.....	.10
French and English ( <i>épuisé</i> ), 1914.....	.10
Ireland and Canada ( <i>épuisé</i> ), 1914.....	.10
The National Duty of Canada, 1915.....	.10
The Foreign Policy of Great Britain, 1915.....	.25
* Canadian Nationalism and the War ( <i>épuisé</i> ), 1916.....	.10
* Independence or Imperial Partnership ( <i>épuisé</i> ), 1916.....	.25
Conscription, 1917.....	.10
"Win the War" and lose Canada, 1917.....	.02

*A toute commande par la poste, ajouter 2 sous pour chaque brochure à 10 sous, 3 sous pour chaque brochure à 15 ou 25 sous, 10 sous pour Le Pape arbitre de la paix et pour Hier, Aujourd'hui, Demain, 15 sous pour Que devons-nous à l'Angleterre? Pour faire recommander, ajouter 5 sous.*

*Des ouvrages ou brochures marqués d'une astérisque, il reste quelques exemplaires réservés aux bibliothèques publiques, (collèges, etc).*

HENRI BOURASSA

Directeur du "Devoir"

---

# *Syndicats nationaux* *ou* *internationaux ?*

---

Reproduction d'articles parus dans le "Devoir",  
du 15 avril au 7 mai 1919.

---

Prix : 10 sous

---

Imprimé au DEVOIR

43, rue St-Vincent

MONTREAL

---

1919





# *Syndicats nationaux ou internationaux*

## I

### **Le choix s'impose**

#### **Conquêtes de l'Internationalisme — Salutaires réactions — Contre-maœuvres**

A maintes reprises, le *Devoir* a signalé le danger qui résulte de l'organisation internationale du travail. Le syndicalisme international et neutre est pernicieux en soi et dans tous les pays, parce qu'il ne tient aucun compte, dans la recherche des avantages qu'il propose à ses adhérents, de Dieu, de la famille et de la patrie, ces trois assises fondamentales de l'ordre social chrétien. Le péril est incomparablement plus grand ici que partout ailleurs, à cause de l'unique voisinage des États-Unis. Le syndicalisme international veut dire, au Canada, le complet assujettissement des travailleurs canadiens au caprice et à la domination du travail américain syndiqué. C'est l'une des manifestations les plus complètes et les plus prenantes de la conquête morale et économique du Canada par les États-Unis.

Sans avoir peut-être pensé à tout cela, nombre d'ouvriers canadiens pressentaient le danger. Dès avant la guerre, de louables et intéressantes tentatives se dessinaient pour opposer à l'envahissante domination du syndicalisme américain la création et le développement de syndicats nationaux, généralement chrétiens. Ces initiatives avaient déjà produit des résultats pleins d'espérances, notamment aux Trois-Rivières, à Québec, à Chicoutimi. A Montréal, le mouvement commence à prendre corps, depuis quelques mois.

Au début, les chefs de l'Internationale ont paru dédaigner ce mouvement. Ils se bornaient à envoyer ou à laisser quelques sous-ordres canadiens essayer de mettre des bâtons dans les roues. Du reste, à mesure que s'affirmait le caractère catholique du syndicalisme national, les pontifes de l'internationalisme s'en désintéressaient. Forts de leurs gros bataillons, sûrs de l'adhésion graduelle de tous les ouvriers de croyance catholique mais de mentalité faussée par le contact du protestantisme ou de l'indifférence religieuse, ils ne tenaient nullement à ouvrir les rangs de l'Internationale à un groupe, insignifiant par le nombre, mais susceptible de faire surgir d'ennuyeuses discussions d'ordre moral ou national.

Mais voici que la situation change. Le socialisme fait d'énormes poussées au coeur du Conseil des Métiers et du Travail et, généralement, dans le monde des travailleurs, syndiqués ou non. La simple lecture

des délibérations des derniers congrès en fournit une preuve palpable. La réalité est plus menaçante encore que l'apparence. A qui se tient un **peu au courant**, il n'est pas difficile de constater que les meneurs les plus dangereux ne sont pas ceux qui font ouvertement appel à la révolution et au chambardement général. Plus redoutables infiniment sont les chefs, modérés en apparence, qui, après avoir accueilli à bras ouverts les socialistes et les révolutionnaires de tout acabit, affectent maintenant de leur tenir tête et font appel à l'aide des catholiques et généralement de tous les gens effrayés du progrès des idées révolutionnaires. On peut même, sans pousser au paradoxe, affirmer que les plus dangereux de tous sont les internationalistes catholiques qui, infectés à moitié, suggèrent d'enrayer la contagion en inoculant à tout le monde le virus qui les empoisonne.

De multiples et souterraines démarches se poursuivent, depuis plusieurs mois déjà, à Montréal principalement, pour entraver la formation des syndicats nationaux et catholiques, pour engager un plus grand nombre de nos ouvriers dans les organisations internationales et même pour syndiquer, au profit et sous le joug de la Fédération américaine, une foule d'employés et de travailleurs de catégories diverses, dont le travail ou l'occupation ne cadrent nullement avec les syndicats auxquels on s'efforce de les affilier, ou plutôt de les assujettir. Afin de grossir les rangs du syndicalisme international, on n'hésite pas à violer les principes élémentaires du syndicalisme professionnel.

Pour mieux amorcer le mouvement et prévenir les oppositions, on fait discrètement le siège de toutes les influences susceptibles d'orienter l'opinion et l'action des catholiques en ces matières. Et afin d'entraîner ces influences, on prétexte la menace imminente du bolchévisme. Le syndicalisme international, affirme-t-on, est la seule force organisée capable de lutter contre le bolchévisme. Pourquoi les catholiques, au lieu de diviser les forces de résistance, n'entreraient-ils pas en nombre dans les syndicats internationaux afin d'y prêter main-forte aux internationalistes raisonnables et mater les révolutionnaires dangereux?

Sur les dangers réels et fictifs du bolchévisme — ou de ce qu'on se plaît à couvrir de ce nom nouveau mais qui n'est que le mal dont le monde souffre depuis quatre siècles: la *Révolution*—nous aurons bientôt l'occasion de revenir. Nous nous efforcerons de rechercher ce que c'est que le *bolchévisme*; quelle forme il menace de prendre chez nous; quelles forces, quelles doctrines l'alimentent; quels hommes sont ses auteurs ou ses complices; quelles mesures de salut public il faut lui opposer.

Pour l'instant, bornons-nous à étudier la situation qui se dessine dans le monde du travail et à rechercher la solution qui s'impose.

Faut-il favoriser ou combattre le principe même du syndicalisme? Entre les deux formes concrètes de syndicalisme qui se disputent l'adhésion des travailleurs, faut-il favoriser de préférence l'organisation de syndicats nationaux et catholiques; ou devons-nous, en raison des circonstances critiques de l'heure actuelle, pousser les Canadiens français

et les catholiques à grossir les cadres du syndicalisme international?

La première question appelle une réponse en droit et en fait, comme disent les avocats.

### Raison d'être du syndicalisme ; ses avantages

Dans l'ordre théorique, je ne vois pas comment, surtout si l'on accepte la doctrine catholique de l'ordre social, on peut douter de la légitimité, j'oserais dire la nécessité, du syndicalisme ou, si l'on préfère un terme plus large, de l'organisation sociale du travail. Dans l'intérêt général de la société, voulue et fondée par Dieu, "il n'est pas bon que l'homme soit seul" ; il est légitime, il est juste, il est désirable que les diverses catégories d'hommes voués par vocation ou par nécessité à un ordre particulier d'activités intellectuelles, morales ou matérielles se rapprochent, se groupent, s'organisent méthodiquement, se protègent à l'occasion et s'entraînent mutuellement à leur perfectionnement moral et matériel, en raison de leurs activités propres, de leur profession, de leur métier.

Le principe du syndicalisme professionnel, bien compris et sagement appliqué, est le meilleur, le seul antidote contre l'individualisme prôné par la Révolution française et l'école manchestérienne ; c'est également le seul obstacle efficace à opposer au despotisme, qui s'annonce effroyable et prochain, du socialisme étatiste ou communiste.

L'individualisme révolutionnaire a sacrifié la société à l'individu, puis l'individu faible à l'individu fort ; il tend à ramener les peuples à l'antique concept païen : *homo homini lupus*.

Le socialisme international, étatiste ou communiste, sacrifie l'individu à la société, et à la société dominée par d'incohérentes factions de théoriciens sans autorité morale, associés à d'abominables coquins sans foi ni loi.

Les deux systèmes font également abstraction, en théorie ou en fait, de Dieu, de l'ordre providentiel des sociétés, des droits et des obligations réciproques de l'individu et de la société, et du devoir absolu, universel, des hommes et de la société envers Dieu, leur auteur et leur fin. Entre ces deux concepts monstrueux de l'orgueil humain en révolte contre Dieu et voués à la destruction de tout ordre social, le principe du syndicalisme, du groupement des catégories sociales, se présente comme une solution désirable et nécessaire. Désirable, parce qu'il tend au développement du sens social et au perfectionnement des diverses activités qui font les civilisations complètes et supérieures ; nécessaire, parce qu'il offre aux individus trop faibles par eux-mêmes l'occasion et le moyen de se protéger contre les cruautés de l'égoïsme individuel et d'épargner à la société tout entière l'abominable et abrutissante tyrannie du communisme ou de l'étatisme.

Mais pour que les syndicats professionnels puissent remplir cette double fonction de protéger les individus qui les composent et la société qui les renferme, ils doivent s'appuyer sur le concept chrétien de l'ordre



social; et les syndicalistes doivent être pénétrés de l'exacte notion de leurs devoirs envers Dieu, envers la société et envers leurs semblables. Ils doivent comprendre que, tout en se protégeant chacun dans l'ordre particulier qui fait la base *professionnelle* du syndicat, ils ne doivent jamais oublier que les droits de Dieu et le bien général de la société priment leurs intérêts professionnels ou particuliers.

Si l'on accepte cette réponse à la première question, la seconde se résout d'elle-même. Nous nous y arrêterons tout de même un instant.

### Principes directeurs ; l'internationalisme en fait fi

Le syndicalisme professionnel ne peut offrir, *en toutes circonstances*, une efficace protection à ses membres contre l'exploitation individuelle, il ne peut opposer une résistance sérieuse au socialisme intégral, qu'à la condition de se vouer résolument à la défense des trois assises fondamentales de la société chrétienne : Dieu, famille, patrie. Car c'est précisément à ces points vitaux de l'ordre social que s'acharnent, avec la même fureur persistante, l'individualisme révolutionnaire et le socialisme communiste ou étatiste. En complet désaccord sur ce qu'ils veulent édifier, individualistes et socialistes sont entièrement d'accord sur ce qu'ils veulent détruire. Ils sont également les ennemis de Dieu, des lois de Dieu et de l'ordre établi par Dieu.

Mais comment le syndicalisme professionnel pourra-t-il contribuer à maintenir ou à réédifier l'ordre social, à subordonner les appétits ou les intérêts de ses membres aux droits de Dieu et de la société, comment pourra-t-il être ou devenir un obstacle à la révolution sociale et au communisme, s'il commence par faire abstraction totale, et dans ses formules directrices, et dans les activités qu'il suggère à ses adhérents, des droits de Dieu, de la priorité du bien commun de la société sur les intérêts particuliers des catégories d'individus qui la composent ?

Le syndicalisme international et neutre renferme en soi le germe des deux pestes dont ses chefs actuels, en Amérique, prétendent sauver la société et les syndiqués eux-mêmes.

Exclusivement préoccupés de protéger les intérêts matériels des ouvriers, les chefs du syndicalisme international d'Amérique ont groupé sans distinction des hommes de toutes les races, de toutes les religions et sans aucune religion, imbus des théories les plus diverses sur les principes qui doivent gouverner les rapports réciproques des hommes, des classes et des nations. Tant que leur action s'est bornée à chercher des solutions empiriques aux problèmes concrets d'ordre purement matériel et immédiat : relèvement des salaires, réglementation des heures de travail, composition des ateliers, etc., leur tâche a été relativement aisée et bienfaisante. Encore serait-il facile de démontrer qu'en maintes occasions l'absence de tout principe moral directeur les a conduits, tantôt à subordonner l'intérêt général de la société à leurs exigences égoïstes, tantôt à sacrifier les intérêts mêmes des ouvriers à l'ambition des meneurs, à l'exploitation des politiciens et aux exigences des capitalistes.

Dans cette voie incohérente, les chefs, ou plutôt les sous-chefs du syndicalisme international au Canada, ont suivi leurs maîtres des Etats-Unis. Ils ont enrégimenté indistinctement toutes les catégories d'ouvriers canadiens ou étrangers, nouvellement arrivés au pays; ils ont fait, eux aussi, abstraction totale des principes religieux et des exigences nationales; et, qui plus est, par la force même des choses, ils ont livré l'ensemble des travailleurs du Canada à la domination du syndicalisme américain.

### Gompers et la guerre ; révolte des ouvriers

La guerre arrivant, le chef suprême du travail organisé d'Amérique, Gompers — Anglais de naissance, paraît-il, — s'est mis au service du gouvernement américain. Il a livré tout le travail syndiqué aux mains de la ploutocratie, acharnée à la fabrication des munitions et aux multiples spéculations de guerre. Il a fait avaler la conscription par les ouvriers américains et, naturellement, par les ouvriers canadiens, qui ne forment qu'une infime minorité dans l'immense armée du syndicalisme international. Il a même réussi à faire faire sa besogne au Canada par les chefs ouvriers canadiens, qui s'étaient posés en adversaires résolus de la conscription et qui ont dû plier le cou sous le joug de leurs maîtres des Etats-Unis.

La guerre finie, et même avant la fin, la réaction s'est annoncée, formidable et agressive. La masse des ouvriers syndiqués, bâillonnés par leurs chefs autant que par les gouvernements, s'apprêtent à prendre leur revanche. Les meneurs bolchévistes, communistes, révolutionnaires de tout acabit, en profitent pour essayer de faire passer tout leur programme de désordre social à la faveur de la réaction naturelle contre le militarisme et les lois odieuses et tyranniques mises en vigueur durant la guerre. Ils ont d'autant plus de chances d'y parvenir, totalement ou partiellement, que les chefs, Gompers en tête, afin d'entraîner la masse à leur suite, ont passé le temps de la guerre à griser les ouvriers d'irréalisables espérances d'après-guerre. Gompers et ses comparses canadiens en sont, dans le monde ouvrier, au point où se trouvent Lloyd George, Wilson, Clemenceau et tous les chefs de la "démocratie triomphante" à l'endroit des peuples qu'ils ont menés à la boucherie. Victorieuses, mais déchirées, mutilées, saignées à blanc, les populations des pays alliés, comme celles de Russie et d'Allemagne, se sentent prises de colère au spectacle des ruses misérables de la diplomatie, des mensonges de la politicaillerie et, plus encore, du luxe éhonté des profiteurs de guerre, qui s'étale cyniquement en face des tombes de leurs victimes...

Et l'on pourrait croire que cette poussée de rage et de revanche, qui gagne à des degrés divers les millions d'ouvriers affiliés à l'Internationale, va s'arrêter le jour où l'on aura fait entrer dans leurs syndicats quelques milliers de Canadiens français et catholiques? Cette espérance est tellement invraisemblable, tellement extravagante, qu'on a peine à croire à la sincérité ou à la raison de ceux qui s'y rattachent et qui veulent la faire partager.

C'est comme si l'on venait nous dire : "Nous avons édifié une immense baraque de bois;" nous avons systématiquement accumulé là-dedans les matériaux les plus inflammables; nous nous sommes volontairement privés de tous les appareils de sauvetage et d'extinction; puis, nous avons invité à venir habiter cette maison une foule de gens dont c'est, pour un bon nombre, l'usuel métier de mettre le feu; enfin, nous avons fermé la porte à clé et nous avons imposé à nos abrités les plus dures corvées, au bénéfice des bourgeois et des gouvernements autocratiques contre lesquels nous avons promis de les protéger. Or, voici que les énergumènes mettent le feu à la bâtisse et sont en train de faire croire aux bonnes bêtes que c'est la seule manière de recouvrer la liberté et de se débarrasser des corvées. Vous avez par ici un certain nombre d'arriérés qui s'obstinent à vivre en famille, dans leurs humbles chaumières, solides il est vrai, et bâties sur le roc, mais trop petites et pas assez éclairées. Envoyez-les dans notre baraque éteindre le feu, sans eau ni pompe, ou périr avec les autres."

A mon humble avis, la proposition ne serait guère à l'avantage, ni des sauveteurs impuissants, ni de la ville menacée, ni même des **incendiés**. Il semblerait plus pratique d'organiser le sauvetage en dehors, de briser les portes de la maison en flammes et d'inviter les gens peu soucieux de se faire griller vifs à en sortir pour prêter main-forte aux pompiers plutôt qu'aux incendiaires. En fin de compte, dût la baraque flamber ou s'effondrer, cela vaudrait encore mieux que de propager l'incendie.

Il ne paraît pas démontré qu'en aucune occasion et dans aucun pays, on ait réussi à éteindre une conflagration en ajoutant du combustible; pas davantage qu'on ait rétabli l'ordre social en fournissant des recrues à l'armée du désordre, même quand les colonels, premiers instigateurs de la mutinerie, promettaient de faire mieux.

Les gens crédules et confiants qui seraient tentés de prêter main-forte aux chefs aux abois de l'Internationale du travail, n'ont qu'à relire l'histoire de Lafayette et des Girondins, ou celle de Lamartine et des gardes nationales de 1848, pour se persuader de l'entière inefficacité de ce procédé à rebours du bon sens.

### Vrais et faux remèdes

Ce qui s'impose, ce n'est pas d'accroître les forces de résistance fort problématiques du syndicalisme international et areligieux, c'est au contraire et plus que jamais d'activer l'organisation de syndicats professionnels nettement nationaux et catholiques.

Ceux des chefs ou des membres de l'Internationale qui veulent sincèrement combattre le bolchévisme, tout en gardant l'appoint de protection professionnelle que vaut l'organisation syndicale, loin de combattre ce mouvement, devraient l'appuyer et le favoriser de toutes leurs forces. Ils y trouveraient l'argument le plus décisif pour rallier tous les hommes d'ordre, dans leurs propres syndicats, en leur démontrant l'urgence de



mater les énergumènes, sous peine de voir passer au syndicalisme national tous les ouvriers qui n'ont pas encore perdu le sens.

Mais ce qui m'intéresse plus que le sort des girondins de l'Internationale, c'est celui des ouvriers, et particulièrement de nos ouvriers canadiens-français et catholiques; c'est surtout le sort de la nation dans son ensemble, de l'ordre national et social.

Examinons brièvement les raisons qui militent en faveur du syndicalisme national et catholique, au triple point de vue des travailleurs, des patrons et de la société dont nous faisons partie.

Et d'abord qu'il soit bien compris que, par "travailleurs", j'entends — comme les socialistes, du reste — toute catégorie d'hommes appliqués à un travail intellectuel ou manuel qui comporte, pour tous ceux qui s'y livrent, une évidente solidarité de préoccupations, de besoins et d'intérêts. Par "patrons", je veux dire également toute personne ou association de personnes utilisant les services d'un ou plusieurs groupes de travailleurs, pour faire fructifier un capital, développer et féconder une industrie, un commerce, une entreprise, une administration quelconque.

Couvert par cette large définition, je n'hésite nullement à affirmer: 1° que toutes les catégories de travailleurs canadiens-français ont le droit de se grouper en associations ou syndicats professionnels et qu'ils trouveront dans les syndicats nationaux et catholiques le maximum d'avantages moraux et matériels; 2° que toutes les catégories de patrons de notre province ont intérêt à favoriser l'organisation de syndicats nationaux et catholiques; 3° que toutes les influences susceptibles de s'exercer sur l'opinion publique doivent l'orienter dans cette direction; 4° que c'est, pour la province de Québec, la manière la plus utile de travailler au maintien de l'ordre social et de l'unité nationale, dans toute la Confédération.

Voyons un peu s'il est possible de démontrer la vérité de ces propositions.



## Le point de vue du travailleur

### Fallacieux arguments des internationalistes

L'un des arguments usuels et faciles de la propagande internationaliste, c'est de représenter à nos ouvriers qu'en adhérant à la fédération des syndicats internationaux, ils bénéficient de l'énorme influence du travail organisé aux Etats-Unis. Et l'on fait jouer les gros chiffres : tant de cent mille ouvriers dans telle fédération, tant de millions dans telle *brotherhood*, etc., etc. L'argument est aussi fallacieux que celui des agents des *grosses* banques, des *grosses* compagnies d'assurance, des *grosses* sociétés de secours mutuels, etc.

Toute force se mesure en raison des forces contraires auxquelles elle fait contrepoids. Une entreprise financière ne vaut pas en raison de son actif ou de ses encaissements mais par l'excédent de son actif sur son passif, de ses recettes sur ses dépenses; et aussi, en raison de la quotité de la rémunération certaine qu'elle apporte au capital engagé. Quant à ses chances de prospérité *constante*, elles dépendent principalement des garanties de bonne administration qu'elle offre à ses actionnaires, des motifs de confiance qu'elle inspire à sa clientèle et de sa supériorité effective sur les maisons rivales.

De même, la force intrinsèque d'une association dépend beaucoup moins du nombre de ses membres, que de leur union morale et de la communauté d'idées et d'intérêts qui les a réunis; sa puissance d'action externe tient surtout à sa supériorité relative sur les forces rivales ou parallèles qui lui font concurrence.

Intrinsèquement, un syndicat professionnel est d'autant plus uni, partant plus fort, qu'il se compose exclusivement d'hommes possédant, en plus de la communauté d'intérêts matériels, l'unité de foi, de langue, de traditions. Et cette vérité s'impose davantage aux époques comme celle-ci, où les problèmes purement techniques du travail se lient de plus en plus à toutes les questions sociales et politiques.

Même dans le cadre le plus étroit de leurs activités, dans l'ordre de leurs relations immédiates avec les patrons et des exigences particulières de leur métier, les travailleurs d'une même catégorie seraient beaucoup plus forts, groupés tous ensemble dans leur milieu, qu'affiliés pour une partie seulement à des groupes lointains d'ouvriers de même catégorie, mais séparés d'eux par la distance et par maints obstacles d'ordre moral ou politique.

Prenons un exemple. Supposons que la masse des ouvriers canadiens-français et catholiques de la chaussure soit organisée en syndicats nationaux, la situation de tous les ouvriers en chaussure, dans la

province, serait infiniment plus forte qu'avec un certain nombre de syndicats affiliés à la fédération internationale, quelques syndicats nationaux et un nombre encore considérable d'ouvriers non syndiqués.

Or, tant que la masse de la population de la province de Québec restera catholique et française, il n'y a aucune chance que la masse des ouvriers entre dans les syndicats internationaux, même si les chefs internationalistes aux abois réussissaient à obtenir les appuis qu'ils sollicitent en ce moment.

Et puis, est-elle bien aussi puissante qu'on le prétend, cette fédération internationale ou, pour parler plus exactement, cette fédération américaine du travail? Mise en regard du chiffre global de la population des Etats-Unis, la proportion des ouvriers syndiqués, aux Etats-Unis, est-elle notablement supérieure à ce que pourrait être la collectivité de nos ouvriers, groupés en syndicats nationaux, à l'égard de la population de la province? Or, en dépit des grandes phrases creuses sur la solidarité des travailleurs du monde, sur l'abattage des barrières de religions, de races et de nationalités, il est démontré, en Amérique comme en Europe, qu'aux heures décisives, la confraternité du travail cesse d'exister, à l'extérieur, pour rendre les ouvriers à l'ambiance générale des passions de race et, à l'intérieur, pour sacrifier les groupes les plus faibles de travailleurs à l'inertie égoïste ou à l'exploitation tyrannique des groupes les plus forts.

### Désillusions et mécomptes

De cette double vérité, nos ouvriers affiliés aux fédérations internationales, autrement dit américaines, ont fait, à plus d'une reprise déjà, la dure expérience. En vrais latins qu'ils sont, naïfs, jobards et logiques comme nous tous, Canadiens français, et comme les Français nos cousins, ils ont mordu aux belles tirades sur la fraternité des ouvriers; ils ont sacrifié, ou du moins, ils ont relégué à l'église et au foyer, leurs "préjugés" de race et de religion. Et pendant qu'ils se faisaient ainsi prendre, leurs "frères" anglo-saxons ne perdaient aucune occasion de servir les intérêts de leur race et de leurs patries respectives.

Sur le rôle joué pendant la guerre par Gompers et ses compères américains ou anglo-canadiens du Conseil central des Métiers et du Travail, au profit de l'impérialisme anglais, du jingoïsme américain, de l'unionisme canadien et des profiteurs de guerre des trois pays, je me suis suffisamment expliqué. Cette seule expérience, à défaut de toute autre, devrait suffire à ouvrir les yeux de nos ouvriers sur les dangers du syndicalisme international et leur démontrer qu'en regard de la fallacieuse "protection" du nombre se dresse la perspective, déjà vécue, de l'oppression tyrannique d'une majorité qui ne tient aucun compte de leurs sentiments, de leurs convictions, de leur vie familiale, de leurs traditions trois fois séculaires.

Dans l'ordre des simples revendications professionnelles, les épisodes instructifs ne manquent pas. Si nos ouvriers internationalisés, les

anciens surtout, voulaient ou pouvaient révéler tout ce qu'ils savent, tout ce qu'ils ont expérimenté, ils en diraient long sur la "protection" des chefs américains des diverses fédérations du travail. J'ai eu l'occasion de suivre d'assez près le règlement d'une grève d'employés de chemin de fer, ici, à Montréal. Après avoir obtenu la sanction de la grève par le comité central de la *brotherhood*, ils ont vu les chefs du même comité, tous Américains, nécessairement, venir à Montréal, s'enfermer entre quatre murs avec les hauts fonctionnaires de la compagnie, et mettre fin à la grève, sans égard aux réclamations des ouvriers canadiens et juste à temps pour que les grévistes ne puissent toucher un sou d'indemnité de grève. C'est qu'en cette occasion la *fraternité* américaine n'avait aucun grief contre la compagnie. Par contre, que la masse des syndicalistes américains d'un métier quelconque décident de se mettre en grève pour un grief qui les affecte exclusivement, et que le comité central américain décide d'approuver leur attitude, ou même de déclarer la grève générale "par sympathie": nos syndicats canadiens, qui ne comptent que pour une infime minorité dans la fédération, sont forcés d'emboîter le pas, de se mettre en chômage ou, tout au moins, de payer leur part des indemnités de grève versées par le comité central américain aux grévistes américains.

Que nos ouvriers se le disent bien: les lois de la nature sont plus fortes que tous les systèmes. En Amérique du Nord, une fédération internationale du travail veut dire une fédération *américaine, yankee*, dont les syndicats canadiens ne seront jamais que les annexes, les *adjuncts*, comme dirait M. Taft et comme pense M. Gompers, sans le dire. Et dans toute question professionnelle, sociale ou politique, les chefs *américains* du travail syndiqué et de chacune de ses branches imposeront toujours une solution conforme aux intérêts, aux convictions, aux préjugés, aux passions des travailleurs *américains*, ou des meneurs qui les dominent.

Un autre aspect, plus général, s'impose à l'attention des ouvriers intelligents.

### Supériorité intrinsèque des syndicats nationaux et catholiques

L'expérience de tous les temps et de tous les pays démontre que toute organisation professionnelle ou sociale, pour réussir et durer, ne doit pas seulement s'appuyer sur une base d'unité morale et d'intérêts communs à tous les membres de l'association; elle doit également se placer, autant que possible, dans l'ambiance générale du milieu où elle se fonde et opère.

Si l'on veut éviter que le plus clair résultat de la guerre européenne, soutenue et gagnée pour assurer le "triomphe de la démocratie", ne soit de préparer partout la guerre des classes, il importe que les associations professionnelles et, généralement, les organismes sociaux s'inspirent d'une pensée de paix et de concorde. Si les diverses catégories de citoyens doivent s'isoler dans la haine et la méfiance réciproques, autant vaut s'avouer tout de suite que le suprême progrès de la



“civilisation”, c’est de partager les troupeaux humains entre chiens, loups et moutons ; et que la supériorité et la force morale consistent à faire partie du chenil ou de la bande de loups plutôt que de la bergerie. J’ose espérer que nos travailleurs caressent un autre idéal.

Tout en se protégeant efficacement contre les empiètements illégitimes des autres classes et particulièrement des patrons, les travailleurs ont donc le devoir, et c’est leur intérêt, de placer leurs organisations professionnelles dans l’ambiance des principes, des coutumes, des croyances de la population dont ils font partie, de la communauté nationale dont leurs associations ne sont que des cellules constructives.

Les travailleurs auront infiniment plus de chances de se voir soutenus dans leurs aspirations, dans leurs activités sociales et économiques, et même dans leurs revendications et leurs luttes, s’ils se tiennent en intime contact moral avec la masse de la population, dont ils *sont*, après tout. Le mouvement ouvrier réussira d’autant mieux, chez nous, qu’il se séparera plus nettement du socialisme international, qui est, en Amérique, l’une des formes les plus envahissantes de l’anglo-saxonisme protestant ou agnostique. La plupart de nos ouvriers enrôlés dans les syndicats internationaux sont encore, individuellement, catholiques et patriotes. Le jour où on leur aura démontré que leur adhésion à la fédération américaine apporte un appoint direct ou indirect aux forces qui militent contre leur foi et leur nationalité, ils n’hésiteront pas à s’en séparer, *pourvu qu’ils trouvent à leur portée une organisation nationale et catholique qui leur offre d’égales garanties professionnelles.*

Ceci m’amènerait tout naturellement à l’attitude des patrons à l’égard du mouvement syndicaliste. Mais auparavant, écartons deux objections qui se suggèrent assez fréquemment à l’esprit d’un bon nombre de travailleurs, favorablement disposés par ailleurs à donner la préférence aux syndicats nationaux et catholiques sur les syndicats internationaux et neutres.

### Ouvriers non catholiques — Syndicats rivaux

Première objection. “Que faire des nombreux ouvriers non catholiques, attachés aux industries de la province? Faut-il les abandonner tous à l’Internationale, ou les laisser sans organisation? Dans la première alternative, n’est-ce pas maintenir le principe de division dont vous avez signalé le danger? Dans la seconde, n’est-ce pas laisser aux patrons qui voudraient en abuser un champ de recrutement trop facile, propre à avilir les conditions du travail et à décourager l’effort des syndicats catholiques?”

La difficulté est sérieuse; elle n’est pas insoluble. Il faut, croyons-nous, s’efforcer de *nationaliser* le plus grand nombre possible d’ouvriers non catholiques et leur offrir toute facilité de se joindre par une action *parallèle* aux syndicats nationaux et catholiques. L’expérience a été faite ailleurs, notamment en Hollande, si je ne me trompe; elle a même reçu un commencement d’exécution ici. Du jour où les syndicats na-



tionaux auront pris le dessus sur l'internationalisme, l'exécution en deviendra vite facile.

Deuxième objection. "Envisagez-vous le syndicat national et catholique comme l'ennemi irréductible et constant du syndicalisme international? Il y aura encore pour longtemps, même dans la province de Québec, des syndicats internationaux; cette division des forces ouvrières n'offrirait-elle pas aux patrons une ouverture dangereuse pour tous les travailleurs?"

L'objection a été faite dans tous les pays où le syndicalisme catholique s'est organisé à côté ou même à l'encontre du syndicalisme socialiste, international ou simplement neutre: en Belgique, en Suisse, en Hollande, en Allemagne; et nulle part, que je sache, les appréhensions des travailleurs sincères ne se sont réalisées. Dans le domaine purement professionnel, et sans jamais se compénétrer dans l'ordre des principes sociaux, les syndicalistes des deux catégories ont établi des ententes précises sur des points déterminés; ils ont présenté des demandes identiques aux mêmes catégories de patrons. Parfois même, ils ont déclaré la grève simultanément, mais sans partager leurs fonds ni confondre leurs troupes. C'est là un exemple extrême et risqué: il suffit à démontrer que l'identité des intérêts sur un point déterminé peut amener, amène forcément un accord passager, suffisant pour garantir les travailleurs contre le danger de la division des groupements professionnels.

### Nécessité d'un objectif moral

Il y a enfin un aspect qui, aux yeux des travailleurs catholiques, domine tous les autres.

L'organisation syndicale n'a pas pour unique objet d'assurer à la masse des travailleurs un minimum d'avantages matériels. La plupart des syndicats se donnent comme objectif général et constant le perfectionnement professionnel de chaque catégorie de travailleurs. Le vice radical des syndicats neutres, c'est d'écarter le coefficient moral et religieux du perfectionnement humain. C'est par là surtout que le syndicalisme catholique est et sera toujours intrinsèquement supérieur au syndicalisme international ou neutre. Nos ouvriers catholiques ont à leur portée un inappréciable moyen de perfectionnement moral. Qu'ils mettent à la base de leurs associations professionnelles leur foi et les inépuisables réserves de force, d'endurance et de relèvement qu'elle comporte; et leur supériorité effective, comme travailleurs, s'imposera à l'attention des patrons et de leurs camarades également.

## Le point de vue du patron

### Aveuglement général

Au Canada, comme partout ailleurs, les patrons — au sens très large que j'ai donné précédemment à cette appellation — répugnent d'instinct à l'organisation syndicale de leurs employés et mettent tout en oeuvre pour soustraire leurs entreprises à ce qu'ils appellent la "tyrannie des unions ouvrières". Les plus pénétrés de l'esprit bourgeois et capitaliste voient dans toutes les revendications des travailleurs autant de provocations insolentes et criminelles qui offusquent leur vanité de parvenus, dérangent les calculs de leur cupidité et troublent leur digestion d'empiffreurs jamais rassasiés. D'autres, moins voraces et plus désintéressés, sont persuadés, de bonne foi, que le principe même du syndicalisme est nuisible à la saine administration des grandes entreprises, qu'il compromet leur succès et leur stabilité. Très peu s'aperçoivent que la plupart des inconvénients ou des dangers qu'ils redoutent proviennent de leurs préjugés, de leurs partis pris, de leur opposition déclarée ou latente aux organisations ouvrières, autant que des exigences légitimes ou déraisonnables des travailleurs. Plus rares encore sont les patrons assez avertis pour voir dans le mouvement syndicaliste la réaction naturelle, inévitable et grandissante contre le principe révolutionnaire et faux de l'individualisme outrancier et de la concurrence sans frein, dont les capitalistes ont été partout les protagonistes et les profiteurs, avant d'en être les victimes involontaires. Quant aux chefs d'administration ou d'industrie assez intelligents, assez justes, assez charitables, disons le mot : assez chrétiens de coeur et d'esprit pour aller au-devant des légitimes revendications des travailleurs, pour favoriser avec une efficace sympathie les mouvements et les organisations propres à développer chez les ouvriers le sens de leurs responsabilités sociales autant qu'à leur assurer des conditions équitables de vie, le compte en serait tôt fait, au Canada comme en tout autre pays.

Cet état d'esprit, cet aveuglement ou cette étroitesse générale des patrons ne tiennent pas seulement, ni même principalement, à l'égoïsme jouisseur que dénoncent les socialistes et les démagogues. Beaucoup de patrons sont de fort braves gens, convaincus qu'en faisant échec aux revendications ouvrières, et particulièrement au mouvement syndicaliste, ils sauvegardent des droits légitimes, défendent l'ordre social et protègent les ouvriers eux-mêmes contre les conséquences désastreuses d'une révolution dont ils n'aperçoivent que les tendances destructrices. Ceux-là, et c'est probablement la majorité chez nous, sont victimes de leur ignorance, de leurs préjugés, et du faux principe de l'individualisme — tout comme un grand nombre d'ouvriers, non moins désempa-

rés par l'ignorance et les préjugés de classe, sont entraînés par les démagogues socialistes dans le culte également faux du collectivisme.

Cette dangereuse et lamentable équivoque entre le capital et le travail est plus frappante que partout ailleurs en Amérique du Nord, — Etats-Unis et Canada — où l'absence quasi totale de sens social s'ajoute au matérialisme abject, au culte intense de l'or et du confort matériel, qui caractérise les civilisations anglo-saxonnes. C'est par là peut-être que la conquête anglaise et la pénétration américaine menacent d'entamer le plus profondément, sinon d'engloutir, la civilisation supérieure dont le petit peuple canadien-français est le dépositaire.

### **Ignorance des hommes d'affaires ; absence d'esprit social**

Pour ne parler que des patrons, puisque c'est d'eux qu'il s'agit en ce moment, le danger est d'autant plus grave au Canada que nos "hommes d'affaires", pour entrepreneurs et hardis qu'ils soient "en affaires", sont généralement d'une ignorance phénoménale en tout ce qui ne touche pas à leur industrie ou négoce particulier, dépourvus d'idées générales et d'aperçus un peu lointains, partant incapables d'envisager les questions sociales d'un autre point de vue que celui très étroit de leur boutique; et par "boutique", il faut entendre toute catégorie d'administration publique, semi-publique ou privée. Ajoutez à cela que l'absence de classes intellectuelles, jointe à la bassesse d'âme et à la vénalité des politiciens, pris en bloc et dans leurs fonctions collectives de partisans, assure aux hommes d'affaires une influence hors de proportion avec leur valeur intellectuelle et leur compétence sociale. Aussi mal préparés que possible à aborder les problèmes sociaux dans la sphère de leurs activités professionnelles et patronales, ils ne peuvent, dans leur état actuel d'esprit et d'inculture, que pousser les pouvoirs publics à gâcher davantage la situation en appliquant au malaise social des solutions empiriques, partielles ou fausses.

Est-ce à dire, avec les socialistes intégraux, qu'il faut supprimer le patronat et les patrons, le capital privé et l'influence bourgeoise?

Nullement. Le malaise actuel et toute question sociale, présente ou future, ne se résoudre que par le concours intelligent de toutes les classes de la société, que par la coopération nécessaire des patrons et des travailleurs, du capital et du travail. Ce qu'il faut entreprendre, la tâche à laquelle doivent se dévouer tous les hommes favorisés par Dieu de quelque talent, de quelques loisirs et d'une étude approfondie et raisonnée de ces problèmes vitaux, c'est de faire l'éducation persuasive des patrons et des travailleurs, des capitalistes et des ouvriers, et d'établir entre eux les points de contact, les services de liaison, sans lesquels il serait futile de chercher une autre solution que celle de la lutte brutale où patrons et ouvriers s'écorcheront sans merci, où la société elle-même, du moins dans sa forme actuelle, finira par périr.

Pour être efficace et durable, cette éducation ne peut se faire à coups d'axiomes génériques, d'apophtegmes à la Wilson et d'homélies



dogmatiques à la façon des prophètes du socialisme. Elle doit sans doute s'inspirer de principes fondamentaux, applicables aux problèmes sociaux de tous les temps et de tous les pays. Et ces principes de fond, générateurs de vérités immuables, on ne les trouve que dans la Vérité intégrale, c'est-à-dire dans les lois sociales établies par Dieu et transmises aux hommes par le corps enseignant constitué par Jésus-Christ pour instruire les hommes et les nations. Mais, tout en s'inspirant sans cesse à cette source divine, cette éducation sociale doit se donner en fonction immédiate des problèmes particuliers qui se posent dans chaque pays.

### **Stériles concessions ; inqualifiables répressions**

Revenons donc aux patrons canadiens et plus particulièrement aux chefs d'industrie ou d'administration de la province de Québec. Sans m'arroger l'impertinente fonction d'éducateur social, je me risque à leur suggérer d'envisager la question du syndicalisme avec sang-froid et d'apporter à cette étude leurs qualités natives et professionnelles, sans se laisser aveugler par la passion, le préjugé ou l'intérêt trop exclusif.

Dans les administrations semi-publiques — chemins de fer, messageries, télégraphes, tramways — et dans les grandes industries, les patrons se sont généralement soumis à l'inévitable : ils ont accepté, plus ou moins bénévolement, la présence et l'intervention des unions ouvrières, sans se préoccuper, apparemment du moins, du caractère moral ou national de ces syndicats. Dans la pratique, ils semblent n'avoir d'autre souci que de réduire au minimum l'emprise des syndicats. Naturellement, ces consentements quasi forcés, entrecoupés de contre-maœuvres, n'ont valu aux patrons aucune reconnaissance de la part des ouvriers. Entre patrons et travailleurs syndiqués, les relations restent à base de haine, d'antagonisme ou de méfiance, selon l'acuité des situations et le degré de bon vouloir ou de diplomatie réciproques. Tant que le syndicalisme sera accueilli de cette façon par les patrons, son application, loin de résoudre la question sociale et les relations du capital et du travail, ne peut que les compliquer, les envenimer et préparer la guerre des classes.

Dans certaines administrations, telles les banques, les compagnies d'assurance, les grands magasins, les patrons s'opposent énergiquement à toute tentative d'organisation syndicale. Cette attitude a pour premier effet de faire naître des sentiments d'animosité dans une catégorie de travailleurs peu portés par tempérament, par éducation et par habitude, à la violence et aux actes brutaux ; pour deuxième effet, d'activer, par répercussion, les ferments de révolution sociale dans toutes les catégories de travailleurs, syndiqués ou non.

On me citait, ces jours-ci, des actes à peine croyables de certains gérants de banque ou chefs de grands magasins à rayons : défense formelle à leurs employés de travailler à l'organisation de syndicats, catholiques ou non ; espionnage de conversations ; mainmise sur la correspondance privée ; menaces de destitution, etc., etc. Notez que certains



de ces patrons sont, en leur privé, d'excellents citoyens, des pères de famille modèles, des soutiens d'oeuvres, fort charitables, dévots même, au moins de cette dévotion étroite et routinière qui semble fermer la porte à la foi *pensée*, à la charité vécue.

C'est à ceux-là surtout qu'il importe d'ouvrir les yeux sur les dangers qui résultent de leur attitude revêche et irréfléchie et d'inculquer des notions plus justes de leur devoir social.

### Les droits du patronat — Principes révolutionnaires

Les patrons, quels qu'ils soient, ont-ils le droit de s'opposer à l'organisation syndicale de n'importe quelle catégorie de travailleurs? Ont-ils, en fait, raison d'y faire obstacle?

Si ces deux questions se résolvent dans la négative, quel type de syndicat doivent-ils favoriser de préférence à tout autre?

Répondons brièvement à cette double interrogation.

Nous avons examiné précédemment quelques-uns des principes et des faits qui établissent le droit des travailleurs, et même leur devoir, de s'organiser en syndicats professionnels, afin de protéger leur situation individuelle et familiale, de travailler à leur perfectionnement professionnel et moral et, par là, de mieux accomplir leur devoir social. Inutile d'y revenir.

Si les employés ont le droit et le devoir de se grouper en syndicats, il s'ensuit que les patrons n'ont pas le droit de s'y opposer. Le droit et le devoir des patrons se bornent à empêcher les ouvriers ou employés d'empiéter indûment sur le domaine patronal, de léser les intérêts légitimes des capitalistes intéressés dans l'entreprise, de nuire, sans motifs d'ordre supérieur, au bon fonctionnement de l'administration ainsi qu'au succès et à la prospérité de l'industrie ou du négoce commis à leur responsabilité. De quelle manière, par quel mode, ce droit et ce devoir du patron peuvent s'exercer avec le plus d'efficacité, nous le verrons plus loin.

Si les patrons n'ont pas le droit de faire échec au mouvement syndical, ont-ils raison, à l'heure actuelle et dans notre pays, de s'y opposer, d'y mettre des entraves? Pas davantage.

Prenons tout de suite les administrations où le syndicalisme n'a pas encore pénétré, où les patrons pourraient, en temps ordinaire, avoir quelque motif valable de contrecarrer le mouvement général d'association qui se manifeste dans le monde entier. J'ai nommé les grands magasins à rayons et les banques. Tenons-nous-en à ces deux exemples.

Quel motif valable, en bonne justice sociale et en fait, les patrons et les actionnaires des grandes entreprises commerciales peuvent-ils invoquer pour interdire à leurs employés de se grouper en syndicats professionnels?

Les rapports actuels entre patrons et employés non syndiqués sont régis par les règles de droit commun et les articles du code civil qui déterminent ce que les légistes appellent le contrat de louage. Chez

nous comme dans tous les pays de droit moderne, ces règles et ces textes s'inspirent à peu près exclusivement du faux principe individualiste mis en honneur par les faux prophètes de la Révolution française et leurs émules, les faux économistes de l'école manchestérienne. C'est en s'appuyant sur la Déclaration des Droits de l'Homme, de l'homme en révolte contre Dieu et la société, que les fantoches révolutionnaires ont aboli les anciennes corporations d'artisans et d'ouvriers et proclamé la "liberté du contrat de travail". A l'aide de cette vessie gonflée de leurs creuses déclamations, ils ont réussi à mener les peuples aveuglés à l'assaut des antiques murailles derrière lesquelles le commerce, l'industrie et l'art appliqué avaient atteint, au Moyen Age, un degré de prospérité, de perfection et de dignité qu'ils n'ont jamais retrouvé. Le fameux "contrat libre du travail" est devenu un véritable contrat lésin, par lequel le patron fort, riche, influent, impose ses conditions de travail à l'ouvrier isolé et ses produits avilis mais payants au consommateur également désarmé.

Le plus clair résultat du triomphe de la Révolution française et de l'école d'Adam Smith en Angleterre, a été d'avilir le travailleur et le produit de son travail et de mettre le monde sous la domination d'une monstrueuse ploutocratie, sans hérédité, sans culture, sans responsabilité. Là-dessus les penseurs catholiques et conservateurs, au sens large et vrai du mot, sont d'accord avec les socialistes modernes.

### Trusts et cartels — Banques et grands magasins

Naturellement, tant que les économistes, les financiers, les bourgeois et les patrons de haute volée ont pu maintenir à leur profit le régime individualiste, on ne saurait trop les blâmer de n'avoir pas songé à se poser eux-mêmes des entraves et des freins — surtout si l'on considère la facilité avec laquelle ils ont fait prendre leur vessie pour un foyer de lumière incandescente, propre à guider les peuples dans la voie triomphale qui mène au bonheur, à la paix, à la Liberté, à l'Egalité, à la Fraternité.

Mais l'iniquité finit toujours par se mentir à elle-même. La suppression des entraves qui gênaient la liberté du contrat de travail a eu comme corollaire la libre concurrence de l'industrie et du commerce. Les chefs d'industrie et les grands négociants n'ont pas tardé à constater que ce qu'ils gagnaient d'un côté, par l'abaissement des salaires, la concurrence de la main d'œuvre et l'avilissement du produit, ils le perdaient de l'autre par la multiplicité des industries et la concurrence du commerce. Ils ont alors repris à leur avantage le principe d'association : ils ont entrepris de tuer la petite industrie et le petit négoce par la substitution des sociétés d'actionnaires à la responsabilité individuelle, par la surcapitalisation de la grande industrie et du haut commerce, par l'organisation de vastes magasins à rayons, par la conclusion d'ententes gigantesques qui prennent tour à tour le nom de *trusts*, de *combines*, de *cartels*, de *gentlemen's agreements*. Toutes ces opérations se poursuivent

sous l'autorité des lois, avec la complaisance des pouvoirs publics, dont les détenteurs — rois, ministres, sénateurs, députés, juges, fonctionnaires — sont, pour un bon nombre, les associés et les profiteurs de cette monstrueuse organisation. Et le monde des patrons, des capitalistes, des chefs d'industrie et de commerce, qui ont inventé ce régime ou qui en vivent, s'étonne, s'indigne à la pensée que le monde des travailleurs s'organise à son tour pour faire contrepoids à ce joug qui pèse doublement sur ses épaules? Oui, doublement, puisque les travailleurs en sont d'abord les instruments forcés qui le mettent en valeur par leur travail, et qu'ils en portent le poids comme tous les autres consommateurs.

Mais ce sont là, me dira-t-on, des conditions qui échappent totalement à la responsabilité, au moins initiale, des hommes d'affaires et des patrons de chez nous. Sans doute; mais telle n'en est pas moins la situation actuelle, chez nous comme ailleurs, et plus qu'en beaucoup d'autres pays. La conquête anglaise, l'adoption du Code civil et l'invasion de l'industrialisme américain nous ont tôt mis au diapason des pays les plus complètement soumis au triple joug de l'individualisme légal français, du mercantilisme anglais et du trustisme américain. Il est donc naturel que les mêmes causes produisent ici les mêmes effets qu'ailleurs et que le monde du travail s'arme ici comme ailleurs et tente d'opposer l'association du travail à l'association du capital.

Nos banques, nos grandes maisons de commerce, nos industries, sont toutes ou presque toutes organisées sur la base du syndicalisme capitaliste et tendent toutes au monopole exclusif. Quel motif valable d'équité, je le répète, ceux qui les dirigent peuvent-ils invoquer contre leurs employés qui veulent s'organiser, eux aussi, d'après les principes de l'association? Quel axiome de justice et d'ordre social peuvent-ils opposer même à la dangereuse tendance des associations professionnelles de supprimer la liberté individuelle du travail, eux qui font tout pour supprimer la libre concurrence du commerce, de l'industrie, du crédit et des activités monétaires?

Que sont en particulier nos banques, sinon des syndicats de capitalistes, de puissance inégale il est vrai, mais tous ligüés en un gigantesque monopole qui s'appelle l'Association des Banquiers du Canada, reine et maîtresse du crédit public et privé, de l'industrie, du commerce, de la production et de la manutention de tout ce qui est nécessaire à la vie de l'homme?

Non, vraiment, nos hommes d'affaires, grands, moyens et petits, manipulateurs responsables ou complices involontaires de ce régime à base essentiellement syndicale et monopoliste, sont en fort mauvaise posture pour dénoncer et combattre l'application générale du principe d'association.

### Les patrons et la guerre — Inévitable réaction

Les banquiers et les patrons de commerce voulussent-ils invoquer la disparité de situation entre leurs employés et les travailleurs manuels, que les conditions anormales de l'heure actuelle et leur propre attitude



durant la guerre viendraient détruire la force, d'ailleurs discutable, de leur objection.

Le monde des patrons, des bourgeois, des capitalistes, des chefs d'industrie et de négoce, a généralement appuyé à pleine bouche, sinon de plein coeur, le mouvement qui a plongé le Canada jusqu'au cou dans le brasier de la guerre européenne et qui l'entraîne aujourd'hui, par une conséquence inéluctable, dans le tourbillon révolutionnaire où les pays d'Europe se débattent. La plupart de nos grands hommes d'affaires ont sonné à grands fracas, quatre années durant, le clairon des batailles; ils ont mis un zèle extraordinaire à favoriser l'enrôlement à outrance; ils ont poussé leurs employés à l'armée "de la liberté et de la démocratie"; ils ont menacé les récalcitrants de destitution ou de représailles au bénéfice des héros de la guerre; ils ont souscrit avec ostentation, au profit de la Croix-Rouge et des diverses oeuvres de guerre, de grosses sommes auxquelles sont venues s'ajouter les souscriptions imposées à leurs employés. Le lancement des emprunts de la Victoire leur a permis de répéter ces opérations... patriotiques.

Par contre, au début de la guerre et sous prétexte de crise financière, les patrons ont opéré de grosses coupures dans les traitements et les salaires des employés. Quand l'activité factice des industries de guerre a fait couler à flots le produit des emprunts nationaux et des opulents contrats de munitions, les banquiers et les "capitaines d'industrie" en ont profité pour faire monter rapidement l'échelle des profits, des "réserves" et des dividendes, et fort lentement celle des traitements de leurs employés permanents. Si le ministre des Finances a dit la vérité lorsqu'il affirmait, en 1914, que tout Canadien qui s'enrichit pendant la guerre est un criminel, il y a peu de banquiers, de chefs d'industrie et de gros patrons de commerce qui échapperaient à une condamnation.

Grâce à ces opérations fructueuses... et criminelles, si le verdict du ministre des Finances est bien fondé, grâce aussi à la complicité, à la négligence, à l'impéritie ou à l'impotence des pouvoirs publics, la cherté de la vie a augmenté avec une rapidité hors de toute proportion avec l'accroissement des traitements et salaires fixes.

En résumé, les patrons de la haute banque, du gros commerce et de la grande industrie ont tout fait pour réduire leurs employés et leurs commis à une condition plus douloureuse et plus pénible que celle des travailleurs manuels; et ils l'ont fait avec un manque de tact, une arrogance, parfois même avec une cruauté, essentiellement propres à développer chez leurs employés la haine du capital et du patronat, tout au moins la détermination de se protéger contre les emballements "patriotiques" de leurs patrons, par les mêmes moyens et les mêmes armes qui ont si bien servi aux ouvriers syndiqués.

"Mais, objecteront ici un bon nombre de patrons canadiens-français, nous n'avons pas donné dans ce mouvement de jingoïsme et cette débauche d'hypocrisie loyaliste; nous en avons même subi les inconvénients tout autant que nos employés." Possible; mais sans rechercher le nombre des hommes d'affaires canadiens-français qui ont tenté quelque



effort sérieux pour réagir contre le courant, ceux-ci n'en restent pas moins soumis aux lois inéluctables de la solidarité. Ce n'est pas la seule ni la pire des conséquences qu'ils vont subir, avec tous les autres Canadiens, de la crise de folie furieuse où toute la nation, où les trois-quarts du monde soi-disant civilisé se sont débattus cinq années durant.

### Les patrons n'ont plus qu'à choisir

Quelle que soit l'influence de la guerre sur les conditions du travail, au Canada, et sans nous attarder davantage à départager les responsabilités, il reste un fait indéniable, dont nos hommes d'affaires, qui se targuent volontiers et non sans raison de leur grand sens pratique, ne sauraient contester l'écrasante réalité: partout, ici comme ailleurs, le monde des travailleurs s'organise, se coalise, se syndicalise sous une forme ou une autre. Il n'est pas de puissance au monde capable d'arrêter ce mouvement. La seule alternative qui se pose aux patrons, c'est de décider s'ils vont participer à l'organisation du travail avec le légitime souci de sauvegarder leurs droits et leurs intérêts, avec la pensée plus haute et plus féconde d'orienter ce mouvement dans une direction généralement favorable à l'ordre social, dont patrons et travailleurs peuvent être, s'ils le veulent, les soutiens et les bénéficiaires; ou si, au contraire, ils vont opposer à la vague montante du syndicalisme d'égoïstes et aveugles résistances, dont l'unique aboutissement sera de la tourner dans le courant des idées révolutionnaires, destructrices de tout équilibre économique, de tout ordre social. En d'autres termes et sans plus de métaphores, les patrons de notre province ont le choix entre le groupement des travailleurs dans le sens des traditions religieuses et nationales de la population où ils se recrutent, et leur affiliation aux syndicats internationaux, sans barrières religieuses et morales, avec leurs portes toujours ouvertes du côté des sociétés secrètes et l'emprise facile qu'ils offrent au socialisme international et révolutionnaire.

Cette alternative s'impose aux patrons non catholiques, aussi bien qu'aux patrons catholiques. Elle s'applique aux employés de banque et de commerce autant qu'à toute autre catégorie de travailleurs.

Si nos chefs d'administration, au lieu de s'attarder dans d'inutiles oppositions ou une imbécile passivité, se décident à regarder la réalité en face et à rechercher les avantages qui peuvent résulter de l'organisation syndicale, ils ne tarderont pas à constater, comme les travailleurs eux-mêmes, l'immense supériorité, en notre pays surtout, du syndicalisme national et chrétien sur le syndicalisme international et neutre. Comme les travailleurs, ils apercevront de plus en plus clairement la force constructive et agissante d'un principe d'ordre, de justice et de charité, d'une discipline morale et intellectuelle, qui échappent aux aléas des guerres et des révolutions, qui dominent les passions de race et les préjugés de caste; ils apprécieront également la bienfaisante et reconstructive influence d'une tradition déjà trois fois séculaire, avec tout ce qu'elle comporte et conserve de l'esprit familial, d'attachement

au sol, de sens profond des solidarités sociales, d'équilibre intellectuel fortifié d'un robuste bon sens et d'une narquoise méfiance en face des mirages mystifiants et des creuses déclamations.

S'ils placent la question sous cet angle visuel, — et s'ils veulent y voir clair, ils ne peuvent la placer ailleurs — toutes les catégories de patrons, dans la province de Québec, favoriseront loyalement l'organisation de syndicats professionnels, nationaux pour toutes les catégories de travailleurs, nationaux et catholiques pour les travailleurs catholiques, nationaux et chrétiens pour tous les travailleurs protestants qui ont conservé quelque chose du sens social chrétien.

S'il était nécessaire ou opportun d'établir une distinction entre les employés du commerce ou de la finance, et les travailleurs manuels, je n'hésiterais nullement à dire que l'excellence intrinsèque du syndicat national et catholique devrait surtout frapper les directeurs des banques, des compagnies d'assurances, des grands magasins. Soit à cause des valeurs considérables qui passent entre leurs mains, soit en raison de leurs rapports immédiats avec un public nombreux et varié, les employés des grandes maisons d'affaires profiteraient, plus que toute autre catégorie de travailleurs, des éléments de perfectionnement moral et intellectuel qu'apporteraient à leurs activités professionnelles, la vie catholique et les vieilles traditions françaises. Et leurs patrons ne tarderaient pas à constater que cette supériorité morale et sociale constitue, en soi, un puissant facteur de succès pour l'entreprise qui en bénéficie. Ces éléments de supériorité s'appellent la probité, l'honneur, la dignité de vie intérieure et extérieure, la bonne tenue, la politesse. Fortement entamées, hélas! par l'ambiance actuelle, ces qualités natives de la race ne renaîtront que sous l'impulsion de la foi et des traditions ancestrales, appliquées à la vie professionnelle.

### Eveil du sens social

De quelle manière les patrons peuvent-ils aider efficacement à l'expansion du mouvement syndicaliste et à son orientation dans le sens des traditions nationales et du rajustement économique et social du pays? En participant directement à la formation et à la direction des syndicats de travailleurs? Non pas; il y a eu trop d'erreurs commises, trop de provocations et de méfiances réciproques. Les patrons doivent laisser les travailleurs organiser et gouverner eux-mêmes leurs syndicats. Leur action doit se borner à cesser leur opposition ouverte ou tacite et à manifester par des paroles et des actes opportuns leur sympathie pour le mouvement syndicaliste et leur préférence pour les syndicats nationaux, à base confessionnelle.

“Mais n'est-ce pas ramener les patrons au rôle passif dont vous avez démontré le danger?” Pas davantage.

Il y aurait d'abord l'immense différence qui sépare une passivité hargneuse et méfiante d'une passivité sympathique et accueillante. Mais les patrons ont beaucoup plus et mieux à faire.

La preuve la plus tangible et la plus efficace qu'ils pourraient donner de leur adhésion au principe du syndicalisme, ce serait d'organiser eux-mêmes des syndicats patronaux; non plus des *combines* et des *cartels* dont l'objet unique est de favoriser les appétits cupides de capitalistes en fringale de copieux dividendes; mais des associations de patrons engagés dans la même industrie, dans un commerce identique, et s'unissant pour étudier les méthodes les plus propres à rendre leur industrie ou leur négoce aussi rémunérateurs que possible, à les protéger contre une concurrence déloyale, à rechercher les procédés de fabrication les plus économiques et les plus parfaits et les marchés les plus avantageux, à tirer des matières premières le rendement maximum; puis, dans l'ordre social, à étudier les réclamations du travail, à discuter amicalement avec les délégués des syndicats de travailleurs les améliorations à introduire dans les conditions du travail: traitements, salaires, heures de travail, hygiène, instruction technique, préservation morale, etc., etc.

Si, disons depuis dix ans, patrons et travailleurs de notre province avaient employé à s'organiser professionnellement, chacun chez soi mais en vue d'une action convergente et mutuellement avantageuse, la dime du temps et des efforts qu'ils ont perdus à s'armer les uns contre les autres, la situation du capital et du travail serait infiniment meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui; et la société tout entière, au lieu d'avoir à s'armer à son tour pour se protéger contre l'égoïsme des capitalistes et les affolements des travailleurs en mal de socialisme, la société serait en bien meilleure posture.

En tout cas, mieux vaut tard que jamais. Si le péril qui menace le monde peut être détourné ou atténué, ce sera par l'éveil du sens social dans toutes les classes de la société et particulièrement chez les patrons, et par son évolution prompte et décisive dans le sens des traditions religieuses et nationales. Hors de là, point de salut.

## Le rôle de l'Etat

### Administrations semi-publiques

Avant de rechercher ce que doit être le rôle de l'opinion publique dans le débat, examinons brièvement les données du problème syndical en fonction des services d'intérêt public et des pouvoirs administratifs de l'Etat.

Par "services d'intérêt public", ou "administrations semi-publiques", j'entends désigner les organismes économiques qui ne sont, en soi, ni des entreprises industrielles, ni des opérations de commerce, et qui servent à la fois les besoins généraux de l'industrie et du commerce et ceux du public tout entier : chemins de fer, tramways, transports maritimes et fluviaux, messageries, télégraphes et téléphones, services d'éclairage et de force motrice.

Dans un pays normalement organisé et gouverné selon les règles du bon sens, ces services devraient relever directement de l'Etat — ce qui ne veut pas dire nécessairement l'administration *gouvernementale* — et échapper à l'emprise du capital privé et de l'exploitation individuelle. Mais dans un pays affligé de l'incohérence parlementaire et rongé de toutes parts par le chancre électoral, mieux vaut encore subir les moindres abus de l'exploitation privée, tout absurde qu'elle est, appliquée à des fonctions d'ordre et d'intérêt essentiellement publics. Il arrive ainsi, parfois, dans les sociétés gouvernées à rebours du sens commun, que deux insanités se neutralisent partiellement et valent mieux, somme toute, que l'application pernicieuse d'un principe juste en soi. C'est même l'une des *beautés* usuelles du régime parlementaire et démocratique. Mais la discussion du principe de la nationalisation (ou de la municipalisation) des services d'intérêt publics n'entre pas dans le cadre de cette étude. Tenons-nous-en à l'étude du problème syndical.

### Application possible du syndicalisme

Tout ce que nous avons vu du droit des travailleurs à l'association professionnelle, du devoir des patrons de respecter, de favoriser même, l'exercice de ce droit, s'applique intégralement aux services d'intérêt public, tels qu'organisés au Canada. S'il y a une différence, elle est en faveur du droit de cette catégorie particulière de travailleurs à la protection syndicale, parce qu'ils sont soumis à un double patronat : celui des administrateurs, qui veillent aux intérêts du capital privé placé dans ces entreprises ; et celui de l'Etat qui contrôle, détermine ou revise, censément dans l'intérêt du public, les sources de revenu, lesquelles



affectent directement les conditions de travail et la rémunération des travailleurs.

Par contre, l'organisation syndicale des patrons, corollaire naturel et contrepoids de la syndicalisation des employés, devient ici impossible. Fût-elle possible qu'il faudrait à tout prix y mettre obstacle, l'interdire même par d'efficaces sanctions législatives. L'emprise monopolisante des compagnies de chemins de fer, de navigation, de télégraphes, de téléphones, de messageries, d'éclairage, d'énergie électrique, n'est déjà que trop générale: que serait-ce si, par exemple, les administrateurs et les directeurs de toutes les compagnies de tramways du pays se liguèrent en syndicats pour débattre et déterminer avec les syndicats d'employés les conditions du fonctionnement de ces services et, par ricochet, leurs taux de transport, dans toutes les villes du Canada? Le troupeau des contribuables... pardon! la "démocratie triomphante" en verrait de belles!

Non, dans cette catégorie d'administrations, le seul pouvoir modérateur et arbitral dont l'exercice soit à la fois admissible et nécessaire, c'est celui de l'Etat; et ce pouvoir doit s'exercer, plus encore que dans les conflits entre patrons et travailleurs du commerce ou de l'industrie, dans l'intérêt général du public plutôt que dans l'intérêt particulier du capital engagé dans ces entreprises ou l'intérêt collectif des travailleurs qui y trouvent leur emploi. De plus, étant données les conditions politiques du Canada, ce pouvoir doit s'exercer ici par l'autorité qui représente la *fraction* de l'Etat, si l'on peut dire, dont relève, de sa nature, chacune de ces administrations. Ainsi, les tramways de ville et les compagnies d'éclairage devraient relever *exclusivement* des autorités municipales; les compagnies de transport régional ou d'énergie électrique qui font le service de plusieurs municipalités devraient rester sous la juridiction, soit de commissions intermunicipales, régulièrement constituées sous l'empire des lois municipales, soit des autorités provinciales; seuls les services d'ordre général devraient être soumis à l'autorité fédérale.

### Incohérences et confusions

Où en sommes-nous dans la pratique? En pleine incohérence. Telle compagnie de téléphone ou d'énergie électrique tient sa charte d'Ottawa, telle autre de Québec, l'une relève des Lycurgues fédéraux, l'autre des Solons provinciaux; de par l'autorité suprême et arbitraire de nos Pisistrates québécois, l'une pourra pénétrer dans la ville de Montréal, l'autre point; ou encore, l'une et l'autre y entreront, ou toutes deux en seront exclues; le barème de leurs prix d'abonnement ou de vente de l'énergie et de la lumière est déterminé, soit par les autorités fédérales, ou par les pouvoirs provinciaux: tout ce qui reste aux archontes montréalais, représentants des véritables intéressés, c'est de décider dans leur sagesse de quelle longueur seront les poteaux et le long de quelles rues on les plantera, afin d'ajouter à la hideur des *beautés artistiques* de Montréal et à l'insécurité de ses habitants.

Les deux seules tentatives faites, en cinquante ans, pour introduire quelques éléments d'ordre dans cette pétaudière, c'est la création de la Commission des chemins de fer à Ottawa et celle de la Commission des utilités publiques à Québec. (J'ignore ce qui s'est fait dans les autres provinces.) Mais encore, que de confusions et d'incohérences! résultant, les unes, de la juridiction concurrente exercée par les autorités fédérales et provinciales dans la création des sociétés anonymes dites "compagnies à responsabilité limitée", sans égard à la nature ou à la localisation de ces entreprises; les autres, pires encore, de l'acoquinement de politiciens vénaux ou serviles avec les lanceurs de ces entreprises. Deux exemples suffisent à illustrer les vices du régime.

C'est la Commission fédérale des chemins de fer, déjà débordée dans la sphère normale de sa juridiction, si elle voulait ou pouvait l'exercer, qui est appelée à déterminer le taux des redevances que la Compagnie de téléphone Bell impose à ses abonnés de la ville de Montréal ou de toute autre ville du Canada, depuis Sydney jusqu'à Dawson. Les échevins de Montréal, élus par les "libres et indépendants" électeurs de Montréal, n'ont d'autre droit que celui "d'humbles remontrances" aux suprêmes potentats de la Commission fédérale.

C'est la Législature de Québec qui détermine les conditions d'existence, de fonctionnement et d'administration des tramways de la ville de Montréal, qui a créé et protège ce monopole monstrueux, qui a autorisé le prodigieux mouillage de fonds, principal motif de sa création, qui, enfin, fixe la quotité de l'impôt que les hommes, les femmes et les enfants de Montréal devront payer, des années durant, aux opulents détenteurs de cette baronnie roulante et, par dessus eux, à leurs seigneurs dominants, les comtes palatins de la finance new-yorkaise et du *Standard Oil Trust*.

En vérité, ce n'était guère la peine de tant déclamer contre les batteurs d'étangs, libérés par la "glorieuse" Révolution. Les crapauds et les couleuvres que nous font avaler les seigneurs de la démocratie et les marquis de la ploutocratie coûtent autrement cher que les légendaires et coassantes grenouilles qui troublaient le sommeil des "infâmes ci-devant".

Mais à cette incohérence dans l'exercice de l'autorité de l'Etat, en ces matières, s'en ajoute une autre, pire encore, qui se rattache plus directement à la question qui nous intéresse en ce moment.

### **Chemins de fer, leur importance nationale**

Etant admis que le principe du syndicalisme professionnel est applicable aux services d'intérêt public, à quel type de syndicats doit s'arrêter l'Etat, qui exerce ici ou devrait exercer, dans l'intérêt public, le pouvoir modérateur et arbitral entre patrons et travailleurs?

Si la réponse reste douteuse à l'égard du commerce et de l'industrie privée, elle ne devrait pas l'être dans ce cas-ci. A tout esprit sérieux, il suffira de quelques instants de réflexion pour comprendre le danger

et l'absurdité d'un régime qui placerait l'ensemble des travailleurs attachés à ces services sous la domination du travail syndiqué à l'emploi d'administrations identiques en pays étranger.

S'il y a une catégorie d'administrations où le syndicalisme doit être nettement et exclusivement national, c'est bien celle qui affecte et domine toutes les activités économiques de la nation. Or, c'est précisément le contraire qui existe ici. Ce sont les services d'intérêt public qui sont le plus complètement asservis par la Fédération américaine du Travail; et celui de ces services que la Fédération américaine domine le plus, c'est celui-là même dont la direction devrait échapper totalement à une domination étrangère : les chemins de fer.

En tout pays, l'ensemble des voies ferrées constitue l'un des organismes vitaux de la nation, dans l'ordre économique. En temps de guerre, c'est l'élément matériel le plus important de la défense nationale; c'est le réseau artériel qui entretient la vie dans tout le corps de la nation et soutient la vigueur du bras armé pour la protéger. Cette vérité est tellement évidente que tous les pays — sauf l'Angleterre, protégée par son isolement insulaire, et les Etats-Unis, par leur écrasante supériorité sur leurs deux seuls voisins — tous les pays se sont assurés, presque dès l'origine et sans aucune préoccupation socialiste, la maîtrise absolue de leurs chemins de fer, en temps de guerre au moins. A cette règle générale, je ne connais, en dehors des deux grandes nations anglo-saxonnes, que trois ou quatre exceptions : la Turquie, la Perse, la Chine... et le Canada. On sait ce qu'il en a coûté aux trois nations asiatiques pour avoir permis à leurs "protecteurs" et bailleurs de fonds, Allemands, Anglais, Français, Russes, Japonais, de mettre la main sur leurs voies ferrées. Chez nous.... attendons la fin!

De tous les pays du monde, le Canada est peut-être celui où le réseau ferroviaire constitue, non seulement un élément essentiel de la vie économique, en temps de paix, et de la défense nationale, en temps de guerre, mais aussi, en tout temps, l'armature nécessaire à sa cohésion nationale. C'est aussi le pays où gouvernants, diplomates et législateurs se sont évertués à qui s'y prendrait mieux pour livrer à l'étranger ce facteur primordial de la sécurité nationale.

### La conquête américaine

Grâce au zèle, à l'intelligence et à la générosité déployés sans relâche par les hommes d'Etat et les diplomates britanniques pour servir les intérêts américains, pour assouvir les appétits et gagner les bonnes grâces des Américains, le Canada est devenu une incohérence géographique, une enfilade de pays sans contact immédiat, séparés par d'immenses barrières naturelles et attirés, chacun séparément, par l'énorme et croissante force d'attraction qui émane de la république américaine, leur unique voisine. Contre cette formidable pénétration de forces disjointives et absorbantes, il n'y avait que deux éléments possibles de résistance ; l'un, moral, la prédominance de l'élément canadien-français ;



l'autre, matériel, la construction de chemins de fer interprovinciaux ou transcontinentaux. Deux hommes d'Etat canadiens, Macdonald et Cartier, en avaient compris l'importance et tenté l'utilisation. Entravés par les stupides exigences de la politique parlementaire, ils n'ont fait qu'ébaucher leur oeuvre de consolidation nationale ; ils ont négligé de lui donner les contreforts nécessaires. Nous n'avons à considérer ici que le facteur matériel.

Nos gouvernants et nos législateurs, Macdonald et Cartier comme les autres, tout imprégnés de l'esprit d'imitation coloniale qui nous a été fatal à tant d'égards, ont livré nos grandes voies ferrées à l'emprise de la finance privée, sans âme, sans coeur et sans patrie. Ils n'ont pris aucune précaution efficace pour soustraire à la puissance de succion américaine cet unique élément de résistance matérielle. Ils ont permis à l'ensemble des employés de chemins de fer canadiens de s'affilier aux *Fraternités* des Etats-Unis, qui constituent peut-être la plus puissante des forces syndicales américaines.

Indépendamment du mérite intrinsèque ou occasionnel de la politique de nationalisation des chemins de fer, récemment inaugurée, d'aucuns sont peut-être tentés d'y voir une réaction contre le déplorable laisser-faire d'autrefois. Il est fort à craindre que ce soit une dangereuse illusion. Dans les conditions générales de la politique canadienne, dans les conditions particulières où le gouvernement fédéral entasse l'épave sur Ossa et multiplie sans compter le chiffre de la dette nationale, il est plus que probable que l'expropriation des grandes compagnies de chemins de fer va tout simplement hâter le jour où la nation canadienne en banqueroute déposera son bilan entre les mains de ses créanciers américains.

Mais sans nous arrêter aujourd'hui à ce lugubre aspect de la situation, que va faire le gouvernement à l'égard des syndicats d'employés de chemins de fer ?

Du fait de la nationalisation simultanée des voies ferrées américaines et canadiennes, l'ensemble des employés de chemins de fer, au Canada, — sauf ceux du *C. P. R.* — devenus fonctionnaires de l'Etat canadien, vont se trouver sous la dépendance immédiate de la masse des employés de chemins de fer américains, devenus fonctionnaires de l'Etat américain. C'est absolument comme si le gouvernement permettait à l'ensemble des soldats canadiens de s'affilier à une fédération syndicaliste de l'armée américaine, et de se lier par un engagement syndical à mettre bas les armes, du moment que l'armée américaine en aurait ainsi décidé.

Qu'en pensent les meneurs de la fameuse campagne : *No truck and trade with the Yankees!* et tous les bons badauds de la Grande Finance et du Haut Commerce, à qui les champions de "l'indépendance nationale" avaient persuadé que, si les patates canadiennes prenaient la route des Etats-Unis, c'en était fini de l'Empire et de la Confédération ?



## Aberration ou trahison ?

Vraiment, à certaines heures, l'inconscience des hommes d'Etat et des hommes d'affaires éclate avec une ampleur à la fois effarante et grotesque.

A moins que.....???

Une rumeur assez persistante a circulé, dans les coulisses de la Haute Finance, depuis deux ans. C'est que l'abandon du Canada aux Etats-Unis serait le prix de l'entrée des Etats-Unis dans la lutte soutenue *to make the world safe for democracy* — traduisez : pour assurer l'emprise de la Haute Finance sur les masses humaines, taillables, corvéables et *emplissables* à merci. Que le marché ait été conclu en bonne et due forme, qu'il s'agisse d'un simple *gentlemen's agreement* — les trafics inavouables s'affublent volontiers de cette appellation aussi ridicule qu'hypocrite — ou, encore, que les plus avertis de nos hommes d'Etat et d'affaires se soient tout simplement persuadés que l'absorption du Canada par les Etats-Unis est l'inévitable aboutissement de notre politique de guerre, peu importe. Ce qui est certain, c'est que si nos sauveurs d'Empire s'étaient entendus avec les "magnats" de la finance et les meneurs du socialisme international pour livrer le Canada aux Etats-Unis, ils ne sauraient s'y prendre autrement pour assurer l'exécution du marché et en rendre la révocation absolument impossible. Ce qui est également certain, c'est que, si le marché se bâcle et se consomme, les négociateurs les plus froidement cyniques et les exécutants les plus audacieux se trouveront parmi ceux qui ont dénoncé le plus furieusement le "péril allemand", la "criminelle et déloyale apathie" des Canadiens français, la "trahison" des nationalistes, et précipité les Canadiens — autres qu'eux-mêmes — vers la frontière des Flandres, "première ligne de défense" du Canada.

C'est l'usuel procédé des crocheteurs de serrures, de crier que le feu est à la grange, et même de l'y mettre, afin de forcer l'entrée de la maison et piller tout à leur aise.

## Administrations d'Etat

Jetons maintenant un coup d'oeil sur les administrations d'Etat. Elles se partagent, chez nous, en trois catégories bien distinctes : fédérales, provinciales, municipales ; mais en tout ce qui touche les relations d'employeur à employé, les mêmes principes généraux d'ordre public sont applicables à toutes.

Il ne s'agit plus ici d'une catégorie quelconque de patrons utilisant les services d'une collectivité d'employés et d'ouvriers ; encore moins, des rapports usuels du capital et du travail. C'est l'autorité civile, représentant l'ensemble des citoyens de la ville, de la province ou du pays, qui fait l'office de patron. Les armées de fonctionnaires de toutes catégories dont elle utilise les services n'ont d'autre raison d'être que celle des gouvernements eux-mêmes. L'autorité des patrons et le travail des employés sont également et totalement subordonnés aux objectifs d'in-

térêt général qui, seuls, en justifient l'existence : défense nationale, protection de la vie et de la liberté des citoyens, maintien de l'ordre public, exécution des lois, perception des impôts. Dans aucune de ses fonctions administratives, — sauf lorsqu'elle se laisse entraîner sur la pente dangereuse du socialisme d'Etat — l'autorité civile ne poursuit un objet lucratif, ne fait fructifier à son bénéfice un capital dont ses employés ont le droit de discuter le rendement en regard de leur propre rémunération.

D'autre part, les fonctionnaires publics ont, comme toute autre catégorie de travailleurs, le droit et le devoir de sauvegarder leur situation personnelle et celle de leurs familles, de se pourvoir contre les aléas de la maladie, des accidents et de la vieillesse, de se protéger contre les abus de l'autorité : favoritisme des nominations et des promotions, injustices dans l'établissement des salaires et des pensions de retraite, congédiements ou suspensions arbitraires. L'Etat lui-même a tout intérêt à ce que ses fonctionnaires cultivent et développent leur sens social, stimulent leurs légitimes ambitions et leur valeur professionnelle ou technique, en un mot, qu'ils acquièrent la plus-value morale et intellectuelle que toute association bien inspirée apporte à ses membres.

Il me paraît donc également impossible, soit d'accepter sans réserve l'application générale du principe du syndicalisme aux fonctions d'Etat, soit de l'écarter totalement comme incompatible avec l'exercice de l'autorité publique. En ceci, comme en toutes choses, il faut raisonner avec bon sens et tenir compte à la fois des principes et des faits.

### Services d'ordre public

Tout d'abord, il faut établir une distinction, pas toujours facile, je l'avoue, entre les fonctions d'ordre public proprement dit, et les simples fonctions administratives.

Dans tous les services affectés au maintien de la sécurité publique, — armée, police, fonctions judiciaires, protection contre les incendies — il est vraiment inadmissible que la vie et la liberté de tous se voient tout à coup menacées par le refus d'agir des corps de fonctionnaires préposés à ces services. Une grève de pompiers ou de sergents de ville est absolument analogue à une mutinerie dans l'armée, crime punissable de mort dans tous les codes militaires.

Mais, objecteront les partisans du syndicalisme à outrance, la grève n'est pas la conséquence nécessaire de l'union professionnelle.

Sans doute; et plus, soit dit en passant, les travailleurs syndiqués s'inspirent des principes sociaux du catholicisme, moins sont-ils tentés d'avoir recours, sans raison extrême et légitime, à l'arme dangereuse de la grève. Mais, en fin de compte, la grève reste toujours, même pour les syndicats chrétiens, l'ultime appui de leurs revendications injustement méconnues. Inutile de se leurrer là-dessus de vaines illusions et de tromper qui que ce soit. L'expérience est acquise. Même dans les pays où le syndicalisme chrétien a atteint son plus haut degré d'efficacité

pour le perfectionnement moral du travailleur, où il exerce la plus forte influence sur les patrons et sur l'opinion publique, les menaces de grève ne sont pas complètement éliminées. Et c'est cette menace que la société n'a pas le droit d'encourir dans les services d'ordre public.

Mais alors, est-ce à dire que les fonctionnaires préposés à ces services n'ont pas le droit de se protéger comme les autres catégories de travailleurs?

De se protéger, oui; comme les autres travailleurs, non. Ils n'ont pas le droit de faire prévaloir leurs intérêts particuliers sur l'intérêt général de la société, dont ils sont constitués les protecteurs immédiats.

Ils ont, comme individus, le droit d'entrer ou de ne pas entrer dans le service des tribunaux, dans la police, dans le corps des pompiers. Une fois engagés, s'ils ont quelque raison valable de se plaindre de leur rémunération ou de leurs conditions de travail, ils ont le droit de faire des représentations à l'autorité dont ils relèvent et qui représente la société qu'ils ont promis de protéger. Dans un pays où les détenteurs de l'autorité civile ne sont que les mandataires du corps électoral, et même en tout pays, ils ont le droit de faire appel, par des moyens légitimes et compatibles avec l'ordre public, à la sympathie et à l'influence agissante des citoyens dont ils protègent la vie et les biens. Individuellement, ceux d'entre eux qui se croient injustement traités ont le droit de quitter le service, dans les limites de leur contrat d'engagement; s'ils ont subi des torts réels, contraires aux conditions de leur engagement ou aux lois générales, ils ont, comme tout le monde, le droit de se pourvoir en justice.

Mais, comme corps, ils n'ont pas le droit, sous quelque prétexte que ce soit, de se délier de l'engagement moral qu'ils ont contracté envers la société tout entière. La seule exception admissible serait le cas où l'autorité voudrait leur imposer des actes manifestement contraires à la morale et à l'ordre public. En cette extrémité, le devoir social leur commande, tout autant que la loi naturelle, de résister à l'autorité civile et "d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes". Tel serait, par exemple, le cas où l'autorité civile ordonnerait à la police d'assassiner, aux pompiers de mettre le feu au lieu de l'éteindre.

### **Devoir moral des autorités et du peuple**

Dans un état normal de société et de gouvernement, les détenteurs de l'autorité civile ne manqueraient pas d'expliquer clairement ces maximes d'ordre social à tous les candidats à ces fonctions spéciales. A ce devoir s'en ajouterait un autre, pour les autorités et pour le peuple : celui de traiter avec une entière équité les fonctionnaires chargés de veiller à la sécurité publique, de les protéger moralement et physiquement, dans leur personne et dans leur famille, de leur assurer le degré de respect et de considération qu'exige le bon exercice de leurs fonctions. Ce serait là la compensation adéquate de l'interdiction qui de-



aurait leur être faite de rechercher leur protection dans des méthodes incompatibles avec leur service.

Avant tout, aurais-je dû dire, les chefs d'administration devraient exercer un soin vigilant dans le choix de cette catégorie de fonctionnaires. Ici, plus que partout ailleurs, tant valent les hommes, tant vaut le service; et par "valeur", il faut entendre valeur *morale*. Il serait donc du devoir des autorités de favoriser, non pas l'organisation de syndicats de policiers ou de pompiers, mais la création d'oeuvres sociales propres à raffermir le moral de ces utiles et méritoires serviteurs de l'ordre public, propres aussi à les instruire, à les récréer, et à leur faire trouver des compensations aux rudes exigences de leur service.

Il va de soi que l'affiliation d'un corps quelconque de ces fonctionnaires à des syndicats étrangers est totalement inadmissible. Il faut vivre en pleine incohérence politique et sociale pour admettre, par exemple, que le corps de police de Montréal puisse être affilié à un syndicat de policiers américains, ou à tout autre organisme étranger. C'est, aggravé, le danger que nous avons signalé dans l'emprise des syndicats américains sur les employés des chemins de fer canadiens. Inutile d'y revenir.

Mais si le syndicalisme professionnel est manifestement incompatible avec les fonctions d'ordre public, il en va autrement des fonctions purement administratives de l'Etat.

### Services administratifs — La plaie du "patronage"

Tout ce que nous avons vu des services d'intérêt public ou "administrations semi-publiques" s'applique aux services administratifs de l'Etat — sauf sur un point: le rôle du capital et du patronat privé, intermédiaire dans les administrations semi-publiques, totalement supprimé dans les administrations d'Etat. Point vital, diront ceux qui voient avant tout, dans la question sociale, l'antagonisme du capital et du travail, ou tout au moins leurs intérêts divergents; point secondaire, comprennent ceux qui placent la question sociale dans un cadre à la fois plus large, plus élevé et plus pratique: la nécessité d'équilibrer toutes les forces sociales, de rendre et de conserver à chaque organisme de la société ses fonctions normales. A quiconque n'a pas perdu le sens de l'ordre établi par Dieu, il est clair qu'en toute société il faut une autorité, qu'à cette autorité il faut des moyens d'action et des sanctions, et aussi des bornes et des contrepoids.

Sans nous attarder à des considérations générales, dont le rappel serait pourtant fort nécessaire à beaucoup d'autorités sociales qui semblent les ignorer, envisageons les rapports des multiples gouvernements et des innombrables fonctionnaires de notre malheureux pays, plus affligé que tout autre de furoncles parlementaires et administratifs.

Admettons tout de suite que l'application des principes du syndicalisme aux fonctions administratives de l'Etat tend assurément à affaiblir l'autorité gouvernementale, déjà fortement entamée chez nous par la



multiplicité des ministères et des ministres, des parlements et des parlementeurs, des municipalités et des formes kaléidoscopiques de gouvernement municipal — toutes fractions d'Etat tripatouillées par la Sainte Démocratie et le régime électoral, *id est*, la sélection des incompetences par les incapacités, ou *vice versa*. Et pourtant, à y regarder de près, on constate que c'est encore l'un de ces cas, qui foisonnent sous ce régime "conquis par nos pères", où deux absurdités tendent à se neutraliser.

Notre système politique, né en bâtardise de l'accouplement du parlementarisme anglais et du fonctionnarisme français, s'est aggravé de plusieurs siècles d'asservissement colonial, régime essentiellement destructeur du sens social, de la conscience publique, du souci de la dignité nationale. Ce qui est étonnant, c'est qu'avec une telle surenchère de nocivités, il se trouve encore des politiciens qui ne sont pas des fripons, nombre de fonctionnaires suffisamment probes et même quelques compétences. N'empêche que les hommes de caractère et de talent ont de moins en moins de goût pour les fonctions de l'Etat, de moins en moins de chances d'y parvenir et, s'ils y parviennent, de moins en moins la perspective de s'y faire une carrière attrayante et lucrative.

On aura beau voter des lois du Service civil, créer des Commissions d'examineurs et promettre l'abolition du *patronage*, tant que la politique et les politiciens garderont la haute main sur l'administration publique, les lois resteront lettre morte, les commissions n'aboutiront à rien, les promesses se tourneront en mensonges, comme toutes les promesses de politiciens.

### Avantages du syndicalisme

Contenue dans de justes bornes, l'application du syndicalisme aux fonctions administratives de l'Etat apparaît comme un remède beaucoup plus efficace que tous ceux-là. La principale difficulté serait évidemment la délimitation de ces "justes bornes". Par exemple, il paraît évident, à première vue, que le droit des syndicats de fonctionnaires, en tout ce qui touche à la fixation des traitements et salaires, ne pourrait et ne devrait pas empiéter sur le droit inaliénable des corps publics de régler le budget. Cette première limitation entraînerait, par une conséquence rigoureuse, l'élimination du droit de grève pour cause de salaire. Néanmoins, cette double limitation, capitale pour les fonctionnaires, pourrait être utilement atténuée. Si le parlement ou le corps public quelconque, appelé à voter le budget, le sériait par chiffres globaux, les syndicats de fonctionnaires pourraient exercer une certaine autorité sur la répartition individuelle des traitements. Ils seraient ainsi intéressés à écarter les fainéants, les inutiles et les incompetents, afin d'accroître le traitement de ceux qui resteraient en fonction. L'administration y gagnerait énormément.

Le rôle des syndicats de fonctionnaires dût-il se borner à éliminer le chancre du patronage politique, qu'il serait déjà fort salutaire. Cette

plaie purulente guérie, les hommes de réelle valeur auraient quelque chance d'entrer dans les fonctions d'Etat où les appellent leurs facultés ou leur compétence particulière, de s'y maintenir en dépit des sautes de vent électorales, d'y gravir les échelons hiérarchiques en raison de leurs états de service.

Non seulement l'administration y gagnerait en dignité, en compétence et en stabilité : les corps publics eux-mêmes et toute la vie politique du pays, dans son ensemble et dans ses multiples organismes, en seraient notablement assainis.

Naturellement, pour que les syndicats de fonctionnaires d'Etat donnent à la société, autant qu'aux fonctionnaires eux-mêmes, les résultats bienfaisants qu'elle a le droit d'en attendre — puisque l'administration publique n'existe que pour elle et qu'elle en paie la façon — ces syndicats devraient s'inspirer d'un véritable esprit social. La légitime préoccupation d'améliorer leur situation matérielle ne saurait être l'unique ni même le principal objet des fonctionnaires syndiqués. Ils devraient se pénétrer de leur devoir social et rechercher leur avantage personnel dans la résultante des efforts collectifs qu'ils feraient pour assurer le perfectionnement moral et intellectuel des individus et accroître leur compétence technique. Ceci impliquerait la formation de syndicats par catégories de fonctionnaires : ingénieurs, dessinateurs, comptables, traducteurs, etc., etc.

### **Syndicats nationaux, les seuls admissibles**

Ce seul aspect du problème syndical — son application aux fonctions administratives de l'Etat — appellerait de nombreuses considérations et une étude approfondie. J'y invite les esprits sérieux et avertis que préoccupent avec raison l'ordre social et l'anarchie morale et intellectuelle qui nous envahit.

Pour l'instant, je me borne à ajouter que, pour les fonctions même purement administratives de l'Etat, il ne saurait être question d'autres associations professionnelles que les syndicats nettement et exclusivement nationaux.

Devraient-ils, pourraient-ils être également confessionnels ? Pourquoi pas ? Pourquoi les fonctionnaires catholiques ne formeraient-ils pas des syndicats catholiques ; les non-catholiques, chrétiens de fait et d'esprit, des syndicats chrétiens ; les autres, des syndicats neutres ? En quoi la sécurité de l'Etat serait-elle plus menacée du fait que les fonctionnaires catholiques feraient partie d'un syndicat catholique, comme ils vont à l'église catholique ; et les autres, de syndicats chrétiens ou neutres, comme ils vont à leurs temples respectifs, ou ne fréquentent aucune église ?

Les raisons d'ordre moral et social qui militent en faveur des syndicats nationaux et confessionnels, dans les autres catégories de travail

collectif, conservent toute leur valeur dans l'administration publique.

Quant aux fonctionnaires eux-mêmes, l'objection basée sur la "division des forces" n'est pas plus valable pour eux que pour les autres travailleurs. Rien n'empêcherait les diverses catégories de fonctionnaires syndiqués de se concerter, au moyen de délégations et de conférences, sur les mesures à prendre et les règles à adopter en tout ce qui toucherait à leurs intérêts purement professionnels et économiques. De l'efficacité de cette coopération, la preuve est amplement faite, en maints pays.

## L'opinion publique

### Péril social — Devoir des classes dirigeantes

Cette revue d'ensemble du problème syndical a pris une extension que je n'avais pas prévue. Il me reste cependant à démontrer deux propositions formulées au début: le devoir des classes dirigeantes de la province d'orienter l'opinion dans un sens favorable au syndicalisme national et confessionnel; l'avantage qui en résulterait pour toute la nation canadienne.

La première proposition, me semble-t-il, est suffisamment démontrée par l'ensemble des considérations énoncées au cours de cette étude. Il n'est peut-être pas inutile, toutefois, de la fortifier par quelques vérités générales.

La question syndicale n'est qu'un facteur de ce très vaste problème qu'on est convenu d'appeler "la question sociale". Facteur important, sans doute, mais dont l'importance croissante s'impose de plus en plus à l'attention de toutes les classes de la société, autant qu'à l'action immédiatement intéressée des employeurs et des employés. Le fonctionnarisme d'Etat, les services mixtes et l'industrialisme organisé — ou désorganisé — ont pris une place tellement envahissante dans l'ordre social et économique, depuis la guerre surtout, que les relations de patron à employé et les rivalités du capital et du travail atteignent toutes les activités de la nation et intéressent au plus haut degré toutes les catégories de citoyens, toutes les familles, tous les individus.

Si ces relations s'enveniment de jour en jour, si patrons et employés, capitalistes et travailleurs, persistent à s'armer les uns contre les autres, sans autre pensée que celle de s'arracher des lambeaux de chair, le reste de la société sera bientôt pris entre une meute de chiens enragés et une bande de loups affamés: ce sera, à brève échéance, la famine, l'émeute, le pillage, le meurtre, le chambardement général.

La société tout entière, notre société à nous, la nation canadienne, et la cellule particulière dont nous faisons partie, la province de Québec, ont donc le droit et le devoir de s'armer pour leur propre protection, pour la sauvegarde de nos institutions, pour la sécurité de nos nationaux, pour la vie de nos enfants.

Et qu'on n'aille pas croire qu'il suffira, pour parer au danger, de surveiller, d'appréhender et de supprimer les anarchistes cosmopolites, prédicants de bohémisme. Il y a dans nos classes bourgeoises et jouisseuses, assez d'arrogance, de cupidité, d'égoïsme et d'aveuglement, et dans nos classes populaires, assez de ferments de haine et d'envie, d'ap-



pétences démagogiques et, comme chez les bourgeois, d'égoïsme aveugle et cupide, pour fournir tous les éléments d'une révolution sociale complète. La guerre, la propagande de guerre, le scandaleux enrichissement des profiteurs, la conscription, la tyrannie gouvernementale, ont multiplié ces germes de révolution avec une intensité dont peu de Canadiens semblent s'apercevoir — pour l'excellente raison que la plupart ont participé, activement ou passivement, par méchanceté ou par insouciance, par ignorance, par bêtise ou par légèreté, à cette nocive besogne de désorganisation sociale.

Ce n'est pas un simple devoir de conservation qui s'impose, à nos classes dirigeantes principalement, c'est aussi une expiation de lourdes fautes commises, une réparation de scandales d'autant plus révoltants qu'ils se sont affublés des masques les plus décevants, des formules les plus propres à dérouter la conscience populaire : patriotisme, liberté, défense du droit opprimé, patati, patata.

Pendant que tout le monde s'époumonnait à sauver la Serbie, à venger la Belgique, à libérer la France, à servir l'Angleterre, voire à racheter la Sibérie et, par-dessus tout, à faire triompher la démocratie, personne ne s'occupait de préparer le rétablissement de l'ordre moral et économique en Canada et d'assurer le salut de la société particulière dont nous faisons partie, que nos gouvernants ont pour premier devoir de protéger et nos dirigeants d'éclairer.

Comment s'y prendre, maintenant, pour réparer le scandale, atténuer le mal et parer aux pires conséquences du désordre qui se propage? De cure radicale, de préventif infaillible, il n'en existe pas. Il y a eu trop d'erreurs commises, trop d'aveuglement, trop d'apathie, trop de lâchetés, trop de mensonges. D'ailleurs, c'est une loi inéluctable des sociétés humaines qu'elles doivent subir en ce monde et par les conséquences logiques de leurs erreurs les fautes de leurs dirigeants, surtout lorsque ces fautes ont eu pour complices l'opinion publique avachie et la conscience populaire avariée.

Il y a toutefois des mesures partielles de salut, dont l'efficacité relative dépendra de la coopération intelligente, énergique, désintéressée et persévérante de toutes nos catégories sociales.

Ici encore, il y aurait toute une démonstration, à la fois analytique et synthétique, à faire. Il faut nous borner à quelques indications, à trois ou quatre têtes de chapitre.

### **Syndicats de protection sociale — Retour à l'ordre moral**

Si l'on admet que l'application générale des principes syndicalistes est utile, tant aux patrons qu'aux travailleurs, ou simplement inévitable, dans toutes les catégories d'administrations et d'industries, il faut de toute nécessité prendre des mesures pour empêcher le reste de la société d'être broyé entre le marteau des syndicats ouvriers et l'enclume des syndicats patronaux, entre la meule du capital coalisé et celle du travail organisé. Si le public ne s'arme pas pour se protéger, il court grand

risque de voir patrons et employés, capitalistes et travailleurs, pratiquer à ses dépens la surenchère des concessions réciproques et des solutions les plus faciles. Si les patrons sont sûrs que le bon public en paiera la façon, ils ne demanderont pas mieux que d'accorder aux travailleurs toutes les augmentations de salaire réclamées, toutes les réductions exigées dans les heures de travail. N'est-ce pas déjà ce qui se pratique usuellement? Toute grève ne se règle-t-elle pas par une hausse de prix que le public paie en entier et davantage, au double profit du capital et du travail syndiqué? Au cours même des grèves, patrons et employés ne s'efforcent-ils pas, chacuns de leur côté, d'enrôler de force la masse populaire en menaçant de l'affamer?

Prenez, par exemple, la récente grève des camionneurs. Un moment, les grévistes ont tenté, contre toute justice et toute charité, d'empêcher la livraison du pain et du lait. Je ne sais ce qu'ont fait les vendeurs de lait; mais les boulangers ont menacé de cesser toute livraison. Cette fois, la menace a opéré à temps; mais si elle avait été suivie d'exécution, quelle aurait été la situation des familles, des enfants? Et maintenant que la grève est réglée, qui va en payer la façon? Les locataires forcés de déménager, lesquels se recrutent, en forte majorité, dans la population la plus pauvre de Montréal.

Il est donc urgent d'organiser des syndicats de consommateurs, des associations de pères de famille, qui adopteront des mesures efficaces pour se protéger et protéger leurs enfants contre les exactions des producteurs et la tyrannie parfois cruelle des unions ouvrières, contre l'égoïsme des patrons et des travailleurs qui méconnaissent leurs devoirs de justice sociale pour ne songer, les uns, qu'à leurs profits de commerce, les autres, qu'à leurs intérêts particuliers ou collectifs.

Ce remède n'est pas sans danger. Il tend à multiplier les barrières sociales, à accentuer les haines et les méfiances de classes, à partager la nation en autant de camps armés les uns contre les autres, partant, à préparer la guerre sociale.

A ce danger, il n'y a qu'un préventif: répandre dans toutes les classes la juste notion du devoir social, les principes d'ordre, de justice et de charité qui doivent gouverner les rapports réciproques des hommes unis en société; faire reconnaître, par conséquent, par toutes les catégories de syndicats de patrons, d'ouvriers, de consommateurs, par toutes les associations particulières, la vérité fondamentale que l'homme-individu, que l'homme-classe, que l'homme-société, n'est pas sa fin à lui-même, mais qu'il vient de Dieu, qu'il appartient à Dieu, qu'il doit obéir à Dieu, que son premier devoir est d'aimer Dieu par-dessus toute chose, et le second, "égal au premier", d'aimer son prochain comme lui-même pour l'amour de Dieu; qu'aucun homme, aucune classe d'hommes, n'a le droit de rechercher son avantage particulier aux dépens d'autrui et en dehors de cette double loi d'amour et de justice.

Or, je vous le demande, cette notion, ces principes, cette vérité primordiale, où les puiser, en dehors de la religion révélée et enseignée? Le mouvement syndicaliste sera donc bienfaisant, l'équilibre des diverses

catégories d'associations appelées à se faire contrepoids sera donc utile à la société tout entière, dans l'exacte mesure où la foi concrète et vécue et la pratique de la morale chrétienne les domineront plus complètement. Si, au contraire, l'organisation syndicale continue à se faire sur une base purement matérielle, elle tendra à accroître de plus en plus le malaise social, à aviver les haines de classe, à préparer la révolution et la ruine morale et économique de la nation.

Dans cette angoissante et impérieuse alternative, nous, Canadiens-français, pouvons et devons donner l'orientation et préparer le salut.

## Devoir des Canadiens français

### Forces morales

Dans la province de Québec, je l'ai dit précédemment et j'y reviens à dessein, nous avons l'immense avantage de posséder encore, en dépit de fortes brèches pratiquées du dehors et favorisées à l'intérieur, la plus puissante organisation religieuse du continent, la plus complète cohésion morale qu'il soit possible d'obtenir en Amérique. A cette force incalculable s'ajoutent trois siècles d'enracinement dans le sol; une tradition familiale, entamée aussi mais encore l'une des plus admirables qui soient au monde; une hérédité d'ordre, d'équilibre mental, de culture native, sans égale peut-être; un tempérament véritablement apostolique; des souvenirs grandioses d'endurance, de triomphante résistance aux assauts les plus formidables, aux pénétrations les plus insidieuses : et nous serions assez criminels, assez lâches, assez insensés, qu'on me pardonne le mot : assez *bêtes*, pour ne pas utiliser ce trésor de richesses morales, cette inépuisable réserve de forces constructives et rénovatrices!

Au moment où le désarroi général des idées et des faits égare les esprits les plus solides, déconcerte les prévisions les plus clairvoyantes, paralyse les efforts les plus puissants — de la force de chair, — nous irions de gaieté de coeur lâcher nos ancres de salut pour nous lancer à l'aventure à la suite de ceux qui ont perdu gouvernail et boussole ?

Non, sous peine de trahison et de suicide, nous avons le devoir strict de chercher dans l'intégrale vérité religieuse et nationale la solution du problème social, l'apaisement des conflits de classe et de tous les désordres moraux et économiques qui en résultent.

Là comme ailleurs, nous devons résister par tous les moyens à l'envahissement de l'indifférence religieuse et de l'atrophie morale, à la pénétration de l'américanisme social et économique, prélude de l'anéantissement national.

Ce devoir ne s'impose pas seulement à notre foi et à notre honneur de race; il constitue encore l'un des facteurs essentiels de notre prospérité économique.

### Situation économique

L'étranger dit parfois avec dédain, et nombre de Canadiens français possédés du démon de l'Or répètent en se lamentant, que nous sommes un peuple de mendiants. C'est à la fois exagéré et faux, avec un élément de vérité. Si l'on tient compte du point de départ et des traverses de la route pénible qu'il nous a fallu parcourir, le développement



économique du Canada français est presque aussi merveilleux que sa croissance numérique et sa survivance morale. Qu'on ne l'oublie point : nous sommes restés ici, il y a cent cinquante ans, une poignée de gueux, appauvris par un siècle et demi d'un régime colonial débilitant, entrecoupé de guerres incessantes. En nous disant adieu, notre première "mère patrie" prit soin de retirer du pays tout ce qui restait de valeurs liquides et, par-dessus le marché, de nous gratifier d'une bonne et belle banqueroute, déshonorante pour elle, ruineuse pour nous. Depuis, la France nous a aussi totalement oubliés et méprisés dans l'ordre économique que dans tous les autres. Seules les inlassables phalanges des admirables communautés françaises d'hommes et de femmes, dont un bon nombre chassées de France par le gouvernement français, sont venues, après un siècle, nous apporter le précieux appoint de leurs oeuvres apostoliques; mais, inappréciables dans l'ordre moral et intellectuel, ces renforts n'ont rien ajouté à notre patrimoine économique. Des rares capitaux français importés au Canada depuis quelques années, une notable partie, loin de nous aider, est venue fortifier l'armature économique des Anglo-Saxons. Par contre, les capitalistes anglais ont pratiqué ici, comme partout ailleurs, l'exclusivisme de race le plus intense — je le dis à leur louange; car c'est là l'un des facteurs principaux, le plus important peut-être, de l'hégémonie économique de l'Angleterre.

Et pourtant, nous avons vécu, nous avons prospéré, modestement mais sûrement; notre commerce s'est développé; nos organismes économiques se sont multipliés; notre agriculture, trop routinière il est vrai, s'est libérée de ses dettes. Ce seul fait constitue, en soi, un avantage immense et, de plus, un précieux témoignage de la survivance des hérédités de la race.

Qu'on ne s'y trompe pas : la prospérité matérielle et la résistance économique du peuple canadien-français ne dépendent pas de l'acquisition de grosses fortunes individuelles par les méthodes anglaises et américaines, mais de la croissance normale, constante et générale du patrimoine de la race par la pratique des vertus domestiques héritées de la France. Cent *habitants* qui économisent chacun cent piastres par année, valent infiniment plus à la province de Québec que dix hommes d'affaires qui réalisent un bénéfice annuel de mille piastres chacun. Les sommes sont égales; la valeur économique et sociale de la première vaut dix fois plus pour la collectivité que la seconde.

### Le point faible

A cette situation, fort consolante, il y a toutefois un point noir, une faiblesse dangereuse, que nous avons maintes fois signalée, au risque de nous attirer des horions et, parfois, de désopilantes contradictions. Cette faiblesse, c'est l'insouciance facilité avec laquelle les Canadiens français portent leurs épargnes à une foule d'institutions financières, de sociétés d'assurances et de secours, et de maisons de commerce, alimen-

tées par le capital et le travail étrangers. Tenons-nous-en, pour l'heure, aux contributions syndicalistes.

Il serait intéressant et instructif de faire le relevé du tribut annuel payé à la finance américaine, au capital américain, en fin de compte, par les ouvriers canadiens affiliés à la Fédération américaine du Travail. De la seule province de Québec, du seul gousset des ouvriers canadiens-français, il est sorti des millions arrachés au modeste patrimoine de la race et de la nation et ajoutés à la richesse pléthorique de la république américaine.

Nos ouvriers syndiqués ont-ils jamais songé aux multiples ramifications par où passent leurs contributions, prélevées sur le pain de leurs nombreuses familles? Se sont-ils demandé à quelles fins se dépense leur argent, si durement gagné; quelles activités économiques, quelles ambitions personnelles, alimentent leurs impôts syndicalistes? Quand Gompers et consorts vont à Washington livrer la liberté et la vie des millions de travailleurs syndiqués au démon de la guerre, frère jumeau du démon de l'or, quand ils vont se balader dans les congrès internationaux et formuler de creuses homélies sur les revendications des travailleurs, tout en participant en sous-main à l'emprise du capitalisme international sur tous les peuples, — c'est avec l'argent des ouvriers, des Canadiens et des Américains également. Quand les fonds accumulés dans les caisses des diverses fédérations américaines de syndicats prennent le chemin des banques américaines, des sociétés d'assurance américaines et, de là, vont accroître l'apport du capital américain, de l'industrie américaine, du commerce américain, les contributions des travailleurs canadiens suivent la même route et servent à grossir la fortune américaine aux dépens de l'humble patrimoine canadien.

Indépendamment des répercussions, déjà marquées, de cet assujettissement économique sur la situation politique et nationale du Canada à l'égard des Etats-Unis, ce seul aspect de la question devrait suffire à faire comprendre à toute la population québécoise, et aux ouvriers eux-mêmes, quelle besogne de dupes nous poursuivons en laissant envôûter le travail canadien en général, le travail canadien-français en particulier, par les syndicats américains.

Ceci nous conduit tout naturellement au dernier aspect qui nous reste à envisager: le service que la province de Québec rendrait à toute la Confédération en nationalisant ses forces économiques et sociales, et particulièrement, ses syndicats de travailleurs.

### Les provinces anglaises — Incohérence morale

En franchissant les bornes de la province "moyenâgeuse" pour pénétrer en terre anglo-saxonne, il va de soi qu'il faut parler d'abord argent et questions *pratiques*.

Le danger que nous venons de signaler — le drainage de l'épargne canadienne par le paiement des contributions ouvrières aux syndicats américains — existe, agrandi et généralisé, dans les provinces anglaises

comme dans le Québec. Ce danger, nombre d'Anglo-Canadiens doivent l'apercevoir comme nous, en mesurer comme nous les conséquences fatales. De même, à un moindre degré peut-être, doivent-ils entrevoir les autres périls, d'ordre social, politique ou national, signalés au cours de ces articles comme les conséquences de l'emprise américaine sur le gros des forces ouvrières du Canada. Mais ce qui est hors de doute, c'est l'impossibilité de déterminer, dans les provinces anglaises, un mouvement initial de réaction contre l'internationalisme des unions ouvrières.

L'absence d'un patriotisme unique et dominant, la présence dans les syndicats anglo-canadiens d'un nombre considérable d'ouvriers américains ou étrangers, la communauté d'idiomes, l'affaiblissement du sentiment religieux, qui s'ajoute à la multiplicité des sectes, l'influence des sociétés secrètes: — voilà autant de causes qui voueraient à un échec certain toute tentative de nationaliser les syndicats anglo-canadiens, en premier lieu, ou simultanément avec ceux du Québec.

Par contre, que le mouvement prenne corps et grandisse ici; qu'il reçoive l'encouragement efficace de toutes les classes de la société; qu'il démontre par ses résultats la supériorité du syndicalisme national et confessionnel sur le syndicalisme sans religion et sans patrie; qu'il prouve aux ouvriers que le maintien des traditions religieuses et le souci des intérêts nationaux ne nuisent pas à leur protection professionnelle; qu'il amène les patrons et généralement les autres classes sociales à comprendre la force de discipline et de conservation que comporte la subordination des intérêts particuliers d'une classe à un principe supérieur d'ordre moral, à une tradition nationale trois fois séculaire: — et alors un mouvement identique aura peut-être quelque chance de naître et de grandir dans les provinces anglaises. En tout cas, nous aurons fait, chez nous, tout ce que nous pouvons pour sauver la situation générale, pour assurer la défense de la tranchée dont la Providence nous a dévolu la garde et d'où l'on a si souvent tenté de nous déloger.

### Le "geste sauveur"

Ce ne serait pas la première fois, du reste, que le "geste sauveur" partirait du Québec — ni la dernière, si la Confédération canadienne a encore quelque chance de survie.

Il ne manque pas, de ce temps-ci, de bons apôtres de la race *supérieure* pour convier les "lâches et méprisables flancheurs" du Québec — style de guerre — à faire profiter la communauté nationale de "l'inappréciable appoint de leurs vertus familiales, de leur esprit d'ordre, de leur patriotisme inébranlable" — style d'après-guerre. Sans rechercher ce qu'il peut entrer d'hypocrisie dans cette soudaine évolution; sans faire le partage des sincères désirs de réconciliation, — il y en a — des soucis moins désintéressés mais avouables des hommes d'ordre qui redoutent un chambardement général, des coliques des grosses bourses et des grosses panes en quête de cataplasmes, et des insidieuses tentatives qui n'ont



d'autre objet que de nous entraîner dans un nouveau piège, sous prétexte de conservation sociale, — voici, à mon humble avis, ce qu'il convient de répondre à tous ces appels, d'où qu'ils viennent.

Les Canadiens français ne sont pas rancuniers ni vindicatifs: leur religion leur défend les actes de vengeance, leur caractère y répugne. Mais ils ne sont pas non plus des imbéciles: à l'école des injures, des humiliations, du mépris, ils ont du moins appris à se tenir sur leurs gardes.

Les Canadiens français sont instinctivement des hommes d'ordre et de paix; en ceci encore, leur tempérament porte la marque indélébile de quinze siècles de formation catholique. Mais, en dépit de la conquête et de l'asservissement colonial, ils n'ont pas abdiqué leur fierté de peuple libre et chrétien. Ils veulent l'ordre dans la liberté, la paix dans le respect du droit, de la justice, des accords librement consentis et des "chiffons de papier" qui en déterminent les conditions.

Les Canadiens français sont patriotes, profondément patriotes. Ils ont fait souche depuis trois siècles sur la terre canadienne; ni les guerres, ni la conquête, ni la persécution, ni les séductions, ni même la trahison de leurs chefs, n'ont réussi à les déraciner du sol et à leur faire accorder à d'autres terres, françaises ou anglaises, l'amour exclusif qu'ils ont voué à leur unique patrie. Mais sur ce sol, bien à eux, ils entendent rester ce qu'ils sont.

En dépit de toutes les avanies passées, présentes et futures, les Canadiens français sont tout prêts, aujourd'hui comme hier et demain, à défendre l'intégrité de la patrie contre l'ennemi extérieur ou intérieur; mais ils entendent accomplir ce devoir à leur manière, qu'ils croient la meilleure; c'est-à-dire en restant catholiques, catholiques d'esprit, de cœur et d'action, individuellement et socialement; Canadiens de nationalité, mais Canadiens seulement: pas Canadiens britannisants, américanisants ou impérialisants. Français par la langue et les traditions, ils ne veulent pas, non plus, redevenir les colons *moraux*, les serviteurs dociles de la France, ni les serviles imitateurs des Français d'aujourd'hui.

### Salutaire "isolement" du Québec

Qu'on se le dise bien, c'est en "s'isolant", en se "singularisant", dans tout ce qui constitue leur domaine moral et intellectuel, que les Canadiens français accompliront le plus efficacement leur part d'action commune dans la vie collective de la nation canadienne, dans la défense de l'ordre social menacé.

Si, par malheur et par bêtise, les Canadiens français se laissaient entraîner dans le mouvement d'unification qui se poursuit dans les parlements, dans la presse, partout, et qu'on veut faire porter sur tous les organismes de la vie sociale: — lois, enseignement public, hygiène, syndicats d'ouvriers, etc., etc., — ils y perdraient tout, et ni le pays, ni l'ordre n'y gagneraient rien.



Les Canadiens français sont les défenseurs nés de l'ordre social et national, parce qu'ils sont ce qu'ils sont : catholiques et traditionalistes. Du jour où l'on aurait réussi à les assimiler, à leur arracher leurs traditions religieuses et *raciales*, ils seraient mûrs, plus vite que beaucoup d'autres peut-être, pour la révolution politique et sociale.

On leur dit volontiers, non sans dédain, qu'ils sont des Français du temps de Louis XIV. Ils deviendraient facilement, comme leurs cousins d'Europe, des Français de la Convention, de la Terreur ou de la Commune.

À cette besogne antisociale et antinationale, les assimilateurs anglosaxons useront leurs griffes et leurs efforts. Plus dangereux, infiniment, sont les démolisseurs et les traîtres de l'intérieur ; — pas les rares fantoches de l'anticléricalisme et de la maçonnerie : ceux-là ne comptent guère ; — mais les nombreux badauds de la politique et de la bourgeoisie financière, pleins de suffisance, d'écus et d'ignorance, prêts à mordre à toutes les balivernes, pourvu qu'elles violent une croyance ou une tradition, toujours empressés à livrer la place pour obtenir les faveurs de l'ennemi et se gaver des restes de la table du maître. Dangereux, aussi, hélas ! les milliers de pauvres ouvriers qu'on laisse sans direction sociale, à la merci des démagogues et des exploiters.

### Pour Dieu et la patrie

Ces quelques réflexions, jetées au fil de la plume, mais après de longues observations, n'eussent-elles d'autre résultat que de contribuer à orienter le mouvement social dans le sens des principes catholiques et des traditions nationales, j'oserais estimer que je n'ai pas perdu mon temps, ni celui de mes lecteurs.

Pour l'amour de Dieu, de l'Eglise, de la race et de la patrie, faisons revivre l'âme catholique et nationale de notre peuple dans toutes ses manifestations sociales.

# DISCOURS ET PUBLICATIONS DIVERSES DE M. HENRI BOURASSA

## EN FRANÇAIS :

Grande-Bretagne et Canada ( <i>épuisé</i> ), (1901),...	\$0.25
Le patriotisme canadien-français ( <i>épuisé</i> ), (1902),.....	.10
Les Canadiens français et l'Empire britannique ( <i>épuisé</i> ), (1903),..	.25
Devant le tribunal de l'histoire ( <i>Goldwin-Smith</i> ) ( <i>épuisé</i> ), (1903),	.10
* Les Écoles du Nord-Ouest ( <i>épuisé</i> ), (1905),.....	.10
La Publicité ( <i>prospectus</i> ), (1909),.....	...
Le projet de Loi navale ( <i>épuisé</i> ), (1910),.....	.10
Religion, Langue et Nationalité ( <i>Discours au Congrès Eucharistique de Montréal</i> ) ( <i>épuisé</i> ), (1910),.....	.10
La Convention douanière ( <i>épuisé</i> ), (1911),.....	.10
* La Conférence impériale et le rôle de M. Laurier ( <i>épuisé</i> ), (1911).	.25
Pour la justice, (1912),.....	.10
La langue française ( <i>Discours au Congrès de Québec</i> ) ( <i>épuisé</i> ), (1912),	.10
Le spectre de l'Annexion ( <i>épuisé</i> ), (1912),.....	.10
Le Canada et l'arbitrage international ( <i>épuisé</i> ), (1913),.....	.10
* Le Canada à Lourdes ( <i>épuisé</i> ), (1914),.....	.10
La politique de l'Angleterre, avant et après la guerre ( <i>épuisé</i> ), (1914),	.25
Le <i>Devoir</i> , son origine, son passé, son avenir, (1915),.....	.10
La langue française au Canada, (1915),.....	.15
* Que devons-nous à l'Angleterre ? ( <i>épuisé</i> ), (1915),.....	2.00
Le <i>Devoir</i> et la guerre — Le conflit des races, (1916),.....	.15
* Hier, Aujourd'hui, Demain ( <i>épuisé</i> ), (1916),.....	.75
* Le Problème de l'Empire ( <i>épuisé</i> ), (1916),.....	.10
L'intervention américaine, (1917),.....	.25
La conscription, (1917),.....	.10
L'emprunt de la « victoire » ( <i>épuisé</i> ), (1917),.....	.05
Le Pape, arbitre de la paix, (1918),.....	.60
Le Pape, arbitre de la paix, (1918), ( <i>édition de luxe</i> ),.....	1.00
† La Langue, gardienne de la foi, (1918),.....	.25
† Le Canada apostolique, (1919), ( <i>édition de luxe</i> ),.....	.60
† Le Canada apostolique, (1919), ( <i>demi-luxe</i> ),.....	.50
† Le Canada apostolique, (1919), ( <i>édition populaire</i> ),.....	.25

† Ces ouvrages font partie de la Bibliothèque de l'Action française.

# DISCOURS ET PUBLICATIONS DIVERSES DE M. HENRI BOURASSA

(Suite)

## EN ANGLAIS :

Great Britain and Canada ( <i>épuisé</i> ), (1901),.....	.25
The French Canadian in the British Empire ( <i>Reproduit du Monthly Review, sept. et oct. 1902</i> ), ( <i>épuisé</i> ),.....	.10
* The Reciprocity Agreement ( <i>épuisé</i> ), (1911),.....	.25
Why the Navy Act should be repealed, ( <i>épuisé</i> ), (1912),.....	.25
The Spectre of Annexation ( <i>épuisé</i> ), (1912),.....	.25
Imperial Relations ( <i>Empire Club, Toronto</i> ), ( <i>épuisé</i> ), (1913),.....	.10
Canada and International Arbitration ( <i>épuisé</i> ), (1913),.....	.10
French and English ( <i>épuisé</i> ), (1914),.....	.10
Ireland and Canada ( <i>épuisé</i> ), (1914),.....	.10
The National Duty of Canada, (1915),.....	.10
The Foreign Policy of Great Britain, (1915),.....	.25
* Canadian Nationalism and the War ( <i>épuisé</i> ), (1916),.....	.10
* Independence or Imperial Partnership ( <i>épuisé</i> ), (1916),.....	.25
Conscription, (1917),.....	.10
"Win the War" and lose Canada, (1917),.....	.02

\* Des ouvrages ou brochures marqués d'une astérisque, il reste quelques exemplaires réservés aux bibliothèques publiques (collèges, etc).

A toute commande par la poste, ajouter 2 sous pour chaque brochure à 10 sous; 3 sous pour chaque brochure à 15 ou 25 sous; 10 sous pour *Le Pape, arbitre de la paix et pour Hier, Aujourd'hui, Demain*; 15 sous pour *Que devons-nous à l'Angleterre?* Pour faire recommander, ajouter 5 sous.

HENRI BOURASSA

Directeur du *Devoir*

# *La Mission Jellicoe*

*Nouvelle poussée d'impérialisme*

---

Prix : 10 sous

---

Édition du *Devoir*

1920



*Cette brochure est la reproduction intégrale de onze articles parus dans le Devoir, du 17 décembre 1919 au 3 janvier 1920. Elle ne renferme de nouveau qu'un paragraphe sur la Ligue navale et quelques notes supplémentaires.*

# La Mission Jellicoe

## Nouvelle poussée d'impérialisme

Il y a quelques semaines, à propos d'un discours de M. Ewart, j'écrivais qu'avant "d'étrangler" l'amiral Jellicoe, nous étions "disposés à l'entendre"<sup>1</sup>. Fidèle à sa tradition, le *Devoir* a tenu ses lecteurs au courant des faits et gestes de cet important personnage de l'Empire. A plusieurs reprises, et dès avant son arrivée au Canada, M. Héroux, M. Pelletier, M. Bilodeau ont signalé les déclarations les plus topiques de l'amiral et les points saillants de son rapport aux gouvernements d'Australasie. Ils ont également marqué les symptômes de résistance agressive qui se manifestent chez les Anglo-Canadiens contre cette reprise des projets de *navalisme impérial*<sup>2</sup>. Mais jusqu'ici nous nous sommes abstenus de prendre parti dans le débat. C'est l'une de nos excentricités — et non la moindre, dans l'état actuel de la presse et de la société — de réfléchir avant de parler. Il nous paraît qu'avant d'entreprendre d'orienter l'opinion de ses lecteurs, un journal soucieux de ses responsabilités doit étudier à fond toute question sérieuse qui s'impose à l'attention publique, l'envisager sous ses divers aspects, rechercher à la fois les principes qu'elle engage et les conséquences concrètes qui en découlent.

Le moment est arrivé, croyons-nous, d'appliquer ce procédé d'analyse et de synthèse à la mission de lord Jellicoe. Oh ! sans doute, avant de porter un jugement complet sur les projets de réorganisation navale que ce haut fonctionnaire de l'Amirauté anglaise est chargé de faire mûrir, il faudrait attendre le texte de ses rapports officiels aux divers gouvernements coloniaux qu'il "*avise*". Il faudrait surtout connaître les conclusions qu'il présentera aux autorités navales et politiques de Londres. Mais ceci nous mènerait loin ; et, d'ici là, les gens qui ont tout intérêt à brusquer une solution pourraient bien ne pas faire montre d'un égal scrupule ni attendre, avant d'agir, que tout le monde ait pris connaissance de toutes les pièces du dossier. C'est la tactique traditionnelle des maîtres de l'Empire d'emporter le morceau avant que les *gogos* des colonies, ou des Dominions, ou des "nations-soeurs", aient rien compris à l'opération pratiquée dans leurs chairs vives.

---

<sup>1</sup> *Impérialisme et Nationalisme* — *Devoir* du 27 novembre.

<sup>2</sup> Voir, entre autres, le *Devoir* du 27 octobre, des 10, 19, 22, 28 et 29 novembre, des 1er et 2 décembre.

Toutes les amputations qu'on nous a fait subir depuis vingt ans au profit de "l'unité impériale" ont été précédées, soit d'un coup de matraque étourdissant, soit d'une injection anesthésique à forte dose. La contribution à la guerre d'Afrique fut préparée par le parfum des fleurs de pavot distribuées à profusion par Chamberlain aux premiers ministres des colonies dans l'atmosphère émolliente des fêtes jubilaires de 1897. Les projets de contribution navale, avortés au Canada et partiellement réalisés en Australasie, sont sortis de la "panique" créée en 1909 par les constructeurs de navires anglais, associés des Krupp. L'effroyable fauchée opérée dans les rangs de la jeunesse canadienne, de 1914 à 1918, au seul profit de l'impérialisme britannique, a été la résultante directe et prévue des coups d'encensoir et des coups de massue assénés depuis vingt ans, tantôt sur le nez, tantôt sur la nuque de nos "hommes d'Etat" — et aussi des coups d'argent opérés ou espérés par les sinistres bonshommes qui dominent la "grande presse" et font l'opinion.

### Mise en scène princière — Escrimes de coulisses

Après les désastres et les souffrances de la grande guerre, les autorités impériales ont compris qu'il fallait revenir à la manière douce. Au Canada surtout, où les sacrifices ont été plus grands, proportionnellement, qu'en tout autre pays britannique et les compensations nulles, il était facile de prévoir qu'une sommation mal déguisée, comme celle de Winston Churchill en 1913, risquerait de provoquer de dangereuses résistances. On a donc fait passer le prince charmant avant l'amiral percepteur de contributions navales. L'ampleur et les frais de *montage* de la pièce à amorce suffisent à marquer l'importance de la pièce de ferd. Pour qu'on ait ainsi livré le pauvre petit prince aux assauts du snobisme colonial, au risque de l'énervier et de le désarticuler à demeure, il faut que l'enjeu impérial en vaille la peine, ou que les résistances coloniales paraissent formidables.

Que les méfiances soient nombreuses et profondes, de part et d'autres, c'est clair. Elles ne se manifestent pas seulement par des oppositions directes, comme celles de M. Ewart, du *Statesman* (de Toronto), de la *Nation* (d'Ottawa). Elles se trahissent jusque dans les sphères officielles, où les influences impérialistes sont pourtant maîtresses, à Londres comme à Ottawa. A quelques heures d'intervalle, la même attitude d'expectative se dessinait dans les deux capitales. Le 11 décembre, le premier lord de l'Amirauté, M. Walter Long, déclarait que le gouvernement impérial n'a pas encore déterminé sa politique navale ; et le plus autorisé des organes de l'impérialisme traditionnel, le *Morning Post*, approuvait cete déclaration. L'Amirauté, ajoutait-il, doit attendre le rapport de lord Jellicoe avant de formuler sa politique. D'autre part, le 13, une dépêche "spéciale" à la *Gazette* — laquelle, en dépit de ses allures dégingandées de l'heure actuelle, tient encore l'oreille de plusieurs ministres — laissait entendre que la politique navale du gouver-

nement canadien pourrait fort utilement être ajournée à une session ultérieure. "La politique navale permanente de la Grande-Bretagne ne sera énoncée (*formulated*) qu'après la conférence impériale (de 1920). *Le Canada pourrait avec avantage suivre cet exemple (Canada might well follow this example).*"

Evidemment, ni l'un ni l'autre des gouvernements — sans parler de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande — n'est pressé de commencer ni d'annoncer au corps électoral dont il relève les sacrifices nouveaux que chacun sera appelé à offrir au dieu-empire. L'un et l'autre, l'anglais surtout, préfèrent de beaucoup discuter et manipuler cela dans le demi-secret d'une conférence impériale, ou mieux encore dans les apartés faciles et commodes des clubs fashionables de Londres et autour des tables à thé des *leaderesses* de la ploutocratie anglaise. C'est là que sont allées plus d'une fois trébucher les vertus faciles de nos farouches démocrates.

C'est donc, en toute vraisemblance, à Londres que nos gouvernants iront chercher les données définitives de leur "politique navale permanente" — et qu'ils se feront *rouler*, selon la tradition bien établie depuis vingt-cinq ans par eux et leurs prédécesseurs. Leur consolation..... relative, et la nôtre, sera qu'après tout il leur arrive ce qui est arrivé aux Français, aux Russes, aux Allemands, à tous ceux qui, depuis un siècle, ont si bien joué, au détriment de leurs patries respectives, dans les mains de l'Angleterre. Qui sait? c'est peut-être une manière de *dévotion* impériale, de prouver à nos dépens que les Anglais sont les maîtres de la diplomatie, de la politique et des finances du monde.

En tout cas, ce qui paraît acquis, c'est que le programme naval de la prochaine conférence sera préparé dans le sens des conclusions de lord Jellicoe. Raison de plus pour essayer de rechercher dès maintenant la nature, l'objet et les conséquences de la mission confiée à ce légat d'empire. Quand le tour sera joué, il sera trop tard. C'est notre apathique insouciance qui a permis, dans le passé, aux manipulateurs de la politique impériale et à leurs complices ou comparses canadiens de nous placer brusquement en face de solutions concrètes impossibles à démêler dans le brouhaha d'une brève discussion parlementaire, embrouillée à dessein par les criailleries et les sophismes de la presse vénale et des organes à la solde des partis. Nous avons été assez échaudés pour n'avoir plus le droit de ne pas nous méfier de toutes les douches froides ou chaudes qui nous viennent de Londres, fussent-elles préalablement attiédies dans le *tepidarium* d'Ottawa.

Pour apprécier à sa juste valeur la politique préconisée par lord Jellicoe et en mesurer les conséquences ultimes, il faut en dégager nettement le *principe* fondamental, les *objectifs* qu'elle vise et les *données* concrètes qu'elle comporte.

Qu'on me permette de procéder à rebours de cet énoncé. Dans les matières qui touchent à la politique, à la politique anglaise surtout, il est plus facile et plus *pratique* de saisir d'abord les faits, puis de remonter aux principes en passant par les objectifs immédiats.



## Le partage des charges — Défense du Pacifique

La première question de fait qui se pose, c'est celle du coût de l'organisation navale qu'on veut imposer à l'Empire et de la part respective de dépenses qui ressortira à chacun des pays "autonomes". Pour l'océan Pacifique seul, ou plutôt pour l'établissement naval d'Extrême-Orient (*Far-Eastern Fleet*), lord Jellicoe estime le coût *annuel* à *cent millions* de piastres, soit, au taux de cinq pour cent, l'intérêt de *deux milliards*. Si la répartition devait se faire en raison du chiffre des populations et des intérêts commerciaux engagés, la part du Canada serait, selon l'amiral, de \$12,300,000 par année. Mais, vu l'obligation du Canada de participer à la défense de l'Atlantique, où les colonies australasiennes n'ont aucun intérêt, — retenons cette constatation — lord Jellicoe suggère de répartir ces cent millions de dépenses annuelles entre l'Angleterre (75%), l'Australie (20%) et la Nouvelle-Zélande (5%). Pour l'Inde, il ne peut en être question, dit-il, "car cet empire, qui n'est "pas un Dominion autonome, *est maintenu par la force des armes* et "exige la présence d'une puissante force armée". Cette franche déclaration d'un homme de guerre fait contraste avec les hypocrites homélies des politiciens anglais sur le bonheur qu'éprouvent les Indiens à jouir *librement* des bienfaits de la domination britannique. Mais passons.

La part du Canada, dans la défense du Pacifique, se bornera donc "à établir et à maintenir sur ses côtes occidentales une petite flotte de "croiseurs légers, pour la protection de son commerce dans ces eaux" — c'est-à-dire dans tout l'océan Pacifique, depuis Vancouver jusqu'à Singapour. Par contre, le Canada devra construire et entretenir une flotte de guerre complète — *a naval force* — à l'Est, dans l'océan Atlantique. A quelles fins ? Pour tous les besoins de l'Empire, apparemment ; mais là-dessus nous retrouverons notre amiral lorsque nous rechercherons les objectifs généraux de la politique qu'il préconise<sup>1</sup>.

Ce qu'il nous en coûterait pour construire et entretenir cette "petite flotte" sur le Pacifique et cette grosse flotte sur l'Atlantique, lord Jellicoe ne nous l'a pas encore révélé. Il le dira sans doute dans son rapport au gouvernement canadien. D'ores et déjà, on peut être certain que la dépense prévue sera considérable et, si le Canada s'engage dans cette galère, la dépense réelle double, triple, quintuple. On sait ce qu'il en coûte pour établir et maintenir une flotte de guerre. On sait ce que valent, en tout pays et chez nous plus qu'ailleurs, les prévisions budgétaires. Quand il s'agit de budget de guerre et de "contributions impé-

---

<sup>1</sup> Les citations et les chiffres ci-dessus sont empruntés au résumé du rapport présenté par l'amiral Jellicoe au gouvernement australien et publié dans le *Star* (de Montréal), le 4 décembre 1919.

riales" surtout, l'écoeuvante mixture de loyalisme exalté et d'effrontées gabegies qui a souillé toute notre administration militaire, nous autorise à prévoir les plus fantastiques écarts entre les prévisions et les réalités.

Qu'on se rappelle les *treize millions* de déboursés d'Etat prévus pour la construction du Transcontinental ; les promesses rassurantes de nos politiciens sur la valeur des garanties offertes à l'Etat par les compagnies du Grand-Tronc et du Canadien-Nord ; et qu'on regarde, après quinze ans, la largeur et la profondeur du gouffre creusé par l'imprévoyance, l'impéritie ou la vénalité des gardiens du trésor public !

Au sortir de la réunion du *Canadian Club* d'Ottawa, où lord Jellicoe a le plus dévoilé ses desseins, M. Bilodeau notait l'ineffable réflexion d'un des badauds cossus qui foisonnent dans ces machines à pistonage impérialiste : "*After all, it is only a small matter of fifty millions or so.*" Négligeons le côté odieux et burlesque de cette mentalité de parvenu accoutumé à faire danser les millions... des autres ; ne retenons que l'incommensurable jocrisserie. Cinquante millions pour l'organisation d'une flotte complète et d'une demi-flotte ? Allons donc ! c'est à peine suffisant pour d'établissement des chantiers maritimes et des cales de radoub. Et l'entretien ? et la réfection ? et l'équipement ? Cinquante millions *par année* serait plus près de la vérité.

Du reste, la question d'argent est, au début surtout, la moins importante en ces matières — bien que ce soit, en apparence, celle qui préoccupe le plus les politiciens partagés entre le désir de travailler au grand oeuvre de la réorganisation de l'Empire et la crainte de faire rouspéter les contribuables. Le gouvernement britannique — tant qu'il sera aux mains des impérialistes — fera aux coloniaux de grosses concessions sur la question argent pourvu qu'ils acceptent le principe de la solidarité impériale. Cette pratique leur a si bien réussi dans le passé ! Qu'ils arrivent à nous faire prendre le doigt dans l'engrenage d'une politique *permanente* de défense navale, ils attendront la prochaine menace de guerre, réelle ou imaginaire, pour tourner la roue. Et alors, vogue la galère ! En avant, les milliards et les conscrits !

Qu'on mesure la distance parcourue de 1899 à 1914,—quinze ans— la différence entre les trois mille Canadiens enrôlés pour la guerre d'Afrique et les cinq cent mille enrégimentés pour la guerre d'Europe, entre les quatre ou cinq millions employés à aider Chamberlain et Cecil Rhodes à spolier les républiques sud-africaines et les deux milliards engloutis dans la croisade pour la civilisation ; alors, on aura une idée *adéquate*, dirait M. Borden, de ce qu'il en coûte de se laisser prendre dans l'engrenage impérial.

Ceci nous amènerait tout naturellement à rechercher l'objectif général de la politique dont lord Jellicoe est chargé de planter les jalons. Mais avant d'y arriver, signalons un autre fait qui nous en rapproche, du reste.

## Résurrection des Dreadnoughts

Dans son plan d'organisation de la flotte d'Extrême-Orient, le délégué impérial pourvoit à la construction et à l'entretien de huit dreadnoughts (ou super-dreadnoughts) et de huit croiseurs cuirassés "de type moderne". Il porte le coût d'entretien *annuel* de ces seize vaisseaux (y compris le pourcentage d'amortissement du coût de construction) à *trente-cinq millions par année* ; soit, plus d'un tiers du budget total qu'il veut attribuer à la défense du Pacifique.

Voilà qui va réveiller toute la controverse entre les partisans et les adversaires des gros vaisseaux de combat.

Les fidèles lecteurs du *Devoir* se rappellent peut-être ce que nous leur en avons fait connaître, au temps déjà lointain où le gros de l'opinion se partageait, sans y rien comprendre, entre la marine Laurier et la "contribution" Borden. Qu'on se rassure : nous n'avons pas l'intention de réveiller ces vieux débats. Pas plus aujourd'hui qu'en ce temps-là, du reste, prétendons-nous à la moindre compétence technique en ces matières. Mais puisque nous sommes menacés d'une nouvelle poussée de navalisme impérial, force nous est de rappeler que, parmi les experts les plus haut cotés, il s'en est trouvé plus d'un pour condamner l'efficacité des gros navires de combat dont lord Jellicoe veut faire le noyau principal de sa flotte d'Extrême-Orient et, en toute probabilité, de *notre* flotte de l'Atlantique.

Les leçons de la grande guerre sont venues démontrer, d'abord, que le Canada n'avait pas plus besoin de la marine projetée en 1910 que de la contribution "d'urgence" votée en 1913 ; — ensuite, que les adversaires de la "politique des dreadnoughts" avaient apparemment raison. En dépit des vantardises de Churchill qui jurait d'aller pourchasser les Allemands "comme des rats" dans leurs tanières de Kiel et d'Heligoland et de les forcer à livrer bataille, la Grande Flotte anglaise n'a pas plus bougé que la grande flotte allemande. C'est la guerre sous-marine qui a seule menacé sérieusement l'Angleterre dans ses ravitaillements ; et c'est à l'aide de ses vaisseaux légers et rapides, de ses contre-torpilleurs, voire de ses navires de commerce armés, qu'elle a réussi à se débarrasser de cette inquiétante agression, que lui avait prédite les adversaires des dreadnoughts. Là-dessus lord Jellicoe lui-même nous apporte le témoignage de sa haute compétence.

Comment donc expliquer que lord Jellicoe s'efforce de réveiller l'enthousiasme en faveur de ces énormes vaisseaux si coûteux, si vite démodés — on vient de *scraper* le dernier des dreadnoughts de 1905 — et qui semblent avoir si peu servi dans la dernière guerre ? <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Un correspondant de la *Gazette* à Londres (numéro du 10 décembre) rapporte cette déclaration de lord Fisher, dont l'autorité doit valoir celle de lord Jellicoe : "Lord Fisher says that all surface ships are already potentially, if not actually, on the scrap heap." Or, ces "vaisseaux de surface" que lord Fisher ne trouve bons qu'à mettre au vieux fer, ce sont précisément ceux que lord Jellicoe veut nous faire bâtir à la douzaine, à coups de centaines de millions.



## Opinions d'experts

En février 1912, j'ai signalé aux lecteurs du *Devoir* la virulente dénonciation de la "politique des dreadnoughts" par lord Charles Beresford, l'un des prédécesseurs de lord Jellicoe à la tête de la *Home Fleet*. Lord Beresford n'hésitait pas à stigmatiser cette politique — préconisée en 1913 par le ministère Borden et apparemment reprise par lord Jellicoe — comme une "trahison de la confiance nationale" : *a betrayal of the public trust*<sup>1</sup>. Il laissait clairement entendre que la construction des dreadnoughts n'avait d'autre objet que de servir des intérêts mercantiles. Il prédisait les dangers qui en résulteraient pour le commerce britannique, dans la prochaine guerre, et rendraient précaires les routes maritimes qui servent à alimenter la population des Îles britanniques. En d'autres occasions, j'avais marqué la concordance des vues de lord Beresford et de celles d'un ingénieur maritime de haute réputation, sir William White, ancien directeur des constructions navales de l'Amirauté.

Naturellement, je ne prétendais pas plus alors départager les opinions des partisans et des adversaires des dreadnoughts que je ne voudrais le faire aujourd'hui. Mais, puisque le gouvernement canadien jugeait à propos de prendre parti en lançant le pays dans la course aux dreadnoughts, je ne négligeai aucune occasion de recueillir des témoignages valables en ces matières.

En juin 1914, un mois et demi avant le déclenchement de la guerre, j'étais à Londres. La marine Laurier et la contribution Borden étaient également choses du passé ; mais, en prévision de nouvelles entreprises du même genre, je voulus profiter de mon passage au cœur de l'Empire pour me faire éclairer. J'en causai à un publiciste anglais admirablement placé pour recueillir les opinions les plus diverses. Avec cette rondeur qui fait le charme des Anglais vraiment bien, il me fit ouvrir toutes grandes la porte de lord Beresford et celle d'un autre officier supérieur de la flotte. Celui-ci, je ne peux pas encore le nommer. Bien qu'à la retraite, il a joué un rôle trop important, avant et pendant la guerre, pour que j'aie le droit de le mettre en cause à ciel découvert. Qu'il me suffise de dire que sur toutes les questions relatives à l'organisation de la flotte, aux principes de la guerre navale, aux types de vaisseaux de guerre, il était aux antipodes de lord Beresford. Leurs débats publics et privés avaient, des années durant, animé et parfois amusé les cercles militaires et navals. Les échos s'en étaient même prolongés jusqu'aux Chambres des lords et des communes.

Sur l'opinion de lord Beresford, j'étais déjà fixé. Néanmoins, certaines expériences m'avaient appris qu'entre les opinions connues des

---

<sup>1</sup> *The Betrayal* — Londres, 1912. Les articles où j'analysais la thèse de lord Beresford ont été traduits en anglais et publiés en brochure sous le titre : *Why the Navy Act should be repeated*. — Montréal, 1912. Cette brochure est épuisée.



grands hommes et leurs convictions intimes, il existe parfois de notables divergences, en Angleterre surtout, la patrie classique du *cant*, des "convenances" et des exigences de situation — ce que les Français, avant les jours glorieux de Clemenceau, dénommaient, avec quelque exagération, "l'hypocrisie anglaise". En tout cas, chez le vieux loup de mer, rien de cela. Il dénonça la "politique des dreadnoughts" avec une vigueur qui laissait loin dans l'ombre les pages les plus violentes de son *Betrayal*. Je lui objectai les *conseils* de M. Winston Churchill, alors ministre de la Marine, à notre gouvernement. "*Churchill is a fool! As I told him in the House, he was still sucking his pap-bottle, when I was commanding a fleet.*" Je risquai le nom de son illustre adversaire, celui-là même que je devais rencontrer deux ou trois jours plus tard. Le bonhomme devint violet. "*So and so? A scoundrel, Sir, and a...!*" Je supprime la seconde épithète. En tout cas, j'en savais assez pour me convaincre que mes deux autorités ne pouvaient être de même, même pour abuser de la confiance d'un naïf *colonial*.

Je tenais également à connaître l'opinion de lord Beresford sur la situation particulière du Canada, au point de vue de sa protection maritime. Il ne fut pas plus réticent là-dessus que sur le reste ; mais nous retrouverons plus loin son opinion à cet égard.

### A quoi servent les Dreadnoughts?

Par une de ces circonstances fortuites que la Providence ménage aux honnêtes ignorants en quête de la vérité, la veille du jour où j'avais pris langue avec l'amiral si durement qualifié par lord Beresford, le *Times* publiait une lettre de sir Percy Scott, directeur, si je ne me trompe, des services d'artillerie navale. Dans cette communication qui provoqua une tempête,—j'en eus la preuve par la suite — cet officier supérieur affirmait sans ambages que les jours des grosses unités de combat étaient passés ; que le sort des armes navales et des transports maritimes, dans la prochaine guerre, serait déterminé par les sous-marins et les croiseurs rapides ; et que l'Amirauté, au lieu de pousser à la construction de nouveaux et de plus en plus coûteux dreadnoughts et super-dreadnoughts, devrait s'occuper davantage de protéger efficacement la marine marchande contre les attaques des torpilleurs et des sous-marins. On sait si les développements de la guerre ont justifié ces clairvoyantes prévisions.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Depuis la publication de ces lignes, on m'a donné communication d'un article de la *Free Press* (de Winnipeg) où l'on cite un ouvrage tout récent de sir Percy Scott. J'y relève ces passages caractéristiques : "*I considered that the battleship was dead before the Great War, and I think her more dead now, if that is possible.*" Cette affirmation catégorique, sir Percy Scott l'appuie de détails techniques, qui paraissent fort probants ; et il conclut : "*The battleship is dead. The future is with the aeroplane, which is going to develop rapidly in the next few years.*" Si les "nations-sœurs" commettent la bêtise de cracher quelques centaines de millions pour faire construire les "cadavres" de navires réclamés par lord Jellicoe, elles pourront se reprendre en se fendant d'autres millions pour organiser une vaste équipe d'aéroplanes impériaux.

Au moment où cette lettre fut publiée, je me bornai à y voir une excellente entrée en matière pour mon entrevue avec lord \*\*\*. C'est par là que je l'abordai. "Que pensez-vous de l'opinion de sir Percy Scott ?" — "*I think he is right.*" Et comme je laissais percer quelque surprise : "Mon opinion vous étonne ?" — je traduis fidèlement le sens, sinon les paroles mêmes de sa réponse. — "A certains égards, vous avez raison de vous étonner, puisque je suis virtuellement responsable de l'adoption des dreadnoughts comme type principal de la flotte. Du reste, c'est un bon navire de combat. Dans une grande bataille navale, il rendrait encore de grands services. Mais il est peu probable que les prochaines guerres voient de grandes batailles comme Trafalgar. On s'appliquera surtout à harceler et à protéger partout le transport des troupes et des vivres. Pour cela, on fera usage, pour l'attaque et la défense, de croiseurs rapides, de sous-marins, de torpilleurs et de contre-torpilleurs. Donc, Scott a raison. N'empêche que nous avons bien fait d'adopter la politique des dreadnoughts et surtout de la faire adopter aux autres nations, qui nous imitent toujours en fait d'organisation navale. Nous avons bien fait, pour trois raisons. La première, c'est qu'en imposant la politique des dreadnoughts aux autres nations, à l'Allemagne en particulier, nous avons forcé les Allemands à creuser leurs ports, ce qui nous donne une chance, que nous n'avions pas auparavant, d'approcher des côtes allemandes avec une flotte d'attaque. La deuxième, c'est qu'à part les dreadnoughts, nous avons une flotte infiniment supérieure à celle de tout autre pays et qu'en poussant les autres nations, l'Allemagne en particulier, à la course aux dreadnoughts, nous conservons notre supériorité par ailleurs." Moins au point que sir Percy Scott, il oubliait les sous-marins allemands. "En troisième lieu, grâce à la supériorité de notre outillage, nous construisons *quatre-vingt-cinq pour cent* des gros vaisseaux de guerre du monde. Dussions-nous *scraper* tous nos dreadnoughts avant dix ans, nous y aurons fait assez d'argent pour que cela nous ait encore payés. En résumé, Scott a raison, *mais nous n'avons pas d'intérêt à le dire.*"

L'avouerai-je ? J'aurais volontiers embrassé ce vieux *scoundrel* pour la ronde franchise qu'il y mettait. Ses lumineuses explications me firent comprendre à merveille le pourquoi de l'avalanche de protestations indignées et de véhémentes contradictions qui remplirent, quinze jours durant, les colonnes du *Times* en réponse à la trop candide déclaration de sir Percy Scott. Elles m'éclairèrent non moins sur les motifs de la réponse de M. Churchill aux anxieuses demandes de renseignements "d'expert" que lui avait adressées sir Robert Borden avant de proposer sa fameuse "contribution d'urgence". C'est, on s'en souvient, sur les conseils de M. Churchill, premier lord de l'Amirauté, que M. Borden tenta de nous faire cracher trente-cinq millions pour construire trois super-dreadnoughts. Cette contribution, disait-on, était nécessaire au salut de l'Empire. En réalité, elle n'avait d'autre objet que d'alimenter l'industrie la plus lucrative de l'Angleterre.

Si, à cela, on ajoute le fait, bien connu à Londres dès 1911, que les Krupp partageaient avec les constructeurs anglais les énormes profits réalisés dans la construction des dreadnoughts anglais, — tout comme les actionnaires anglais, français et italiens du trust de l'acier chromé partageaient les bénéfices encaissés à Essen par les constructeurs de navires allemands et les fabricants de canons allemands — on comprendra que je n'aie jamais pu me persuader d'avoir manqué à mes devoirs de "loyal sujet britannique" en mettant tout en oeuvre pour faire échouer cette *kolossale* exploitation de la jobarderie coloniale <sup>1</sup>.

Si je reviens sur ces souvenirs et ces renseignements d'avant-guerre, c'est, je le répète, que je les crois utiles à la compréhension intelligente de la politique préconisée par notre nouveau missionnaire impérial.

### Le vrai rôle de lord Jellicoe

Si l'on veut saisir tous les objectifs, occultes ou avoués, des vastes projets dont lord Jellicoe est le promoteur, il ne suffit pas de lire ses discours d'avant-scène ni même son rapport publié et ceux à venir. Il faut d'abord se rendre bien compte de la situation réelle de l'amiral et du rôle *principal* qui lui est confié. Ici comme en Australie, on a présenté lord Jellicoe comme un "aviseur" bienveillant des gouvernements coloniaux ; on nous a prévenus, avec trop d'insistance pour ne pas éveiller les soupçons, que cet homme éminent se gardera bien de "dicter" une ligne de conduite aux "nations-soeurs" ou même de leur "préparer" une politique. Fort bien ; mais tout cela n'empêche que lord Jellicoe est l'un des fonctionnaires supérieurs de l'Amirauté anglaise et qu'à ce titre il est, comme toute l'administration et la politique anglaises, au service des intérêts anglais, de l'industrie anglaise, du commerce anglais, de la finance anglaise. Il faudrait être triplement... naïf pour croire que ce noble serviteur de l'Angleterre va "aviser" les gouvernements coloniaux à l'encontre ou même en marge des intérêts britanniques. Si, aujourd'hui comme en 1913, il est de l'intérêt de l'Angleterre de faire construire beaucoup de gros vaisseaux qui ne valent pas grand'chose en temps de guerre mais qui rapportent d'énormes profits aux actionnaires des grands chantiers maritimes d'Angleterre et d'Ecosse, j'ai peine à croire que lord Jellicoe ne fera pas le même raisonnement que son illustre prédécesseur, lord \*\*\*.

---

<sup>1</sup> Si l'on veut s'éclairer davantage sur le *patriotisme* des constructeurs de navires, qu'on se rappelle cet autre fait. Ce sont les chantiers maritimes d'Angleterre qui ont, au vu et au su des autorités britanniques et avec le concours d'experts de l'Amirauté, organisé la flotte turque, alors que le gouvernement britannique savait que, dans la prochaine guerre, cette flotte serait au service des empires du Centre. Les profits réalisés par les actionnaires anglais du trust maritime ont aidé à faire masquer à Gallipoli des milliers de soldats anglais, irlandais, australiens, indiens. *Business is business !*



Un passage de son rapport au gouvernement australien est significatif là-dessus. "Les vaisseaux de ligne (*battleships*), dit-il, devraient "être fournis et maintenus par le Royaume-Uni, parce que jusqu'à présent ils ne peuvent être construits que là, et que les officiers et les "marins de la Marine Royale ont l'expérience nécessaire pour les manœuvrer. Pour la même raison, six des croiseurs cuirassés (*battle-cruisers*)... devraient être soumis à la même règle." Ainsi, des seize dreadnoughts et super-dreadnoughts qu'il recommande comme noyau principal de la flotte d'Extrême-Orient, il suggère que quatorze soient fournis par l'Angleterre et deux seulement par les colonies. Voici qui apparaît d'abord comme fort généreux. Mais n'oubliez pas : 1° que cette flotte d'Extrême-Orient aurait non seulement pour objet de protéger l'Australie, la Nouvelle-Zélande et leurs nouvelles conquêtes, mais encore l'Inde, la Birmanie, Ceylan, les Straits Settlements et les multitudes de colonies que l'Angleterre possède à son seul profit en Océanie et au sud-est de l'Asie ; 2° que, pour les fins de guerre, lord Jellicoe pose en principe que toute la flotte et chacune de ses unités, qu'elles soient fournies par l'Angleterre ou par les colonies, seront sous la direction unique et absolue d'un commandement suprême, désigné par l'Amirauté britannique (toujours la formule de M. Fielding : *une flotte australienne* (ou canadienne) *en temps de paix, impériale en temps de guerre*) ; 3° que les dépenses générales de cette flotte seront réparties entre l'Angleterre et les colonies dans les proportions indiquées précédemment : Angleterre, 75%, Australie, 20%, Nouvelle-Zélande, 5% ; 4° que l'application particulière des contributions de l'Angleterre à tel type de vaisseau et des contributions coloniales à tel autre type reste subordonnée à la *solidarité* des charges et à l'*unité* du commandement impérial ; 5° qu'en cas de guerre, les vaisseaux de moindre dimension, croiseurs rapides, torpilleurs, destroyers, sous-marins, construits et entretenus principalement par les colonies, seront aussi les plus exposés aux coups et aux aléas de la guerre.

Tout cela, pesé et examiné à la lumière des renseignements d'avant-guerre et des leçons de la guerre, laisse dans l'esprit l'invincible impression qu'en insistant sur la nécessité de consacrer un tiers du budget de la défense du Pacifique à l'entretien de "*capital ships*", *construits exclusivement en Angleterre*, lord Jellicoe a songé aux intérêts des grandes compagnies anglaises de construction maritime, tout autant, pour le moins, qu'à la protection des intérêts australiens ou néo-zélandais. Cette préoccupation est d'autant plus naturelle que l'arrêt des constructions maritimes en Allemagne a privé les *patriotes* anglais des profits indirects qu'ils tiraient des armements des ennemis de l'Empire, et que la rupture des conventions relatives à l'exploitation des brevets Krupp leur permet de garder tout entiers les bénéfices de leurs propres entreprises, qu'ils étaient autrefois forcés de partager avec leurs compères, les "barbares Huns".



Devant les appétits voraces qui se sont manifestés tout le long de la guerre et ceux plus avides encore qui se sont affichés autour de la table du Congrès de Versailles, il paraîtra moins outré de conclure que l'un des objectifs — je ne dis pas le principal — de la politique dont lord Jellicoe jette les fondements, c'est bien d'alimenter la plus importante des industries anglaises et l'une des plus profitables.

“Nation de boutiquiers”, disait Napoléon. Oui ; mais ayons la loyauté de l'avouer : nation de grands boutiquiers, qui ont eu l'audace et la force de trouver dans leurs opérations de boutique le secret de leur grandeur impériale et qui ont su réduire, non seulement leurs esclaves blancs, noirs ou jaunes, mais la plupart des peuples de la terre à leur servir de clients ou de commis.

### Double jeu de l'Angleterre

En *montant* dans l'ordre des motifs, il paraît clair que le gouvernement britannique veut à la fois maintenir et même accroître sa puissance maritime tout en ayant l'air de la restreindre.

Que le premier lord de l'Amirauté puisse annoncer, l'an prochain, une réduction du budget naval du Royaume-Uni, la mise en chantier d'un moindre nombre de vaisseaux de guerre construits aux frais de l'Angleterre, le *scrapping* de plusieurs unités : cela permettra aux hommes d'Etat britanniques de faire parade aux yeux du monde de leurs intentions pacifiques et d'apaiser la révolte croissante du peuple anglais contre le militarisme.

Que, d'autre part, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique-Sud, l'Inde, créent chacun un mécanisme de guerre navale, relativement peu considérable en soi, mais dont l'ensemble représentera le double ou le triple des réductions opérées par l'Angleterre dans sa flotte et son budget naval ; que, par une entente discrète, chacun de ces pays d'empire se lie aux principes de la solidarité impériale et de l'unité de commandement *exercé par l'Angleterre* : du coup, l'*Empire britannique* accroît notablement sa puissance navale ; et cette puissance reste, en cas de besoin, au service et sous la direction de l'Angleterre.

C'est l'exacte répétition de la comédie de 1913, alors que Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, proposait théâtralement à l'Allemagne une “trêve” d'un an dans la construction des vaisseaux de guerre, et qu'il *chouait* en sous-mains les Canadiens, les Australiens et les Néo-Zélandais afin de leur faire construire et mettre à la disposition de l'Amirauté anglaise, *en cas de guerre*, plus de vaisseaux que l'Angleterre n'en aurait construits, sans “trêve” !

Cette reprise, sur une échelle agrandie, et selon un plan mieux élaboré, des projets d'avant-guerre, explique à merveille pourquoi le ministère Borden, dont tous les membres avaient dénoncé la Loi navale de 1910, ne l'a jamais fait abroger. Les projets de 1910, agrandis à la me-

sure des conquêtes faites par l'Angleterre durant la grande guerre, — conquêtes qui dépassent en étendue celles de tous les autres alliés réunis — contenaient en germe toute l'organisation que lord Jellicoe nous "avise" d'adopter. La formule de M. Fielding — flottes nationales (ou coloniales) en temps de paix, impériales en temps de guerre — correspond en tous points à la solution "suggérée" aux Dominions australasiens par lord Jellicoe. Elle se retrouvera, qu'on en soit sûr, dans "l'avis" donné au gouvernement canadien. Du reste, elle répond merveilleusement aux besoins, à la situation et aux appétits de l'Angleterre. Elle lui permet, tout en allégeant son propre fardreau et en déguisant à l'étranger ses desseins de conquête, de mettre à profit la jobarderie coloniale pour accroître sans cesse sa puissance navale et dominer le commerce maritime du monde.

"O Angleterre !" écrivait Louis Veuillot ; "le plus vilain des peuples, si tu n'étais le plus hardi des forbans !" Il n'était pas bête, ce Veuillot. Notez qu'il écrivait cela aux jours de l'*Entente cordiale* de 1850 à 1860. Il y avait encore, en ce temps-là, des Français qui croyaient que la France a autre chose à faire qu'à servir de marchepied à la puissance anglo-saxonne. Nous osons en penser autant du Canada.

### La force d'une idée maîtresse — « Ceci a tué cela. »

Le secret de la politique anglaise, c'est la ténacité dans la poursuite de l'objet désiré. Cette infatigable persévérance est d'autant plus efficace que les agents humains et leurs procédés de surface sont plus nombreux et plus variés et voilent davantage l'objectif de fond.

Cette combinaison de l'unité impériale et de la coopération, libre en apparence, des divers pays d'empire, cette création de flottes nationales en temps de paix mais impériales en temps de guerre, voici trente ans, au moins, que les chefs politiques et militaires de l'Angleterre en préparent la réalisation. Dans un ouvrage dont la copieuse et fidèle documentation fait le principal mérite, j'ai marqué les jalons de cette avance jamais interrompue vers la concentration des forces et des ressources de l'empire au bénéfice de la puissance militaire et commerciale de l'Angleterre <sup>1</sup>.

Qu'il me suffise de citer ici un bref passage du discours de lord Selborne, alors ministre impérial de la Marine, à la Conférence de 1902. "Je veux, disait-il, s'il m'est permis de me servir de cette expression, "accroître l'esprit maritime de l'Empire... Je veux voir toutes les "parties de l'Empire contribuer individuellement à la flotte." Mais il avait pris soin de *préfac*er ce vœu et ces "je veux" des paroles suivantes : "Si une distribution locale des forces de mer est possible et même

---

<sup>1</sup> *Que devons-nous à l'Angleterre ?* — Montréal, 1915. Cet ouvrage est épuisé. Il n'en reste que quelques exemplaires réservés aux bibliothèques de recherches et d'étude.

“recommandable *en temps de paix*, il doit exister, *en temps de guerre*, “dans tout l’Empire, *une autorité unique* qui exerce le pouvoir absolu “et la seule responsabilité de commander les vaisseaux et de les concentrer sur les points d’où ils peuvent porter les coups les plus efficaces “aux forces de l’ennemi <sup>1</sup>.”

N’est-ce pas, huit ans d’avance, la formule de M. Fielding, et, dix-sept ans avant la tournée de lord Jellicoe, la base même de son rapport au gouvernement australien? Que l’amiral-missionnaire, “avise” nos ministres dans le même sens, nul n’en saurait douter.

Mais voici qui démontre davantage la force et la persévérance de l’action anglaise. En 1902, les ministres canadiens, dont M. Fielding, repoussèrent énergiquement les propositions de lord Selborne. En 1907, la résistance des Canadiens fut peut-être plus catégorique encore ; et la plupart des délégués des autres colonies suivirent leur exemple. Mais à la conférence de 1909, les chefs de l’empire eurent enfin la satisfaction de faire “reconnaître par tous les gouvernements coloniaux” — y compris les Canadiens, — “*qu’en temps de guerre les forces navales locales devront être soumises à l’autorité générale de l’Amirauté*” ; c’était l’exacte proposition repoussée par nos délégués en 1902 et en 1907.

Notez bien : dans cet intervalle de sept années, il y avait eu, en Angleterre comme au Canada, des élections générales. A Londres, le ministère avait été renversé, la politique intérieure bouleversée ; trois ou quatre personnages divers s’étaient succédé au ministère de la Marine — mais la politique *impériale* n’avait pas changé. Au Canada, même parti, même cabinet, mêmes hommes ; mais les principes avaient chancelé, les résistances s’étaient effritées.

La débâcle fut la même dans toutes les colonies. La victoire impériale fut générale et complète.

Ceci qui est constant avait tué cela qui est vacillant. Ceci qui est ferme avait écrasé cela qui est mou. Ceci qui dure avait usé cela qui flotte au vent. Ceci qui est la ruse unie à la force avait égaré cela qui est la jocrisserie aveuglée par la vanité. Ceci qui est la puissance corruptrice de l’or avait acheté cela qui est la vénalité assoiffée d’honneurs et de pécuniaire. En un mot, ceci qui est la volonté impériale avait dominé cela qui est la servilité coloniale.

Sans doute l’opération n’a pas eu un égal succès sur tous les points. Au Canada, les deux formes de contribution navale, différentes en apparence mais tendant au même but, échouèrent l’une après l’autre. Du reste, le principe est resté dans nos lois. Par contre, l’organisation et la concentration des forces de terre, laissées jusque là au second plan mais préparées dans les mêmes conférences impériales par les mêmes

---

<sup>1</sup> Rapport de la Conférence de 1902. Ces citations traduites sont extraites de l’ouvrage mentionné dans la note précédente (page 145).



procédés, en conformité du même principe d'unité impériale, obtinrent un succès qui dépassa les espérances les plus extravagantes des impérialistes les plus exaltés. Qui eût pensé, même après la déclaration de guerre, que le Canada fournirait à la Grande-Bretagne, en quatre ans, au coût actuel de plus d'un milliard, une armée de cinq cent mille Canadiens, entièrement recrutée aux frais de la colonie, mais livrée à la direction exclusive et absolue des chefs de l'armée anglaise ?

C'est ce triomphe invraisemblable de la politique impériale qui encourage les autorités britanniques à battre le fer pendant qu'il est encore chaud et à se forger, à même les ressources humaines et matérielles des colonies, une arme navale beaucoup plus formidable que les forces de terre concentrées pendant la guerre.

Ici, nous touchons à l'objectif avoué du plan préconisé par lord Jellicoe, lequel, on l'a vu, n'est que l'élargissement des projets esquissés dès 1902 et poursuivis sans relâche jusqu'en 1914.

### L'Angleterre, dominatrice des mers

Ce que l'Angleterre veut, plus que jamais, c'est de conserver la domination des mers. Là-dessus les déclarations de l'amiral sont aussi claires, aussi catégoriques, aussi *outspoken* qu'on peut le désirer. Il tient le même langage que tenaient, avant la guerre, et que tiennent encore aujourd'hui, tous les hommes d'Etat et tous les hommes de guerre de son pays. "*The Empire must maintain a balance of sea-power which will enable her to meet and conquer any enemy*", a-t-il affirmé à Ottawa. "*We ought to maintain forces that are sufficient to deal with any possible enemy*", a-t-il répété à Toronto. A ses yeux, évidemment, l'ère de paix universelle n'est pas arrivée et les promesses de désarmement progressif dont les politiciens anglais et canadiens ont fait un si copieux usage pendant la guerre ne sont que mensonges et trompe-l'oeil. Il se réjouit de la destruction du militarisme prussien, mais il veut l'accroissement du navalisme britannique. Cela ne cadre guère avec les déclamations de ceux qui nous ont entraînés dans la croisade de la civilisation contre la barbarie, qui nous ont tant apeurés avec le monstre allemand, seule cause de la guerre, qui nous ont tant promis qu'une fois le caporalisme prussien abattu, les armées de terre et de mer disparaîtraient comme par enchantement du monde entier.

Mais pourquoi l'Angleterre tient-elle si éperdument à rester maîtresse des mers ?

Pour protéger les routes du commerce maritime, répond lord Jellicoe. Et en ceci, ajoute-t-il, le Canada, l'Australie et chacun des pays d'empire a le même intérêt que la Grande-Bretagne; par conséquent, chacun de ces pays doit contribuer proportionnellement à la police des mers, au maintien du *sea-power* de l'Angleterre. Pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, îles voisines de l'Asie, à la portée du Japon, passe encore. Mais pour le Canada, prétendre qu'il a le même intérêt que



L'Angleterre à tenir les mers ouvertes, c'est un peu fort. La fermeture des mers, en temps de guerre, c'est une *gêne* pour le Canada ; mais il continue à trouver sur son sol tout ce qui est nécessaire à sa subsistance. Pour l'Angleterre, au contraire, c'est une question de vie ou de mort.

Mais en quoi l'Angleterre et tous les autres pays d'empire seraient-ils gênés dans leurs transports maritimes, si aucune nation ne possédait de flotte de guerre assez forte pour intercepter les grandes routes océaniques ? L'Angleterre, prétend-on, ne poursuit d'autre objet que la liberté des mers *pour toutes les nations* : si elle est sincère, qu'elle propose un désarmement graduel des puissances navales, au lieu de procéder hâtivement à un accroissement de forces dont l'inévitable répercussion sera d'activer les préparatifs des autres puissances maritimes.

Quelle a été la principale cause matérielle de la guerre européenne sinon ce prétexte de chacune des coalitions rivales qu'elle était forcée d'accroître sans cesse ses armements afin de se protéger ?

Ce que les Anglais ont tant reproché aux Allemands, c'est précisément ce que lord Jellicoe nous propose de faire. La prétention anglaise de dominer le monde par la suprématie de sa flotte est l'exacte réplique de la prétention allemande de dominer l'Europe par la supériorité de ses armes.

Si lord Jellicoe voulait livrer toute sa pensée, ou celle des maîtres de l'empire, il avouerait que l'objectif primordial de la politique navale qu'il préconise, c'est d'assurer à l'Angleterre le maintien de son hégémonie sur le commerce maritime du monde entier. Ce n'est pas pour garantir à tout le monde la liberté des mers, ni même uniquement pour assurer son propre ravitaillement, que l'Angleterre veut avoir la flotte de guerre la plus puissante du globe ; c'est pour s'assurer à elle-même, à elle seule, la maîtrise absolue de toutes les routes maritimes afin de pouvoir à sa guise les fermer aux nations qui la gênent et les ouvrir à celles qui consentent à servir ses desseins. Elle veut pour elle la liberté absolue et pour les autres nations une liberté subordonnée à ses intérêts impériaux et commerciaux.

Mais, objectera-t-on, l'Angleterre a-t-elle jamais entravé le commerce maritime des autres nations ?

Dans toutes les guerres, depuis la déchéance des flottes espagnoles et françaises, elle n'a fait autre chose. Dans la dernière guerre elle a réglé à sa guise et au meilleur de ses intérêts le commerce de la plupart des pays neutres.

Mais, en temps de paix, les mers ne sont-elles pas ouvertes à tout le monde ? La flotte anglaise gêne-t-elle qui que ce soit ? Non ; pas plus que l'armée allemande, en temps de paix, ne gênait un seul Français dans ses activités commerciales ou professionnelles. Mais la menace était là, constante, qui paralysait les activités de la nation française, la collait aux flancs de la Russie et, finalement, la forçait de passer sous les fourches caudines de l'Angleterre.

La suprématie navale de l'Angleterre paralyse le développement du commerce maritime de toutes les nations du globe et les réduit à payer tribut à la marine marchande anglaise. Aucun peuple, aucun gouvernement n'est empressé de se construire une marine marchande lorsqu'il sait qu'en cas de guerre, ses navires et son commerce seront à la merci d'une autre puissance.

Tant que l'Espagne, la Hollande et la France ont été de grandes nations maritimes, aussi longtemps qu'elles ont possédé une force navale assez puissante pour protéger leurs navires de commerce, l'Angleterre leur a cherché noise. Elle ne les a laissées en paix qu'après avoir détruit leurs flottes de guerre et leur commerce maritime.

Du jour où l'Allemagne, sa vieille alliée, voulut fonder un empire colonial, surtout développer un commerce maritime indépendant du sien et protéger ce commerce par une force navale, l'Angleterre s'est retournée contre l'Allemagne et s'est servie de la France et de la Russie pour abattre la concurrence allemande, comme elle s'était servie de la Hollande pour abattre l'Espagne, de la France pour comprimer la Hollande, de la Prusse pour détruire la rivalité française.

Maintenant que la puissance navale de l'Allemagne est anéantie, l'Angleterre est prête à se rapprocher d'elle pour l'utiliser contre toute rivale nouvelle qui pourra poindre sur un point quelconque du globe. Déjà les prodromes de l'évolution se font sentir.

### Menaces et avertissements — États-Unis, Japon

La suprématie navale de l'Angleterre est, aujourd'hui, plus encore qu'avant la guerre, la menace la plus constante qui pèse sur la paix du monde; et c'est cette menace qu'on nous demande de rendre plus lourde encore.

Mais, objectera-t-on encore, si personne ne proteste, la paix ne sera pas troublée. Evidemment, si toutes les nations du globe consentaient à devenir tributaires de l'Empire britannique, tout irait au mieux... pour les Anglais; et ceux-ci, pas plus que personne autre, d'ailleurs, ne feraient la guerre par simple passe-temps. Ce serait la paix *anglaise* pour tout le monde.

Seulement, tout le monde n'en veut pas. Voici les États-Unis qui prétendent bien ne pas laisser perdre ce qu'ils ont gagné pendant la guerre. Ils construisent rapidement de nombreux navires de commerce; et ils entendent les protéger.

Pas plus tard que le 9 décembre, une dépêche de Washington annonçait que le bureau officiel des constructions navales des États-Unis recommande un programme dont l'exécution rendra, en cinq ans, la flotte américaine "l'égale de la flotte la plus puissante maintenue par *toute autre nation* du monde". C'est l'exacte réplique des paroles que lord Jellicoe prononçait à Ottawa dix jours auparavant. C'est aussi l'avertissement aux "chers cousins" d'Angleterre.

Les armements navals du Japon, son ambition de jouer en Asie le rôle de l'Angleterre en Europe et celui des Etats-Unis en Amérique, ne sont un secret pour personne. Une lettre de Londres, publiée dans la *Gazette* du 15, parle du "mystère japonais". On qualifie ainsi d'extraordinaires achats de métaux faits récemment au Japon. Cela aussi, c'est la riposte à la politique préconisée par lord Jellicoe.

Mais les Etats-Unis et le Japon ne sont-ils pas amis et alliés de l'Angleterre ? On sait ce que valent et ce que durent les amitiés internationales. Le traité anglo-japonais expire l'an prochain. L'alliance anglo-américaine n'est pas encore attachée à fer et à clous.

Si ce n'est pas en prévision de difficultés possibles avec les Etats-Unis ou le Japon, pourquoi, je vous le demande, cette hâte d'accroître les forces navales de l'Empire, déjà si puissantes ? Quelle autre nation pourrait, d'ici longtemps, menacer la suprématie britannique sur les mers ?

Le "péril allemand" est écarté. Lord Jellicoe a même eu l'amabilité de démontrer, dans sa causerie au *Canadian Club* de Montréal, qu'il n'a jamais existé sous la forme qu'on lui prêtait, en 1910 et en 1913, pour étayer l'une ou l'autre des deux politiques navales lour à tour esquissées au Canada. Remercions-le, en passant, de cette tardive justification, assurément désintéressée, de notre attitude à cet égard.

Non seulement la flotte allemande est anéantie, mais selon les données fort intéressantes fournies par l'amiral dans cette même causerie, la flotte anglaise s'est considérablement accrue durant la guerre. En 1914, dit-il, l'Angleterre possédait 650 vaisseaux et un personnel total de 220,000 hommes. En 1918, au moment de l'armistice, le nombre des vaisseaux s'élevait à 5,000<sup>1</sup> et le personnel, à 400,000 hommes. On voit que, tout en travaillant à abattre le militarisme chez les autres, la pacifique Angleterre n'a pas négligé de l'accroître notablement chez elle.

Mais si le "péril allemand" est écarté, si la flotte anglaise, toute-puissante pendant la guerre, est deux fois plus forte qu'en 1914, d'où vient la menace ? Contre quelle attaque éventuelle faut-il se parer, dare-dare, à grand renfort de dreadnoughts et de super-dreadnoughts ?

Evidemment ce que l'amiral Jellicoe ne peut pas dire c'est qu'indépendamment de l'intérêt primordial qu'a l'Angleterre de rester maîtresse du monde, elle ne trouve pas mauvais, à l'heure actuelle, de donner à réfléchir à nos bons alliés les Nippons, à nos chers cousins les Yankees.

---

<sup>1</sup> Ce chiffre, donné par la *Gazette*, paraît fantastique. S'il est exact, il indique que le gouvernement anglais a mis en pratique les conseils d'avant-guerre de sir Percy Scott et multiplié les petites unités. Le personnel comprend les officiers, les marins, les ingénieurs et techniciens de toute sorte et aussi, je présume, les fonctionnaires civils attachés au service naval.



## Situation particulière du Canada— « Doctrine » de Monroe

Mais ici, nous avons bien le droit, nous Canadiens, de tenir quelque compte de notre situation particulière dans l'Empire.

On a beau parler de "solidarité impériale", de "communauté d'intérêts", de "fraternité d'idéaux", nos "frères" d'Angleterre mènent trop bien leurs affaires... et celles des autres, pour que nous ne songions pas un peu aux nôtres.

En dépit de la doctrine d'unité impériale qu'il prêche, lord Jellicoe a trop de bon sens pour ne pas admettre qu'il existe entre chacun des pays de l'Empire des différences radicales de situation qui entraînent d'égales divergences d'intérêts, de responsabilités, de charges et de devoirs. Ainsi, il reconnaît — nous l'avons noté — que le Canada étant appelé à se protéger sur l'Atlantique où les colonies océaniques n'ont aucun intérêt, l'Australie et la Nouvelle-Zélande doivent assumer à peu près toutes les charges qui afférentaient au Canada pour la défense du Pacifique, si l'on ne tenait compte que des facteurs commerce et population.

Et le voisinage des Etats-Unis, qu'en fait-il ? C'est pourtant le facteur dominant, le facteur suprême et permanent de la situation internationale du Canada. Aucun autre pays de l'Empire n'occupe une situation analogue. Nous avons le droit et le devoir de le rappeler sans cesse aux doctrinaires de la "solidarité impériale".

Avant la guerre, aux jours des débats sur la politique navale de l'un ou l'autre de nos "grands" partis, certains "patriotes" ardents me reprochaient amèrement de chercher un refuge ignominieux dans la doctrine Monroe. Je crois avoir fait justice de cette accusation et démontré, après M. Ewart du reste, que la soi-disant "doctrine" Monroe est un *fait* politique, voulu et accepté d'abord par l'Angleterre, et qu'il n'y a pas plus d'ignominie pour le Canada d'en tenir compte qu'il n'y a eu de honte pour la Belgique de compter sur l'appui de la France et de l'Angleterre contre l'agression de l'Allemagne.

Mais en ce qui touche particulièrement à la répercussion de la doctrine Monroe sur notre situation maritime, j'ai voulu connaître l'opinion des deux amiraux anglais dont j'ai déjà parlé. Plusieurs années auparavant, j'avais lu le résumé d'un discours de lord Beresford, à New-York, dans lequel la doctrine Monroe était représentée comme la base de la politique navale de l'Angleterre en Amérique. En juin 1914, je lui demandai si son opinion avait varié à cet égard. "*Not a bit*", répliqua-t-il sans hésiter. "*On the contrary, and so far as Canada is concerned, I think more than ever that the Monroe doctrine is your best safeguard.*"

Naturellement, je me proposais de *confronter* cette opinion avec celle de son rival, lord \*\*\*. Celui-ci ne me donna pas même le temps de poser ma question. Je l'avais interrogé sur la valeur respective des politiques préconisées par les deux partis canadiens : marine locale ou "contribution d'urgence". — "*What is the use breaking your head on*



"that? If you Canadians want to do something really practical, go to Washington, have an understanding with the Americans, and act accordingly. If they are friendly, they will help you. If they are not, no navy can save you."

Fortifié par ces deux opinions d'experts, divergentes sur tous les autres points, je n'ai pas cru devoir répudier mes "hérésies". Aujourd'hui comme en ce temps-là, je persiste à croire que, contre les Etats-Unis, toute flotte anglaise ou impériale est totalement impuissante à nous protéger ; et que, contre tout autre ennemi possible, le voisinage des Etats-Unis, pour encombrant qu'il soit par ailleurs, nous protège beaucoup plus sûrement que toutes les flottes et toutes les armées de l'Empire, fussent-elles portées au diapason que rêve lord Jellicoe. Et voilà pourquoi l'argument des "primes d'assurance" que le brave amiral nous suggère de payer me semble, dans notre cas, fort peu convaincant. Il me paraît même qu'il faut le prendre à rebours. Ce qu'on nous propose, c'est de nous faire payer la très lourde prime d'une assurance qui exclut notre risque... et qui nous fait assumer ceux d'autrui.

Reste l'argument de la "protection" offerte à notre commerce. J'en ai dit un mot. Il n'est pas inutile d'y revenir.

### Protection et Reconnaissance

Au début de l'agitation créée par la panique de 1909 et les premiers projets de contributions navales, on nous a beaucoup parlé de la nécessité de protéger "nos" navires de commerce. La guerre a fait bon marché de cet argument. Elle nous a fait constater que "nos" navires de commerce ne sont pas à nous mais à l'Angleterre, qui se les est prestement appropriés. Elle a démontré qu'en temps de guerre, l'Angleterre entend bien *impérialiser* notre marine marchande tout autant que nos vaisseaux de guerre, si nous faisons la sottise d'en construire.

Ici encore, on peut voir une démonstration de ce que l'Angleterre veut dire quand elle parle de "liberté des mers".

Que nous participions ou non à la police des mers, on peut être certain d'une chose : la flotte britannique ou impériale protégera notre commerce maritime dans la mesure où l'Angleterre aura besoin de nos exportations pour s'alimenter ou alimenter ses clients. Il est donc absurde de parler de l'intérêt que nous avons à protéger notre commerce, encore plus de reconnaissance envers l'Angleterre pour la protection qu'elle lui accorde. A la lumière des leçons de la guerre, la pittoresque comparaison de M. Ewart apparaît plus exacte que jamais. Si un trafiquant de plumes d'autruches protège contre les voleurs le troupeau dont il tire de si beaux bénéfices, il ne s'ensuit pas que les autruches aient envers celui qui les protège et les plume un devoir particulier de reconnaissance. Du reste, on parle beaucoup moins de reconnaissance, de ce temps-ci. Lord Jellicoe, rendons-lui cette justice, n'en a pas soufflé mot.

Même si l'on place cet aspect de la question sur le seul terrain de l'intérêt, — celui où les Anglais entendent bien la résoudre à leur avantage — le plaidoyer en faveur de la contribution aux forces navales de l'Empire, afin d'assurer la protection de notre commerce, n'est pas plus valable.

Nous tirons des Etats-Unis la quasi-totalité de nos importations essentielles. Quant à nos marchandises exportées, elles prennent virtuellement les mêmes routes que les exportations américaines. La plupart sont à destination d'Angleterre, qui a encore plus besoin de les acheter que nous de les vendre. Les Etats-Unis et l'Angleterre ont donc un intérêt bien supérieur au nôtre à protéger les routes par où passent nos marchandises et nos navires — quand nous en aurons. Ce serait donc pure folie pour le Canada, nation jeune et pauvre, de s'appauvrir davantage pour faire la police sur des mers qui appartiennent à tout le monde et que les deux nations les plus riches et les plus puissantes de l'univers ont tout intérêt à tenir ouvertes.

Que l'on place la question de protection sur le terrain de la "reconnaissance" ou sur la base de l'intérêt, on se rendra compte que le Canada est beaucoup plus intimement lié aux Etats-Unis qu'à l'Angleterre et aux autres pays de l'Empire britannique; et que, s'il devait payer une "prime d'assurance", sous forme de contribution navale, c'est à Washington et non à Londres qu'il faudrait la verser. Cette dernière proposition peut paraître absurde. L'inverse ne l'est pas moins.

La situation politique du Canada exclut, en droit international, l'idée d'une contribution à la défense navale des Etats-Unis. Sa situation géographique et tout ce qui en découle nullifient, en bonne justice, les arguments invoqués en faveur de n'importe quelle forme de contribution à la défense navale de l'Empire britannique.

### Principes constitutionnels

Il nous reste à examiner les principes de droit constitutionnel nécessairement mis en cause par les projets de lord Jellicoe. Tout ce qui tend à modifier l'ordre des obligations réciproques du Royaume-Uni et des autres pays d'empire entraîne fatalement une dislocation dans l'ordre de leurs relations politiques.

Les assises fondamentales de la constitution de l'Empire sont:—  
1o, le droit primordial de tout groupe de sujets britanniques d'être représenté effectivement, par ses mandataires élus, dans tout corps public muni du pouvoir d'imposition: *no taxation without representation* ;  
2o, l'équitable correspondance des pouvoirs de gouvernement et des responsabilités nationales ou internationales.

En matière d'organisation militaire et navale et, généralement, en tout ce qui touche aux questions de guerre et de politique étrangère, l'application de ces principes de droit et d'équité a établi, entre la Grande-Bretagne et ses colonies de *self-government*, aujourd'hui dé-

nommées “nations-soeurs”, la coutume suivante qui a pris force de loi par une pratique séculaire: le Royaume-Uni, seul maître des relations extérieures de l'Empire, porte seul la charge de sa défense générale, qui comprend toute sa défense maritime, toute son organisation navale (sauf la défense des ports et des côtes); les colonies autonomes, ou Dominions, ou “nations-soeurs”, responsables de la seule administration intérieure de leurs territoires respectifs, n'ont d'autre obligation que de défendre ces territoires, lorsqu'ils sont attaqués par un ennemi de l'Empire.

Et encore, cette dernière proposition, en ce qu'elle comporte de charges militaires pour les Dominions, n'a été acceptée au Canada qu'après de longues et vives contestations. A plusieurs reprises, les libéraux du Bas-Canada, quelques conservateurs (entre autres l'honorable Thomas Loranger, plus tard juge de la Cour supérieure), et même des Haut-Canadiens de marque, nièrent, en tout ou en partie, l'obligation du Canada de contribuer aux charges de sa propre défense. Estimant qu'une colonie, même “autonome,” ne peut subir d'autre agression que celle des ennemis de la métropole, ils affirmaient que la responsabilité principale ou exclusive de la défense du territoire canadien incombait à la Grande-Bretagne.

La fédération des provinces mit fin à ces débats. La Constitution de 1867, dans l'ordre des relations impériales, fut la sanction d'un traité par lequel le Canada assumait, en principe, la charge de sa défense territoriale, et l'Angleterre, *celle de sa défense navale*<sup>1</sup>.

Sur l'obligation exclusive et absolue de la Grande-Bretagne de porter tout le poids de la défense générale de l'Empire, et particulièrement de sa défense navale, il n'y a jamais eu aucune contestation, aucune divergence d'opinions, ni en Angleterre ni au Canada—jusqu'aux jours de Chamberlain et de la guerre sud-africaine. Et encore, Chamberlain lui-même admettait que la contribution des Dominions à cette guerre abominable, — préparée, conduite et gagnée en violation de tous les principes de droit international, de justice et de liberté, si fréquemment invoqués durant la récente croisade du Droit contre la Force — Chamberlain admettait que les contributions des colonies avaient été purement volontaires. Il reconnaissait également qu'elles constituaient une innovation — heureuse, à ses yeux — dans l'ordre des obligations réciproques des pays de l'Empire. Il affirmait hautement et sans réserves que si cette révolution devait prendre une forme durable, elle entraînerait nécessairement une modification de l'ordre politique de l'Empire, soit le droit des Dominions d'être représentés directement dans les Conseils impériaux qui décident de la paix et de la guerre et gouvernent les relations étrangères.

---

<sup>1</sup> C'est la définition qu'a donnée de ce traité sir Alexander Campbell, l'un des négociateurs, plus tard ministre de la Justice dans le cabinet de sir John Macdonald, puis lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

Tous les aspects de cette question sont élucidés, avec de multiples pièces officielles à l'appui, dans l'ouvrage déjà mentionné : *Que devons-nous à l'Angleterre?*



## Renversement de l'ordre établi

La participation du Canada et des autres "nations-soeurs" à la guerre européenne n'a été que la répétition — prévue et annoncée dès 1900 par quelques rares "illuminés" — de l'acte révolutionnaire de 1899. Agrandie à la mesure des forces engagées et des cupidités en conflit, cette participation, comme celle de 1899, a violé la même coutume établie, les mêmes principes d'ordre constitutionnel. Elle entraîne, comme tout acte révolutionnaire, les mêmes conséquences subversives, également agrandies à la mesure des sacrifices arrachés aux colonies afin de blinder d'une quintuple cuirasse la puissance militaire et navale de la Grande-Bretagne et lui assurer la domination des mers et du monde.

On m'objectera peut-être que les motifs "supérieurs" de la guerre — défense de la civilisation, libération des peuples, triomphe de la démocratie — s'imposaient au Canada, indépendamment des avantages qui résultent à l'Angleterre des contributions de ses colonies autonomes. S'il existe encore d'inguérissables jobards à qui la curée de Versailles, le martyre de l'Irlande, la terreur en Egypte, le vol de la Perse, les massacres aux Indes, les envolées du poète d'Annunzio et tout le reste n'ont pas encore dessillé les yeux, il suffit pour l'instant de leur faire observer qu'il n'est ici nullement question des objectifs généraux des Alliés. Je me borne, dans cette étude, à marquer le but et à retracer les progrès de la poussée de l'impérialisme anglais, inaugurée en 1899 et poursuivie sans relâche avant, pendant et après la grande guerre.

Envisagée sous cet angle, la participation du Canada et des autres "nations-soeurs" à l'entreprise impériale et commerciale de l'Angleterre contre l'Allemagne a été, comme la contribution de 1899, purement volontaire, en ce sens que les colonies se sont volontairement prêtées aux desseins de l'Angleterre. Leur concours ne résultait d'aucune obligation légale ou morale. Là-dessus encore, tous les hommes d'Etat britanniques et coloniaux sont d'accord. L'un d'eux, M. Bonar Law, chef du groupe conservateur d'Angleterre, a résumé toute la situation, alors qu'il occupait le ministère des Colonies, en septembre 1916. "*These great Dominions,*" disait-il, "*are in fact independent States. We could not have compelled a single one of them to send a man or contribute a penny.*"<sup>1</sup>

D'autre part, tout le monde, en Angleterre et aux colonies, sauf les aveugles et les sourds incurables, reconnaît que cette contribution toute volontaire a renversé l'ordre des obligations réciproques et, partant, la base de la constitution de l'Empire. Tout le monde — sauf les mêmes incurables — admet également qu'il est impossible de revenir à l'ancien ordre de choses. Sur ce point, M. Bonar Law a été non moins catégo-

---

<sup>1</sup> Discours prononcé à Londres, le 13 septembre 1916, et cité dans une brochure de l'auteur de ces articles, publiée à Montréal en 1916 : *Independence or Imperial Partnership?* (épuisée.)



rique. “*After this war*”, écrivait-il dès 1915, “*the relations between the Dominions and the Mother Country can never be the same again.*”<sup>1</sup>

Du reste, fût-il possible ou désirable de revenir à l'ancien état de choses,—agrémenté de la perspective de nouvelles saignées *volontaires*, chaque fois que l'Angleterre aura quelque conquête à faire, ou quelque rival de commerce à mettre en faillite, sous prétexte de “civilisation supérieure” ou de “démocratie triomphante” — que les chefs de l'impérialisme britannique ne le permettraient pas. Ils n'entendent pas rester à la merci des spasmes de *loyauté* des “nations-soeurs.”

L'autre jour, le dernier tenant du torysme traditionnel, M. Balfour, signalait le danger des réactions qui suivent toujours les efforts suraigus.<sup>2</sup> C'est contre cette réaction possible, probable, certaine, que la mission Jellicoe est principalement dirigée.

### Habile manœuvre des impérialistes anglais

Instruits par le recul qui suivit la première crise d'impérialisme de 1899, les maîtres de l'Empire ont résolu, dès l'armistice conclu, de boucler la situation et de lier les colonies à des obligations permanentes.

Je ne parle par ici des obligations générales qui incombent à tous les signataires du traité de Versailles, soit par le fameux pacte des nations, soit par les engagements spécifiques ou indirects pris à l'égard des autres belligérants ou co-partageants. De ces engagements, dont l'opposition libérale a fait mine de s'inquiéter à Ottawa, le Canada se débarrassera assez facilement. Le Sénat américain, en toute vraisemblance, va déchirer la tunique de Nessus savamment tissée par M. Wilson et déjà passablement déchiquetée par ses compères. Quant aux autres dispositifs du traité, susceptibles d'imposer aux signataires de nouvelles levées d'armes, on peut raisonnablement espérer qu'il se passera quelques années avant que les augustes auteurs de cette mixture d'intrigues, de mensonges et d'attrape-nigauds aient réussi à s'y démêler eux-mêmes.

Mais ce qui est vraiment grave pour nous, ce sont les obligations que nos représentants nous ont fait assumer comme *nation* d'empire. M. Fielding s'est agréablement moqué, non sans raison, des chants de ccq de nos plénipotentiaires, dont l'un, et le plus intelligent, aurait avoué, paraît-il, qu'il n'a pas même eu l'avantage de lire le traité avant de le signer. Nul peut-être à l'égard des yeux étrangers, notre titre de nation, avec les responsabilités qui en découlent, devient valable à l'égard de l'Angleterre. C'est comme *nation intégrante de l'Empire britannique* que le Canada figure désormais dans l'ordre international ; et, par conséquent, ses obligations *nationales* se confondent avec les obli-

---

<sup>1</sup> Préface d'un ouvrage publié sous la signature de sir Max Aitken, aujourd'hui lord Beaverbrook : *Canada in Flanders*. Également cité dans la brochure mentionnée plus haut.

<sup>2</sup> Discours prononcé à Londres, le 15 décembre, à une réunion de l'*Empire Parliamentary Association*.

gations *impériales*, qui incombaient naguère au seul Royaume-Uni. C'est cela qui constitue la gravité des signatures données par nos ministres à Versailles, à Saint-Germain, à Paris.

La signature des plénipotentiaires britanniques suffisait à conclure la paix — là-dessus M. Fielding avait raison, M. Ewart également. Mais ce n'est pas pour établir la paix que les délégués des "nations-soeurs" ont été invités à signer ; c'est en vue des guerres futures. Leur signature constitue, non pas envers la France, l'Italie ou le Japon, mais en faveur de l'Angleterre un endossement *conjoint et solidaire*. C'est cela que nos représentants ont signé ; c'est cela que le parlement a ratifié à l'unanimité, puisque les réserves de l'opposition ne portaient que sur les responsabilités extérieures, relativement peu inquiétantes, et nullement sur les obligations *impériales*, qui s'annoncent fort onéreuses.

C'est la première échéance que lord Jellicoe a pour mission de nous faire payer ; tout comme les projets de réorganisation militaire à demi-avoués par le général Mewburn font entrevoir la deuxième.

Payerons-nous, ne payerons-nous pas ? C'est encore difficile à dire. Il y aura, c'est certain, de gros tiraillements. Mais ne nous endormons point dans la fausse sécurité des résistances qui s'annoncent. Les plans de lord Jellicoe, les projets de M. Mewburn fussent-ils ajournés, le parlement même les rejetât-il, ou d'autres semblables, une fois, deux fois, trois fois, qu'il faudrait encore veiller au grain. Rappelons-nous les belles illusions de 1902, Laurier vainqueur de Chamberlain — et comptons nos morts et nos blessés de 1919 ; sondons la profondeur du trou béant de notre dette de guerre ; mesurons l'espace que les préoccupations impériales ont envahi dans le champ de nos activités nationales, et ce qu'il nous en a coûté de sang, d'efforts et d'argent. *Et nunc erudimini...*

La partie engagée par l'impérialisme britannique, et dont la conquête économique du monde est l'enjeu, est trop tentante pour que ceux qui la mènent y renoncent. La mouture qu'ils ont tirée des colonies leur a trop profité pour qu'ils ne mettent pas tout en oeuvre afin de s'en ménager une plus abondante à brève échéance. Les hommes d'Etat et les hommes d'affaires impériaux sont trop puissants et trop habiles, trop persévérants surtout, ils ont trop souvent roulé et embobiné nos politiciens de tout acabit, pour que nous laissions endormir notre vigilance.

Déjà ils ont réussi à faire entrer dans leurs desseins un groupe nombreux et formidable des hommes qui mènent la finance, la politique et l'opinion aux Etats-Unis. Croit-on vraiment qu'avec l'aide de ces alliés, déjà à moitié maîtres du Canada, ils ne viendront pas à bout de maintes résistances et de la plupart des hésitations qui se manifestent aujourd'hui au Canada ?

## Patriotisme et dividendes — La Ligue navale

La seule perspective du partage des profits en entraînera plusieurs.

En feuilletant, ces jours-ci, de vieux papiers ramassés au temps de nos luttes contre la politique navale des deux partis, je suis tombé sur une découpeure du *Herald* (de Montréal), du 12 août 1912. J'y retrouve quelque chose des visions et des prévisions de M. Ballantyne, alors simple membre de la Commission du havre de Montréal. Ce fonctionnaire, habile manieur d'affaires, paraît-il, rendait compte des premières installations de la compagnie Vickers à Montréal. Il entrevoyait avec ivresse le jour prochain où le Canada pourra se munir à satiété de dreadnoughts et de croiseurs cuirassés. C'est le même Ballantyne, devenu ministre de la Marine dans le cabinet d'union, qui a serré sur son coeur l'amiral Jellicoe, à son arrivée à Ottawa. C'est lui qui annonce la préparation d'une politique navale pour la prochaine session, alors que son collègue, le ministre de la Justice, dit le contraire.

Le dernier numéro de l'organe des constructeurs de navires de Halifax — le *Ship-Building and Harbor Construction* — contient une sommation non déguisée au gouvernement de mettre à exécution ses promesses d'encouragement à la construction d'une flotte marchande. Dans un entrefilet du même journal, on s'extasie sur la belle goulée à prendre dans la construction d'un seul vaisseau de guerre du dernier type construit en Angleterre : \$25,000,000. "Les chantiers canadiens, ajoute-t-on, auraient besoin de subir quelque réorganisation pour construire une pièce de cette dimension, mais *une fois en marche un contrat tiendrait une firme en haleine pour longtemps.*" Or, ce genre de vaisseaux — inutiles à la guerre, disent lord Fisher et sir Percy Scott, mais très profitables aux actionnaires, — sont précisément ceux dont lord Jellicoe veut doter l'Empire par douzaines. Il exprime, c'est vrai, le modeste désir que tous les profits restent en Angleterre ; tandis que les protégés de M. Ballantyne veulent en prendre leur part. Mais là-dessus, ils finiront bien par s'entendre, ne serait-ce que pour intéresser à la poursuite du dessein impérial le plus grand nombre possible de *patriotes* canadiens, dont le loyalisme suit assez régulièrement la cote de la bourse et la marche des dividendes. On sait que c'est dans ce monde-là que se recrute l'état-major réel de nos forces politiques ; c'est de là que coulent comme de sources les munitions électorales des partis et les fonds secrets de la presse *bien pensante*, ces deux puissances qui mènent l'opinion de la masse démocratique.

Une autre influence dont il faut prévoir la nocivité, c'est celle de la *Ligue Navale* établie en Canada à la faveur de l'excitation "patriotique" et mercantile causée par la guerre. Amorcée à grands renforts de réclames et de puffisme, on lui a donné comme objectif ostensible la promotion des intérêts maritimes du Canada. En réalité, c'est une machine impérialiste destinée à pistonner les projets de l'Amirauté anglaise. On



commence à le voir. Au moment de l'arrivée de lord Jellicoe, une députation de la Ligue s'est transportée à Ottawa, avec son président, le commodore Jarvis, de Toronto, afin de faire connaître aux ministres les résultats du travail préliminaire de la Ligue. Ces messieurs ont modestement émis la prétention baroque d'être le "bras officieux" — *the unofficial arm* — du gouvernement en tout ce qui touche "aux questions maritimes et navales," c'est-à-dire à la marine marchande et à la flotte de guerre. L'un des délégués a parlé du recrutement fait par la Ligue pour le service naval de l'Etat. On peut être assuré que cette machine va marcher fidèlement sur les traces de la *Navy League* d'Angleterre et de sa soeur germaine, la Ligue navale d'Allemagne, qui ont poussé si activement à la construction des vaisseaux de guerre, dans ces deux pays.

Toutes ces considérations suffisent à justifier la préparation à la résistance partout où l'on estime que le Canada doit panser ses plaies avant de s'enfoncer plus avant dans la voie des aventures meurtrières et ruineuses. Mais la résistance ne sera effective que si l'on a la clairvoyance de voir d'où vient la poussée, où elle mène, et le courage de démasquer ceux qui l'organisent et qui en profiteront.

C'est cette conviction, éclairée par les expériences et la mémoire du passé, qui m'a décidé à entreprendre cette longue étude des tenants et aboutissants de la mission confiée à lord Jellicoe. Si cette tentative rate, l'étude servira encore, au moment de la prochaine poussée. Je risque, il est vrai, de fortifier ma réputation de pourfendeur de moulins à vent, bien établie dans l'esprit des gens *pratiques*. Bah ! j'y suis fait. Du reste, j'écris pour les gens qui veulent bien se donner la peine de réfléchir. Ceux-là avoueront, peut-être sans le dire, que les moulins à vent de 1899, de 1910 et de 1913 ont fini par nous moudre pas mal d'écus, arrosés de pas mal de sang. Peut-être eût-il valu la peine de leur casser les ailes à temps.

### Révolution politique — Opinions de MM. Borden et Doherty

Pour que cette étude soit complète, il faut, avant de la clore, rechercher les conséquences politiques qu'entraînerait l'adoption des projets de lord Jellicoe ou toute autre forme de contribution à la défense navale de l'Empire.

Le prophète de l'impérialisme anglais, Chamberlain, reconnaissait — nous l'avons rappelé — que toute participation des colonies aux guerres impériales, offensives ou défensives, comporte le droit de représentation dans les conseils politiques de l'Empire.

Au Canada, la même thèse a été posée et soutenue par le premier ministre, sir Robert Borden, et par le ministre de la Justice, M. Doherty.

Lors du débat sur le projet de loi navale présenté par le cabinet Laurier en 1910, M. Doherty a motivé son opposition de principe en ces termes non équivoques : "La direction (*control*) d'une force navale "est l'une des fonctions du pouvoir qui dirige la politique étrangère . . . . "que la flotte est appelée à appuyer. De là, à mon avis, il s'ensuit qu'en



“bonne justice, la condition préalable de notre participation à la défense navale de l'Empire, c'est que nous recevions une voix [délibérative] efficace dans le gouvernement et la détermination des relations étrangères de l'Empire . . . . La découverte d'un moyen par lequel nous aurons voix, et une voix réelle, dans la direction de la politique étrangère de l'Empire, est une condition essentielle, qui doit précéder l'adoption de toute politique permanente de participation dans le maintien des forces navales de l'Empire.”<sup>1</sup>

A la session suivante, M. Borden, leader de l'opposition, a exprimé le même avis, dans un langage plus entortillé : “Si le Canada, disait-il, et les autres Dominions de l'Empire doivent, comme nations de l'Empire, assumer une part de la défense générale de l'Empire, se pourra-t-il que, contribuant à cette défense générale de l'Empire, nous n'aurons, comme citoyens de ce pays, aucune voix quelconque dans les conseils de l'Empire, sur les questions de paix ou de guerre qui intéressent l'Empire tout entier ? A mon avis, cette situation ne serait pas tolérable. Je ne crois pas que le peuple canadien se soumettrait un seul instant à cette condition.”<sup>2</sup>

En 1912, M. Borden, devenu premier ministre, proposa sa “contribution d'urgence” — si peu “urgente” qu'il ne fit aucun effort pour la faire revivre en 1913 ou en 1914. Il prit soin de marquer la différence de principe entre la contribution projetée et une participation permanente à la défense navale de l'Empire ; puis il réaffirma le principe qu'il avait posé en 1910 :

“La responsabilité de la défense de l'Empire en haute mer, seule garantie de son existence et assumée jusqu'ici par le Royaume-Uni, a nécessairement entraîné la responsabilité et la direction (control) de la politique étrangère . . . . Dès que la Grande-Bretagne n'assume plus la responsabilité exclusive de la défense en haute mer, elle ne peut continuer d'assumer la responsabilité et la direction exclusives de la politique étrangère. . . . Au cours de mon récent séjour aux Iles Britanniques, je me suis hasardé, dans plusieurs occasions publiques, à poser le principe que les grands Dominions, en participant à la défense de l'Empire en haute mer, ont nécessairement le droit de partager aussi la responsabilité et la direction de la politique étrangère. . . .”<sup>3</sup>

Plus d'une fois, durant la guerre, le premier ministre a fait sonner la même note aux oreilles des hommes d'Etat et du peuple anglais. Le moment n'est-il pas venu de répéter l'avertissement ?

---

<sup>1</sup> Traduit du texte anglais des *Debates of the House of Commons* (col. 4137-8), 24 février 1910.

<sup>2</sup> Traduit du texte anglais, *Debates of the House of Commons* (col. 227), 24 novembre 1910.

<sup>3</sup> Traduit du texte anglais des *Debates of the House of Commons* (col. 676-7), 5 décembre 1912.

## Le gouvernement doit parler net

Que propose lord Jellicoe, si ce n'est "une politique permanente de participation dans les forces navales" de l'Empire ? Or, selon M. Doherty, il ne saurait être question pour le Canada d'y consentir, avant d'avoir obtenu voix au chapitre impérial, et une "voix réelle". Où l'amiral est-il chargé d'amener les Dominions, sinon à prendre une lourde part de "responsabilité dans la défense de l'Empire en haute mer" ? De l'avis de M. Borden, ceci entraîne "nécessairement le droit de partager la responsabilité et la direction de la politique étrangère de l'Empire".

A moins d'une volte-face dont je les crois incapables sur ce point, — quoi qu'en pensent les gens qui ne les aiment pas — le premier ministre et son principal collègue ont l'impérieux devoir de déclarer que le gouvernement canadien n'accordera aucune attention aux propositions de lord Jellicoe, *ou à tout autre mode de participation du Canada à la défense navale de l'Empire*, tant que les autorités impériales n'auront pas mis à jour un projet de réorganisation politique qui accordera aux "nations-soeurs" une représentation "adéquate", une voix "réelle" dans le gouvernement de l'Empire.

Les gens pressés de construire beaucoup de gros bateaux, qui rapporteront gros d'argent, cherchent à escamoter la muscade à l'aide d'une équivoque. Ils prétendent que lord Jellicoe ne songe nullement à suggérer au gouvernement canadien une "politique permanente". Ce grossier subterfuge est bien dans la tradition de nos petits impérialistes, avides de pécule et trop couards pour démasquer leurs batteries. Leurs maîtres anglais et leurs émules d'Australie ont plus de courage. Il suffit de lire le rapport de lord Jellicoe au gouvernement australien pour constater qu'il s'agit d'un vaste plan d'organisation navale dont l'exécution comporte la participation active et permanente de toutes les *nations-soeurs* à la défense navale de tout l'Empire, contre tout "ennemi possible". Le mode et l'étendue de cette coopération peuvent varier pour chacun des pays associés ; le but est le même pour tous : assurer à l'Empire britannique, sous la suprême et unique direction de l'Amirauté anglaise, une force navale permanente, plus puissante que toute flotte d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, assez puissante même pour faire face à "tout ennemi possible", c'est-à-dire aux flottes combinées de toutes les nations qui pourraient s'aviser de s'entendre pour secouer le joug mondial de l'Angleterre. C'est l'exacte situation entrevue dès 1910 par M. Borden et M. Doherty, mais considérablement aggravée ; et cette situation, selon eux, serait "intolérable" si elle n'était compensée par la représentation "effective" et "réelle" des Dominions dans le gouverne-

<sup>1</sup> Dès l'arrivée de l'amiral, le prestigieux Ballantyne a donné ce mot d'ordre, dans une dépêche "spéciale" à l'officieuse *Gazette*, le 20 novembre 1919.

ment de l'Empire. Le premier ministre et le ministre de la Justice n'ont pas le droit de laisser leur collègue de la Marine nous monter un bateau en camouflant les dreadnoughts de lord Jellicoe. Ils ont le devoir de rappeler aux Anglais comme aux Canadiens que cette entreprise entraîne nécessairement une révolution politique et comporte la représentation des colonies dans le gouvernement de l'Empire<sup>1</sup>.

Cette représentation politique, rêvée par M. Laurier dès 1897, réclamée par M. Borden depuis dix ans, nous ne la désirons pas plus que la participation aux guerres de l'Angleterre. Aujourd'hui comme en 1899, en 1910 et en 1914, nous nous bornons à dire qu'elle est l'inévitable conséquence et l'unique correctif des graves changements opérés ou prémédités, au détriment des Dominions, dans l'ordre des obligations réciproques de l'Angleterre et des colonies autonomes.

### Devoir de combattre l'impérialisme

Si je rappelle ces principes, ces déclarations et ces faits, ce n'est pas dans le but de réveiller les anciens conflits d'opinions et de partis. Dieu sait que nous voudrions les voir terminés à jamais. Il y a tant d'autres et de plus utiles campagnes d'idées à faire et à soutenir ! Mais puisque les chefs de l'impérialisme poursuivent leurs desseins et persistent à vouloir entraîner le Canada dans leurs projets de domination universelle, nous avons le devoir de faire entendre de nouveau le cri d'alarme et de marquer les conséquences ultimes de la révolution qu'ils fomentent.

Cette révolution, nous l'avons dénoncée dès son origine ; nous l'avons combattue sous toutes ses formes, dans toutes ses manifestations et ses conquêtes envahissantes. Nous ne lâcherons pas pied. Nous pouvons modifier l'allure et le ton de nos résistances. Mais nous ne cessons de signaler la nature, l'étendue et la portée du mal. Notre conscience nous le commande, autant que le patriotisme.

Le triomphe de l'impérialisme anglais serait, pour la foi et la civilisation chrétiennes, et pour le repos du monde, un péril aussi redoutable que l'auraient été la victoire de l'impérialisme germanique, la réalisation des rêves du panslavisme moscovite ou la permanence des conquêtes de l'Islam, aussi désastreux que pourrait l'être le triomphe du bolchévisme international ou l'invasion des Jaunes. Les procédés de conquête seraient peut-être différents : les conséquences n'en seraient pas moins pernicieuses pour la conscience de l'humanité, la liberté du

---

<sup>1</sup> Un communiqué officiel d'Ottawa aux journaux du 31 décembre (commenté par M. Bilodeau dans sa chronique d'Ottawa, *Devoir* du même jour) ne laisse aucun doute sur le caractère de la mission de lord Jellicoe. On y voit la trace des divergences d'opinions entre les autorités impériales et coloniales sur le mode de coopération navale ; mais il y est dit en toutes lettres que l'objet commun est de trouver "*le plan le plus efficace de défense navale de l'Empire*" : *the most effective scheme of naval defence of the Empire*. C'est donc d'une organisation permanente et impériale qu'il s'agit.



monde et la vraie civilisation. Ce serait l'abrutissement des peuples par le mercantilisme, le culte de l'or et le matérialisme vécu ; il n'en est pas de plus dégradant.

### Haine et Charité

Qu'on ne prétende pas sottement que ces paroles sont dictées par une haine folle de l'Angleterre et des Anglais. Rien n'est plus faux. Je ne "hais" ni l'Angleterre ni les Anglais, ni aucun pays, ni aucun peuple. "Toute espèce de haine" personnelle ou collective, dirai-je après Louis Veuillot, "me semble totalement ridicule, sauf une, qui est totalement abominable : la haine du bien." Les Anglais, comme les autres hommes et les autres peuples, ont leur part normale de qualités et de défauts. Il n'y a pas plus de raison de les haïr que les Allemands, les Français, les Italiens, les Turcs ou les Chinois. Mais ce qui est vraiment haïssable, comme tout ce qui vient de l'esprit du mal, c'est cette frénésie d'orgueil et de cupidité qu'on a tant reprochée aux Allemands et dont les impérialistes anglais sont pris à un degré pire encore et sous une forme plus menaçante — parce que mieux déguisée — pour le monde entier. C'est, à l'heure actuelle et depuis longtemps, la provocation la plus constante à la paix du monde. C'est, depuis trois siècles, le plus formidable obstacle à la pénétration de la foi chrétienne en pays infidèles.

Des conséquences de cette monstrueuse folie, l'Angleterre et la masse des Anglais ne souffriront pas moins, à la longue, que les Canadiens, les Australiens et tous les autres peuples de l'empire et du monde. Combattre ce mal envahissant, c'est rendre aux Anglais comme à nous-mêmes et à tout le monde un véritable devoir de charité ; c'est, à la lettre, de peuple à peuple, l'accomplissement du précepte divin : *Aime ton prochain comme toi-même pour l'amour de Dieu*. La charité, la vraie charité, comporte la répression du mal autant que l'accomplissement du bien ; elle commande la lutte contre les agents du mal aussi bien que l'appui aux apôtres du bien. Du moins, c'est ce qu'on m'a enseigné au catéchisme. Prétendra-t-on que dénoncer le malfaiteur, frapper l'assassin ou meurtrir le poignet du cambrioleur, c'est manquer de *loyauté* et de charité ?

A un journaliste anglais qui m'interrogeait, pendant la guerre, sur les motifs qui me font désirer la dissolution de l'Empire britannique, je répondais ceci : "Ce n'est pas parce qu'il est anglais, mais parce qu'il "est *impérial*. Tous les empires sont détestables. Ils sont des obstacles "à la liberté humaine, au vrai progrès moral et intellectuel. Ils ne favo-  
"risent que des instincts brutaux et des objectifs matériels. Tout ce  
"qu'il y a de bon dans l'idéal britannique, *et il y en a beaucoup*, serait  
"mieux servi par l'action libre de plusieurs communautés britanniques  
"indépendantes que par l'action commune d'un empire monstrueux,  
"édifié par la force et le vol, et maintenu dans l'unique but de permettre  
"à une race, à une nation de dominer un cinquième du genre humain.



“Les nations britanniques doivent opter entre les idéaux britanniques et la domination britannique. *Je tiens pour les idéaux contre la domination.* J’y gagnerai peut-être d’être pendu, au nom de la liberté britannique ; peu importe...”<sup>1</sup>

Sans doute, cette déclaration est incomplète et comporte des réserves et des développements. Elle suffit à faire justice de l’accusation de “haine” et de “déloyauté”.

## Conclusion

Résumons toute cette étude, qui s’est prolongée bien au delà de mes prévisions.

La mission de lord Jellicoe a pour objet immédiat de lier le Canada et les autres Dominions à un vaste plan de réorganisation et de concentration des forces navales de l’Empire, au profit de l’Angleterre et sous sa direction.

L’objectif réel de ce plan est de fortifier l’hégémonie maritime de l’Angleterre et de mettre le monde entier à la merci de ses flottes, de son commerce et de son or.

L’exécution de ces projets entraîne fatalement une révolution politique de l’Empire. Il en résulterait, pour toutes les colonies autonomes, pour le Canada surtout, de graves dangers, de lourdes charges et un notable amoindrissement de leur autonomie.

Le Canada n’a que faire des prétendus “moyens de défense” qu’on veut lui faire adopter. Toute forme de participation ou de contribution aux préparatifs de guerre de l’Empire entraînerait pour lui d’énormes sacrifices et de nombreux risques ; elle ne lui assurerait aucune protection efficace contre les dangers de sa situation particulière.

Le Canada n’a aucun motif avouable d’aider au maintien de la domination impériale de l’Angleterre et à l’accaparement de toutes les richesses du globe au bénéfice de ses financiers et de ses négociants. Au contraire, la justice et la charité lui commandent, autant que son intérêt bien entendu, de faire obstacle à cette monstrueuse entreprise.

Pour déjouer les desseins de l’impérialisme, il ne suffit pas d’opposer à la tentative de lord Jellicoe de simples objections de faits, basées sur notre état actuel de pénurie : il faut placer et poursuivre la lutte sur le terrain des principes et des faits généraux, dénoncer le programme impérialiste dans son ensemble, en marquer les aboutissements, et s’opposer sans relâche à toutes les entreprises impérialistes.

Si l’on se borne, comme on l’a fait jusqu’ici, à escompter les réactions spasmodiques du sentiment national ou la résistance passive des

---

<sup>1</sup> Lettre du 10 juillet 1916, à M. Arthur Hawkes. Elle parut dans le *Star* (de Toronto) quelques jours plus tard, le 15 probablement. Elle est reproduite en partie dans une brochure intitulée : *Canadian Nationalism and the War* — Montréal, 1961 (épuisée).

intérêts matériels menacés, on pourra retarder l'heure de la catastrophe, on ne l'évitera point. De capitulation en capitulation, de déchéance en déchéance, le Canada s'enfoncera jusqu'au fond de l'abîme où l'orgueil, la cupidité et l'égoïsme, la soif de l'or et la passion des conquêtes, conduisent rapidement l'Empire britannique. Affaibli par les sacrifices sans mesure qu'un faux loyalisme lui a imposés, énervé par les trompeuses maximes de l'impérialisme anglais et les mensonges de l'alliance française, incapable de se relever par le suprême effort d'un patriotisme exclusivement canadien qui n'existera plus, le Canada ne trouvera et ne cherchera d'autre refuge que l'anéantissement dans le grand-tout américain.

Telle paraît bien l'inévitable fin de toutes nos folies. N'importe ; les Canadiens qui ont encore quelque fierté nationale, qui n'ont pas encore renoncé à la volonté d'être Canadiens plutôt qu'Anglais, Français ou Américains, les vrais Canadiens ont l'impérieux devoir de lutter jusqu'à la dernière heure pour sauver l'oeuvre des Pères de la Confédération, des hommes qui avaient rêvé de fonder en Amérique une grande nation canadienne, héritière des meilleures traditions de l'Angleterre et de la France.

# Oeuvres diverses de M. HENRI BOURASSA

## EN FRANÇAIS :

Pour la justice, (1912)	.10
Le <i>Dévoir</i> , son origine, son passé, son avenir, (1915)	.10
La langue française au Canada, (1915)	.15
Le <i>Dévoir</i> et la guerre — Le conflit des races, (1916)	.15
L'intervention américaine, (1917)	.25
La Conscription, (1917)	.10
La Langue gardienne de la foi (1918)	.25
Le Canada apostolique (1919), édition de luxe	.60
Le Canada apostolique (1919), édition demi-luxe	.50
Syndicats nationaux ou internationaux?	.10
La Mission Jellicoe	.10

## EN ANGLAIS :

The Foreign Policy of Great Britain, (1915)	.25
The Duty of Canada at the present hour (1915)	.10
Conscription, (1917)	.10
"Win the war" and lose Canada	.03

*Il reste quelques exemplaires des ouvrages suivants, réservés exclusivement aux bibliothèques de collèges ou autres bibliothèques publiques .*

Les Ecoles du Nord-Ouest (1905)	.10
Le projet de loi navale (1910)	.10
La Conférence impériale et le rôle de M. Laurier, (1911)	.25
Le Canada à Lourdes, (1914)	.25
Que devons-nous à l'Angleterre? (1915)	2.00
Hier, Aujourd'hui, Demain (1916)	.75
Le Pape, arbitre de la paix (1918), Edition de luxe	1.00
Id édition populaire, reliée toile	1.00

*A toute commande par la poste, ajouter 2 sous pour chaque brochure à 10 sous, 3 sous pour chaque brochure à 15 ou 25 sous, 15 sous pour Que devons-nous à l'Angleterre? et 10 sous pour Hier, Aujourd'hui, Demain et Le Pape, arbitre de la paix.*

*Pour faire recommander, ajouter 5 sous.*

*Toute commande doit être adressée à l'administration du Devoir. Les remises par chèques, mandats, etc., doivent être payables au pair à Montréal et porter le timbre de guerre.*

# LA PROPAGANDE IMPÉRIALISTE

## Après la presse, le barreau

La propagande impérialiste bat son plein. Amorcée par la tournée carnavalesque du petit prince de Galles, elle s'est portée tout de suite, avec la mission de l'amiral Jellicoe, vers son objectif immédiat, qui est de lier le Canada et les autres "nations-soeurs" aux prochaines entreprises de guerre de l'Angleterre. Le congrès de la presse n'a eu d'autre objet que de préparer un assaut d'ensemble sur l'opinion de tous les pays d'Empire. Dans quelques jours, le Congrès des Chambres de commerce mettra en branle les forces de la finance, de l'industrie et du négoce. L'an prochain, la Conférence impériale coordonnera les résultats de ces efforts et donnera les directives politiques et militaires, sous la dictée des hommes d'Etat et des hommes de guerre britanniques.

Entre ces grandes manœuvres, les chefs du mouvement ne négligent aucune occasion de s'emparer de toutes les sources d'influence, de diriger dans le sens de leurs ambitions tous les courants d'idées et d'opinions. C'est ainsi qu'ils ont réussi à s'introduire dans la récente réunion de l'Association du barreau canadien pour amorcer au Canada le hardi carambolage que l'Angleterre impérialiste poursuit en ce moment : amener les Etats-Unis à se joindre à l'Empire britannique unifié afin d'assurer l'hégémonie mondiale de l'anglo-saxonisme économique, maritime, militaire, politique et religieux <sup>1</sup>.

Un collaborateur autorisé s'occupera tout prochainement, au profit des lecteurs du *Devoir*, de la besogne d'unification intérieure—et de dénationalisation—entreprise par ces messieurs du Barreau. Aujourd'hui, bornons-nous à signaler la très-intéressante et très-significative manœuvre de haute politique impérialiste dont ils se sont constitués, fort complaisamment, les appariteurs et les complices.

L'amorceur de la pièce a été, comme de juste, le président de l'Association, sir James Aikins. Les gens qui ont bonne mémoire se rappellent peut-être les grotesques effusions de cet éminent basochien, au cours de la guerre. Evidemment soufflé, au double sens du mot, il a entonné le chant de gloire—et de guerre—de la future alliance anglo-saxonne. Il y a mis cette emphase vantarde, cette nuageuse et pompeuse hypocrisie, qui caractérisent tant de pièces d'éloquence (?) anglo-amé-

---

<sup>1</sup> Par "anglo-saxonisme religieux", il faut entendre l'utilisation des forces religieuses au profit de l'Angleterre. De religion positive, les Anglo-Saxons, comme peuple, n'en ont plus, sauf le culte de l'or et de la matière.



ricaine et que l'intraduisible expression anglaise *bombast* peint à merveille. "Nous sommes une nation autonome dans l'Empire britannique." — "Nous sommes d'Amérique, mais nous ne sommes pas Américains." — Alors, quoi? — "Une eordiale amitié existe entre nous et eux (les Américains) depuis plus d'un siècle," — à preuve, les *rectifications* de frontières de 1840 à 1860, les multiples menaces de guerre, de 1860 à 1870, les attaques des Féniciens, l'abandon de nos pêcheries de l'Atlantique pour ealmer nos *chers* voisins, le Traité de Washington, l'interminable imbroglio des pêcheries de la mer de Behring, la dispute de l'Alaska et tant d'autres manifestations de cette chaude amitié.

"Tout de même, il a existé entre nous et eux" — la politesse anglo-saxonne exige évidemment qu'on se nomme toujours le premier — "une barrière impénétrable de souveraineté d'Etat, profonde comme un abîme, haute comme le ciel, invisible, intangible, mais que l'honneur, la foi, le mutuel respect des deux nations regardent comme sainte, par dessus laquelle aucun pied ferré ne peut passer".<sup>1</sup> — J'te crois ! Quel animal ferré, et même ailé, s'aviserait de sauter par-dessus une barrière qui est à la fois un abîme et une montagne ? Pégase lui-même y perdrait les ailes, et la tête, et les pieds. Cette extraordinaire barrière n'empêche tout de même pas les eonstantes allées et venues d'une foule de gens et de choses : hommes d'Etat et d'affaires eanadiens en quête de fonds ou de charbon américains, voyageurs et touristes des deux nations, en peine de froidure ou de ealeur, tonnes de pâte ou de papier canadien absorbées par le minotaure de la presse américaine, masse de journaux et de périodiques américains dont s'alimentent les *fiers* compatriotes de sir James Aikins (sans parler des flots de whiskey et des drogues stupéfiantes qui s'échangent subreptieement entre les deux nations, si vertueusement prohibitionnistes !) Et comme cet échange de bons proeédés — quoique non "ferrés" — opère en raison de la puissance relative de production, de richesse, de pénétration et d'accaparement des deux pays, il s'ensuit que la "nation" eanadienne est déjà aux trois quarts américainisée ; et sir James Aikins, aussi bien que tous ses *savants confrères*, le sait à merveille.

## Les prouesses... futures de sir James Aikins

Mais suivons le président du Barreau eanadien dans ses exercices politico-judio-eerobatiques — besogne peu facile, étant donné la variété et la hardiesse des hyperboles. On va voir qu'à travers, au-dessus et au-dessous de cette barrière

---

<sup>1</sup> Si l'on doute de l'authenticité de cette citation, qu'on en vérifie le texte anglais dans les journaux du 2 septembre.

impénétrable, invisible et intangible, si haute et si creuse, le savant juriseconsulte ménage aux deux nations de précieuses (et coûteuses) rencontres.

“Avec eux (les Américains), nous, les représentants de l’Empire britannique,” — notez bien : pas “nous, *Canadiens*” — “tenons ce continent; et nous le tiendrons contre tous les autres États, pour notre commune civilisation, depuis le Rio Grande jusqu’au Pôle Nord.” — Avis aux Esquimaux et aux Groënlandais. — “Si nous sommes menacés par les forces impénitentes de l’Europe centrale, épaulé à épaulé, nous ferons face à l’Est; *si par les Asiatiques, nous ferons volte-face et nous marcherons vers l’Ouest*; si par n’importe quel ennemi commun, nous nous tiendrons debout, dos à dos, mais jamais face à face dans un combat fratricide (acclamations prolongées).”

Ouf ! Pouff !! Boum ! Boum !! Boum !!! Voyez-vous d’ici se gonfler ces formidables thorax cuirassés d’*oyer and terminer*, se dresser ces têtes léonines, toutes foudroyantes de considérants ? Entendez-vous gronder ces voix habituées à dominer le fracas des exceptions à la forme ? Et quand viendra l’*action*, quand l’Association du barreau *bougera*, sir James Aikins en tête, le bon juge Migneault en flanc, l’aimable juge Surveyer en queue (avec son esprit français, celui-là au moins se paiera avant de partir une pinte de bon sang) voyez-vous fondre, comme le beurre dans la poêle, Teutons et Magyars, Turcs et Bulgares, Russes rouges et Fellahs en révolte ? Et quand la phalange basochienne “aura fait volte-face” et “marchera vers l’Ouest”, entendez-vous gémir les hordes fauchées des jaunes ? C’est alors que sur un monde ravagé mais purifié, assagi, régénéré, régnera à jamais la civilisation anglo-saxonne, profonde comme l’abîme, haute comme les cieux, impénétrable, invisible, intangible, et dûment étançonnée par les précédents, les considérants et les conclusions des doctes membres de l’Association du barreau, revenus à leurs paisibles fonctions de gratte-papier après avoir couvert le monde — par procuration — des prodiges de leurs vertus guerrières.

Mais j’ai tort de plaisanter; j’ai tort, ne serait-ce qu’en raison de cette disposition trop générale des Canadiens français à oublier qu’en pays anglo-saxon le ridicule ne tue pas et qu’à l’abri des attitudes les plus grotesques et du langage le plus absurde se préparent et se consomment souvent les entreprises les plus gigantesques de la politique anglaise.

Reprenons notre sérieux ; interrogeons les autres acteurs de la pièce amorcée à Ottawa; et nous constaterons sans peine que nous sommes en présence d’une intrigue formidable dont les fils tiennent par un bout à Londres, par l’autre aux Indes, en passant par Washington et Tokio — après nous avoir embobinés.

## Discours du Gouverneur

L'invite à la collaboration des Etats-Unis dans le grand oeuvre de la saxonisation du monde n'a pas été lancée, au congrès du barreau, par le seul Aikins. Il n'en a été, je le répète, que l'amorceur. La grandiloquence de ses vaticinations avait évidemment pour objet de fixer l'attention générale et de servir de coup de tam-tam aux déclarations plus autorisées qui ont précédé ou suivi le discours du président.

La première de ces déclarations, c'est celle du gouverneur-général; c'est aussi la plus importante pour nous, Canadiens, puisque Son Excellence parlait à la fois comme chef de notre gouvernement et comme délégué du gouvernement impérial. Ce fut aussi la plus adroite, la plus discrète et la mieux *amenée*.

Après l'éloge obligatoire des institutions britanniques, formulé dans un langage dont la noblesimplieité offre un heureux contraste avec le *bombast* tonitruant de sir James Aikins, Son Excellence poursuit : "Notre devoir actuel est d'aider le monde à rétablir la paix, le bonheur et la sécurité. Cette tâche, nous l'assumons volontiers." — "Nous", on va le voir, veut dire, pour le duc de Devonshire comme pour sir James Aikins, les Britanniques de l'Empire, et non les Canadiens. — "L'Empire britannique est plus puissant (*stronger*) que jamais." — Il y aurait peut-être lieu de demander à Son Excellence ce qu'elle entend par *puissant*. Si le duc veut parler de territoires et de richesses, c'est certain. L'Angleterre, grâce à son désintéressement, sort de la guerre avec plus de butin — terres conquises, protectorats, sphères d'influences, ports de mer, puits de pétrole, marchés nouveaux — que tous ses alliés ensemble; sans compter la réalisation complète de son véritable objectif de guerre : la ruine de la flotte allemande et la suppression de la concurrence économique des industries, du commerce et de la finance de l'Europe centrale. Mais s'il s'agit de puissance réelle, de cette force supérieure qui résulte de l'unité morale d'un peuple et du respect qu'il inspire aux autres nations, c'est une autre affaire. La puissance anglaise est, au contraire, singulièrement menacée, à l'intérieur plus encore qu'à l'extérieur. Du reste, il ne faudrait pas croire que le danger échappe à l'attention des hommes d'Etat anglais dont le Duc de Devonshire est à la fois l'interprète et le mandataire. Sous l'apparente confiance des formules d'espoir, on sent percer l'inquiétude. L'invite aux Etats-Unis n'a pas d'autre motif. Nous nous en convaincront davantage par la suite de cette étude. Mais écoutons notre vice-roi :

"Il nous appartient (les Britanniques), *de concert avec la grande nation voisine du Canada (in company with the great nation to the south of Canada)* de poursuivre cette oeuvre (de



restauration mondiale) et de fortifier les liens qui nous ont unis pendant la guerre et que nous nous rappelons tous avec tant de satisfaction.”

La formule, plus discrète et de meilleur ton, s'inspire de la même pensée que la harangue théâtrale de M. Aikins.

## Habile tangente de M. Taft

Voyons maintenant comment les Américains, par la bouche très autorisée de M. Taft, ont mordu à l'amorce. Il ne faut pas entendre ici une autorité officielle ni même officieuse. L'ancien président de la République est, aujourd'hui, en dehors de toute situation politique. Séparé de M. Wilson et de toutes les factions démocratiques par l'ensemble de sa carrière et de ses principes, il est aussi éloigné des deux groupes principaux de son propre parti. Il n'a probablement pas plus de chances que M. Bryan de parvenir à un poste de premier plan. Mais, comme son ancien antagoniste, il conserve une situation importante dans la vie nationale de son pays; il exerce une influence, difficile à mesurer, mais réelle; et cette influence s'exerce précisément dans les milieux où la politique anglophile trouve ses principaux points d'appui et ses plus efficaces moyens de propagande : le monde légal et la haute finance.

M. Taft, sans avoir l'air d'y toucher, a poursuivi l'intrigue et noué la trame de la façon la plus adroite qu'il fût possible d'imaginer, la plus plausible aussi et la plus efficace. Sans franchir les limites que lui traçait sa situation d'invité d'une simple association de légistes — c'était déjà une jolie leçon de tact à ses hôtes et à leurs autres invités, — sans même répondre à la *colletée* de M. Aikins ni à l'invite plus discrète mais non moins transparente du Duc de Devonshire, il a clairement indiqué les conditions auxquelles les Etats-Unis accorderaient leur concours à l'oeuvre *philanthropique* (!) entreprise par l'Angleterre : la réfection du monde... au profit des Anglais. Il a glissé le poulet au milieu d'une dissertation, très bien faite, sur la fameuse Ligue des Nations.

La Ligue, a-t-il déclaré, en se résumant, est “un contrat d'association (*partnership agreement*) composé de deux catégories de stipulations.” Les unes sont *restrictives* (*self-restraining*); elles définissent les actes, les attitudes, les provocations directes ou indirectes, dont les parties contractantes promettent de s'abstenir afin d'éviter les causes de conflit. Les autres sont *prescriptives* : elles déterminent les cas où l'action concertée des nations, membres de la Ligue, devra s'exercer contre les délinquants et leur imposer le respect de leurs propres engagements ou la soumission aux décrets de la Ligue.



En terminant, il s'est élevé avec chaleur contre les adversaires du Traité, aux Etats-Unis — presque tous membres de son propre parti. Rompant avec la calme allure de sa thèse juridique, il a brandi contre eux les armes du sarcasme et de l'indignation; il les a accusés de vouloir réduire la république américaine au rang de "limbe pour enfants morts-nés et adultes irresponsables." Le compte rendu note que sa péroraison a été "bruyamment applaudie" (*greeted with loud cheers*). Décidément, ces magistrats et ces avocats, vieux et jeunes, sont pétulants et même étourdis. Au lieu de s'esclaffer sur une tirade d'un goût douteux, qui n'avancera en rien les affaires de la Ligue aux Etats-Unis ou ailleurs, ils auraient mieux fait de garder leur sang-froid et de rattraper leur esprit juridique — *their judicial mind*, comme ils disent volontiers pour épater les badauds — afin de méditer sur une ou deux phrases topiques, qui marquent à merveille comment les partisans les plus ardents de la Ligue, aux Etats-Unis, entendent que leur pays devra exercer sa part de responsabilité, s'il entre dans cette galère.

Après avoir défini la partie *prescriptive* ou *punitive* du traité, M. Taft ajoute : "Ceci est laissé à la conscience et à la bonne foi des membres de la Ligue. La force de la Ligue des Nations doit, pour être efficace, *dépendre de l'esprit de coopération* qui en assurera le fonctionnement." — Autrement dit, si tout le monde ne marche pas, personne ne marchera. — Puis, après avoir démontré ou tenté de démontrer que l'adhésion des Etats-Unis à la Ligue n'entraînerait aucune atteinte à leur souveraineté nationale, il ajoute : "L'élément (essentiel) de la souveraineté, c'est le pouvoir de *rompre* un traité aussi bien que de le conclure. . . . Il n'y a rien dans les engagements stipulés par les conventions de la Ligue qui entame le *pouvoir discrétionnaire du Congrès de déclarer la guerre ou le boycott universel*." En d'autres termes, même s'ils adhèrent à la Ligue, les Etats-Unis se réservent le droit de . . . s'en moquer. *Et nunc erudimini, gentes*. . . . et vous aussi, messieurs les juges et avocats.

Si telle est la pensée du plus conservateur des Américains, homme d'Etat et juriste de haute envergure, partisan déclaré de la Ligue et, généralement, de l'entrée des Etats-Unis dans le concert des nations, que faut-il attendre des *jingos*, des *fire-eaters*, des *shirt-sleeve diplomats*, ou encore des tenants de la pure doctrine de Monroe ?

## Ce que M. Taft a voulu dire

Mais, dira-t-on, en quoi la dissertation juridique de M. Taft, et même ses apartés sur la situation politique, répondent-ils aux avances formulées par le gouverneur-général, par le président du Barreau et — nous le verrons plus loin — par l'am-

bassadeur d'Angleterre à Washington ? A qui s'est donné la peine de suivre d'un peu près les tortueuses évolutions de la fameuse Ligue, depuis sa naissance, la réponse est facile. La Ligue est apparemment d'invention américaine; mais les Anglais ont été les seuls à comprendre tout le parti qu'ils en pouvaient tirer. L'histoire révélerait, plus tard, qu'elle a été inventée à Londres et brevetée à Washington, afin d'en mieux déguiser l'origine, qu'il n'en faudrait pas être autrement surpris. Ce serait la répétition de l'histoire de la doctrine dite "de Monroe", couvée à Londres, sous l'aile de Georges Canning, et si péniblement imposée à son père putatif par Addington, ambassadeur d'Angleterre à Washington.

Pendant que les sénateurs américains, pour des motifs fort plausibles, du reste, faisaient échec au projet si cher au *professeur* Wilson; pendant que Clemeneau, toujours serviable à l'Angleterre, déléguait au Conseil de la Ligue ce vieux pompier de Bourgeois et quelques personnages incolores, le gouvernement britannique s'emparait de tous les postes efficaces et y plaçait des fonctionnaires fidèles et attentifs, tout prêts à commander la manoeuvre le jour où le bateau prendra la mer. N'allons pas croire que le diseredit dont la Ligue souffre en Europe, ni même l'échec qu'elle a subi à Washington, désolent beaucoup les Anglais. Au contraire, ce mépris leur permet de s'en emparer sans trop éveiller les méfiances; ces retards leur donnent le temps de la façonner à leur guise.

Qu'on note bien ceci : *la Ligue des Nations sera une machine anglaise, ou elle ne sera pas.*

D'autre part, les Anglais sont assez clairvoyants pour comprendre qu'ils ne peuvent, à eux seuls, constituer toute la Ligue ni toujours en tirer tous les profits. Ils sont assez beaux joueurs pour savoir partager... ce qu'ils ne peuvent garder. Ils comprennent que, dans la Ligue ou en dehors, il leur faut au moins un associé et quelques comparses. Cet associé, il est tout désigné : les Etats-Unis. C'est celle des grandes nations qui a le moins d'intérêt à gêner l'Angleterre dans la consolidation de son Empire, ancien et nouveau; c'est aussi celle dont la communauté d'origine, d'habitudes et de tendances, à maints égards, s'accommoderait le mieux des illogismes de situations et de solutions, des hypocrisies d'attitude et de langage, qui s'imposeront à la nouvelle Société des Nations, si le monde doit être rénové de façon à abattre toutes les tyrannies, sauf celle de l'Angleterre, à rompre toutes les dominations, au profit de la finance anglo-saxonne.

La réponse de M. Taft est à la fois précieuse et inquiétante pour l'Angleterre, parce qu'elle indique que si les Etats-Unis sont disposés à entrer dans le complot, ils n'entendent pas se lier les mains, soit dans la Ligue, soit en dehors de la Ligue. Tout dépendra des objectifs immédiats de l'entente anglo-

américaine. Ces objectifs, nous les retrouverons plus loin. Finissons-en avec la pièce jouée sur la modeste scène préparée, fort à l'aveugle peut-être, par ces bons messieurs du barreau.

Il importait de ne pas laisser le petit auditoire d'Ottawa, encore moins le grand public averti par le gramophone aux cent cornets de la presse quotidienne, sous l'impression déprimante de la thèse un peu abstruse de M. Taft. Sa réponse aux invites britanniques était trop *guarded* pour ne pas échapper à l'attention du plus grand nombre, même parmi les savants juriconsultes qui l'ont reçue, cette réponse, de première main. La plupart de ces messieurs, ne l'oublions pas, sont beaucoup plus forts — ou, comme dirait leur illustre président, mieux *ferrés* — sur la procédure et les précédents qu'en dialectique, en philosophie, en histoire, ou même en droit international. De la grande politique souterraine qui mène le monde, la plupart ignorent à peu près tout. Il était donc fort important de ne pas les laisser se disperser, à peu près convaincus que les Américains ne répondent pas ou ne répondent qu'à moitié aux invites si pressantes de leurs frères d'armes, les Britanniques des cinq continents.

## Sir Auckland Geddes et son “pont d'or”... qui marche

L'homme tout désigné pour remettre les choses à point et donner le coup de pouce, voire le coup de poing final, c'était sir Auckland Geddes, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Washington. Mandataire autorisé de l'Angleterre, il l'est de par ses fonctions officielles; interprète de l'impérialisme britannique le plus exalté, il l'est par tempérament, par sa brève carrière politique et probablement par conviction. Au nom du Canada il peut réclamer le droit de parler, un peu par sa naissance, beaucoup par l'abdication générale que les Canadiens ont faite de leur autonomie entre les mains des politiciens impériaux, depuis 1914 et même auparavant; il le peut davantage, depuis la création de ce poste hybride de représentant du Canada à Washington, comme sous-ordre de l'ambassadeur britannique. Lorsqu'il s'adresse aux Canadiens, il a même quelque titre à parler au nom du gouvernement américain, puisque une tradition déjà séculaire démontre que la principale fonction de l'ambassadeur d'Angleterre à Washington, en ce qui concerne le Canada, consiste à sacrifier les intérêts canadiens aux appétits américains. Nul donc n'était mieux *qualifié* pour indiquer à larges traits le rôle que doivent jouer, dans la réfection du monde, les nations anglophones et la fonction particulière du Canada dans ce grand oeuvre.

Après une longue et intéressante peinture de la situation sociale et économique du Royaume-Uni — peinture chargée à



dessein, on peut le soupçonner, en vue des prochains assauts sur le budget des richissimes “nations-soeurs” — le diplomate impérial aborde la question du jour, la pacification de l'Europe et du monde.

“Les nations de l'Europe, dit-il, doivent déclarer la paix des Européens. Pour que la paix dure, il doit se développer une sympathie intime, une responsabilité (commune ou réciproque) et *une entente entre les nations britanniques et les Etats-Unis*. Sur le fondement de cette amitié, la paix de l'Europe peut être établie. Je doute que d'ici de longues années elle puisse exister autrement.”

Voilà au moins qui est clair : la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, aussi bien que l'Allemagne, la Russie, la Pologne, les races balkaniques et les multiples nations faites ou refaites à même les débris des empires moscovite, allemand, autrichien, turc, sont dûment averties qu'elles n'auront la paix — elles ne pourront même “vaquer à leurs affaires internes” avait dit précédemment le diplomate anglais — qu'à la condition d'accepter la paternelle autorité de l'Empire britannique et des Etats-Unis. Il serait intéressant d'entendre les collègues de sir Auckland Geddes à Paris et à Rome, et son chef hiérarchique, M. Balfour, ministre des Affaires étrangères à Londres, faire écho à ce projet qui équivaut à mettre l'Europe entière sous la tutelle des deux grandes puissances anglo-saxonnes.

Dans cette grosse besogne, *salutaire* pour les pupilles et fort profitable pour les tutrices, quelle sera notre part à nous, Canadiens, “nation autonome dans l'Empire”? Oh, c'est bien simple : mettre d'accord les deux associés. Tiens ! tiens ! il y a donc quelque chose qui cloche ? Ecoutons la voix charmeuse de “notre” serviteur (c'est ce que M. Geddes s'est humblement proclamé à Toronto) :

“Le Canada, par sa situation, ses intérêts, sa connaissance (de quoi ?) et son expérience, est ainsi placé qu'il peut construire un *pont d'or* de sympathie entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. [Ce pont] doit franchir les ravins de l'ignorance et l'abîme des fausses représentations par lequel quelques-uns ont tenté de créer la mésentente.” — Qui sont ces “quelques-uns”? Ne seraient-ce pas sir Robert Borden, M. Meighen, lord Atholstan et tout le sanhédrin impérialiste qui a mené la campagne de 1911 contre le traité de réciprocité : *No truck and trade with the Yankees* ! ? Le pontife ne s'est pas expliqué et les disciples n'ont pas soufflé mot. Mais revenons au pont d'Avignon... non, au pont d'or. — “S'il a du succès, ce *pont* sera le premier *pas* (sic) dans la route vers le monde de nos rêves, un monde de paix et de justice. ... Les responsabilités et les chances du Canada sont énormes et glorieuses. Vous (les Canadiens) allez vous charger de bâtir ce pont que nous (qui ça, nous ? les Anglais ? les Américains ? tout le mon-



de?) devons franchir pour arriver à la sécurité et à la prospérité à venir.”

Il paraît clair qu'en fait de métaphores hardies et changeantes, le sire Geddes peut rendre des points au sire Aikins. Mais ne cédon point à la tentation de rire des ineffables coq-à-l'âne de ces coryphées de la haute culture saxonne. Ne nous arrêtons pas à démêler comment le devin Geddes, avec son pont qui marche dans le chemin du rêve, au dessus des fossés et des abîmes, va se mettre d'équerre avec le barde Aikins et sa barrière infranchissable, invisible et intangible, inaccessible à tout pied "ferré." Résistons même au désir plus impérieux de stigmatiser l'effroyable hypocrisie de cette évocation d'un "rêve de paix et de justice" réalisé par l'hégémonie anglaise, à l'heure où l'Irlande subit son martyr, où l'Inde et l'Egypte se soulèvent, pantelantes, sous le talon britannique; à l'heure où l'Asie mineure, la Syrie, l'Arabie, la Mésopotamie et la moitié de l'Europe se débattent dans l'anarchie, grâce à la cupidité anglaise et à la duplicité anglaise; à l'heure où la France, après s'être follement épuisée pour débarrasser l'Angleterre de la concurrence allemande, voit la même Angleterre lui jeter les Grecs et les Arabes dans les jambes en Asie, soutenir en sous-main les Bolcheviks contre la Pologne son alliée, et même préparer à la barbe des Français son prochain rapprochement avec l'Allemagne !....

## Ce qu'on veut de nous

Restons calmes... mais ouvrons les yeux et les oreilles; et tâchons au moins de comprendre ce qu'on nous prépare, à nous. De toutes ces phrases ampoulées, de toutes ces grotesques figures de mauvaise rhétorique, retenons le pont d'or... fixe ou mobile. Ce que cela veut dire, c'est que, pour assurer le bonheur du monde (par la domination anglo-saxonne), le Canada doit se préparer à faire tous les sacrifices nécessaires, d'hommes et d'argent, afin de permettre à l'Angleterre et aux Etats-Unis de s'embrasser... et de mettre le reste du monde dans leurs poches. Par où l'on voit que le sire Geddes et le sire Aikins, pour *jurantes* et cacophoniques que soient leurs métaphores, sont parfaitement d'accord sur l'objet *pratique* à atteindre. Mais laissons là le basochien et suivons la piste du diplomate.

Ce programme d'entente anglo-américaine, sir Auckland Geddes l'avait tracé avec plus d'ampleur encore à Toronto, dans un discours prononcé à l'ouverture de l'Exposition, le 28 août. Avec un lyrisme dont le discours d'Ottawa n'offre plus que de maigres déchets, il avait glorifié le rôle du Canada dans ce rapprochement des deux grandes nations anglo-saxonnes. Toute la pièce vaudrait d'être analysée; mais il est temps de remonter à la source commune de ces effusions.

Comme bien l'on pense, cette poussée d'éloquence en terre canadienne se rattache à une grosse manoeuvre diplomatique. Tout verbeux qu'il est, sir Auckland Geddes ne s'est pas fendu de ces deux pièces oratoires sans avoir pris langue à Londres. Sir James Aikins lui-même n'a pas prophétisé sans une inspiration de l'Esprit... impérial. Si l'on veut trouver le bout de la ficelle — pourquoi nous priver de comparaisons variées, à notre tour ? — on n'a qu'à relire une dépêche "spéciale" de Washington à la *Gazette* (numéro du 4 septembre). On y verra que "les relations entre le Japon et les Etats-Unis ont pris une nouvelle importance;" que les négociations relatives au renouvellement du traité anglo-japonais se poursuivent maintenant à Washington; qu'une entente entre ces trois puissances "*concerning their interlocking interests...*" auront un effet marqué sur la paix internationale." Contrairement à ce qu'on croyait généralement, ajoute la dépêche, ce n'est pas la question d'émigration des jaunes en pays américain (et anglais ?) qui appelle l'attention des négociateurs, mais bien le partage des nouvelles sphères d'influence en Chine et en Sibérie.

Tout cela est fort plausible. A la faveur de l'entretuerie des nations d'Europe, les Etats-Unis ont obtenu, en Asie, d'énormes avantages économiques qu'ils veulent faire fructifier. D'autre part le Japon a pris pied en Corée, en Mandchourie, en Chine; il n'entend pas se laisser évincer ni abdiquer son ambition de jouer en Extrême-Orient le rôle d'arbitre — et d'exploiteur — que l'Angleterre a joué avec tant d'avantages, depuis un siècle, en Europe, en Asie, en Afrique, partout.

Par une singulière coïncidence, le même numéro de la *Gazette* qui contenait cette dépêche révélatrice de Washington, en publiait une autre, arrivée par courrier, de Sibérie et datée du 15 juillet. On y voit que le Japon a refusé de reconnaître la juridiction de la nouvelle république sibérienne à l'Est du lac Baïkal. C'est dire que le Japon entend rester maître d'un bon tiers de l'ancienne Sibérie russe.

## Angleterre, Etats-Unis, Japon

Au moment de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre européenne, j'ai exprimé l'opinion qu'au sortir de la mêlée, l'Angleterre aurait à "choisir entre son alliance avec le Japon et son entente avec les Etats-Unis. "Ce sera," ajoutais-je, "l'une des plus fortes parties que la diplomatie anglaise ait eu à jouer." <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> *L'intervention américaine* — mai, 1917.

En ce temps-là, il me paraissait clair que, forcée d'opter, l'Angleterre lâcherait le Japon, même au risque d'une guerre, si cette dure condition était nécessaire pour s'assurer l'appui des Etats-Unis. Je le crois encore. Mais à l'heure actuelle, elle cherche mieux — et plus difficile — que cela.

L'Angleterre s'efforce de renouveler son alliance avec le Japon tout en resserrant son entente avec les Etats-Unis. Elle n'essaie pas de faire entrer les deux pays dans une ferme alliance tripartite : le voulût-elle, elle n'y parviendrait pas. Mais même si cette alliance était réalisable, elle n'en voudrait pas, pour l'excellente raison que les deux autres alliés pourraient fort bien se passer d'elle et même se tourner contre elle. Ce qu'il lui faut, c'est éliminer les causes trop irritantes de conflit immédiat entre les deux rivaux et les rapprocher suffisamment pour qu'ils lui viennent en aide, chacun dans sa sphère, aussi longtemps qu'elle aura besoin d'eux.

C'est une partie presque désespérée, que nulle autre nation n'oserait entreprendre. Et pourtant, il faut que l'Angleterre la joue et qu'elle la gagne, si possible.

Elle a absolument besoin de se concilier le gouvernement américain pour consommer en paix le lent assassinat de sa séculaire victime, l'Irlande. La seule question irlandaise oblige l'Angleterre à acheter, *à n'importe quel prix*, le bon vouloir, la complicité ou le silence des chefs de la nation américaine.

Ce n'est pas tout. L'Angleterre a besoin, à un degré moindre mais encore important, de l'appui des Etats-Unis pour tenir tête à la France et à l'Italie en Asie Mineure et pour démêler, si possible, l'imbroglio russo-polonais qui menace, par répercussion, son emprise sur la Perse, sur le Turkestan et, par le nord, sur l'Inde. Enfin, si le Japon se tourne contre elle, elle a absolument besoin des Etats-Unis pour garder son empire des Indes.

Or, si elle ne met pas les Japonais et les Américains d'accord, elle ne peut s'assurer l'appui des Etats-Unis, en Asie surtout, qu'au risque probable, sinon certain, d'une guerre avec le Japon, compliquée d'une révolte aux Indes.

D'autre part, il lui faut non moins absolument garder le bon vouloir du Japon pour enrayer la propagande bolchéviste en Asie et surtout pour faire exclure l'Inde de la sphère asiatique où le Japon entend exercer son action *libératrice*. L'empire du Soleil levant a proclamé, à son profit, une nouvelle doctrine de Monroe : l'*Asie aux Asiatiques*. L'Angleterre veut répéter le jeu d'il y a un siècle, et faire excepter l'Inde du protectorat japonais, comme elle a réussi à soustraire le Canada et ses autres possessions d'Amérique à l'application de la politique qu'elle fit si habilement proclamer par le président Monroe et ses successeurs contre l'Espagne, le Portugal et la France.



Si l'Inde était paisible, résignée à son sort, comme nous le fûmes, l'opération serait relativement facile. Mais que l'Inde se soulève, comme tout le fait prévoir, l'Angleterre obtiendra difficilement que le Japon l'aide à réprimer la révolte. Si la résistance se prolonge, elle aura peine à empêcher les Japonais de suivre l'exemple des Américains à Cuba — exemple fortement encouragé par l'Angleterre, on s'en souvient.

Il faut donc, pour gagner la partie, se préparer à foudroyer toute tentative de soulèvement aux Indes avec une rapidité et un succès tels que le Japon n'ait pas le temps de prendre parti, et avec un tel déploiement de forces navales que les Japonais ne soient pas tentés d'intervenir par la suite.

Par où l'on voit que la mission Jellicoe et la nouvelle poussée de *navalisme* se rattachent directement à l'intrigue diplomatique, nouée à Washington et à Tokio, dont les figurants de la saynète d'Ottawa viennent de nous jouer un tout petit acte.

## La prochaine "croisade" impériale

Qu'on ne s'y trompe pas : la prochaine expédition impériale, c'est aux Indes qu'elle se fera ; et si nous sommes assez idiots que de nous y prêter, elle se fera assez imposante, non seulement pour noyer la révolte indienne dans le sang, mais pour rétablir le prestige de l'Angleterre dans toute l'Asie. Et il y a des chances qu'elle se fasse, en même temps, contre le Turkestan, l'Afghanistan, la Perse et la Russie rouge ; ou, si l'Angleterre manque son coup avec le Japon, mais réussit à s'entendre, d'un côté, avec les Etats-Unis, et de l'autre avec les soviets d'Europe et d'Asie, — elle y travaille en sous-main tout en poussant ses pointes en sens contraire — la prochaine guerre impériale se fera à la fois contre l'Inde et le Japon. Ce sera bien, celle-là, la croisade anglo-saxonne. C'est la plus probable, ou du moins, la plus désirée par les impérialistes anglais. C'est celle que les souffleurs de l'ineffable Aikins lui ont fait annoncer à son de trompe : "Ensemble, *nous marcherons vers l'Ouest !*"

De toutes façons, les "nations-soeurs," si elles persistent à vouloir faire partie du *greater empire than has been*, peuvent se préparer à se saigner à blanc — et le Canada plus que les autres. Car pour jouer toutes ces parties diplomatiques, et gagner les guerres qui en résulteront, l'Angleterre, gênée par l'opposition croissante de ses masses socialistes et prolétaires, devra tirer de ses colonies tout ce qu'elle pourra leur arracher de vaisseaux, de marins, de soldats, de munitions et d'argent. Pour s'attacher les Etats-Unis, elle n'hésitera nullement à livrer le Canada tout rond, ou par morceaux, à la finance américaine, après l'avoir, comme de juste, impérialement tondu.

C'est alors que la comparaison burlesque de sir Auckland Geddes deviendra réelle : après avoir cimenté l'alliance, le pont d'or marchera... du côté du sud.



## “Rêve” et réalité

Si maintenant l'on me demande si je ne “rêve” pas, à mon tour; s'il est possible de croire qu'une si grosse partie puisse s'amorcer dans une simple parlote d'avocats, au fond de la petite capitale de l'un des pays mineurs du globe, la réponse est encore facile.

C'est l'une de nos erreurs habituelles — celle-là nous a pourtant coûté assez cher ! — et c'est l'erreur commune à la plupart des peuples contemporains de ne rien comprendre aux agissements et aux procédés de la politique anglaise, la plus puissante, la plus retorse, la plus suivie, la plus efficace au monde depuis les jours de la puissance romaine.

D'abord, c'est bien dans les habitudes des hommes d'Etat anglais de dévoiler de la façon la plus imprévue et la moins régulière, ce qu'ils veulent faire connaître de leurs desseins. Quelques-unes des manoeuvres les plus compliquées et les plus formidables de la politique anglaise, de celles qui ont remué le monde, ont été lancées dans quelque réunion de village ou après un lunch à la Mansion House.

Et puis, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que la petite comédie d'Ottawa n'est qu'un incident de l'immense campagne amorcée dans tous les pays d'empire et dans tous les pays étrangers où il paraît nécessaire de la poursuivre.

Après avoir fait danser nos fillettes et grisé de vanité nos parvenus et nos jobards, le petit prince est allé poursuivre ses *ravages* en Australie, en Nouvelle-Zélande, partout où il peut mettre le pied, et la main, sans trop de danger. Jellicoe l'a également suivi ou précédé dans toutes les colonies d'où il est possible de tirer de la mouture de guerre. Et eroit-on que, dans chacun de ces pays, il ne se trouve pas des sur-Aikins pour attacher les grelots, des sous-Geddes pour les agiter, et des associations de badauds enrubannés, bicornés et triornés pour applaudir à tout rompre et endoctriner de plus badauds qu'eux-mêmes ?

Si l'on admet que pour jouer avec avantage ses parties diplomatiques, pour gagner ses batailles (et celles des autres) et pour étouffer ses victimes, l'Angleterre impériale a besoin du concours de toutes ses possessions prétendument “autonomes,” l'on admettra qu'elle ne saurait mieux s'y prendre pour s'assurer ce concours.

Le secret de la politique anglaise, c'est de ne rien négliger pour arriver à ses fins. Elle achète tout ce qui est à vendre, elle flatte toutes les vanités, elle bourre tous les estomacs, elle utilise toutes les forces, elle écrase toutes les molles résistances; elle ne dédaigne que les inerties et ne cède que devant les oppositions irréductibles.

Niera-t-on qu'en s'assurant le concours de la finance, de la presse et du barreau, les impérialistes anglais ne domineraient pas, chez nous, les trois principaux facteurs de l'action politique? Aux Etats-Unis même, par ses influences sur une simple fraction de ces trois forces sociales, l'Angleterre est venue à bout d'orienter la politique américaine dans le sens de ses intérêts, contre le gré de l'immense majorité du peuple américain. Et l'on croit qu'elle négligerait les mêmes méthodes dans notre malheureux pays, aveuli par des siècles de colonialisme, saigné à blanc par la guerre, pourri de dettes... et de puérile vanité ?

## Rompons la chaîne

Et pourtant les résistances se dessinent. C'est même pour les encourager qu'il m'a paru utile de faire l'analyse assez minutieuse de cette nouvelle manifestation, insignifiante en elle-même, des monstrueux desseins de l'impérialisme britannique.

D'un côté, il est nécessaire de toujours signaler le but poursuivi, les catastrophes qui nous guettent, la multiplicité des forces d'attraction qui nous y mènent. De l'autre, il est bon de rechercher, dans le mode même d'opération, le moyen d'y faire obstacle. C'est précisément dans l'utilisation du détail qu'on y parviendra. Nous ne pouvons rien faire pour contre-carrer les intrigues impérialistes à Washington ou à Tokio, non plus que pour combattre la domination anglaise en Irlande, aux Indes, en Egypte, à Malte ou ailleurs. Mais nous pouvons beaucoup pour faire rater le coup ici. Occupons-nous à rompre le chaînon qu'on s'apprête à nous faire river, ici, à nos dépens, avec notre fer, sur notre enclume, avec notre marteau. Soyons certains qu'ailleurs, d'autres hommes libres, libres de coeur, libres d'esprit, libres de conscience, travaillent également à cette oeuvre d'affranchissement du monde. Quand la chaîne sera rompue à dix ou vingt places, il deviendra difficile d'encercler le monde.

Et alors, nous pourrions dire : vive la vieille Angleterre ! Car vraiment, quand ils veulent se contenter de ce qui leur appartient, ils ont d'excellentes qualités, ces Anglais.

Mais, grand Dieu ! qu'il y a longtemps qu'ils ont désappris la science de distinguer le tien du mien !

# L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

---

## Ses desseins, ses progrès

Les pages qui forment le premier chapitre de cette brochure ont paru en cinq articles dans le *Devoir* du 7 au 11 septembre. Ecrites d'un seul jet, elles ne constituent pas, tant s'en faut, une analyse approfondie de la grosse partie diplomatique engagée par l'Angleterre à Washington et à Tokio, concurremment avec la propagande intense poursuivie dans tous les pays britanniques afin d'amener le Canada et les autres colonies "autonomes" à prendre de nouvelles charges impériales, à se forger de plus lourdes chaînes. En écrivant ces lignes à la hâte, — entre deux épuisantes conférences sur les oeuvres de presse catholiques et nationales, si mal comprises et si peu soutenues par ceux là mêmes dont elles défendent les intérêts vitaux, — je n'ai eu d'autre but que de lancer un cri d'éveil et d'alarme. J'ai voulu signaler un nouvel écueil dans la voie périlleuse où le Canada se laisse entraîner depuis vingt ans, à la suite de l'Angleterre. J'ai voulu marquer une fois de plus avec quelle tranquille audace l'impérialisme britannique tente d'accaparer et d'utiliser toutes les forces internes ou externes qui peuvent favoriser ses desseins, avec quelle inlassable persévérance il plie ou rompt les énergies qui s'opposent à son insatiable avidité, avec quelle infernale habileté il corrompt ou endort les clairvoyances qui pourraient démasquer son jeu, avec quelle maîtrise il étouffe les voix qui pourraient stigmatiser son hypocrisie.

Cette étude aurait pu être beaucoup plus développée. Sans même sortir du champ embroussaillé des nouvelles quotidiennes et publiques où la vérité perce à travers le mensonge, comme le bon grain dans l'ivraie, il m'eût été facile de multiplier les preuves de la monstrueuse conspiration nouée dans le but d'entraîner les Etats-Unis dans l'orbite de l'impérialisme britannique — conspiration où notre malheureux pays est appelé à jouer le rôle d'otage, en attendant le jour prochain, si une forte réaction nationale n'y met obstacle, où le Canada ne sera plus que l'escompte payé par l'Angleterre impérialiste à la finance américaine, en compensation de l'appui accordé par les Etats-Unis aux entreprises anglaises : assassinat de l'Irlande, écrasement de l'Inde et de l'Egypte nationaliste, isolement de la France — sans parler des multiples opérations de moindre envergure mais d'une égale immoralité.

De ces preuves additionnelles, je me borne à signaler une, inédite, qui m'a été fournie par l'un de nos amis, de retour d'Angleterre où il a passé une partie de l'été. Je le rencontrai précisément le soir où paraissait le quatrième de ces articles,



celui où j'avais entrepris de clarifier les métaphores de sir Auckland Geddes.<sup>1</sup> "Savez-vous, me dit-il, que Geddes, avec son *pont d'or*, n'a fait que répéter le discours de l'ambassadeur des États-Unis à Londres, au banquet du *Dominion Day* ? J'y étais. Je l'ai entendu de mes oreilles faire la même thèse sur la nécessité d'un accord entre la Grande-Bretagne et les États-Unis et sur le rôle particulier que le Canada doit jouer pour rendre cet accord possible."

On peut être sûr que lorsque le représentant des États-Unis à Londres et l'ambassadeur anglais à Washington chantent la même chanson, à deux mois d'intervalle, c'est que les violons sont d'accord, et depuis longtemps, dans les salles capitonnées et calfeutrées où ces sortes de concert se préparent. Si les diplomates sont autorisés, pour ne pas dire *instructed*—et qui en douterait ? — à laisser pressentir l'arrangement, avec une telle transparence, c'est qu'il est d'ores et déjà bâclé entre les meneurs de la diplomatie secrète et leurs maîtres, les chefs de la haute finance. Tout ce qui reste à faire c'est de préparer l'opinion publique, ou plutôt de l'endormir, tout en fournissant aux journalistes et aux politiciens, sous-ordres des diplomates et des financiers, l'occasion de dire que l'opinion publique accepte l'accord et que le peuple est prêt à supporter les charges qui en résulteront. De là ces apartés, ces à-côtés, ces insinuations subreptices, ces demi-révélations, dans les milieux les plus divers : banquets, réunions professionnelles, congrès du travail, du commerce ou de la presse. Aucun de ces corps n'a le droit de parler avec autorité au nom de la nation ; mais ils exercent une influence énorme sur la politique, ils se recrutent en partie parmi les politiciens, ou mieux encore parmi les bâilleurs de fonds qui commanditent la politique et les politiciens : leur adhésion aux plans impérialistes suffira à imposer le silence à la plupart des parlementaires qui pourraient être tentés de s'opposer à la consommation du marché ou simplement d'en réclamer la discussion préalable au parlement. L'envoûtement de la plupart des journaux maintiendra l'opinion publique dans une douce somnolence jusqu'au jour de l'exécution, alors qu'un parlement veule ou corrompu, ou simplement surpris, plongera les peuples endormis dans le nouveau gouffre qu'on leur prépare.

C'est ainsi que l'impérialisme anglais a imposé aux colonies leurs contributions "volontaires" à l'infâme spoliation des républiques sud-africaines ; c'est ainsi qu'il leur a fait accepter son programme de flottes "nationales en temps de paix, impériales en temps de guerre", ou de contributions "volontaires" à la défense navale de l'Empire, modalités diverses d'une politique dont l'unique objet est de fortifier la domination mondiale de l'Angleterre ; c'est ainsi qu'il a entraîné les

---

<sup>1</sup> IV. *Ce qu'on veut de nous...* 10 septembre 1920.



“nations-soeurs” à se plonger “volontairement” dans “le gouffre du militarisme européen”<sup>1</sup> et à mettre leur propre existence en danger sous le fallacieux prétexte de sauver les libertés du monde, en réalité pour permettre à l’Angleterre impériale, débarrassée de la rivalité germanique, de mieux asservir tous les peuples de la terre — y compris notre “seconde mère-patrie”, la France. C’est ainsi que l’impérialisme anglo-saxon continuera de s’y prendre pour sucer jusqu’à la moëlle la vitalité des jeunes nations qui s’imaginent naïvement devoir à l’Angleterre la vie, la paix et la liberté.

## Leçons du passé

Ce cri d’alarme et d’éveil, je l’ai jeté pour la première fois, tout faible et impuissant que j’étais, il y a vingt et un ans, au moment de la guerre sud-africaine; je l’ai répété à chacune des occasions où il était possible de faire voir à la lumière du jour la manoeuvre, habituellement souterraine et d’autant plus dangereuse, de l’impérialisme anglais et de ses agents occultes ou avoués, conscients ou aveugles.

Le 22 octobre 1899, dénonçant les conséquences futures de l’expédition “volontaire” en Afrique, je posais ces questions à l’opinion publique endormie :

“Si aujourd’hui l’on demande cinq cents soldats au Canada pour aller combattre une nation de 300,000 âmes, que sera-ce quand l’Angleterre aura à lutter contre un peuple puissant ? La voyez-vous aux prises avec la Russie ? Alors on fera lever des milliers de Canadiens... pour les envoyer dans les step-pes glaciales de la Sibérie ? Que serait-ce encore si la mère patrie allait porter la guerre en Allemagne ? A ce compte, nos fils devront s’attendre à partir au premier signal pour les quatre coins du globe...”<sup>2</sup>

A quelques mois de là, rentré en Chambre, je posais la même question au gouvernement, sous une forme plus générale :

On prétend, disais-je, par “ce déploiement fastueux de “militarisme impérial... donner au monde un exemple et un “avertissement... Quelle est la conséquence ? Si nous en voyons deux mille hommes” — un second contingent avait

---

<sup>1</sup> Résumé des paroles prononcées par M. Laurier, à la Chambre, le 15 avril 1902. C’est dans ce discours qu’il justifia son refus d’adhérer à toute forme d’impérialisme militaire—même à celle qu’il devait accepter sept ans plus tard. Ce discours est cité et commenté dans *Que devons-nous à l’Angleterre ?* pages 139-141.

<sup>2</sup> Discours à Papineauville, compte-rendu résumé de la *Patrie*, 23 octobre 1899.

déjà rejoint le premier — “et si nous dépensons deux millions pour combattre deux peuples dont la population totale s’élève à 250,000 âmes, combien d’hommes armerons-nous et combien de millions dépenserons-nous pour combattre une puissance de premier ordre ou une coalition internationale ? Et c’est, n’en doutons pas, aux grandes puissances et aux coalitions éventuelles qu’on adresse cette leçon et cet avertissement. Si nous avons jugé à propos de prendre part à l’enseignement, il doit s’ensuivre que nous sommes prêts à participer à l’action, lorsque le temps sera venu d’appliquer la leçon. C’est le point de départ d’une politique nouvelle qui nous donne de sérieux aperçus sur l’avenir de notre pays... On prépare par là une sombre destinée aux classes agricoles et travaillantes de notre pays. On les menace du fardeau insupportable qui écrase les paysans et les ouvriers d’Europe.”<sup>1</sup>

Le pronostic, on l’avouera, s’est assez exactement réalisé.

Dix ans plus tard, lorsque les inlassables manoeuvres impérialistes eurent usé les résistances de M. Laurier, — comme elles l’avaient forcé à faire, contre son gré, l’expédition d’Afrique, — le *Devoir* était fondé. Nous fîmes entrevoir l’inévitable conséquence du principe posé, sous une forme apparemment différente, dans la politique navale des deux partis.

Plus tard encore, dès le début de la Grande Guerre, nous montrions le spectre de la conscription et de la banqueroute nationale au bout de la voie où les chefs des deux partis engageaient le pays, les uns à l’aveugle, les autres à dessein.

Dans ces diverses circonstances décisives, tout ce que le Canada compte de *grands* hommes, — chefs politiques ou sociaux, magistrats, professionnels, financiers — et les journaux à leur solde ou à leur dévotion, firent chorus pour traiter ou laisser traiter de “rêveurs”, “d’agitateurs” ou de “démagogues dangereux” les pygmées sans titre officiel, sans décorations et sans écus tintants, qui osaient troubler de leurs voix discordantes le magnifique concert d’hymnes au dieu de l’Empire, gardien de nos libertés et de la paix du monde. En dépit de leurs désaccords apparents, nos deux *grands* partis, leurs orateurs et leurs journaux étaient invariablement d’accord pour se moquer de nos lugubres prophéties; et invariablement, après un léger sursaut d’émotion ou de crainte, le bon peuple se reprenait à sommeiller, confiant dans la prudence et l’énergie de ses *grands* hommes, de ses hommes *pratiques*, de ses hommes *sages*.

Et pourtant, qui a eu raison, des *éveilleurs* ou des *endormeurs*, des “agitateurs” ou des “sages”?

---

<sup>1</sup> *Débats de la Chambre des Communes* (version française), 13 mars 1900.

Est-elle venue la “coalition internationale”? Nous a-t-on poussés dans le “gouffre du militarisme européen”? Sont-ils partis, nos fils, pour les frontières d'Allemagne et pour la Sibérie? L'avons-nous eue la conscription?

## Pourquoi lutter?

Ce rappel du passé, n'a pas pour puéril objet de mettre notre clairvoyance en opposition à l'aveuglement, invincible ou volontaire, des prophètes préférés de la nation. Il n'y a pas de mérite à voir clair, quand on a pris soin de ne pas se laisser aveugler; ni à dire ce que l'on voit, quand on ne s'est pas laissé bâillonner.

Ce n'est pas même dans l'espoir d'être cru que j'élève encore la voix pour signaler les périls nouveaux qui pointent à l'horizon.

Ces cris d'alarme, je les ai poussés, je les pousse encore comme malgré moi, commandé par mes instincts profonds autant que par une conviction réfléchie, fortifiée par vingt années d'étude de l'histoire et d'observation des mouvements de la politique anglaise.

Sans vaine jactance, je pourrais m'appliquer ces paroles de Louis Veuillot :

“Ma raison, non moins révoltée que ma foi, accable ce que  
“je voudrais conserver d'espérance, et me dicte des paroles  
“acérées qu'il me semble que je ne voudrais pas écrire. J'en  
“viens à croire que c'est ma fonction, de faire entendre aux  
“persécuteurs de la vérité quelque chose de cet indomptable  
“mépris par lequel se vengent la conscience et l'intelligence  
“qu'ils écrasent, et de leur montrer dans un avenir prochain  
“l'inexorable fouet qui tombera sur eux. Je suis cet homme  
“qu'une force supérieure à sa volonté faisait courir sur les  
“remparts de Jérusalem investie, mais encore orgueilleuse,  
“criant : Malheur ! Malheur ! Malheur à la ville et au Temple !  
“Et le troisième jour il ajouta : Malheur à moi ! Et il  
“tomba mort, atteint d'un trait de l'ennemi.”<sup>1</sup>

Qu'on n'oppose pas mon insignifiance à la stature du maître qui écrivait ces paroles de feu. Sans doute, si l'on ne considère que les personnes et le talent, le rapprochement est grotesque. Mais, qu'on ne l'oublie pas, tout homme qui fait entendre la voix de la vérité dans la brume opaque du mensonge, qui cherche à percer la conspiration du silence, ou qui s'efforce de secouer la torpeur d'une opinion engourdie par les jouissances matérielles et de mesquines préoccupations, cet homme, si chétif fût-il, remplit cette ingrate mais nécessaire “fonction” de prophète de malheur.

---

<sup>1</sup> Préface des *Odeurs de Paris*.



Qu'on n'objecte pas non plus la différence des objets. Veuillot, dira-t-on peut-être, combattait l'impiété et l'indifférence religieuse, l'attaque des ennemis de l'Eglise et la défection de ses enfants. L'impérialisme anglais n'est-il pas pure affaire humaine, une politique, temporelle dans son objet, matérielle dans ses intérêts, une politique discutable mais admissible ?

Cette erreur, osé-je dire, est pire que la première.

L'impérialisme anglais ne fût-il qu'une politique qu'il n'en serait pas moins détestable et redoutable; il n'en faudrait pas moins le combattre, au nom de la justice, de la charité et de l'ordre établi par Dieu dans le monde, comme il a fallu combattre, au seizième siècle, l'impérialisme austro-espagnol, il y a cent ans, l'impérialisme napoléonien, hier, l'impérialisme germanique, comme il faudra combattre demain, peut-être, l'impérialisme bolchéviste. Toutes ces poussées monstrueuses, d'où qu'elles viennent, sont des péchés d'orgueil, de cupidité et d'injustice qui appellent la vengeance divine et la résistance de l'humanité.

## Ce qui menace le monde

De tous les impérialismes modernes, l'impérialisme anglo-saxon est le plus menaçant pour la liberté du monde, le plus dégradant pour la conscience, la dignité et la civilisation chrétiennes. Il ne se contente pas de conquérir et de dominer par la force brutale; il énerve et abrutit par le trafic des consciences, par le négoce des volontés, par le monnayage de toutes les convictions, par l'abaissement de tous les idéaux.

Pour le catholicisme en particulier, c'est-à-dire pour la seule forme vivante et concrète du christianisme, le triomphe de l'impérialisme anglo-saxon serait une épreuve et un péril plus redoutables que l'eussent été, au huitième siècle, la conquête arabe, au quinzième, la domination turque. La victoire de l'islamisme aurait suscité des martyrs et des héros. L'hégémonie politique et économique de l'Angleterre engendrerait partout des adorateurs du veau d'or, des renégats *de fait*, des eunuques parlementaires, des multitudes d'esclaves abrutis par le négoce, le machinisme et la démocratie.

Le triomphe de l'anglo-saxonisme mondial — anglais ou américain — porterait le dernier coup, le coup fatal, à l'ordre religieux, social et politique établi par la victoire du christianisme sur le paganisme. La société chrétienne des nations, déjà divisée par le schisme grec et l'hérésie protestante, sapée à sa base morale par la Révolution, disparaîtrait définitivement pour faire place à un englomérat de peuplades sans Dieu, sans foi, sans morale fixe, et sans autre idéal que la jouissance matérielle. Son unique religion serait le maçonisme occulte; son ordonnance politique et sociale, sans cesse



ballottée entre le despotisme ploutocratique et la tyrannie socialiste, manquerait de toute inspiration et de tout frein moral. La nation la plus riche serait la plus forte; la limite de ses appétits marquerait la seule borne de sa puissance. Le monde appartiendrait à qui saurait le mieux et le plus acheter, corrompre, avilir et terroriser.

Cette opinion paraît-elle excessive ? Qu'on me permette de l'appuyer sur le témoignage, pris entre mille, de trois hommes très différents par la nationalité, le tempérament, la culture et les fonctions sociales. La concordance de leurs jugements sur la politique anglaise contemporaine, envisagée du point de vue catholique ou simplement humain, est d'autant plus remarquable qu'ils ont exprimé leur pensée après mûre réflexion, à des époques éloignées l'une de l'autre et dans des circonstances fort diverses.

## Donoso Cortès et l'Angleterre révolutionnaire

Donoso Cortès avait débuté dans la vie publique comme libéral, admirateur convaincu des institutions parlementaires et de l'influence bienfaisante de l'Angleterre dans le monde. La tourmente révolutionnaire de 1848 lui ouvrit définitivement les yeux sur les duperies de l'illusion libérale, que son esprit vigoureux et droit, fortifié par de patientes études d'histoire et de philosophie, avait déjà totalement repoussée en principe. Cependant, il croyait encore à l'action ordonnatrice de l'Angleterre. En 1849, dans un discours célèbre qui fixa sa renommée, il disait, avec la sincérité qui marqua toute sa vie : "C'est "un fait historique, un fait reconnu, un fait incontestable, que "la mission providentielle de la France est d'être l'instrument de la Providence pour la propagation des idées nouvelles, soit politiques, soit religieuses et sociales... De même, "je crois que la mission providentielle de l'Angleterre est de "maintenir le juste équilibre moral du monde, en servant de "contre-poids perpétuel à la France. La France est comme le "flux, l'Angleterre comme le reflux de la mer... Que signifie "donc la coexistence de ces deux puissantes nations ? Elle signifie le progrès contenu par la stabilité, la stabilité vivifiée "par le progrès." <sup>1</sup>

Ce discours lui ouvrit de plain-pied, et sans qu'il y eût songé, les portes de la haute diplomatie. Ambassadeur d'Espagne à Berlin, puis à Paris, il pénétra dans les arcanes de la diplomatie secrète. Son regard clairvoyant, sa haute intelligence, sa remarquable puissance d'analyse et de déduction lui permirent de saisir rapidement les dessous de la politique anglaise, de la *vraie* politique anglaise, celle qui mène le monde depuis un siècle. Il eut tôt fait de comprendre à quel

---

<sup>1</sup> *Oeuvres de Donoso Cortès*, 3e éd., tome 1er, pages 320-1.

point l'Angleterre, alternativement conservatrice et libérale chez elle, est essentiellement et constamment révolutionnaire à l'étranger, diviseuse d'énergies rivales et accapareuse du bien d'autrui. Trois ans après le discours de 1849, il écrivait de Paris, le 24 février 1852 :

“ L'intérêt de la France... est de réunir le continent contre l'Angleterre. Pour le réunir, son intérêt est de proclamer comme objet final de la lutte, d'un côté, l'indépendance continentale vis-à-vis de l'Angleterre, et de l'autre, la réaction continentale contre la démagogie européenne. Si la France sait poser la question de cette manière, l'issue de la lutte ne sera pas douteuse : l'Angleterre et la démagogie seront expulsées du continent. *L'intérêt de l'Angleterre est de diviser le continent, afin de le dominer* : pour le diviser, son intérêt est de poser la question d'une toute autre manière, et de faire de toutes les questions, des questions d'ambition, des questions territoriales. *Si elle y parvient, le continent est perdu.*”<sup>1</sup>

Et le 10 mars 1852 :

“ Si les choses continuaient à marcher dans la voie où elles sont, on aboutirait à une épouvantable catastrophe : *la domination universelle de l'Angleterre serait avant peu un fait consommé, et ce fait aurait bientôt pour conséquence nécessaire, inévitable, la Révolution universelle.* Sur ce point, mon cher ami, il n'y a pas à se faire illusion : *l'Angleterre et la Révolution sont une même chose* ; cela a toujours été, cela est encore, et cela sera toujours...”<sup>2</sup>

Et un mois plus tard, le 10 avril :

“ On a donné à l'Angleterre et l'Angleterre a saisi l'occasion de poser la question territoriale [à propos des affaires d'Italie], dont le résultat sera de rendre l'Europe anglaise. *Les gouvernements de l'Europe sont coupables devant Dieu et devant les hommes de livrer ainsi le continent à l'Angleterre, et de tout sacrifier aux questions territoriales.* Ils commettent tous la même faute ; tous font descendre au second rang la question principale, la vraie, l'unique question, qui est la question révolutionnaire ; *et tous recevront leur châtiment administré par la main de l'Angleterre et par la main des révolutions.* Si la guerre éclate, le châtiment arrivera bientôt ; il arrivera encore, si la paix se conserve, par bonheur, mais il arrivera plus tard.”<sup>3</sup>

On admettra que ce diplomate d'occasion, comme l'appelaient volontiers les sages de la carrière, a prévu avec une certaine lucidité, soixante ans d'avance, ce qui se passe de nos jours. Le “châtiment” s'annonce conforme à ses prévisions.

---

<sup>1</sup> *Oeuvres*, tome II, pages 404-5.

<sup>2</sup> *Oeuvres*, tome II, page 409.

<sup>3</sup> *Oeuvres*, tome II, page 413.

## Louis Veillot et l'Angleterre barbare

Après l'Espagnol, entendons un Français, catholique passable, je pense — celui-là même que je citais il y a un instant, Louis Veillot. Le grand écrivain n'était pas un *spécialiste* de la politique étrangère, mais quand il y jetait un coup d'oeil, il voyait généralement assez clair; d'autant plus clair qu'il n'envisageait ces questions, comme toute autre du reste, qu'au point de vue des intérêts de l'Eglise, et aussi des véritables intérêts de la France qu'il ne pouvait concevoir en marge de ceux de l'Eglise — au contraire de beaucoup de catholiques français d'aujourd'hui, qui font passer les intérêts de la France d'abord, ceux de l'Eglise ensuite, ce qui les a fort bien menés dans le pétrin où l'Angleterre et la Révolution les voulaient voir. Voyons un peu ce que le grand écrivain pensait de l'action *civilisatrice* de l'Angleterre impériale :

“ L'Espagne et le Portugal, qui, en étendant leur domination dans les mers, avaient le désir d'étendre le domaine de Jésus-Christ, ont partout fondé et laissé des peuples catholiques. Dans l'Amérique et dans l'Inde, et partout où elle s'est établie, l'Angleterre protestante n'a pas même fait des protestants. Là où elle a trouvé des sauvages, elle les a tués; des catholiques, elle les a persécutés; des infidèles et des idolâtres, elle a pactisé avec leurs erreurs, trafiqué avec leurs ténèbres, elle s'est abaissée jusqu'à honorer leurs superstitions. Le fier Anglais qui ricane dans la basilique du Vatican, salue une vache dans les rues de Calcutta. . . . M. Jourdan [un rédacteur du *Siècle*] doit naturellement se demander pourquoi l'Angleterre, nation évangélique, n'a rien fait, ne fait rien dans l'Inde qui soit en conformité avec l'Evangile? Et s'il veut y réfléchir un peu, il verra que c'est tout simplement parce que l'inspiration et l'instrument lui manquent. Elle n'a pas de charité, elle n'a pas de sacerdoce; elle est protestante et plongée dans la matière; voilà tout. Et c'est pour-quoi elle perdra les Indes.”<sup>1</sup>

Notez que ces lignes étaient écrites au moment de la Grande Mutinerie des Cipayes, quelques mois après la guerre de Crimée, alors que la France et l'Angleterre étaient encore alliées.

Voyons maintenant ce que Veillot pensait du rôle général de l'Angleterre et de la besogne de ses affidés, français ou autres.

“ Aucune nation n'aime l'Angleterre, mais dans toutes les nations l'Angleterre a des admirateurs et un parti. Les admirateurs, politiques fascinés par la force, ou théoriciens déna-

---

<sup>1</sup> De la Révolution des Indes—article du 16 septembre 1857—*Mélanges* (1ère édition), 2e série, tome III, pages 205 et 215.



“ tionalisés par la vie de cabinet, ont peu d'influence sur le  
“ fond de l'opinion.—

Aujourd'hui qu'à ces deux classes “ d'admirateurs”, et de serviteurs, il lui faudrait joindre les hommes de finance et les journalistes d'*affaires*, Veuillot mesurerait avec plus d'exactitude le degré d'influence des agents de l'Angleterre, en tout pays. Clemenceau pourrait lui en donner des nouvelles.

—“Le parti en aurait davantage, car ce parti n'est autre  
“ que celui de la Révolution... *Le lien commun de l'Angleterre*  
“ *et de la Révolution est leur haine commune contre la monar-*  
“ *chie et contre l'Eglise; c'est par là que le gouvernement an-*  
“ *glais est un gouvernement essentiellement révolutionnaire,*  
“ et que le parti révolutionnaire est partout un parti essentiel-  
“ lement anglais.”<sup>1</sup>

L'année suivante, il portait sur l'Angleterre impériale ce jugement plus sévère encore :

“ Quelles que soient les causes de la grandeur de l'Angle-  
“ terre, cette grandeur l'a enflée d'un orgueil qui précipitera  
“ sa chute. L'Anglais se regarde résolument comme le  
“ maître du monde, et un maître qui n'a rien à respecter que  
“ lui-même, dans les limites qu'il se fixe lui-même. Il n'est  
“ pas tenu à la justice, pas même aux égards. Il a une morale  
“ politique pour lui, il en a une pour les autres. Il fait chez  
“ lui ce que bon lui semble, il opprime, il fouette, il torture;  
“ les autres doivent se gouverner comme il l'entend. Ce posses-  
“ seur d'esclaves, qui tient ses soldats sous le knout et ses tri-  
“ butaires sous le pressoir, prétend s'installer parmi les nations  
“ comme le protecteur de la liberté et le vengeur de l'humani-  
“ té; mais elles n'auront que lui pour protecteur et pour ven-  
“ geur. Il veut dévorer la terre, et il interdit aux autres toute  
“ pensée d'agrandissement, même moral.”<sup>2</sup>

C'est, on l'avouera, un portrait assez bien brossé et dont l'original est encore fort reconnaissable en Irlande, aux Indes et un peu partout.

“ Possédant de grands capitaux, en exploitant de plus con-  
“ sidérables que la nécessité et plus encore l'astuce obligent de  
“ lui confier, l'Angleterre marche, bénéficiant partout du plus  
“ gigantesque des négoces, d'un négociant qui enlace le monde ;  
“ elle moissonne la fleur des biens de la terre; s'empare en  
“ tous lieux, sans concurrence possible, des matières premiè-  
“ res, les livre à prix réduits à son industrie qui les transfor-  
“ me, les reprend alors, les exporte et au besoin les impose  
“ dans toutes les contrées, s'inquiétant peu qu'ils y répandent  
“ la démoralisation et la mort. On s'étonnait dans le monde

---

<sup>1</sup> Même volume, pages 188-9.

<sup>2</sup> *De l'Angleterre*—article du 23 mars 1858—*Mélanges*, 2e série, vol. IV. pages 131-2.



“païen des duretés de la première Rome, qui broyait et dévorait l’humanité. Quel proconsul dévora jamais sa province comme l’Angleterre a dévoré l’Inde ? Où Rome a-t-elle fait son chemin sur plus de cadavres, maintenu sa domination par plus de tortures, gouverné dans un sentiment d’égoïsme plus sauvage, assigné à sa puissance un but plus dégradant pour elle-même et pour ses sujets ?... Mais cette audace fait la gloire et la force de l’Angleterre ; *c’est à ce prix qu’elle est le centre des plus grands intérêts, qu’elle occupe toutes les intelligences, qu’elle ouvre carrière à toutes les activités, qu’elle caresse toutes les concupiscences et satisfait tous les orgueils.*” —

Voilà, je pense, qui embrasse et définit assez nettement toutes les voies par où l’impérialisme britannique a fait passer les diverses catégories de Canadiens enrôlés à son service depuis vingt ans.

— “Ah ! cette situation est fatale, et l’humanité se vengera ou sera vengée ! Dût la bête dévorante engloutir le monde, réservé à cette ignominie *en punition de l’imbécile et sordide admiration avec laquelle il contemple le triomphe du mal* ; dût l’Angleterre ne rencontrer aucun obstacle, dût-elle broyer et avaler toute sa proie, elle ne la digèrera pas. Pour avoir refusé le Christ, Rome a été foulée aux pieds. Qu’arrivera-t-il du peuple qui, couvert du nom chrétien, le déshonore parmi les infidèles et, ayant reçu le Christ, fait des oeuvres qui le répudient ?” <sup>1</sup>

C’est ainsi qu’en l’an de grâce 1858, sous le règne du *tyran* Napoléon III, allié de Palmerston, et sous le régime de la censure en permanence, entre la guerre de Crimée et l’expédition de Chine, — où la France, comme dans la Grande Guerre, tira les inarrons du feu pour l’Angleterre, — le premier des publicistes français appréciait la politique anglaise et le rôle mondial de la nation “amie et alliée.” Evidemment, ce fier catholique, et ce Français fier, ne jugeait pas que l’alliance et l’état de guerre l’obligeaient à trahir la vérité, non plus qu’à subordonner les droits de l’Eglise et les intérêts de la France aux appétits, déjà formidables, de l’Angleterre impériale et païenne.

Que pensait Veillot de l’Angleterre, *protectrice* des missions catholiques ?

“ Il y a dans l’Europe une nation orgueilleuse et avare, séparée de l’Eglise depuis trois siècles, et depuis lors *sa plus âpre ennemie*. Durant trois siècles, cette nation s’est appliquée à s’isoler de l’apostolat catholique et à lui fermer autant qu’elle l’a pu les routes du monde. Tout à coup, elle a vu

---

<sup>1</sup> *L’Europe en Asie*—article du 29 avril 1858—*Mélanges*, 2e série, vol. IV, pages 164-5.

“l’apostolat catholique surgir de son propre sein, et nous sommes les témoins de cette merveille, et depuis trente ans l’Angleterre a transporté sur ses vaisseaux plus de missionnaires catholiques qu’elle n’en a jadis égorgé. Néanmoins, l’Angleterre est toujours l’ennemie de l’Eglise, le grand artisan des complots ourdis contre Rome. Elle creuse et mine le terrain autour de la Papauté; ne pouvant la renverser, elle veut l’enfermer dans une enceinte de précipices; mais quand même elle réussirait à cette oeuvre impie, ce ne serait que la joie d’un moment, suivie de prompts et cruels retours... S’il faut que l’Angleterre ou l’Eglise périclite, ce n’est pas l’Angleterre qui a reçu les promesses éternelles; ce n’est pas l’Angleterre qui est protégée par la conscience du genre humain...”<sup>1</sup>

Un an plus tard, les bandes garibaldiennes, ouvertement soutenues, contre toutes les règles de la simple décence internationale, — justice et loyauté étant mises au rancart — par le comte de Minto, ministre d’Angleterre,<sup>2</sup> renversaient le trône des Deux Siciles et pénétraient sur le territoire pontifical. Dix ans plus tard, l’iniquité était consommée, au profit apparent du roi du Piémont, au profit réel de l’Angleterre et de la Révolution. La France, dindonnée par ses alliés et déshonorée par ses politiciens, — comme toujours, depuis un siècle — la France, après avoir mollement soutenu le Pape, l’avait abandonné lâchement, sans gagner les bonnes grâces de l’Italie unifiée, future alliée de la Prusse qui lui passait sur le corps, au grand bonheur de l’Angleterre, “l’amie loyale et la fidèle alliée.”<sup>3</sup>

## Emile Flourens et l’Angleterre antipapiste

Si les opinions du grand orateur espagnol et du maître de la presse française sont trop *prononcées* pour les consciences affadies et les intelligences embrumées de nos loyalistes, ils écouteront peut-être d’une oreille moins effarouchée le témoignage d’un contemporain de moindre envergure, fonctionnai-

---

<sup>1</sup> *La Papauté*—8 novembre 1859—*Mélanges*, 2e série, tome V, page 542.

<sup>2</sup> Oncle ou père de notre gouverneur-général, celui-là qui prit une part active et si peu déguisée à notre expédition d’Afrique, en 1899. Ces Minto ont évidemment un penchant au brigandage.

<sup>3</sup> Trois ans avant la guerre franco-prussienne, dès lors visible à l’œil nu, lord Stanley, ministre des Affaires étrangères, disait en pleine Chambre des Communes: *The government and the people of this country have seen with entire acquiescence, and even, I believe, with approval, the aggrandisement which has accrued to Germany, OR RATHER TO PRUSSIA.* (Hansard, vol. 186, page 1253.) C’est, on le voit, à la Prusse, à la Prusse conquérante et rapace, qu’allaient alors les sympathies anglaises. Elles n’ont changé de direction qu’à compter du jour où la chère Prusse a voulu concurrencer l’Angleterre maritime et commerçante.

re, puis ministre de la République française, et peu suspect d'ultramontanisme, voire de cléricalisme, à l'heure du moins où il fit les constatations inspiratrices des paroles que nous allons lire.

Mené aux affaires à l'époque de transition entre l'opportunisme mi-allemand mi-anglais de Gambetta et le radicalisme tout anglophile de Clemenceau, Emile Flourens fut successivement directeur des Cultes et ministre des Affaires étrangères. Il participa même, si je ne me trompe, à l'exécution des premiers décrets contre les congrégations religieuses. Mais il n'était ni franc-maçon, ni vendu à l'étranger. C'était un honnête Français, patriote sans tapage. Il eut le temps de se renseigner sur les dessous de la politique intérieure et étrangère, le bon sens d'en dégager la signification et la portée, le courage de le dire et de l'écrire. D'où son ouvrage *La France conquise—Edouard VII et Clemenceau*. Tout le volume est à relire à la lumière des événements précipités par la guerre et de ceux qui s'annoncent. Naturellement, comme tous les ouvrages qui disent trop la vérité sur les dessous de la politique anglaise, — l'auteur signale lui-même le rôle de la "cavalerie de Saint-Georges" dans la direction des courants d'opinion en France, et ailleurs — ce volume eut peu de retentissement. C'est pourtant, à ma connaissance, la seule étude parue en France depuis un demi-siècle, qui dénote une réelle compréhension des objectifs et des procédés de l'Angleterre impériale. L'action d'Edouard VII sur la politique internationale y est décrite de main de maître. Si les Français avaient lu et médité cet ouvrage, ils auraient peut-être hésité avant de confier leur sort au sinistre et cynique politicien qui a tout fait pour attiser les luttes religieuses en France, puis les haines patriotiques, — lui, l'ex-communard, l'ex-pacifiste ! — au profit de l'Angleterre dont il a toujours fait les affaires, avant, pendant et surtout après la guerre. Ce rôle abominable de Clemenceau, véritable trahison de la France, Flourens l'a prédit et décrit, dix années d'avance, aussi clairement qu'il apparaît aujourd'hui... aux gens qui voient clair.

Mais ce n'est pas la moralité de Clemenceau qui nous intéresse en ce moment; c'est le jugement que porte, *après vérification des preuves*, un ministre de la France républicaine et laïque sur le rôle de l'Angleterre impériale dans les affaires religieuses du monde.

"*L'Angleterre*, dit M. Flourens, *nourrit contre le catholicisme*, qu'elle appelle le papisme, *une haine inextinguible*; elle prétend lui enlever le caractère de religion universelle et la suprématie spirituelle qu'il revendique sur la chrétienté. C'est un point trop souvent négligé et qui est, pourtant, d'une importance capitale, si l'on veut comprendre la marche de la *politique anglaise*, à travers les vicissitudes de l'histoire moderne"...



L'Angleterre a fait de ses missionnaires protestants “les pionniers hardis, entreprenants et dévoués du développement de son empire, les instruments habiles de sa pénétration commerciale jusque dans les régions les plus reculées.

“La haine de l'Angleterre contre le catholicisme n'est donc pas inspirée seulement par le souvenir de ses griefs passés, de persécutions autrefois subies et rendues; elle est entretenue par une rivalité de propagande, économique et politique non moins que religieuse, par une lutte pour la vie constamment soutenue sur tous les points du globe.

“Partout où l'Angleterre veut pénétrer, où elle envoie comme avant-coureurs, comme fidèles fourriers, chargés de préparer le logement de ses troupes et de ses marchands, la cohorte de ses missionnaires, armés de leur bibles et de leurs balles de coton, elle se heurte aux missionnaires catholiques qui l'ont devancée, qui ont pris pied dans le pays et lui disputent, non seulement la conquête des âmes, mais encore, au profit de la nation catholique protectrice, la clientèle politique et la clientèle commerciale.

“La nation anglaise est une nation à la fois idéaliste et pratique. Profondément religieuse (?), elle désire la propagation de la vraie foi (protestante), mais elle désire, non moins vivement, l'ouverture de débouchés toujours nouveaux, toujours plus larges et plus rémunérateurs à ses produits manufacturés; c'est une question de vie ou de mort pour son industrie sans cesse plus productive. Sur ce terrain, elle ne peut admettre aucune transaction, aucun partage. Les missions catholiques qui viennent arrêter son essort, en lui opposant une double concurrence, lui sont doublement odieuses...

“Il est donc de toute nécessité, pour le triomphe des destinées britanniques, que les missions catholiques disparaissent. Pour atteindre ce résultat, il n'y a que deux voies à suivre: ou il faut que la France cesse d'exister, ou il faut que la France cesse d'être catholique. Depuis que nos voisins ont décidé de faire de nous leurs alliés contre l'Allemagne, c'est à cette dernière solution qu'ils se sont arrêtés.

“Si la France cesse d'alimenter, en homme et en argent, les missions catholiques, si elle leur retire son appui politique, elles ne pourront soutenir la concurrence britannique. Dès lors, l'Angleterre est débarrassée de la rivalité constante contre laquelle elle a lutté depuis des siècles, contre laquelle elle a employé tour à tour et la force et la ruse, et dont elle n'a pu triompher...

“Habile et vigilante, sur le territoire du Royaume-Uni elle sait maintenir la franc-maçonnerie dans la sphère exclusive des oeuvres philanthropiques, sans lui permettre d'empiéter sur le domaine confessionnel des différents rites religieux,



“ni, eneoie moins, sur le domaine de la politique. Sur le eon-  
“tinent, au eontraire, elle l'exalte, elle enfle son orgueil et  
“surexeite ses ambitions. Elle s'en fait ainsi un auxiliaire,  
“un instrument d'information, un agent d'espionnage et de  
“délation hors ligne. C'est une mine ehargée pour faire sau-  
“ter les gouvernements, dès qu'ils osent se montrer indoeiles  
“aux direetions britanniques, un béliier employé à eontre-  
“battre, sans eesse, l'édifiée eatholique.

“Aujourd'hui, le monde chrétien, qui prend, chaque jour,  
“une importanee plus eonsidérable par l'extension des terri-  
“toires soumis à la domination ou à l'influence des puissanees  
“oeedinentales, a deux eapitales : Londres et Rome. Ce que la  
“seconde perd, la première le gagne en force et en prestige.  
“Londres monte au zénith, tandis que Rome semble peneher  
“vers son déelin. Cette ehute, il faut la préecipiter. Il y avait  
“deux têtes, il faut en abattre une !”<sup>1</sup>

On voit que le ministre républicain de 1906 pense à peu près de même que le diplomate espagnol de 1852 et le publiciste eatholique de 1858. Inutile de rappeler que tout s'est passé eomme Flourens l'avait prévu. Edouard VII, ou plutôt l'Angleterre impériale, aidée de ses sous-ordres français, italiens, russes, japonais, — sans parler de ses sous-marmitons, les hommes d'Etat des “nations-soeurs” — a mené le monde où elle voulait; et maintenant, sur les ruines amoneelées en Europe par ses soins, sur les tombes de vingt millions d'hommes jeunes et robustes, tombés pour assurer sa gloire, sa force et sa richesse, elle se prépare, d'aeoord avec les Etats-Unis, — s'ils veulent en être — à asseoir le grand oeuvre de l'anglo-saxonisme mondial.

Mais un détail topique que Flourens n'a pas prévu, c'est que l'Angleterre impériale, après avoir poussé la France à expulser ses religieux, les a laissés pénétrer dans ses domaines et leur a permis d'y aequéir une situation matérielle avantageuse. Elle a gagné par là de s'en faire des amis, souvent des admirateurs naïfs, parfois même des agents ineouseients. Ainsi, après avoir réussi à déshonorer la France aux yeux de tous les peuples eatholiques, à l'isoler de ses alliés naturels, à diminuer notablement, sinon à tarir, les sources des missions eatholiques françaises, l'Angleterre impériale a trouvé le moyen d'utiliser à son profit les services des missionnaires français — quitte à les faire injurier à l'oeecasion par un Rowell ou un Hughes queleonque; puis, eomme eouronnement, elle est venue à bout de faire périr des millions de Français, eatholiques et antielérieaux, expulsés et expulseurs, afin de libérer son eommeree et sa flotte de la eoneurrenee allemande; tout

---

<sup>1</sup> *La France conquise — Edouard VII et Clémenceau* — 1 vol. in 12; Paris, Garnier frères, 1906, (pages 129 à 133).

comme, pendant un siècle, elle avait utilisé les forces prussiennes, hanovriennes ou hessoises à miner la puissance française.

En vérité, ils sont forts, très forts, ces Anglais impériaux, mais on me permettra de persister à croire et à dire que leur politique n'est ni honnête, ni morale, ni chrétienne et qu'elle attirera un jour sur l'Angleterre et ses complices de terribles châtimens.

## La résistance s'impose

L'on ne saurait donc de bonne foi s'étonner, encore moins m'en faire reproche, si je combats de toutes mes forces et sans relâche la pénétration de l'impérialisme anglais chez nous, si je ne cesse de mettre mes compatriotes en garde contre les conséquences funestes qui résulteraient de son triomphe, pour nous comme pour le reste du monde. C'est un devoir que j'accomplis, un devoir moral autant que patriotique.

Cette politique maudite, ce rêve monstrueux de domination universelle, menace notre foi, nos traditions, nos idéaux autant que nos libertés, notre paix et notre développement matériel. La menace n'est pas moindre pour les autres nations.

Prendre part à la résistance qui se dessine un peu partout contre l'achat du monde par l'or anglo-saxon, c'est travailler pour l'Eglise et pour la patrie, c'est lutter pour la liberté et l'ordre moral du monde, c'est littéralement servir Dieu et son prochain, y compris les Anglais. Car, quoi qu'on en dise, je tiens les Anglais pour mon prochain et je me crois rigoureusement obligé d'accomplir envers eux le précepte universel de la charité chrétienne — de la *vraie* charité, qui n'a rien de commun avec le mensonge, la servilité, l'hypocrisie et la complicité dans le crime.

Lutter contre l'impérialisme anglais, c'est travailler à libérer l'Angleterre, qui fut une noble nation, et le peuple anglais, qui renferme encore de précieux éléments, du joug effroyable que l'orgueil, la cupidité, la soif de l'or, la frénésie des *affaires*, font peser sur eux. C'est soustraire la nation anglaise, la pensée anglaise, la civilisation anglaise, l'âme anglaise, au règne de Satan pour les rendre à Dieu.

Si la résistance échoue, si l'inferral dessein des hommes qui mènent l'Angleterre aboutit à la fin qu'ils se proposent, l'humanité connaîtra des jours d'effroyable dégradation. Mais le châtimement qui atteindra ensuite l'Angleterre n'en sera que plus exterminateur.

Dieu peut vouloir que les nations chrétiennes, en punition de leur matérialisme, soient livrées pour un temps au joug abrutissant du plus matérialiste des empires. Mais Dieu ne veut pas que l'humanité devienne anglaise, pas plus qu'il n'a

voulu la rendre romaine, arabe, tartare ou turque. Après s'être servi de la puissance anglaise, de l'or anglais surtout, pour humilier les nations aveulies par la soif des jouissances, Il brisera l'Angleterre impériale comme Il a brisé la Rome des Césars; et plus le bourreau choisi par Lui aura abusé de son pouvoir de répression, plus il sera lui-même châtié à son tour. *Il faut que le scandale arrive, mais malheur à celui par qui le scandale arrive.*

Pour ma part, je souhaite sincèrement que l'Angleterre s'arrête à temps, dans son oeuvre de spoliation et d'avilissement du monde, pour mériter de survivre comme nation. Je désire, et tout véritable ami de l'Angleterre doit désirer, qu'assagie, purifiée, allégée de tout ce qu'elle a dérobé du bien d'autrui, délivrée du démon de rapine et de mensonge qui la possède, *convertie*, en un mot, elle reprenne sa part contributive, sa large part, dans la réfection du monde chrétien qu'elle a perverti et désorganisé, dans la rédemption du monde païen qu'elle a abruti et figé dans son idolâtrie.

Montréal, 21 septembre 1920. <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Fête de saint Mathieu, apôtre—ancien homme d'affaires au service de l'Empire romain. Puisse-t-il ramener au Christ, à la justice et à la liberté les esclaves volontaires de l'Empire de l'or.

HENRI BOURASSA,  
DIRECTEUR DU « DEVOIR »

# La presse catholique et nationale

Prix : 35 sous



IMPRIMERIE DU « DEVOIR »  
MONTRÉAL, 1921





*Cette étude sur la presse est la reproduction à peu près intégrale d'articles publiés dans le Devoir, à des intervalles fort irréguliers. Les premiers ont paru en octobre, les derniers en février; chaque série forme l'un des chapitres de la brochure. La plupart ont fourni à l'auteur le thème de quelques conférences, données au cours de l'hiver, mais dont une seule, sur la presse et le clergé, a été écrite et reproduite en entier dans le Devoir du 2 et du 3 décembre.*

*Ce travail, fait à bâtons rompus, dans des conditions particulièrement désavantageuses, est incomplet, disproportionné dans ses parties, plein de trous, de longueurs et d'à-côté. Quelques personnes éclairées ont néanmoins jugé qu'en dépit de ces défauts, l'ensemble de ces articles présente une thèse assez complète sur la mission de la presse catholique et nationale au Canada, et qu'à ce titre il peut être utile de les reproduire tels quels — l'auteur n'ayant ni le temps, ni le goût de les refaire à neuf. Il se borne à réclamer, une fois de plus, l'indulgence de ses lecteurs habituels, les priant d'oublier les vices et l'incohérence de la forme pour ne voir que le but à atteindre.*

*Sur le fond, il est peut-être nécessaire de mettre le lecteur en garde contre une apparence de pessimisme et une certaine âpreté d'expression. Les dangers signalés sont réels; le mal fait par la presse de parti et les journaux à nouvelles est immense; la tâche de la presse catholique et nationale est ardue. D'autre part, il serait injuste de ne pas voir ce qui reste de foncièrement bon dans notre société et de méconnaître les résultats obtenus dans la lutte pour la rénovation des consciences et l'affermissement des volontés. La rudesse d'un labeur poursuivi depuis*

*vingt ans a peut-être entraîné l'auteur à noircir les ombres du tableau qu'il présente; mais son intention n'est pas, qu'on en soit certain, d'abattre les courages. C'est au contraire pour les stimuler qu'il s'est efforcé de faire voir en plein jour le mal à combattre, le bien à faire, par la presse, cette arme formidable que les papes ne cessent de recommander à l'attention des chefs sociaux. Tout récemment encore, S.S. Benoit XV, répétant presque mot à mot les paroles de son saint prédécesseur, insistait sur la "nécessité d'opposer école à école, journal et revue à revue et journal, conférence à conférence, afin d'empêcher la mauvaise semence de l'erreur de fructifier au sein de la société le plus cultivée <sup>1</sup>." Ce suprême encouragement doit suffire à stimuler les efforts de tous ceux qui travaillent au maintien et à la diffusion des journaux voués à la défense de la vérité.*

*Montréal, février 1921.*

<sup>1</sup> Discours du 22 décembre 1920, à l'occasion du décret proclamant les « vertus héroïques » de l'illustre et vénérable Bellarmin (reproduit dans le Devoir du 25 janvier.)

# LA PRESSE CATHOLIQUE ET NATIONALE

— I —

## UNE CAMPAGNE DE PROPAGANDE

### Regain de confiance—Utiles contacts

On m'a persuadé que je dois rendre compte aux lecteurs du *Devoir* des résultats de la campagne poursuivie depuis notre dixième anniversaire, afin d'assurer la survivance du journal. Cette analyse, m'affirme-t-on, aurait une double utilité : elle encouragerait ceux de nos amis qui nous ont apporté le précieux appui de leurs conseils, de leurs efforts et de leur bourse ; elle serait propre à stimuler de nouvelles initiatives, des concours plus nombreux et non moins efficaces. Peut-être.

En tout cas, je me rends volontiers à cet avis. J'y trouve l'occasion d'exprimer ma vive et profonde reconnaissance à tous ceux, prêtres ou laïques, professionnels ou modestes travailleurs, qui m'ont aidé à poursuivre la rude tâche entreprise depuis près d'un an. Et puis, il peut y avoir quelque avantage, en effet, à faire la synthèse des impressions et des constatations recueillies au cours d'une tournée dont l'ampleur a vite dépassé nos plans primitifs, puisqu'elle est devenue une véritable campagne d'éducation populaire en faveur des oeuvres de presse catholiques et nationales.

La première et la plus consolante de ces constatations, c'est celle de l'ardente sympathie que notre oeuvre inspire à ceux qui la connaissent, et de l'intérêt grandissant qu'elle éveille chez ceux qui ne la connaissaient pas ou la connaissaient mal.

L'avouerai-je, en toute naïveté ? Le nombre d'amis que le *Devoir* compte partout, dans la province, dépasse notablement nos prévisions. A maintes reprises, et notamment à notre Congrès de janvier, on nous disait : "Le *Devoir* a plus d'amis que vous ne pensez." Dans ces assurances, nous faisons, trop large évidemment, la part des illusions, la part aussi de l'amical désir de nous encourager. Il m'est doux de confesser aujourd'hui qu'on n'exagérât nullement.

Oui, le *Devoir* compte beaucoup d'amis, d'amis intelligents et dévoués, de *vrais* amis. Cette seule constatation est pour nous un précieux réconfort, pour le *Devoir* une garantie de durée et de bienfaisance.



Ce regain de confiance ne tient pas principalement à la satisfaction légitime mais quelque peu égoïste de dénombrer nos amis. Plus encore que les manifestations de sympathie, j'ai recueilli avec bonheur les témoignages rendus au bien accompli par le journal : fausses idées redressées, préjugés anéantis ou fortement entamés, fécondes initiatives suggérées ou soutenues, horizons élargis, patriotisme et fierté nationale réveillés, convictions raffermies, religion même, éclairée par l'étude, la réflexion et un plus efficace désir de se manifester par des actes sociaux.

Ces appréciations je les ai entendu formuler par les hommes les plus diversement situés : prêtres, éducateurs, professionnels, hommes d'affaires, ouvriers, tous catholiques, évidemment, et affranchis du joug des partis. Avec quel bonheur ai-je apporté l'expression de ces jugements à mes dévoués collaborateurs, attachés à la meule, et aux rares amis qui se dévouent en permanence au soutien matériel du journal ! C'est bien, en ce monde, leur meilleure récompense. Ce sera aussi pour eux un motif additionnel de poursuivre le travail et d'améliorer l'oeuvre le plus possible.

A ce gain moral, la campagne entreprise — qui va se prolonger, si l'endurance physique ne me fait pas défaut — en ajoute un autre, plus étroitement professionnel mais corrélatif au premier. Ce contact intime avec une foule de personnes, étrangères les unes aux autres par leur situation, leur mentalité et leurs préoccupations, vaut à notre oeuvre et à ceux qui la dirigent un inappréciable apport d'expériences, d'idées, d'opinions, de faits nouveaux ou inconnus, ou insuffisamment appréciés.

Par état, le directeur et les rédacteurs d'un journal — d'un journal d'idées, bien entendu — doivent tout savoir, s'intéresser à tout, donner leurs avis sur tout ce qui se passe d'important dans leur pays ou ailleurs. Du moins, c'est ce que l'on attend d'eux. D'autre part, les exigences du labeur quotidien les attachent à la glèbe. Ils sont réduits à limiter leurs sources d'information à la lecture des autres journaux — d'où il n'est guère facile de tirer la vérité pure — et à quelques relations extérieures, forcément restreintes.

Ce grave inconvénient se fait surtout sentir dans les journaux de doctrine qui, vivant de peine et de misère, ne peuvent se payer le luxe de correspondants étrangers compétents, tout à leur service, ni permettre à leurs principaux rédacteurs d'aller au loin rafraîchir leurs idées, puiser à bonne source les renseignements nécessaires et confronter leurs opinions avec celles d'autrui ou simplement avec les faits extérieurs.

Et cependant, ce sont précisément les journaux de doctrine qui ont le plus besoin de ces contacts. Combien l'action du *Devoir* gagnerait en efficacité, si son directeur et ses principaux rédacteurs pouvaient, à tour de rôle, explorer les parties diverses du vaste champ où le journal est appelé à porter l'attention de ses lecteurs! Que de manoeuvres louches ou tendancieuses dénoncées à temps, que de mensonges dévoilés, que de faits topiques à signaler, que de forces inertes à mettre en branle!

En tout ce qui touche aux mouvements généraux du monde, ce besoin d'informations authentiques devient chaque jour plus impérieux, pour deux raisons principales: la première, c'est que la participation intense du Canada à la guerre européenne, et l'action réflexe qui en résulte, nous ont jetés en plein courant du désarroi d'idées et de faits où le monde se débat; la seconde, c'est que les sources où nous puisons nos informations sur les événements du monde sont de plus en plus accaparées et empoisonnées par les hommes et les factions puissantes qui entraînent les peuples à l'abîme.

Si, au cours de la guerre, nous avons réussi à garder notre sang-froid, alors que tant de têtes solides chaviraient; si, à l'heure actuelle, nous pouvons jeter quelques cris d'alarme et signaler certains dangers que d'autres n'aperçoivent pas, c'est que des expériences antérieures, des contacts pris en des occasions favorables, quelques coups d'oeil jetés de près dans les arcanes où se trament les grands complots, nous permettent de percer les ténèbres du mensonge et de rompre la conspiration du silence. Mais souvent, faute d'informations précises ou récentes, il nous faut crier par intuition.

En attendant qu'une moindre pénurie nous permette de reprendre ce service d'information extérieure, la tournée de propagande du directeur a du moins valu au journal d'utiles renseignements sur les problèmes intérieurs. Tout le long de la route, entre les assemblées publiques, les réunions intimes se sont multipliées, des vues se sont échangées, d'amicales discussions ont fait surgir certains aperçus ignorés ou négligés, des moyens d'action ont été mis en valeur, des solutions ont mûri. Qu'on me permette de remercier ici tous les bons coeurs qui m'ont fait accueil, tous les bons esprits qui m'ont éclairé de leurs lumières et fortifié de leurs conseils. J'ose espérer qu'ils ont eux-mêmes tiré quelque profit de ces rencontres.

### Succès notables — Résultats conditionnels

Une autre expérience fort encourageante pour nous et pour les zéloteurs de notre oeuvre, encourageante aussi pour tous ceux qui comprennent la nécessité d'une presse catholique et

nationale, c'est l'intérêt extraordinaire que cette prédication a suscité partout.

A Québec comme à Montréal, au Lac Saint-Jean et à la Baie des Chaleurs, dans la vallée de la Matapédia et à la Beauce, aux environs de Montréal ou de Joliette, dans les villes et dans les campagnes, les gens sont venus en foule. Partout, et jusque dans les milieux les plus pénétrés du vieil esprit de parti, les auditoires ont été nombreux, attentifs et manifestement intéressés. Partout, le succès a dépassé les espérances des organisateurs.

Et les résultats? les résultats tangibles, immédiats, pour le *Devoir*? Les résultats généraux et lointains pour les idées qu'il préconise?

A ces questions, je veux répondre en toute simplicité, aussi franchement que j'ai noté les impressions favorables et signalé les bons effets de cette campagne. Nos vrais amis, j'en suis sûr, m'en sauront gré.

Les résultats, immédiats ou lointains, seront ce que nos amis voudront, s'ils savent s'organiser et travailler, s'ils veulent cultiver et développer le sentiment instinctif de la foule, qui commence à comprendre que la politique ne répond pas à tous ses besoins sociaux, que la presse à nouvelles ne l'éclaire pas sur toutes choses.

De cette tournée de six mois, je reviens persuadé, absolument certain, que le *Devoir* compte, dans la seule province de Québec, plus d'amis et de zélateurs qu'il n'en faudrait pour assurer l'existence, le développement et la diffusion de deux journaux comme le nôtre. A qui connaît mon habituel scepticisme en ces matières, cette affirmation paraîtra significative; elle n'est nullement exagérée.

Et pourtant, les résultats actuels sont fort inégaux: ici, ils dépassent nos espérances, là, ils restent au-dessous du possible; ailleurs, ils sont nuls. Dans l'ensemble, c'est ni bien, ni mal; assez pour nous donner l'assurance de vivre; pas assez, je ne dirai pas pour vivre à l'aise, — le jour où le *Devoir* prendrait du ventre, son esprit et ses moeurs en souffriraient — mais pas encore assez pour donner au journal l'essor nécessaire, ni lui assurer les ressources qui lui permettraient d'étendre son champ d'action et de faire à ses rédacteurs des conditions d'existence équivalant, par exemple, à celles d'un bon plâtrier.

C'est dire que les résultats lointains restent problématiques; car, enfin, en ceci tout se tient: ressources matérielles, diffusion du journal, pénétration des idées.

La doctrine préconisée par le *Devoir*, les vérités qu'il défend, les oeuvres qu'il soutient, tout cela pénétrera dans le



peuple, à condition que le journal soit lu; il sera lu si ses amis lui attirent des abonnés et des lecteurs; il répondra aux espérances de ses amis à condition... qu'il vive. Et ce ne sont sûrement ni les partis politiques, ni les lanceurs d'affaires, ni les exploiters du crime et de la débauche, ni les indifférents, ni les endormis, qui assureront son existence et favoriseront son expansion.

Mais, objectera-t-on, si le *Devoir* compte tant d'amis, capables de le mettre à flot et disposés à le faire, comment se fait-il qu'il en soit encore à crier famine, que son directeur doive employer à tendre la main un temps qui serait plus utilement consacré à d'autres activités?

Sur l'emploi du directeur, je pense, moi, que c'est un exercice très salubre pour *râper* l'orgueil. Et puis, qu'un homme s'use à ceci, à cela ou à autre chose, cela n'a pas d'importance, si le but à atteindre est bon. Un homme n'est qu'un homme et se remplace toujours. Tout ce qui importe, c'est que l'oeuvre vive et porte de bons fruits.

Et c'est précisément parce que l'existence de l'oeuvre est languissante, parce que sa fécondité est entravée, qu'il me paraît intéressant de rechercher les causes de la disproportion entre les efforts déployés et les résultats obtenus jusqu'ici.

Cette recherche m'est inspirée beaucoup moins par le souci d'abrèger mon supplice de quêteur — et celui de mes victimes expiatoires: *quêtés* ou assistants-quêteurs — que par le désir d'assurer le plein rendement de notre oeuvre commune. En effet, les obstacles qui retardent l'achèvement de la structure financière de l'oeuvre proviennent de causes qui amoindriront sa portée morale et éducatrice et celle de toute oeuvre identique, si l'on n'y porte remède.

Ces causes tiennent, les unes au tempérament de la race, d'autres aux idées courantes en matière de journaux, d'autres encore à l'incomplète compréhension que beaucoup de nos amis mêmes ont de notre oeuvre, de son inspiration fondamentale, de sa portée véritable.

En général, nos compatriotes sont généreux, mais plutôt passivement. Ils donnent volontiers à ceux qui vont les trouver; ils donnent de main à main; mais ils font rarement un effort volontaire, encore moins un effort soutenu, soit pour aider une oeuvre de leur aumône, soit pour solliciter en sa faveur des concours et des secours. Et puis, s'ils ont, à un haut degré, le sens de la charité matérielle, ils n'ont guère celui de la charité intellectuelle. Soulager les corps, soigner les malades, hospitaliser les infirmes, les vieillards, les orphelins, ils comprennent cela; ils aident volontiers les hommes, les femmes et les institutions qui se dévouent à ces oeuvres.



On ne leur a pas encore appris à pratiquer la charité envers les intelligences, à aider les oeuvres qui se proposent d'éclairer les esprits, de fortifier les convictions, de discipliner les volontés, de susciter et d'ordonner les énergies sociales. A plus forte raison sont-ils encore fort loin de comprendre à quel point ces oeuvres de charité intellectuelle constituent un préventif et une atténuation des maux corporels ou matériels.

En second lieu, l'esprit d'organisation, le sens de la collectivité, la pratique de la coordination des efforts individuels, en vue d'un objectif commun à atteindre, sont fort peu développés chez nous.

De cette double lacune de notre tempérament et de notre éducation nationale, les amis du *Devoir* ne sont pas exempts. Les nombreuses contributions volontaires que nous recevons par la poste, ou qu'on vient spontanément porter à nos bureaux, les lettres motivées qu'on veut bien ajouter à ces souscriptions, démontrent que plusieurs de nos lecteurs réagissent contre l'apathie générale. Mais il en reste un grand nombre qui attendent que nous ou nos amis allions solliciter leur contribution.

C'est ici que le travail de coopération trouverait sa valeur. Ce que certains de nos groupes de propagandistes ont obtenu démontre ce qui pourrait se faire partout. Ce que tel ou tel de nos amis a réalisé par un travail méthodique laisse entrevoir d'étonnantes possibilités. Je pourrais citer les noms de deux modestes commis-voyageurs, l'un de Montréal, l'autre des environs de Québec, dont chacun a fait plus, à lui tout seul, que la plupart des groupes organisés dans les paroisses les plus opulentes de Montréal.

### Fausse conceptions — Situation particulière du " Devoir "

L'obstacle le plus général à vaincre, c'est la fausse conception qu'on se fait des conditions d'existence d'un journal de doctrine, à notre époque et dans notre pays.

On s'est tellement habitué à voir les journaux se fonder et vivre par eux-mêmes, couvrir les villes et les campagnes d'agents salariés, qui sollicitent des abonnements à l'aide de primes de toutes sortes, qu'on ne comprend pas encore comment et pourquoi un journal qui se respecte et qui respecte ses lecteurs, qui veut conserver son indépendance et sa dignité, ne peut pas vivre dans les mêmes conditions, ni se répandre par les mêmes méthodes, ni entretenir sa popularité et sa caisse par les mêmes moyens. Il est pourtant clair comme le jour qu'il ne le peut pas, qu'il ne le doit pas; et cependant, il lui

faut adapter ses prix de vente et d'abonnement à la concurrence des journaux stipendiés par les partis politiques ou par les gros intérêts financiers et, pis encore, à la triomphante compétition des feuilles *jaunes*, alimentées par l'appétence morbide du crime et de la sensation, appétence qu'elles ont créée et qu'elles entretiennent assidûment.

L'expérience est faite dans le monde entier : aucun journal ne peut aujourd'hui vivre honorablement de ses seules ressources. La question qui se pose, et s'impose, est donc tout simplement celle-ci : les catholiques, au Canada comme ailleurs, sont-ils prêts à faire pour les journaux catholiques, ce que les francs-maçons, les boursicotiers, les politiciens, les monteurs d'affaires, font pour leurs organes ? Et chez nous se pose également cette autre question : les Canadiens-français sont-ils prêts à faire pour les organes de la défense nationale ce que leurs ennemis déclarés ou déguisés font pour les organes de la déchéance nationale, ou les politiciens pour les journaux qui subordonnent l'intérêt national aux exigences de parti ?

En ce qui concerne le *Devoir*, ses amis ne se rendent évidemment pas un compte exact des difficultés particulières de sa situation, qui lui rendent la vie beaucoup plus difficile qu'à l'*Action Catholique*, par exemple. Aujourd'hui que les nuages et les malentendus sont dissipés, grâce à Dieu, nous pouvons en parler à l'aise, — d'autant plus à l'aise qu'au cours de cette tournée je n'ai manqué aucune occasion de placer l'*Action Catholique* et le *Droit* sur le même terrain que le *Devoir*, et de solliciter pour eux comme pour nous l'appui effectif de tous les Canadiens-français catholiques.

L'*Action Catholique*, c'est entendu, n'est pas l'organe de l'archevêché de Québec. Mais enfin, fondée sous le haut patronage de l'éminentissime archevêque et de ses suffragants, elle a bénéficié et profite encore d'un concours direct du clergé qui fait totalement défaut au *Devoir*, et d'un appui indirect que le *Devoir* n'a pas encore reçu, en dépit des sympathies abondantes et chaleureuses qu'il rencontre généralement dans les rangs du clergé.

A l'*Action Catholique*, plusieurs des fonctions les plus importantes sont confiées à des prêtres, dont la modeste rétribution obère fort légèrement le budget du journal. Au *Devoir*, ces fonctions sont remplies par des laïques, presque tous chargés de famille, dont les traitements s'ajoutent aux autres frais, nécessairement plus élevés à Montréal qu'à Québec.

A l'extérieur, pour les besoins de la propagande et de la diffusion, le grand journal de Québec reçoit également du clergé des concours gratuits qui nous manquent.

Sur les motifs qui ont fait préférer, à Montréal, la fondation d'un journal entièrement laïque par son personnel, je me suis suffisamment expliqué au dixième anniversaire du *Devoir*. A la même occasion, M. l'abbé Perrier a exposé les avantages de ce mode de journalisme catholique, qui a généralement prévalu. Inutile d'y revenir.<sup>1</sup>

A mon humble avis, les trois journaux — *Action Catholique*, *Droit*, *Devoir*, — ont leur raison d'être; ils répondent, chacun dans sa sphère et avec son caractère particulier, aux besoins de la défense religieuse, sociale et nationale. Il est donc nécessaire de pourvoir à leur subsistance, en tenant compte de la situation et des besoins particuliers de chacun. La même conclusion s'impose à l'égard des journaux hebdomadaires qui s'inspirent des mêmes principes et s'imposent les mêmes contraintes.

Pour son compte, le *Devoir* se trouve en face d'un dilemme assez singulier dont j'ai senti, à maintes reprises, les deux cornes pointer à travers de multiples et très sincères protestations de sympathie. "Le *Devoir* est un journal clérical", affirment un bon nombre de nos amis laïques, "le clergé devrait l'aider davantage." — "Le *Devoir* est un journal laïque", disent plusieurs prêtres de nos amis; "c'est aux laïques à le soutenir."

En poussant l'analyse un peu plus avant, j'ai constaté, sans une extrême surprise, d'ailleurs, que si le *Devoir* compte plus d'amis que je ne pensais, il s'en trouve relativement peu qui en comprennent toute la raison d'être. L'ensemble de ses amis aiment l'ensemble de ses idées, sa direction et sa tenue générale. Mais dans aucune catégorie particulière d'amis — prêtres, hommes d'œuvres, éducateurs, professionnels, hommes d'affaires, ouvriers, — je n'en ai guère rencontré qui s'étaient arrêtés à cette réflexion: Que vaut un journal comme le *Devoir* à la classe dont je fais partie, à l'œuvre qui m'est particulièrement chère, aux fonctions que j'exerce, aux activités que je poursuis? Et donc, en plus des raisons générales que je puis avoir, comme catholique et canadien-français, de l'encourager, ai-je un devoir et un intérêt particulier à le soutenir et à le propager?

Mais avant de répondre à cette double question, il est un point initial qu'il est, paraît-il, nécessaire d'élucider.

<sup>1</sup> Ces discours sont reproduits dans le compte rendu du *Dixième anniversaire du Devoir* (prix 35 sous). Ils ont aussi été publiés séparément (prix 15 sous et 10 sous.)



### Qu'est-ce qu'un journal catholique et national?

Un journal catholique et national est un journal entièrement dévoué à l'Eglise et à la patrie; c'est-à-dire à l'ordre social établi ou voulu par Dieu pour conduire l'homme à ses fins, naturelles en ce monde, surnaturelles en l'autre. J'ajoute, pour les journaux canadiens-français, "dévoué à la race", puisque la race canadienne-française, presque entièrement catholique, constitue par son organisation sociale un élément précieux de l'ordre ecclésiastique et un élément essentiel et fondamental de la patrie canadienne.

La plupart des journaux de langue française, au Canada, sont des organes de parti ou des entreprises commerciales. Possédés et rédigés par des catholiques de diverses nuances, ils publient pêle-mêle les comptes rendus de sermons et les réclames de théâtre obscène, les consultations théologiques et les récits de vol ou de viol. Sans jamais attaquer de front la foi et la morale, ils en sapent constamment les assises; mais, comme ils prodiguent les compliments aux sommités ecclésiastiques, beaucoup de gens les tiennent pour orthodoxes et respectables. En politique, ils servent aveuglement le parti, fût-ce aux dépens de la race ou de la patrie; mais entre deux campagnes d'abdication nationale, ils donnent volontiers dans le dithyrambe patriotique. Ces occasionnelles professions de foi religieuse et nationale sont apparemment sincères; et cette incohérence n'a rien qui doive surprendre: elle tient à la nature même de ce genre de journalisme. Dans ces boutiques, la religion, la morale, le patriotisme sont forcément subordonnés aux exigences du parti qui commande la rédaction ou aux intérêts financiers qui commanditent l'entreprise.

Or, jusqu'en ces dernières années, — et même aujourd'hui, dans une mesure trop grande encore — les journaux de ce type ont nourri les cerveaux de l'immense majorité du peuple canadien-français. Est-il sage, est-il prudent, est-il juste de leur abandonner la direction des idées et des opinions de la foule? L'expérience n'a-t-elle pas démontré qu'en toute occurrence où les intérêts des partis, ou ceux des hommes d'affaires, sont venus en conflit avec les droits de l'Eglise ou les intérêts supérieurs de la race et de la nation, tous ces journaux — les uns plus, les autres moins — se sont faits, tantôt par leurs plaidoyers, tantôt par leur silence, les apologistes ou les complices de l'iniquité, de l'erreur, de la trahison, de l'abdication morale? N'ont-ils pas contribué tous, quoique à des degrés variables, à l'obscurcissement des intelligences, à l'oblitération des principes sociaux, à l'atrophie des consciences, à l'émoussement des énergies, à la dégradation des mœurs publiques et privées?



Et donc, n'est-il pas urgent, n'est-il pas nécessaire de fonder, de soutenir et de répandre des journaux exclusivement voués à la défense des droits de l'Eglise, des traditions familiales, des oeuvres sociales catholiques, du patrimoine religieux, intellectuel et économique de la race? des journaux qui pourront se tromper sans doute, qui se tromperont assurément, mais qu'il est toujours possible de remettre dans la voie droite, parce qu'ils obéissent primordialement et toujours à une autorité qui ne faillit pas? des journaux qui pourront, qui devront s'occuper de toutes questions politiques, sociales, littéraires, etc., mais s'en occuper toujours en vue des intérêts supérieurs de l'Eglise, de la famille, de la race, de la patrie? des journaux qui ne seront la chose d'aucun parti, d'aucune coterie, d'aucune coalition d'intérêts, mais qui apprécieront les partis, les hommes, les événements, à l'unique lumière des principes qui les guident, dans l'unique but de servir Dieu, la race et la patrie?

Telle est la situation de l'*Action Catholique*, du *Droit*, du *Devoir*; telle est aussi la situation du *Progrès du Saguenay*, de la *Vérité*, du *Bien Public*, de la *Liberté* (de Winnipeg), du *Patriote de l'Ouest* et de quelques autres hebdomadaires inspirés des mêmes principes et publiés dans les mêmes conditions.

La seule existence de ces journaux et leur influence grandissante sur l'opinion ne contribuent-elles pas déjà à garder ou à ramener les autres journaux dans la voie droite? Les organes de la défense religieuse et nationale n'aident-ils pas les hommes publics qui veulent rester fidèles aux dictées de la conscience — et c'est encore le grand nombre — à s'appuyer sur une opinion plus saine pour résister aux assauts de l'ennemi, aux exigences injustes des partis ou aux passions égarées de la foule? En conséquence, ceux des journalistes et des politiciens de parti qui préfèrent encore le bien au mal, la vérité à l'erreur, ne devraient-ils pas favoriser, au lieu de les combattre, les journaux de principes qui les aident à conserver leur propre dignité et à mieux remplir leurs devoirs particuliers?

A toutes ces questions, la grande majorité des Canadiens-français catholiques, laissés à l'inspiration de leur coeur, de leur raison et de leur conscience, répondraient assurément oui. A plus forte raison, la presque totalité des lecteurs et des amis du *Devoir*, amenés depuis longtemps à faire ces salutaires réflexions. Il leur reste à en déduire l'inévitable et logique conclusion: ils doivent, de toutes leurs forces, aider au maintien et à la propagation des journaux voués à cette tâche salutaire mais ingrate, et notamment du *Devoir*.

Pourquoi, du *Devoir* en particulier? Parce qu'il vit dans des conditions particulièrement difficiles et parce qu'il opère dans le centre le plus important de la province et du pays,

dans cette grande ville, aujourd'hui cosmopolite, où tous les problèmes religieux, sociaux, intellectuels, économiques, se posent avec une effrayante rapidité et sous une forme intense. Si ces problèmes ne sont pas résolus, à Montréal, dans le sens des traditions catholiques et nationales, l'Eglise et la race connaîtront de mauvais jours. Et comment le seront-ils, si on laisse l'opinion des Canadiens-français catholiques de Montréal aller à la dérive, au gré des étroites passions alimentées par les journaux de parti? ou, pis encore, s'embourber dans le cloaque de la dégradation intellectuelle et morale, dans le bourbier des préoccupations mesquines et des jouissances bêtes ou immondes, alimenté par les journaux *jaunes*, par les journaux à tout faire, à tout dire, à tout publier, à tout annoncer?

Dans ce travail de défense religieuse et sociale, le rôle de la presse catholique, celui du *Devoir*, en particulier, est d'une importance capitale. Mais il est tellement complexe et si peu compris, même par une foule de bons esprits, qu'il paraît nécessaire de l'examiner à fond et d'en présenter les nombreux aspects aux hommes qui se dévouent aux causes de l'Eglise et de la société, chacun selon son tempérament, ses idées, ses préoccupations, et aussi selon son milieu social ou professionnel.

Nous allons donc étudier le rôle de la presse catholique et nationale au Canada: — 1o, en fonction des oeuvres diverses qui sollicitent l'effort et la coopération de tous les Canadiens français vraiment catholiques; — 2o, du point de vue particulier de chacune des catégories sociales dont se compose notre petite collectivité; — 3o, pour la conservation de la famille chrétienne, fondement de la société; — 4o, comme facteur d'un vrai patriotisme.

## II

### LA PRESSE ET LES ŒUVRES

#### Éveil du sens social — Action des journaux

L'un des aspects les plus consolants de la situation actuelle, au Canada français, c'est la rapide création d'œuvres utiles et intéressantes, œuvres de réfection morale et intellectuelle, œuvres sociales et économiques: Association de la Jeunesse catholique, œuvre des Retraites fermées, Association catholique des voyageurs de commerce, Syndicats catholiques et nationaux, ligues d'action française et de défense nationale, œuvres universitaires, congrès de commissaires d'écoles, caisses populaires, sociétés coopératives de toutes sortes — sans parler des œuvres de bienfaisance et d'éducation, déjà fortement implantées chez nous mais soutenues, la plupart, par les communautés religieuses.

Cette floraison magnifique annonce déjà de riches rendements. Elle démontre que les Canadiens répondent enfin à l'appel du devoir social. Ils ont fini par comprendre qu'il n'est pas juste de laisser au clergé et aux congrégations tout le fardeau des œuvres sociales, qu'il n'est pas prudent d'abandonner aux politiciens la solution de tous les problèmes vitaux de la race et de la nation.

Ce n'est pas trop tôt. Que de temps perdu! Que de situations entamées! Que de positions à reprendre! Si l'on faisait le bilan des richesses morales et intellectuelles perdues, des forces sociales gaspillées, au cours des longues années où la stérile violence des luttes électorales venait seule, à l'occasion, secouer la torpeur de l'égoïsme individuel, on serait épouvanté du résultat. Mais oublions le passé, sauf pour ne pas le recommencer, et tournons-nous vers l'avenir.

Honneur aux hommes intelligents et dévoués; aux apôtres sociaux qui ont entrepris de nous sortir du bournier de la petite politique et des mesquines préoccupations! Mais pour que ce mouvement soit fécond et durable, il est bon de rechercher les causes qui en ont permis la naissance, qui en assureront la permanence et le plein rendement.

Parmi ces causes, on n'a pas assez remarqué l'action de la presse catholique et nationale, de la presse de doctrine et d'idées; tout comme, parmi les origines du mal qu'on veut combattre, on n'a pas suffisamment signalé l'influence des journaux de parti et celle, plus délétère encore, de la presse *jaune*.



Toutes les oeuvres que j'ai mentionnées, sauf l'Association de la Jeunesse catholique, sont postérieures à la création des premiers organes de défense religieuse et nationale. Quelques-unes en sont nées. Toutes, sans exception, ont trouvé dans ces organes leurs principaux points d'appui. Ces journaux ont contribué plus que tout autre moyen de pénétration à créer la mentalité qui a permis à ces oeuvres de naître, de vivre et de croître. Ils font connaître leurs activités, ils démontrent et soulignent leur bienfaisance, ils cultivent les idées et les doctrines dont elles s'alimentent, ils suscitent et soutiennent les énergies dont elles vivent.

Quel succès aurait obtenu l'Association d'éducation d'Ontario et, généralement, la cause sacrée de l'éducation catholique et nationale, sans son vaillant et constant défenseur, le *Droit*? Où en seraient les syndicats catholiques, les caisses populaires et tant d'autres oeuvres, sans l'*Action Catholique*, le *Devoir*, le *Progrès du Saguenay* et les rares hebdomadaires qui s'inspirent des mêmes idées directives?

Ces oeuvres, je le sais, ont fini par obtenir la publicité des autres journaux, forcés de suivre sur ce terrain les journaux de doctrine. Les organes de parti et les gazettes d'affaires ont fait aux oeuvres une part de leur publicité, le jour où ils ont vu dans l'importance grandissante de ces nouvelles activités un moyen d'accroître ou d'alimenter leur clientèle. Je laisse à la conscience réfléchie des hommes d'oeuvres le soin de décider dans quelle mesure ils sont justifiables de se prêter à ce calcul, d'apporter l'appoint de leur patronage à des publications dont l'esprit et les tendances générales faussent les consciences, obscurcissent les intelligences et corrompent les moeurs. Dénoncer et combattre le mal, puis lier partie avec ceux qui le propagent, ne paraît pas d'une saine logique, ni même d'une morale très sûre. Les hommes d'oeuvres peuvent aussi se demander ce qui leur resterait de publicité le jour où les journaux de doctrine, morts d'inanition, ne seraient plus là pour stimuler les bons offices des organes politiques et de la presse jaune.

Mais ce qui importe plus que la publicité, c'est l'esprit public, c'est le sens social, c'est la mentalité générale. A notre époque où la masse des gens de toute catégorie ne lisent à peu près que les journaux, c'est la presse qui forme ou déforme l'esprit public, le sens social, la mentalité générale. De là la nécessité de fonder, de soutenir et de répandre des journaux qui créent et alimentent un sain esprit public, un sens social vraiment chrétien, une mentalité générale toute pénétrée de foi catholique et de patriotisme.



De l'exactitude de cette déduction, les hommes d'oeuvres semblent généralement convaincus, du moins si l'on en juge par tout ce qu'ils demandent et obtiennent de la presse catholique et nationale : articles de propagande, comptes rendus, publicité spéciale et généralement gratuite. Mais ce qu'ils paraissent ignorer, c'est que les journaux dont ils usent si largement coûtent horriblement cher à ceux qui les publient et que les services qu'ils en reçoivent en accroissent sensiblement les charges. Ce qu'ils ne paraissent pas comprendre, c'est que l'oeuvre de la presse catholique, si hautement recommandée par les Papes depuis soixante-quinze ans, est la plus lourde et la plus difficile des oeuvres et que toutes les autres, qui en profitent, ont envers elle des obligations de solidarité chrétienne, de charité et même de justice.

### La « locomotive » — Qui paie le charbon ?

C'est Charles Maurras, je crois, qui a défini la presse "la locomotive des oeuvres". Cette comparaison est assez exacte. La plupart de nos hommes d'oeuvres trouvent très commode de s'installer dans le train, de remplir les fourgons de leurs colis, de se faire transporter à destination et même d'aller et venir... sans bourse délier. Ils ont l'air de croire que le mécanicien et le chauffeur, en plus de leurs sueurs, de leur dur labeur, des intempéries qu'ils endurent, des dangers qu'ils affrontent, doivent aussi fournir à leurs frais le charbon qui chauffe et actionne la machine.

Les fondateurs et directeurs de journaux pourraient en dire long, sur ce chapitre. Les hommes dévoués qui soutiennent le *Droit* ont recueilli d'incroyables rebuffades d'institutions pourtant intéressées au triomphe des causes que soutient à l'avant-garde le vaillant journal d'Ottawa. Nous avons nous-mêmes fait de multiples expériences symptomatiques. S'il me fallait dresser la liste des institutions, des associations, des oeuvres de toute sorte qui ont recours à la publicité gratuite, aux articles bienveillants, aux réclames directes ou indirectes, aux services personnels ou professionnels des rédacteurs pour se faire connaître du public, pour s'attirer des aumônes, des concours et des sympathies, on serait étonné de la longueur de la liste et plus encore de ce que ces services, non compensés, représentent de charges pour le journal.

On peut évaluer à vingt-cinq mille piastres, au bas mot, les sommes *déboursées* par le *Devoir*, depuis sa fondation, pour venir en aide à diverses oeuvres sociales, intellectuelles, bien-faisantes ou économiques, dont aucune ne lui a rendu l'équivalent des services qu'elle en a reçus.

Ces contributions, qu'on ne l'oublie pas, ne sont pas prélevées sur les gains d'une entreprise lucrative. Elles aident au contraire à creuser un déficit comblé, chaque année, par une demi-douzaine de personnes, elles-mêmes chargées de famille et chargées d'oeuvres. Et ce déficit se produit, parce que ces journaux se maintiennent dans des conditions d'indépendance et de dignité morale qui leur permettent d'apporter un utile appui aux autres activités catholiques et nationales.

Mais, objectera-t-on, la plupart de ces oeuvres vivent elles-mêmes de contributions volontaires; aucune n'est lucrative; comment pourraient-elles contribuer au soutien matériel des journaux catholiques et nationaux? Je ne prétends pas que les oeuvres, comme oeuvres, doivent verser à la caisse des journaux. Il n'y a qu'aux journaux qu'on trouve tout naturel de faire donner ce qu'ils n'ont pas. Mais il y a de multiples manières d'aider la presse catholique. Dans le cas des oeuvres de bienfaisance, quelques-uns de leur patrons, souvent fort riches, pourraient peut-être s'aviser d'aider personnellement au soutien des journaux dont ils se servent si copieusement pour attirer des sympathies et des secours à leur oeuvre de prédilection. Quant aux oeuvres de propagande intellectuelle ou sociale et aux associations professionnelles, elles pourraient faire beaucoup pour attirer des lecteurs aux journaux qui les aident, pour recueillir des souscriptions en leur faveur, organiser des conférences, etc. A qui veut pratiquer le devoir de solidarité et de charité sociale, les ressources ne manquent pas. Combien y ont songé jusqu'ici? *L'Association Catholique des Voyageurs de Commerce*, la plus récente de ces oeuvres et celle peut-être qui a le moins besoin des journaux, a été la première à tenter quelque chose de tangible en faveur de la presse catholique et nationale. Cet exemple, espérons-le, en suscitera d'autres. Puisse-t-il en résulter un concours permanent de toutes les oeuvres catholiques et nationales en faveur de la presse catholique et nationale! Ce concours est aussi nécessaire aux oeuvres qu'aux journaux; elles doivent travailler sans cesse à répandre les publications dont l'influence et l'action éducatrice soutiennent leurs activités particulières. Ceci est vrai de chaque oeuvre; c'est encore plus vrai de l'ensemble des oeuvres.

A quoi tendent, en somme, toutes ces activités diverses? A améliorer la situation morale, intellectuelle et matérielle du peuple canadien-français; à mettre nos compatriotes en mesure de mieux élever leurs enfants, de s'entraider plus efficacement, de servir plus fidèlement l'Eglise et la patrie, et d'atteindre l'objectif suprême de toutes les actions individuelles et sociales, c'est-à-dire d'accomplir les fins que Dieu a données à

l'homme et à la société. Pour parvenir à ce but, pour se maintenir à ce niveau, certaines conditions sont essentielles : faire connaître à tout le monde les oeuvres diverses qui sollicitent le concours de chacun, selon ses aptitudes, son tempérament, sa situation; établir entre ces oeuvres un lien de solidarité qui fortifie leur action et les préserve de l'étroitesse de vues, de l'égoïsme collectif qui est la pierre d'achoppement de beaucoup d'oeuvres excellentes en soi; enfin, les maintenir toutes dans l'ambiance générale du milieu et de l'époque où elles opèrent, afin de les préserver du danger de vivre dans l'irréalité ou l'isolement, d'où résultent la dessiccation intérieure et la stérilité.

Or, ces conditions essentielles, les oeuvres catholiques et nationales les trouvent dans la presse catholique et nationale. J'ose dire qu'elles ne les trouvent que là.

Il y a quelques semaines, le président de l'Association de la Jeunesse Catholique, M. Guy Vanier, de passage à Winnipeg, faisait une observation que la *Liberté* a soulignée, que le *Devoir* a commentée<sup>1</sup>. Beaucoup de jeunes gens, disait-il, voudraient se dévouer, mais ils restent inactifs, parce qu'ils ne savent où porter leur effort; et ils ne savent où aller, parce qu'ils "*ne savent pas regarder*". C'est très juste. Mais, pour plusieurs, n'est-ce pas que l'oeuvre qui répondrait à leur vocation sociale n'est pas à la portée de leurs regards? S'ils ne savent pas *regarder*, n'est-ce pas qu'ils ne peuvent *voir*?

Un religieux expérimenté parlait un jour d'un modeste opuscule, sorti des presses du *Devoir*, et dont l'unique mérite est de faire connaître les oeuvres de missions entreprises et soutenues par les communautés canadiennes-françaises. "Cet ouvrage, disait-il, est très favorable au recrutement des sujets, parce qu'il aide à fixer les vocations particulières. Que de vocations manquées par défaut de connaissance de l'oeuvre qui commande le choix de l'appelé!"

C'est précisément le rôle de la presse catholique et nationale. En faisant connaître *toutes* les oeuvres d'inspiration catholique et de fondation nationale, elle fait surgir parmi les laïques les vocations sociales; elle aide à les orienter, puis à les fixer, condition nécessaire à leur efficacité. En faisant "*regarder*", elle fait agir.

Par la même diffusion générale et impartiale, elle tient toutes les oeuvres en contact et en relations mutuelles. Elle leur apprend à s'entr'aider; elle les empêche de se nuire. Elle préserve chaque oeuvre particulière de la dangereuse tentation de se croire la seule efficace, la seule qui mérite d'être encouragée, soutenue et propagée. Avec notre tempérament, nos habitudes

<sup>1</sup> *Devoir* du 25 septembre 1920; article de M. Omer Héroux.



nationales, notre esprit un peu exclusif, même dans le bien, cette seule action de la presse est d'une importance capitale.

Enfin, la presse catholique et nationale, la presse quotidienne surtout, est l'agent d'information qui apporte aux hommes d'oeuvres les aperçus et les renseignements dont ils ont besoin, absolument besoin, pour mettre leurs activités en pleine valeur. C'est la cloche d'alarme qui les tient en éveil; c'est le phare qui jalonne la route et marque les écueils. Aux moralisateurs, elle désigne les plaies sociales les plus infectieuses et les plus répandues, celles qui appellent leur action curative et urgente: ce ne sont pas toujours les plus visibles. Aux intellectuels, elle signale les attaques les plus insidieuses contre l'intelligence de la race; elle les empêche de s'engoncer dans le dilettantisme égoïste ou une vaine complaisance en eux-mêmes, et de tourner en petites sociétés d'admiration mutuelle, piège ordinaire des savants et des lettrés, ou de ceux qui se croient tels. Aux économistes, aux ouvriers, aux hommes d'affaires, elle rappelle sans cesse que leurs activités doivent rester subordonnées aux intérêts supérieurs de la race, que l'homme ne vit pas seulement de pain et que, s'il est utile, nécessaire même, d'armer les Canadiens-français pour les luttes économiques, il ne faut pas sacrifier à cet objectif les exigences de leur foi, leurs traditions, leur culture supérieure.

Sur l'utilité de la presse comme moyen de diffusion des oeuvres, il n'y a pas lieu, je pense, d'insister. Tout le monde tombera d'accord. Mais développons les deux autres aspects: la presse, lien nécessaire des oeuvres; la presse, stimulant et régulateur des activités sociales. Pour en mieux faire saisir l'importance, empruntons quelques exemples à divers types d'oeuvres religieuses, intellectuelles, économiques.

### Œuvres religieuses — Complément nécessaire

De toutes les oeuvres religieuses créées chez nous, en ces dernières années, il n'en est pas de plus belle, de plus utile, de plus féconde que les retraites fermées. Eminemment propres à soutenir la vraie piété, la piété de l'intelligence et du coeur, trop souvent faussée par les dévotionnettes, les retraites fermées aident également à la création d'un sens social vraiment chrétien, qui est le seul vrai sens social. Qui n'a lu — faut-il écrire: qui a lu? — les pages émouvantes que M. René Bazin a consacrées à cette belle oeuvre dans l'un de ses meilleurs ouvrages, *Le blé qui lève*? A travers le récit légèrement dramatisé d'une humble fin de vie d'ouvrier, l'éminent écrivain laisse entrevoir tout ce qu'une retraite fermée peut pour déterminer la conversion *sociale* d'un homme du peuple.



Ce qu'il me semble utile de signaler ici, c'est le précieux appoint que la presse catholique apporte à l'oeuvre des retraites, en prolongeant leur action sur les consciences et les volontés, dans la vie publique et sociale surtout. Cette coopération est peut-être plus nécessaire au Canada que partout ailleurs, parce que le danger qui menace ici l'ordre social est à la fois moins apparent et plus général qu'ailleurs; parce que le péril résulte moins de l'irrégulation ou de faux principes, ouvertement préconisés, que d'un ensemble d'habitudes louches et lâches, d'un abaissement général des caractères — fruit de l'esprit de parti, de la torpeur intellectuelle, de l'amour des jouissances faciles—; et qu'en conséquence il est aussi urgent de combattre le mal dans le domaine des faits que d'en déloger les causes des esprits.

L'an dernier, le zélé directeur des retraites, à Montréal, rappelait aux lecteurs de la *Vie nouvelle* l'importance du "devoir électoral". Plus tard, il leur parlait du "devoir des charges publiques". Armé du témoignage d'évêques, de théologiens, de catholiques éminents, tous européens, il adjurait les catholiques du Canada de "s'emparer des postes où ils peuvent rendre service à leur nationalité et à leur religion." <sup>1</sup>

Le conseil est excellent, — à condition d'avoir des hommes compétents, dont l'accession à ces postes soit possible sans accroc à la morale catholique, à l'honneur national et à la dignité chrétienne; à condition aussi que la conscience publique soutienne les hommes qui se dévouent à ces fonctions sociales.

Or, il faut bien l'avouer, nous sommes encore loin de là. Le contact du protestantisme, le libéralisme vécu, l'esprit de parti, la pratique de la fausse conciliation et, plus que tout, la soif des honneurs et les mesquines préoccupations, ont fait de tels ravages dans les consciences, ils dominent tellement l'opinion, qu'il n'est guère possible, à l'heure actuelle, d'arriver aux fonctions publiques sans abdication morale, de s'y maintenir sans défaillance ni compromission.

L'oeuvre des retraites fermées, en redressant les consciences, en éveillant le sens du devoir social, tend puissamment à corriger ce mal effroyable et général. Laisée à elle-même, elle n'y peut suffire. D'abord, elle n'atteint pas les masses ni, par conséquent, l'opinion publique, nécessaire point d'appui, en pays affligé du régime électoral, des hommes qui veulent, *par devoir*, assumer les charges publiques. Et puis, même dans les élites qu'elle forme, l'action des retraites ou, plus généralement, l'action religieuse exige un complément. Elle rétablit dans les consciences qu'elle atteint la notion des principes sociaux; elle n'en fait pas, elle n'en peut faire l'application à toutes les situa-

<sup>1</sup> *Vie nouvelle*, octobre 1919, avril 1920.

tions concrètes qui se présentent.

De cette double et inévitable lacune, si elle n'était comblée par ailleurs, résulteraient d'étranges équivoques. J'en pourrais donner des preuves topiques et vécues, malheureusement trop propres à démontrer l'insuffisance des oeuvres et des associations religieuses pour refaire la conscience publique. C'est précisément la tâche des journaux de principes, d'idées et d'action. C'est à eux, presque à eux seuls, qu'il appartient de signaler au jour le jour les défaillances des hommes publics, les fautes qui appellent la répression d'une saine opinion publique, les attaques qui menacent la foi, les moeurs, l'ordre social.

Ce n'est pas, qu'on en soit certain, une besogne agréable. Mais il faut tout de même qu'elle se fasse; et seule la presse indépendante, la presse catholique peut la faire efficacement. Les journaux de parti dénoncent volontiers le mal commis par les hommes du parti adverse; mais comme ils excusent, absolvent ou pallient les fautes de leurs patrons, la conscience publique n'y gagne rien; au contraire, déroutée par ces attaques et ces justifications contradictoires, elle s'atrophie et finit par perdre toute notion distinctive du bien et du mal.

D'autre part, si les hommes d'oeuvres religieuses se bornent à agir sur le for intérieur, s'ils ne comprennent pas l'importance de prolonger leur action, admirable en soi, par l'éducation *pratique* de la conscience sociale, — éducation qui ne peut guère se faire que par la presse — on aboutira tôt ou tard à un résultat pire encore que l'indifférence religieuse ou la fausse conscience des partis, à l'hypocrisie religieuse appliquée à la vie publique. Ce fut, même avant le déicide, le crime des pharisiens et la perte de la nation juive. Notre Seigneur a demandé pardon pour ses bourreaux: "*ils ne savent ce qu'ils font*," mais il a maudit les scribes, les princes des prêtres et les hommes d'*affaires* qui opéraient dans le temple.

Croit-on que chez les Juifs plus que chez nous ce crime d'hypocrisie était toujours conscient et volontaire? Pour un grand nombre, n'était-ce pas la résultante de l'oblitération du sens religieux dans les intelligences, l'étouffement de "l'esprit qui vivifie" par "la lettre qui tue"? Saint Paul converti a témoigné lui-même de sa bonne foi de pharisien.

Si nous devons laisser notre peuple s'acheminer plus avant dans la route de la dépravation des moeurs publiques, se familiariser davantage avec toutes les pratiques de l'opportunisme politique, s'adonner de plus en plus au culte du succès, de la fortune et des jouissances matérielles, s'habituer à croire qu'il y a deux lois, deux morales, deux consciences, deux codes d'honneur, l'un pour la vie privée, l'autre pour la vie professionnelle et publique, n'aboutirait-il pas à la fausse religion

dont le Christ a pu dire, en s'appropriant les paroles d'Isaïe : "Ce peuple m'honore du bout des lèvres, mais son cœur est loin de moi" ?

Si on laisse se généraliser la notion qu'avoir une politique catholique et nationale, cela consiste à élire aux fonctions publiques, par n'importe quel moyen, des Canadiens-français catholiques et même dévots, qui diront ou feront, ou qui laisseront dire et faire n'importe quoi, quitte à prononcer, à l'occasion, quelque sonore profession de foi, à suivre les processions, à s'insérer dans les associations pieuses, n'est-ce pas le moyen le plus sûr de développer l'hypocrisie religieuse, calculée et volontaire chez quelques uns, inconsciente et habituelle pour le plus grand nombre ?

Voilà, je le crains, où aboutirait la remarquable et consolante recrudescence d'œuvres et de pratiques religieuses qui se manifeste chez nous depuis quelques années, si elle ne se complétait par une vigoureuse campagne d'éducation populaire. Et cette éducation, comme toute autre, ne doit pas se borner à poser des principes généraux, à édicter des préceptes : elle doit porter sur les faits concrets, sur les manifestations journalières de la vie sociale et politique. C'est pourquoi, je le répète, l'action de la presse s'impose.

Mais cette éducation complémentaire et généralisatrice par la presse ne sera elle-même pleinement efficace que le jour où les hommes voués aux œuvres de réfection religieuse et sociale auront appris à faire une distinction nette entre les journaux exclusivement dévoués à la défense des droits de l'Eglise, de la race et de la nation, et les organes de parti ou les gazettes d'affaires, pour qui la religion, le patriotisme et les œuvres sociales sont de simples matières à articles, à nouvelles et à images, tout comme la politique, les crimes, le cinéma, le tarif, le prix des chaussures, la combine du sucre et le trust de l'acier.

Ces réflexions, plusieurs apôtres sociaux, la plupart peut-être, les ont déjà faites. Il leur reste à y donner suite en se rendant aux désirs si clairement manifestés des Papes, en aidant de toutes leurs forces au soutien et à la diffusion de la presse catholique et nationale, complément nécessaire de leurs œuvres particulières.

### Le « Devoir » et le renouveau intellectuel

L'influence de la presse catholique et nationale n'est pas moins nécessaire aux activités intellectuelles qu'aux œuvres religieuses.

Personne n'est plus persuadé que moi de l'insuffisance du journal comme instrument de culture intellectuelle. Faits au



jour le jour, dans des conditions qui obligent les rédacteurs à disperser leur attention sur une foule de sujets disparates, sans leur laisser le temps d'y réfléchir, à peine celui de choisir leurs mots, les journaux tendent fatalement à ravalier le niveau de la pensée humaine et même à empêcher le monde de penser.

“Je connais la presse,” écrivait le maître du journalisme contemporain, Louis Veuillot, après vingt années d'exercice de son dur métier. “S'il s'agissait d'en faire présent au monde, “j'hésiterais sans doute, et vraisemblablement je m'abstien-  
“drais. Mais il ne s'agit plus d'installer au milieu de la civili-  
“sation cet engin périlleux et peut-être destructeur. Il s'agit de  
“vivre avec lui, d'en tirer le bien qu'il peut produire, de neu-  
“traliser, *d'atténuer au moins le mal qu'il peut faire.*”<sup>1</sup>

C'est à cette dernière considération que je prie les lecteurs et les amis du *Devoir* de s'arrêter. C'est la principale, presque l'unique raison d'être de notre oeuvre et, généralement, de la presse catholique et nationale. *Atténuer le mal*, le mal commis par la presse à gages, dans l'ordre intellectuel, aussi bien que dans l'ordre religieux, social ou politique, c'est là tout ce nous pouvons faire; mais c'est déjà beaucoup, et nous ne pouvons y parvenir que dans la mesure où nos efforts sont secondés par tous ceux qui se préoccupent du perfectionnement de la race, dans le sens de la vérité catholique et des traditions nationales.

Dans l'ordre purement intellectuel, il me semble que le *Devoir* n'a pas failli à sa tâche.

Par sa rédaction il tend à inspirer à ses lecteurs un idéal élevé et d'intelligentes préoccupations; il les oriente vers les sources de la vraie et solide culture; ses rédacteurs font de leur mieux pour donner à leur pensée une forme convenable. En résumé, le *Devoir* se croit tenu de respecter l'intelligence de ses lecteurs et la noblesse de la culture française.

Dans le service des nouvelles, il se heurte à l'obstacle commun à tous les quotidiens de langue française au Canada: l'obligation de traduire hâtivement d'indigestes et copieuses dépêches télégraphiques, toutes transmises en anglais. La forme en souffre, mais du moins ses rédacteurs et ses traducteurs de faits divers font de constants efforts pour réagir contre l'immoralité du *nouvellisme* contemporain, en rejetant à l'égout les ignobles racontars dont la presse *jaune* repaît son troupeau de lecteurs. Ils tâchent également de corriger l'incohérence du système en mettant en relief les événements de quelque importance, propres à éveiller d'utiles réflexions.

Enfin, dans ses reproductions, ses chroniques littéraires, ses critiques de livres et d'oeuvres musicales, ses pages pour

<sup>1</sup> *Les odeurs de Paris* (12e édition, p. 30).



les femmes et les enfants, il ne perd pas de vue sa mission principale, qui est de faire aimer le beau, le bon, le vrai. Il n'oublie pas que deux dangers menacent la vie intellectuelle du Canada et, par répercussion, sa vie morale et sa vie nationale : l'utilitarisme anglo-saxon, qui l'étoufferait, et le dilettantisme français, qui l'anémierait.

Pardessus tout, le *Devoir* se préoccupe de ramener sans cesse ses lecteurs à cette idée fondamentale que toute préoccupation littéraire ou artistique, toute activité de l'esprit doit tendre à servir Dieu et, par conséquent, rester subordonnée à la pensée religieuse tout en lui faisant appui.

En publiant la première série de ses *Mélanges*, Louis Veullot écrivait ceci : "Si je n'avais pas un journal où la pensée catholique peut se proclamer à l'aise, sans qu'aucune pensée rivale, ni aucune considération humaine en ose supprimer l'expression, je ne voudrais pas, je ne saurais pas écrire. S'il ne m'était pas permis de défendre la cause catholique, je rougirais presque de défendre une autre cause. *Politique, philosophie, littérature, qu'est-ce que tout cela, séparé de l'Église?* Qu'est-ce que tout cela devant Dieu et même devant les hommes?"

A mon humble avis, tel doit être le programme intellectuel de la presse catholique, au Canada comme ailleurs.

Pour rester fidèle à cet idéal et ne pas trahir sa mission, le journal catholique, ou le journal simplement soucieux de sa dignité morale, doit renoncer à la grosse et facile popularité, tout acquise aux feuilles qui flattent les passions vulgaires, corrompent l'imagination et abêtissent l'intelligence. Raison de plus pour que les journaux de doctrine et d'idées reçoivent l'appui actif, le concours de propagande de tous les Canadiens qui se préoccupent d'accroître et de fortifier le patrimoine intellectuel de la race, de la soustraire au culte de la vulgarité bête et de la platitude malpropre.

Au début de ce chapitre sur la presse et les oeuvres, j'ai noté la recrudescence des activités intellectuelles, depuis dix ans surtout. Personne ne contestera, je pense, l'appoint de la presse catholique, celui du *Devoir* en particulier, à ce renouveau. Mais les lettrés, les savants ou les artistes qui activent ce mouvement, et qui en profitent, s'arrêtent-ils à se demander ce qu'ils doivent aux journaux qui font une si large part à leurs travaux, qui soutiennent et font connaître leurs oeuvres, leurs publications, leurs activités? Songent-ils à ce qu'il adviendrait de leurs entreprises, de leurs revues, de leur enseignement, si toute la population de langue française, au Canada, était livrée à l'influence culturelle des feuilles qui alimentent les intelligences avec les comptes rendus dramatisés et copieusement

illustrés des cours d'assises, de la morgue, du cinéma et de l'égoût, ou à l'emprise intellectuelle des journaux de parti, dont toute la raison d'être est de *rougir* ou de *bleuir* les cerveaux?

### Anglo-Saxonisme — Dilettantisme français

Le danger dominant qui menace la culture française en Amérique, le péril qui demeure et croît chaque jour, c'est l'anglo-saxonisme. Nos intellectuels se croient et nous croient suffisamment préservés par le haut enseignement, par quelques publications spéciales et peut-être aussi par une confiance illimitée dans leur propres forces. C'est une erreur dangereuse. S'ils laissent angliciser et *matérialiser* l'enseignement primaire, qui façonne les cerveaux de la jeunesse, s'ils laissent abrutir par les *petites vues* et les grosses gazettes les cerveaux de tous les âges, ils s'apercevront avant longtemps que la culture des sommets restera stérile. C'est cette menace que le *Devoir* ne cesse de signaler. Combien lui tiennent compte de ses efforts parmi ceux qui en profitent davantage? Combien le soutiennent dans cette lutte vitale parmi ceux qui ont ou s'attribuent la mission de préserver les traditions intellectuelles de la race?

L'autre danger, celui du dilettantisme français, paraît moindre, parce qu'il n'atteint pas la masse. Nous sommes assurément plus menacés d'atrophie que de surexcitation intellectuelle. L'absence d'idées est plus à redouter pour nous que la surabondance. Mais précisément parce que le nombre des intellectuels est fort limité et leur action peu marquée, il importe que cette action s'exerce dans un sens propre à fortifier l'intelligence de la race et à lui faire produire de bons fruits, des fruits sains et nourrissants, plutôt qu'une abondante récolte de produits fades ou délétères.

Le dilettantisme intellectuel, la pléthore d'idées incohérentes, la surproduction d'oeuvres littéraires et scientifiques, vides de toute préoccupation morale, affranchies de tout principe directeur, tout cela a fait un mal énorme en France. Après la stérilité volontaire des foyers, c'est le plus sûr indice de décadence morale. Là-dessus les Français les plus clairvoyants et vraiment patriotes sont d'accord. De cette double pestilence, souhaitons que la France se délivre. Mais, pour l'amour de Dieu, de nous mêmes et de nos enfants, n'allons pas nous infecter du même virus, en y ajoutant la plaie du servilisme intellectuel, qui porte déjà trop de Canadiens à admirer béatement et à copier platement tout ce qui se dit et s'imprime en France.

Que nous devions, comme tous les peuples de langue française, recourir au riche trésor de la culture française afin d'alimenter nos intelligences, personne ne le conteste. Mais ce qui importe davantage, c'est de *nationaliser* ces emprunts et surtout de les christianiser.

De ce travail de culture sélective, le *Devoir* a fait sa large part. Chaque semaine, il signale à ses lecteurs quelque mouvement ou d'intéressantes productions de la pensée française. Combien de journaux, même de ceux qui affichent bruyamment leur culte pour la France (quand la politique anglaise l'exige ou le permet), ont fait autant que lui à cet égard?

Mais si nous voulons aider nos compatriotes à enrichir leur patrimoine intellectuel, nous refusons absolument d'amoindrir leur patrimoine moral. Nous trouvons criminel, antisocial, antinational, d'importer sans distinction tous les produits de la pensée française et d'offrir aux cerveaux de notre pays, avec un égal insoucî, les aliments sains et le poison. Dût notre culture littéraire en être retardée et limitée, nous estimons qu'il y a un avantage plus précieux pour un peuple que l'hyperculture intellectuelle: c'est la foi, sauvegarde des mœurs, des traditions, du vrai patriotisme et aussi de la réelle supériorité d'esprit.

Qu'on ne s'y trompe pas, du reste; ce n'est pas en se saturant de littérature française que notre peuple se sauvera de l'anglicisation. C'est en développant son propre fond, en cultivant ses propres ressources; ce qui n'exclut pas, loin de là, l'étude rationnelle des littératures et des civilisations étrangères. Gardons-nous également de la suffisance et du servilisme.

Pour combattre ces deux tendances, si marquées chez nous en dépit de leur apparente opposition, il faut travailler énergiquement à rétablir et à développer dans l'âme canadienne les vertus contraires: l'humilité, qui n'est pas la bassesse, et la fierté, qui n'est ni l'orgueil ni la vanité. C'est à cette réforme nécessaire et urgente que la presse catholique et nationale, et généralement les oeuvres intellectuelles de chez nous, doivent viser sans cesse.

On ne réfléchit pas assez à l'importance des vertus chrétiennes, au seul point de vue de la supériorité intellectuelle. Dans un ouvrage intéressant, en dépit de certaines incohérences, M. de la Lamarzelle a fort bien démontré que la prétendue civilisation latine est en réalité la civilisation chrétienne; et que, pour atteindre à leur haut degré de culture, les nations dites latines ont dû s'affranchir de la plupart des traditions romaines.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> *L'anarchie dans le monde moderne* (troisième partie) — Paris, Gabriel Beauchesne, 1919.



Cette noble et quasi surnaturelle origine de notre civilisation, ne l'oublions jamais, restons-lui fidèles à tout risque et à tout prix. Voilà ce qu'il faut répéter sans relâche aux Canadiens-français, plongés dans l'ambiance matérialisante qui les entoure, dans cette dure et grossière civilisation anglo-américaine, tout imprégnée de l'amour païen des richesses. Même aux hommes d'esprit, chrétiens et patriotes, il faut parfois rappeler — tant est bouleversée, de nos jours, la hiérarchie des devoirs — que la religion précède le patriotisme, que la préservation de la foi et des mœurs importe plus que la conservation de la langue, que le maintien des traditions nationales, des vertus familiales surtout, prime les exigences du haut enseignement ou la production des oeuvres littéraires.

M. Laurier me disait, un jour, que les Canadiens-français se battraient plus volontiers pour leur langue que pour leur foi. Si c'était vrai, ce serait une déchéance intellectuelle et un très grand malheur national: notre peuple ne tarderait pas à perdre et sa langue et sa foi. On ne saurait trop répéter que la lutte pour la langue et la culture française, légitime en soi, n'est qu'accessoire et subordonnée à la lutte pour la foi et le droit paternel. On ne saurait trop redire que la langue française et les traditions canadiennes-françaises doivent être conservées surtout parce qu'elles constituent de précieux éléments de l'ordre social catholique. Certains défenseurs très ardents de la langue semblent l'oublier; ou, du moins, leurs activités un peu étroites tendent à obscurcir ces notions dans l'esprit du peuple. C'est le rôle de la presse catholique et nationale de rétablir sans cesse ce nécessaire équilibre des obligations sociales, et de ramener à leur juste place les oeuvres de l'esprit.

A ce seul point de vue, les hommes de culture vraiment supérieure, ceux qui, au fond de leur conscience, ne séparent pas les fonctions de l'intelligence des suprêmes intérêts de l'âme, devraient apporter à la presse catholique et nationale un appui plus actif et plus efficace que celui qu'ils lui ont accordé jusqu'ici.

### Le « Devoir » et les questions « pratiques »

On a parfois reproché aux journaux de doctrine, et tout spécialement au *Devoir*, de planer dans les nuages, de négliger les "questions d'affaires", de n'être pas *pratiques*, en un mot.

Entendons-nous. Si l'on veut dire par là qu'à nos yeux les intérêts de l'Eglise et de la race priment ceux de la banque et du commerce, que la protection de l'âme et de l'intelligence des enfants importe plus que la protection des capitaux placés dans l'industrie, que la situation morale, intellectuelle et physique des masses populaires appelle l'attention des pouvoirs



publics à un plus haut degré que la situation financière des raffineurs de sucre et des exploiters de tramways ou d'autres choses, l'accusation est juste, nous plaillons entière culpabilité. A notre avis, l'âme est supérieure à l'intelligence, et l'esprit l'emporte ou du moins devrait l'emporter sur le ventre et sur la bourse.

Nous trouvons juste, nécessaire et même très pratique de répéter ces élémentaires vérités souvent, de diverses manières, afin de réagir contre la tendance générale de l'époque et du continent, qui est de faire passer la matière en premier lieu, l'esprit ensuite, et l'âme en queue de train, quand on y pense et qu'on y croit.

Mais si l'on prétend dire que nous négligeons les problèmes économiques et les intérêts matériels de la race, on se trompe étrangement: aucun journal au Canada n'y a porté plus d'attention que le *Devoir*, n'a consacré à ces questions plus d'études attentives et suivies, n'a conseillé ou appuyé plus de solutions vraiment pratiques. Qu'on se remémore ses analyses des budgets d'Etat, ses études sur l'immigration et la main-d'oeuvre étrangère, sur les banques et les chemins de fer, ses recherches des causes de la vie chère, sa claire vue des répercussions économiques de la guerre, ses avertissements, dès le branle-bas du début, sur l'urgence de parer au dépeuplement des campagnes et à la raréfaction des produits alimentaires, sa dénonciation constante des mensonges, des fausses prophéties ou des illusions de tant d'hommes *pratiques*; qu'on se rappelle ses fréquents conseils sur la nécessité d'économiser, pour les gouvernements et pour les individus, ses multiples encouragements à toutes les oeuvres propres à développer et à coordonner les forces économiques de la race; — et l'on conviendra sans peine que la lutte pour les principes et les idées ne nous fait pas oublier les faits concrets et matériels.

Si je crois devoir rappeler l'attitude du *Devoir* en ces matières, ce n'est pas avec le ridicule désir de donner à ses rédacteurs figures d'économistes et d'hommes d'affaires. S'ils ont vu parfois plus clair et parlé plus juste que les journalistes *pratiques*, c'est tout bonnement qu'aucun obstacle, aucun bandeau, ne les empêche de regarder; aucun bâillon ne leur scelle les lèvres, aucun mot d'ordre des chefs ou des patrons ne les oblige à se taire ou à mentir.

Ce qui fait la valeur particulière des journaux catholiques et nationaux, lorsqu'ils traitent des questions dites "pratiques", c'est qu'ils n'ont aucune affaire personnelle à soigner, aucun parti, aucun groupe particulier à servir. Ils n'envisagent ces questions qu'au point de vue de l'intérêt général, c'est-à-dire,

chez nous, des intérêts catholiques et canadiens-français, d'abord.

Constamment, nous avons combattu cette idée fausse, ignoble et démoralisante, que la religion et le patriotisme n'ont rien à voir aux affaires. Toujours nous soutiendrons que les règles de la justice et de la morale chrétienne doivent gouverner les opérations du commerce aussi rigoureusement que les autres actes humains; que les pratiques de la charité chrétienne doivent sanctifier, j'oserais dire faire pardonner la possession des richesses; que le droit de chaque individu de jouir honnêtement de gains honnêtement acquis ne supprime pas ses obligations sociales, ni, par conséquent, le devoir de tout Canadien-français catholique de faire profiter ses compatriotes du fruit de son travail ou de ses épargnes.

Ces divers aspects de la question "affaires", nous les retrouverons en étudiant les devoirs des hommes d'affaires à l'égard de la presse catholique. Pour l'instant, bornons-nous à signaler l'appui que le *Devoir* et les journaux du même caractère ont donné aux oeuvres propres à compléter et à fortifier l'armature économique de la race.

Avec la *Vérité* (de Québec) et l'*Action Sociale*, — qui avaient commencé cette campagne avant la naissance du *Devoir* — nous avons prodigué les encouragements de toutes sortes aux *Caisses populaires*, fondées par M. Alphonse Desjardins, ce bon et fidèle serviteur de la race et de l'Eglise, qui vient d'entrer dans le repos si bien gagné, après vingt années de dur mais fécond labeur social. En voilà un qui mérite la reconnaissance de ses compatriotes par des services autrement utiles et durables que ceux de la plupart de nos grands hommes d'avant-scène!

Nous avons également fait connaître les diverses associations, coopératives ou autres, qui tendent à grouper les épargnes populaires et les efforts individuels, afin d'améliorer les conditions matérielles des gens de condition modeste.

En tout ceci, nous avons songé au bien-être des individus et des familles; mais nous pensons *surtout* à l'accroissement des forces sociales de la collectivité, pour le bien de l'Eglise et de la nationalité.

Il existe une autre école qui veut, comme nous, l'affranchissement économique de la race. Mais elle le cherche dans l'adaptation des méthodes d'affaires de nos compatriotes à celles des Anglais ou des Américains, dans ce qu'elle appelle l'éducation *pratique*, c'est-à-dire l'anglicisation intellectuelle de nos enfants, enfin dans la chasse aux grosses fortunes. Cette école a toujours existé; elle est née le jour de la conquête anglaise. Mais ce qui la rend plus inquiétante, c'est qu'elle est

en train de faire des conquêtes dans les régions qui avaient, jusqu'ici, résisté à sa propagande et à ses sophismes : le haut enseignement et le petit monde des intellectuels, vrais ou prétendus.

Cette école nous la combattons, c'est le devoir de la presse catholique et nationale de la combattre à outrance, pour deux raisons primordiales : son triomphe aboutirait à la déchéance morale et intellectuelle des Canadiens-français ; et loin de les *affranchir* de la tutelle économique, il en ferait, plus que jamais, les "porteurs d'eau et les scieurs de bois" de la majorité anglophone. Toute l'histoire démontre — et le simple bon sens l'enseigne — qu'un peuple autochtone, compact, distinct par sa foi, sa langue et ses mœurs, progresse et triomphe des rivalités étrangères dans la mesure où il demeure fidèle à lui-même, à tout ce qui constitue son caractère particulier. Dans l'ordre matériel comme pour la culture de l'esprit, ceci n'exclut pas une intelligente étude des autres peuples, ni même une adaptation *rationnelle* de celles de leurs méthodes qui sont conformes à son génie particulier et qui ajoutent à ses moyens d'action sans rien enlever à sa valeur foncière. Aller au-delà, c'est courir à l'asservissement puis à l'extinction.

Naturellement, la plupart des prôneurs de l'éducation *pratique* et de l'anglicisation effective protestent, avec sincérité peut-être, qu'ils n'entendent rien sacrifier du patrimoine national, qu'ils ne veulent qu'y ajouter. Mais les méthodes qu'ils préconisent, les résultats que ces méthodes ont déjà produits, ici et ailleurs, les objectifs qu'ils proposent au peuple, tout cela mène où ils affirment ne pas vouloir aller.

### Inévitable banqueroute de l'anglomanie

Qu'il s'agisse d'éducation publique, de finance, de commerce, ou de toute autre matière, vouloir nous faire copier les Anglo-Saxons, c'est nous livrer à eux, soit comme rivaux, soit comme associés. Rivaux, ils nous écraseront ; associés, ils nous avaleront.

Jamais on ne fera des Canadiens, fils de Français, petits-fils de Gallo-Latins, des hommes d'affaires à la façon anglaise, tout en les gardant français pour le reste. Si l'on anglicise une partie de leurs cerveaux, le reste se prendra. Ils perdront leurs qualités propres ; ils n'acquerront qu'à moitié celles des Anglo-Saxons, ou plutôt ils n'en prendront que les défauts.

Si l'on réussit à leur inculquer le culte de la matière, du lucre et des jouissances matérielles, — qui ne les séduit déjà que trop, hélas ! — ils ne seront pas, comme les Anglais l'ont été jusqu'ici, les maîtres de l'or, mais ses esclaves. A la fois



plus sensuels et plus intellectuels que les Anglo-Saxons, plus avides de jouissances variées, ils voudront gagner plus vite pour jouir plus tôt. Plutôt que de conquérir la grande fortune par un labeur opiniâtre, ils courront au gain facile, aux spéculations hasardeuses et se feront toujours *rouler*, à la longue, par les Anglo-Saxons. Pressés de jouir, ils s'arrêteront plus tôt de gagner et dépenseront plus vite. De plus en plus détachés des satisfactions intelligentes, incapables de se contenter du seul bonheur de brasser de grosses affaires, ils descendront rapidement la pente des plaisirs crapuleux. Ils y perdront leur foi, leurs mœurs, leur intelligence, leur santé, leur fortune.

Même s'ils parvenaient à s'adapter aux mœurs anglaises au point de maintenir l'équilibre entre les exigences des affaires et leurs appétences jouisseuses, et de mettre leurs vices à couvert d'une façade d'hypocrite respectabilité, ils n'en perdraient pas moins les vertus sociales propres aux peuples catholiques et incompatibles avec l'acquisition des grandes richesses. Je n'en nomme que deux : la probité foncière—celle qui ne compte pas seulement avec les lois et le crédit, mais avec la conscience — et la fécondité des foyers. Il devient de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible, d'être riche, de le devenir surtout, par des méthodes irréprochables, et d'accroître ou même d'entretenir une fortune tout en élevant une nombreuse famille. Si l'école des gens *pratiques* veut que les Canadiens-français s'enrichissent, elle doit d'abord leur enseigner à n'avoir plus d'enfants, ou le moins possible.

Il y a "dans l'origine et le principe" des grandes fortunes, disait Bourdaloue, "des choses qui font trembler"; c'est plus vrai que jamais.

Ceci nous ramène à l'aspect social de la question, et aussi à l'aspect national.

Plus on y réfléchit moins on aperçoit ce que la race canadienne-française aurait à gagner à cette anglicisation de fait. Ce qu'elle y perdrait on ne le voit que trop. Tous les maux que je viens de signaler ne fondent-ils pas déjà sur nous? N'ont-ils pas commencé à exercer de profonds ravages? Et où sont les compensations? où est l'apport, même purement matériel, au patrimoine national?

Ils ne sont pas rares les jeunes Canadiens, "connaissant parfaitement les deux langues", — suivant la formule consacrée et menteuse ici comme ailleurs : personne ne connaît *parfaitement* deux langues; sauf de rares exceptions, les gens qui parlent *également* deux langues les parlent également mal;—ils trouvent de faciles emplois dans les maisons d'affaires anglaises ou américaines. Ils ne manquent pas, non plus, les Cana-



diens-français riches, associés aux Anglo-Saxons dans les grandes affaires.

Que valent-ils, les uns et les autres, pour “l'affranchissement économique” de la race? Qu'apportent-ils au patrimoine national? Rien, ou plutôt ils aident à resserrer nos liens, ils contribuent à nous appauvrir collectivement.

Les uns et les autres ne servent qu'à engluier la clientèle canadienne-française au profit des maisons anglaises qui les emploient. Commis, associés ou co-administrateurs, ils ne sont là que pour apporter de l'eau au moulin et scier les plançons fournis par l'épargne canadienne-française. Tous “porteurs d'eau et scieurs de bois”, depuis les honorables directeurs de grandes compagnies anglaises, les gros directeurs de gros trusts anglais, les minces directeurs de sociétés d'assurance anglaises, jusqu'aux petits buralistes et aux demoiselles de magasin, employés dans les maisons anglaises.

Qu'on se mette bien ceci en tête: les Anglo-Saxons, au Canada comme en Angleterre, aux Etats-Unis ou ailleurs, ne feront jamais à leurs esclaves blancs, jaunes, bruns ou noirs, à cheveux plats ou crépus, munis d'anneaux dans le nez ou décorés de rosettes, sirés ou lordifiés, Canadiens ou Maoris, Punjabis ou Hottentots, Boers ou Malais, que la part strictement nécessaire pour fortifier la domination anglo-saxonne sur les races dont ces prétendus associés ne sont que les otages. Ceci est aussi vrai en affaires qu'en politique, — les deux domaines où l'Anglo-Saxon entend régner en maître dans le monde entier, à plus forte raison dans ses possessions propres.

L'éducation *pratique*, les méthodes anglaises, la chasse à l'argent sont pour nous autant de boulets au pied, autant d'anneaux aux narines.

Est-ce à dire qu'il faille délaisser les activités économiques, le commerce, l'industrie, les affaires en général? Loin de là; mais il faut s'y adonner à notre façon, avec nos ressources.

Les succès remportés dans ce domaine par plusieurs Canadiens-français, dans des conditions autrement difficiles que celles d'aujourd'hui, démontrent ce que l'énergie, le travail, la persévérance, l'économie, la prévoyance, unies à la probité et à l'intelligence, pourraient apporter aux hommes d'affaires de chez nous, qui voudraient réussir sans rien sacrifier des qualités morales et intellectuelles qui font la valeur foncière de la race. Notons bien que la plupart de nos compatriotes qui ont obtenu de réels et durables succès dans les affaires — pour ne pas dire tous — étaient des *Canayens* pur-sang, catholiques à l'ancienne façon; ils ignoraient l'anglais et les méthodes anglaises. Ils ont réussi en appliquant aux grandes affaires leurs qualités natives; et leurs établissements ont prospéré dans la mesure

où ils sont restés fidèles aux traditions des fondateurs. Que reste-t-il des fortunes canadiennes-françaises édifiées par les méthodes anglaises ou associées au capital anglais? Je serais étonné qu'on en pût désigner une seule; elles ont toutes été sucées par la pieuvre. Elles ont appauvri d'autant le patrimoine national.

### L'affranchissement économique par l'esprit social

Le Canada français, comme la France, ne trouvera pas son salut et sa liberté économique dans la poursuite des grandes affaires et des spéculations hasardeuses; ce ne sont pas les grandes fortunes, bien ou mal acquises, qui l'affranchiront du joug de la finance anglo-américaine, mais la multiplicité et la croissance normale des petits patrimoines et la mise en valeur *sociale* des petits capitaux. Voilà la vraie richesse des nations, la plus sûre, la plus solide, la plus profitable, celle qui résiste le mieux à l'aléa des guerres, des révolutions, de l'agiotage, celle qui tente le moins la cupidité ou la jalousie de la haute finance, qui aiguise le moins les fringales du fisc ou les convoitises du socialisme; c'est aussi la seule qui mérite les bénédictions de Dieu et qui n'ait pas besoin, pour se justifier, de torturer les prescriptions du droit naturel, de l'Evangile et de la théologie morale. C'est la seule fortune qu'un peuple catholique, intelligent et noble peut et doit désirer. C'est celle-là, et celle-là seulement, qui assurera la liberté économique des Canadiens-français en les délivrant à la fois de la domination de l'or anglais et du joug avilissant de la cupidité. Pour l'acquisition de ce genre de fortune, les contraintes de la morale catholique et les traditions françaises, loin d'y nuire, sont un précieux appoint.

Voilà pourquoi la presse catholique et nationale encourage, doit encourager tant qu'elle peut les oeuvres économiques qui entretiennent ou font revivre les vertus domestiques de la race: économie, prévoyance, probité, et les mettent en valeur par l'adjonction du sens social, de l'esprit d'association, qui nous a trop longtemps fait défaut, tout comme à nos cousins de France.

Quel est ce benêt d'économiste français qui a prétendu que les Anglo-Saxons doivent à leur individualisme ce qu'il appelait leur "supériorité"? C'est si bien le contraire! Grâce à leur formidable esprit de corps, les Anglo-Saxons, les plus obtus des Européens, mènent le monde; tandis que nous, Français des deux continents, nous nous faisons rouler par tout le monde, grâce à notre incurable individualisme.

Combien de fois en ai-je causé avec ce pauvre Desjardins! Chaque année, il repartait touché au but désiré, qui était d'ob-

tenir une loi fédérale donnant à ses caisses populaires une solide base légale; mais il voyait toujours l'obstacle se dresser. L'obstacle anglais? Cui, mais généralement posé par des mains françaises: banquiers, marchands-détailliers, tous gens *pratiques* mais de courte vue. Aveuglés par la préoccupation immédiate de leurs petites affaires, ils ne voulaient pas comprendre que tout ce qui contribuerait à mettre en valeur l'épargne française, à la sortir du bas de laine pour la canaliser, la concentrer et l'utiliser en vue d'accroître les forces économiques *effectives* de la race, finirait par profiter à leurs propres affaires. On peut en dire autant des coopératives de vente et d'achat, des sociétés de crédit et d'assurance agricole, etc. Elles ont toutes rencontré les mêmes oppositions sorties du même fond d'égoïsme individuel ou collectif.

- Si l'obstacle est à peu près renversé, aujourd'hui, à qui le mérite en revient-il? Dans une large mesure aux journaux catholiques et nationaux, qui n'ont cessé de le battre en brèche. Pourquoi ont-ils pu soutenir la lutte? Parce qu'ils n'étaient liés ni aux banques, ni au commerce, ni aux partis politiques qui ont intérêt à ménager les banques et le commerce; et parce qu'ils ont placé et maintenu la question sur le seul terrain des intérêts généraux de la race.

En retour, qu'ont fait ces organisations pour venir en aide à la presse catholique et nationale? Pour les autres journaux, je l'ignore. Pour le *Devoir*, jusqu'ici, .... rien. Et pourtant, même en éliminant toute idée de reconnaissance, ces institutions ont un intérêt vital au maintien des organes qui entretiennent la mentalité dont elles vivent. Elles en auront besoin, le jour — assez prochain peut-être — où elles subiront de nouveaux assauts, où l'on voudra leur mettre de dangereuses entraves. Elles en auront besoin aussi, elles en ont besoin déjà pour créer entre elles une féconde émulation, pour établir des liens utiles qui décupleront leurs forces effectives.

Elles en ont besoin, elles en auront toujours besoin pour entretenir chez leurs propres membres le sens de leurs responsabilités sociales, pour leur rappeler que ces oeuvres réussiront dans la mesure où elles seront administrées avec une stricte probité; pour leur dire aussi qu'elles n'ont pas pour unique objet de profiter à ceux qui en font partie, mais qu'elles doivent contribuer à la prospérité générale de la race.

A-t-on songé, par exemple, à tout ce que les *caisses populaires*, les sociétés d'assurances, obligées à faire des placements de tout repos, pourront un jour entreprendre pour *financer* nos corps publics et les industries vraiment nationales, celles qui mettent en valeur les ressources naturelles de chez nous, avec le capital de chez nous et la main-d'oeuvre de chez nous ? Les



banques rurales fondées par Luzzati ont un jour sauvé l'Italie de la banqueroute. Les coopératives et les caisses organisées par sir Horace Plunkett en ont fait autant pour l'Irlande. Pour cela, il faut le concours de l'opinion éveillée et stimulée par la presse.

Il y a quelques semaines, M. l'abbé Perrier, curé du Saint-Enfant-Jésus, faisait paraître, ici même, un article fort intéressant, plein de substantiels aperçus, sur la *Société des Artisans canadiens-français* <sup>1</sup>. "Souhaitons, écrivait-il, que nos "mutualistes restent fidèles à l'esprit de leur fondation. Qu'ils "cultivent le sens social, fait de justice et de charité, et qu'ils "pratiquent le dévouement à toutes nos oeuvres nationales.... "Le moment n'est-il pas venu pour les *Artisans*, comme pour "toutes nos sociétés nationales de secours mutuels, de se mettre "plus résolument sur le terrain des oeuvres sociales et nationales et de travailler, dans la mesure de leurs forces, à deux "oeuvres que je crois plus urgentes que les autres ? Je veux dire "la création des syndicats catholiques et nationaux, l'organisation des coopératives."

Notre distingué collaborateur me permettra d'ajouter que l'oeuvre de la presse catholique et nationale pourrait, sans inconvénient, s'ajouter aux deux organisations qu'il a si chaudement, et avec tant de raison, recommandées à l'efficace sympathie des sociétés de secours et d'assurances mutuelles. Je ne crois pas céder au penchant contre lequel je mettais les hommes d'oeuvres en garde, — les directeurs de journaux, sans cesse ramenés à l'examen de toutes les oeuvres, n'ont aucun mérite à échapper à cette tentation — je ne crois pas exagérer le rôle de la presse en disant que le travail de coopération suggéré par M. l'abbé Perrier n'est réalisable qu'avec le concours de la presse catholique et nationale. Elle seule peut, sinon créer, du moins entretenir et généraliser le mouvement d'opinion et les concours mutuels qui permettront ce rapprochement ; tout comme, pour atteindre ces diverses sociétés et leur communiquer son idée, notre collaborateur a choisi un organe de portée générale et non les quelques revues spéciales que publient l'une ou l'autre de ces associations.

Je pourrais ajouter ici que la plupart de ces sociétés ont surtout besoin de la presse catholique et nationale pour entretenir dans la population l'esprit qui crée leur clientèle et qui est, à proprement parler, leur raison d'être. S'il est une catégorie d'oeuvres qui ont intérêt — un intérêt moral et un intérêt matériel — à détruire l'absurde préjugé que la religion et le patriotisme n'ont rien à voir aux affaires, ce sont bien les so-

<sup>1</sup> *Devoir* du 18 septembre 1920.



ciétés de mutualité, les syndicats professionnels et les coopératives.

Ce motif s'ajoutera, espérons-le, à tous les autres, pour démontrer aux fondateurs et aux propagandistes des oeuvres économiques, qu'ils doivent à la presse catholique et nationale un appui plus actif, plus général et plus efficace que celui qu'ils lui ont donné jusqu'ici.

### III

## LA PRESSE ET LES CATÉGORIES SOCIALES

### Clergé

Nous avons étudié jusqu'ici l'influence de la presse catholique et nationale sur les activités diverses qui tendent à enrichir ou à défendre le patrimoine moral, intellectuel et économique de la race. Il me semble également utile de signaler l'intérêt que les journaux de doctrine et d'idées devraient inspirer à certaines catégories de Canadiens-français catholiques, indépendamment des oeuvres particulières auxquelles les uns ou les autres peuvent s'intéresser. Commençons par le clergé.

Ce que nous avons vu des caractéristiques foncières de la presse catholique, de l'utile appui qu'elle apporte aux oeuvres religieuses ou bienfaisantes, devrait suffire à justifier le concours actif du clergé en faveur des journaux voués à la défense de l'Eglise et de la morale chrétienne, et aussi des traditions nationales. Notre clergé a glorieusement conquis le droit, j'ose dire le devoir d'être patriote; — non pas dans le sens faussé qui prévaut en quelques pays où certains prêtres, plus ou moins enjacobinés, en sont rendus à faire du patriotisme une seconde, voire une première religion; mais au sens vrai du mot, au sens chrétien, selon la doctrine du Christ et de l'Eglise, d'accord avec la pratique constante du clergé de tous les temps et de tous les pays, du clergé canadien en particulier.

Au Canada comme partout ailleurs, — et, à certains égards, plus qu'ailleurs — le clergé a besoin de la presse catholique et nationale pour prolonger son action sacerdotale, pour vulgariser les principes qu'il enseigne du haut de la chaire, pour défendre dans la rue, au niveau des faits concrets et en plein coeur de la foule, les droits de l'Eglise, de la famille et de la patrie, ces trois assises fondamentales de toute société bien ordonnée.

Jusqu'ici, le Canada français a été assez généralement préservé des attaques directes contre la foi, contre l'ordre social chrétien, contre l'organisation ecclésiastique. Mais l'on aurait tort de croire qu'il échappera toujours à cette épreuve. La crise viendra peut-être plus tôt qu'on ne le croit; et elle sera d'autant plus dangereuse que l'esprit public est moins préparé à la subir et qu'elle se produira dans le domaine des faits plutôt que dans la sphère des idées et des doctrines. Elle sera déterminée par la pénétration au coeur du Canada français de

toutes les poussées anticatholiques, antifrançaises et antisociales qui ont déjà plus qu'à moitié conquis le Canada anglais; et ces poussées auront le concours actif ou la complicité tacite d'une foule de Canadiens-français habitués, par la pratique d'une fausse conciliation, à faire très large la part de l'erreur, du mensonge et de l'injustice.

A ce danger s'en ajoute un autre, plus redoutable peut-être parce que moins visible. La plupart des questions qui ont donné lieu partout aux assauts du protestantisme et de la Révolution sont déjà résolues *en principe*, dans nos lois, contre la doctrine et la législation catholiques. Le divorce est reconnu par la constitution, *sans exception pour la province de Québec* (comme on le croit généralement). Sur le mariage, notre code civil s'écarte partiellement du droit canonique et entr'ouvre la porte qui conduit au mariage civil. Pour la tenue des registres d'état civil, les curés ne sont que les fonctionnaires de l'Etat. Le droit de frapper d'impôts les biens d'Eglises est attribué à l'Etat par le code municipal, la Loi des cités et villes et toutes les chartes particulières. Les nouvelles taxes fédérales atteignent les clercs, comme les autres contribuables. La plupart, pour ne pas dire toutes les lois d'incorporation des communautés religieuses, des maisons d'enseignement ou de bienfaisance, renferment des dispositifs qui permettent à l'Etat de les dominer ou tout au moins de les tracasser. Enfin, dans le domaine de l'instruction publique — le terrain favori des ennemis de l'Eglise, de la famille et de la société chrétienne — le principe de la suprématie de l'Etat a été appliqué dès le début et s'est singulièrement étendu, dans la pratique.

Tous ces empiétements, toutes ces atteintes aux droits de l'Eglise et de la famille, nous les avons subis presque sans nous en apercevoir, rassurés par les bonnes intentions des législateurs dont la plupart, simples copistes, ne se rendaient peut-être pas compte de la gravité des actes qu'ils posaient et du parti qu'en pourraient tirer plus tard les ennemis de l'Eglise et de la société.

Croire que ces lois et ces dispositifs resteront toujours lettre morte; espérer que les pouvoirs publics et les tribunaux les appliqueront toujours en conformité des principes catholiques, ce serait une dangereuse illusion. Et puisque, en notre pays, les pouvoirs publics, voire les tribunaux dans une certaine mesure, relèvent de l'opinion publique, il semblerait d'une élémentaire prudence de faire l'éducation du peuple en ces matières. Education des intelligences, afin de démontrer la supériorité de la législation catholique et la nocivité des lois qui s'en écartent; éducation des volontés et des énergies, afin de préparer la résistance aux assauts, ou, mieux encore, afin

d'obtenir la modification, dans le sens catholique, de celles de ces lois qui relèvent de la juridiction provinciale.

Compter sur tous les journaux, sur les organes de parti et sur les feuilles *jaunes*, autant que sur les journaux catholiques, pour faire cette éducation et soutenir la lutte jusqu'au bout, serait une autre illusion, aussi fatale que la première. Quelques-uns, je veux le croire, seront du bon côté tant que la force de l'opinion où l'intérêt du parti seront de ce côté-là. Mais dès qu'il sera plus populaire et plus avantageux d'être de l'autre côté, ou quand les chefs du parti l'exigeront, combien resteront sur la brèche?

Certaines attitudes au sujet de l'instruction obligatoire, du divorce et du mariage, des exemptions d'impôt, des programmes d'enseignement à tous les degrés, dénoncent assez nettement les vues et les tendances obliques d'une foule de braves gens et de plusieurs journaux. Et ces tendances, ne l'oublions pas, seront toujours favorisées, ouvertement ou en sous-main, par les influences anglicisantes, qui exercent une si formidable emprise sur la politique et la presse, et sur la troupe innombrable des snobs et des arrivistes, des trembleurs et des suiveurs. En ceci, comme en toute chose ou à peu près, la défense religieuse se lie à la défense nationale. Si trop des nôtres l'oublie, nos ennemis s'en souviennent toujours.

Ce seul aspect de la situation doit suffire à justifier le clergé d'aider particulièrement les journaux sur lesquels l'Eglise peut toujours compter, parce que la défense des droits de l'Eglise, de la famille, de la patrie, de la race est toute leur raison d'être. Le moment où ces journaux failliraient à leur tâche et trahiraient leur mission, ils disparaîtraient. Avec l'abaissement de la foi et l'oblitération du sens de l'ordre, les organes des partis et les grosses feuilles populaires pourront braver les censures ecclésiastiques et le mépris de l'opinion catholique; les journaux voués à la défense des intérêts religieux et nationaux jamais. Ceci devrait suffire à rassurer les prêtres qui redoutent ce que l'on appelait, en France, l'ingérence de la presse catholique dans les affaires de l'Eglise.

Si l'on tentait d'établir à cet égard une distinction entre les journaux catholiques rédigés par des prêtres et ceux dirigés par des laïques, il serait facile de démontrer par toute l'histoire de la presse catholique, depuis qu'elle existe, que les organes laïques n'ont pas causé plus d'embarras ni rendu de moindres services que les journaux ecclésiastiques. Les uns et les autres ont leur raison d'être. "Pourquoi," demandait Louis Veuillot, "la vérité, destinée à soutenir une guerre éternelle, n'aurait-elle pas des escadrons légers, des soldats exercés aux combats de broussailles et toujours prêts à partir? Voilà l'oeuvre



“des laïques. Ils sont bons à cela; je dirai plus: ils y sont plus “propres que d’autres.”<sup>1</sup>

Cette observation est particulièrement applicable au Canada. Bien plus qu’en France, où les luttes d’idées sont toujours au premier plan, la bataille entre la vérité et l’erreur est surtout faite ici de “combats de broussailles.” Si l’on admet qu’il faut la faire et que des laïques peuvent et doivent s’y livrer, il faut admettre aussi que ces laïques et leurs journaux doivent pouvoir compter sur l’appui moral et matériel du clergé. Car cette lutte ingrate, difficile, dénuée de toutes satisfactions personnelles, ils la poursuivent tout en soutenant de lourdes charges de famille, dans l’unique but d’apporter leur appoint à la défense de l’Eglise et de la société dont ils font partie au même titre, mais pas plus, que tous les autres Canadiens catholiques. En les aidant dans leur dure tâche, le clergé reste fidèle à sa mission sacerdotale et à ses traditions patriotiques. Qui saurait, de bonne foi, lui en faire reproche?

### Communautés religieuses

Les arguments qui justifient le clergé canadien d’aider activement aux journaux de défense religieuse et nationale s’appliquent, avec plus de force encore, aux congrégations religieuses.

Les communautés d’hommes et de femmes, de fondation canadienne ou française, ont rendu au Canada français d’incalculables services et occupent dans son organisme social une place immense. En y ajoutant les sociétés de prêtres qui dirigent les grands et les petits séminaires, on peut dire que les congrégations religieuses portent, chez nous, presque tout le poids des œuvres de bienfaisance et d’éducation. Elles soutiennent et accomplissent cette double tâche sociale avec un dévouement, une abnégation et une intelligence hors pairs, et aussi avec une humilité, une discrétion et un désintéressement qu’on serait tenté de trouver exagérés. On se prend à penser parfois qu’elles en font trop; qu’en se prodiguant ainsi, elles favorisent les excès de l’égoïsme individuel. Que de gens s’accoutument à trouver tout naturel de se décharger sur les communautés de leurs premiers devoirs sociaux: éducation des enfants, soin des malades, hospitalisation des infirmes, etc. Ils en arrivent même à penser que cette transposition de charges est toute naturelle et ne comporte, de la part des laïques, aucune autre obligation que celle d’une infime compen-

<sup>1</sup> De la presse religieuse laïque — article du 26 janvier 1853, reproduit dans les *Mélanges*, 2e série, vol. I. Cet aspect de la question a été traité à fond par M. l’abbé Perrier dans son discours du dixième anniversaire du *Devoir*, reproduit en brochure sous le titre : *Le Devoir, journal catholique*.

sation d'argent, qui reste bien inférieure à la valeur purement matérielle des services rendus par les congrégations.

Certes, au fond du coeur, l'immense majorité de notre peuple garde une réelle reconnaissance et une vive affection pour ces hommes et ces femmes de Dieu, qui se dévouent au salut des âmes et au soin des corps. L'administration publique, provinciale ou municipale, a traduit ces sentiments en confiant aux communautés la quasi-totalité des services de bienfaisance, et en les exemptant des impôts ordinaires. Elle y trouve son large profit. Que l'on compare le budget de la charité, dans notre province, à celui des autres provinces ou des Etats-Unis; que l'on mette en regard les institutions protestantes, ou simplement laïques, et nos maisons congréganistes; et l'on constatera que les communautés religieuses rendent ici à la communauté civile, et à chacune des familles qui la composent, des services dont la seule *valeur* économique représente, chaque année, des millions d'épargne publique et privée. Et que dire du gain moral, des âmes sauvées, des angoisses apaisées, des souffrances adoucies et sanctifiées? J'imagine que même aux yeux des gens *pratiques*, cela compte encore, bien qu'impossible à monnayer.

Ces oeuvres tirent toute leur valeur morale et sociale de l'esprit qui anime toutes les oeuvres de l'Eglise, de l'esprit évangélique; c'est le même esprit qui leur donne leur principale valeur économique. Les communautés accomplissent leurs prodiges d'économie et d'efficacité pratique parce que leurs membres ont renoncé à tout avantage personnel, à tout pécule, à toute gloriole; parce qu'ils ont fait voeu de pauvreté, de chasteté et d'obéissance.

Ces élémentaires vérités, ces faits éclatants devraient être connus et appréciés de tous les Canadiens-français, et même de tous les Canadiens. Et cependant, combien ne songent qu'à critiquer les communautés, leurs discrets appels à la charité volontaire, les modestes industries qui permettent à quelques-unes de soutenir leurs oeuvres tout en fournissant à leurs hospitalisés d'utiles occupations, enfin, l'exemption partielle d'impôts dont elles jouissent, ou plutôt, dont profite la population tout entière?

Là-dessus comme sur tous les autres aspects de notre situation religieuse et sociale, il faut se garder des illusions. Nombre d'oeuvres de bienfaisance ou de protection sociale, confiées aux congrégations, sont soumises à des obligations contractuelles envers l'Etat. La plupart, pour ne pas dire toutes, sont sujettes à l'ingérence des pouvoirs publics. Pour les exemptions d'impôts, elles sont toutes à la merci de l'Etat. Or, ils ne manquent pas, parmi les Canadiens-français, ceux qui guettent

l'occasion favorable de restreindre la liberté des congrégations, d'appesantir sur elles le joug de l'Etat, de rétrécir graduellement la marge des exemptions, en vue de l'extinction totale. Ils n'attendent, pour agir, que le jour où l'opinion publique endormie ou mal informée leur permettra de pousser leurs pointes.

Ces démolisseurs se garderont bien, du reste, de lever le masque et de déclarer une guerre générale et ouverte. Ici, ils prétexteront le renouvellement d'un contrat; là, ils invoqueront les exigences de l'hygiène et de la sécurité des maisons. Dans telle ou telle ville — à commencer par Montréal — ils feront miroiter aux yeux des propriétaires la perspective menteuse d'un dégrèvement d'impôts fonciers, suite de l'imposition des biens d'Eglise. On peut être sûr qu'ils choisiront l'heure et l'occasion propices, et qu'ils trouveront des complices parmi les politiciens et les journalistes, et tout plein de suiveurs dans l'immense troupeau des jouisseurs, des égoïstes et des badauds.

Pour déjouer ces tentatives, l'action de la presse catholique et nationale est nécessaire. Elle seule peut faire efficacement l'éducation de l'opinion populaire; et elle y réussira d'autant mieux que la campagne sera menée par des laïques.

Que des prêtres, du haut de la chaire ou dans un journal, défendent les droits de l'Eglise et fassent l'éloge des communautés religieuses, cela paraît tout simple. Mais que des laïques, pères de famille, prennent en main, je ne dirai pas la cause des communautés, mais leur cause à eux, la cause des familles, des orphelins, des malheureux, des infirmes, des vieillards, la cause de la société civile, la première intéressée au soulagement des misères, l'impression est plus forte.

Mieux que tous autres — ou du moins avec plus d'effet — les publicistes laïques démontreront que les services de bienfaisance et de préservation sociale sont plus efficacement accomplis par les congrégations que par les laïques, et à bien meilleur compte pour les contribuables; qu'en toute justice, ces services exigent tout de même une compensation matérielle et que cette compensation, tout en restant toujours bien inférieure aux exigences des institutions laïques, doit tout de même suivre la marche ascendante du coût de toutes choses; que les exemptions d'impôt ne représentent qu'une infime partie de la dette, jamais soldée, de la société civile envers les congrégations; qu'aucune compensation, directe ou indirecte, des services rendus par les congrégations n'autorise les pouvoirs publics à s'ingérer indûment dans leur gouvernement et leurs activités; que cette ingérence abusive ne ferait qu'entraver leur action et nuire à l'efficacité de leurs oeuvres; qu'en con-



séquence, la communauté civile, c'est-à-dire tout le monde, a un intérêt primordial à maintenir la situation, faussement appelée "privilegiée," des congrégations religieuses.

Voilà ce que la presse catholique et nationale peut et doit dire souvent, avec démonstrations à l'appui, pour éclairer l'opinion publique et l'immuniser contre les sophismes et les pénétrations insidieuses de l'étatisme, pour éveiller les énergies et les préparer à la défense de cette partie très importante de notre patrimoine religieux et national.

Mais pour mener cette oeuvre à bonne fin, ceux qui s'y dévouent ont besoin du concours bienveillant et actif des congrégations, dont ils se constituent les défenseurs volontaires. Leur faire grise mine, sous prétexte de ne pas provoquer les ennemis ou irriter les indifférents, serait de mauvaise tactique. Ils n'en seraient pas moins fidèles à l'heure du péril; mais désavoués ou peu avoués à la veille du combat, leur influence serait notablement affaiblie au moment où elle pourrait être décisive.

Ces arguments s'appliquent *a fortiori* aux congrégations enseignantes. A plusieurs égards, leur situation est peut-être plus précaire que celle des institutions de charité. Dans un très grand nombre d'écoles, les instituteurs congréganistes ne sont que les engagés des commissions scolaires, en tout soumis à la surveillance et aux programmes de l'Etat. Les écoles libres subissent forcément et de plus en plus l'adaptation au programme officiel. Cela tient en partie à la formation du personnel, qui passe tour à tour des écoles publiques aux maisons libres ou réciproquement; cela tient surtout aux exigences irraisonnées des parents et de ce qu'on est convenu d'appeler l'opinion publique, qui est, pour l'instant, quelque chose de très vague et de très bête.

C'est ici, principalement, que les communautés enseignantes ont besoin de l'appui, j'oserais dire de la protection d'une presse foncièrement catholique et nationale, assez clairvoyante pour voir le danger, assez libre pour le dénoncer, assez énergique pour le combattre. Si de fortes réactions ne s'affirment et ne se poursuivent, notre peuple, nos classes dirigeantes surtout, vont se laisser entraîner dans le courant des idées biscornues qui dominent tout le continent, en matières de programmes scolaires et d'enseignement. Ce courant, chez nous, porte vers l'élimination graduelle de l'enseignement religieux, de la formation morale et de la culture française au profit de l'utilitarisme areligieux et de l'anglicisation. Il aboutira fatalement à la déchéance religieuse, sociale et nationale.

Dans ce courant, les communautés enseignantes sont exposées à se voir pousser malgré elles par de multiples causes et



par beaucoup de gens, qui eux-mêmes ne savent où ils vont. Mais ceux qui les mènent le savent: s'ils pouvaient réussir à faire servir les congrégations religieuses à leur dessein, avec quelle joie — et quelle facilité — ils les jetteraient par dessus bord, le jour où le sens catholique et la fierté nationale du peuple canadien-français seraient assez affaiblis pour leur permettre d'exiger des concessions que la foi et le patriotisme des communautés leur refuseraient, trop tard.

Je ne suis pas de ceux qui doutent de quel côté seront nos instituteurs congréganistes, le jour où la lutte s'entamera à ciel ouvert. Mais je suis de ceux qui pensent qu'en vue de cette lutte, tous les croyants de l'ordre social catholique, tous les défenseurs du patrimoine national, prêtres et laïques, doivent s'unir étroitement, ne pas livrer de postes à l'ennemi, fortifier les convictions et discipliner les énergies. Pour cela il faut des journaux de doctrine et de combat, qui ne cessent de lier, dans l'esprit public, la cause nationale à la cause religieuse, — en respectant toujours, bien entendu, l'ordre des choses: religion d'abord, patrie ensuite.

### Professionnels

Par un concours de circonstances historiques qu'il serait intéressant mais trop long de rechercher ici, les professionnels ont, pendant plus d'un demi-siècle, constitué toute l'aristocratie canadienne. Les "hommes de profession", c'étaient les avocats, les notaires, les médecins. La magistrature, qui a joué un rôle si important en France et en Angleterre, inexistante ici pendant deux siècles, création du régime colonial anglais, est restée une simple annexe du barreau. Quant à la noblesse terrienne créée par Colbert, elle n'a pas su résister à la domination anglaise. Les filles se donnèrent aux conquérants; les fils se livrèrent à la paresse, à l'ivrognerie ou à la bureaucratie, souvent aux trois vices à la fois. Moins d'un siècle après la conquête, elle n'existait plus; et qui pis est, en se suicidant, elle avait livré à l'ennemi nos plus solides positions sociales.

Il serait injuste de contester les services rendus à la race par un bon nombre de professionnels. Il y a quelque cinquante ou soixante ans, le médecin et le notaire étaient, avec le curé, les seuls chefs de l'unique collectivité sociale qui ait résisté au désastre de la conquête anglaise, la paroisse. La majorité, je pense, étaient dignes de la considération qui s'attachait à leur personne et à leurs fonctions. C'étaient, en général, de bons chrétiens, d'excellents pères de famille, des hommes d'honneur et de probité, au sens un peu court qui prévaut

dans une société exclusivement bourgeoise. A la fois économes et charitables, ils rendaient volontiers beaucoup de petits services individuels, ils prêtaient un appui désintéressé aux oeuvres de la paroisse. En temps d'élection, comme tous les bons Canadiens, ils se battaient aveuglément pour "le parti" et couvraient de leur respectabilité les palinodies des chefs et les saletés des agents électoraux. La débauche électorale finie, ils reprenaient leurs fonctions d'honnêtes gens, et leur place au banc d'oeuvre. Là se bornait leur rôle social. Celui des avocats a été à la fois plus éclatant et plus nocif. Dans cette humble société en reconstruction, où les notaires étaient comtes et les médecins barons, les avocats étaient ducs, au sens exact du mot: ils *menaient* le pays.

En toute équité, il faut reconnaître que le barreau a fourni à la patrie canadienne plusieurs hommes de haute valeur, à la race canadienne-française quelques-uns de ses plus énergiques défenseurs. Pris individuellement, les avocats ne méritent pas plus ici qu'ailleurs le préjugé qui s'attache à leur périlleuse profession. Ils n'ont pas produit plus de voleurs que les commerçants, les ouvriers ou les "habitants". Souvent la réputation de friponnerie d'un avocat tient à la canaillerie dépitée de son client: *Arcades ambo*. De nos jours comme en tout temps, on trouve parmi les avocats des modèles de désintéressement, de probité, d'élévation morale.

Mais la vérité oblige à reconnaître également que le rôle social du barreau a été, à maints égards, plus désastreux encore au Canada qu'en France, ce qui n'est pas peu dire. Au sens particulier qui s'attache aujourd'hui à l'idée du devoir social, ce rôle a été nul; et c'est déjà un malheur, quand il s'agit d'un corps privilégié et prépondérant. Dans la vie politique de la nation, il a été effroyablement pernicieux. Avec l'établissement du gouvernement responsable, la victoire définitive du parlementarisme et l'accession par le canal des influences de parti à toutes les fonctions publiques, y compris la magistrature, les avocats ont fait de la politique leur chose; et par la politique, ils ont fini par tout dominer, même l'Eglise dans ses relations avec le pouvoir civil.

Aujourd'hui, la ploutocratie est en bonne voie de devenir la seule classe dirigeante; elle exerce véritablement l'*imperium* sur l'Eglise et sur l'Etat. Les *affaires*, les *grosses affaires*, gouvernent la politique et la société. Les hommes d'argent commandent les hommes "de profession" aussi bien que le commun des mortels; ils dictent les lois, les programmes des partis, et même les programmes d'enseignement. Et cependant, l'emprise des avocats est telle, dans notre province, qu'ils restent les intermédiaires entre les hommes d'affaires et le peu-

ple, entre les tondeurs et les tondus. C'est par l'entremise d'avocats à leur service que les maîtres de la finance dominent les gouvernements, les municipalités, les services d'utilité publique, voire les banques, et jusqu'aux universités. Du reste, les *grands* avocats, comme les *gros* notaires, tendent de plus en plus à devenir des hommes d'affaires. Il paraît que "l'honneur professionnel," qui interdit sévèrement à l'homme de loi de se livrer à un honnête négoce ou à un travail légitime mais "vulgaire", ne l'empêche nullement de tripoter à gogo les *grandes* affaires d'agiotage... et de chantage; tout en gardant, comme poire pour la soif, le monopole du tricorne et de l'hermine judiciaire.

### Défaut de formation sociale

De cette situation privilégiée, mais dégradante et anti-sociale au possible, il serait injuste de tenir uniquement responsables les avocats ou les autres hommes de profession, et pas plus ceux de la génération actuelle que les autres. Quelle a été leur formation sociale, leur formation religieuse même, *comme professionnels*?

Au collège, on leur a donné de bonnes leçons morales, des pratiques religieuses, applicables à la vie de tout chrétien, en tout temps et en tout lieu, mais sans relation immédiate avec leur vie professionnelle et sociale. L'éducation de collège ne peut guère donner autre chose — surtout quand la formation de la conscience sociale est nulle dans la famille — avant que le jeune homme n'ait fait le choix de sa vocation particulière. A l'université, un certain nombre de messieurs pressés viennent lui enseigner les éléments techniques de la profession qu'il pratiquera, pourvu qu'il décroche tant de points à ses examens. De direction morale, de formation sociale surtout, rien.

Combien de professeurs de droit, en soixante-dix ans d'enseignement universitaire, à Québec, en quarante ans, à Montréal, ont songé à mettre leurs élèves en garde contre les principes faux contenus dans nos lois, à leur signaler les reliquats du jansénisme et du gallicanisme, les insidieuses pénétrations de la mentalité protestante et anglo-saxonne, l'influence des fausses maximes de la Révolution française et du césarisme napoléonien, à bien marquer tout ce qu'il y a d'anticatholique ou de tendancieux dans les thèses des légistes et des juriseonsultes qu'on leur présente comme les prophètes et les pontifes de la science légale, tels Pothier, Laurent et Troplong? Combien leur apprennent à faire une distinction nette entre les vérités fondamentales vers lesquelles



l'esprit et la conscience de l'homme de loi chrétien doivent toujours se reporter, et les erreurs de principe et de fait que les circonstances — ou la faiblesse de nos législateurs — ont introduites dans le corps de nos lois?

Parmi les professeurs de médecine et de sciences, — maintenant que les études universitaires couvrent un plus vaste champ et ouvrent la porte à de nouvelles professions, justement honorées, — combien pensent à former, dans la bonne direction, le sens critique des élèves; à leur inculquer l'habitude intellectuelle de préférer la science ordonnée, disciplinée par la foi et la saine raison, à la science orgueilleuse, matérialiste et athée?

Et surtout, combien de professeurs de toute catégorie prennent la peine de dire, de temps à autre: "Jeunes gens, vous êtes des catholiques, vous êtes des Canadiens-français. Quels que soient la place que vous occuperez dans le monde, le succès que vous obtiendrez, les honneurs ou l'argent que vous gagnerez, n'oubliez jamais que vous en êtes comptables à Dieu, à l'Eglise, à la patrie, à votre race. Ne recherchez jamais le succès en dehors des voies de la stricte probité chrétienne et de l'honneur vrai. L'influence que vous exercerez, la considération dont vous jouirez, les moyens dont vous disposerez, vous devrez en faire profiter l'Eglise et la patrie, et toutes les oeuvres sociales qui les servent. Ne soyez pas seulement des avocats habiles, des médecins achalandés, des ingénieurs compétents; soyez aussi des hommes sociaux. Et le véritable homme social, c'est celui dont la foi et le patriotisme commandent tous les actes, les fonctions professionnelles et publiques autant que les actions individuelles."

Evidemment, pour que cette leçon soit effective, il est nécessaire que la vie publique, la vie professionnelle et la vie privée de celui qui la donne n'en offrent pas le parfait démenti. C'est Joseph de Maistre, je crois, qui disait que dans une maison d'enseignement l'examen de moralité des professeurs est aussi important que l'examen de capacité des élèves.

Si l'on objecte que ces leçons ne sont pas du ressort des professeurs, qu'elles relèvent des aumôniers, je réplique que cette seule objection suffirait à démontrer à quel point le sens social est atrophié chez nos professionnels. Sans doute, c'est le devoir des aumôniers de donner cet enseignement aux élèves; et j'imagine qu'ils ne s'en font pas faute — quand il y a des aumôniers et quand les étudiants vont les écouter. N'empêche que c'est aussi le devoir des professeurs; et que cette leçon, donnée à propos par des laïques, ferait plus d'impres-



sion que celle des aumôniers et atteindrait un nombre considérable d'étudiants qui n'entendent jamais les aumôniers.

C'est précisément cette séparation complète, cette cloison étanche entre l'enseignement religieux et l'enseignement professionnel, qui affaiblit et brouille le sens chrétien de la jeunesse universitaire — d'autant plus que l'enseignement religieux n'a, à l'université, aucun caractère régulier ni officiel. Un médecin me disait tout récemment qu'au cours de ses quatre années d'université, il n'avait jamais entendu un seul de ses professeurs prononcer le nom de Dieu. Rien d'étonnant à ce que nos professionnels fournissent la forte part des incroyants et des non-pratiquants de notre race; à ce que, même chez les croyants, même chez les dévots, on trouve les plus extraordinaires notions religieuses, en ce qui a rapport surtout à la vie sociale, à la vie publique.

De cette situation désastreuse, un bon nombre de professionnels, parmi les jeunes principalement, commencent à s'inquiéter. Ils voudraient y porter remède. C'est à la racine du mal qu'il faut d'abord aller. Il est à espérer que c'est la principale préoccupation des hommes dévoués et compétents qui s'occupent en ce moment à réorganiser nos universités, celle de Montréal en particulier. Mais en dehors des écoles, il y a quelque chose à faire aussi.

Pourquoi un certain nombre de professionnels n'entreprendraient-ils pas d'organiser des associations nettement catholiques, dont le principal objectif serait d'éveiller le sens social chrétien de leurs confrères? Ils ont déjà, plus que toute autre catégorie de Canadiens, l'esprit de corps. Ils sont fortement organisés pour protéger leurs prérogatives et leur monopole. Les avocats savent fort bien se prémunir contre l'intrusion des profanes; les notaires aussi. Les médecins pourchassent sans pitié les charlatans qui s'avisent de tuer ou de guérir les gens, sans diplôme. Pourquoi ceux d'entre eux, avocats ou médecins, qui comprennent l'étendue de leurs responsabilités sociales, comme catholiques et comme canadiens-français, ne prendraient-ils pas des mesures pour se protéger contre les dangers intérieurs qui les menacent, pour neutraliser l'influence des charlatans diplômés, charlatans de la parole ou du bistouri, et aussi pour accroître leur valeur sociale? Pourquoi ne feraient-ils pas ce que font, par exemple, les voyageurs de commerce catholiques, les ouvriers groupés en syndicats catholiques et nationaux?

En tout cas, quelles que soient les méthodes employées, les professionnels qui ont le sincère désir de relever le niveau moral et intellectuel de leur profession, d'exercer un apostolat social, de rendre quelques services à l'Eglise et à la race qui

leur ont tant donné, doivent sentir aujourd'hui la nécessité d'une presse catholique et nationale, d'organes d'éducation populaire qui s'appliquent à créer et à entretenir la mentalité supérieure, l'esprit social, dont toutes nos classes ont tant besoin, les classes professionnelles plus que les autres. Plus que les autres, en raison des lacunes de leur formation particulière; plus que les autres, à cause de la situation exceptionnelle qu'elles ont occupée jusqu'ici. Que nos "hommes de profession" ne s'y trompent point: les méfiances ou, si l'on veut, les préjugés populaires s'accumulent contre eux. S'ils ne se mettent pas résolument à l'oeuvre afin de justifier par de réels services sociaux la situation privilégiée dont ils ont profité jusqu'ici, ils se ménagent de désagréables surprises. Il leur arrivera ce qui attend tous les privilégiés plus soucieux de conserver leurs privilèges et d'en jouir que de les mériter.

Convaincu que tout rajustement social doit se faire dans l'ordre, avec justice et avec charité, je ne demande pas mieux, pour mon humble part, que de faire servir le modeste organe de publicité et d'éducation que j'ai fondé à l'utilité sociale des classes professionnelles, au maintien de l'accord entre elles et les autres classes de notre société. Mais, évidemment, ce concours ne peut être efficace que si les principaux intéressés en comprennent l'importance et savent l'utiliser.

Quelques-uns commencent à s'en apercevoir.

A un récent congrès médical, un jeune médecin, qui n'est pas de nos amis, a eu le courage et la loyauté de dire, en dépit des *gros yeux* de quelques confrères *rouges* ou *bleus*, que le *Devoir* est le seul journal quotidien qui ait jusqu'ici compris l'importance de l'hygiène au point de vue patriotique. Il y a quelques semaines, un brillant avocat de Montréal, professeur d'université (il a le sens social, celui-là, en paroles et en action), voulant combattre les tendances dangereuses de l'Association du Barreau canadien, a choisi la tribune du *Devoir*. Pourquoi, plutôt que tel ou tel autre journal, beaucoup plus répandu? Parce que, pour atteindre son objet, il avait besoin, non pas d'un *gros* auditoire, mais d'un auditoire averti, préparé par une éducation méthodique à entendre son cri d'alarme, à saisir ses arguments, à donner d'efficaces sanctions à ses conseils. Evidemment, si l'éducation préparatoire avait été donnée à un plus grand nombre de lecteurs, l'effet eût été plus considérable. Mais si l'auditoire est restreint, à qui la faute?

Ces deux exemples, pris au hasard, doivent suffire à faire comprendre aux professionnels préoccupés de leur devoir social qu'ils ont tout intérêt à soutenir et à propager des jour-

naux dont toute la raison d'être est de préparer les esprits à recevoir d'utiles directions, de les aider dans l'accomplissement de leurs tâches éducatrices, et aussi d'enseigner à nos compatriotes à établir une équitable distinction entre les professionnels qui les servent et ceux qui s'en servent.

### Hommes d'affaires

En parlant de l'action de la presse sur le mouvement économique, j'ai promis d'y revenir afin d'examiner plus à loisir "les devoirs des hommes d'affaires à l'égard de la presse catholique et nationale." <sup>1</sup>

D'aucuns ont accusé le *Devoir* d'afficher quelque dédain des "hommes d'affaires". Le reproche vaut celui de notre insouciance des questions *pratiques*.

A maintes reprises, il est vrai, nous avons dénoncé à la conscience publique et voué au mépris les pratiques des hommes d'affaires qui ne sont qu'hommes d'affaires. La passion de l'or est assurément l'une des plus viles qui soient. La domination de l'or, toute puissante à l'heure actuelle, impose à l'humanité le joug le plus déshonorant qu'elle puisse porter. L'influence des hommes d'affaires qui ne songent qu'aux affaires est désastreuse à tous égards. Elle a fait la guerre, elle a bâclé la paix, elle a plongé le monde dans le désarroi où il se débat, elle a énervé toutes les forces de reconstruction morales et même matérielles, elle prépare les révolutions de demain. Les brasseurs d'affaires sont les véritables fauteurs du bolchévisme, qui ne leur fait tant peur que parce qu'il les menace dans leur égoïsme jouisseur. Du jour où ils entreverront une source de profits dans le bolchévisme ou dans toute autre forme de révolution sociale, ils lui feront bon accueil. Le rapprochement qui s'opère entre les agents de Lenine et les banquiers de Londres est symptomatique.

Au Canada français, la passion désordonnée des affaires est le plus actif agent de la conquête anglo-saxonne et protestante; c'est la marque la plus certaine de l'emprise du matérialisme sans foi, sans idéal et sans patrie, qui domine toute la vie sociale et politique du continent.

En dénonçant la politique d'affaires, l'esprit d'affaires, l'influence des hommes d'affaires, le *Devoir* reste donc pleinement dans son rôle de propagateur de la vérité catholique, de l'ordre social chrétien, des saines traditions canadiennes-françaises. Dans cette oeuvre de salut public, il mérite l'encouragement et l'appui actif de tous les Canadiens-français catholiques qui, adonnés au commerce, à l'industrie, à la finan-

<sup>1</sup> Voir plus haut, page 31.



ce, savent tout de même subordonner leurs activités matérielles aux exigences supérieures de la foi et du patriotisme.

A y bien réfléchi, les hommes d'affaires constateront qu'il est très *pratique* pour eux que leur clientèle, leur personnel — et eux-mêmes — conservent la mentalité qu'un journal comme le *Devoir* s'efforce d'inculquer à tous ses lecteurs.

Il y a quelque trente ou quarante ans, la haute finance et le gros commerce de détail, à Montréal, étaient virtuellement entre les mains des Anglais. On achetait bien chez le petit fournisseur canadien-français les aliments ordinaires et les menus articles de toilette; mais pour les produits rares et les objets *chics*, c'était entendu, il fallait aller dans l'ouest. On négociait avec les banques canadiennes-françaises les affaires de peu d'importance; mais pour les grandes opérations, il fallait s'adresser aux banques anglaises, du moins le croyait-on, — et on le faisait. On s'assurait invariablement dans les sociétés anglaises.

Pour les négociations d'emprunts à longs termes, nos corps publics — municipalités, commissions scolaires, fabriques d'église — aussi bien que les entreprises industrielles et les particuliers, étaient à la merci des sociétés de prêts anglaises, des courtiers anglais, de la finance anglaise ou américaine. Indépendamment du danger d'absorption ou d'asservissement qui allait grandissant, cette situation entretenait chez les Anglais et chez nos propres compatriotes la fausse et déplorable notion que cet état de choses était normal, que les Anglais dominaient de droit le commerce, la finance et l'industrie, que les Canadiens-français, inaptes aux affaires, devaient éternellement leur payer tribut. Les Anglais nous méprisaient et nous nous méprisions nous-mêmes comme "scieurs de bois et porteurs d'eau" au service des Anglais — mais nous faisons de notre mieux pour accroître notre propre abjection.

Et aujourd'hui? Allez demander aux banques canadiennes-françaises, aux sociétés d'assurance canadiennes-françaises, aux courtiers canadiens-français, aux marchands canadiens-français. L'affranchissement n'est pas entièrement accompli; mais quel progrès en vingt ans, en dix ans! Comptez les maisons de commerce créées ou agrandies, les industries nouvelles, les opérations entreprises; mesurez surtout la *marche* des affaires!

Sans doute, à cette progression plusieurs causes ont contribué. Mais il en est une, foncière, capitale et permanente, à laquelle bien peu d'hommes d'affaires semblent accorder l'attention qu'elle mérite: c'est le changement radical de la mentalité canadienne-française à cet égard. Autrefois, il y a dix ans à peine, combien de Canadiens-français, avant de faire un



achat, de déposer une somme d'argent à la banque, de prendre une police d'assurance, de négocier un emprunt ou de faire un placement, se posaient cette simple question: *Comment, tout en faisant mon affaire, puis-je accomplir mon devoir social?* On allait à la boutique ou à la banque la plus proche, à la maison où l'on pensait être le mieux servi, sans se demander ce qu'il en résulterait pour la race, pour l'Eglise. On pensait à soi et nullement à la communauté sociale.

Voilà ce qui est changé, et ce changement, qui l'a opéré, si ce n'est la presse catholique et nationale? N'ai-je pas le droit d'ajouter: et le *Devoir* en particulier? Du jour de sa naissance il n'a cessé de battre cette corde, ou plutôt de frapper sur ce clou et de l'enfoncer à travers la dure écorce des préjugés nés de l'asservissement colonial et soigneusement entretenus par les Anglais, grâce à la complaisante servilité de leurs complices canadiens-français, politiciens, journalistes et hommes d'affaires.

Le directeur-gérant de l'une de nos principales institutions financières avouait, l'autre jour, dans une réunion intime, que l'énorme accroissement des affaires de sa maison tenait, dans une très large mesure, au sens de la solidarité nationale éveillé par le *Devoir*. Mais ce que ni lui ni beaucoup d'autres ne semblent comprendre, c'est ce qu'il en coûte à un journal pour entreprendre et poursuivre cette campagne d'éducation populaire. Ce qu'ils ne se demandent pas, c'est ce qu'il adviendrait de la mentalité nouvelle dont ils profitent, si l'organe qui l'a créée et l'entretient venait à disparaître et laissait le champ libre aux protagonistes de l'anglicisation totale ou partielle.

Ce qu'il en coûte, nous seuls pourrions le dire. Je ne parle pas des horions, des injures et du mépris que cette attitude nous a valus — même de ceux à qui elle profite davantage. J'ai souvenance d'une série d'interviews arrachées par un rédacteur de la *Gazette* à quelques banquiers et négociants canadiens-français, conspuant le *Devoir* parce qu'il avait recommandé à ses lecteurs d'encourager de préférence les maisons d'affaires canadiennes-françaises. Ces bons apôtres de la conciliation ne se font pas scrupule, du reste, d'empocher les bénéfices de notre propagande. Mais je veux me borner à signaler les sacrifices pécuniaires que comporte nécessairement l'attitude que le *Devoir* a adoptée à cet égard.

Que l'on compare d'un coup d'oeil les colonnes d'annonces des journaux français de Montréal; et l'on constatera sans peine que dans le *Devoir* les annonces de maisons anglaises n'occupent qu'une place fort restreinte, tandis qu'ailleurs elles dépassent généralement celle faite aux maisons canadiennes-françaises. Afin de ne pas nuire à quelques-uns de nos meil-

leurs clients d'annonces, nous avons refusé de plantureux contrats que nous proposaient des maisons étrangères en concurrence immédiate avec eux.

Sans doute l'intérêt de nos clients, ou même celui des hommes d'affaires généralement, n'est pas notre principal souci. C'est avant tout, à nos yeux, une question de principe et d'intérêt national. Mais enfin, les hommes d'affaires en profitent. L'intérêt national sert leur intérêt particulier. En soutenant la cause nationale, nous servons la leur... à nos dépens.

Croît-on qu'une telle attitude est possible à des organes politiques, dont le souci dominant est de flatter toutes les influences, à des journaux d'affaires dont toute la raison d'être est de faire des affaires et de s'assurer la plus grosse clientèle possible d'annonceurs? Non, il faut qu'un journal soit voué à une idée supérieure, à une cause d'intérêt général, pour s'imposer de tels sacrifices. C'est du reste ce qui lui vaut son autorité morale, même dans les questions d'affaires.

Quelques hommes de commerce et de finance l'ont compris. Ils ont compris que la valeur d'un journal, même au point de vue le plus étroit, ne réside pas seulement dans le chiffre de son tirage, mais aussi dans la mentalité qu'il crée, dans les préoccupations qu'il éveille. Les plus intelligents peut-être, les plus actifs et les plus dévoués patrons de notre oeuvre se sont recrutés dans le monde des affaires. Mais combien rares!

Si un plus grand nombre avait saisi notre pensée et nous avait aidés à faire à notre journal une situation financière absolument sûre, cela nous eût permis, non pas d'accentuer notre propagande — à cet égard comme à tout autre, nous sommes aussi libres, et même plus, que si nous étions millionnaires — mais de n'ouvrir nos colonnes d'annonces qu'à des clients canadiens-français.

Qu'on ne crie pas au boycott, au fanatisme, à la haine de race. Tout cela c'est de la bouillie pour les chats, du thème à discours de *bonne entente*. Nous n'envions nullement aux Anglo-Saxons ni aux autres races leurs richesses et leur prospérité matérielle. Mais nous croyons que les Canadiens français ont le droit de se fortifier économiquement, comme tous les autres peuples, et qu'ils ont, plus que les autres, besoin d'apprendre à pratiquer le devoir de la solidarité nationale. Ceci n'implique nullement la cessation de tous rapports d'affaires avec les Anglais; au contraire: plus les Canadiens-français se rendront maîtres des sources de leur puissance économique afin de les canaliser, de les accumuler et de les faire fructifier, plus ils seront en mesure de négocier avec les Anglais de bonnes affaires, profitables à eux-mêmes, à autrui, à toute la communauté canadienne.

Telle est notre manière d'envisager les questions d'affaires. Ai-je tort de croire qu'un plus grand nombre d'hommes d'affaires devraient nous aider à répandre ces notions, à les faire entrer dans les habitudes de la vie journalière?

Si cette éducation *pratique* de notre peuple profite à nos hommes d'affaires, ils ont tout intérêt à ce qu'elle se poursuive dans des conditions qui lui assurent sa pleine valeur. Non seulement doivent-ils soutenir les journaux qui s'y dévouent; mais ils auraient tort de vouloir que ces journaux se plient à leurs exigences particulières ou à leur préférences politiques. Cette propagande vaut dans la mesure où elle ne tient nul compte des intérêts privés et des intérêts de partis. Elle vaut surtout dans la mesure où elle reste subordonnée aux intérêts généraux de la race et aux droits inaliénables de la conscience chrétienne.

C'est pourquoi les journaux catholiques et nationaux, tout en rappelant sans cesse au peuple canadien-français qu'il doit encourager de préférence les maisons d'affaires dirigées par leurs compatriotes, rappellent également aux hommes d'affaires canadiens-français qu'ils ont, eux aussi, des devoirs sociaux à remplir; qu'ils ne doivent pas mettre leur influence et leur fortune au service des ennemis de la race et de l'Eglise; qu'ils ne doivent pas jouer dans les mains de ceux qui les flattent pour les rendre complices de leurs projets de domination; qu'après avoir profité du patriotisme de leur clientèle, ils ne doivent pas en faire fi pour leur propre compte; qu'ils ont le devoir d'aider les oeuvres de défense religieuse et nationale en proportion de leurs moyens; que dans l'acquisition et l'emploi de leur fortune, ils doivent tenir compte des exigences de la conscience chrétienne et de l'honneur national; qu'ils rendront témoignage à leur foi et à leur race, non pas dans la mesure de leurs succès et en proportion du chiffre de leur fortune, mais en raison de leur probité, de leur intelligence et de leur esprit social; qu'ayant le droit de compter sur l'encouragement de tous leurs compatriotes, ils ont aussi l'obligation de les servir honnêtement; que si la religion et le patriotisme imposent au travail une salubre discipline, ils obligent le capital à de justes et nécessaires contraintes. En résumé, la presse catholique et nationale doit être, pour les hommes d'affaires comme pour toutes les autres catégories sociales, un moyen d'éducation autant qu'un auxiliaire. C'est à ce double titre qu'elle mérite leur encouragement.

### Ouvriers

L'attitude de la presse catholique canadienne sur la question ouvrière est bien définie. Elle s'inspire des directions



données par Léon XIII et renouvelées par S.S. Benoît XV. Elle s'efforce de rompre la tyrannique et dangereuse emprise du syndicalisme américain, forcément neutre quand il n'est pas antichrétien, sur les travailleurs canadiens-français. Elle favorise de toutes ses forces le syndicalisme catholique et national. L'*Action catholique* à Québec, le *Progrès du Saguenay* à Chicoutimi, tout en s'intéressant aux autres aspects de la situation religieuse et sociale, méritent presque d'être comptés au nombre des organes du travail catholique syndiqué. Le *Devoir*, appelé à une action plus générale, le *Droit*, voué à la défense de la minorité ontarienne, n'ont négligé aucune occasion d'aider au développement des oeuvres sociales catholiques. Cette attitude a valu au *Devoir* l'animosité d'un bon nombre de patrons et la haine des ouvriers soumis à la domination du travail syndiqué d'Amérique. Cette double antipathie s'est manifestée par de sérieux obstacles apportés à la diffusion du journal et au bon fonctionnement de son atelier. Ces inconvénients nous les avons subis et nous continuerons à les subir parce qu'en ceci comme en toute autre matière, nous estimons que nous devons dire la vérité, quoi qu'il en coûte.

Avons-nous tort de penser que cette attitude mérite quelque reconnaissance de la part des ouvriers catholiques? de ceux, bien entendu, dont la foi est assez éclairée et le patriotisme assez réel pour leur faire comprendre que le mouvement ouvrier doit rester subordonné aux intérêts supérieurs de l'Eglise, de la famille, de la race et de la patrie.

Lorsque je parle de reconnaissance, il faut s'entendre. Il ne s'agit pas principalement de services réciproques, dont le seul objet serait de favoriser le développement de deux oeuvres particulières. Nous ne soutenons pas le mouvement syndical catholique aux seules fins de nous faire une clientèle; nous ne demandons pas aux ouvriers catholiques d'encourager le *Devoir*, ou tout autre journal, dans le but de s'assurer un utile service de presse. Non, il faut placer la question sur un terrain à la fois plus large, plus élevé et plus solide.

Ce n'est pas pour flagorner les masses ouvrières que la presse catholique s'occupe d'elles, que le *Devoir* s'intéresse à la question sociale. Pour ma part, je ne me fais aucune illusion sur les dangers du mouvement syndical, même catholique, et pour la société généralement, et pour les ouvriers eux-mêmes. Mais il me paraît inévitable et, à l'heure actuelle, nécessaire. Le syndicalisme catholique est le seul contrepoids efficace à la double tyrannie du capitalisme et du socialisme, tous deux sans foi, sans patrie, sans autre règle que la loi du plus fort.



C'est dans l'intérêt général de la société, de l'Eglise, de la patrie canadienne, de la race canadienne-française, que nous appuyons le mouvement, trop tardif mais plein d'espérances, du syndicalisme catholique et national. C'est en raison de ces motifs d'ordre supérieur que nous nous appliquons, tour à tour, à dissiper les préjugés et les méfiances des classes bourgeoises à l'endroit du syndicalisme catholique, et à mettre les ouvriers en garde contre les excès où ils peuvent se laisser entraîner: esprit de caste, oubli des intérêts généraux de la société et des droits des autres classes, étroitesse de vues, danger de certaines revendications, légitimes en soi, peut-être, mais contraires à l'équilibre social.<sup>1</sup>

Telle est, à mon sens, la seule manière dont un journal voué à la défense de *tous* les intérêts religieux et nationaux peut traiter ce qu'on a pris l'habitude d'appeler abusivement "la question sociale", mais qui n'en est, en réalité, que l'un des éléments. La question ouvrière n'absorbe et ne supprime ni la question agraire, ni la question économique, ni les multiples problèmes de la politique intérieure ou extérieure, ni surtout la question sociale par excellence, la protection de la famille.

Placer ou replacer toute question à son rang, dans l'ordre normal voulu par Dieu; lier toutes les questions les unes aux autres, dans l'esprit et la conscience de toutes les classes de la société, par l'emprise des principes fondamentaux de l'ordre social: c'est toute la raison d'être d'un journal comme le *Devoir*; et c'est encore le meilleur service qu'il puisse rendre aux ouvriers comme à toutes les autres catégories de Canadiens.

Que nos ouvriers ne s'y trompent point: leurs conditions s'amélioreront véritablement, leurs oeuvres syndicales ou autres seront durables et fécondes, dans la mesure où elles gagneront d'intelligentes sympathies parmi les hommes de toutes catégories qui veulent, eux aussi, le bien de la société, qui cherchent le progrès dans le règne de Dieu, dans la discipline morale des intelligences et l'application sociale des règles de la justice et de la charité, autant que par le bien-être matériel et une plus équitable répartition des richesses.

Une puissante organisation syndicale peut assurer aux ouvriers une domination passagère. Mais gare au lendemain! Le despotisme égoïste, fût-il celui d'un roi, d'une caste ou d'une classe, n'a qu'un temps, généralement court, et suscite d'effroyables réactions. Les admirables corporations du moyen âge ont rendu de notables services; elles ont péri par l'excès de leur puissance, par leur égoïsme de classe surtout.

<sup>1</sup> C'est à ce point de vue que le *Devoir* a traité la question ouvrière dans une série d'articles reproduits en brochure: *Syndicats nationaux ou internationaux?* (épuisée).

Que nos ouvriers catholiques aient leurs organes à eux, qui traitent tous les aspects particuliers du problème ouvrier, fort bien; et l'on peut être sûr que la presse catholique et nationale fera bon accueil à ces publications spéciales, pourvu, bien entendu, qu'elles s'inspirent toujours des principes de la foi et du patriotisme. Mais comme toutes les autres catégories de Canadiens catholiques, peut-être davantage, ils ont un intérêt primordial à soutenir et à propager des organes d'éducation publique qui entretiennent entre eux et les autres classes de la société ces courants sympathiques, ces liens nécessaires, qui assureront le succès durable de leurs activités sociales.

C'est sur ce terrain que nous nous plaçons en toute sécurité pour recommander l'oeuvre du *Devoir* à ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier.

On a parfois objecté que le *Devoir* est trop sérieux, d'un ton trop élevé, pour être accessible aux ouvriers. Cette objection, je l'avoue, m'a toujours étonné, de la part surtout de ceux qui prodiguent aux ouvriers les plus basses flatteries. Si j'étais ouvrier, je l'accueillerais comme une insulte.

Que les milliers de pauvres diables abreuvés depuis vingt ans de *littérature* d'égoût ne puissent lire un journal sérieux, c'est admis. Mais ceci n'est pas plus vrai des ouvriers que des autres. Il y a encore, je pense, de nombreux travailleurs qui aiment mieux s'instruire que s'abrutir. Seulement, il en est d'eux comme de tous les autres Canadiens: ils ne comprendront que graduellement l'importance éducatrice de la presse catholique et nationale; et ils n'y arriveront qu'après avoir compris l'insuffisance des journaux de parti et la dégradante influence de la presse jaune.

### Ruraux

Il y a fort peu d'années encore, les agriculteurs et, plus généralement, les ruraux formaient d'emblée la couche la plus solide de notre population, la plus saine physiquement, la plus morale, la plus religieuse et, à certains égards, la plus sociale. Par contre, c'était la plus entamée par l'esprit de parti et la passion politique.

Le spectacle qu'offraient la plupart des paroisses, en temps d'élection, était à la fois grotesque et lamentable. La conscience, la raison, le bon sens, la dignité humaine perdaient tous leurs droits. A l'appel des chefs, des candidats, des "orateurs" et sous l'impulsion des "organisateurs", tout le monde perdait la tête. C'était la surenchère des mensonges, des injures, des sophismes, le dévergondage de la débauche crapuleuse, l'oubli de toutes les lois de la justice et de la morale. Le mal n'était peut-être pas plus grand que dans les villes ou qu'en

tout autre pays affligé du régime électoral et démocratique; mais par contraste avec l'habituelle dignité de vie de nos *habitants*, il étalait davantage sa hideur dégradante. D'honnêtes pères de famille prenaient tout à coup des allures de voyous, d'excellents chrétiens trafiquaient de leur conscience ou de celle des autres, de braves gens qui n'auraient voulu pour rien au monde manquer la messe du dimanche, le maigre du vendredi ou le jeûne du carême, des vigiles et des Quatre-Temps, n'hésitaient nullement à se parjurer pour le plus grand bien du "parti". Les choses en vinrent au point qu'en plusieurs diocèses, les autorités religieuses mirent les actes de corruption électorale au rang des "cas réservés" à la juridiction épiscopale.

Aujourd'hui le mal paraît moindre. Non pas que les mœurs électorales soient notablement purifiées, mais la moralité générale ayant sensiblement baissé, le contraste est moins violent. La conscience publique a fini par amener la conscience privée à son niveau.

Il y a quelque vingt ou trente ans, on eût insulté un bon *habitant* de vieille roche en lui demandant de signer la quittance d'une somme reçue, ou de reconnaître par un billet une dette légitime. Aujourd'hui, gare à qui ne prendrait pas ces élémentaires précautions! Le parjure judiciaire devient presque aussi fréquent que le parjure électoral. L'esprit de lucre, de rapine et de cautèle se répand comme une tache d'huile. L'agriculteur s'habitue à voir dans le professionnel et le marchand, dans l'homme des villes surtout, l'ennemi, l'exploiteur, contre lequel il doit s'armer et qu'il a le droit, quand il en a la chance, de *retaper* aussi souvent et aussi fort que possible.

La politique n'est pas la seule cause de cette dégradation morale et sociale des campagnes. Un faux système d'enseignement public, la manie de la prétendue "éducation" — qui est justement le contraire de l'éducation — y a contribué fortement et tout d'abord en déracinant les ruraux, les femmes surtout, et en leur inculquant le dégoût de la vie des champs. Les facilités de communication et le développement de la grande industrie ont accéléré la migration des campagnes vers les grandes villes; la multiplication des centres industriels menace de vulgariser le mal par toute la province.

La politique administrative, — celle de la province aussi bien que celle d'Ottawa — dirigée par des avocats aux gages de la haute finance, n'a rien tenté de sérieux pour guérir cette plaie grandissante de l'urbanisme, quand elle n'a pas tout fait pour le répandre.

La guerre a donné une formidable impulsion à toutes ces forces dissolvantes. A cet égard, elle a été plus nocive au Canada que partout ailleurs. Afin d'entraîner les Canadiens à



une participation outrancière qu'aucune obligation morale ou internationale ne justifiait, les agents de l'impérialisme anglais et les profiteurs des industries de guerre ont organisé une campagne systématique de mensonges et de sophismes. Ils ont exploité toutes les passions bonnes et mauvaises; ils ont éveillé tous les appétits; ils ont égaré tous les esprits. Ils ont enflammé le fanatisme antipapiste en représentant le Pape comme l'agent stipendié de l'Allemagne; ils ont trompé la foi naïve des catholiques en leur faisant croire que la cause des Alliés était celle de la justice et de la religion; ils ont flatté les instincts de révolte et l'orgueil démagogique en montrant le triomphe de la Révolution et de la démocratie dans la victoire ententiste: c'était la plus véridique de leurs assertions. Dans l'ordre des intérêts matériels, la multiplicité des industries de guerre a fait des hommes de rapine les partisans de la guerre à outrance. Les gros salaires ont apaisé les murmures des ouvriers. Les gros prix ont obscurci la conscience des agriculteurs. Il a fallu la menace de la conscription pour éveiller les méfiances; et encore, le peuple des villes et des campagnes ne s'en est ému qu'en raison des souffrances individuelles ou des pertes matérielles qu'elle lui apportait. Des causes premières de cette dure mais inévitable conséquence, il ne s'est nullement inquiété. Il a maudit les hommes et le parti qui ont voté la loi de conscription; il s'est jeté dans les bras du parti et des hommes qui en avaient posé toutes les prémisses, qui avaient acquiescé à tous les mensonges, à tous les sophismes, à toutes les mesures dont la conscription résultait aussi naturellement que la brûlure du contact avec le feu.

La guerre finie, le peuple n'a songé qu'à oublier ses terreurs dans une orgie de luxe et de dépenses folles, favorisée par les prix extravagants du travail salarié et des produits de la terre. C'était une mauvaise préparation au rajustement moral et économique qui s'impose. Les prix baissent, le chômage est commencé; mais les habitudes prises restent, les idées fausses ou mauvaises subsistent; les consciences et le bon sens ne se remettent pas d'aplomb.

Dans les campagnes, les agriculteurs vont profiter assez longtemps encore de la hausse des prix; mais la main-d'œuvre reste rare et dispendieuse; les jeunes gens, garçons et filles, attirés dans les villes au cours de la guerre, ne sont pas pressés de retourner aux champs. Et s'ils y retournent, dans quel état moral et physique rentreront-ils au foyer? Il n'y a pas à le cacher, l'atmosphère des villes est beaucoup plus pernicieuse pour les ruraux brusquement transplantés que pour la vieille population ouvrière encore chrétienne, plus aguerrie



contre les périls de la vie urbaine, mieux protégée surtout par la vie de famille, qui fait totalement défaut aux jeunes campagnards attirés en ville par la perspective alléchante d'un gain facile et d'une vie d'amusements grossiers.

### Influence délétère des journaux

Dans cette désorganisation morale de la vie rurale et dans ce funeste exode des campagnes vers les villes, quelle a été la part de responsabilité de la presse quotidienne? Enorme, incalculable.

La presse de parti a rendu permanente l'influence désastreuse de la politique et des politiciens sur l'esprit de la population rurale. Le désarroi des idées, l'atrophie de la conscience, l'abaissement de la dignité, si marqués en temps d'élection, les journaux de parti se sont appliqués constamment à les entretenir. Chaque soir, ou chaque semaine, le journal *rouge* ou *bleu* arrive au foyer prêcher le faux évangile et la fausse morale du parti. De l'attaque aiguë il a fait la maladie chronique. De la multitude d'idées fausses répandues au cours de la guerre, les journaux de toutes nuances ont été les véhicules et les propagateurs complaisants.

Le journalisme jaune, qui a tôt fait de compénétrer le journalisme de parti, est venu étendre le mal et l'introduire dans tous les domaines de la conscience et de l'esprit. Le journal à nouvelles, à sensation, à images, c'est le cinéma des campagnes. Il familiarise la population rurale avec tous les vices, tous les crimes, toutes les turpitudes et tout le faux clinquant des villes. Il habitue les braves gens de la campagne à croire que le déshabillé du théâtre, le débraillé de la rue, la pourriture des maisons de prostitution, les drames hideux dont le dénouement se déroule en cour d'assises, c'est la vie habituelle et normale des villes; et comme toutes ces saletés s'évalent et se racontent sans vergogne, côte à côte avec des récits de fêtes religieuses ou patriotiques, des articles ou des discours politiques, des morceaux plus ou moins littéraires — le tout bariolé de portraits d'évêques et de bandits, de magistrats et de prostituées, de financiers et d'actrices — les bons "habitants" finissent par n'avoir plus qu'une notion distinctive assez confuse entre ce qui est respectable et ce qui ne l'est pas, avec une sympathie grandissante pour le crime et les criminels. Les jeunes gens, les jeunes filles, et même les jeunes ménages se prennent de l'idée que la ville où l'on voit tant de belles choses croustillantes, où l'on s'amuse de tant de façons, où l'on s'habille et se déshabille avec

si peu de gêne, où l'on dépense si facilement tant d'argent si aisément gagné, c'est l'endroit où il fait bon vivre.

A la campagne plus peut-être encore qu'à la ville, la presse de parti a été désorganisatrice des idées et la presse sensationnelle corruptrice des moeurs.

A la campagne autant qu'à la ville, le seul moyen de combattre sur son terrain l'influence du journal démoralisateur c'est la diffusion du journal moralisateur. C'est par la presse sainement inspirée qu'il y a chance de rendre à la population rurale le sens de sa dignité, un juste sentiment de son indépendance et surtout une notion exacte de son devoir social.

A cet égard, le mouvement agraire qui se manifeste dans les provinces anglaises mérite d'être observé. En dépit des incohérences inhérentes à la mentalité protestante, cette évolution marque un progrès manifeste sur les déchéances du passé, accélérées par la guerre. La terreur et l'antipathie qu'il inspire aux politiciens, aux brasseurs d'affaires, à tous les exploiters de la crédulité campagnarde, le recommandent à l'observation sympathique de tous les Canadiens français qui ne veulent pas voir leur province rester à l'arrière-plan et continuer à servir de tremplin aux arrivistes de la finance et de la politique.

Je ne prétends pas que les agriculteurs du Québec doivent copier en tous points ceux de l'Ontario et de l'Ouest, et se lancer tête baissée dans un mouvement de séparatisme de classe. Mais ils pourraient les imiter, avec toute la supériorité de leurs traditions religieuses et nationales, tout comme les ouvriers catholiques font en marge de l'organisation syndicale sans religion et sans patrie. Ils trouveraient avantage à se serrer les coudes, à chercher dans les principes de l'association catholique et nationale, les moyens de consolider leur situation économique, de perfectionner leurs méthodes de culture, de régulariser la vente de leurs produits, de garder leurs enfants, de faire appliquer aux écoles de campagnes des méthodes rationnelles d'enseignement. Ils apprendraient à secouer le joug des politiciens qui les exploitent et s'en moquent depuis soixante quinze ans. Ils s'habitueraient à faire aux choses de la politique et à toutes choses l'application des règles ordinaires du bon sens, dont ils savent si bien user quand il s'agit de leurs affaires personnelles ou locales. Et en opérant cette évolution sous l'empire des principes chrétiens et des traditions familiales qui ont permis à leurs ancêtres de sauver la race et la nationalité, ils accompliraient véritablement leur devoir social.

Dans la poursuite de cette tâche nécessaire, la presse catholique et nationale leur apporterait un concours précieux.

A mesure qu'ils perceront le mensonge des évangiles de parti, qu'ils sonderont les plaies morales causées par la presse jaune, ils comprendront davantage l'utilité de la presse de principes — à moins qu'ils ne versent dans le plus étroit égoïsme de classe. Pour échapper à l'emprise des vieux préjugés sans tomber sous le joug des principes dissolvants qui menacent toutes les sociétés contemporaines, ils ont besoin que quelqu'un leur rappelle sans cesse leurs devoirs autant que leurs droits, leur fasse connaître la situation des autres classes de la société, les mette en garde contre les démagogues qui exploitent tour à tour ou simultanément le peuple des villes et celui des campagnes. En un mot, leur conscience sociale a besoin d'être soutenue et éclairée, dans l'ordre des faits journaliers comme dans le domaine des principes. Pour eux comme pour les autres, c'est le service que la presse catholique et nationale leur rendra s'ils veulent en profiter.

## IV

### LA PRESSE ET LA FAMILLE

#### La famille, fondement de l'ordre social

Dieu a fait de la famille le fondement de l'ordre social. En supprimant la polygamie et le divorce, en relevant la femme et l'enfant de la dégradation où le paganisme les avait plongés, le Christ et son Eglise ont rétabli la famille dans sa dignité première et fondé la société chrétienne. Par une conséquence naturelle et avec une infernale logique, les ennemis de Dieu, du Christ, de l'Eglise et de la société chrétienne s'attaquent partout et en tout temps à la famille. Chez nous comme ailleurs, ils trouvent maints complices parmi des gens qui se disent catholiques et une foule d'agents inconscients dans l'innombrable multitude des aveugles, des égoïstes, des lâches et des imbeciles.

S'il est une collectivité qui doit veiller jalousement sur ses traditions familiales, c'est bien le petit peuple canadien-français. Aucune nation peut-être ne doit autant que lui à la valeur morale et sociale de la famille chrétienne. Sans doute, c'est la paroisse catholique, seule institution préservée des ravages de la conquête anglaise, qui a sauvé notre nationalité. Mais c'est dans la vitalité des familles, dans leurs traditions et leurs séculaires coutumes, que la paroisse a trouvé le secret de sa survivance. Les fortes familles ont fait les fortes paroisses. La fécondité des foyers a permis à la race de résister à l'accablement du nombre, de garder pleins ses cadres sociaux et d'empêcher l'ennemi de s'y introduire. La bonne ordonnance du gouvernement familial a entretenu chez nos pères les notions d'ordre et d'équilibre, le sens de l'autorité et de la justice, tempéré par la bienveillance et la pratique d'une saine liberté. C'est là qu'il faut chercher la réelle grandeur et la force de résistance de ces pauvres paysans, de ces minces bourgeois, sans lettres, sans richesse, sans puissance, qui ont fondé la nationalité canadienne, en dépit de l'insouciant égoïsme de la France, et qui l'ont sauvée des brutalités et des ruses de l'Angleterre.

De ces familles nombreuses et bien ordonnées, aux moeurs simples et cordiales, sont sortis ces prêtres dévoués, curés, missionnaires et fondateurs de paroisse, moins raffinés que les abbés de cour ou d'académie, évidemment, mais simples et sans morgue, robustes, actifs et débrouillards, se faisant tout à tous, dans l'ordre matériel aussi bien que pour la conduite



des âmes. De ces foyers sortirent également ces femmes incomparables, religieuses de toute catégorie, si bien préparées par les exigences d'une nombreuse famille et l'admirable exemple de leurs vaillantes mères, à l'exercice pratique de toutes les formes de la charité.

Certes, je n'ignore pas ce qui manquait à nos vieilles familles canadiennes. On n'en saurait méconnaître les lacunes et les faiblesses, et notamment celles qui provenaient de l'absence d'une véritable hiérarchie sociale, d'une aristocratie consciente de son rôle et de ses responsabilités, d'une bourgeoisie éclairée, entreprenante et solidement progressive. Les éléments existaient; mais le régime colonial français les étouffait. Plus tard, les agents de l'Angleterre, en dominant les seigneurs et les têtes dirigeantes du clergé, puis en corrompant les chefs politiques, accentuèrent le mal. De là, ce tempérament moutonnier, cet amollissement des caractères, ce singulier mélange de servilité collective et de suffisance individuelle, qui se retrouvent chez tous les peuples conquis, chez ceux surtout qui finissent par accepter la conquête comme un bienfait et n'en recherchent que les avantages matériels. Cette abdication entama chez nos pères le vieux fond de fierté française et de dignité catholique; elle prépara les coeurs à la soumission abjecte, les intelligences à l'abrutissement matérialiste et les consciences aux faciles et profitables compromissions. Ces déchéances se sont manifestées plus tôt et plus généralement dans les classes dirigeantes; preuve que la formation sociale était plus en défaut que l'éducation familiale.

### Décadence de la famille canadienne

Aujourd'hui, depuis la guerre surtout, c'est le contraire qui se produit. Le sens social s'éveille; les intelligences s'aiguisent; les oeuvres se multiplient, la piété se ranime, du moins en apparence. Par contre, la famille est en pleine décadence. Elle est fortement atteinte dans tous ses éléments vitaux.

Dans sa vigueur physique, par l'entassement de la population dans les villes, par le travail mercenaire des femmes et des enfants, par l'empoisonnement des nourrissons, par une détestable alimentation, par la diffusion des pratiques immorales, par la manie des femmes de se vêtir ou plutôt de se dévêtir à rebours des saisons et du bon sens, sans parler de la décence et du bon goût.

Dans sa constitution morale, par l'abaissement de la dignité des époux et de l'autorité des parents, qui détruit le sens de l'obéissance chez les enfants, du respect chez les jeunes gens; par l'effacement de l'honneur chez l'homme, de la pudeur chez

la femme, de la candeur chez l'enfant; par la pratique croissante du vol et du mensonge sous toutes les formes, à tous les degrés, dans toutes les couches sociales; par l'amour des jouissances, l'égoïsme et la vanité; par le féminisme, la plus antisociale peut-être des folies du jour, la plus propre assurément à dégrader la femme et à détruire la famille.

Dans sa vie intellectuelle, par une éducation faussée et superficielle, par la légèreté ou la lourdeur des esprits, la futilité des préoccupations, la niaiserie ou la répugnante immoralité des amusements.

Dans son équilibre économique, par la soif des richesses vite et mal acquises, par la perte de l'esprit d'épargne, par le goût des dépenses folles et des dépenses bêtes, du clinquant et du luxe de mauvais aloi.

Loin de moi la pensée que telle est la situation générale, ni même qu'un nombre considérable de familles canadiennes-françaises soient atteintes sur tous ces points. Mais combien sont indemnes?

Sans doute d'autres peuples sont plus malades que nous. Jules Lemaître se gardait de la crainte de l'enfer par la pensée qu'un sort commun à tant d'hommes ne peut être aussi horrible qu'on le prétend. Ce genre de fatalisme—ou de *jemenfichisme*—ne vaut pas mieux pour le salut temporel des peuples que pour le salut éternel des âmes.

Les optimistes se rassurent par le spectacle de tout ce qui reste de bon chez nous, et particulièrement de l'intense pratique cultuelle et des multiples actes de religion extérieure. Certes, je ne méconnais pas la valeur de ces manifestations religieuses; mais lorsqu'elles vont de pair avec une constante et rapide dégradation de la conscience, de la droiture, de la moralité publique et privée, des vertus familiales surtout, elles m'apparaissent comme un phénomène de religiosité, plus propre à inquiéter qu'à consoler. Il y a pour les peuples, comme pour les individus, telles choses que l'abus des grâces et la fausseté de la conscience. Le Christ lui-même a jugé et condamné les nations qui l'honorent du bout des lèvres.

D'autres comptent sur les oeuvres sociales pour nous sauver. Ceux-là sont plus près de la vérité, et l'on sait que le *Devoir* ne leur mesure ni son encouragement ni son appui. Mais quelques-uns semblent oublier que la préservation de la famille, sa préservation morale et physique, est la première et la plus importante des oeuvres sociales, j'oserais presque dire la seule nécessaire.

Certes, il est beau, il est consolant, de voir les oeuvres religieuses et sociales se multiplier et grandir, le mouvement intellectuel s'accélérer, les forces économiques s'affermir; mais

quand l'on constate, par un contraste inquiétant, la rapide déchéance de la famille canadienne, de son esprit, de ses traditions, de ses habitudes, on est tenté de paraphraser l'admirable commentaire de saint Paul sur l'excellence de la charité.

Nous parlerions toutes les langues, nous posséderions la puissance politique, les richesses, la suprématie intellectuelle; nous aurions les universités les plus savantes, les écoles les plus fameuses, les institutions politiques et sociales les plus parfaites; notre clergé serait le plus éclairé du monde, nos communautés religieuses les plus saintes, nos professionnels et nos savants les plus illustres, nos industriels les plus prospères, nos ouvriers les plus habiles; nous remplirions les églises jour et nuit, nous couvririons les places publiques de monuments à la gloire de Dieu, nous pratiquerions toutes les dévotions anciennes et nouvelles: — si nous laissons entamer et déchoir la famille, la famille chrétienne et bien ordonnée, "tout cela ne nous servira de rien."

Nos fortes traditions de famille ont fourni les éléments essentiels de notre vie religieuse, sociale, économique. Si nous négligeons de reconstituer ce principe vital et de l'alimenter, tout le reste périra ou périlitera.

### Rôle de la presse

Dans l'oeuvre de défense et de restauration de la famille canadienne, quel est le rôle de la presse catholique et nationale? En premier lieu, jeter le cri d'alarme, signaler les dangers intérieurs et extérieurs qui menacent la famille, rappeler aux parents et aux éducateurs la grandeur de leur mission, faire connaître et encourager tous les moyens propres à préserver ou à refaire la famille chrétienne, empêcher les hommes d'oeuvres d'oublier ce facteur essentiel de l'ordre social.

Mais l'importance de ce rôle doit se mesurer surtout en raison de l'influence désastreuse exercée par la presse sans principes. Ici plus qu'en tout autre ordre d'idées, une presse saine apparaît comme l'antidote nécessaire du mal effroyable causé par la presse *jaune*.

Par l'article, par le récit sensationnel, par le feuilleton, par l'annonce, par l'image, les journaux populaires ont été les corrupteurs les plus efficaces de la famille chrétienne, les facteurs principaux de sa déchéance physique, morale, intellectuelle et économique. Ils ont fait pénétrer dans une multitude de foyers la connaissance et l'usage des drogues malfaisantes à l'aide desquelles les jeunes mères empoisonnent leurs enfants, des modes absurdes ou indécentes qui ruinent la santé des femmes et leur font perdre toute pudeur. Ils ont familiarisé la population, hommes, femmes et enfants, avec le mal sous toutes



ses formes; ils ont rendu le crime indifférent et les criminels intéressants. Ils ont été les complices et les propagateurs de l'impudicité, du vol, de l'ivrognerie, de l'improbité, de l'extravagance dans les idées et dans les mœurs. Ils ont développé le goût du laid, du bête, de l'absurde, du niais. En mixturant tout cela d'occasionnelles et répugnantes professions de foi religieuse, ils ont d'autant mieux réussi à fausser les consciences, à dégrader les esprits, à corrompre les mœurs. Une presse impie et franchement immorale aurait fait moins de mal.

Cette influence désastreuse est d'autant plus difficile à combattre que la plupart des hommes qui dirigent et remplissent ces journaux sont, en leur particulier, d'honnêtes bourgeois, très bornés en tout ce qui ne touche pas à leur industrie et parfaitement inconscients du mal qu'ils font. Plusieurs même sont dévots. Cette particularité leur vaut des amitiés et des protections qui leur permettent d'exercer en toute paix et à grand profit leur dégradante besogne.

Ce n'est donc que par un travail ardu et persévérant que les journaux de défense religieuse et sociale parviendront à contrebalancer l'influence de la presse *jaune* sur la famille canadienne. Et ils n'en viendront à bout qu'avec l'aide des hommes vraiment sociaux, prêtres et laïques. A ceux-ci la tâche de refaire l'éducation populaire, de démontrer aux parents le mal qu'ils font à leurs enfants, le mal qu'ils se font à eux-mêmes, en nourrissant leurs esprits de toutes les ignominies, de toutes les laideurs, de toutes les niaiseries qui s'étalent dans les journaux soi-disant populaires. A eux de démontrer aux lecteurs de journaux que ce qu'ils doivent rechercher dans leur lecture quotidienne, l'unique lecture pour la plupart, ce n'est pas ce qui flatte leur curiosité, leurs mauvais penchants et leurs goûts pervers, mais au contraire ce qui peut les instruire, éclairer leur intelligence, fortifier leurs convictions, les aider dans l'accomplissement de leurs devoirs individuels et sociaux.

De tous les témoignages, de toutes les marques de sympathie que le *Devoir* a reçus, il n'en est pas qui m'aient plus touché que ceux de quelques pères de famille. "J'aime et j'encourage le *Devoir*", dit l'un, parce que je peux sans crainte le laisser lire à mes enfants." — "La lecture du *Devoir* a fait de mon fils un homme", écrit l'autre. — "Le *Devoir* m'a appris mon devoir social et m'a aidé à bien élever mes enfants," me confie un autre, simple ouvrier.

Puissent nos lecteurs, nos amis et généralement tous les propagandistes de la presse catholique et nationale, considérer cet aspect de l'oeuvre comme l'un des plus intéressants. A lui seul il devrait suffire à valoir aux journaux catholiques l'appui et le concours de tous les pères de famille, soucieux de leurs responsabilités.



## LA PRESSE ET LE PATRIOTISME

## Banqueroute de la Confédération

L'enseignement du patriotisme est peut-être la tâche la plus importante de la presse catholique et nationale. C'est aussi la plus difficile. La plus importante, parce qu'entendu et pratiqué selon les principes de l'ordre social chrétien, le patriotisme renferme l'ensemble des devoirs sociaux. La plus difficile, parce qu'à notre époque les notions fondamentales du patriotisme sont partout obscurcies et faussées, et qu'au Canada, en particulier, la plupart des éléments essentiels du patriotisme font défaut. C'est à peine même si nous avons une patrie.

La patrie, selon saint Thomas d'Aquin, interprété par Mgr Paquet, c'est le sol "qui nous a vus naître et où nous avons grandi." <sup>1</sup> Je ne connais pas le texte du grand Docteur; mais j'imagine qu'à ses yeux comme à ceux de son savant commentateur, le "sol" ne désigne pas seulement la *terre*, mais aussi l'ensemble des institutions politiques qui la régissent, des lois, des coutumes, des traditions, dont se compose la vie sociale du peuple qui l'habite. La patrie est une entité à la fois matérielle et immatérielle; elle possède un corps qui est le territoire, et une âme, un principe de vie sociale, un ordre moral qui détermine la nature et le fonctionnement de ses institutions, les rapports mutuels de ses citoyens, leurs relations collectives avec les autres peuples.

Ainsi comprise, la patrie est d'autant plus une, le patriotisme de ses enfants plus réel et plus agissant, qu'elle possède à un plus haut degré l'unité de territoire, de race, de langue, de religion, que les principes d'autorité et de liberté y sont mieux ordonnés, que l'ordre social et la famille y sont plus respectés, que la forme de gouvernement est plus en harmonie avec le tempérament, les traditions et les besoins de la population.

Les pays où l'un ou l'autre de ces facteurs de l'unité nationale font défaut, ont quelque chose d'inachevé, d'incohérent; le patriotisme y est composite, même quand il est très vif, comme en Belgique ou en Suisse.

<sup>1</sup> *La vie nationale et le Droit chrétien — Études et appréciations* (2e vol.). Québec 1918.

Or, il faut bien le reconnaître, le Canada ne possède en entier aucun de ces éléments. Il lui manque même la condition essentielle, la raison d'être du patriotisme : l'indépendance nationale. Une colonie, quel que soit son degré d'autonomie, n'est pas une patrie au sens réel et complet du mot. Un peuple qui ne possède pas le pays qu'il habite, dont les destinées et l'action mondiale sont à la merci des caprices ou des intérêts d'une autre nation, ne peut avoir un vrai patriotisme. Et quand ce peuple est divisé en deux ou plusieurs groupes de races, de langues, de religions différentes, que ces éléments ethniques n'ont pas les mêmes aspirations nationales, ni le même concept du devoir, de la justice et du bonheur social, qu'ils diffèrent radicalement dans leurs habitudes, leurs traditions, leurs sympathies et leurs antipathies, l'existence même d'un patriotisme commun est impossible.

Telle était la situation au Canada, il y a quelque soixante ans; telle elle est redevenue de nos jours.

Les Pères de la Confédération avaient entrepris de nous tirer de ce chaos. Ils poursuivaient un double objet : l'accord entre les deux races dominantes et la création d'une véritable patrie canadienne. L'oeuvre a lamentablement avorté, moins peut-être par la faute des hommes qui l'ont conçue qu'en raison de circonstances trop fortes. Les auteurs du pacte de 1865 et de la constitution de 1867 avaient bien compris les vices fonciers de la situation; ils ne leur opposèrent que des palliatifs. Trop confiants dans la bonne volonté des deux races rivales, ils négligèrent d'assurer d'efficaces garanties aux minorités catholiques et françaises des provinces anglaises. Effrayés par la perspective de l'absorption américaine, ils ne voulurent pas de l'entière indépendance que l'Angleterre nous aurait alors octroyée sans trop de répugnance; ils gardèrent du vieux lien colonial les nombreux ligaments dont s'est refait le câble qui nous enserre aujourd'hui. Pour compléter leur oeuvre d'unité intérieure et d'affranchissement extérieur, ils attendaient beaucoup du temps. Le temps a travaillé tout au contraire, les hommes aussi, le peuple également.

Si la Confédération canadienne avait gardé ses frontières de 1867; si elle n'avait compté, pour son développement, que sur la croissance naturelle de sa population, le double objectif de ses fondateurs aurait pu se réaliser. L'équilibre des forces, condition première de l'accord, se serait à peu près maintenu entre les deux races; le nationalisme canadien, qui avait jeté d'assez profondes racines depuis 1840, aurait suivi son évolution naturelle. Le lien colonial se serait usé graduellement et les Canadiens auraient pris peu à peu possession de leur pays.

La grande faute de Macdonald et de Cartier fut l'acquisition des Territoires du Nord-Ouest et leur ouverture prématurée

à la colonisation — et à l'agiotage. Ce subit et monstrueux accroissement de territoire rompit l'unité géographique de la Confédération, déjà fortement entamée et disloquée par les opérations de la diplomatie anglaise; il imposa à la jeune nation canadienne un effort surhumain d'expansion et de mise en valeur; il la détourna de son principal devoir, qui était de compléter son ordonnance interne. Les préoccupations matérielles prirent forcément une importance exagérée et dominèrent toute l'action politique du gouvernement et des classes dirigeantes.

Mais le pire, le mal radical, ce fut l'arrivée à flots pressés de nouveaux colons, en qui le Canada n'éveillait nullement l'idée de patrie. Pour les uns, parfaits étrangers, c'était simplement le pays d'aventure, le champ d'exploitation qui leur assurerait un meilleur sort matériel. Pour les autres, les Britanniques, les plus nombreux, c'était cela aussi, mais c'était quelque chose de plus, une terre anglaise, possession de leur patrie à eux, où ils avaient le droit de se mettre à l'aise, fût-ce au détriment des premiers occupants du sol. Au contact de ces représentants de la souveraineté britannique, le vieil instinct égoïste et dominateur des Anglo-Canadiens s'est réveillé. Anciens et nouveaux ont repris en *crescendo* leur adage favori: *This is an English country: one King, one flag, one language*<sup>1</sup>. Ils ont fait table rase, ou à peu près, des maigres avantages garantis aux minorités franco-catholiques. Les plus modérés se sont estimés fort généreux parce qu'ils daignaient reconnaître aux Canadiens français du Québec le droit de garder leurs coutumes *arriérées* — à condition, bien entendu, de laisser la minorité anglo-protestante en pleine possession de tous ses privilèges.

### Empire ou patrie?

Dans l'ordre de nos relations extérieures, les mêmes causes ont produit des résultats non moins désastreux. L'intense développement matériel du pays, poursuivi sans égard à ses ressources propres, a attiré le capital anglais tout autant que les colons britanniques. Cette double immigration a fait revivre en Angleterre la politique d'exploitation coloniale. Les maîtres de la finance anglaise ont révisé, non seulement pour le Canada, mais pour les autres Dominions, la sentence de Disraeli: "les colonies sont une meule au cou de l'Angleterre." Ils se sont vite aperçus qu'avec le concours complaisant des coloniaux, leurs possessions d'outremer pouvaient redevenir pour l'Angleterre un champ d'opérations très lucratives, puis

<sup>1</sup> C'est littéralement la maxime des Prussiens pangermanistes.



constituer de précieuses réserves de forces militaires. Ce concours, ils l'ont obtenu sans peine et à fort bon marché. D'infimes partages de bénéfice, quelques pourboires, pas mal de titres et de décorations, une profusion de flatteries, cela leur a suffi pour faire de la plupart des chefs politiques, des hommes d'affaires importants et des journalistes coloniaux, les propagandistes zélés du nouvel impérialisme, les démolisseurs du particularisme national.

Au Canada en particulier, ils ont tiré un merveilleux parti de la situation même qui aurait dû faire obstacle à leur projet : la dualité et l'antagonisme des races. Aux Anglo-Canadiens, ils ont laissé entrevoir l'unification de l'Empire comme le plus sûr moyen d'assimiler ou d'asservir les Canadiens français et les autres non-britanniques. Ils les ont accoutumés à ne voir dans le Canada qu'une portion intégrante de l'Empire britannique, comme le Yorkshire, les Midlothians ou toute autre circonscription du Royaume-Uni. Au patriotisme national, déjà fort atrophié par l'immigration des Iles britanniques, ils ont substitué une sorte de religion impériale, analogue au pangermanisme mis à la mode par Bismark et, davantage peut-être, au culte de l'*imperium* romain, qui reposait sur l'orgueil de race et l'esprit de domination universelle beaucoup plus que sur l'idée de patrie.

Quant à nous, Canadiens français, courbés depuis trois siècles sous le joug colonial, énervés par nos querelles de parti, les impérialistes n'ont pas eu de peine à nous mettre au pas. Grâce à la servilité de nos chefs politiques, presque tous passés à l'ennemi même quand ils affectaient de le combattre, ils ont réussi à nous faire accepter comme des conséquences naturelles de notre situation la brutale suppression de nos droits dans toutes les provinces anglaises et les charges monstrueuses de la prétendue association impériale.

A l'aide de quelques décisions du comité judiciaire du Conseil privé, inopérantes ou neutralisées par des sentences contradictoires, ils sont même parvenus à nous persuader, — pauvres jobards que nous sommes ! — que l'Angleterre *protège* nos libertés religieuses, que, pour garantir nos droits, Georges V est prêt à sacrifier sa couronne et Lloyd George le pouvoir, et qu'en toute justice nous devons faire assaut de loyalisme et de sacrifices afin de prouver notre *reconnaissance*, de mériter cette mirobolante protection (qui ne protège rien) et de nous acquitter de nos *obligations morales* envers la mère-patrie. Inutile de rappeler que, pour nous faire avaler cette concoction de mensonges historiques et philosophiques, ils ont trouvé parmi nos compatriotes une légion de sophistes bénévoles ou salariés.

La guerre arrivant, grâce à l'envoûtement de la moitié de l'Europe par la haute finance anglaise décidée à abattre la con-



currence allemande, est venue s'ajouter l'extraordinaire doctrine de nos devoirs envers la France, notre première "mère-patrie".

### Une patrie, ou trois?

Nous voici donc, pauvres diables de Canadiens français, avec trois patries, dont pas une n'est à nous. Au Canada, notre seule patrie matérielle, nous ne sommes à peu près chez nous que dans la province de Québec — et encore y serons-nous de moins en moins à mesure que l'industrie et les agglomérations urbaines y supplanteront l'agriculture et la vie des champs. Dans l'Empire britannique, nous ne sommes qu'une poignée d'îlotes. En France, évidemment, nous sommes rien de rien. Les rarissimes Français qui connaissent l'existence du Canada nous accordent parfois une phrase aimable, ou blessante. Au cours de la guerre, en exécution des ordres du gros Northcliffe, régulateur de l'Entente cordiale, quelques *missi dominici* de M. Clémenceau — docile serviteur de l'Angleterre — sont venus nous instruire de nos devoirs internationaux et nous démontrer la profonde immoralité de la politique de non-intervention, si constamment pratiquée à notre égard par la France depuis qu'elle nous a livrés à l'Angleterre après nous avoir maternellement écorchés jusqu'aux os. Mais ces homélies commandées et ces sophismes d'occasion ne font tout de même pas de la France notre patrie; et nous nous en apercevrons très clairement le jour où l'Angleterre et la France, dont l'amitié tourne déjà à l'aigre-doux dans le partage des dépouilles allemandes et turques, reprendront le cours normal de leurs vieilles querelles d'antan.

Au reste, avons-nous le droit de nous plaindre de l'humiliante et bizarre situation qui nous est faite?

Depuis cinquante ans et, à certains égards, depuis la conquête anglaise, nos hommes publics, nos dirigeants de toute catégorie, nos publicistes de toutes nuances n'ont cessé de fausser en nous le sens patriotique et jusqu'aux plus élémentaires vérités de l'histoire, de prodiguer les plates adulations à l'Angleterre, les protestations d'amour à la France, de proclamer l'exceptionnelle liberté et le bonheur sans mélange dont nous jouissons. Il ne passe pas un commis anglais sans que nous clamions à ses pieds notre *loyauté* envers l'Angleterre; il n'arrive pas un cabotin de Paris sans que nous entonnions, avec de fausses larmes dans la gorge, la cantate de notre culte pour la France. Dans nos attitudes publiques, nous avons laissé déchoir constamment le sens de la vérité et de la justice, l'instinct d'honneur et de dignité que nos ancêtres avaient hérité de la France chrétienne. A la soumission envers l'autorité

légitime nous avons substitué l'agenouillement devant toutes les usurpations; la fierté nationale a fait place à une puérile vanité; la prudence ferme a cédé le pas, tantôt à de creuses et inutiles déclamations, tantôt à la crainte abjecte. Dans nos luttes nationales, nous avons tour à tour dénoncé violemment les moindres injures ou laissé perpétrer les pires iniquités, les atteintes les plus graves à nos droits nationaux, selon que le commandaient l'intérêt du parti que nous suivions ou la situation personnelle du chef dont nous avions fait notre idole du moment.

Autant les Anglo-Canadiens ont péché contre la patrie canadienne par orgueil de race et par fanatisme religieux, autant nous avons péché par les défauts contraires, par esprit de parti et par couardise morale. C'est dans la franche confession et la sincère repentance de leurs fautes mutuelles, et non dans la recherche de faux compromis ou les plates protestations d'une hypocrite amitié, que les deux races trouveront le secret de la *bonne entente* et le retour vers un patriotisme sain, vrai et fort. La conversion n'est pas facile ni prochaine.

Elle est d'autant plus difficile que partout, à l'heure actuelle, le patriotisme, le patriotisme traditionnel, est en baisse.

Assaillies par l'impérialisme des grandes nations de proie, désorganisées par le socialisme international, les patries s'effondrent dans le chaos d'où l'Eglise et la Papauté les avaient fait surgir au moyen âge. Celles qui veulent survivre cherchent le salut dans l'exacerbation d'un patriotisme exclusivement national et matériel, déchristianisé par le principe du libre-examen, paganisé par la Révolution française, soustrait à toute règle de justice et de morale, à toute autorité arbitrale fondée sur l'ordre surnaturel. Ce genre de patriotisme, après avoir servi les fins odieuses des hommes de proie qui l'exploitent, s'il pouvait triompher des poussées d'impérialisme qui n'en sont que le prolongement et de l'internationalisme qui en est la réaction naturelle, ramènerait les peuples à l'état de sauvagerie.

### Religion et Patriotisme — La foi qui sauve

Les peuples qui composaient autrefois le monde civilisé, ballottés entre un nationalisme égoïste et brutal et l'internationalisme destructeur de l'idée même de patrie, ne semblent pas comprendre qu'ils ne trouveront le salut que dans la restauration du patriotisme chrétien et le rétablissement d'une autorité morale assez forte pour départager les conflits internationaux. Un incroyant, imbu de nationalisme amoral et outrancier, M. Charles Maurras, a eu l'intelligence et la loyauté de reconnaître que l'Eglise catholique est la "seule internationale qui tienne".

Le catholicisme est en effet le seul levier moral capable à la fois d'élever le patriotisme et d'en tempérer les excès, la seule doctrine qui puisse apprendre aux peuples à s'aimer eux-mêmes et à aimer les autres peuples comme eux-mêmes pour l'amour de Dieu.

Le patriotisme, disait Joseph de Maistre, "c'est l'abnégation individuelle. La foi et le patriotisme sont les deux grands "thaumaturges de ce monde. L'un et l'autre sont divins : toutes "leurs actions sont des prodiges. N'allez pas leur parler d'examen, de choix, de discussion, ils ne savent que deux mots : "*soumission* et *croyance*. Avec ces leviers ils soulèvent l'univers. Ces deux enfants du ciel prouvent leur origine à tous les "yeux en créant et en conservant ; mais s'ils viennent à se "réunir, à confondre leurs forces et à s'emparer ensemble d'une "nation, ils l'exaltent, ils la divinisent."

Précisément parce que cette force est immense, il ne faut pas que les peuples soient à la fois maîtres de leur religion et de leur patriotisme. La religion doit être universelle, le patriotisme particulier. Une nation qui n'aurait que la foi sans patriotisme ne serait plus une nation mais une société religieuse. Un peuple qui n'aurait que le patriotisme sans la foi redeviendrait une peuplade barbare. Une nation qui se fait une religion et un patriotisme à elle est une menace pour la liberté du monde, un opprobre à la conscience de l'humanité. Tel fut l'empire romain ; tel aurait été ou serait l'impérialisme turc, allemand, russe ou anglais.

On ne saurait donc séparer l'enseignement du patriotisme de l'idée religieuse. Le patriotisme doit être gouverné par les règles de foi, de morale et de raison qui commandent toutes les autres manifestations de la vie individuelle ou sociale.

Voilà les vérités que la presse catholique et nationale doit répéter sans cesse, et dont elle doit faire l'application constante à toutes les situations concrètes qui s'imposent à l'attention du peuple canadien-français, à ses manifestations d'opinion, à son action politique ou sociale. Ce n'est pas, je le répète, besogne facile. Cet enseignement heurte de front les opinions, les préjugés, les passions et les intérêts formidables qui nous étreignent et nous entraînent. Il rompt avec une tradition presque séculaire, avec d'opaques et persistantes illusions, avec une direction politique qui a pu avoir sa raison d'être dans le passé mais qui, dans les conditions actuelles de l'Empire britannique et du monde, nous mène à l'abîme.

Cette tâche, quelque lourde et ingrate qu'elle soit, s'impose d'autant plus vivement à la presse catholique et nationale qu'à cet égard la presse en général a exercé une influence désastreuse.



La presse politique a vulgarisé et porté à son paroxysme de nocivité l'enseignement antipatriotique des partis. Tour à tour, et toujours commandés en sous-main par l'aile anglo-protestante de leurs partis respectifs, les journaux conservateurs et les journaux libéraux ont faussé dans les esprits toutes les notions élémentaires du patriotisme, de l'histoire nationale, des droits respectifs des deux races, du régime colonial, de la constitution de 1867, de l'évolution impérialiste. A tour de rôle ils ont prêché la résistance opiniâtre sur des points de détail et l'abdication des droits essentiels, la haine aveugle des races ou l'abjecte capitulation de la minorité devant les plus déraisonnables exigences de la majorité. En toute occasion, ils ont rapetissé et dégradé le patriotisme à la mesure des appétits de coterie et des ambitions individuelles. Ils ont amené des milliers de Canadiens français à voir le salut de la race et de la nation dans le gain d'une élection et le partage de quelques prébendes entre une demi-douzaine de politiciens.

L'influence de la presse à nouvelles, de la presse *jaune*, moins ouvertement antinationale, a été aussi pernicieuse. Elle a déplacé dans les cerveaux, dans les coeurs et dans les volontés, la notion hiérarchique des valeurs morales et des devoirs sociaux. En hypnotisant la multitude avec une foule de détails puérils, grotesques ou répugnants, elle lui a fait perdre de vue les faits importants de la vie nationale, elle a endormi les consciences, émoussé la fierté, abêti les intelligences. Dans toutes les circonstances critiques, elle n'a pas fait faute, du reste, de servir les desseins des démolisseurs de la patrie canadienne. Qu'on se remémore l'attitude des journaux populaires au moment de la guerre d'Afrique, au cours des luttes pour les droits des minorités de l'Ouest et de l'Ontario, et tout au long de la grande guerre : ils n'ont jamais manqué de trahir le droit et la justice, de déguiser la vérité, de desservir les intérêts nationaux, moins en soutenant ouvertement les thèses ou la politique des lâcheurs qu'en détournant l'attention du public de la gravité des situations.

Cette double influence de la presse politique et de la presse à nouvelles se fait sentir jusque dans les meilleurs esprits. Elle a rétréci chez un grand nombre d'honnêtes Canadiens français le sens du patriotisme. Une foule de braves gens, sincèrement patriotes, voient l'essence du patriotisme dans la conquête de quelques fonctions ecclésiastiques ou civiles ; d'autres ne songent qu'aux questions de langue et souvent du point de vue le plus étroit ; d'autres encore ne pensent qu'à l'enrichissement matériel de la race. Ces choses ne sont pas à dédaigner : elles marquent quelques-unes des emprises extérieures du patriotisme ; elles aident à signaler le dualisme ethnique ou



intellectuel de la nation. Mais ce n'est pas l'essentiel. Ce qui importe plus que tout cela et sans quoi ces conquêtes extérieures n'aboutiraient à rien, c'est de garder jalousement et de fortifier l'âme et le corps de la race, sa foi, ses traditions de famille, les conditions essentielles de sa santé morale et physique; c'est de développer sa virilité, sa droiture, sa fierté, son courage, sa persévérance, toutes vertus de lutte et de salut singulièrement affaiblies chez nous. C'est aussi de la sauver des haines de classe qui entament si profondément les races déchristianisées et de faire grandir en elle le sens de la solidarité nationale qui la rendra invincible. C'est enfin d'élargir ses horizons intellectuels, de l'habituer à regarder au-dessus et au delà des murs de son étroit enclos, non pour se désintéresser d'elle-même et de sa patrie, mais pour se prémunir contre les dangers qui la menacent, profiter du bien qui se fait ailleurs et se garer des maux qui se communiquent.

La tâche qui s'impose consiste donc à rétablir dans l'esprit des Canadiens français les notions fondamentales de patrie et de patriotisme; puis à stimuler en toute occasion nécessaire l'accomplissement du devoir social.

En dépit des désenchantements du passé et des sombres perspectives d'avenir, il faut penser et agir comme s'il était encore possible de faire une patrie canadienne, de créer un patriotisme national. Quelle que soit la destinée prochaine ou lointaine du Canada et de la province de Québec, tout effort persévérant pour maintenir ou faire revivre les conditions de l'accord de 1865 aura sa pleine valeur. Si les Anglo-Canadiens renoncent à leurs projets despotiques d'assimilation intérieure et à leur rêve d'unification impériale pour revenir à l'idée d'une nation anglo-française, nous serons un élément de force commune dans la mesure où nous aurons reconstitué notre vitalité propre, où nous aurons fortifié notre vie sociale catholique, maintenu nos traditions familiales, développé nos facultés particulières selon le génie et le tempérament de notre race. S'ils s'obstinent dans leur folie assimilatrice ou leur délire d'orgueil impérial et nous entraînent avec eux dans l'union américaine, après un séjour plus ou moins prolongé dans les périlleuses régions de l'impérialisme britannique, le même travail de rénovation intérieure nous permettra de résister à l'absorption morale et intellectuelle du continent.

Nous ne pouvons espérer ni entreprendre de faire de l'Amérique du Nord ou même de la Confédération canadienne, une entité catholique et française. Mais plus nous accentuerons notre caractère de peuple catholique, français par son origine et sa mentalité, nettement américain par sa situation, plus nous résisterons d'un côté à l'ambiance matérialisante de

l'Amérique anglo-saxonne et de l'autre à l'artificielle attraction des intérêts européens, anglais ou français, mieux vaudra l'apport que nous fournirons à la communauté sociale dont nous ferons définitivement partie. Nous lui apporterons à la fois l'incalculable supériorité d'une religion qui ne flotte pas au gré des événements humains, d'une civilisation véritablement supérieure, et d'une tradition plus intimement liée que toute autre au continent où la providence de Dieu nous a fait prendre racine depuis plus de trois siècles. De tels avantages ne se mesurent ni au poids des écus ni d'après l'échelle des valeurs numériques. Les conserver, les accroître, les mettre en valeur, en dépit de tous les obstacles et de toutes les contradictions, tel est notre véritable devoir patriotique, et notre plus précieuse contribution au patrimoine moral de l'humanité.

# TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Note-préface</i> .....	3
I—UNE CAMPAGNE DE PROPAGANDE —	
Regain de confiance — Utiles contacts.....	5
Succès notables — Résultats conditionnels.....	7
FausseS conceptions — Situation particulière du <i>Devoir</i> .....	10
Qu'est-ce qu'un journal catholique et national?.....	13
II—LA PRESSE ET LES ŒUVRES —	
Éveil du sens social — Action des journaux.....	16
La « locomotive » — Qui paie le charbon?.....	18
Œuvres religieuses — Complément nécessaire.....	21
Le <i>Devoir</i> et le renouveau intellectuel.....	24
Anglo-Saxonisme — Dilettantisme français.....	27
Le <i>Devoir</i> et les questions « pratiques ».....	29
Inévitable banqueroute de l'anglomanie.....	32
L'affranchissement économique par l'esprit social.....	35
III—LA PRESSE ET LES CATÉGORIES SOCIALES —	
Clergé.....	39
Communautés religieuses.....	42
Professionnels.....	46
Défaut de formation sociale.....	48
Hommes d'affaires.....	52
Ouvriers.....	56
Ruraux.....	59
Influence délétère des journaux.....	62
IV—LA PRESSE ET LA FAMILLE —	
La famille, fondement de l'ordre social.....	65
Décadence de la famille canadienne.....	66
Rôle de la presse.....	68
V—LA PRESSE ET LE PATRIOTISME —	
Banqueroute de la Confédération.....	70
Empire ou patrie?.....	72
Une patrie, ou trois?.....	74
Religion et Patriotisme — La foi qui sauve.....	75

UNE MAUVAISE LOI





HENRI BOURASSA,  
DIRECTEUR DU « DEVOIR »

# *Une mauvaise loi*

*L'assistance publique*

*Prix: 25 sous*



MONTREAL  
—  
IMPRIMERIE DU « DEVOIR »  
1921



*Cette brochure renferme :—*

1°, deux articles parus dans le *Devoir*, le 28 et le 29 mars, après l'adoption très hâtive de la loi de l'Assistance publique, soumise à l'assemblée législative le 16 mars, votée le même jour en deuxième lecture, en comité et en troisième lecture, pistonnée plus rapidement encore au Conseil législatif, le lendemain, et sanctionnée le 19 mars (sous réserve de sa mise en force par proclamation);

2°, quatre articles, en date des 15, 16, 18 et 19 avril, inspirés par les explications que le premier ministre, M. Taschereau, a données à une réunion de l'Association de la Jeunesse libérale, à Montréal, le 13 avril;

3°, en appendices : (a) le texte de la loi de l'Assistance publique; (b) le texte de la loi, votée en 1920, créant le service du Directeur médical de la province; (c), le compte rendu publié par le *Soleil* du 17 mars, du discours dont le Secrétaire provincial, M. David, a fait précéder la deuxième lecture du projet de loi; (d), le texte des explications données par M. Taschereau, le 13 avril, et publié dans le *Devoir* (et la plupart des autres journaux), le 14.





# Une mauvaise loi

Étatisation de la charité — Pélion sur Ossa

## I

Le *Devoir* a signalé le caractère inquiétant de la nouvelle loi dite de *l'Assistance publique*, votée à l'aveuglette à la toute dernière minute de la session de l'Assemblée législative. L'analyse hâtive, mais en somme fidèle, que nous en avons publiée, le 17 mars, a dû suffire à convaincre le lecteur de la légitimité de nos appréhensions. Une étude plus attentive confirme, accentue et précise nos méfiances.

C'est une mauvaise loi, basée sur un principe faux, susceptible d'applications fort dangereuses, menaçantes pour la liberté religieuse et l'ordre social.

En la présentant, sans l'expliquer, — l'avait-il lue ? — le Secrétaire provincial a protesté de ses bonnes intentions : tout ce qu'il veut, c'est de venir en aide aux institutions de bienfaisance<sup>1</sup>. Que telle soit l'intention *morale* et personnelle du ministre, nous n'en doutons nullement. Cela ne suffit pas à nous rassurer. De multiples expériences ont démontré que de fort mauvaises lois, que des mesures détestables ont été adoptées avec les meilleures intentions du monde. En ces matières, ce qui compte, ce qu'il faut examiner, ce n'est pas la pensée intime ou le désir personnel du ministre qui présente la loi — et qui n'en est pas toujours le rédacteur — mais l'objectif dominant qui se dégage des termes mêmes de la loi, de l'ensemble de ses dispositifs, de son économie générale. C'est là, si je ne me trompe, ce que les juristes appellent *l'intention du législateur*, si souvent invoquée dans l'interprétation des lois. C'est en s'appuyant sur ce principe de jurisprudence que le Conseil privé, dans son récent arrêt, a réussi — au grand bonheur des orangistes et de la *Presse* — à tourner *contre* le droit de l'Eglise un texte dont l'objet était de reconnaître et de sanctionner ce droit<sup>2</sup>.

Envisagé sous cet angle, l'objectif manifeste de la loi de l'Assistance publique est de mettre sous la direction suprême

---

<sup>1</sup> On trouvera un résumé du discours de M. David, à la suite de ces articles, appendice C.

<sup>2</sup> A noter que la *Presse* a fait à la nouvelle loi un accueil aussi enthousiaste qu'à l'arrêt anticatholique du Conseil privé.

et la tutelle effective de l'Etat toutes les oeuvres de bienfaisance de la province. C'est un pas décisif, et même une formidable enjambée, dans la voie pleine de fondrières où la plupart des gouvernements se poussent et se bousculent, depuis la guerre surtout : la voie qui mène au socialisme d'Etat, plus détestable que partout ailleurs en tout ce qui tient à l'ordre moral, à la famille, à la religion. Et c'est précisément à ces trois assises fondamentales de la société que cette loi s'attaque. L'apparente générosité de l'Etat, le secours offert aux institutions de bienfaisance, n'est que l'appât du piège ; si elles y mordent, elles ne tarderont pas à s'apercevoir qu'elles sont prisonnières : *gare la cage et le chaudron !*

Si l'on croit que ces pronostics sont mal fondés, on n'a qu'à examiner les conditions mises par l'Etat à l'exercice de sa munificence.

D'abord, c'est l'Etat qui "détermine quelles institutions de charité ou autres doivent figurer sur la liste des institutions reconnues d'assistance publique" (art. 9). Ce n'est pas un *droit* que l'Etat reconnaît à ces institutions, mais un *privilège* qu'il leur concède à son gré et qu'il peut leur enlever à sa fantaisie. Et afin d'en bien marquer le caractère de précarité, la liste de ces institutions "est publiée chaque année dans la *Gazette officielle*" (art. 6).

Mais si l'Etat reste libre d'octroyer et d'abroger le privilège quand bon lui semble, par contre, les institutions *privilégiées* n'en peuvent jouir qu'au prix de leur liberté. Pour gagner la pitance qu'on leur offre, elles devront subir la plus gênante des tutelles.

Les institutions assistées devront se soumettre à la "surveillance" de l'Etat dans "l'emploi des subventions en deniers ou d'aides *quelconques*, accordées par" l'Etat (art. 5d) ; "souscrire aux conditions imposées" par l'Etat (art. 6) ; faire connaître à l'Etat leurs "mérites", leur "but", leur "nature" et jusqu'à leur "*manière de disposer des octrois reçus*" (art. 10) ; "sur demande, fournir" à l'Etat "*tous les renseignements que ce dernier croit utile de connaître pour s'éclairer sur la situation présente de telle institution*" (art. 11)<sup>1</sup> ; "permettre, en temps ordinaire, le libre accès, au chef du service de l'assistance publique ou à toute autre personne spécialement autorisée par lui... du local

---

<sup>1</sup> On tient tout spécialement à ce pouvoir inquisitorial ; car l'article 11 ajoute : "A défaut de fournir tels renseignements, toute demande d'aide ou de *renouvellement* de l'aide est refusée." La menace est perpétuelle et imprescriptible.

affecté aux indigents" (art. 12) ; subir la régence suprême de l'inspecteur médical de l'Etat (art. 53)<sup>1</sup>.

Je me borne à signaler les plus apparentes emprises de la tyrannie officielle. Maints autres dispositifs lui permettent d'entraver la libre action des maisons de bienfaisance. Et ce n'est là qu'un commencement. Afin d'être bien assuré que rien n'échappera à son contrôle, l'Etat se réserve le droit de forger toutes les chaînes additionnelles qu'il lui prendra fantaisie d'ajouter aux premières, soit en étendant *ad libitum* les pouvoirs des fonctionnaires chargés de l'exécution de la loi et de la surveillance des établissements subventionnés (art. 5, par. 2), soit en adoptant "tous règlements" supplémentaires qui lui plairont (art. 18, par. 2). C'est le procédé de Napoléon, dans l'adjonction des *articles organiques* au Concordat. On est démocrate, quoi !

Mais, au moins, pensez-vous, une fois ligottées dans ce réseau, les institutions *privilégiées* pourront exercer à leur guise leur mission de charité. Détrompez-vous.

L'Etat détermine seul les conditions d'admission et de séjour des indigents hospitalisés (art. 20, 21, 22, 23 et 24). Les conditions préliminaires remplies, l'Etat reste maître absolu de donner "l'ordre qu'il juge convenable, soit pour l'admission définitive, soit pour le renvoi de l'indigent, et *cet ordre doit être exécuté sans délai*" (art. 25).

C'est l'épée de Damoclès — Damoclès, en l'espèce, c'est le ministre et toute la séquelle de ses ronds-de-cuir — suspendue sur la tête des pauvres diables secourus par la charité d'Etat. Elle n'est pas moins menaçante pour les institutions invitées à "coopérer" (!) aux bonnes oeuvres du ministère. Jugez-en ; —

Moyennant l'humble et aveugle obéissance des institutions *privilégiées* à toutes les ordonnances présentes et futures de l'Etat, "la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de l'indigent" *agréé par l'Etat* "est payée un tiers par le gouvernement, un tiers par la municipalité locale où l'indigent a eu de bonne foi son domicile (*sic*) pendant six mois consécutifs précédant son admission, et un tiers par l'institution" (art. 29). Mais l'Etat se réserve le droit exclusif et absolu "d'établir, chaque année ou *toutes les fois qu'il le juge nécessaire*, le coût d'hospitalisation, de séjour et d'entretien des indigents recueillis dans chaque institution d'assistance publique" (art. 18). On

---

<sup>1</sup> Afin d'abrégier l'analyse de ces textes et de la rendre plus limpide, j'ai substitué généralement le mot "Etat" à "gouvernement", "lieutenant-gouverneur en conseil", ou "service d'assistance publique", qui figurent, selon le cas, dans les articles cités. Du reste, tous ces corps simples ou composés ne sont que des incarnations variées du dieu-Etat.



voit d'ici la portée de ce dispositif extraordinaire : selon le degré de soumission des institutions *privilégiées*, ou l'humeur du ministre et de ses subalternes, le coût de l'hospitalisation — et, par suite, le subsidé de l'Etat et celui de la municipalité — pourra être porté au double du coût réel ou réduit à la moitié de la dépense encourue. C'est la "coopération"... par le chantage.

Mais enfin, direz-vous, les institutions de charité auront toujours la ressource de conserver leur liberté tout en recevant l'aide des municipalités. Détrompez-vous encore. L'Etat "co-opérateur" y a pourvu.

D'abord, le gouvernement s'approprie la moitié des recettes opérées par les municipalités sur les spectacles, et ce "sans déduction des frais de perception et autres" (art. 46), lesquels resteront à la charge entière de la municipalité. Voilà qui réduit singulièrement le budget d'assistance municipale. Mais de ce qui reste à leur disposition, les municipalités pourront-elles disposer en faveur d'institutions libres de l'estampille d'Etat? Nenni. "Tous les deniers, de même que *toute aide quelconque* attribuée par la loi, *par les municipalités* de cité, de ville, de comté, ou locales, ou *provenant d'une source quelconque*, au service de l'assistance publique, doivent être appliqués en totalité aux oeuvres d'assistance publique affectées au soulagement des indigents" (art. 14). Or, l'article 7 stipule que, "pour bénéficier des privilèges conférés par la présente loi", "toute institution d'assistance doit... obtenir la reconnaissance de ce droit en se faisant reconnaître comme institution d'assistance publique" ; et comme l'obtention et la conservation de ce "droit" sont subordonnées à toutes les conditions posées par l'Etat, — nous avons vu ce qu'elles sont — il me paraît que toute porte de sortie du côté de l'assistance municipale est soigneusement verrouillée, en dedans et en dehors.

A cet égard, l'*intention du législateur* se manifeste clairement dans les sections V et VI (art. (38 à 48), qui définissent les pouvoirs des municipalités en ces matières. Les municipalités ont le droit d'établir des "hôpitaux, hospices ou refuges, crèches, sanatoria, maisons de retraite, etc." (art. 38), mais à condition : 1o, de soumettre leurs règlements "à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et *sujet à l'émission d'un permis*" de l'Etat (art. 39) ; 2o, d'administrer elles-mêmes ou par leurs délégués ces institutions d'assistance municipale (art. 40) ; 3o, de les soumettre "*à l'observance de la loi de l'assistance publique*" (art. 41).

Loin d'assurer la liberté des institutions de charité, ou le droit des municipalités de leur venir librement en aide, c'est la création d'une double servitude. C'est la superposition de l'autorité provinciale et de l'autorité municipale : Pélion sur Ossa

— ou, si l'on préfère les symboles de la mythologie contemporaine, Alexandre ou Athanase sur Médéric.

Afin de bien marquer que l'Etat n'entend pas se départir de son autorité suprême sur les institutions municipales, un article spécial stipule que "ces institutions sont sous la *surveillance du service de l'assistance publique*", c'est-à-dire de l'Etat (art. 42). Enfin, pour être sûr de ne pas manquer son coup, "le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête des intéressés *ou pour toutes autres raisons qu'il juge suffisantes, mettre fin au permis*" (art. 44) ; c'est-à-dire fermer l'institution.

Ainsi, des deux catégories d'institutions *privilégiées*, l'Etat se réserve le droit de couper, aux unes, les vivres, aux autres, le cou.

C'est une forme de "coopération" "intime" et très "effective", en effet (art. 5 *b*) ; mais il me paraît que la situation et les droits respectifs des *coopérateurs* ne sont pas d'une entière parité. Qu'en pensez-vous ?

28 mars 1921.

## II

### Le « précédent » des asiles d'aliénés — Menace à la liberté religieuse

Pour justifier cette mesure d'étranglement, le Secrétaire provincial a invoqué le *précédent* des lois qui régissent les asiles d'aliénés, les écoles dites "de réforme" et les écoles "d'industrie". L'argument démontre que le ministre n'a guère réfléchi à son affaire. Il y a d'abord une distinction très nette à établir entre ces institutions toutes spéciales et les multiples oeuvres de charité que l'on veut soumettre au même régime. Le soin des jeunes délinquants, des enfants abandonnés, des aliénés, participe dans une certaine mesure — qu'il ne faut pas exagérer — de l'obligation qui incombe à l'Etat de pourvoir à la sécurité publique. En réglementant les conditions dans lesquelles s'exécutent ces services d'ordre, l'Etat, pourvu qu'il reste dans les bornes de ses attributions et de ses *capacités*, remplit son devoir et exerce sa fonction.

Tout autre est le devoir de l'Etat à l'égard des institutions qui soulagent les souffrances inoffensives pour la société. Ces oeuvres de charité participent de l'ordre familial beaucoup plus que de l'ordre public. Elles existent principalement pour venir en aide aux familles éprouvées. A leur égard, l'Etat n'a d'autres contraintes à exercer que celles qui s'appliquent légitimement, pour le bon ordre public, à toutes les initiatives indi-

viduelles ou collectives, comme à la famille elle-même. Il leur doit, comme aux individus, aux familles, aux associations légitimes et reconnues, aide et protection. Sous prétexte de les secourir, il n'a pas le droit de les tyranniser et d'entraver leurs efforts.

Soit dit en passant, si, même dans l'exercice de la charité libre, on se préoccupait davantage de venir en aide à la famille, sans la désorganiser; si l'on s'appliquait davantage à faciliter le soin à domicile des malades et des infirmes, la garde des vieillards au foyer, l'adoption des orphelins, on ferait, je pense, meilleure besogne sociale qu'en favorisant de plus en plus les calculs sordides de l'égoïsme individuel, qu'en invitant les familles, par les industries de la charité publique ou privée, à se débarrasser de leurs membres souffrants. La nouvelle loi est essentiellement propre à accélérer le travail de désorganisation familiale et sociale. Mais revenons au *précédent* invoqué par le ministre. Il n'est guère rassurant.

L'assimilation des oeuvres de charité pure aux services d'ordre public est, nous l'avons vu, fausse en principe. L'application aux oeuvres de bienfaisance des lois qui régissent *actuellement* ces services constitue en fait une formidable menace à la charité libre, aux institutions qui l'exercent, aux indigents qui en profitent.

Les lois relatives aux asiles d'aliénés et aux écoles de réforme ou d'industrie ont donné lieu, dès leur adoption, à de justes appréhensions, précisément à cause de l'autorité abusive que l'Etat s'attribue sur les institutions auxquelles ces services d'ordre quasi-public sont confiés. Depuis, l'Etat n'a cessé de resserrer l'étau. Il s'est approprié les profits du travail des personnes internées dans ces maisons. Par un bref texte de loi, voté presque aussi hâtivement que celui-ci, il a créé, l'an dernier, un service d'inspection médicale, sans attributions définies, dont l'application se manifeste déjà par une foule d'exigences plus ou moins "médicales"<sup>1</sup>. Dans les pourparlers de renouvellement des contrats qui déterminent les relations particulières du gouvernement avec chacune de ces institutions, les représentants du ministère ont déjà manifesté le désir non équivoque d'alourdir le joug de l'Etat.

Ce qui s'impose, c'est la restriction des empiétements de l'Etat dans la régie interne de ces institutions. Or, c'est le contraire qui arrive. Le ministère bâcle dans le secret du cabinet et fait voter par une chambre forcément aveugle, sourde et muette, une loi qui renferme, en les aggravant, les dispositifs les plus vexatoires des lois antérieures et il propose de les ap-

---

<sup>1</sup> On trouvera le texte de cette loi à la suite de ces articles, appendice B.



pliquer aux “hospices, hôpitaux, crèches, sanatoriums, refuges”, aux “institutions qui reçoivent des aveugles, des sourds-muets et des enfants trouvés”, enfin à “tout établissement reconnu d’assistance publique par le lieutenant-gouverneur en conseil” (art. 3 *d*) — que ces établissements soient de fondation publique ou privée.

Si ce n’est pas là, et sous sa pire forme, l’étatisation de la charité, où la trouver ?

\* \* \*

Cette mesure est d’autant plus odieuse, ces exigences de l’Etat sont d’autant plus déraisonnables, qu’en notre province, la plupart des institutions de bienfaisance visées par la loi — aussi bien que les institutions d’ordre public — sont dirigées par des communautés religieuses qui ont fait leurs preuves, qui offrent le maximum de garanties morales et dont l’inlassable dévouement aussi bien que la merveilleuse industrie ont épargné, épargnent encore, chaque année, des millions à l’Etat, aux municipalités, aux familles. Assurément, nos communautés méritent de l’Etat plus de confiance qu’il n’en témoigne dans cette loi injurieuse, et une générosité moins usurière, moins entachée surtout du détestable esprit qui prévaut dans les pays laïcisés et *laïcisateurs*.

Mais cette loi, objectera-t-on, le gouvernement ne l’impose ni aux communautés ni à personne. Non, sans doute; pas directement. Les très rares communautés qui jouissent de ressources extérieures pourront continuer à hospitaliser à leurs frais les indigents, en continuant à faire appel à la charité privée. Mais la plupart devront, ou limiter l’exercice de leur charité, ou passer sous les fourches caudines de l’Etat. On compte évidemment sur l’acquiescement de plusieurs pour les entraîner toutes, à la longue. Le calcul peut être habile ; il n’est ni généreux, ni honnête ; disons toute notre pensée : il est indigne du gouvernement d’une province catholique.

Ce n’est pas tout. Les institutions, forcées par la pénurie de leurs ressources de se soumettre aux exigences de cette loi de servitude, n’en seront pas moins obligées de pourvoir au tiers des dépenses encourues par l’hospitalisation des indigents. Une fois classées comme institutions subventionnées, et la subvention globale figurant au budget annuel de l’Etat par un gros chiffre dont le lecteur distrait ne se donnera pas la peine de faire la répartition d’après le nombre des malades, croit-on que ces maisons trouveront facilement de l’aide bénévole pour couvrir leur déficit d’un tiers ? Si, par ailleurs, elles veulent établir des industries lucratives, ne seront-elles pas en butte aux réclamations du travail syndiqué ? ne subiront-elles pas, tôt ou tard, l’application du dispositif ajouté, en 1919, à la loi



des asiles d'aliénés, lequel confisque le produit de ce travail au profit de l'Etat?

Autre question. Les institutions subventionnées jouiront-elles longtemps de l'exemption d'impôts? Déjà, le mouvement s'accroît dans le sens de l'imposition municipale de communautés non subventionnées, vivant de peine et de misère. L'acceptation des *avantages* de la loi nouvelle donnerait une formidable et rapide impulsion à ce mouvement. N'entendez-vous pas d'ici le démagogue de petite ville ou de carrefour, un Damien Bouchard quelconque, brandissant les comptes publics où figurerait l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, ou d'ailleurs, pour tant de mille piastres: "Comment, mes amis, vous qui peinez, vous qui suez, on vous taxe sur toutes les coutures; et une communauté *riche*, qui reçoit à foison de l'argent du peuple, ne paie rien!"

Si l'on y veut bien réfléchir, on se convaincra que, du seul point de vue des résultats matériels, les offres *généreuses* du gouvernement ne valent pas le prix qu'il faudra y mettre. Comme aurait dit Drumont, ce n'est vraiment pas la peine de vendre le bon Dieu si bon marché.

D'autre part, si les communautés religieuses déclinent le cadeau de Grecs que leur offre le gouvernement, cette loi pourrait tout de même susciter des initiatives laïques — et laïcisatrices — qui entameraient la magnifique armature de nos oeuvres de bienfaisance catholiques. Cette pensée a-t-elle été étrangère à l'inspiration de cette loi, introduite et votée dans de si étranges conditions?

Sans pousser les choses au noir, il faut tout prévoir. Ce qui peut se produire n'en serait pas moins nocif parce qu'il résulterait de l'imprévoyance et non du calcul. Ce qui est constant, dans cette loi, c'est l'absence totale, absolue, de l'idée religieuse. Les lois qui régissent les écoles de réforme et les écoles d'industrie stipulent que les enfants seront, autant que possible, placés dans des institutions relevant de leur confession religieuse. Pour l'admission aux asiles d'aliénés, le certificat du prêtre ou du ministre est toujours exigé — ce qui offre une certaine garantie. Dans la loi nouvelle, le certificat du prêtre n'est requis que pour les indigents *non malades* (art. 20, par. 3). S'il s'établissait des institutions neutres ou hostiles, subventionnées par l'Etat, en concurrence avec les maisons catholiques, non subventionnées, on voit tout de suite à quelles tentations d'intérêt seraient soumises maintes familles d'indigents, déjà trop portées à se débarrasser de leurs membres gênants.

Une étude approfondie du problème de l'hospitalisation suggérerait d'autres et de plus amples réflexions. Celles-ci doivent suffire à démontrer la nocivité de la législation hâtive et inconsiderée qui vient d'être votée. Par bonheur, elle est encore inopérante. Que le gouvernement y réfléchisse ; qu'il examine sérieusement les conséquences qui pourraient résulter, qui résulteront certainement, de cette mesure, appliquée par des hommes vraiment mal intentionnés : il n'hésitera pas à la laisser dormir jusqu'à la prochaine session, puis à lui donner son coup de mort — à moins qu'il ne préfère lui faire subir une transformation complète.

D'ici là, il aura tout le temps nécessaire pour en délibérer avec les gardiens naturels de l'ordre social et les praticiens de la vraie charité, qui allient la science de Dieu à l'expérience des hommes et des choses. Ceux-là l'aviseront mieux que les théoriciens de l'étatisme, les jeunes ou vieux médecins en quête de plantureux inspectorats et la bande inassouvisable des quémandeurs de *patronage*.

29 mars 1921.

### III

#### Explications de M. Taschereau — Chiffres éloquents— Critique « raisonnable »

Dans son discours à la *Jeunesse libérale*, M. Taschereau a parlé de la loi dite de l'*assistance publique*, que nous avons analysée, il y a quelques semaines <sup>1</sup>. Il a tenté de démontrer, à la fois, que le gouvernement a raison de chercher à "créer de nouvelles ressources aux institutions de bienfaisance" et que la nouvelle loi, tout en poursuivant cet objectif, n'offre aucun danger, ne menace ni la liberté religieuse, ni l'ordre social.

Sur le premier point, tout le monde, croyons-nous, est d'accord avec le premier ministre. Il a fortifié sa démonstration par des chiffres fort éloquents, dans leur sobriété.

En 1919, cent soixante-cinq institutions de bienfaisance, dans la seule province de Québec, ont hospitalisé "45,000 patients, dont 28,357 Canadiens et 16,000 étrangers ou de nationalités non spécifiées". En plus, 40,000 personnes ont recouru au service des dispensaires et 117,000 ont été assistées à domicile.

---

<sup>1</sup> *Devoir* du 28 et du 29 mars. Ce sont les articles précédents. On trouvera le discours de M. Taschereau au plus loin, appendice D.

Les recettes brutes de ces 165 institutions se sont élevées, ensemble, à près de *trois millions de piastres*, dont \$81,000 ont été fournies par l'Etat. Leur budget global s'est soldé, *pour la seule année 1919*, "*par un déficit d'au delà d'un quart de million*".

M. Taschereau s'est excusé "de tant parler chiffres". Cette précaution oratoire était superflue. Tous les gens sérieux le féliciteront, au contraire, de ces utiles précisions. Il aurait même pu en donner davantage. Il serait à propos d'établir séparément le budget global des oeuvres catholiques et celui des institutions non-catholiques; aussi, tout en se bornant aux chiffres d'ensemble, le nombre, la nationalité et la religion des indigents secourus par l'une et l'autre catégorie d'institutions. Cette comparaison serait fort instructive. Ainsi complétées, ces statistiques pourraient servir en plus d'une occasion: par exemple, quand on nous parle des "privilèges" et des abusives exemptions d'impôts dont jouissent les communautés religieuses; de l'exclusivisme, du *parochialism* de la population québécoise; de la nécessité d'activer une forte immigration étrangère, afin d'*enrichir* le pays; des *beautés* de l'industrie et du protectionnisme, qui nous valent une forte proportion de ces miséreux, nationaux ou étrangers, abandonnés à la charité publique de la moyenâgeuse province de Québec, de ces étrangers secourus par les institutions fondées, soutenues et gouvernées par la "hiérarchie de Rome".

Tels quels, ces chiffres justifient amplement la première proposition de M. Taschereau: il faut "créer des ressources nouvelles pour secourir nos institutions de bienfaisance". A cette oeuvre de salut public, "à la fois sociale et religieuse", ajoute-t-il avec raison, tout le monde doit s'intéresser: Eglise, gouvernement, municipalités, familles, individus; — mais j'ajoute, *chacun selon son droit et ses attributions d'état*; et c'est ici que le désaccord s'établit entre le gouvernement et nous. Ce désaccord, nous ne le cherchons pas, nous ne demanderions pas mieux que de le croire superficiel, nous ne désirons que le voir disparaître. De tout ceci, M. Taschereau et M. David peuvent être assurés. Nos observations antérieures, celles-ci, celles qui suivront, n'ont d'autre objet que de dissiper le malentendu — si, comme l'assure M. Taschereau, il n'y a pas autre chose — ou d'aider le gouvernement à parer la menace d'étatisation, si, comme nous le croyons, le danger est réel et résulte, non seulement de la loi votée à la dernière session, mais aussi des tendances générales qu'elle accuse tout en les fortifiant.



Dans un langage mesuré, — il faut l'en louer — le premier ministre proteste contre les critiques dont la loi d'assistance a été l'objet. "Le gouvernement", dit-il, "ne redoute pas la critique; il l'invite. Mais il la veut *sincère et raisonnable*. Il ne peut que s'indigner lorsque l'on tente de *pervertir ses intentions*, de lui prêter des *motifs qu'il n'a pas*, et surtout lorsqu'on l'accuse de *vouloir laïciser* la charité, et d'enlever le caractère que Dieu lui a donné et qui la met bien au-dessus de toutes les lois que les hommes peuvent faire."

Sauf erreur, cette observation un peu amère s'adresse particulièrement au *Devoir* et à son directeur. En tout cas, je la prends volontiers à mon compte et je veux y répondre dans l'esprit et sur le ton généralement modéré que le premier ministre a mis dans sa protestation écrite.

Des "bonnes intentions" du premier ministre, je ne doute pas plus que de celles du Secrétaire provincial. Que l'un et l'autre, et d'autres de leurs collègues, et la majorité de la Chambre, n'aient pas eu l'intention formelle et réfléchie de "laïciser la charité", je le crois sincèrement. Je l'ai marqué, dès le début, à l'égard du Secrétaire; j'en pense et j'en dis autant du premier ministre <sup>1</sup>.

D'autre part, il me paraît non moins clair que le *principe* de la loi tend fatalement à la "laïcisation de la charité"; qu'appliquée à la lettre, et par des mains laïques et laïcisatrices, cette loi réduira en servitude les institutions qui voudront en profiter et acculera à la famine celles qui voudront rester libres.

Là-dessus, le premier ministre n'a rien dit qui soit de nature à nous rassurer. A mon humble avis, la raison d'être et le bien-fondé de notre "critique" subsistent en entier. Cette critique et les observations qui vont suivre sont "sincères" — aussi sincères que les bonnes intentions de M. Taschereau et de M. David; — voyons si elles sont "raisonnables".

\* \* \*

M. Taschereau repousse avec chaleur le reproche d'*étatisme*. "Si notre loi...", dit-il, "comportait la *moindre ingérence* du "gouvernement *dans la régie interne* de nos institutions d'assistance publique, ou devait avoir le moindrement pour *résultat* "d'*entraver l'initiative de la charité privée* ... mes collègues et

---

<sup>1</sup> Voici ce que j'écrivais, le 28 mars: "Le secrétaire provincial a protesté de ses bonnes intentions: tout ce qu'il veut, c'est de venir en aide aux institutions de bienfaisance. Que telle soit l'intention *morale* et personnelle du ministre, nous n'en doutons nullement..." Le premier ministre peut prendre ceci à son compte, tout autant que son jeune collègue. D'autre part, serait-il injuste de tenir le premier ministre responsable de cette énorme sottise, échappée au secrétaire: "*la charité est devenue une science*"?



“moi n’hésiterions pas un instant à *jeter cette loi au panier*. Car “ce serait exactement l’*opposé du but* que nous cherchons à “atteindre.”

Il convient de remercier le premier ministre de cette franche déclaration. Reste à lui démontrer que la loi actuelle, sans égard aux “intentions” bonnes ou mauvaises — et tout aléatoires — des ministres chargés de son exécution, est d’inspiration mauvaise, basée sur un principe faux, et toute pleine du double danger que M. Taschereau veut éviter à tout prix. De ceci la démonstration est facile: la seule lecture du texte y suffit; une simple analyse et quelques déductions logiques la rendent palpable. C’est ce que nous avons fait, il y a deux semaines; recommençons, pour les sourds, les aveugles et les distraits.

Principes d’étatisme: — droit exclusif de l’Etat de “déterminer” les institutions assistées (art. 9); de les inscrire (ou de les biffer), chaque année, sur la liste des institutions privilégiées (art. 6); de leur “*imposer les conditions*” (art. 6) et les “règlements” (art. 18-2) qui lui plaisent..

Etatisation de la charité: — l’Etat détermine à sa guise les conditions d’*admission et de séjour* des indigents (art. 20, 21, 22, 23 et 24); il les fait, à sa fantaisie, garder ou expulser des maisons d’assistance (art. 25); il fixe arbitrairement “le coût d’hospitalisation, de séjour et d’entretien des indigents” (art. 18-1), et, par conséquence, la part contributive de l’Etat, des municipalités et des institutions (art. 29).

Asservissement des maisons de charité: — M. Taschereau n’a parlé que de leur obligation—naturelle, du moment qu’elles acceptent l’aide de l’Etat — de justifier de l’emploi des subsides. Rappelons les autres entraves que l’Etat leur pose, sous peine de se voir couper les vivres. Les institutions subventionnées doivent: “souscrire aux conditions *imposées*” par l’Etat (art. 6), quelles que soient la nature, l’étendue et la portée de ces conditions; par conséquent, se soumettre aux stipulations de l’Etat en tout ce qui concerne l’admission, le séjour et l’entretien des indigents (art. 20 à 25 inclus.) et le coût arbitraire de cet entretien (18-1). Avant de se faire inscrire sur la liste des institutions subventionnées, elles doivent révéler aux agents de l’Etat leurs “mérites”, leur “but”, leur “nature”, leur “fin”, et leur “manière de disposer des octrois reçus” (art. 10). Une fois inscrites, elles doivent, “sur demande”, — c’est-à-dire, en tout temps — “fournir” aux commis de l’Etat “tous les renseignements que ce dernier *croit* utiles de connaître” (art. 11). Notez bien: ces renseignements ne sont nullement restreints, comme M. Taschereau l’affirme, à “l’emploi des subventions publiques”. Cette inquisition peut, si l’Etat l’exige, porter sur tout: nourriture, vêtement, chauffage, éclairage, ventilation,

pharmacie, laboratoire, service et rémunération des médecins et des infirmières, gouvernement et discipline générale de la maison, etc., etc., — aucune borne, aucune restriction. De plus, l'institution "doit permettre, en temps ordinaire, le libre accès, au chef du service . . . ou à toute autre personne autorisée par lui en vertu de la présente loi, du local affecté aux indigents" (art. 12). Ainsi il prendrait fantaisie au chef du service de déléguer son dentiste ou son pédicure, son chauffeur ou sa cuisinière, l'institution devra donner "libre accès". Enfin, le directeur médical — notez bien: pas l'inspecteur, pas le surveillant — le *directeur* médical de la province exerce sur toutes les institutions subventionnées les pouvoirs d'autorité que l'Etat juge à propos de lui confier (art. 53)<sup>1</sup>.

Bref, l'Etat peut, s'il le veut, exercer sur toutes les institutions subventionnées une "surveillance" plus intime et plus générale que celle exercée par l'évêque catholique sur n'importe quelle communauté religieuse de son diocèse.

A ce formidable pouvoir d'inquisition, la loi apporte une double sanction: 1o, le retrait de tout subside de l'Etat, facultatif dans certains cas, *absolu* dans la plupart, et particulièrement en cas de refus ou de négligence de fournir à l'Etat *tous les renseignements* qu'il lui prend fantaisie d'exiger (art. 11)<sup>2</sup>; 2o, l'*obligation* pour les institutions de se laisser inspecter de la cave au grenier par les fonctionnaires ou délégués de l'Etat (art. 12) et de se soumettre à l'autorité du directeur médical, nommé par l'Etat, en vertu de la loi votée l'an dernier.

Et M. Taschereau s'étonne qu'on parle d'étatisme, de laïcisation de la charité, d'entraves mises à la charité privée, d'asservissement des communautés religieuses?

15 avril 1921.

#### IV

### Les « bonnes intentions » de M. Taschereau Garanties « morales »

Sur tous les dispositifs de la loi qui marquent l'emprise évidente de l'étatisme et l'inévitable laïcisation de la charité, M. Taschereau n'a jugé à propos de donner que de fort insuffisantes explications. En dehors de ses "bonnes intentions", — nous allons y revenir à l'instant — il s'est borné à plaider le droit de l'Etat de veiller au bon emploi des subsides accordés à l'assis-

<sup>1</sup> Nous retrouverons plus loin ce personnage et ses fonctions.

<sup>2</sup> "A défaut de fournir tels renseignements, toute demande d'aide ou de renouvellement de l'aide est refusée."

tance publique, et à donner d'avance et en blanc un *certificat de bonne vie et mœurs* aux fonctionnaires qui seront chargés par l'Etat de l'exécution de la loi et de la *surveillance* des institutions assistées.

Puisque le premier ministre a jugé nécessaire de répondre assez longuement, dans un discours préparé d'avance et avec le plus grand soin, — nous l'en félicitons — à deux des accusations d'étatisme portées contre la loi, il y a lieu de conclure que, sur les autres, il *confesse jugement* et trouve la "critique" non seulement "sincère et raisonnable", mais juste et bien fondée. Suivons-le maintenant sur le terrain où il a placé sa défense.

En premier lieu, il affirme le droit et le devoir de l'Etat de venir en aide aux oeuvres d'assistance publique. Là-dessus, nous avons déjà donné raison au gouvernement; je reconnais volontiers que le premier ministre a fortifié sa cause<sup>1</sup>.

Sur le droit et le devoir de l'Etat de veiller à "l'emploi des deniers qu'il accorde" aux institutions de charité, nous concédons volontiers au premier ministre que, si la loi n'allait pas au delà des bornes indiquées dans son discours, il n'y aurait guère lieu de lui chercher noise. Mais, nous l'avons démontré, la loi va beaucoup plus loin. Sous le prétexte de *surveiller* l'emploi des deniers publics, elle permet à l'Etat d'exercer sur les institutions subventionnées un formidable pouvoir d'inquisition, absolu, arbitraire, indéfini dans le temps et dans l'espace.

Contre ce danger M. Taschereau n'offre que deux garanties : les "bonnes intentions" du gouvernement et la faculté, réservée aux institutions de bienfaisance, de se dérober à l'ingérence de l'Etat en refusant de se placer sous l'opération de la loi.

Examinons brièvement la valeur réelle de cette double garantie.

\* \* \*

Ses "bonnes intentions", le chef du gouvernement s'engage à les manifester, dès le début, dans le choix du personnel administratif, la définition de ses pouvoirs et la négociation des arrangements à établir avec les institutions de bienfaisance.

"Nous créons", dit M. Taschereau, "dans le département du Secrétaire provincial, un nouveau service appelé le service de

---

<sup>1</sup> Ceci dit sans préjuger la grosse question à débattre et à résoudre, un jour ou l'autre, entre les mérites respectifs de la charité privée et de la charité publique, entre la *valeur sociale* des soins et des secours à domicile et celle du *placement* des malades, des infirmes, etc., dans les institutions publiques, subventionnées ou non. Mais cette question, le gouvernement n'est appelé ni à la poser, ni à la résoudre.



“l’assistance publique. L’administration en sera confiée à des “hommes d’une *haute valeur morale*, dont les fonctions seront “*nettement définies* et les pouvoirs *strictement limités* conformément à l’esprit et à la lettre de la loi.”

C’est excellent, c’est admirable, c’est même touchant; mais ... de la coupe de l’idéal aux lèvres de la réalité il y a parfois loin — surtout quand la politique et le *patronage* s’en mêlent. Que M. Taschereau, que M. David se promettent de ne confier qu’à des hommes de “haute valeur morale”, le droit d’entrer à toute heure du jour et de la nuit dans les institutions subventionnées, d’y examiner tout, de se faire rendre compte de tout, de tout vérifier, de tout ordonner, nous le croyons volontiers ; ... mais cela n’est pas dans la loi; et ni la loi, ni le gouvernement, ni M. Taschereau, ni M. David ne peuvent offrir aux institutions, aux familles et au public la plus lointaine garantie que cette “valeur morale” restera toujours au même étiage. Règle générale, les gouvernements se proposent toujours de nommer aux postes d’état importants des hommes de “haute valeur morale”. Mais, dans l’exécution, il arrive plus souvent qu’autrement que la “valeur morale” cède le pas à l’intrigue, au brocantage, au favoritisme, à mille considérations qui n’ont rien de “haut” ni de “moral”. Que M. Taschereau fasse un peu défiler la *revue* des ministres, des magistrats, des conseillers législatifs, des hauts fonctionnaires provinciaux ou municipaux, nommés par le gouvernement dont M. Taschereau fait partie, depuis treize ans, et dans lequel il a toujours exercé une juste et notable influence: de combien, en son particulier, cautionnerait-il la “haute valeur morale” ? Non, cette réponse est puérile; cet argument, M. Taschereau est trop intelligent pour ne pas le savoir, n’en est pas un, surtout lorsqu’il s’agit de mesurer la portée d’une loi et les conséquences de son application *en tout temps et par n’importe quel gouvernement*.

\* \* \*

Il en va de même des *pouvoirs* attribués ou attribuables aux fonctionnaires, de haute, basse ou moyenne “valeur morale”, qui seront chargés de l’exécution de la loi. Ces pouvoirs, assure M. Taschereau, seront “*nettement définis*” et “*strictement limités* conformément à l’esprit et à la lettre de la loi”. Même équivoque que sur le choix des hommes. Telle peut être l’*intention* personnelle de M. Taschereau et de M. David; mais la loi ne dit rien de cela; elle dit même le contraire.

En plus des “devoirs et pouvoirs” qui lui sont expressément attribués par la loi (art. 5, par. 1, art. 10, 12, 15, 20, etc.) et qui sont déjà formidables, — on l’a vu dans notre étude précédente et dans celle-ci — “le service de l’assistance publique”, repré-



sentant et mandataire de l'Etat, "*exerce toutes autres fonctions qui lui sont assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil*" (art. 5, par. 2). Quant au directeur médical, dont la juridiction va désormais s'étendre à toutes les institutions subventionnées, "*il exerce les fonctions qui lui sont attribuées, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil*"<sup>1</sup>.

Ni dans l'un ni dans l'autre cas ne se trouvent les *limitations* et les *restrictions* indiquées par M. Taschereau. Le gouvernement peut, demain, défaire en un clin d'oeil ce qu'il fait aujourd'hui. Par un simple arrêté ministériel, voté en catimini, il peut tripler les chaînes des institutions de bienfaisance et décupler les pouvoirs d'inquisition et d'ingérence du directeur médical, des chefs du service et de leurs délégués, inspecteurs, visiteurs, vérificateurs de comptes. M. Taschereau est sûr de ne pas abuser de ce pouvoir. Répond-il de son successeur? Supposons un ministère plus ou moins radical, avec un Secrétaire provincial teinté d'anticléricalisme, ou désireux de donner quelque satisfaction aux anticléricaux: que deviennent les garanties de sécurité offertes par M. Taschereau?

Qu'on ne crie pas à l'invraisemblance: en démocratie, tout arrive. Qu'on ne voie pas non plus dans ces appréhensions le puéril désir d'effrayer tout le monde. Qu'on médite plutôt ces lignes écrites, il y a cinq mois, par quelqu'un qui a vu à l'oeuvre et *entendu* le nouveau Directeur médical de l'Etat. Ce fonctionnaire important tient sa nomination du gouvernement dont MM. Taschereau et David font partie; il relève de M. David; ses fonctions ont été déterminées par M. David et approuvées par M. Taschereau.

"Ce directeur médical se présente comme surintendant général, pouvant régler toutes les questions, *surtout celles qui ne regardent pas un directeur médical*. Je veux bien croire à ses bonnes intentions, mais *sa politique aboutit au même but que celle des ennemis de la religion*. J'ai bien lieu de croire qu'à la prochaine session, sous prétexte de voter de plus amples *subsidés aux oeuvres de charité, ils tâcheront surtout de s'attribuer une plus grande mesure de contrôle*." Ces lignes sont datées du 13 novembre 1920. On avouera que ce "critique" ne manquait pas de clairvoyance.

Si telles sont déjà les exigences et l'attitude de l'unique fonctionnaire chargé par un gouvernement pavé de bonnes intentions de surveiller les rares maisons actuellement subventionnées, ne peut-on, à bon droit, redouter quelques abus de force de la part du bataillon de fonctionnaires de tout acabit,

---

<sup>1</sup> Loi de 1920, — 10 Geo. V, ch. 60; — art. 4284b, rendu applicable aux institutions d'assistance publique par l'article 53 de la nouvelle loi. On en trouvera le texte plus loin, appendice B.

qui va sortir tout armé de la nouvelle caserne d'Etat, aux seules fins de mettre au pas toutes les institutions subventionnées ? Si les excellentes "intentions" de M. Taschereau et de M. David sont impuissantes à réfréner le zèle du Directeur médical, seront-elles plus opérantes lorsqu'il s'agira de modérer les prétentions d'une cinquantaine de ronds-de-cuir, diplômés ou non, tous convaincus, comme Louis XIV, que l'Etat, c'est *nous autres* ?

16 avril 1921.

## V

### « Liberté » des institutions de bienfaisance — Assistance municipale — Triple équivoque

La loi stipule "formellement", dit M. Taschereau, "qu'aucune institution n'est soumise à la loi de l'assistance publique "à moins d'avoir demandé à l'être".—Fort bien; et nous l'avons reconnu explicitement, dans notre précédente "critique". — "C'est une première garantie d'indépendance", ajoute M. Taschereau, "et *non pas illusoire...*" Voilà où nous différons de nouveau d'opinion. Voyons si nos appréhensions sont bien fondées, et si "l'indépendance" des institutions de charité est si bien *garantie* que M. Taschereau le dit. Reprenons successivement le cas des maisons *assistées* et celui des institutions libres.

On a vu à quelles conditions les institutions peuvent bénéficier de la loi, à quelles exigences elles seront assujetties, — ou *pourront* l'être — si elles veulent continuer d'en profiter. De ces conditions certaines, et fort dures, de ces exigences éventuelles, et sans bornes, M. Taschereau ne souffle mot. Il évite également d'envisager la très grave éventualité prévue et signalée dans notre "critique" : les institutions subventionnées, et classées comme pensionnaires de l'Etat, trouveront-elles sûrement, dans les ressources de la charité volontaire, leur part contributive du coût de l'hospitalisation des indigents? Là-dessus M. Taschereau ne promet rien et ne peut rien garantir.

A l'autre objection, relative à la computation des charges, base de leur répartition entre l'Etat, la municipalité et l'institution, le premier ministre réplique : "le service de l'assistance "publique *s'entendra avec l'institution* pour établir le coût de "l'hospitalisation". Toujours la même équivoque. Que tel soit le mode adopté au début, c'est possible. Que telles soient les instructions que M. Alexandre Taschereau et M. Athanase David donneront aux messieurs de "haute valeur morale" chargés de mettre la loi en branle, c'est probable; mais ce n'est pas la

loi. La loi stipule, au contraire, que “le lieutenant-gouverneur “en conseil peut, *sur recommandation du service de l’assistance “publique*, chaque année, ou *toutes les fois qu’il le juge nécessaire*, établir le *COUT D’HOSPITALISATION*, de séjour et “d’entretien des indigents recueillis dans chaque institution “d’assistance publique” (art. 18, par. 1).

Nulle part il n’est question d’*entente* avec les institutions. Le droit des maisons de charité d’établir *par entente* le coût de l’entretien des hospitalisés n’existe que dans les “bonnes intentions” de M. Taschereau. Que ses intentions ou celles de son successeur deviennent moins “bonnes”, que la “valeur morale” du personnel baisse de quelques degrés; et les institutions assistées se verront à la merci des aléas de la politique, des caprices du personnel et des procédés de chantage que j’ai laissé entrevoir précédemment. Ce qui est vrai, ce que la loi comporte et stipule, c’est que l’Etat est *seul maître* de déterminer à sa guise, quand il veut, et *sans aucune entente* avec les institutions, “le coût d’hospitalisation, de séjour et d’entretien des indigents” (art. 18-1) et, par conséquent, la part contributive de l’Etat, de la municipalité et de l’institution (art. 29). Sur ce point, non seulement M. Taschereau n’a pas désarmé la “critique” : il a, avec plus d’habileté que de raison, joué sur les mots et les textes; l’avocat retors a repris le dessus sur l’homme d’Etat.

\* \* \*

Le premier ministre s’est senti plus à l’aise en ce qui touche à l’assistance municipale. Ici, il a cru prendre la “critique” en défaut. “Un journal”, dit-il, objecte que “les municipalités *ne “pourront aider que* les institutions reconnues d’assistance publique par l’Etat. *C’est là une profonde erreur.*” Si c’est au *Devoir* que M. Taschereau a fait allusion, je ne veux pas être en reste de courtoisie avec lui. J’admets volontiers qu’interprétée à la lettre, — et sans égard aux observations faites subséquentement sur les institutions non subventionnées — la conclusion de mon premier article <sup>1</sup> pouvait à la rigueur comporter le sens restrictif que M. Taschereau y a vu. Telle n’était pas mon intention. Tirons les choses au clair.

Ce que j’ai voulu dire, ce que je répète en précisant, c’est ceci :

1o. Par la nouvelle loi, l’Etat s’empare de la moitié des recettes brutes prélevées par les municipalités pour le soutien des hôpitaux et laisse à l’entière charge des municipalités les frais de perception et d’administration de cet *item* du budget de la charité (art. 46).

---

<sup>1</sup> Du 28 mars. C’est le premier reproduit dans cette brochure.



20. Les municipalités sont *tenues* de payer le tiers du coût de l'entretien des indigents placés dans les institutions d'assistance publique (art. 29); la désignation et le classement de ces institutions relèvent exclusivement de l'Etat (art. 9); le cahier des charges et, par conséquent, la part contributive des municipalités, sont déterminés arbitrairement par l'Etat (art. 18 et 29).

30. Si les municipalités veulent créer ou soutenir des institutions *d'assistance publique* — c'est-à-dire des institutions susceptibles de participer aux générosités de l'Etat dont le budget absorbe de force plus de la moitié des recettes municipales affectées à cette fin (art. 46), — elles doivent soumettre leurs règlements à l'Etat et en obtenir un "*permis*" (art. 39); administrer ces institutions (art. 40) et les soumettre "à l'observance de la loi d'assistance publique" (art. 41). De plus, ces institutions municipales restent "sous la surveillance du service de l'assistance publique" (art. 42); et afin de les maintenir dans un juste respect de l'autorité suprême, le dieu-Etat les avertit qu'en tout temps, avec ou sans raison, il peut "mettre fin au permis" (art. 44), — c'est-à-dire, je le répète, leur couper le cou.

A aucune de ces objections, M. Taschereau n'a apporté l'ombre d'une réponse, ni tenté de donner une explication. Ceci constaté, j'ajoute qu'en dehors de ces prélèvements forcés, de ces bornes, de ces stipulations et de ces menaces, les municipalités restent libres de placer leurs malades, à leurs frais et sans aide de l'Etat, dans des institutions libres, c'est-à-dire privées de toute assistance de l'Etat. Les institutions qui compteront sur cette assistance surérogatoire risquent fort d'être réduites à la juste portion de Lazare.



M. Taschereau a relevé une phrase de ma "critique", sur la menace de "couper les vivres" aux institutions de charité. Il y a répondu en signalant les allocations votées à la dernière session. Ici, il y a double, et même triple équivoque. D'abord, les subventions votées à la dernière session l'ont été avant l'adoption de la loi; donc, aucune relation entre les deux. En second lieu, quand j'ai parlé de la menace de "couper les vivres", j'ai clairement indiqué qu'elle vise les institutions qui, ayant accepté de se soumettre à l'opération de la nouvelle loi, voudraient ensuite se soustraire à l'une quelconque des exigences de l'Etat *bienfaiteur*, inquisiteur et directeur. Donc, cette menace ne s'adresse nullement aux institutions libres qui ont reçu de la Législature un subside spécifique, voté sans égard aux dispositifs de la loi générale.

Mais parlons de celles-ci. Supposons que la majeure partie des institutions d'assistance acceptent la loi et reçoivent la sub-



vention déterminée d'après les dispositifs de cette loi, M. Taschereau et M. David s'engageront-ils à faire voter, chaque année, des subsides particuliers aux institutions qui voudront rester libres? Et s'ils prennent cet engagement, que vaudra-t-il pour leurs successeurs et pour eux-mêmes, le jour où les institutions régulièrement assistées — et asservies — auront absorbé le plus clair du budget *statutaire* de la charité?

Je réitère, pour mémoire, une autre objection formulée dans ma première "critique" : sur quels secours bénévoles, de source privée, les maisons de charité, libres ou subventionnées, pourront-elles compter le jour où la loi, le gouvernement, les journaux, la renommée aux cent bouches... menteuses, proclameront partout que le gouvernement et les municipalités subventionnent grassement les institutions de charité? À cette objection, M. Taschereau n'a pas donné un mot de réponse. Et pourtant c'est bien la conséquence la plus grave *en fait*, et la plus probable, qui résulterait de l'application de la loi.

Pour les communautés religieuses dénuées de ressources régulières et chargées de plusieurs oeuvres onéreuses, les unes subventionnées, les autres pas, — telles les Soeurs de la Providence — cette perspective du tarissement de la charité privée est très réelle et véritablement menaçante.

Plus on retourne en tous sens cette loi mal conçue et mal venue, mieux l'on voit à quel point elle est toute pénétrée d'étatisme; et la conclusion s'impose, irrésistible, à tout esprit réfléchi que, tôt ou tard, son application aboutira fatalement aux conséquences que le premier ministre veut éviter à tout prix. Elle entravera sérieusement "l'initiative de la charité privée", elle livrera les institutions subventionnées à la domination conjointe du gouvernement et des grandes municipalités; et, par répercussion, elle portera une grave atteinte aux institutions qui voudront rester libres du joug de l'État provincial ou municipal. À ce triple résultat on n'arrivera pas tout de suite, ni en même temps et au même degré pour toutes les oeuvres de bienfaisance; mais c'est l'unique issue de la route où l'on invite les institutions de charité à s'engager. Qu'on y regarde à deux et même à trois fois avant de s'y aventurer. Il est plus facile de n'y pas entrer qu'il le sera d'en sortir.

18 avril 1921.

## VI

### Considérations générales — Exemple des Universités— Tyrannie de l'argent

M. Taschereau a voulu, avec raison, élargir le terrain du débat. Il a parlé des relations harmonieuses qui existent, au Canada français, entre les autorités religieuses et les autorités civiles. Comme exemple, et aussi comme justification du patronat qu'il offre aux institutions de bienfaisance, il a signalé les innovations qu'on a fait subir au gouvernement de l'Université de Montréal et à celui de l'Université Laval. "Nos deux "grandes universités catholiques", dit-il, avec un point d'interrogation, "ne sont-elles pas allées beaucoup plus loin quand "elles ont jugé à propos de s'adjoindre un *comité de laïques* "pour gérer *le plus profitablement possible* les millions mis à "leur disposition ?"

Avant de décider si la comparaison est exacte, et surtout convaincante, il y aurait peut-être lieu de rechercher, en premier lieu, si les deux universités ont bien "*jugé à propos de s'adjoindre*" ces "*comités de laïques*", ou si ces adjonctions ne leur ont pas plutôt été imposées par les exigences de certains gros sacs d'écus en mal de *contrôle*, de *progrès* et de laïcisation. Ensuite, avant de juger que la gérance de ces "comités laïques" sera "*la plus profitable possible*" pour les universités, il serait prudent d'attendre les résultats. A Montréal, ce n'est pas encore clair comme le jour. Enfin, — et c'est de beaucoup ce qui importe le plus — avant de préconiser cette superposition d'un gouvernement *laïque* sur des institutions religieuses, censées relever au premier chef des autorités ecclésiastiques, il serait non moins prudent de voir ce qui va sortir de ces mariages mi-ecclésiastiques mi-civils, célébrés par les mieux intentionnés des ministres.

Les hymens universitaires dont M. Taschereau a chanté le bonheur sont encore dans la lune de miel: ce n'est pas l'heure de juger de la durable félicité de l'union; et encore, d'aucuns prétendent que la lune menace déjà de roussir, à Québec comme à Montréal. Mais passons. Bornons-nous à faire observer au premier ministre que, dans le cas des deux universités, la *laïcisation* est partielle, qu'elle ne porte ostensiblement que sur l'administration des finances et qu'elle est faite au profit d'un nombre assez restreint d'individus. Je ne méconnaiss ni les vices ni les dangers du système; mais dans le cas des 165 institutions de bienfaisance auxquelles M. Taschereau vante les beautés du mariage mixte et polygamique, le danger serait considérablement aggravé: le chef virtuel de la communauté

serait l'Etat, son autorité maritale s'exercerait sur toutes les activités de ses multiples épouses, les institutions subventionnées; et, par l'enchaînement des causes et des effets, elle ne tarderait pas à pénétrer jusque dans la vie intérieure des congrégations religieuses vouées aux oeuvres de bienfaisance. Le cas, on le voit, est beaucoup plus complexe.

Néanmoins, par un aspect, et le plus large, de la question, la comparaison de M. Taschereau est juste. L'esprit qui éclate dans la loi de l'assistance publique est en tout semblable à celui qui a percé dans l'*adjonction* des "comités laïques" imposés aux universités. Cet esprit, on le retrouve au Conseil de l'instruction publique, dans certaines commissions scolaires, partout où les droits ou la situation de l'Eglise viennent en conflit ou en contact avec les prétentions des laïques qui trouvent que l'Eglise prend toujours trop de place. Cette tendance n'est pas nouvelle: c'était, autrefois, le gallicanisme, qui voulait asservir l'Eglise à l'Etat; il en reste de multiples traces dans nos lois, et même dans certains esprits. Vint ensuite le *neutralisme*, né de la conquête protestante et de la politique de conciliation à tout prix. Cet esprit de neutralité et de transaction règne encore en maître; ou plutôt, non, il gouverne maintenant en sous-ordre du *ploutocratisme* qui domine tout, envahit tout. Pour de l'argent et avec de l'argent, on croit pouvoir tout faire, tout résoudre, tout mener. Cette triple tendance, la dernière surtout, s'affirme dans la loi de l'assistance publique. Si l'on objecte qu'à ce marchandage se prêtent des gens fort honorables, d'excellents catholiques, voire, hélas! certains ecclésiastiques, il ne reste qu'à répondre que plus le mal est général et profond, plus il faut le combattre, lui disputer toutes ses conquêtes, repousser tous ses assauts, déjouer tous ses calculs.

\* \* \*

Le vice radical, le venin caché de cette loi d'assistance, c'est précisément qu'elle met entre les mains de l'Etat (provincial ou municipal) le moyen de séduire les institutions de bienfaisance, de les amener presque irrésistiblement à troquer, pour de l'argent, leur indépendance à l'égard de l'Etat, principale garantie de leur efficacité; et, dans le cas des maisons dirigées par des communautés religieuses, à mettre en péril la belle ordonnance des institutions catholiques. Les communautés religieuses sont parfois obligées de se laisser dépouiller; elles n'ont jamais le droit de se vendre. Leurs immunités ne leur appartiennent pas en propre, mais à l'Eglise tout entière.

Qu'on ne voie pas ici l'insinuation qu'une seule communauté canadienne pourrait se prêter sciemment à un tel trafic. Mais qu'on se représente l'état d'esprit d'une pauvre supérieu-



re, d'un bon procureur, travaillant à grand'peine à boucler leur budget, qui est celui des pauvres, des malades, des vieillards, des orphelins, des estropiés, de tous les miséreux. Ils ne savent où trouver de nouvelles ressources; ils ne peuvent se résoudre à limiter l'exercice de la charité. Tout à coup, un monsieur cossu, M<sup>o</sup>ssieu l'ETAT, se présente les mains pleines d'or, la bouche pleine de belles paroles: il offre de mettre tout à neuf et tout à flot. En échange, il ne demande qu'un bout de papier, pour la forme. Il proteste de ses "bonnes intentions", il exhibe ses médailles et son scapulaire, la cloche dont il a été le parrain, le don princier qu'il a fait, à ses dépens ou à ceux d'autrui, à telle oeuvre de bienfaisance ou d'éducation. C'est vraiment, en son particulier, un excellent monsieur. Si personne ne jette le cri d'alarme et ne signale le piège que recèle, à son insu peut-être, la séduisante proposition de cet excellent monsieur, il y a neuf chances sur dix que la bonne supérieure, que le pauvre économe, plus versés dans les industries de la charité que dans les roueries de la légalité, accepteront le marché pour l'amour de Dieu et des pauvres. Peut-être même béniront-ils par dessus le marché ce bon M<sup>o</sup>ssieu l'Etat qui les aura tirés d'affaires... en leur mettant la chaîne au cou.

Ce calcul, notez-le bien, je ne dis ni ne pense que M. Taschereau l'a fait, ni aucun de ses collègues en particulier. Mais la loi qu'ils ont fait voter, en partie calquée sur d'anciennes lois toutes pénétrées de gallicanisme et de protestantisme, en partie imitée des lois françaises tout imbibées d'anticléricalisme, la loi actuelle ouvre la porte à toutes ces machinations. M. Taschereau qui est, je pense, un excellent catholique, qui ne voudrait pour rien au monde laisser mettre le carcan au cou des communautés religieuses,—il l'a affirmé et tout le monde le croira — M. Taschereau n'a pas le droit de laisser dans l'arsenal de nos lois cette arme perfide et meurtrière.

Il se dit prêt à la jeter au rebut. Cela vaudrait certes mieux que de la laisser à la portée de mains trop promptes, trop brutales ou ... trop adroites. Mais il a autre chose et mieux que cela à faire: rédiger une loi simple, claire et loyale, qui atteigne le but qu'il veut atteindre, qui fasse porter à l'Etat et aux municipalités leur part adéquate des services d'assistance vraiment *publiques*, et qui laisse aux communautés religieuses leur pleine liberté d'action interne et externe.

Nos *statuts* et nos codes sont déjà remplis de mauvaises lois, qui serviront un jour à saper les bases de notre édifice religieux et social; n'en mettons pas une de plus, au service des ennemis de l'Eglise, de la race et de la patrie.

19 avril 1921.



## APPENDICES

### A

#### LOI ETABLISSANT LE SERVICE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE QUEBEC

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

**A**TTENDU qu'il est dans l'intérêt public d'établir un service d'assistance publique provinciale pour assister les malades indigents qui sont recueillis, hospitalisés ou détenus dans des institutions d'assistance publique;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La présente loi peut être citée sous le nom de: "Loi de l'assistance publique de Québec."

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DECLARATOIRES ET INTERPRETATIVES

2. La présente loi n'affecte pas les dispositions de la section sixième du chapitre premier du titre septième des Statuts refondus, 1909, non plus que les dispositions des chapitres deuxième, troisième et quatrième du titre huitième desdits statuts.<sup>1</sup>

3. Pour les fins de la présente loi :

a. Le mot "ministre" signifie le secrétaire de la province;

b. Le mot "chef" signifie le fonctionnaire qui dirige le service de l'assistance publique de Québec;

c. Les mots "assistance publique" signifient toute aide apportée aux indigents;

d. Le mot "indigent" signifie toute personne hospitalisée ou recueillie dans tout établissement reconnu d'assistance publique par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la présente loi, et dans tout hospice, hôpital, crèche, sanatorium, refuge, institution de charité publique, qui ne peut subvenir, ni directement, ni indirectement, à son entretien d'une façon temporaire ou définitive, ayant son domicile dans la province de Québec.

Les institutions de charité publique ci-dessus mentionnées comprennent les institutions qui reçoivent des aveugles, des sourd-muets et des enfants trouvés;

e. Les mots "institution d'assistance" signifient toute institution qui reçoit, garde, soigne ou hospitalise gratuitement des indigents et qui est

---

<sup>1</sup> Ces lois gouvernent les asiles d'aliénés, les écoles de réforme et les écoles d'industrie.

reconnue comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil;

*f.* Les mots “service de l’assistance publique” signifient le service permanent relevant du secrétaire de la province créé en vertu des dispositions de la présente loi et chargé de leur mise à exécution;

*g.* Les mots “fonds de l’assistance publique” signifient et comprennent toutes les ressources mises à la disposition du service de l’assistance publique pour subvenir au maintien des institutions d’assistance publique.

## SECTION II DU SERVICE DE L’ASSISTANCE PUBLIQUE

**4.** Il est établi, sous l’autorité du secrétaire de la province, un service permanent appelé “le service de l’assistance publique de Québec”, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, pour le bon fonctionnement de ce service, un chef de service et les autres officiers, commis et employés nécessaires, lesquels, sous la direction du ministre, sont chargés de mettre à exécution les dispositions de la présente loi et remplissent les autres fonctions qui peuvent leur être assignées, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**5. 1.** Les devoirs et pouvoirs du service de l’assistance publique sont les suivants :

*a.* mise à exécution des prescriptions de la présente loi en vue d’aider aux oeuvres d’assistance publique;

*b.* coopération intime et effective conjointement avec les oeuvres d’assistance publique au soulagement des malades indigents;

*c.* examen des demandes de subventions par les institutions d’assistance;

*d.* distribution et surveillance de l’emploi des subventions en deniers ou d’aides quelconques, accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux institutions reconnues d’assistance publique;

*e.* adoption des mesures nécessaires pour obtenir la déportation et le rapatriement des émigrés susceptibles d’être déportés en vertu de la loi de l’immigration du Canada.

**2.** Le service de l’assistance publique exerce toutes autres fonctions qui lui sont assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le service de l’assistance publique emploie son activité au développement de toute oeuvre d’assistance des indigents.

## SECTION III DES INSTITUTIONS D’ASSISTANCE PUBLIQUE

**6.** Toutes institutions qui sont reconnues d’assistance publique par le lieutenant-gouverneur en conseil et qui souscrivent aux conditions imposées par ledit service, peuvent bénéficier des privilèges conférés par la présente loi.

Une liste de ces institutions est publiée chaque année dans la *Gazette officielle de Québec*.

**7.** Toute institution d'assistance doit, pour bénéficier des privilèges conférés par la présente loi, obtenir la reconnaissance de ce droit, en se faisant reconnaître comme institution d'assistance publique.

**8.** Toute demande à cet effet est faite au service de l'assistance publique.

**9.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du service de l'assistance publique, détermine quelles institutions de charité ou autres doivent figurer sur la liste des institutions reconnues d'assistance publique.

**10.** Le service de l'assistance publique doit, afin de se renseigner avant de donner sa recommandation, faire enquête sur les mérites de l'oeuvre, son but, sa nature, sa fin et sa manière de disposer des octrois reçus.

**11.** Toute institution d'assistance qui désire être reconnue comme telle aux termes du paragraphe c de la section 3 de la présente loi et qui bénéficie ou désire bénéficier des privilèges conférés par la présente loi, doit, sur demande, fournir au service de l'assistance publique tous les renseignements que ce dernier croit utile de connaître pour s'éclairer sur la situation présente de telle institution. A défaut de fournir tels renseignements, toute demande d'aide ou de renouvellement de l'aide est refusée.

**12.** Toute institution d'assistance qui désire bénéficier ou qui bénéficie déjà des privilèges accordés en vertu de la présente loi, doit permettre, en temps ordinaire, le libre accès, au chef du service de l'assistance publique ou à toute autre personne spécialement autorisée par lui en vertu de la présente loi, du local affecté aux indigents.

**13.** Tout octroi ou aide quelconque accordé par le service de l'assistance publique à une institution d'assistance doit être appliqué en entier au soutien ou à l'hospitalisation des indigents et ne peut, de quelque façon que ce soit, être détourné de sa destination.

**14.** Tous les deniers, de même que toute aide quelconque attribuée par la loi, par les municipalités de cité, de ville, de comté, ou locales, ou provenant d'une source quelconque, au service de l'assistance publique, doivent être appliqués en totalité aux oeuvres d'assistance publique affectées au soulagement des indigents.

**15.** Sur le fonds mis à sa disposition, le service de l'assistance publique peut répartir le montant nécessaire au paiement de la part de la pension et de l'entretien, qui n'est pas à la charge des municipalités, tel que prescrit aux articles 3696, 4033 et 4137 des Statuts refondus, 1909, des aliénés et enfants détenus ou placés dans les écoles de réforme et d'industrie.

**16.** L'aide accordée par le gouvernement ne peut, dans aucun cas, dépasser le tiers du coût total de l'entretien des indigents recueillis par une institution d'assistance publique.

**17.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, néanmoins, sur recommandation du service de l'assistance publique, dans les cas d'urgence et de nécessité absolue, aider de la façon qu'il le juge à propos au développement des oeuvres d'assistance publique de la province.

**18. 1.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut sur recommandation du service de l'assistance publique, chaque année ou toutes les fois qu'il le juge nécessaire, établir le coût d'hospitalisation, de séjour et d'entretien des indigents recueillis dans chaque institution d'assistance publique.

**2.** Il peut également faire tous règlements pour la mise à effet des dispositions de la présente loi, et ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

#### SECTION IV

##### DES INDIGENTS DONT L'ENTRETIEN EST AUX FRAIS DE LA PROVINCE, DES MUNICIPALITES ET DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

##### § 1.—*De leur admission*

**19.** Peuvent être admis dans les institutions d'assistance publique, aux frais du gouvernement, des municipalités et des institutions d'assistance publique :

*a.* Les indigents qui fournissent aux autorités d'une institution d'assistance publique, dans lesquelles ils sont recueillis, la preuve de leur indigence, tel que prévu par la présente section;

*b.* Les indigents que l'urgence et la nécessité absolue empêchent de fournir momentanément la preuve de leur indigence, tel que prescrit dans la présente section, pourvu que l'entrée et le séjour dans l'institution d'assistance publique qui les recueille soient cependant autorisés par le service de l'assistance publique nonobstant tel défaut de preuve.

**20. 1.** Nulle institution d'assistance publique ne peut recevoir un indigent, aux frais du gouvernement et des municipalités, aux conditions de paiement ci-après édictées, s'il n'est remis aux autorités de l'institution d'assistance publique où l'on veut le faire admettre :

**1.** Une demande d'admission faite par un parent, un ami ou un protecteur de l'indigent, contenant le nom, les prénoms, l'âge et le domicile, tant de la personne qui l'a faite que de l'indigent dont le placement est réclamé, et l'indication du degré de parenté, ou, à défaut de parenté, de la nature des relations qui existent entre elles, rédigée conformément à la formule A. La demande doit être signée par celui qui l'a faite, et, s'il ne sait pas écrire, elle est reçue par-devant le maire ou en son absence par-devant un juge de paix du domicile du patient;



2. Un certificat suivant la formule B signé par le maire de la municipalité locale où le malade a son domicile, ou, en l'absence du maire, par un conseiller, ou toute autre personne dûment autorisée par le conseil à émettre ce certificat;
3. Un certificat suivant la formule C, signé par le curé ou son vicaire ou le ministre du culte, s'il s'agit d'un indigent non malade;
4. Un certificat, suivant la formule D, du médecin établissant l'état de santé, s'il s'agit d'un indigent malade.

Ces documents, sauf celui mentionné dans le paragraphe 3 ci-dessus, doivent être reconnus sous serment, devant un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure, un notaire ou un recorder.

**21.** Sur présentation de la demande d'admission, et des certificats qui doivent l'accompagner, les autorités de l'institution d'assistance publique décident s'ils doivent admettre l'indigent provisoirement et portent leur décision à la connaissance des intéressés.

**22.** L'indigent ne peut être conduit à une institution d'assistance publique, ni être recueilli, sans la production de la demande et des certificats qui doivent l'accompagner. En cas d'urgence, et de nécessité absolue, les autorités de l'institution d'assistance publique peuvent se dispenser d'exiger le certificat du médecin, s'il y a lieu; mais ce certificat doit leur être remis, dans les huit jours qui suivent l'admission.

**23.** Quiconque, dans le but, ou de s'en débarrasser soi-même, ou d'en débarrasser un autre, ou de le faire admettre dans une institution d'assistance publique, laisse ou abandonne dans un endroit quelconque un indigent, sans donner par écrit à une personne compétente pour recevoir cette déclaration, ses nom, prénoms, qualités, occupation et domicile, et pareillement ceux de la personne ainsi laissée ou abandonnée, est passible d'une amende de cent piastres et, à défaut du paiement de cette amende, d'un emprisonnement de six mois dans la prison commune du district où l'offense a été commise.

Cette amende est recouvrée devant toute cour de justice ayant juridiction pour cette somme, à la poursuite de toute personne qui en fait la demande, et appartient moitié à la couronne et moitié à la personne qui a intenté l'action.

Dans les cas d'urgence et de nécessité absolue, les autorités de l'institution d'assistance publique peuvent ordonner qu'un malade soit admis provisoirement, quand même toutes les formalités n'auraient pas été remplies, pourvu qu'elles le soient subséquentement à la satisfaction du service de l'assistance publique.

**24.** Les autorités des institutions d'assistance publique doivent, dans les huit jours qui suivent l'admission d'un indigent quelconque, transmettre au service de l'assistance publique, avec la demande d'admission et les certificats qui doivent l'accompagner, suivant le cas, un

rapport spécial établissant l'état d'indigence ou l'état physique de l'indigent et déclarant s'il doit être admis définitivement dans l'institution d'assistance publique ou s'il doit être renvoyé.

**25.** Sur réception de ces documents, le service de l'assistance publique adresse aux autorités de l'institution d'assistance publique l'ordre qu'il juge convenable, soit pour l'admission définitive, soit pour le renvoi de l'indigent, et cet ordre doit être exécuté sans délai.

**26.** Les autorités des institutions d'assistance publique doivent, le premier de chaque mois, transmettre au service de l'assistance publique un état des admissions, réadmissions, départs et décès des indigents recueillis.

### § 2.—*Des registres des indigents publics*

**27.** Dans chaque institution d'assistance publique il est tenu un registre appelé "registre des indigents publics" dans lequel doivent être inscrits par ordre de dates d'admission :

1. Les nom, prénoms et surnoms, la profession, l'âge et le domicile des indigents;
2. La date de leur admission dans l'institution;
3. Le nom et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission;
4. Le nom du médecin qui a certifié leur état, s'il y a lieu;
5. Le nom du curé ou de son vicaire, ou du ministre du culte qui a recommandé l'admission, s'il y a lieu;
6. Les changements survenus dans l'état physique de l'indigent malade ou l'état d'indigence de l'indigent non malade;
7. La date de l'évasion, de la sortie temporaire ou définitive ou du décès des indigents.

**28.** Pour les fins de la présente loi le service de l'assistance publique peut, quand il le juge nécessaire, et à des heures convenables, prendre communication des registres des indigents publics ainsi que de tous les documents qui ont rapport aux indigents.

### § 3.—*Des frais d'entretien des indigents publics*

**29.** 1. Dans tous les cas où un indigent est recueilli dans une institution d'assistance publique aux frais de la province, des municipalités et de l'institution, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet indigent dans l'institution d'assistance publique est payée un tiers par le gouvernement, un tiers par la municipalité locale où l'indigent a eu de bonne foi son domicile pendant six mois consécutifs précédant son admission, et un tiers par l'institution d'assistance.

2. Si, cependant, la municipalité locale, qui est appelée à payer un tiers de la dépense encourue en vertu du présent article, indique d'une manière certaine au service de l'assistance publique le dernier endroit

où l'indigent a eu de bonne foi son domicile pendant six mois consécutifs, le gouvernement fait payer directement la municipalité locale où l'indigent avait son domicile.

**30.** Dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les autorités de chaque institution d'assistance publique doivent transmettre au service de l'assistance publique une liste préparée spécialement pour les fins de la présente loi dûment reconnue sous serment devant un juge de paix et contenant :

a. Les noms des indigents publics admis dans l'institution d'assistance; et

b. Leur domicile à l'époque de l'admission.

Elles sont aussi tenues de fournir au service de l'assistance publique, avec leur compte trimestriel, un état spécial indiquant séparément les noms des indigents à la charge du gouvernement, des municipalités et de l'institution, la date de leur entrée et de leur sortie temporaire ou définitive et le nombre de jours pendant lesquels ils ont été dans l'institution d'assistance.

**31.** Sur réception de cette liste, le service d'assistance publique doit préparer sans retard, pour chaque municipalité locale où les indigents recueillis avaient leur domicile lors de leur admission, un état détaillé des montants dus par elles et le transmettre sans retard au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve cette municipalité locale. Sur réception de cet état, le percepteur du revenu doit transmettre au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité locale intéressée un relevé dûment certifié de cet état contenant les noms des indigents à l'entretien desquels la municipalité doit contribuer, ainsi que le montant dû par elle, et un avis d'avoir à verser entre ses mains, le ou avant le premier jour de mai suivant, le montant dû pour cette contribution.

**32.** Le montant dû par une corporation obligée à l'entretien de tout indigent dans une institution d'assistance publique, en vertu des dispositions précédentes, est recouvré par voie d'action ordinaire.

Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, ou par l'institution à laquelle le montant est dû, contre toute municipalité locale, devant un tribunal de juridiction compétente.

**33.** Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour l'entretien d'un ou de plusieurs indigents dans une institution d'assistance publique, une copie certifiée par le secrétaire de la province, son assistant ou le chef du service de l'assistance publique, de l'autorisation de l'admission d'un indigent et les copies ou extraits certifiés par le secrétaire de la province, son assistant ou le chef du service de l'assistance publique des documents mentionnés dans la présente section, constituent une preuve *prima facie* suffisante, sans autre preuve, pour obtenir jugement.

**34.** Le montant payé par les municipalités locales, en vertu des dispositions de la présente loi, est considéré comme une dette imposable en vertu du Code municipal ou de la charte de toute cité ou ville, et peut être perçu comme taxe ordinaire.

**35.** Pour le paiement de toutes sommes réclamées d'une municipalité locale en vertu de la présente loi, il est procédé à la perception de la même manière que pour toutes les sommes payables par une corporation ou un conseil local.

**36.** Toute somme due au gouvernement en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée qui prend rang immédiatement après les frais de justice.

**37.** Nonobstant toute loi à ce contraire, les frais de transfert d'un indigent sont payables par la municipalité locale tenue au paiement partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de l'indigent dans une institution d'assistance publique, et ils peuvent leur être réclamés aussitôt après qu'ils sont encourus.

#### SECTION V

##### DES HOPITAUX ET HOSPICES MUNICIPAUX

**38.** Il est loisible à une ou plusieurs municipalités locales constituée par charte spéciale ou en vertu d'une loi générale, ou à une ou à plusieurs municipalités de comté, de passer des règlements pour établir et maintenir des hôpitaux, hospices ou refuges, crèches, sanatoria, maisons de retraite ou toutes autres institutions d'assistance en vue d'hospitaliser ou recueillir les indigents dont le domicile est situé dans les limites de telles municipalités locales ou de comté.

**39.** Le règlement du conseil ou des conseils locaux ou de comté est soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sujet à l'émission d'un permis pour l'établissement et le maintien de telles institutions d'assistance municipale.

**40.** Ces institutions d'assistance sont administrées par les membres du conseil ou des conseils locaux ou de comté ou par toutes autres personnes désignées par eux.

**41.** Tel conseil d'administration d'institutions d'assistance municipale voit à l'observance de la loi de l'assistance publique; il s'occupe de fournir à ces institutions les moyens de subsistance; il administre les affaires de ces institutions, et il recueille les dons et subventions qui leur sont accordés.

**42.** Ces institutions d'assistance peuvent être appelées à faire valoir leurs droits aux subventions ou aides accordées par le service de l'assistance publique, aux conditions édictées par la présente loi.



**44.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête des intéressés ou pour toutes autres raisons qu'il juge suffisantes, mettre fin au permis.

SECTION VI  
DE L'ASSISTANCE MUNICIPALE

**45.** Il est du devoir de tout conseil municipal de s'occuper effectivement des indigents qui ont leur domicile dans les limites de sa municipalité.

**46.** Les droits du pauvre imposés et perçus par chaque municipalité en vertu des dispositions de la section vingt-quatrième du chapitre deuxième du titre onzième des Statuts refondus, 1909 (articles 5956*u* à 5956*za*), sont versés en totalité, à son fonds de l'assistance municipale, et la moitié de ce fonds, sans déduction des frais de perception et autres, est transmise au trésorier de la province pour être affectée au service de l'assistance publique.

**47.** Le budget affecté à l'assistance municipale ne peut, sous aucune considération, être appliqué au paiement d'aucunes dépenses autres que celles encourues pour le soutien des indigents de la municipalité, sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil. Les frais de perception sont payés à même la partie de ce fonds appartenant à la municipalité.

**48.** Il est du devoir des officiers de tout conseil municipal de fournir, sur demande, au service de l'assistance publique, tous les renseignements dont il a besoin touchant l'administration du budget de l'assistance municipale.

**49.** Le secrétaire-trésorier, le greffier ou tout fonctionnaire de tout conseil municipal préposé à cette charge, doit, sur demande, fournir aux institutions d'assistance publique, situées dans les limites de leur municipalité, un certificat établissant le montant de l'aide accordée par son conseil municipal et tous autres détails concernant les relations existantes entre la municipalité et l'institution d'assistance qu'il subventionne.

**50.** Le trésorier de la province peut faire remise au secrétaire de la province, à même le fonds de l'assistance publique, des montants requis par le service de l'assistance publique, pour payer les octrois pour la mise à effet des dispositions de la présente loi.

**51.** Les montants qui doivent être versés au département du Trésor pour faire partie du fonds spécial désigné sous le nom de "Fonds de l'assistance publique", comprennent :

1. La partie des droits perçus par les municipalités suivant les dispositions de l'article 46 de la présente loi et qui doivent y être versés aux termes dudit article;

2. Les droits perçus pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec;

3. Les droits perçus pour les licences des champs de courses et les droits d'entrée aux champs de courses, conformément à la Loi des licences de Québec;

4. L'honoraire d'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les champs de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec.

Les deniers perçus en vertu des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 sont versés audit fonds après en avoir déduit les frais de perception.

**52.** L'article 819*b* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 9 George V, chapitre 17, section 1, est amendé en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots: "et tous les droits et taxes perçus en vertu de la Loi de prohibition de Québec", par les mots: "à l'exception des droits mentionnés aux paragraphes 2 et 3 et des honoraires et droits mentionnés au paragraphe 4 de l'article 51 de la loi 11 George V, chapitre (*insérer ici le No du chapitre que portera le présent bill*)".

**53.** L'article 4284*a* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 10 George V, chapitre 60, section 1, est amendé en y ajoutant, après le mot: "gouvernement", dans les sixième et septième lignes du deuxième alinéa, les mots: "et les autres institutions mentionnées au paragraphe *e* de l'article 3 de la loi 11 George V, chapitre (*insérer ici le No du chapitre de la présente loi*)".

**54.** L'article 5956*v* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 9 George V, chapitre 61, section 1, est remplacé par le suivant:

**"5956*v*.** Personne ne peut assister à une représentation dans un lieu d'amusements, sans avoir au préalable payé à la municipalité dans laquelle est situé le lieu d'amusements, un droit équivalant à dix pour cent du prix d'entrée. Toute fraction doit être comptée comme un entier. Toutefois, ce droit n'est pas exigible pour une partie, pour une exhibition autre que celle de vues animées, pour tout concert ou pour toute autre représentation instructive ou récréative reconnue par l'officier municipal chargé de la perception de ce droit, comme étant jouée ou donnée pour des fins patriotiques, agricoles, religieuses ou de charité seulement ou pour l'encouragement des arts, et jouée ou donnée exclusivement par des amateurs résidant dans la province et qui ne reçoivent aucune rémunération pour leurs services à cette occasion.

Le porteur d'un billet de faveur ou de saison doit payer le droit basé sur le prix d'entrée qu'il paierait s'il ne possédait pas ce billet.

En attendant qu'il soit autrement décrété par règlement de la municipalité où est situé le lieu d'amusements, le droit doit être perçu par la personne qui tient ou exploite ce lieu d'amusements au moyen de

billets et de réceptacles, les uns et les autres fournis et contrôlés par la municipalité, et cette dernière peut accorder à cette personne ou à toute autre personne la commission qu'elle jugera à propos sur la vente de ces billets."

"Dans le cas de parcs d'amusements le ministre est autorisé à conclure avec les propriétaires tout arrangement pour la fixation de la taxe à être perçue et le mode de perception, le tout sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil."

**55.** L'article 5956y des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 9 George V, chapitre 61, section 1, est remplacé par le suivant :

"**5956y.** La municipalité peut faire les règlements qu'elle juge à propos afin de mettre à effet les dispositions de la présente section dans son territoire."

**56.** L'article 5956z des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 9 George V, chapitre 61, section 1, est remplacé par le suivant :

"**5956z.** Les droits perçus en vertu de la présente section ou en vertu de tout règlement ou de toute résolution adoptés en vertu d'icelle, forment partie, pour une moitié, du fonds de l'assistance municipale de la municipalité dans laquelle est situé le lieu d'amusements et, pour l'autre moitié, du fonds de l'assistance publique au département du Trésor.

La municipalité qui perçoit des droits en vertu des dispositions de la présente section est tenue de transmettre, tous les trois mois, au trésorier de la province, pour être versée au fonds de l'assistance publique, la moitié du montant brut réalisé par elle pendant les trois mois précédents, accompagné d'un état démontrant le montant perçu.

Les municipalités doivent tenir un compte distinct des deniers perçus et des dépenses encourues, à l'occasion de la mise à exécution des présentes dispositions.

Si une municipalité néglige de rendre compte comme susdit et de payer les sommes qui appartiennent au fonds de l'assistance publique, le trésorier de la province peut faire faire, par la personne qu'il désigne, une inspection des comptes de la municipalité et toutes autres recherches nécessaires pour établir le montant qui est dû à tel fonds. Il peut également exercer un recours en reddition de compte et en répétition devant le tribunal compétent".

**57.** La loi 10 George V, chapitre 61, est abrogée.

**58.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

## B

### LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT AU DIRECTEUR MEDICAL DES HOPITAUX D'ALIENES ET D'ASSISTANCE PUBLIQUE

*(Sanctionnée le 14 février 1920)*

SA MAJESTE, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le chapitre et les articles suivants sont insérés dans les Statuts refondus, 1909, après le chapitre cinquième du titre huitième :

#### — “CHAPITRE SIXIEME

#### “DU DIRECTEUR MEDICAL DES HOPITAUX D'ALIENES ET D'ASSISTANCE PUBLIQUE

“**4284a.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique avec un traitement n'excédant pas cinq mille piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Les mots : “hôpitaux d'aliénés” et “assistance publique”, comprennent les asiles d'aliénés, les écoles de réforme et d'industrie et toutes autres institutions quelconques qui reçoivent, gardent, soignent ou hospitalisent des malades, des indigents, des orphelins, des délinquants et qui ont un contrat avec le gouvernement.<sup>1</sup>

“**4284b.** Le directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique exerce les fonctions qui lui sont attribuées, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

“**4284c.** Il est payé au directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique, pour frais de voyage, à même le fonds consolidé du revenu, la somme de six piastres par jour, y compris les jours nécessairement occupés par le déplacement, aller et retour, de l'endroit de sa résidence.

L'état de ces frais doit être accompagné d'un certificat établissant le nombre de jours pour lesquels il a le droit de faire la demande de paiement.”

2. Les articles 4088a, 4088b et 4088c des Statuts refondus, 1909, tels qu'édictés par la loi 8 George V, chapitre 54, section 1, sont abrogés.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

---

<sup>1</sup> “et les autres institutions mentionnées au paragraphe e de l'article 3 de la loi George V, chapitre...” — Ces mots sont ajoutés par l'application de l'article 53 de la Loi d'assistance publique.



C

Discours de M. David, secrétaire provincial

*Prononcé à l'Assemblée législative, le 16 mars 1921 (Compte rendu du Soleil, de Québec, du 17 mars).*

En présentant son bill de l'Assistance Publique, le secrétaire provincial exprime qu'il lui sera permis de répéter la constatation que nous dûmes faire en 1917, à la suite d'examen médicaux qui suivirent la passation d'une certaine loi. Le rapport fut déplorable au point de vue physique. Plus que jamais, nous devons prendre des dispositions pour protéger l'hygiène publique. Notre province cependant, dans ces circonstances-là, ne se fait pas tirer l'oreille. Tant de fois déjà elle a damé le pion à toutes les autres, dans différentes matières ; aussi, elle n'entend pas rester en arrière quand il s'agit d'hygiène publique, quand il y va de la santé du peuple. Le gouvernement actuel n'a été indifférent à aucune question d'hygiène publique, jusqu'à présent ; il s'est occupé de tout : de l'hygiène en général, de la mortalité infantile, de la tuberculose, etc.

Dans la route qu'elle parcourt vers son but, la société laisse tomber des lambeaux d'humanité sur le bord de la route ; il faut nous pencher et tendre les mains vers ces humains malheureux. Parmi ces débris, il y a les aveugles, les muets, les sourds, ceux qui ne verront jamais les purs rayons du soleil, ceux qui ne pourront jamais exprimer leurs joies et leurs douleurs, ceux qui n'entendront jamais les concerts harmonieux de la nature ; enfin, que d'autres misères que crée la société dans sa course vers la civilisation. La plupart de ces malheureux s'en vont, comme on sait, chercher refuge dans les hospices. Jusqu'à présent, il s'est trouvé des hommes et des femmes qui, dans un même but et dans une même foi, se sont penchés sur ceux que la société avait laissés tomber au bord de sa route. Saluons avec respect et vé-

nération ceux et celles qui, chez nous, depuis les débuts de la colonie, se sont donné le rôle d'être les consolateurs des déshérités de la nature et de la fortune.

Mais nous ne sommes plus au temps héroïque et sublime de saint Vincent de Paul, où l'on se prodiguait avec tant d'abnégation envers les malheureux et où régnait dans toute sa pureté la charité privée.

Est-ce à dire cependant qu'un gouvernement doive se substituer à la charité privée et établir l'étatisme ou l'étatisation de la charité ? La charité administrative ne s'élèvera jamais aux hauteurs où ont élevé la charité chrétienne ceux et celles qui la font simplement en regardant le ciel.

Mais sans y voir de l'étatisme, un gouvernement peut aider dans la collaboration de la charité. Nous avons donc pensé faire une loi qui organise pour ainsi dire la charité. Comme le disait, un jour, le ministre de l'instruction en Belgique, il faut, aujourd'hui, l'organisation de la charité. La charité d'aujourd'hui est technique et elle est devenue une science. Sans cette organisation, nous nous égarons.

Le projet que nous soumettons à la Chambre aujourd'hui est basé sur la reconnaissance de la nécessité de la collaboration entre le public et les municipalités, pour organiser la charité de façon, pour ainsi dire, technique ; il ne faut plus seulement des paroles, il faut des actes. Mais nous ne voudrions pas que soit créée l'impression que l'objet de la loi que nous présentons est de créer l'obligation de la charité. Nous laissons aux municipalités l'entière initiative de leurs actes charitables. Quand, dans une municipalité, un indigent aura besoin d'être gardé dans une institution, nous exigeons

qu'un parent nous donne un certificat de son indigence; nous demandons un autre certificat du maire de la municipalité. S'il s'agit d'un indigent non malade, nous demandons un certificat du curé de la paroisse; s'il est malade, nous exigeons le certificat d'un médecin. Nous laissons, encore une fois, les municipalités entièrement libres de leurs actes de charité. Pour cela, nous avons réservé un certain montant que nous préleverons sur les amusements.

Y a-t-il, demande le secrétaire provincial, dans la province un seul électeur qui s'objectera, quand il va s'amuser, à payer 10% de l'argent qu'il paie, pour faire partager à

ceux que nous devons aider un peu du bonheur qu'il va goûter en s'amusant ? Des gens parlent aux courses pour une valeur de treize millions dans notre province; y en a-t-il, parmi ceux-là, qui ne sont pas prêts à éclairer d'un peu de bonheur le foyer des malheureux ?

Il a donc confiance que cette loi que l'on présente aujourd'hui sera acceptée avec joie par toute la population de la province. Il sait d'avance qu'elle sera bien acceptée par la Chambre. Comme l'empereur romain Titus, dit-il, ce soir, quand cette loi sera votée, nous pourrons nous dire que nous n'avons pas perdu notre journée.

## D

### Explications de M. Taschereau

*Extrait d'un discours prononcé à un dîner-causerie de l'Association de la Jeunesse libérale, le 13 avril, 1921.<sup>1</sup>*

Il est un sujet que je tiens particulièrement à traiter ce soir : c'est celui de l'Assistance publique. Après avoir lu divers articles qui ont paru dans certains de nos journaux, je me demande si la loi que nous avons adoptée à la dernière session a été bien comprise dans tous les milieux qui s'y intéressent et qui ont raison de s'y intéresser, puisque l'assistance publique touche à la vie même des individus et qu'elle est à la fois une question sociale et religieuse. En nul pays la religion n'y a de plus large part que dans notre province, où nos admirables institutions religieuses ont su épargner à l'Etat ce qui ailleurs constitue un très lourd fardeau et un des problèmes les plus difficiles à résoudre.

Pour expliquer les raisons qui

ont porté le gouvernement à agir, il faut savoir dans quelle situation se trouvent nos institutions de charité, surtout depuis la guerre, et comment, en dépit des miracles qu'elles ont accomplis grâce à leur esprit d'abnégation, de dévouement et de sacrifice, il leur est absolument impossible de répondre aux appels désespérés des indigents, des malades et des miséreux.

En 1919 notre province comptait 165 institutions d'assistance, comprenant les hôpitaux, crèches, maternités, hospices, orphelinats et asiles. On y admettait durant cette même année 45,000 patients, dont 28,357 Canadiens, et environ 16,000 étrangers ou de nationalités non spécifiées. C'est dire que ces institutions étendent leur bienfai-

<sup>1</sup> La partie ici reproduite de ce discours a été communiquée d'avance aux journaux et publiée textuellement dans le *Devoir* du lendemain, 14 avril.

discours a été communiquée d'avance aux journaux et publiée textuellement dans le *Devoir* du lendemain, 14 avril.

sance à beaucoup de personnes qui ne sont pas des nôtres. 14,000 patients ont été soignés gratuitement, et 7,000 n'ont payé qu'une partie du coût de leur entretien. Ces chiffres n'incluent pas les dispensaires, qui ont secouru au-delà de 40,000 malades. L'exercice de 1919 s'est soldé par un déficit d'au-delà d'un quart de million, et ces institutions seules savent à combien de misères elles ont dû rester sourdes, faute des ressources nécessaires. Notez que pendant ce temps, on a secouru en dehors de ces institutions 117,000 personnes.

Je regrette de tant parler chiffres, mais ils sont indispensables pour se faire une juste idée de la situation.

Les recettes totales de nos institutions de bienfaisance se sont élevées en 1919 à près de \$3,000,000 et le gouvernement n'a contribué pour sa part que \$81,000, soit environ 2 1-2 pour cent. Il est aussi à noter que c'est l'année où le gouvernement a le plus donné.

Depuis, les appels au gouvernement se sont faits de plus en plus pressants. Visitez à Montréal l'hôpital Ste-Justine, les crèches, l'hôpital des Incurables, l'institution des Sourdes-Muettes, et à Québec l'hôpital du Sacré-Coeur pour les épileptiques, et la Crèche. Partout, l'on vous avouera, avec le désespoir dans l'âme, que, faute de ressources, la charité est impuissante à soulager ceux qui souffrent. Voyez par vous-mêmes toutes les affreuses misères à soulager, et dites-moi si le gouvernement n'a pas le devoir impérieux de venir en aide à nos institutions pour leur permettre de réaliser leur oeuvre?

Dernièrement je visitais la Crèche de Québec, une institution due à la charité discrète d'un de nos bons citoyens. Il y a là près de 300 enfants : on n'y a pas même de buanderie. Cependant on y fait des merveilles en réduisant de 90 pour cent à 45 pour cent le chiffre de la mortalité infantile. Cette moyenne est encore trop élevée.

Ne nous incombait-il pas, dans ces conditions, de créer des ressources nouvelles pour secourir nos institutions de bienfaisance ?

Par la législation adoptée à la dernière session, nous avons doublé le sou du pauvre, la moitié allant au gouvernement et l'autre moitié restant aux municipalités. Nous y avons ajouté un pourcentage sur le pari mutuel et sur le droit d'entrée aux champs de courses. N'est-il pas raisonnable de faire contribuer ceux qui s'amusent à secourir ceux qui souffrent ?

Grâce à ce système, le gouvernement devrait avoir à sa disposition pour des fins d'assistance publique au moins un million par année. Les municipalités en auraient autant, soit un budget de \$2,000,000.

Ceci m'amène à répondre à une objection que j'ai lue dans un journal, où il était dit que les municipalités ne pourront aider que les institutions reconnues d'assistance publique par le gouvernement. C'est là une profonde erreur. Nous obligeons simplement les municipalités à verser à la charité la totalité de ce que leur rapporte le sou du pauvre. Elles ne sont tenues de verser de l'argent aux institutions reconnues d'assistance publique que lorsqu'elles y envoient des malades, et elles sont toujours libres d'employer leur part de revenu du sou du pauvre comme elles l'entendent, pourvu que cet argent serve exclusivement à secourir les indigents. Il est donc faux de dire que les municipalités ne pourront pas aider à leur gré les institutions de bienfaisance.

Mais, ajoute-t-on, c'est là une mauvaise loi, parce qu'elle subordonne la charité à l'action gouvernementale en soumettant les institutions secourues à la surveillance de l'Etat. On n'y voit rien moins que la mainmise de l'Etat sur la plus belle des vertus, et on lance le gros mot : c'est de l'étatisme.



En réalité, la mesure que nous avons adoptée est si peu de l'étatisme au sens où on l'entend, que je dois au gouvernement dont je suis le chef de faire une déclaration très catégorique à ce sujet. Si notre loi d'assistance publique comportait la moindre ingérence du gouvernement dans la régie interne de nos institutions d'assistance publique, ou devait avoir le moindre résultat d'entraver l'initiative de la charité privée et d'arrêter son élan généreux et bienfaisant, mes collègues et moi n'hésiterions pas un instant à inviter la députation à jeter cette loi au panier. Car ce serait exactement l'opposé du but que nous cherchons à atteindre.

Mais étudions d'abord comment la nouvelle loi doit fonctionner.

Nous créons, dans le département du secrétaire provincial, un nouveau service appelé le service de l'Assistance publique. L'administration en sera confiée à des hommes d'une haute valeur morale, dont les fonctions seront nettement définies et les pouvoirs strictement limités conformément à l'esprit et à la lettre de la loi.

La première tâche qu'ils auront sera de s'enquérir auprès des institutions de bienfaisance et des hôpitaux du nombre de lits qui peut être mis à la disposition des indigents. Il est inutile de dire que le gouvernement n'aura rien à voir en ce qui concerne les malades payants, et que chaque institution pourra toujours disposer de ses lits comme elle l'entend. Une fois qu'aura été fixé le nombre de lits pouvant servir aux indigents, le service de l'assistance publique s'entendra avec l'institution pour établir le coût de l'hospitalisation. Ce point réglé, tout indigent envoyé à l'hôpital par une municipalité ne pourra y être admis que sur le certificat d'un médecin, s'il est malade, ou sur le certificat d'un officier municipal et d'un ministre du culte, s'il s'agit d'un misérable. Les munici-

palités conservent leur pleine autonomie, et elles ne sont nullement tenues d'envoyer leurs indigents à l'hôpital. Mais si elles le font, les frais d'hospitalisation se répartiront comme suit : 1-3 au compte de la municipalité, 1-3 au compte du gouvernement, et l'autre tiers au compte de l'institution qui trouvera ainsi sa tâche singulièrement allégée. Vous pouvez facilement faire le calcul de ce que cela représente pour les 14,000 indigents traités gratuitement en 1919.

Mais, objecteront ceux qui persistent à y voir de l'étatisme, ces institutions jusqu'ici indépendantes seront désormais contrôlées par l'Etat. Encore un gros mot qui n'a pas sa place ici, quand on le définit avec la loi en main. Quel contrôle le gouvernement, en vérité, peut-il bien exercer ?

Un article nous dit formellement qu'aucune institution n'est soumise à la loi de l'Assistance publique à moins d'avoir demandé de l'être. C'est une première garantie d'indépendance, et non pas illusoire, puisque les municipalités restent parfaitement libres de subventionner à même le sou du pauvre toutes les institutions qu'elles veulent.

Cependant, objectera-t-on encore, le gouvernement peut toujours prendre ces institutions par la famine et leur couper les vivres si elles refusent de se mettre sous le régime de la loi de l'assistance publique.

Nous avons si peu l'intention de leur couper les vivres, que nous avons voté à la dernière session le budget des charités en l'augmentant sensiblement. Toute institution qui préférerait l'ancien régime au nouveau peut y rester soumise. Bien plus — et il me semble que cela rend assez clair le sens de la nouvelle loi, — le gouvernement s'est réservé dans cette même loi le pouvoir de donner à une institution de bienfaisance toute autre aide nécessaire, afin qu'il n'y en ait aucune qui ait à se plaindre de nous.

L'objection la plus extraordinaire qu'on ait faite est celle qui repro-



che à la loi de pourvoir à la surveillance de l'emploi des deniers que le gouvernement accorde, sous prétexte que nos institutions charitables n'ont pas besoin d'une semblable surveillance. Le "Bien Public" de Trois-Rivières est même allé jusqu'à dire que nous pourrions surveiller toutes les autres institutions, mais que nous devrions laisser tranquilles celles qui sont catholiques. Si cette surveillance fait injure à une institution, je me demande si l'auteur de l'article en question s'est rendu compte de ce qu'il disait; et si elle n'y fait pas injure, je me demande pourquoi les institutions catholiques refuseraient de s'y soumettre plus que les autres. Et le fait est qu'elles ne songeront jamais à se plaindre de cette surveillance, qui ne s'étend qu'à l'emploi des deniers venant de nous, et des deniers venant des municipalités dont nous sommes pratiquement en l'espèce les fidéi-commissaires. Nous faisons un contrat avec les institutions de bienfaisance: notre devoir n'est-il pas d'en surveiller l'exécution? Et pourquoi chercher un conflit là où les autorités s'entendent à merveille et agissent chacune dans leur sphère? Nos deux grandes universités catholiques ne sont-elles pas allées beaucoup plus loin quand elles ont jugé à propos de s'adjoindre un comité de laïques pour gérer le plus profitablement possible les millions mis à leur disposition? Est-ce une mauvaise loi que celle qui permet aux fabriciens de contrôler les fonds destinés à construire des églises et à les entretenir?

Il y a plus. Notre province abrite des races et des croyances bien diverses. La loi doit être la même pour tous. Catholiques et protestants et juifs font appel au gouvernement pour soulager leurs miséreux.

Devrons-nous verser indistinctement à tous les sommes considérables que le public aura mises entre nos mains, sans savoir au juste quel emploi il en est fait? Suffira-t-il

aux uns et aux autres de demander pour recevoir, et devrions-nous nous abstenir d'exiger que tous, sans distinction, nous rendent un compte satisfaisant? Serait-ce là une ligne de conduite digne d'un gouvernement? Non seulement un pareil système serait absurde, mais il en résulterait d'inévitables abus et les pires mécontentements.

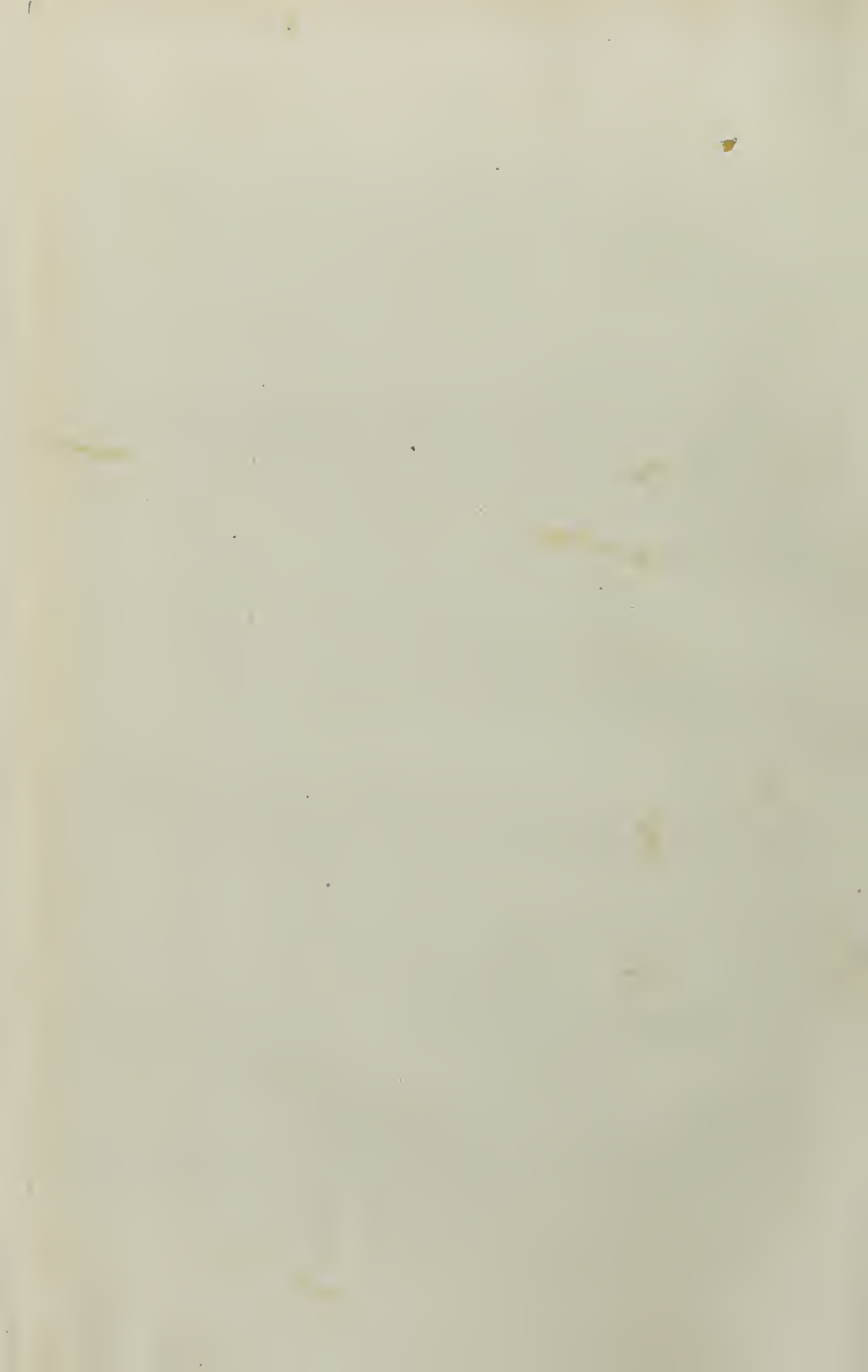
Dans une institution près de Québec que la nouvelle loi est destinée à secourir, il y a 660 enfants, dont plus de la moitié sont tuberculeux. Sous prétexte qu'il y a un semblant d'ingérence de l'Etat, va-t-on nous refuser le droit de visiter cette maison et d'y envoyer un représentant de l'Assistance publique, médecin ou autre, pour suivre les résultats de nos efforts dans la lutte contre ce terrible fléau? La crainte d'être taxés d'étatisme va-t-elle nous empêcher de demander des rapports que, du reste, toutes les institutions nous fournissent avec la meilleure volonté?

Le gouvernement ne redoute pas la critique; il l'invite. Mais il la veut sincère et raisonnable. Il ne peut que s'indigner lorsque l'ontente de pervertir ses intentions, de lui prêter des motifs qu'il n'a pas, et surtout lorsqu'on l'accuse de vouloir laïciser la charité, et d'enlever le caractère que Dieu lui a donné, et qui la met bien au-dessus de toutes les lois que les hommes peuvent faire.

Nous n'avons qu'un désir, celui d'aider nos admirables institutions, de coopérer avec elles, et de leur donner les secours matériels sans lesquels la charité, le dévouement et l'abnégation ne pourraient plus s'exercer efficacement et continuer d'accomplir l'oeuvre admirable que nous leur devons.

Nous leur tendons aujourd'hui la main. J'ai la certitude que notre geste sera accueilli favorablement et que la nouvelle Loi de l'Assistance Publique aura tous les heureux résultats que souhaite notre population.









## DATE DUE

[illegible]



F5081 .B65A15  
Bourassa, Henri  
Brochures diverses.

DATE	ISSUED TO <u>259057</u>

259057

